



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries janvier 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier

CAUSERIE

Souhaitons-nous pour 2013 de parvenir à dépasser nos divisions, à parvenir à rassembler nos forces, à abattre les obstacles qui jusqu'à présent nous ont empêché de construire un nouveau parti communiste.

On va commencer très fort l'année ! En fait, si je n'ai pas actualisé le site hier, j'ai quand même bossé.

Le fichier des causeries de 2012 est disponible au format pdf (Acrobat Reader) avec un lien vers chaque mois de l'année, 2377 pages.

Faites le calcul, à moi tout seul j'ai battu tous les partis. Vous avouerez quand même qu'ils manquent singulièrement de volonté pour informer correctement les travailleurs et les militants, dont les leurs. Pourquoi ? c'est l'objet de la causerie d'aujourd'hui, notamment, comme par hasard ! Si quelqu'un a un problème politique à régler, ce n'est pas moi mais bien eux semblerait-il.

Le fichier des articles de presse de 2012 est disponible au format pdf (Acrobat Reader) avec un lien vers chaque mois de l'année, 626 pages.

En réalité ces fichiers ne seront disponibles que demain car ma connexion trop lente m'a planté et je n'ai plus le temps de recommencer, je dois sortir mon chien avant la nuit.

Demain je vous fournirai les statistiques de visites et de téléchargement en décembre et pour l'année 2012, autour de 40 000 dans les deux cas, les statistiques des téléchargements ne prenant pas en compte les documents ouverts sans avoir été téléchargés dans votre disque dur.

J'ai reçu deux documents, l'un en provenance de Roumanie, l'autre de France, je verrai demain si je les mettrai ou non en ligne dans la rubrique *Tribune libre*, si c'était le cas, que leurs auteurs sachent par avance que je n'en partage pas le contenu, ce serait uniquement pour les encourager à continuer à se connecter sur le portail que j'anime...

J'ai corrigé le lien vers le document du M'PEP *Les contradictions de Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon*.

La suite a été rédigée hier et avant-hier soir.

Encore une fois, je souhaite tout le meilleur à tous les travailleurs et militants qui se connectent sur le portail que j'anime, au-delà de nos désaccords, notre but est de parvenir à marcher ensemble pour parvenir à abattre notre ennemi commun.

Vous allez trouver aujourd'hui un article que j'ai préparé hier, dont des militants ne comprendront peut-être pas la raison d'être et la signification. Il se rapporte à ce que les masses et les militants devraient savoir ou avoir conscience, ce qui n'est pas le cas. Pourquoi s'acharner sur ce registre dirons certains et je comprends leur questionnement. Parce que on ne peut pas comprendre et interpréter correctement la situation quand on s'illusionne sur le niveau de conscience politique des masses. Il est pratiquement impossible de définir une ligne politique correcte et des tâches à leur portée.

Des militants sont aussi portés à se permettre de juger sévèrement l'état d'esprit ou le comportement des travailleurs, sans saisir véritablement pourquoi ils agissent de la sorte puisque eux-mêmes l'ignorent, du coup, ils se découragent, ils ne croient plus vraiment qu'on parviendra à vaincre notre ennemi, ils militent en dilettante ou cessent pour ainsi dire de militer, ils refusent de s'organiser dans un parti. Il est clair qu'en partant d'un constat ou d'un postulat erroné on a peu de chance de parvenir à des conclusions correctes, cela arrive parfois mais cela ne dure jamais très longtemps.

La détermination qui doit accompagner le militant ne peut reposer que sur une prise de conscience de la situation, qui doit être la plus étendue possible ou couvrir le vaste champ des facteurs (et leurs rapports) en présence, sans quoi ses lacunes agiront comme des failles qui inconsciemment au fil du temps se creuseront et se refermeront sur lui, dès lors pour se sauver, croira-t-il, il n'aura pas d'autre alternative que de s'enfoncer dans son erreur d'interprétation et de le justifier en recourant à des méthodes de plus en plus incorrectes ; au-delà, les militants disposant de capacités intellectuelles plus développées cristalliseront ou théoriseront ces erreurs jusqu'à en faire un programme et former leur propre groupe ou organisation qui tiendra davantage de la secte qu'autres choses le plus souvent.

Ce que j'ai voulu expliquer, c'est que la plupart du temps les militants croient être guidés par le niveau de conscience politique qu'ils ont acquis ou leurs connaissances, alors que dans la réalité leur inconscience ainsi que leur ignorance détermine ou influence en grande partie leur comportement, cela est valable à des degrés divers pour chaque militant et individu, et c'est seulement en fonction des moyens qu'il aura développés, donc de sa propre expérience, qu'il lui sera possible de les mesurer.

Bien que cela ne soit pas l'objet de cet article, en rapport avec ce qui vient d'être dit, je voudrais ajouter un mot sur la question du parti, de ses dirigeants particulièrement.

Il existe pour ainsi dire autant de niveaux de conscience politique ou de connaissances ou encore d'expériences qu'il existe de militants ou de travailleurs, dès lors et cela constitue un paradoxe lorsque l'on n'est pas capable de mener notre analyse jusqu'au bout, s'il n'existe pas un ou quelques dirigeants capables de se distinguer du lot par leurs qualités pour d'une certaine manière réduire cette différence de niveaux dont il vient d'être question, ou faire en sorte qu'elle ne constitue pas un inconvénient ou un obstacle au rassemblement dans le même parti de militants ou travailleurs qui ont tous connu des expériences différentes, la construction du parti s'avèrera finalement impossible. Traiter à la légère ou par dessus la jambe la question de la direction du parti, la personnalité de ses dirigeants est faire preuve d'une grave ignorance de la nature humaine au-delà de toute question politique. Cette question est déterminante et conditionne la construction du parti.

On nous rétorquera qu'elle peut donner naissance au culte de la personnalité, certes, mais n'est-ce pas inévitable et il est facile de le comprendre une fois qu'on a pris conscience de l'inconscience ou de l'ignorance qui inévitablement guide en partie le comportement des militants ou des travailleurs. D'ailleurs il faut faire preuve là encore d'ignorance ou d'une terrible mauvaise foi pour ne pas reconnaître que dans le passé, si ce culte de la personnalité a causé de terribles ravages dans le mouvement ouvrier, il lui a aussi permis de remporter de formidables victoires. Donc avant de porter un jugement en dernière analyse sur une question, il est préférable d'y réfléchir à deux fois ou davantage encore, cet exemple le prouve si nécessaire. Oui, nous avons besoin d'un Marx ou d'un Lénine, ce n'est pas un vœux que je formule ici, c'est plus qu'un simple constat, c'est une nécessité absolue, or apparemment il n'existe pas aujourd'hui, mille fois hélas.

Il nous faut apprendre à vivre avec bien des contradictions ou des paradoxes qui constituent la base du processus dialectique auquel nous assistons et dont nous sommes partie prenante. Si on n'est pas en mesure de les discerner, on sera incapable de les interpréter correctement, on peut se leurrer sur notre propre niveau de conscience ou de connaissance, mais on ne pourra jamais leurrer les autres très longtemps. Il nous faut avoir la volonté acharnée de progresser toujours et encore, vaut mieux encore se dire qu'on est nul ou ignorant que l'inverse. Quant à notre amour-propre que l'on place souvent au mauvais endroit, on ferait mieux de commencer par se demander qu'est-ce qu'on a fait pour développer les principes ou les valeurs dans lesquels on croit, de quelle manière on les a mis en pratique avant de porter un jugement sur soi-même, dans un sens ou un autre d'ailleurs, qui plus est sur les autres pour peu que cela soit possible.

Cet aparté étant terminé, pour l'avoir rédigé après avoir écrit ce qui suit, je me rends compte qu'il n'était pas très éloigné de notre sujet, l'ignorance des masses. Prenons quelques exemples.

Il est dit que plus de 90% des Américains ignorent que la banque centrale des Etats-Unis, la Réserve Fédérale (Fed), n'est pas la banque de l'Etat américain, une banque publique au service des citoyens américains, mais une banque privée, commerciale,

qui fonctionne uniquement au profit des banquiers qui la composent, de la même manière que les Anglais ignorent aujourd'hui que la couronne britannique est issue d'une famille germanique et qu'elle était admiratrice de Hitler et du régime nazi, cela paraît incroyable, mais c'est la stricte vérité, et si vous vous aviez de demander à des Français qui est à l'origine de l'Union européenne, peut-être 1% serait capable de vous donner la bonne réponse : l'impérialisme américain par la voix de son oligarchie financière au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Bien des militants ne comprennent pas pourquoi le mouvement ouvrier ne parvient pas à se dépêtrer du borbier dans lequel il est empêtré, pourquoi le prolétariat se laisse si facilement manipulé, pourquoi à bien des égards les travailleurs que nous croisons ont adopté le mode de pensée ou l'idéologie de la classe dominante, c'est parce que les masses sont toujours aussi ignorantes, alors que cette question est systématiquement occultée par tous les partis ouvriers, qui estiment que seule la conception de la lutte de classe d'autrefois leur permettra de progresser, alors que nous observons exactement le contraire depuis des décennies ou plus encore.

Ces partis et leurs dirigeants refusent de regarder la réalité en face, de la même manière qu'ils refusent de prendre en compte les profondes transformations qu'a subi la société et le monde pour se cantonner à un discours qui n'est pas forcément erroné, mais qui ne correspond pas aux besoins des masses pour parvenir à élever leur niveau de conscience politique, condition indispensable pour passer à l'étape suivante ou engranger le profit qui en découlerait et qui se traduirait par leur organisation également à un niveau supérieur. L'un n'allant pas sans l'autre à notre époque on va d'échec en échec, on piétine ou n'on n'avance pas d'un millimètre, chacun peut le constater.

L'objet de notre contribution politique est de faire en sorte de briser cette spirale infernale qui nous mène tout droit à la catastrophe. Dans l'article suivant que j'ai rédigé avant-hier, j'ai voulu me montrer optimiste sur la situation en Grèce, mais en réalité je n'en pensais pas un mot. A la manière de Trotsky, qui estimait en 1936 que c'était au tour de la France de prendre le relais de la révolution socialiste en Russie, il était évident que la situation et tous les facteurs démontraient que ce serait impossible et c'est bien ce qui se passa. Il ne pouvait pas tenir un autre discours qui aurait été incompréhensible à l'ensemble des militants à cette époque et par bien des côtés démobilisateurs. Il n'avait fait que définir la tendance historique qui correspondait à la situation, ce que la quasi totalité des dirigeants ont compris partiellement à l'époque, pas du tout par la suite...

On voit là que Trotsky avait en tête certains rapports qui échappaient aux dirigeants de l'opposition de gauche en France et dans le monde, et bien je pense qu'à bien des égards nous nous trouvons dans la même situation quand nous évoquons non seulement l'ignorance des masses, mais aussi la face cachée ou non officielle de la guerre que mène le camp de la réaction mondiale, plus particulièrement par quels moyens elle la mène et dont les masses et les militants ignorent tout ou presque.

Quand on évoque l'ignorance et la manipulation des masses, cela ne se rapporte pas uniquement à ce qu'on leur sert à 20h au journal télévisé, mais aussi à tout ce dont elles n'entendent jamais parler et qui pourtant existe et agit quotidiennement sur leur mode de vie, de pensée, qui détermine leur avenir.

Quand j'étais jeune, j'en suis venu à la nécessité de m'organiser, non pas sur le simple rejet de ma condition, mais de la société toute entière, de façon plus ou plus consciente il faut bien dire à l'époque. La suite prouva que cette décision avait été prise principalement au regard de ma condition, et il a suffi qu'elle s'améliore pour que je n'estime plus nécessaire d'être organisé, ce qui fut effectivement le cas quelques années plus tard quand je cessai de militer. Ma propre expérience, dont j'ai essayé de tirer des enseignements, me fait dire qu'il est donc indispensable d'avoir acquis un niveau de conscience politique supérieure au-delà de sa propre condition, qui englobe la totalité de la société ou du monde pour estimer indispensable de les changer. Ce niveau de conscience fait défaut chez les masses et la plupart des militants du mouvement ouvrier qui s'accrochent à une amélioration de leur condition ou son maintien, ils demeurent incapables d'imaginer la société au-delà du capitalisme et ses institutions.

Ce qui caractérise le mieux le comportement des masses et de la plupart des militants, c'est leur absence de discernement. Je vais vous donner un exemple. Cette après-midi j'ai lu un article sur le WWF dans lequel figurait la liste des principaux dirigeants qui se sont relayés à sa direction depuis sa naissance. Qu'y trouvait-on ? Des banquiers, des dirigeants des principales multinationales ou de différents Etats dont des monarques. Rien qu'en France il y aurait plus de 140 000 adhérents à cette organisation. Comment peut-on croire un instant que ceux qui sont responsables du saccage organisé de notre planète et de la misère du monde pourraient oeuvrer à leur bien-être ? C'est totalement aberrant et pourtant il en est ainsi. Et bien sur le plan politique c'est exactement la même chose. Bien entendu ces centaines de milliers de personnes ne se sont jamais posées cette question, parce qu'elles n'ont jamais eu entre les mains les éléments leur permettant de porter un jugement objectif sur cette organisation qui en réalité poursuit un tout autre objectif que celui qu'elle affiche, donc éventuellement de remettre en cause le soutien qu'elles lui apportent, inconsciemment ou à leur insu.

Je ne sais pas comment on peut appeler cela, le bon sens ou la logique, personnellement je préfère parler de discernement, dès lors qu'on permet à chacun d'en faire usage, il y a tout lieu de penser que toute personne pour le moins sensée arrivera à la conclusion qu'elle a été manipulée par les dirigeants de cette organisation, qui ont exploité son ignorance à des fins inavouables ou qui lui échappaient totalement, alors que de son côté elle était sincère et pensait oeuvrer utilement au bien-être de l'humanité.

[La voix des néo conservateurs en France ou du Nouvel ordre mondial.](#)

Avant-propos.

Nous sommes des militants ouvriers nous réclamant du marxisme, du socialisme, de la révolution d'Octobre, de la révolution socialiste internationale, de la révolution permanente, nous sommes internationalistes, à ce titre nous combattons pour l'établissement d'un nouvel ordre mondial social ou socialiste qui sera bâti sur les cendres du vieux monde capitaliste qui de son côté combat pour l'établissement d'une dictature mondiale qu'il a nommé trompeusement Nouvel ordre mondial, sans en préciser la nature et pour cause. C'est à ce titre que nous y faisons référence, car nous combattons aussi l'opportunisme qui s'est développé autour du combat contre ce Nouvel ordre mondial des capitalistes. Des intellectuels se sont emparés de ce thème, leur objectif est manifestement différent du nôtre, il repose sur l'illusion qu'il serait possible de réformer le capitalisme, finalement plus ou consciemment ils font le jeu de notre ennemi.

Un article commenté d'Eric Le Boucher, journaliste, chef de service, chroniqueur économique au journal Le Monde, depuis 2008 directeur de la rédaction d'Enjeux-Les Echos, un des fondateurs du portail Slate.fr qui publie notamment des articles de Copé et Attali, entre autres références inféquentables.

Ce farouche réactionnaire est un partisan acharné de la politique ultra libérale de Milton Fredman mise en oeuvre à la lettre aux Etats-Unis depuis R. Reagan et que le cartel des banquiers de la Fed a pris le contrôle de la totalité des institutions américaines.

Le Boucher ou le bourreau est un admirateur sans borne de "*Bill Clinton, Tony Blair, Gerhard Schröder, sans parler des sociaux-démocrates scandinaves, australiens ou néo-zélandais*" (Slate.fr 08.10.12), qui après M. Thatcher ont appliqué la même politique de dérégularisation à outrance de l'économie en faveur des plus riches tout en sabrant à la hache dans les budgets sociaux des Etats.

Que ce "*chef de service*" de la réaction intervienne dès le lendemain du rejet par le Conseil constitutionnel de la taxe de 75% sur les revenus supérieurs à 1 million d'euros prévue pour deux ans dans le budget 2013, qui en réalité ne devait concerner environ que 1.500 personnes, qui auraient payé en moyenne 140.000 euros à ce titre (AFP 29.12), signifie après l'offensive lancée avec succès par le patronat au nom des créateurs d'entreprises (ceux qui se surnomment «pigeons»), que le Medef et l'oligarchie financière ne lâcheront rien, comme en Grèce, au Portugal ou en Espagne (dans une moindre mesure dans les autres pays de l'UE pour le moment), ils veulent pour ainsi dire nous faire la peau, nous réduire à l'état d'indigence, ramener notre niveau de vie ou notre condition d'existence des décennies en arrière ou davantage encore si possible, si nous les laissons faire, si nous sommes incapables de nous unir et de mobiliser la classe, de la dresser contre le régime en place, car c'est seulement si cette condition était réunie qu'ils reculeraient ou que nous pourrions lui infliger une première défaite importante qui stopperait provisoirement sa brutale offensive...

Au lieu de reproduire l'intégralité de cet article et de le commenter entre les lignes, j'ai préféré extraire les passages les plus significatifs et les commenter ensuite.

- "*La gauche n'en a pas fini de payer le coût de ses symboles. La gauche n'en a pas fini de payer le coût d'une analyse archaïque de la réalité économique et sociale. La gauche n'en a pas fini de payer sa soumission idéologique à l'extrême gauche.*"

Les "*symboles*" se rapportent au socialisme que Le Boucher et ses maîtres haïssent par dessus tout, ils sont là mauvais joueurs ou d'une mauvaise foi terrible, car cela les arrange bien qu'un parti subordonné au capital se réclamant frauduleusement du socialisme parvienne encore à capter les voix et le soutien des classes ou des couches moyennes, qui sinon pourraient se tourner vers d'autres partis plus proches de la classe ouvrière, leur pire cauchemar demeurant qu'elles s'unissent contre le régime pour l'abattre.

Le PS a officiellement souscrit à l'économie de marché en 1983, au capitalisme, mais pour les raisons évoquées ci-dessus, et bien qu'il ait définitivement abandonné le combat pour le socialisme depuis bien plus longtemps en réalité, pas plus que l'UMP ou l'UDI il ne peut s'engager plus loin sur les traces de Blair ou Schröder sans prendre le risque que n'éclate immédiatement une crise politique qui fragiliserait dangereusement ou mettrait à nu le régime. Cela ne veut pas dire qu'il ne prendra pas ce risque. Il a fait bien pire dans le passé sous l'étiquette de la SFIO...

En observant de quelle manière la situation évolue en Grèce par exemple, après l'application de trois plans d'austérité drastiques successifs qui ont consisté à saigner à blanc l'ensemble des masses exploitées, qui se sont traduits par la paupérisation de pans entiers de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes du prolétariat, l'instabilité politique est telle trois ans plus tard du fait de la résistance et du rejet de cette politique ultra réactionnaire conduites par le PASOK, puis par une coalition dirigée par la Nouvelle Démocratie à laquelle le PASOK participe, qu'il est à l'heure actuelle impossible d'en conclure que la réaction aurait vaincu ou serait parvenue à ses fins tant la situation sociale est explosive et la tension extrême entre les classes, les acquis qu'elle a engrangés ces trois dernières années peuvent être remis en cause à tout moment, et si jusqu'à présent le travail de maturation politique en cours chez les masses n'a pas débouché sur des objectifs politiques susceptibles de renverser la situation, autrement dit de se traduire par leur adhésion à une issue politique rompant avec le capitalisme et les institutions en place, rien ne dit qu'elles n'y parviendront pas, quoi qu'il en soit, elles ne sont pas défaites et elles continuent le combat quotidiennement avec les moyens dont elles disposent.

En Espagne et au Portugal, mais aussi en Italie et en Belgique, les masses ne s'avouent pas vaincues, elles conservent le potentiel de s'organiser et de se dresser contre le régime à tout moment.

Ces pays ont en commun avec la France d'avoir derrière eux une longue expérience de la lutte de classe, de posséder des syndicats qui n'émanent pas de la social-démocratie ou qui se sont développés indépendamment d'elle contrairement à l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, où pour ainsi dire les principaux syndicats y sont intégrés, j'écris cela de mémoire et je n'ai pas révisé leur histoire respective pour vérifier depuis quand ou de quelle manière cette intégration s'est réalisée, peu importe, c'est en tout cas un fait établi de nos jours que chacun peut vérifier si nécessaire, ce qui n'est pas le cas en France.

Or, le PS doit en tenir compte, ce que Le Boucher lui reproche.

C'est sans doute ce qu'il veut dire quand il affirme que le PS serait toujours soumis à "*l'idéologique (de)l'extrême gauche*" qu'incarment à ses yeux pas seulement la CGT ou d'autres syndicats, le Front de gauche, le POI, le NPA et LO, plus une multitude d'organisations et de groupes de militants qui se réclament du socialisme. Il ne veut pas comprendre ou admettre que le PS ne peut pas aller plus loin dans sa soumission au capital sans favoriser le développement de ces partis et entraîner la rupture avec ces partis et les syndicats dont il a besoin pour mener à bien sa politique antisociale, qui aux yeux de ce représentant de la branche la plus à droite de la réaction manque d'audace ou ne va pas assez loin dans la remise en cause de tous nos acquis sociaux.

Le Medef et toutes les institutions du capital réclament aussi de la part du gouvernement qu'il se presse de mettre en oeuvre toute une panoplie déjà prête de contre-réformes structurelles brutales, Hollande s'y est engagé à le faire, à son rythme, à petite dose pour commencer, le temps que chacun des acteurs de cette mauvaise comédie revête et s'habitue au rôle qui lui a été imparti de manière à tester auprès de leur population respective comment il est perçu avant d'aller plus loin. Brusquer les choses pourrait tout faire capoter, ce qu'ignore ou ne veut pas prendre en compte Le Boucher qui prend ses désirs pour la réalité et voudrait avancer avec un bulldozer, caractéristique commune à tous les dictateurs et leurs suppôts.

Plus loin, ce digne représentant du journal d'un banquier reproche à la droite française d'être aussi empêtrée dans ses contradictions que le PS et ses satellites.

- "*La droite a démontré, depuis 1995, qu'elle n'avait aucune idée précise et argumentée de ce que devait être la France au XXIe siècle, dans l'Europe et dans la mondialisation*", l'idée qu'elle devrait en avoir devrait être calquée sur celle de leurs concepteurs, en réalité les commanditaires des institutions internationales mises en place après la Seconde Guerre mondiale, l'Union européenne, le FMI, la Banque mondiale, etc. c'est-à-dire, l'oligarchie financière qui contrôlent les principales banques et multinationales, et qui sont les architectes de la politique néo conservatrice ou ultra libérale que nous avons évoquée plus haut, et à qui elle doit profiter évidemment.

La suite nécessite une explication.

- "*Gauche et droite sont en réalité réunis dans une même vision d'une France idéologiquement bloquée sur un mode défensif depuis 1960. Les grandes perturbations qui se sont succédées depuis –la fin des ères agricole et industrielle et l'entrée dans l'économie des services, l'allongement des durées de vie, la scolarisation de masse, Mai 68 et l'individualisme, puis l'explosion des nouvelles technologies– n'ont été acceptées que dans la mesure où elles ne dérangent rien du «modèle».*"

Pour bien faire, pour ce porte-parole du Nouvel ordre mondial auquel doit aboutir à terme l'application de cette politique néo conservatrice, toutes les transformations qu'ont connu la société et le monde depuis plus de 50 ans auraient dû aboutir à la liquidation du "*modèle*" social déjà fort imparfait issu du rapport entre les classes après la Seconde Guerre mondiale.

On a du mal à imaginer comment aurait dû se solder autrement "*la fin des ères agricole et industrielle et l'entrée dans l'économie des services*", peut-être par une accélération de la liquidation des petites exploitations agricoles au profit de trusts agro-alimentaires ou d'institutions financières, idem pour l'industrie déclarée non compétitive ou soumise à la même législation qu'en Chine, en Corée du Sud ou au Japon par exemple, il doit estimer la désindustrialisation trop lente ou tardive ; que dire des services, qui auraient dû s'adapter à la société avant même que les technologies et les besoins qui leur serviraient de support ne voient le jour, une aberration ; l'allongement des durées de vie aurait dû entraîner immédiatement le report de l'âge de départ à la retraite, ainsi en 2013 il serait porté à 70 ans ou plus, ou mieux encore, la notion de retraite aurait totalement disparu ; la scolarisation de masse, en fait l'école publique et gratuite devait devenir infailliblement un poids insupportable pour l'Etat, la société, le contribuable qu'est Le Boucher, il fallait donc privatiser plus tôt l'école, les universités, ajoutons les hôpitaux, etc. ; Mai 68 et l'individualisme ne se sont malheureusement pas traduits dans la tête des travailleurs par la remise en cause de leurs acquis sociaux et politiques à caractère collectif, par leur adhésion massive à l'idéologie monstrueuse que prône ce furieux réactionnaire ; quant à l'explosion des nouvelles technologies, je me demande quel autre usage nous aurions dû en faire, au détriment de quoi et jusqu'où elles auraient dû envahir davantage notre quotidien, à moins qu'il ne regrette que la société de consommation ne soit pas encore suffisamment développée, ou que trop tardivement une part grandissante de la population en est arrivée à acheter et jeter des marchandises pouvant encore servir.

Tout cela il le dit à sa manière plus loin, en reprochant au PS d'être dans le "déli" et de refuser "de définir une fois pour toute sa politique économique, de rebâtir son Etat providence, de moderniser son système éducatif, de maintenir ses valeurs égalitaires autrement que par une rhétorique vide", qu'il accuse de vouloir "revenir au «fordisme» des années 1960, bons salaires, emplois garantis, chefs d'entreprise sommés d'être patriotes", reconnaissant toutefois à Hollande le mérite de "n'est pas si simpliste" que la "très grande majorité du parti de Harlem Désir et Martine Aubry", ce qu'on ne démentira pas.

Il reproche ensuite à Hollande d'"avoir cédé à la démagogie anti-riches des Français, s'est mis dans une situation désastreuse", pour s'être "coupé avec cette fameuse élite mondialisée, mais bien au-delà d'elle avec une grande partie du monde des affaires", devant laquelle l'auteur de cet article se prosterne, quel drame !

Mais à tout drame sa solution, l'ultra libéralisme à l'américaine, permettre aux riches de s'enrichir indéfiniment : "La seule bonne solution est désormais d'engager, dans la clarté, une grande réforme fiscale qui soit adaptée à l'Europe et à la mondialisation. Et d'expliquer qu'il vaut mieux accepter des enrichissements en échange d'un code des impôts plus juste parce que d'abord plus efficace. Mieux vaut des riches taxés de façon plus modérée que plus de riches du tout", dommage, quel bon débarras ce serait ! Le Boucher craindrait-il dans ce cas-là de se retrouver au chômage ? Ces gens-là ont décidément un sens de la justice et de l'efficacité redoutable... pour leurs malheureuses et nombreuses victimes. Ce qui serait "juste", ce serait qu'il y ait plus de riches... et plus de pauvres, ainsi l'équité serait respectée ! Il paraîtrait que Marie Ségolène Royal serait de retour prochainement (au gouvernement), cela tombe à pic, il n'y a pas si longtemps elle ne pouvait sortir trois mots sans que le mot "juste" y soit mêlé.

Mais alors qui va casquer à la place des parasites qui disposeront de leur richesse à leur gré ? Devinez ? "Il va en aller de même des retraites". Comment ? En remettant "à plat l'ensemble des régimes et de passer, au plus vite, à une retraite par points «à la suédoise». Cette solution est la seule qui offre un équilibre automatique (le point est valorisé en fonction de la croissance donc des rentrées) et ouvre la porte aux choix individuels de partir tôt ou tard", et comme la croissance (hypothétique) sera inférieure à l'inflation, en fait de choix, vous serez obligé de partir à la retraite plus tard si vous n'êtes pas mort d'épuisement entre temps !

Pour ceux qui n'auraient pas compris qu'il s'agit d'un programme de guerre contre la classe ouvrière, il termine ainsi :

"Il en est de toutes les réformes. Le bricolage d'adaptation, le mode défensif depuis 1960, le gouvernement par les symboles, sont à bout de souffle. Il faut passer au mode offensif et explicite: quels sont les buts pour la France de 2020? Quels sont, sans tabou, les moyens? Et s'expliquer, s'expliquer, s'expliquer...".

C'est ce que l'on s'efforce de faire dans ce portail, en vain jusqu'à présent. Peut-être que monsieur Le Boucher et ses amis auront plus de succès que moi, hélas !

Eux ils ont compris que pour faire passer leur politique infâme ils se devaient de l'expliquer inlassablement aux masses sous toutes les coutures, qu'ils leur fallait occuper ce terrain. Alors que nous, nous en sommes encore au stade des slogans, des arguments à l'emporte-pièce, des grands discours dogmatiques quand nous ne nous contentons pas de commenter l'actualité sans rien apporter aux travailleurs au-delà de ce qu'ils savent déjà, en fait, nous nous époumonons à dénoncer ce qu'ils ne veulent plus, sans être capables de les aider à savoir ce qu'ils veulent, cela ne sert strictement à rien ou presque direz-vous, je vous laisse y réfléchir tranquillement.

L'oligarchie financière et capitaliste représente environ 1% de la population, dont profitent également une large partie du patronat, population à laquelle elle impose sa politique réactionnaire.

Les militants (et non les adhérents) des syndicats doivent représenter 1% des travailleurs de ce pays, si l'on considère que pour la plupart d'entre eux ce sont les mêmes qui militent dans les syndicats et les partis ouvriers, en réalité beaucoup moins.

Tandis que le camp de la réaction fait bloc contre le prolétariat, notre discours ne devrait s'adresser qu'au 1% de militants des différents partis et syndicats laissant de côté 99% des travailleurs, cherchez l'erreur ! Répétons-le, martelons-le, persister dans cette voie ne peut conduire qu'aux pires défaites.

ACTUALITE EN TITRES

[La création monétaire par la dette aux mains des banquiers.](#)

- Logement : le nouveau prêt à taux zéro en vigueur le 1er janvier - [LePoint.fr](#)

[2013 sera-t-elle l'année des règlements comptes ? De qui contre qui ? A quelle échelle ?](#)

- Wall Street aborde 2013 dans un nuage d'incertitudes - Reuters
- L'environnement économique "*plus difficile*" en 2013, avertit Merkel - AF
- La Grèce en crise se prépare à une année pire que les précédentes - AFP
- La France est-elle prête à affronter le choc économique que risque bien d'être 2013 ? - Atlantico.fr
- L'Espagne rappelle à la Bolivie l'importance de la "*sécurité juridique*" des investisseurs - AFP

[2013 : l'année des bonnes résolutions...](#)

- Jean-François Copé invite l'UMP à tourner la page des divisions - Reuters

....d'un espoir que l'on espère vain...

- Le FN veut consolider "*l'espoir*" de 2012 - Reuters

... et la fin d'une illusion :

- Plus de six Français sur dix regrettent le franc - AFP

[Le SPD ou le camp de la réaction.](#)

- Le chancelier allemand pas assez payé, dit le chef du SPD - Reuters

Parce que Peer Steinbrück s'y verrait déjà ?

- Allemagne: Un rival de Merkel fustige l'austérité «*trop sévère*» - 20minutes.fr

Sans la condamner cela va de soi, car tout de même... nécessaire !

Dans les deux cas il s'agit de l'ancien ministre des Finances et candidat du parti social-démocrate allemand (SPD) Peer Steinbrück, dans un entretien accordé à l'édition dominicale du Frankfurter Allgemeine Zeitung.

L'austérité a sa raison d'être quand ce sont les travailleurs qui en sont les victimes, mais quand il s'agit des représentants de l'Etat c'est une autre affaire, on comprend, on comprend parfaitement dans quel camp se situe le SPD et l'ensemble des partis de l'Internationale socialiste jaune.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Décomposition, putréfaction, odeur nauséabonde du vieux monde capitaliste.](#)

Après la zoophilie légale en Allemagne que j'ai évoquée dans une précédente causerie et qui nous a donné la nausée, la pédophilie légalisée, institutionnalisée aux Pays-Bas qui devrait vous révolter.

J'ai découvert l'existence de l'un et l'autre totalement par hasard, j'avoue mon ignorance totale. Gageons que l'immense majorité des travailleurs les ignorent également. Notre devoir devrait être de les informer pour qu'ils vomissent le capitalisme, sinon, ils continueront de s'en accommoder.

- Deux fois par an, le jour des solstices, l'« *International Boys Love Day* » (IBLD) célèbre les relations sexuelles entre adultes et enfants, prétendument consentants, en vue de promouvoir la reconnaissance de ces relations ! Vous ne rêvez pas, vous pouvez vérifier la véracité de cette information en cliquant sur le site de cette association, créée en juin 1998 par une poignée de pédophiles. Au nom de la sacro-sainte « *liberté* » ils revendiquent le droit d'exprimer leurs opinions politiques, sexuelles

et idéologiques. Et, pourquoi pas ?... A quel titre pourrait-on le leur refuser ?... Ils le savent, d'ailleurs, puisque, le 30 mai 2006, ils ont créé un nouveau parti politique enregistré auprès des autorités néerlandaises : le « *Charity Freedom and Diversity Party* ». Ils se réclament de la liberté de penser et d'expression garantie par la Constitution. C'est le triomphe du Libéralisme et de la Franc-maçonnerie !... Ce parti affirme que ses membres comptent des hommes politiques hollandais importants, des chefs d'entreprise, des pères de famille, des instituteurs... des prêtres, et d'une façon générale « *tous types d'hommes libres qui ont choisi d'exprimer leur sexualité et leur vie érotique à travers des relations libres avec des petits garçons et des petites filles* ». Bientôt, ils vont probablement défiler dans la rue pour faire valoir leurs « *droits* » ! Liesi 30.12

Ces informations sont exactes, je l'ai vérifié sur le Net. A l'adresse suivante vous en aurez confirmation, c'est la traduction en français de la page :

Party for Neighbourly Love, Freedom, and Diversity - Wikipedia

(http://en.wikipedia.org/wiki/Party_for_Neighbourly_Love,_Freedom,_and_Diversity) :

http://translate.google.fr/translate?hl=fr&sl=en&u=http://en.wikipedia.org/wiki/Party_for_Neighbourly_Love,_Freedom,_and_Diversity&prev=/search%3Fq%3DCharity%2BFreedom%2Band%2BDiversity%2BParty%26hl%3Dfr%26tbo%3Dd%26biw%3D800%26bih%3D431&sa=X&ei=GkrhUMCZF4_orQe-zlGgCw&ved=0CDUQ7gEwAA

Cet article figurait dans le portail économique de traders *Liesi* qui dénonce le Nouvel ordre mondial, inutile de préciser qu'on en tire des conclusions diamétralement opposées aux leurs, mais là n'est pas notre sujet. Quel rapport y a-t-il entre la décomposition de la société et la dégénérescence des mœurs aux Pays-Bas (et ailleurs dans le monde), encouragées par les médias, les institutions et les principaux partis politiques avec les questions politiques qui nous intéressent ? Qui est informé du rôle politique de premier plan tenu par la monarchie hollandaise au cours du XXe siècle ? Personne ou presque.

On entend souvent parler ou on s'intéresse à un certain nombre de pays en particulier comme la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, les Etats-Unis, la Russie, la Chine ou le Japon et bien d'autres encore, mais pas les Pays-Bas qu'on identifie volontiers à la libéralisation de la drogue, aux hippies dans les années 60, bref, un pays aux mœurs débridés mais bon enfant, cool quoi, ben voyons ! Voilà pour la façade en réalité trompeuse qui cache une vérité qu'il vaut mieux éviter de porter à la connaissance du plus grand nombre, et pour cause.

La destruction de tous les repères, valeurs, principes, règles morales que la population a adoptés depuis disons la seconde moitié du XIXe siècle jusqu'à nos jours que l'on peut d'ailleurs contester, qui régissent les rapports à différents niveaux entre les membres de la société, n'aurait-elle pas un rapport avec la destruction à terme ou programmée et à laquelle nous assistons des Etats-nations ou l'abandon de leur souveraineté au profit d'institutions supranationales non élues et profondément antidémocratiques, ONU, UE, FMI, Banque Mondiale, etc. en réalité l'oligarchie financière internationale qui les contrôlent en grande partie ou en totalité, ne serait-ce pas le même processus qui serait à l'oeuvre sans que la population en ait conscience ?

A la destruction de tous les repères, valeurs, principes, règles morales adoptés par la population, il faut ajouter la destruction de tout droit politique ou ce qui revient en pratique au même, à l'absence de droits politiques permettant de s'opposer ou de se dresser contre l'ordre établi pour faire valoir ses droits, de telle sorte qu'il est devenu impossible d'influer sur le cours des choses même à minima ou à la marge par le biais des institutions en place ou que les rapports entre les classes puissent s'exprimer même de façon déformée, d'où plus que jamais la nécessité d'axer notre combat politique pour les renverser ces institutions.

On peut donc observer que l'offensive de la réaction est coordonnée sur tous les fronts et concerne absolument tous les rapports qui ont accompagné le développement du capitalisme, certes à des degrés ou une intensité différente selon les pays et leur histoire respective, tendant cependant globalement vers le même et unique objectif qui n'est pas seulement économique, mais politique.

Sur ce plan-là et pour revenir aux Pays-Bas, dont la plupart d'entre nous ignore tout ou presque, il est bon de signaler ou de rappeler quelques faits qui permettent d'étayer notre démonstration.

Il s'agit d'extraits d'un article de Pierre Hillard *Histoire du « Nouvel ordre mondial »*, publié le 1er mai 2010 par le portail <http://www.theorie-du-tout.fr>. Je mets l'intégralité de cet article au format pdf dans la rubrique Vidéo au chapitre *Le Nouvel ordre mondial et ses institutions*.

La première réunion du Bilderberg eut lieu au Pays-Bas à Oosterbeek en mai 1954. (...) Les bilderbergers représentent la « *crème de la crème* » du sérail politique, économique et financier du monde atlantiste. (...)

Le choix du premier président du Bilderberg, le prince Bernhard (1911-2004), par Joseph Retinger et ses affiliés ne relève pas du hasard. En effet, ce prince allemand était au début des années 1930 membre de la SS, plus précisément, membre de la Reiterkorp SS (cavalerie) ainsi que membre du Farben Bilder, une filiale d'I.G Farben. Marié en 1937 à l'héritière du trône des

Pays-Bas, la princesse Juliana, sa fille la reine Béatrix est une active participante des réunions du Bilderberg. Le passé plus que trouble du prince Bernhard et sa nomination à la direction du Bilderberg étaient aussi une manière de le tenir. En effet, il est plus facile de téléguider une personne vers des buts bien définis à partir du moment où il traîne des « casseroles ». Le choix de ce prince allemand naturalisé hollandais était sûrement d'une grande importance car il fut utilisé dans un autre secteur. Nous devons aborder un sujet tenant à cœur les théoriciens du mondialisme : l'écologie.

La protection légitime de la faune et de la flore prend un tour dérégulé sous l'action des partisans du nouvel ordre mondial. En effet, la dérive des esprits conduit à une divinisation de la nature propre au mouvement new age. C'est le principe de « gaïa » identifié à la « terre-mère ». De nombreux instituts propagent ce tour d'esprit philosophique en particulier le WWF (World Wild Fund for nature), institut promouvant la protection de la nature. Sa création en 1961 est due au travail de personnages membres du sérail mondialiste.

En effet, nous devons évoquer les frères Aldous et Julian Huxley. Aldous Huxley est l'auteur d'un livre prophétique, *Le Meilleur des mondes*, paru en 1931 et qui est un véritable programme politique mondialiste sous une apparence de roman fiction. Evoquant un Etat mondial composé d'une humanité soumise et hiérarchisée suite à des manipulations génétiques, son auteur passa sa vie à faire usage des drogues les plus diverses afin d'atteindre une « forme de mysticisme ». Ces délires caractérisant ce milieu touchèrent aussi son frère, Julian Huxley, partisan de l'eugénisme et qui devint le premier président de l'UNESCO (éducation, science et culture) en 1946. Cette tournure d'esprit propre aux frères Huxley est due à l'influence du grand-père paternel, Thomas Huxley (1825-1895). Ce biologiste farouche défenseur des principes darwiniens transmet ces concepts à ses petits-fils qui surent en faire profiter le monde entier. Ajoutons que le réseau et les liens unissant la famille mondialiste sont vraiment étroits puisqu'un des étudiants de Thomas Huxley s'appelait ... H.G Wells. (Il semblerait que Hillard hâtivement confonde les principes définis par Darwin à une certaine époque et l'interprétation ou l'usage qu'en ait fait Thomas Huxley. -Ndlr)

Ce passage de relais de génération en génération permet de mieux comprendre cette permanence du mondialisme ainsi que sa montée en puissance. Nous pouvons désormais relier l'action passée de ces hommes à la fondation du WWF en 1961. En effet, sa création est due à Julian Huxley [. Le WWF contribue à répandre cet idéal panthéiste et constitue une des branches d'action du mondialisme. Est-ce un hasard d'apprendre que le premier président du WWF fut le dirigeant du Bilderberg, le prince Bernhard (président de 1962 à 1976). D'autres présidents se sont succédés à la tête du WWF comme John Loudon qui fut comme John Kerr président de la compagnie pétrolière, la Royal Dutch Shell. Ce conglomérat pétrolier anglo-hollandais est une des pépinières du nouvel ordre mondial. Précisons aussi que le Prince Philippe, époux de la reine d'Angleterre Elisabeth II, dirigea le WWF de 1981 à 1996. Fin

Ajoutons qu'en 1996, la reine Béatrix a reçu le prix international Charlemagne d'Aix-la-Chapelle pour ses efforts pour l'unification de l'Europe. Elle est membre honoraire de l'association humaniste du Club de Rome. (Wikipédia) Club de Rome dans lequel on retrouve en partie les mêmes participants que dans le groupe Bilderberg.

Après la lecture de ces lignes, le pays (régime) des tulipes, des moulins à vent et des coffee shop nous apparaît déjà beaucoup moins sympathique n'est-ce pas ? Et il n'y figure pas, notamment l'histoire de la Royal Dutch Shell, du Duché du Luxembourg, de la naissance de la Belgique dont est issue Etienne Davignon qui organise les réunions du groupe Bilderberg depuis des décennies, vice-président de la Commission européenne de 1981 à 1985, et comme le hasard fait bien les choses, c'est lui qui a invité "*Herman van Rompuy a passé un oral pour le poste de président du Conseil européen à pourvoir devant les représentants du Bilderberg, le 12 novembre 2009, en particulier devant l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, à Val Duchesse dans la banlieue de Bruxelles*", ni son empire colonial ou plutôt son prolongement peu reluisant en Afrique du Sud à travers les Afrikaners et l'apartheid.

[Les "réseaux sociaux" sources de manipulation de masse.](#)

La fausse nouvelle du décès de Vladimir Poutine a été annoncée vendredi dernier sur Twitter. Puis un correctif est venu ce jour même, mais il y eut un emballement médiatique.

Qui peut bien avoir intérêt à « jouer » sur le réseau social pour lancer une telle rumeur ?

Les mêmes qui ont utilisé ces réseaux pour manipuler les révolutions arabes dans le sens qu'ils souhaitent ; et le bal n'est pas fini, comme nous le démontrons dans les derniers numéros de Liesi.

Poutine n'est pas la première personnalité victime de rumeur sur internet. Que deviendrait l'annonce d'une fausse information de ce genre dans un contexte géopolitique sérieux ? Notons que Twitter peut être un outil d'information mais aussi de désinformation.

Et que penser d'un rapport rendu public le 27 décembre par la presse russe selon quoi la Russie et le monde seront bouleversés par l'assassinat de Vladimir Poutine à la sortie de la cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou après la messe de minuit le 7 janvier 2008, prédisait Andrew Kuchins du Centre d'études stratégiques internationales (CSIS) ?

Le plus étonnant, fait remarquer le Kommersant, c'est que l'auteur de ce scénario fantastique, ancien président de la

Fondation Carnegie de Moscou, est l'un des kremlinologues les plus informés et les plus influents aux Etats-Unis. Quant à la Fondation Carnegie, le lecteur fera des recherches car il y a quelques pépites d'informations très intéressantes sur le sujet, mais nous n'avons le temps de les exposer. Quelques familles du cartel bancaire y sont plus qu'impliquées.

A la veille du sommet du G8 de Saint-Petersbourg en 2006, M. Kuchins avait adressé un message personnel à Vladimir Poutine, dans lequel il lui donnait des instructions concernant le respect des principes démocratiques et le persuadait que l'Amérique n'avait en aucun cas besoin d'une Russie faible, rappelle le journal. [Voir les brèves de Liesi de décembre 2012 – prochain parution.]

Nous sommes dans un jeu bien dangereux où l'establishment occulte du mondialisme semble pressé par le temps... S'il y a eu des fuites de capitaux de Russie ces dernières semaines pour les raisons analysées dans Liesi depuis plusieurs mois, le bloc de commandement russe s'est tranquillement préparé à de très sombres jours pour l'Europe de l'Ouest. Liesi 29.12

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Grèce

Avec une économie qui s'est contractée durant 5 longues années et un taux de chômage record de 25%, les habitants du nord de la Grèce n'ont pas les moyens de chauffer leurs maisons. Des villages n'ont pas reçu de subventions de l'Etat pour chauffer les écoles et plusieurs maires ont annoncé qu'ils allaient fermer les écoles plutôt que de voir les enfants greloter.

De nombreuses personnes âgées se regroupent dans un centre afin de profiter d'un chauffage commun.

Voilà la conséquence des mesures d'austérité avec l'hiver en Grèce. Le prix du mazout a grimpé de 48 pour cent sur un an, selon l'International Energy Agency, une organisation basée à Paris. Ce qui renchérit considérablement le coût, c'est la taxe qui peut représenter jusqu'à 42 pour cent du coût total ! Les gens abandonnent le fioul pour le bois, mais là aussi les prix grimpent et les importations se font de Bulgarie.

Le plus grave, ce sont les commentaires selon lesquels les gens n'ont pas assez d'argent pour acheter du pain. Les boulangeries ferment par manque de clients. Les pauvres gens font les poubelles. Les personnes âgées qui ont vécu les affres de la Seconde Guerre mondiale disent que si cela continue il faudra vendre les meubles pour avoir de quoi survivre. Liesi 29.12

2- Soudan

Le président soudanais Omar el-Béchir a ordonné dimanche le doublement du salaire minimum des fonctionnaires pour faire face à la flambée des prix qui touche depuis des mois le pays, selon l'agence de presse officielle Suna.

"Le président el-Béchir a donné des directives pour augmenter le salaire minimum à 425 livres soudanaises (61 dollars sur le marché noir) à partir du 1^e janvier", a indiqué Suna. Ce nouveau salaire minimum, qui ne concerne que les fonctionnaires, représente le double du précédent.

"Où sont les ressources (nécessaires) au financement" de cette hausse, s'est interrogé Mohamed Eljack Ahmed, un économiste de l'université de Khartoum qui a jugé cette augmentation "nécessaire, mais très difficile à réaliser", le gouvernement n'ayant pas réduit ses dépenses personnelles.

Pour M. Ahmed, cette mesure reste cependant insuffisante.

Ce nouveau salaire minimum "représente un quart du salaire minimum réellement nécessaire, au vue des conditions présentes", a-t-il indiqué à l'AFP.

La mesure intervient alors que le Soudan est englué dans une crise économique exacerbée par la perte de la plupart de ses revenus pétroliers lors de la partition du pays en juillet 2011.

L'inflation a atteint 46% en novembre, alors que la livre soudanaise connaît une chute importante de sa valeur face au dollar sur le marché noir. Près de 47% des Soudanais vivaient en 2010 sous le seuil de pauvreté, selon les Nations unies.

Face aux mesures d'austérité prises par le président el-Béchir et à la hausse de 50% du prix du carburant, des manifestations ont

eu lieu en juin dans le pays contre la hausse du coût de la vie, notamment de l'alimentation.

Des accords conclus en septembre entre le Soudan et le Soudan du Sud prévoyaient le paiement par le Sud d'une somme forfaitaire de quelque trois milliards de dollars au Soudan, pour compenser ses pertes de revenus depuis la partition.

Les deux parties s'étaient également mises d'accord sur le versement au Soudan de frais de redevance, pour faire transporter par les oléoducs du Nord le pétrole exporté par le Sud.

Mais en raison des nombreuses tensions subsistant entre les deux pays, ces accords n'ont pas encore été appliqués.

J'avais estimé un peu à la hâte que la partition du Soudan ne serait peut-être pas une mauvaise chose étant le plus grand pays d'Afrique, si cela pouvait mettre un terme à la guerre civile dans ce pays. C'était sans doute une erreur, car la manne pétrolière ne profitera ni au Soudan du Sud ni au Soudan, mais uniquement aux multinationales occidentales.

[Haut de page ↗](#)

Le 2 janvier

CAUSERIE

Je n'ai pas corrigé la causerie du jour parce que j'ai perdu 2 heures ce matin.

Je suis allé au bureau de l'immigration pour savoir si ma demande de visa (15 ans) avait été acceptée. Réponse positive. On me demande alors d'aller dans une banque pour faire établir un chèque de 15.000 roupies à l'ordre du ministère en question. Je me rend dans une banque située juste à côté, impossible, système informatique plantée. Je vais dans une seconde banque un peu plus loin, idem. Je décide alors de me rendre en moto au centre de Pondichéry où est située ma banque. Même problème ! Du coup, j'ai pris du pain et une bière en passant et je suis rentré chez moi. On verra cela demain. C'est l'Inde !

En fait, hier c'était un jour férié, les ordinateurs n'ont pas fonctionné, du coup sans doute à cause de l'humidité, c'est la saison de la mousson, le lendemain ils ne fonctionnent plus. Moi, je laisse le mien en stand by jour et nuit quand je ne l'utilise pas, je ne l'éteins jamais et je sauvegarde quotidiennement tous mes fichiers sur une clé USB.

Hier soir, je me suis cassé la tête pour télécharger dans le serveur la causerie de 2012, volume10Mo. J'ai essayé une dizaine de fois, en vain. Puis, en regardant la note située en bas de l'écran je me suis aperçu qu'avec ce logiciel (cluster) la taille des fichiers à télécharger était limitée à 7,7Mo. Je me suis traité de crétin pour ne pas l'avoir vu plus tôt. J'ai rapidement téléchargé *FileZilla* et en 15 minutes c'était terminé. Il était près d'une heure du matin.

Je mettrai en ligne une dizaine de nouveaux articles.

ACTUALITE EN TITRES

Bê, bê, bê

- Nouvel An à Paris: 340.000 personnes dans la nuit aux Champs et à la Tour Eiffel - 20minutes.fr

- Les Français ont échangé près d'un milliard de SMS pour le nouvel an - L'Express.fr

Personnellement j'ai envoyé une jolie carte postale de l'Inde à une dizaine de personnes avec un petit mot amical à chacun. Je sais, c'est ringard, je suis un vieux con, pas de problème, j'assume et je m'en porte très bien merci.

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille. Patrons et militaires, représentants du Nouvel ordre mondial récompensés par Hollande.](#)

La traditionnelle promotion du Nouvel An de la Légion d'honneur distingue notamment les trois militaires soi-disant assassinés par Mohamed Merah puisqu'on n'en a pas la preuve.

Parmi les personnalités issues du monde économique, Yvon Gattaz, ex-président du CNPF, est élevé à la dignité de grand'croix et Louis Schweitzer, ancien patron de Renault, à celle de grand officier. Le président de Casino, Jean-Charles Naouri, est promu officier.

Sont encore distingués le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Pascal Lamy, promu commandeur. (Source : Lefigaro.fr 01.01)

Commentaire d'un internaute :

- "*Souvenez-vous pourquoi Napoléon a créé cette décoration, il connaissait la nature humaine. Quand on parie sur la vanité, on gagne à tous les coups.*"

[A quoi conduit le rejet des conclusions du marxisme \(léninisme\) : A l'impuissance ou pire encore.](#)

Souhaitons-nous davantage !

- « *Faire quelque chose* » est peut-être ce que nous pouvons nous souhaiter de mieux, les uns les autres, pour l'année 2013. Faire quelque chose pour lutter contre le système capitaliste qui écrase les peuples. Faire quelque chose, partout où c'est possible, pour soulager les souffrances provoquées par l'exploitation et l'aliénation. Faire quelque chose pour l'émancipation individuelle et collective.

« *Faire quelque chose* », c'est précisément le titre du film réalisé par Vincent Goubet. Il s'agit d'un film documentaire de 90 minutes réalisé essentiellement avec des interviews d'hommes et de femmes qui ont participé, chacun à leur manière, chacun à sa place, connus ou inconnus, à la grande histoire de la Résistance. Avec Raymond Aubrac, Stéphane Hessel, Raymond Lévy, Lise London, Jacqueline Olivier-Timbaud, Serge Ravanel... (M'PEP 01.01)

Je ne sais pas ce que vous en pensez, à leur place j'aurais honte de ma crasse ignorance au point de ne plus oser me montrer en public ou de me taire, oui de me taire, car finalement tous ces gens-là n'ont fait qu'oeuvrer au maintien du régime en place tout en profitant largement, régime qui réduit à un degré de dégénérescence extrême entraîne le reste de la société dans sa putréfaction, et si c'est l'odeur qui s'en dégage qui les incommode tant que cela, c'est qu'ils ont cessé de se sentir depuis longtemps.

Hier c'était au tour du pape de nous jouer la même comédie, en dénonçant le capitalisme devenu soudainement monstrueux car "*sans régulation*", comme si c'était une nouveauté qu'il était hideux, que sa survie et ses conséquences étaient désastreuses pour tous les peuples, une insulte à la conscience et la dignité humaine.

Après "*Indignez-vous*" qui n'a servi à rien sauf à alimenter quelques illusions dans Hollande et le PS, ils osent nous sortir "*Faire quelque chose*", ce que vous voulez, tout ou n'importe quoi on s'en fout, tout se vaut, tandis qu'un philosophe déclare qu'il faudrait que se mette en place "*une nouvelle politique*" en avouant dans la foulée ne "*pas assez bon (pour) dire*" en quoi elle pourrait consister, nous voilà bien avancé !

Si vous voulez mon avis, vaut mieux regarder ou aller voir ailleurs. Comme hier.

[Illusionnisme. Mélenchon a un concurrent sérieux.](#)

- Le pape dénonce le capitalisme "*sans régulation*" - LePoint.fr

Décryptage de l'homélie prononcé hier à Rome par sa papauté le XVIe.

Contrairement au journaliste de Reuters qui doit faire partie de ses disciplines pour lui avoir prêté la généreuse intention d'avoir déploré la persistance de "*foyers de tension et d'opposition causés par des inégalités croissantes entre riches et pauvres, par la prévalence d'une mentalité égoïste et individualiste qui s'exprime également au travers d'un capitalisme financier sans régulation, en plus des différentes formes de terrorisme et de criminalité*", je préfère dire plus humblement, une qualité rare ou peu cultivée de nos jours car peu rentable à court terme, que panzer le XVIe s'est contenté de dresser un constat dans lequel il a mis sur un pied d'égalité le comportement monstrueux des nantis responsables des souffrances dont sont victimes tous les peuples et plus particulièrement leurs couches les plus faibles et les plus exploitées, du terrorisme et de la criminalité qu'ils financent, arment et dont ils tirent des profits gigantesques, et celui du citoyen lambda dont la "*mentalité égoïste et individualiste*" est bien connue. Vous aurez noté que, contrairement à ce qu'on pourrait déduire d'une lecture ou une interprétation un peu trop rapide de son

discours, il a pris soin de préciser qu'elle concernait "*également*" les privilégiés, signifiant ainsi qu'ils n'étaient pas les seuls à développer cette mentalité épouvantable renvoyant à une population bien plus large, ce qu'il confirmera par la suite en parlant de la "*paix*" à laquelle chacun aspire. Là encore comme si toutes les classes disposaient des mêmes droits pour décider de faire la guerre ou de vivre en paix.

"*En chaque personne, le désir de paix est une aspiration essentielle qui coïncide, d'une certaine façon, avec le désir d'une vie humaine pleine, heureuse et accomplie... L'homme est fait pour la paix qui est don de Dieu*", a-t-il poursuivi, "*désir*" ou généreuse intention qui doit assurément habiter les marchands de canons et leurs représentants qui nous gouvernent. A croire que la guerre dont ils gratifient les peuples sous différentes formes serait un don du ciel en quelque sorte qui leur permettrait de racheter leurs péchés et de s'assurer ainsi la rédemption divine pour accéder par la suite au paradis, pour un peu les peuples victimes des atrocités commises par les capitalistes au nom de la paix et de la démocratie devrait les remercier de leur permettre de sauver leurs âmes et de pouvoir goûter une "*vie humaine pleine, heureuse et accomplie*" si ce n'est sur le plateau des vaches, au royaume des cieux, amen.

Il le confirme par écrit en allant plus loin dans un message qu'il a rédigé pour la célébration de la Journée mondiale de la paix, nous dit-on : "*Pour être vraiment des artisans de paix, nous devons nous éduquer à la compassion, à la solidarité, à la collaboration, à la fraternité, être actifs au sein de la communauté et vigilants à éveiller les consciences sur les questions nationales et internationales et sur l'importance de la recherche de modalités adéquates pour la redistribution de la richesse, pour la promotion de la croissance, pour la coopération au développement et pour la résolution des conflits*".

Là il s'adresse indistinctement aux exploités et aux exploités qui sont à égalité responsablee des mille maux dont souffre tous les peuples. L'ouvrier devrait faire preuve de compassion avec son patron ou l'actionnaire qui s'enrichit sur son dos ou en dormant, il devrait faire preuve de solidarité à son égard, collaborer au sort qu'il lui réserve, le considérer comme un frère même quand il n'a plus besoin de lui et le jette à la rue...

A tous les niveaux et sans tenir compte que les membres des différentes classes ne disposent pas du même pouvoir ou plutôt qu'une seule classe dispose de tous les pouvoirs, dans les petites comme dans les grandes "*questions*" qui nous concernent nous devrions nous impliquer, et si les moyens et les réponses qui y étaient apportées n'étaient pas "*adéquats*", il ne faudrait s'en prendre qu'à soi-même, à notre propre égoïsme ou notre manque de "*compassion*", renvoyant chacun face à ses responsabilités, alors que dans la société chaque citoyen ne dispose pas du même droit d'en user ou de faire entendre sa voix.

N'avait-il pas dans son homélie exempté par avance les nantis de toute responsabilité ou presque dans les souffrances qui accablent les peuples en disant : "*Je suis persuadé que les nombreuses oeuvres de paix dont le monde est riche, témoignent de la vocation innée de l'humanité à la paix*", il ne manquait plus que les louanges en direction de l'ONU et l'OTAN, sans oublier l'Union européenne affublée en 2012 du prix Nobel de la paix!

Tous les peuples aspirent à la paix, ce sont les dirigeants du vieux monde capitaliste qui aspirent continuellement à la guerre, car en réalité elle n'a jamais cessé depuis deux siècles, elle ne disparaîtra de la surface de la terre que lorsque le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme aura été éradiqué, objectif que ne défend ou pour lequel ne combat aucune religion.

On pourrait ajouter que, si les religions telles qu'elles sont interprétées par leurs représentants n'ont pas vraiment pour objectif l'abolition de l'exploitation et de l'oppression qui l'accompagne, c'est justement parce qu'elles se nourrissent des guerres, les alimentent en maintenant les peuples dans l'ignorance, les guerres et les religions ayant la même origine, reposant sur le socle commun de l'ignorance des masses elles ne peuvent être que complices et disparaîtront en même temps.

Illusionnisme. Dans le même registre, Hollande n'est pas mal non plus.

(Exercice classique qui consiste à dire : je vous ai compris, laissant à chacun le loisir d'en déduire ce qu'il veut, pour finalement poursuivre la politique de son prédécesseur. Sur quoi s'est-il engagé dès 2012 à part la hausse de la TVA, les 20 milliards d'euros supplémentaires consentis aux patrons, la mise à contribution des retraités notamment ? - Ndlr)

Le président de la République a dit entendre les inquiétudes "*légitimes*" de ses concitoyens tout en disant sa "*confiance*" en la France et en assurant que le cap des réformes serait tenu "*contre vents et marées*". "*2012 a été l'année où ensemble nous avons engagé le redressement. 2013 sera l'année de la mobilisation de tous pour le réussir*", a-t-il déclaré.

(La mobilisation de qui ? Des Mittal, Peugeot et Cie en qui Hollande et son gouvernement ont manifesté leur "*confiance*", sans qu'ils aient besoin de se "*réconcilier*" avec eux, puisqu'ils partagent les mêmes objectifs comme ils l'ont suffisamment prouvé. Partager cette "*ambition*", voilà ce qu'il entend par donner "*un sens à l'effort de tous*", se montrer compréhensif envers le capitalisme à bout de souffle qui compte déjà à son actif plus de 4 millions de chômeurs, beaucoup plus en réalité. -Ndr)

"*C'est l'ambition de cette France réconciliée et confiante en elle-même que je porte pour l'année qui s'ouvre. C'est cette ambition qui donne un sens à l'effort de tous*", a-t-il ajouté à la fin du message conclu par une Marseillaise.

«*Mais ce soir je veux vous dire ma confiance dans notre avenir*», a-t-il martelé.

(Il ne pouvait pas faire référence au pire exemple qui soit au regard de la situation en Grèce, au Portugal et en Espagne que les travailleurs ont à l'esprit : le sauvetage de l'UE et de l'euro, des banquiers en fait. - Ndlr)

Le chef de l'Etat a pris comme exemple le sauvetage de la zone euro dans une Europe qui a «*enfin mis en place les instruments de stabilité et de croissance qui lui manquaient*».

(Ensuite il s'est employé à rassurer le patronat et ses représentants qui doutent de sa volonté à entreprendre les contre-réformes structurelles qu'ils appellent de leurs vœux, à moins qu'ils doutent de sa capacité à les mettre en oeuvre car il y a loin de la coupe aux lèvres. - Ndlr)

«*Cette marche en avant ne s'est pas faite sans soubresaut ni contretemps. J'en conviens. Mais le calendrier que j'ai fixé c'est de faire les réformes maintenant pour sortir de la crise plus vite et plus fort*», a-t-il indiqué. «*Ce cap sera tenu. Contre vents et marées. Je n'en dévierai pas. Non par obstination, mais par conviction. C'est l'intérêt de la France*», a-t-il ajouté.

(Hollande propose ou demande, le patronat dispose ou décide, pourquoi cela devrait-il changer demain ? - Ndlr)

«*Il sera toujours demandé davantage à ceux qui ont le plus*», a-t-il souligné.

Le principal objectif fixé par le président est celui de la lutte contre le chômage, qui augmente depuis 19 mois. François Hollande a dit vouloir parvenir «*coûte que coûte*» à inverser cette courbe d'ici fin 2013. 20minutes.fr 01.01

A qui peut-il ou va-t-il en "coûter" infailliblement selon Hollande d'après vous ?

Voyance.

On savait déjà que les dirigeants du PS avaient la fâcheuse tendance à s'exprimer à la place de ses partenaires, dont Mélenchon, plus fort encore, voilà maintenant que le premier secrétaire de ce parti s'exprime à la place des "Français", avant même qu'ils aient pu le faire.

- Dans un communiqué, M. Désir a estimé que les Français avaient "reçu les vœux d'un Président qui écoute leurs attentes, leur dit la vérité et appelle à la mobilisation et au rassemblement de tous dans la bataille pour l'emploi". AFP 01.01

Quand la lie des intellectuels s'emmêle ou la philosophie du vide. A l'école des illusionnistes.

Comme toujours avec les philosophes, il est hors de question d'agir pour changer le monde.

- Face au vide de la pensée politique, les philosophes entrent en scène. - Rue89 Edgar Morin, 91 ans : « *En 2013, il faudra plus encore se méfier de la docte ignorance des experts.* »

Michel Serres, 82 ans : « *Ce n'est pas une crise, c'est un changement de monde.* »

Et Rue89 d'écrire : L'un comme l'autre, chacun avec sa perspective, ils nous alertent sur notre incapacité à nous doter des clés pour comprendre ce « *changement de monde* ».

Quelle perspective ou alternative nous proposent-ils au capitalisme ? Aucune.

Morin étale sa crasse ignorance qui lui aura servi de fond de commerce toute sa vie.

- « *Tout notre passé, même récent, fourmille d'erreurs et d'illusions, l'illusion d'un progrès indéfini de la société industrielle, l'illusion de l'impossibilité de nouvelles crises économiques, l'illusion soviétique et maoïste, et aujourd'hui règne encore l'illusion d'une sortie de la crise par l'économie néolibérale, qui pourtant a produit cette crise.*

Règne aussi l'illusion que la seule alternative se trouve entre deux erreurs, l'erreur que la rigueur est remède à la crise, l'erreur que la croissance est remède à la rigueur. »

Illusion du "progrès infini" dont plus des trois quarts de l'humanité sont exclus, les derniers quart le payant très cher ou devant se sacrifier pour y avoir le droit, je pense aux classes et couches moyennes. Depuis plus de deux siècles que le capitalisme a vu

le jour, il n'a cessé de connaître des crises, il faut donc être un parfait ignorant, un abruti fini ou être d'une mauvaise foi intellectuelle incurable pour prétendre qu'il n'en connaîtrait plus.

Alors pourquoi Morin attache-t-il tant d'importance à ces balivernes, ces lieux communs ? Parce qu'il n'a rien à dire et il n'a jamais rien compris à la nature du capitalisme tout en développant des illusions dans ce système économique, à croire qu'il prête des illusions aux autres pour qu'on ne l'accuse pas d'en partager la plupart, ce dont il témoigne ici.

« *Cette docte ignorance est incapable de percevoir le vide effrayant de la pensée politique, et cela non seulement dans tous nos partis en France, mais en Europe et dans le monde.* »

Seul le philosophe et brasseur de vent Edgar Morin détiendrait la connaissance et la vérité pour finalement se rallier à la politique ultra réactionnaire des néo conservateurs.

« *La gauche est incapable d'extraire de ses sources libertaires, socialistes, communistes une pensée qui réponde aux conditions actuelles de l'évolution et de la mondialisation. [...]*

Notre Président de gauche d'une France de droite ne peut ni retomber dans les illusions de la vieille gauche, ni perdre toute substance en se recentrant vers la droite. Il est condamné à un "en avant". Mais cela nécessite une profonde réforme de la vision des choses, c'est-à-dire de la structure de pensée. Cela suppose, à partir d'un diagnostic pertinent, d'indiquer une ligne, une voie, un dessein qui rassemble, harmonise et symphonise entre elles les grandes réformes qui ouvriraient la voie nouvelle. »

Sans jamais préciser en quoi consisterait cette "ligne", cette "voie", ce "dessein", pourquoi ? Non pas qu'il en est incapable mais parce que lui-même prisonnier de l'idéologie bourgeoise qu'il reproduit comme d'autre à l'infini.

Les problèmes auxquels est confrontée la civilisation humaine ou tous les peuples n'a aucun rapport avec le mode de production capitaliste, avec le développement des forces productives qu'il est incapable de contenir, avec les inégalités (croissantes) qui sont à l'origine du capitalisme, avec le développement de la démographie mondiale, finalement ils n'ont aucun rapport avec des facteurs matériels, ils relèvent de la pensée, reproduisant l'illusion que ce serait les idées qui gouverneraient le monde et qu'il suffirait d'en changer pour que le monde change également.

Car à l'instar de tous les philosophes idéalistes il n'a pas encore intégré dans son mode de pensée ou d'interprétation du monde que c'est à partir du moment où l'homme a commencé à modifier ses rapports à son milieu ou à la nature par son activité pratique qu'il a développé ses facultés intellectuelles . En allant plus loin, on pourrait ajouter que c'est observant de quelle manière les différentes manifestations de la nature ou les autres espèces animales entretenaient des rapports matériels ou pratiques avec la nature en général, en les imitant, en les testant, en les adoptant ou en les adaptant à sa condition que l'homme réalisa des progrès, développa le langage et se représenta sous une forme abstraite son environnement, pour ensuite le théoriser, le mémoriser, développer sa pensée, des outils logiques pour comprendre quelles lois régissaient la matière, la nature, l'univers, puis plus tard la société et le monde, lois qui évidemment correspondent à des conditions ou des rapports matériels et non à des idées, même sorties de la tête d'un philosophe.

Partant de là, Morin étant un penseur idéaliste et réactionnaire, on comprend que l'anarchie, le socialisme ou le communisme l'indispose.

Dans le même article, figurait des passages du discours tout aussi délirant du philosophe et historien Michel Serres, 82 ans.

Il prône « *Une nouvelle université. Il faut aussi construire une nouvelle chambre des députés, une nouvelle représentation politique, un nouveau droit. Le droit tel qu'il est – il n'y a qu'à voir l'échec d'Hadopi – ne correspond plus à la réalité... Le plus grand effort qu'il faudra faire, demain matin, c'est même assez urgent, est de repenser l'ensemble de ces institutions.* » Pas n'importe comment nous signale Rue89, son modèle est un paradis fiscal : Il se met à rêver d'une démocratie directe aidée par les moyens numériques généralisés, faisant du monde une grande Suisse où les citoyens ont la parole.

Il fait manifestement référence à ce qu'on appelle improprement les "réseaux sociaux", Facebook, Twitter, etc, dont chacun sait qu'ils ont été mis au point ou qu'ils ont vu le jour par la grâce de ceux qui gouvernent aujourd'hui le monde, l'oligarchie financière et les institutions à leur service dont la CIA, le groupe Bilderberg, que ces "réseaux sociaux" sont manipulés et ont pour objet de manipuler la population pour mieux la contrôler, l'assujétir à ses objectifs politiques, lui interdire de s'y opposer, bref, on est bien obligé d'en conclure une nouvelle fois qu'on est en présence d'un philosophe qui marche sur la tête, qui n'a finalement rien à nous apprendre, rien à dire, comme ses semblables il fait le jeu du régime en place.

Je ne peux m'empêcher de reproduire la fin de cet article qui vaut son pesant de cacahuètes, qui confirme à sa manière ce qui vient d'être dit, jugez vous-même.

- Et Serres dit au JDD que si « *une nouvelle politique se mettra en place* », il ne s'estime « *pas assez bon pour le dire, mais [la*

voit] arriver ». (Il est modeste envers sa propre incurie intellectuelle, normal. - Ndlr)

Mais ils viennent à point nommé nous alerter sur le fait que nous ne pouvons pas seulement analyser la crise actuelle avec nos grilles de lecture traditionnelles ; il faut en inventer d'autres pour éviter de rater le coche des profonds bouleversements de notre temps, en France et dans le monde.

(Il faut surtout se détourner des enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes. Pour finalement être voué à connaître le même destin épouvantable que les Américains testent depuis déjà de nombreuses décennies. Non seulement on ne pourrait pas y échapper, mais il ne le faut à aucun prix. Rue89 est la propriété du Nouvel Observateur, la voix de l'Amérique, tout est dans l'ordre des choses. - Ndlr)

Ça n'est pas nécessairement rassurant – l'inquiétude, mal français... –, mais ce questionnement est salutaire face au discours politique qui tourne de plus en plus à vide et dont les citoyens se détournent sans savoir par quoi le remplacer.

(Ce n'est pas notre cas, le socialisme est une alternative sérieuse, cohérente, à nous de faire en sorte que les masses exploitées l'adoptent pour combler cet affreux "vide" qui porte un nom : la réaction. -Ndlr)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le président portugais Anibal Cavaco a promulgué le budget d'Etat pour 2013, d'une rigueur sans précédent, à l'origine de nombreuses grèves et manifestations et dont l'opposition a demandé qu'il soit soumis à la Cour constitutionnelle.

Le budget prévoit une hausse généralisée des impôts sur les revenus avec un taux de 14,5% pour les plus faibles et de 48% pour les plus élevés. Toutes les tranches d'imposition, dont le nombre a été ramené de 8 à 5, subiront une surtaxe de 3,5% tandis que les allocations chômage et maladie seront réduites respectivement de 5% et 6%. Les retraites supérieures à 1.350 euros par mois seront soumises à une contribution exceptionnelle de solidarité.

Divers partis d'extrême-gauche ont fait part de leur intention de saisir la Cour constitutionnelle dont l'examen n'est pas sans risque pour le gouvernement de centre droit. Selon divers spécialistes, la Cour pourrait en effet retoquer comme anticonstitutionnelles certaines dispositions du budget, notamment la taxation des retraites ou la réduction du nombre de tranches d'imposition.

En juillet dernier la Cour avait créé la surprise en jugeant contraire à la Constitution la suppression des 13e et 14e mois de salaire des fonctionnaires et des retraités, une mesure essentielle de la politique d'austérité du gouvernement.

En raison de la crise, elle avait toutefois maintenu pour cette année la suppression de deux mois de salaires.

Le Premier ministre Pedro Passos Coelho avait alors proposé d'augmenter les cotisations sociales des salariés et de réduire parallèlement les charges patronales. Mais il avait dû rapidement faire marche en arrière face aux protestations qui s'étaient traduites à la mi-septembre par des manifestations monstres du nord au sud du pays.

L'austère budget 2013 est alors apparu comme l'ultime recours du gouvernement pour satisfaire à la politique d'austérité exigée par les créanciers du Portugal, en contrepartie du plan de sauvetage de 78 milliards d'euros, accordé au pays en mai 2011. AFP 01.01

2- Corée du Nord

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un a annoncé mardi un "virage radical" pour redresser l'économie exsangue du pays tout en réaffirmant les ambitions militaires du régime.

"Nous devons effectuer un virage radical afin de construire un géant économique dans l'esprit et avec le courage qui furent les nôtres pour conquérir l'espace: tel est le slogan que notre parti et le peuple doit suivre cette année", a-t-il déclaré.

"Le parti tout entier, a-t-il poursuivi, le pays et la population doivent s'engager" dans ce "virage complet" destiné à "améliorer le niveau de vie de la population" dont il avait dit l'an dernier qu'elle n'aurait plus à se "serrer la ceinture" sous son règne.

Pour Yang Moo-Jin, professeur à l'université des études nord-coréennes à Séoul, ces propos pourraient effectivement "*augurer de réformes économiques limitées*".

Kim Jong-Un a assorti son discours d'une note plus apaisée en direction du Sud, quelques semaines seulement après l'élection à sa présidence de Park Geun-Hye (parti conservateur). "*Pour mettre fin à la division du pays et parvenir à sa réunification, il est important de cesser la confrontation entre le Nord et le Sud*", a-t-il déclaré.

Selon Kim, "*l'histoire des relations intercoréennes montre que la confrontation entre compatriotes ne mène à rien sinon à la guerre*". AFP 01.01

SOCIAL

Grèce

La Grèce a inauguré le premier jour de l'année 2013 avec une grève paralysant le métro d'Athènes, pour protester contre de nouvelles coupes salariales et la cure d'austérité, qui entre dans sa quatrième année.

Leur syndicat avait déjà multiplié ces derniers mois les grèves contre cette mesure, prise dans le cadre d'un nouveau durcissement fin 2012 de la cure de rigueur et redressement appliqué pour obtenir de l'UE et du FMI la poursuite de leur soutien financier au pays.

Depuis le début de cette purge en 2010, en échange de prêts d'un montant total prévu de plus de 240 milliards d'euros, les syndicats grecs ont mené des dizaines de grèves, sans obtenir d'infléchissement notable des mesures contestées. AFP 01.01

ECONOMIE

1- La Bourse ou la vie

1.1- Etats-Unis

Sur un an, le Dow Jones a gagné 7,3%. Le S&P-500, qui a bien rebondi après une année 2011 pratiquement étale a pris 13,4%, signant sa meilleure performance annuelle depuis 2009. Le Nasdaq, à forte pondération technologique, a fait encore mieux en s'adjuant 15,9% depuis le 1er janvier 2012.

Sur l'ensemble de l'année 2012, l'indice du secteur financier a signé une progression de plus de 26%, porté entre autres par le titre Bank of America dont la valeur a plus que doublé et qui affiche la meilleure performance du Dow en 2012. Reuters 01.01

26%, c'est tout ?

1.2- France

La Bourse de Paris a gagné 15,2% en 2012 après deux années consécutives de baisse, les marchés d'actions européens ayant été sauvés au second semestre par la détermination de la Banque centrale européenne à tout faire pour empêcher l'éclatement de la zone euro.

Par rapport à son niveau du début de 2008, l'indice (CAC40) perd encore 35,14%.

Les valeurs bancaires et cycliques, qui ont le plus souffert en cours d'année des craintes de ralentissement et de la crise de la zone euro, ont signé les meilleures performances annuelles du CAC 40.

Par secteur, les valeurs de l'automobile (+53%), les technologiques (+45%) et les bancaires et financières (+44%) se sont taillées la part du lion. Seuls trois secteurs ont perdu de la valeur en 2012 : les ressources de base (-8%), les télécoms (-13%) et les services aux collectivités (-16%). Reuters 01.01

Du moment que les banquiers s'en sortent bien, on est sauvé, ouf !

2- Banque

Dexia a confirmé lundi que, conformément à leur engagement, les Etats belge et français ont souscrit "*à l'augmentation de capital de Dexia SA pour un montant de 5,5 milliards d'euros*", lui permettant ainsi de mener à bien son démantèlement.

Le plan de restructuration, validé par la Commission européenne, évite à Dexia de connaître une restructuration désordonnée, lourde de conséquences, qui aurait ravivé le spectre de la banque américaine Lehman Brothers, qui avait fait faillite en septembre 2009.

L'Etat belge a souscrit à 15,3 milliards d'actions et l'Etat français à 13,6 milliards d'actions, "*portant ainsi leur participation au capital de Dexia SA à respectivement 50,02% et 44,40%*", a précisé le groupe. AFP 01.01

Les Etats sont toujours aussi généreux avec les banquiers et l'argent public, le nôtre quoi. Tiens ce n'est plus Sarkozy mais Hollande qui est aux commandes, et cela continue, non, qui l'aurait cru franchement ?

3- Espagne

La Sareb, la "*bad bank*" créée par le gouvernement de Madrid, a reçu pour 37 milliards d'euros d'actifs toxiques de quatre banques nationalisées, première étape vers le nettoyage du secteur bancaire espagnol.

Ces créances douteuses et biens immobiliers sont les premiers actifs transférés vers la structure de défaisance, dont la création vise à restaurer la confiance dans les banques du pays.

La plus grande partie proviennent de Bankia, qui a bénéficié en mai du plus important plan de sauvetage jamais mis au point pour une banque espagnole.

Elle a précisé qu'elle s'attacherait à vendre ces actifs avec l'idée d'en tirer "*le retour maximum pour ses actionnaires*".

En échange des actifs, la Sareb a remis aux banques des obligations garanties par l'Etat.

Les principales banques espagnoles, à l'exception de BBVA, ont investi dans la structure à la demande pressante du gouvernement, aux côtés du Frob, le fonds public d'aide aux banques en difficulté. Reuters 01.01

Il s'agit sans doute des gros actionnaires, les actionnaires institutionnels, pas le citoyen lambda qui comme en Grèce y laissera sa chemise.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 janvier

CAUSERIE

[A propos du site](#)

Nombre de visites en 2012 : 42 642, moins 365, mes propres connexions quotidienns pour vérifier l'affichage de la page d'accueil = 42 342.

Nombre de téléchargement en 2012 : 45 173, plus les dizaines de milliers de fichiers consultés sans être téléchargés et donc non comptabilisés.

Sur un an la progression est d'environ 25%, mieux que le CAC40 !

J'ai créé un nouveau dossier pour classer les articles que je mettrai en ligne en 2013 et qui concerne différentes rubriques : www.luttedefrance.org/dossiers3/.....

La rubrique *Vidéos* est devenue *Vidéos et articles attenants sur la face cachée du vieux monde*, cela pour ne pas créer une nouvelle rubrique pour ces articles et les séparer des vidéos qui concernent le même sujet.

Régulièrement j'alimenterai cette rubrique et je retirerai certaines adresses qui seront classées dans le fichier correspondant. Je laisserai les vidéos les plus intéressantes dans la page d'accueil du site pour ceux qui découvriront notre portail.

Notre objectif n'est pas de formater les esprits dans un sens ou un autre, mais d'informer afin de permettre ensuite à chacun de faire librement ses propres analyses. Et surtout ne prenez pas pour argent comptant mes propres analyses qui peuvent s'avérer correcte, erronées, qui peuvent évoluer avec le temps. Je n'ai généralement pas le temps de m'attarder sur des questions qui mériteraient une longue réflexion, d'effectuer des recherches, de se documenter, etc. donc pour cette raison je peux commettre des erreurs.

Dans les jours qui viennent il est possible que je modifie légèrement ma stratégie, j'y réfléchis depuis quelques semaines déjà, il se pourrait que j'apporte mon soutien à certaines initiatives ou certains partis, avec toutefois des réserves, considérant, et cela n'est pas nouveau dans mon discours, que la théorie est une chose, mais que sans la pratique ou l'organisation cela ne vaut pas grand chose ou vous laisse sur votre faim, c'est un peu comme une analyse qu'on n'aurait pas menée jusqu'au bout.

On ne peut pas dire que notre tâche est d'aider à faire progresser le niveau de conscience politique des masses et à s'organiser, sans proposer aux militants de participer activement au mouvement ouvrier, ce serait incohérent, inaudible ou peu sérieux. Je sais les réticences de nombreux militants à s'organiser dans des partis existant, mais avons-nous vraiment le choix ? A quoi cela nous avancerait-il de rejoindre des organisations qui regroupent à peine quelques dizaines de militants sur le plan national ? A rien.

Aujourd'hui tous les partis ouvriers présentent des structures et un fonctionnement suffisamment lâches ou souples pour pouvoir intégrer l'un d'entre eux même en ayant d'importants désaccords avec lui sans courir le risque d'en être exclu immédiatement. C'est aussi à nous à ne pas nous prendre pour ce que nous ne sommes pas, à nous prendre pour de grands militants ou marxistes, à copier un comportement que nous critiquons volontiers chez d'autres, à tort ou à raison peu importe. Soyons modeste, donnons-nous des objectifs modestes et tout le monde s'en portera mieux je vous assure. Ce qui ne veut pas dire dilettante !

C'est avant tout vers les travailleurs qu'il faut être capable de se tourner. Et c'est seulement en fonction de son expérience et de ses connaissances que l'on peut commencer prétendre apporter quelque chose aux autres militants, et encore ce n'est pas inné ou à la portée de tous spontanément, cela s'apprend, se cultive, de la même manière que tous les militants ne sont pas capables du jour au lendemain de s'adresser à une assemblée de milliers de travailleurs. On vit à une époque bourrée de paradoxes trompeurs où l'on finit par tout confondre et par perdre de vue ce que l'on est vraiment, oui, en quelque sorte l'individualisme nous a gagné également, quelle horreur n'est-ce pas, raison de plus pour travailler avec acharnement pour encore progresser, comme je l'ai déjà dit, c'est le travail de toute une vie. (A suivre)

[Infos de dernière minutes en Inde](#)

Une jeune fille scolarisée aurait été violée à Pondichéry par 5 ou 6 jeunes hommes, je n'en sais rien, toute la population est en train de se rassembler devant les différentes écoles de la ville, des manifestations spontanées et des incidents ont éclaté en ville et dans son village natale, Kandamangalam au Tamil Nadu. Là bas, il y aurait eu des scènes d'émeute ce matin qui se seraient répandues dans d'autres villages, routes barrées, bus attaqués, des gens seraient sortis armés de couteaux et de machettes, ils s'en seraient pris à la police. Il y aurait au moins un mort et plusieurs blessés, à confirmer.

D'autres manifestations suite à la contre-réforme du carnet de rationnement se poursuivaient ce matin dans tous le Tamil Nadu, des bureaux du gouvernement ont été incendiés les jours précédents, les représentants du pouvoir violemment pris à partie, j'ai vu cela aux infos encore hier soir sur Sun TV. La population, nous sommes excédés !

Hier un député a parlé d'interdire l'alcool. Si on l'attrape on le lynche et je ne donne pas cher de sa peau !

De son côté le gouvernement a annoncé que dorénavant la police pourrait perquisitionner chez les riches à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit sans mandat pour découvrir où ils cachent leur fric. Une blague, la police est complètement corrompue, il y aura toujours un flic pour les prévenir sur leur portable, ils prennent la population pour plus arriérée qu'elle n'est et elle n'aime pas du tout cela.

A 14h cette après-midi le Chief minister du Tamil Nadu a annoncé que notre problème de coupure d'électricité serait bientôt résolu. Et le problème d'eau dans de nombreux villages ? Récemment, elle a fait les louanges de la police en promettant de leur construire 9.000 logements supplémentaires, alors que la population hait la police, le mot est encore trop faible. Ici tous les jours on manifeste. En France : on réveille ou on part aux sports d'hiver !

Et vous voudriez qu'avec tout cela je sois calme, mielleux, mou comme nos dirigeants en France, mais cela voudrait dire que j'en ai rien à foutre de ce que vivent nos frères et sœurs de galère quotidiennement ici. Nous sommes un peuple de révoltés même si cela ne se voit pas forcément au premier coup d'oeil. A bas le capitalisme et vive le socialisme !

Je ne vous en ai pas parlé parce que je manque d'éléments, j'ai entendu dire que la population commençait ici ou là à s'organiser pour suppléer aux carences de l'Etat, s'il s'agissait de milices, cela pourrait dégénérer en règlement de compte entre familles ou villages. A suivre.

Ce matin j'ai été retirer mon visa valable 15 ans. Bonne nouvelle ? Si l'on veut...

L'employé m'a dit que pour le valider je devais fournir un nouveau dossier d'ici 6 mois, puis tous les 5 ans. Quand j'ai examiné la liste qu'il m'a remise, j'ai constaté qu'elle comportait 5 documents plus 2 photos. Je lui ai demandé si c'était une farce en rigolant, car à peu de choses près cette liste est identique à celle pour un visa de 5 ans, ce qui veut dire que j'ai fait cette démarche pour rien ! C'est cela la bureaucratie indienne ! Seul avantage, le visa de 5 ans coûtait environ 10.000 roupies et celui de 15 ans 15.000 roupies seulement, j'ai donc gagné 5.000 roupies, mais j'ai quand même avancé le fric à l'Etat !

Manipulation des masses. Le WWF.

J'ai mis en ligne un article (rubrique Vidéo...) qui fournit la liste des principaux dirigeants d'hier et d'aujourd'hui du WWF, il suffit d'en prendre connaissance pour comprendre la nature de cette organisation.

Maintenant pour en comprendre l'objectif politique, rien de tel que prendre pour référence les propres documents de cette organisation et de voir ce qu'elle en dit elle-même qui suffira amplement, à moins bien sûr de se positionner sur le terrain du capitalisme et de le soutenir ouvertement.

Les passages suivants sont extraits d'un document qu'ils ont publié et que je mets en ligne intitulé *Rapport planète vivante 2008*. Il s'agit de la première page.

- "*Le WWF est l'une des organisations indépendantes*", tout comme le sont les banquiers et actionnaires ou patrons des multinationales qui font parties de ses dirigeants, c'est bien connu

- "*La mission du WWF est de stopper la dégradation de l'environnement naturel de la planète et de construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature*" comme si c'était possible dans le cadre du système capitaliste mondial qui ne serait pas l'unique responsable de cette "*dégradation*", régime capitaliste qui ne foment pas toutes les guerres depuis plus de deux siècles et dans lequel nous pourrions vivre "*en harmonie avec la nature*" à défaut que les peuples puissent vivre en harmonie entre eux.

- "*Le Global Footprint Network (GFN) propose l'Empreinte Ecologique comme outil de mesure de la durabilité afin de promouvoir une économie durable*", l'économie capitaliste vous l'aurez deviné.

- "*Le réseau, en accord avec ses partenaires, coordonne la recherche, développe des standards méthodologiques et fournit une comptabilité des ressources aux décideurs, afin d'aider l'économie humaine à opérer dans les limites écologiques de la Terre*", partenaires qui sont notamment les banquiers, les multinationales, les universités ou laboratoires de recherches américains liés à ces multinationales, avec le cynisme qui accompagne cette généreuse démarche le WWF leur fournit ainsi qu'aux "*décideurs*" qui sont en réalité les mêmes, un tableau détaillé et précis de l'étendu des dégâts (parfois irréversibles) qu'ils causent quotidiennement à la planète et au-delà desquels "*l'économie humaine*", traduisez le capitalisme causerait sa propre perte, ce qui serait franchement dommage.

On va s'arrêter là, à la fin de la première page de ce document qui en comprend 48.

Il y a quelque chose de cynique, de sordide, de machiavélique dans cette démarche, qui consiste à dresser avec ceux qui en sont directement les responsables le bilan des conséquences dévastatrices ou catastrophiques causées par la survie du capitalisme sur notre planète et toutes ses espèces dont la nôtre, et à s'adresser à ses mêmes responsables représentés sur le plan politique au sein des Etats et des institutions internationales pour qu'ils en corrigent les effets qui se traduira par de nouvelles taxes imposées à toute la population tout en la culpabilisant, quand ce ne sera pas sur le plan économique pour éliminer des concurrents trop faibles ou pas préparés pour inclure dans leurs coûts de production les nouvelles normes qui leur seront imposées.

Donc en réalité cette entreprise poursuit un double objectif à la fois sur le plan économique et politique. Elle consiste à manipuler la population sensible aux questions d'environnement dans des proportions considérables, le WWF à lui seul revendique "*près de 5 millions d'adhérents et un réseau mondial actif dans plus de 100 pays*", pour mieux la détourner des partis qui combattent pour le socialisme et la subordonner au capitalisme.

Ils sont comme cul et chemise.

A propos de l'article du Réseau Voltaire mis en ligne dévoilant l'assassinat d'Hugo Chavez commandité Nicolas Sarkozy.

Comment se fait-il que Chavez ne se soit pas servi de cette affaire pour faire tomber Sarkozy dès 2009 ? Comment se fait-il que personne ne l'a évoquée au gouvernement fin décembre 2012 ? Oui parce que depuis 2009 il y a eu un changement

de Bonaparte et de gouvernement.... A charge de revanche pour service rendu à l'UMP ?

On pourrait se poser la même question à propos des militaires français (et d'autres pays) qui se sont fait pincer en Syrie et dont Assad ne s'est pas servi publiquement, mais peut-être en coulisse, on le saura plus tard... ou jamais.

ACTUALITE EN TITRES

La Bourse et les bourses bien remplies... ou qui se vident

Côté jardin, ensoleillé, radieux...

- Wall Street finit l'année 2012 en beauté - Reuters
- Wall Street entame 2013 sur une note euphorique - Reuters
- Les Bourses européennes débutent l'année en fanfare - Reuters
- La Bourse de Paris voit 2013 en rose - L'Expansion.com
- La Bourse de Paris démarre 2013 tambour battant grâce à l'accord américain - AFP
- Le PDG de Vinci exerce pour 1,4 million d'euros de stock-options - Reuters
- Google : le géant américain économise 2 milliards de dollars grâce aux Bermudes - Atlantico.fr

Côté cour, grisâtre, angoissant

- Consommation: 2013, nouvelle année difficile pour les Français - AFP
- La chute de la consommation s'est amplifiée en octobre en Grèce - Reuters
- Quatrième année consécutive de hausse pour le Brent - Reuters

Faites vos jeux.

Côté gagnant

- Macao: record pour les casinos en 2012 avec 38 milliards de dollars de revenus - AFP

Côté perdant

- Les casinos français, de nouveau en difficulté, s'adressent au Premier ministre - AFP

Production

Côté pile où l'avenir est devant vous.

- La Chine produira plus de voitures que l'Europe en 2013 - L'Expansion.com
- Russie: nouveau record pour la production pétrolière en 2012 - AFP

Côté face où l'avenir est derrière vous

- Les ventes de voitures en France au plus bas depuis 15 ans en 2012 - L'Expansion.com

- Dixième mois de contraction du secteur manufacturier en France - Reuters

- La contraction s'accroît dans l'industrie dans la zone euro - Reuters

La panacée ou parole de charlatans

- Paradoxe économique : quand l'innovation détruit les emplois sans en recréer - Atlantico.fr

Ah ben ça alors ! Mais au fait, laquelle ?

- Les robots pourraient-ils être les sauveurs de l'industrie française ? - Atlantico.fr

Sauver qui en réalité ? Pas ceux qui seraient remplacés par des robots, mais ceux qui les remplaceraient par des robots.

Etat policier

- Etats-Unis : des policiers armés dans les écoles d'une ville du New Jersey - LeParisien.fr

Enfin le progrès social au pays modèle du capitalisme mondial !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Rentrer dans le rang : jamais ! Porter la Légion du déshonneur : la "honte" !

Le célèbre auteur de bandes dessinées Jacques Tardi "refuse avec la plus grande fermeté" la Légion d'honneur qui lui a été attribuée le 1er janvier, voulant "rester un homme libre et ne pas être pris en otage par quelque pouvoir que ce soit", a-t-il déclaré mercredi à l'AFP.

"J'ai appris avec stupéfaction par les médias, au soir du 1er janvier, que l'on venait de m'attribuer d'autorité et sans m'en avoir informé au préalable, la Légion d'honneur!", souligne l'auteur de 66 ans qui vient de publier "Moi René Tardi, prisonnier de guerre, Stalag II B" (Casterman), une oeuvre très personnelle, basée sur le témoignage de son père, prisonnier en Allemagne.

"Etant farouchement attaché à ma liberté de pensée et de création, je ne veux rien recevoir, ni du pouvoir actuel, ni d'aucun autre pouvoir politique quel qu'il soit. C'est donc avec la plus grande fermeté que je refuse cette médaille", déclare dans un communiqué séparé Tardi, fait chevalier aux côtés de Bruno Podalydès ou Jean-Pierre Léaud.

"Je n'ai cessé de brocarder les institutions. Le jour où l'on reconnaîtra les prisonniers de guerre, les fusillés pour l'exemple, ce sera peut-être autre chose", ajoute Jacques Tardi, qui s'est aussi beaucoup penché sur la Grande Guerre ("Putain de guerre!", "C'était la guerre des tranchées"...). "Je ne suis pas intéressé, je ne demande rien et je n'ai jamais rien demandé. On n'est pas forcément content d'être reconnu par des gens qu'on n'estime pas", conclut l'auteur d'Adèle Blanc-Sec.

Les refus de Légion d'honneur ne sont pas si rares. Avant Tardi, de nombreuses personnalités l'ont refusée pour des raisons diverses, de Louis Aragon à Albert Camus, de Claude Monet à Hector Berlioz, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir.

Georges Brassens en a même fait une chanson. Léo Ferré fustigeait "ce ruban malheureux et rouge comme la honte".

Plus récemment, en août 2012, la chercheuse Annie Thébaud-Mony, spécialiste des cancers professionnels, avait refusé cette décoration pour dénoncer l'"indifférence" qui touche la santé au travail et l'impunité des "crimes industriels", avait-elle écrit à la ministre du Logement, Cécile Duflot.

Contrairement aux idées reçues, la Légion d'honneur ne se réclame pas mais vous est attribuée. Quand son nom apparaît dans le Journal officiel, il faut se faire décorer pour "prendre rang".

Ce sont les ministres qui adressent les dossiers à la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur. Les dossiers sont ensuite instruits par le Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur et ses décisions soumises au président de la République. AFP 02.01

Pour être décoré par un Bonaparte, il faut être bonapartiste ou n'avoir aucune dignité ou les deux à la fois !

Qu'on n'oublie jamais, que la décomposition, la décadence, la dégénérescence du mode de vie, des moeurs et de la pensée, commence toujours par en haut, par l'aristocratie du régime, pour se répandre ensuite à tous les niveaux de la société, que seule la classe des nantis en porte la responsabilité, ainsi que ses zèles serviteurs qui généralement sont encore plus pourris pour être frustrés de ne pas en tirer autant d'avantages.

ECONOMIE

France

1- Une institution de classe.

Les dispositions fiscales censurées par le Conseil constitutionnel représenteront un manque à gagner d'environ 500 millions d'euros en 2013, a déclaré mercredi le gouvernement français.

Le quotidien économique *Les Echos* a avancé le chiffre d'un milliard d'euros, citant "*les données des différents documents budgétaires et parlementaires*".

Les ministres de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici et Jérôme Cahuzac, ont confirmé dans un communiqué l'évaluation de 500 millions d'euros livrée mercredi matin par la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem.

Cette perte de recettes, précisent-ils, correspond à "*la censure d'une partie de la réforme de la taxation des plus-values immobilières (170 millions d'euros), de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus d'activité (210 millions d'euros) et à celle de l'article 44 sur l'élargissement des missions de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués - AGRASC (126 millions d'euros)*". Reuters 02.01

Cela confirme qu'il faudra bien liquider la totalité des institutions de la Ve République, qu'il faudra déduire de fond en comble l'Etat des capitalistes pour bâtir le socialisme sur ses cendres.

Et pendant ce temps-là ces ignares de philosophes étalaient leur impuissance en affirmant qu'ils ne savent pas quoi faire pour changer de politique, avouaient-ils hier (voir la causerie du 2 janvier), dans quelle direction il faudrait avancer. Dans pratiquement le même registre le M'PEP nous appelait à faire quelque chose, n'importe quoi, tandis que la presque totalité de la confrérie des intellectuels bien-pensants clame sur tous les toits qu'il serait possible de réformer le capitalisme, alors que l'on constate exactement l'inverse dans le monde depuis des décennies en pire chaque année qui passe, que c'est totalement impossible. Et vous croyez qu'ils en arriveraient à se poser la question pourquoi, et si c'était impossible qu'il faudrait peut-être se demander par quoi le remplacer, s'il n'existe pas en réalité une alternative, la seule à laquelle ils refusent de penser, ils se refusent de recourir : le socialisme.

En réalité, ce qui appartient au passé, ce n'est pas le socialisme et les enseignements de la lutte de classe du passé que nous ont légués les marxistes, mais bien le capitalisme et tous ces cerveaux sclérosés, fossilisés, lobotomisés.

2- Pourquoi faudrait-il absolument changer de voiture quand celle qu'on utilise peut encore faire un bon usage pendant des années ?

Les immatriculations de voitures neuves en France ont poursuivi leur baisse en décembre, clôturant une année 2012 qui restera pour le marché automobile la pire depuis 1997.

Le nombre des nouvelles immatriculations a chuté de 14,6% le mois dernier à 160.426 unités, a annoncé mercredi le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

Sur l'ensemble de l'année écoulée, les immatriculations ont chuté de 13,9% en données brutes à 1.898.872 unités, le plus faible niveau qu'ait connu le marché français en quinze ans.

"A l'attentisme des clients particuliers, surtout parmi les classes moyennes, vient maintenant s'ajouter la prudence des

clients professionnels", commente François Roudier, porte-parole du CCFA. "Dans le véhicule utilitaire, il faut remonter à la crise de 2008 pour retrouver une baisse aussi forte que celle de décembre."

Le marché d'ensemble des véhicules utilitaires, baromètre de l'activité économique, a chuté en décembre de 15,8% en données brutes, et baissé de 7,4% en données CJO.

Sur l'ensemble de 2012, le géant allemand limite toutefois la casse avec une baisse de 5,1% seulement.

PSA Peugeot Citroën a accusé pour sa part un recul de 14,2% le mois dernier tandis que le groupe Renault a poursuivi sa dégringolade (-27,1%). Toyota est parvenu à faire progresser de 6,3% ses immatriculations, tandis que le coréen Hyundai-Kia a signé un nouveau bond de 33,3%. Reuters 02.02

Les ouvriéristes, les représentants de l'aristocratie ouvrière, les social-patriotes ou les social-nationalistes vont pouvoir pousser des cris en chœur : c'est mauvais pour l'emploi dans l'automobile, c'est mauvais pour l'industrie française... On va les rassurer : le pire reste à venir !

Certains estimeront que c'est une grosse connerie. Qui ? Ceux qui n'ont pas été foutus de faire progresser en 70 ans le niveau de conscience politique des masses, ceux qui n'ont pas été foutus de les aider à rompre avec le capitalisme et les institutions, ceux qui n'ont pas été foutus de construire un nouveau parti révolutionnaire. Vous devinez ce qu'on a envie d'ajouter... Qu'ils commencent par revoir leur copie !

[Haut de page ↗](#)

Le 4 janvier

CAUSERIE

Chronique. Un monde dirigé par de dangereux psychopathes

Produire toujours plus, consommer toujours plus, jeter toujours plus...

En lisant tous les matins au réveil les titres des articles économiques de presse dans le monde j'ai envie de gerber, c'est insupportable, ce n'est que cela, et en réalité cela concerne toujours les mêmes couches de la population gavées jusqu'à la gueule.

Le moindre ralentissement ou tassement est anormal, compromet notre destin, notre avenir serait en danger, en fait le capitalisme, le moindre résultat qui ne témoigne pas d'une augmentation de la production et de la consommation, une simple pause et c'est l'angoisse, un cauchemar, la faillite annoncée qui sait, l'effondrement de tout le système, quelle bonheur si cela pouvait être vrai ! ce qui fait évidemment horreur aux petits-bourgeois et à leur porte-parole du mouvement ouvrier.

Quant au champ lexical employé (terminologie), c'est celui des reporters de guerre, des chroniqueurs sportifs qui utilisent le même langage ou des psychothérapeutes, le tout intensifié encore par le recours à des superlatifs et autres métaphores dantesques ou apocalyptiques !

Il est vrai cependant qu'à travers cette guerre économique, nous assistons à une guerre entre les classes dont apparemment seules les véritables victimes continuent de tout ignorer puisqu'ils continuent de consommer comme si de rien n'était.

Notez bien qu'on les y encourage, c'est bon pour l'emploi paraît-il, même l'industrie d'armement ou de guerre. La culture de l'ignorance est bien ancrée dans le mouvement ouvrier au point qu'il le revendique, cherchez l'erreur.

Deux poids, deux traitements.

Je ne partage pas les manifestations d'indignation à outrance dans le monde et en France qui ont suivi la mort de cette jeune femme violée et tabassée à Delhi, ils m'inspirent même un profond dégoût, tant par leur ignorance que je peux comprendre, que par leur lâcheté que rien ne peut excuser lorsqu'elle provient de partis politiques.

Savez-vous qu'hier matin une collégienne de 17 ans native d'un village situé à un kilomètre de Kandamangalam à une quinzaine de kilomètres de Pondichéry, qui se rendait à l'école, a été violée par 4 hommes ? Ils l'ont endormi avec un produit anesthésiant

puis l'ont fait monter dans un bus scolaire et l'ont violée.

Savez-vous que cela a fait l'objet d'un reportage passé sur toutes les chaînes de télévision du sud de l'Inde dès 14h, 9h30 en France ?

Savez-vous que les chaînes de télévisions nationales indiennes ont relayé cette information lors de leur journal du soir entre 19 et 20h ?

Savez-vous que la police a déjà arrêté deux des quatre violeurs, que le principal responsable, le chauffeur du bus est en fuite et que sa famille a promis de le tuer si elle l'attrapait, et que de son côté la Chief minister du Tamil Nadu, qui chapote sur le plan juridique le territoire de Pondichéry, a affirmé qu'ils méritaient uniquement la peine de mort ?

Savez-vous que ce matin en consultant les titres des agences de presse et des médias nationaux, pas un n'a relaté cette information, alors qu'un déluge d'articles avaient couvert le précédent viol collectif commis il y a deux semaines sur une femme de 23 ans, alors que la collégienne victime également d'un viol collectif était mineure ?

Pourquoi ? Parce que la jeune femme violée à Delhi était étudiante en médecine et vivait dans la capitale, alors que la collégienne violée hier est issue d'une famille pauvre et vit dans un village misérable.

Je ne commenterai pas les articles de presse qui sont parus depuis l'agression et la mort de cette jeune femme à Delhi tant les journalistes racontent vraiment n'importe quoi. Un seul exemple suffira.

Cette étudiante serait également issue d'une famille pauvre. Elle aurait vendu des terres pour s'installer dans la capitale ou le niveau de vie et les loyers sont prohibitifs, pour que leur fille puisse suivre des études de médecine, études très longues et qui se montent à des millions de roupies. J'ai une petite nièce de 13 ans qui rêve depuis plusieurs années de devenir médecin. Ses parents sont pauvres ou parviennent tout juste à survivre. Chaque fois qu'elle me parle de son avenir j'ai la gorge qui se noue et je ne lui réponds rien, car je sais qu'elle ne pourra jamais devenir médecin, parce que ses parents ne pourront jamais lui payer ces études, ni moi du reste car même si je le voulais je n'ai pas assez d'argent. Mon épouse m'a rappelé qu'il y a déjà plusieurs années en arrière, les parents d'un jeune que nous connaissions, et qui avait fait des études d'ingénieur plus courtes, avaient déboursé 3,5 millions de roupies.

Je ne commenterai pas non plus le commentaire hors de propos de Michel Sérac publié à la page 7 du n°232 d'*Informations ouvrières*, je pourrais m'emporter.

Je vais quand même ajouter un mot sur le terrain de la lutte des classes, car c'est insupportable de voir ces gens animés d'une bonne conscience la bouche pleine, ils sont comme les bourgeois nés avec une cuillère en argent dans la bouche et qui voudraient nous donner des leçons de moral.

Le mouvement ouvrier se fait depuis longtemps le relais de revendications avancées par la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie, les classes et les couches moyennes, qui aboutissent au renforcement de l'arsenal pénal répressif qui s'appliquera ensuite, non pas aux membres de ces classes ou couches, mais à ceux de la classe ou des couches exploitées les plus défavorisées, qui parce que leurs conditions d'existence sont demeurées misérables entretiennent des rapports dans la société qui le sont tout autant.

Comment ne pas observer quotidiennement que des questions qui concernent finalement le confort de vie des bourgeois, des petits-bourgeois, des classes ou des couches moyennes priment systématiquement sur les revendications sociales qui concernent uniquement la classe ouvrière.

Le mouvement ouvrier est décidément plus dégénéré qu'on ne le pense.

Vouloir faire avancer la société sur le plan juridique sans avoir réglé ou s'attaquer aux questions économiques et sociales qui concernent les masses exploitées et plus particulièrement les plus défavorisées, revient à les livrer en pâture à la vindicte publique, à en faire des boucs émissaires, à les livrer aux médias qui entretiennent quotidiennement la haine entre les différentes couches d'exploitées, c'est finalement servir les intérêts du régime en place.

Vous êtes pauvres ou miséreux, restez-le donc, croupissez dans votre crasse, vautrez-vous dans votre ignorance, bouffez de la merde, bourrez-vous la gueule, droquez-vous, abrutissez-vous en regardant TF1, livrez-vous à tous les trafics qui vous passent par la tête, laissez donc aller votre instinct bestial, mais prenez garde que la justice ne vous rattrape pas car elle sera impitoyable envers vous, dites-le vous pour dit, voilà le sort que la société pourrie réserve à nos couches les plus défavorisées et dont les partis du mouvement ouvrier sont les complices. Je suis issu de cette couche que tout et tout le monde accable et j'en suis sorti, je ne l'ai pas oublié.

Oui, effectivement, c'est prendre les problèmes à l'envers, le mouvement ouvrier en est là et ce n'est pas nouveau. C'est d'ailleurs devenu la principale caractéristique du mouvement ouvrier et de ce qui ose encore s'appeler son avant-garde, honte à

eux, honte sans fond ! Notez au passage, que c'est aussi le meilleur moyen de faire progresser l'extrême droite.

Dernières nouvelles d'Inde.

Il est 14h45 au moment où je termine la causerie du jour, je viens de jeter un oeil aux infos sur Sun TV (en tamoul), quatre manifestations, point commun entre elle : la population s'en prend au gouvernement, aux élus et à la police corrompus jusqu'à l'os. Encore des locaux du gouvernement envahis et incendiés, des bagarres entre policiers et manifestants et des arrestations...

Hier un jeune est passé chez moi, comme je bossais il a emmené mon épouse à la clinique pour sa prise de sang. Je lui paie l'essence et lui donne quelque chose en plus. En le voyant démarrer sa moto au kick, je lui demande pourquoi il n'utilise pas le démarreur électrique. Il m'a répondu qu'il avait eu un accident et que la police lui avait piqué la batterie ; génial, du coup il n'a plus de clignotants et de lumière le soir ! Des abrutis ces flics. Il a eu le malheur de ne pas pouvoir éviter un chien qui est venu se foutre sous sa moto et de percuter un passant qui a été légèrement blessé. Pour récupérer sa batterie, il devra donner un dessous-de-table à la police et non payer une amende. Quand mon beau-frère est mort en moto (tout seul sur la route), il a fallu payer ces ordures de flics pour récupérer sa moto.

L'art consommé du néant politique, c'est quoi ? Un exemple (de plus).

Auteur Josep Maria Antentas, sociologue, membre de la direction de Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste, section de la IVe Internationale dans l'État espagnol) et du Bureau exécutif de la IVe Internationale version "pabliste" ou cryto-stalinienne à laquelle appartenait la LCR et la tendance majoritaire du NPA, ne me demandez pas quelle nom elle porte, par pitié ! Origine : Version écrite, à l'issue des débats, et actualisée du rapport sur la situation européenne, publié dans Imprecor.

Article paru dans le portail national du NPA sous le titre : *Union Européenne : Éléments de contribution à l'analyse de la situation politique* - 01.01.13

Pour commencer, admirez la précision.

- *"Dans quelques pays vont apparaître de nouveaux outils, qui graviteront peut-être autour des forces réformistes...."*

Le Nouvel ordre mondial n'est pas *"un projet achevé, cohérent, totalement planifié"* ... quand on l'ignore. Ou voici ce qui arrive quand on l'ignore.

- *"Ce qui est en marche c'est un projet de réorganisation sociale d'envergure et de changement du modèle social sous la férule du capital financier. Il ne s'agit pas d'un projet achevé, cohérent, totalement planifié, mais il ne fait pas de doute que l'enjeu c'est une modification profonde et draconienne du modèle social actuel."*

Comme quoi, ils n'ont pas vraiment pris la mesure de ce qui se trame sous nos yeux, ils en sont à imaginer, on n'ose pas dire penser, que l'oligarchie financière prenne directement les commandes en mains pour résoudre la crise, qu'en réalité elle manipule à la fois dans le but d'éviter un effondrement du système capitaliste et instaurer une gouvernance mondiale, une dictature mondiale.

- *"... dans beaucoup d'États membres (de l'UE -Ndlr), des hommes de Goldman Sachs sont l'expression, pour l'instant la plus avancée, de ce phénomène. En temps de crise, il vaut mieux prendre directement la barre du navire."*

Qu'est-ce que cela traduit ? L'auteur le dit lui-même sans en avoir conscience, parce qu'il ne lui viendra pas à l'esprit que ce qu'il évoque le concerne directement ou son organisation.

- *"La gauche capitalise moins le malaise social que l'extrême droite ou la droite populiste. Il faut en rechercher les raisons fondamentales dans des phénomènes bien connus: le poids des défaites politiques des dernières décennies, l'absence de références idéologiques, la dépolitisation, le manque de crédibilité des partis."*

Il doit faire partie de ces dirigeants qui estiment que, parce qu'ils maîtrisent ou plutôt croient maîtriser le marxisme, automatiquement ils seraient en mesure de saisir les rapports qui existent dans la société entre les classes et d'y répondre de manière adéquate en terme de tâches pratiques et d'objectifs politiques, ce qui apparemment n'est pas le cas, ou alors ce seraient les travailleurs qui seraient incapables de saisir leur discours et seraient d'incurables idiots, à moins qu'ils se complaisent dans leur situation.

- *"Malgré tout, le double contexte de crise capitaliste et de la multiplication des luttes sociales ainsi que de la repolitisation (qui part cependant de très bas) constitue un terroir favorable aux forces de gauche en Europe."*

En effet, on se demandera "*qui part cependant de très bas*", les travailleurs ou les dirigeants du mouvement ouvrier qui se présentent comme son avant-garde, personnellement on pencherait plutôt pour ces derniers, ce que confirme l'auteur de cette contribution qui voit dans Syriza un modèle au point de "*chercher les échanges avec sa direction et approfondir les liens avec les courants de gauche en son sein. Au delà du «Syriza réel», le «symbole Syriza» est devenu l'exemple qu'il «est possible» de construire une alternative. C'est sa principale signification pour la gauche européenne*", un panier de crabes dans lequel l'opportunisme sous différents masques et qui est plus qu'un symbole, peut s'ébattre tranquillement en se situant sur un terrain purement électoraliste.

C'est d'ailleurs le terrain sur lequel se place l'auteur de cet article, mieux, son unique objectif et non de construire un parti pour guider les masses au cours de la révolution afin de renverser le régime en place et prendre le pouvoir pour faire table rase du passé. Il le confirme ensuite de façon tout aussi confuse que le reste de son article.

- "*C'est pour cela qu'il faut placer la construction d'organisations anticapitalistes et révolutionnaires dans le cadre de la perspective plus ample de la construction de nouveaux outils politiques unitaires, qui prendront des formes distinctes selon le pays et qui peuvent acquérir une audience et une influence massive.*"

Pour ceux qui ne l'aurait pas compris, Syriza en Grèce et son équivalent en France à construire pourraient éventuellement remplir la fonction de "*nouveaux outils politiques unitaires*", pour affirmer ensuite qu'il n'en savait strictement rien ! En réalité, il est comme les intellectuels que j'ai brocardés dans mes deux précédentes causeries, il brasse du vent et n'a strictement rien à nous proposer. En voici la démonstration.

- "*Avec des scénarios divers, des voies distinctes et des résultats finaux différents, la tâche des courants anticapitalistes est de travailler à la formation de nouveaux et efficaces instruments politiques de lutte et d'aider à ce que ces instruments aient un programme, une stratégie et une pratique quotidienne les plus avancés possible.*"

Lesquels ? Mystère !

Au fait, n'était-il pas écrit dans le *Programme de transition* dont l'auteur de ces lignes se réclame, que la social-démocratie dégénérée et les stalinien amenés à marcher sur leurs traces ne rompent jamais avec le capitalisme ?

- "*A mesure que les plans d'ajustement reconfigurent la société, ébranlent toutes les structures politiques et sociales, la nécessité de construire de nouveaux outils politiques devient de plus en plus évidente.*"

Lapalissade !

- "*Les formes que prendront ces nouveaux projets politiques à construire sont imprévisibles et vont sûrement avoir des contours confus, avec des contradictions et des limites programmatiques et stratégiques.*"

Lesquels ? Mystère !

- "*... les courants anticapitalistes doivent participer activement aux tentatives et aux expériences de construction de nouveaux instruments politiques larges et utiles...*"

Pour nous, il ne peut exister qu'un seul instrument pour exprimer le mouvement historique inconscient des masses et définir les tâches qu'elles ont à accomplir, organiser leurs éléments les plus déterminés à briser la dictature du capital, les plus conscients, les armer politiquement, les doter d'une théorie révolutionnaire sans laquelle toute révolution échouera, qui a fait ses preuves tout comme cet instrument qui a porté le prolétariat russe au pouvoir en 1917 : le parti, un véritable parti communiste basé sur le marxisme et les principes du léninisme qui ont permis de forger une armée de combattants révolutionnaires conscients, capables de vaincre tous les obstacles jusqu'à la victoire de la révolution socialiste...

Toutes les théories socialistes confrontées à l'épreuve pratique de la Commune en 1871 furent balayées à l'exception de celle du socialisme scientifique de Marx et Engels qui fut confirmée, puis triompha en 1917 en Russie en portant le prolétariat au pouvoir, le marxisme étant incarné par le parti bolchevik, un parti communiste. En 1871 ni les conditions objectives ni les conditions subjectives n'étaient mûres pour que la révolution triomphe... En 1917, elles l'étaient en Russie, le parti bolchevik incarnant au plus haut degré la maturité des conditions subjectives, ce qui ne sera hélas pas le cas ailleurs en Europe notamment... Sans ce parti la révolution n'aurait pas pu triompher ou la contre-révolution aurait repris le pouvoir rapidement. C'est ce parti qu'il nous faut construire, pas pour bricoler dans un coin ou avoir de l'influence sur le cours des choses ou les institutions, mais pour abattre, vaincre le capitalisme.

Pure utopie, c'est ce que Marx et Engels s'entendirent répéter à longueur de temps de leur vivant, que les sceptiques et les pessimistes, toute l'armée des intellectuels refusant de rompre avec le capitalisme ne cessèrent de répéter avant la révolution russe, qui depuis identifie à souhait le socialisme au stalinisme, soit parce que cela les arrange car ne pouvant pas

justifier autrement leur propre subordination au capitalisme, soit parce qu'ils n'ont rien compris au développement historique du capitalisme et au déroulement de la lutte des classes au XXe siècle, dans les deux cas quotidiennement ils étalent leur ignorance ou leur impuissance à lutter contre le capitalisme, à proposer la moindre alternative au capitalisme, ils sont devenus des parasites, quand ils ne sont pas manipulés par les représentants du capitalisme qui les entretient à la manière de maquereaux, au mieux ils philosophent sur le sexe des anges à la manière d'un Jovanovic. On aurait envie de leur dire : ressaisissez-vous, mais en sont-ils seulement capables ?

Cette "*gauche anticapitaliste*" qui ose se réclamer de la IVe Internationale ne vaut guère mieux et vient de nous le prouver une nouvelle fois.

Toujours à la recherche d'une recette magique, de raccourcis, d'une nouvelle invention, qui au lieu de s'en remettre aux enseignements de la lutte des classes du passé en les adaptant à notre époque leur tourne résolument le dos, ils préfèrent s'en remettre à leur imagination pour résoudre un problème dont la solution figure sous nos yeux dans la réalité de la lutte des classes qui n'a pas davantage changé que les fondements sur lesquels repose le capitalisme.

ACTUALITE EN TITRES

[Votre quotidien et votre avenir s'annonce morose, alors mettez de l'ambiance !](#)

- 2013 s'ouvre dans une ambiance de lutte des classes - L'Express.fr

Ne les faisons pas mentir !

[Vos maîtres vous le revaudront !](#)

- Hamon attaque Mélenchon : "*Il ne sert pas à grand chose*" - Le Nouvel Observateur

Ils servent chacun le régime en tenant des rôles différents.

[Mystification. Traduire : le mondialisme.](#)

- Ayrault appelle les Français à accepter la mondialisation - Reuters

La soumission à la dictature de l'oligarchie financière.

- La mondialisation n'a jamais été qu'un mythe et 2013 va finir de nous le prouver - Atlantico.fr

[Heureusement encore !](#)

- Les milliardaires plus fortunés en 2012 - LeFigaro.fr

[Comment ils fabriquent des bulles... qui exploseront un jour ou l'autre.](#)

- Les taux des crédits immobiliers au plus bas - LePoint.fr

Leur taux moyen a atteint en décembre son plus bas niveau depuis 1945. Cela a permis aux prêts à l'habitat de ne pas s'effondrer fin 2012. - LePoint.fr

- Emprunts étudiants: la nouvelle bulle qui menace les États-Unis - L'Expansion.com

1 000 milliards de dollars! C'est le montant des emprunts contractés par les Américains pour leurs études. Un fardeau de plus en plus insupportable... et une "*bulle*" qui pourrait exploser. L'Expansion.com

[Qu'est-ce qui fait marcher la machine capitaliste ?](#)

- 50 millions de tablettes et de smartphones Apple et Android activés à Noël - L'Expansion.com

[L'art de poser une question qui ne sert à rien, sauf à ne pas s'en poser une autre.](#)

- Faut-il remettre en cause l'indépendance des banques centrales comme le gouvernement japonais menace de le faire ? - Atlantico.fr

Les banques centrales sont soit dépendantes des Etats, soit des marchés financiers. Et lorsqu'elles sont dépendantes des Etats pour connaître la nature réelle de leur mission faudrait-il encore se demander quelle est la nature de classe de cet Etat, quelle classe sociale il privilégie...

[Perception et réalité.](#)

- Zone euro: la perception d'un risque d'implosion a disparu, selon Barroso - AFP

- Le crédit en zone euro toujours au ralenti - Reuters

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[En famille. Promu pour service rendu au régime... dont le PS se revendique.](#)

François Chérèque, l'ex-secrétaire général de la CFDT a été nommé jeudi en Conseil des ministres inspecteur général des affaires sociales, sur proposition des ministres Marisol Touraine (Affaires sociales) et Michel Sapin (Travail), et ce à compter du 7 janvier, selon un communiqué du gouvernement.

Selon la presse, François Chérèque devrait également prendre la présidence de Terra Nova, fondation proche du PS, longtemps dirigée par Olivier Ferrand. Lexpansion.com 03.01

Tout est dans l'ordre des choses.

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Allemagne

Le gouvernement allemand prévoit de cinq à six nouveaux milliards d'euros de baisse des dépenses publiques, afin d'équilibrer son budget pour 2014, affirme vendredi 4 janvier le journal Rheinische Post, citant des sources internes au ministère des finances. Le quotidien précise que les baisses prévues par Wolfgang Schäuble, le ministre des finances, devraient concerner tous les ministères, ainsi que le système de santé.

'Si nous voulons obtenir un budget équilibré sur un plan structurel en 2014, nous devons combler un vide de cinq milliards d'euros', a reconnu Michael Meister, chef adjoint du groupe parlementaire de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel, cité par le Rheinische Post. 'Cela se fera seulement à l'aide de coupes budgétaires', a-t-il précisé, excluant des hausses d'impôts. lemonde.fr 03.01

On se croirait outre-Atlantique, vous ne trouvez pas ?

2- Etats-Unis/Qatar

La chaîne d'information qatarie al-Jazeera a confirmé hier avoir racheté la télévision américaine Current TV, cofondée en 2005 par l'ancien vice-président des Etats-Unis Al Gore, et a annoncé le lancement d'une nouvelle chaîne en Amérique.

"Al-Jazeera annonce [...] qu'elle a acheté Current TV aux Etats-Unis", indique un communiqué de la chaîne, peu de temps après que cette dernière eut annoncé ce rachat dans un bref message sur sa page Facebook. Current TV ajoutait avoir pour objectifs de "donner la parole à ceux qui, classiquement, ne sont pas entendus, dire la vérité au pouvoir, fournir des points de vue divers et indépendants, et raconter des histoires que personne d'autre ne raconte", et al-Jazeera affirme en substance partager cette

vision de l'information.

"*La nouvel chaîne aura son siège à New York*", ajoute le groupe de médias du Qatar, disant vouloir ouvrir des bureaux supplémentaires "*dans des endroits clef*" du pays pour compléter son réseau de rédactions existantes (New York, Washington, Los Angeles, Miami et Chicago).

Current TV est actuellement accessible pour 60 des 100 millions de ménages américains disposant du câble ou du satellite. Al-Jazeera justifie sa politique d'expansion aux Etats-Unis par le fait que "*près de 40% de l'audience en ligne d'Al Jazeera English [son service en anglais, NDLR] provient des Etats-Unis*" et que les téléspectateurs américains "*on prouvé clairement qu'ils apprécient*" l'information qu'elle fournit.

Le prix du rachat de Current TV a été maintenu confidentiel, mais le site du magazine spécialisé Forbes parle d'une transaction à 400 millions de dollars qui pourrait rapporter 100 millions de dollars à M. Gore.

Current TV n'a donné aucune information sur l'évolution de ses programmes ni sur l'avenir de sa direction actuelle, assurée par M. Gore, son président, et Joel Hyatt, son autre fondateur et directeur général, mais Al-Jazira a laissé entendre qu'ils continueraient de jouer un rôle.

Selon le New York Times, les deux hommes seraient appelés à siéger au comité de conseil de la future chaîne américaine du groupe qatari. AFP 03.01

Explication. Les Américains figurent parmi les masses les plus manipulés au monde par les médias. Parmi elles, certains commencent à s'en apercevoir, sauf qu'ils pensent qu'Al-Jazeera serait un média indépendant et différent de CNN par exemple, alors qu'il n'en est rien...

En aparté, et cela n'est pas sans intérêt pour comprendre la nature de cette opération, Al Gore est un des participants du groupe Bilderberg.

3- Etats-Unis

L'ambiance au Congrès américain lors des deux derniers mois (...) est très bien résumée par cette anecdote qui ouvre l'article de *Politico* revenant sur les négociations:

Le président [républicain] de la Chambre des représentants John Boehner n'a pas pu se retenir quand il a vu le leader de la majorité [démocrate] au Sénat, Harry Reid, dans le hall de la Maison Blanche vendredi dernier [le 28 décembre].

On était à seulement quelques jours de la falaise budgétaire, aucun accord bipartisan n'était prévu, et Reid venait d'accuser publiquement Boehner de diriger une "*dictature*" à la Chambre, et de se préoccuper davantage de son autorité que de parvenir à un accord.

"*Va te faire enculer*", balança Boehner en pointant du doigt Reid, d'après plusieurs sources présentes.

Reid, un peu surpris, répondit: "*De quoi tu parles?*"

Boehner répéta: "*Va te faire enculer.*" Slate.fr 03.01

C'est l'activité favorite des membres de la Chambre des représentants et du Sénat aux Etats-Unis...

ECONOMIE

1- France

Comment le régime profite de la misère... dont il est responsable.

La Française des Jeux (détenu à 72 % par l'Etat) a annoncé jeudi un chiffre d'affaires 2012 record en hausse de 6,1 % à 12,1 milliards d'euros par rapport à 2011 (11,4 milliards, + 8,5 %), passant pour la première fois la barre des 12 milliards d'euros. AFP 03.01

2- Espagne

Les prix des logements neufs en Espagne ont subi en 2012 leur cinquième année consécutive de baisse pour retomber à leurs plus bas niveaux depuis le début 2003, selon les résultats d'une enquête publiée mercredi par Sociedad de Tasacion, une association spécialisée dans l'immobilier.

Le prix d'un logement neuf est aujourd'hui en moyenne inférieur de 33,5% au niveau atteint au plus fort de la bulle immobilière, qui a éclaté en 2007. Et la baisse devrait se poursuivre en 2013, la faiblesse de la demande ne permettant pas d'absorber l'énorme stock de logements neufs à vendre, prévoit l'association. En 2012, les prix ont baissé de 6,9% par rapport à l'année précédente et l'enquête précise que les régions de Navarre et de la Rioja ont été les plus durement touchées. AFP 02.01

[Haut de page ↗](#)

Le 6 janvier

CAUSERIE

Je suis malade depuis deux jours. J'ai de la fièvre et je ne tiens pas debout, j'ai aussi des problèmes de vue, je n'ai rien corrigé, je vais me coucher. Il est 14h. A demain.

J'ai été surpris de constater en regardant hier les statistiques du portail, qu'entre 600 à 700 visites mensuels venaient des Etats-Unis, de la côte ouest, la région de San Fransisco.

Pour la première fois, je vous livre la trame d'un article qui reste à écrire, des idées jetées pêle-mêle en attendant, à réfléchir...

Le thème : la dégénérescence du mouvement ouvrier et la responsabilité de son avant-garde, une fatalité de plus paraît-il. A entendre leurs dirigeants, leurs analyses étaient justes, leurs conclusions étaient correctes, les tâches qu'ils se sont données de réaliser aussi, bref tout aurait dû fonctionner du tonnerre, sauf que voilà, tout est parti en vrille, pas de bol n'est-ce pas, cherchez l'erreur! Ils disent d'accord, mais pas chez nous, nous avons été parfaits. Désolé, on ne vous croit pas ou plus.

- La situation économique et sociale à la fin du règne des dictateurs Franco et Pinochet...
- ce n'est pas un mouvement social ou politique qui est à l'origine de la chute de Franco ou Pinochet...
- sous une dictature, la situation économique et sociale se dégrade, la classe ouvrière s'appauvrit, la classe moyenne se paupérise...
- pourquoi la fin de la dictature ? Dans quelles conditions ? pour des raisons économiques uniquement, planifiée par ceux qui détiennent le pouvoir : l'endettement de la population qui est à la base de la création monétaire et du redémarrage économique est incompatible à terme avec une population devenue insolvable... elle a besoin d'un minimum de liberté pour reprendre confiance en elle et dans la société, s'endetter sur de longues années, consommer plus, une illusion de démocratie suffit...
- cela explique aussi pourquoi le mouvement ouvrier ne s'est pas vraiment reconstruit dans ces pays ou qu'il n'ait tiré aucun enseignement de son expérience de la dictature...
- on ne socialise pas la misère, ce postulat fait l'objet d'un détournement ou d'une mystification de staliniens défroqués déguisés en marxistes.... en vérifier l'origine, le contexte, le contenu exact... de soi-disant marxistes l'utilisent pour finalement arriver à des conclusions opposées ou étrangères à celles de Marx, cherchez l'erreur, pas chez Marx...
- autrefois c'étaient des ouvriers en haillons qui se sont battus et organisés pour l'amélioration de leur condition et obtenir de nouveaux droits et non des ouvriers embourgeoisés ou des nantis issus d'une autre classe... ces derniers profitent de ce qu'ils ont, ils sont inconscients, tout fout le camps sous leurs yeux et ils sont incapables de comprendre ce qui se passe et de réalgrir...
- On confond conditons sociales et conditions politiques préfigurant les luttes sociales et politiques à venir...
- Il est faux de prétendre que les couches défavorisées de la classe ouvrière ont toujours été inorganisées, ce n'était pas le cas autrefois, avant ou même après la Seconde Guerre mondiale, la question est de savoir pourquoi et comment on en est arrivé à la situation où les syndicats et les partis ouvriers les ont abandonnés ou n'ont plus été capables de les organiser, situation dans laquelle le mouvement ouvrier se complait de nos jours...

- ignorez de quoi est faite la nature humaine, conduit à se leurrer sur ses capacités....

... à suivre...

Défense du socialisme

Le combat du mouvement ouvrier a-t-il pour objectif de mieux vivre en régime capitalisme, de s'y adapter, ou de lutter dans la perspective de l'abattre, telle est la question qui se pose à chaque militant.

En observant ce qui se passe en Grèce par exemple, on aura compris que le mouvement ouvrier s'est totalement fourvoyé, qu'il est profondément gangrené pour avoir subordonné son combat à la marche du capitalisme, ce qui explique qu'il est incapable de proposer la moindre issue politique aux masses exploitées.

Il s'est détourné du marxisme, du socialisme scientifique de Marx et Engels, pour adopter le réformisme qui tend à transformer chaque prolétaire en petit-bourgeois en lui donnant l'illusion qu'il parviendra un jour au niveau de vie du bourgeois. Sauf que voilà les choses ne fonctionnent pas de la sorte, répétons-le, ce n'était qu'une illusion dramatique faites pour mieux l'asservir au système d'exploitation capitaliste.

Le capitalisme fonctionne depuis son avènement selon un cycle immuable qui consiste en une expansion relative ou un véritable développement, suivie d'une crise ou récession, qui peu se transformer en dépression, en destruction massive de forces productives, et si cela ne suffit pas encore en guerre, puis survient une nouvelles période d'expansion, à crédit évidemment...

C'est seulement au cours de la première période de ce cycle que le développement du capitalisme ou l'intensité de la lutte des classes se traduisent pour les travailleurs par de nouveaux acquis sociaux et politiques, au cours des périodes suivantes il va tous les reperdre ou presque.

Plus le capitalisme est mondialisé et plus l'illusion aura tendance à durer et s'ancrera profondément dans les mentalités, au point de ne plus être capable de penser qu'il pourrait exister une autre organisation de la production et d'autres rapports au sein de la société au-delà du capitalisme, bref qu'il serait possible de changer la société et de vivre dans un monde meilleur.

Il n'est pas besoin de faire appel à son imagination pour comprendre que le travailleur miséreux du XVIIIe et du XIXe siècle en proie à mille difficultés et souffrances n'envisageait pas de vivre dans une autre société, on se demande comment il aurait pu faire pour que cet idéal germe dans sa tête, il était au-delà de sa portée.

Cependant il n'a jamais cessé de se révolter contre sa condition épouvantable, souvent au péril de sa vie. C'est le développement de la division du travail et le regroupement dans le même atelier de centaines ou de milliers d'ouvriers qui a largement contribué à modifier ses rapports à sa condition d'exploité, dans la mesure où il a commencé à prendre conscience qu'il n'était pas le seul dans ce cas-là et que le nombre constituait une force capable d'influer sur ces rapports d'exploitation, bref, qu'en se regroupant, en s'unissant il était possible d'affronter le patron jusque là tout puissant et d'obtenir ainsi une amélioration de sa condition.

Ainsi s'enclenchait le mouvement qui devait le conduire à son émancipation du règne du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme s'il le menait jusqu'au bout. On pourrait dire que c'est ainsi qu'est né le socialisme et ce qui le justifie, ce qu'on a oublié depuis.

Notre ouvrier misérable du XVIIIe ou du XIXe siècle pouvait comparer quotidiennement son niveau de vie de paria avec celui de nanti de son patron, il pouvait le haïr tant qu'il voulait, cela ne changeait absolument rien à sa condition. C'est uniquement à partir du moment où il a commencé à s'organiser qu'est né l'espoir d'une vie meilleure.

Mais cet espoir pour ne pas être étouffé ne devait pas reposer sur des illusions ou des chimères mais s'élever à un niveau de conscience supérieur sans laquelle il serait condamné à périr. Or tout a été fait pour que notre ouvrier une fois atteint un certain niveau de vie se complaise dans l'insouciance ou enfourche l'illusion que les acquis sociaux dont il profitait désormais lui étaient acquis pour l'éternité, pour s'avérer impuissant à les défendre au stade suivant. Pourquoi ? C'est facile à comprendre.

La remise en cause d'acquis sociaux collectifs est indispensable pour le capitalisme en crise, elle est indispensable dans le cadre d'une économie mondialisée où toutes les entreprises sont en compétition entre elles pour dégager le plus de profit. L'augmentation de la productivité a engendré une accumulation de capitaux gigantesque et s'est soldée par une réduction du taux de profit, capitaux improductifs, il est donc devenu indispensable de remédier à cette situation avant que tout le système ne s'effondre...

Ces acquis sociaux ont vu le jour en période d'expansion ou de développement du capitalisme, ils sont remis en cause en période de crise, de récession ou de dépression. Ces périodes sont donc dépendantes ou incluses toutes les deux dans le même cycle du capital, donc pour en briser la logique qui conduit au chômage de masse, à la paupérisation croissante des exploités, à la

misère ou à la précarité sociale, il faut envisager de sortir de ce cycle infernal, de le briser, entrevoir une sortie de crise politique qui se situe au-delà du capitalisme.

Mais voilà, quand on vous y a tenu solidement enfermé pendant de longues décennies, comment en sortir, surtout si aucun parti ne vous permet de comprendre votre situation, ce qui s'est réellement passé depuis l'après-guerre.

Dans l'exemple que l'on va voir maintenant, vous reconnaîtrez immédiatement nos geôliers.

Le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) a publié plusieurs articles sur le thème du *Droit opposable à l'emploi*. Un bref extrait du dernier disponible sur leur portail.

- "*La logique de cette démarche est de prouver, preuves irréfutables à l'appui, qu'il est relativement assez simple, techniquement, de rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée en faveur du travail....*"

Plus loin ils évoquent "*la possibilité de financer le droit opposable à l'emploi pour tous*", vous voyez, tout est finalement possible en régime capitaliste, théoriquement seulement, il suffit juste d'un peu de bonne volonté et l'affaire est réglée, nous voilà sur le chemin du socialisme, en fait : vive le capitalisme ! Ne vous marrez pas, très sérieusement, c'est cela leur conception du socialisme du XXI^e siècle !

Dit autrement, les représentants du capitalisme lancent leur offensive en s'appuyant sur les illusions des masses dans le capitalisme, et le M'PEP leur enjoint de s'y accrocher car il pourrait en sortir quelque chose alors que c'est totalement impossible, puisque c'est la solution se situe au-delà du capitalisme, est-ce clair ?

Dès lors vous comprendrez que les militants qui adhèrent ou participent à ce mouvement ne combattent pas pour le socialisme ou sont manipulés, qu'ils y sont totalement étrangers, ils n'ont même pas idée de ce que cela signifie.

Le M'PEP a pour vocation ou objectif de détourner les militants du socialisme.

Le POI ne fait guère autre chose en publiant sur une pleine un article (IO n°232 page 7) du traîne-savates des institutions et anticommuniste primaire Marc Blondel, dans lequel il fait l'éloge de l'ENA et du régime qu'il a toujours soutenu : "*je ne conteste pas le rôle des énarques, celui de la gestion de l'administration dont on a nettement besoin, notamment pendant les vacances de pouvoirs ; ils sont indispensables à la stabilité de la République.*", lisez l'ordre établi qui lui a permis de bien vivre jusqu'à sa retraite.

Pour lui "*le chômage récurrent est la cause de toutes les difficultés*", mais comme il est la solution pour les capitalistes et que vous n'avez pas l'intention de rompre avec eux et de combattre pour une issue politique qui incluerait de s'attaquer aux fondements du capitalisme, il ne vous reste plus qu'à étaler votre impuissance, vous me direz que ce n'est pas totalement inutile... pour le régime, car cela renforcera l'impression des travailleurs et des militants (du POI) qu'il n'existe pas d'issue politique en dehors du capitalisme, qu'ils doivent s'y adapter...

Nous envisagions sérieusement de soutenir le M'PEP et le POI, mais après cette douche froide, on va se raviser pour le moment, ce qui ne doit pas empêcher des militants de participer à leurs activités politiques unitaires, à eux d'en décider librement.

[Comment endosser le rôle d'illusionnistes sans en payer le prix à terme ? Impossible.](#)

Depuis lundi, et les premiers vœux radiotélévisés de François Hollande, les communiqués imprimés Rue de Solferino se ressemblent comme des gouttes d'eau. Au PS, on ne trouve pas de mots assez flatteurs pour louer la rentrée du gouvernement.

Voilà pour le discours officiel. Mais dans les coulisses de la Rue de Solferino, ou au fin fond des circonscriptions socialistes, beaucoup s'inquiètent d'une affirmation toujours plus claire au sommet de l'État d'une ligne sociale-démocrate, jugée trop favorable au patronat, pas assez ancrée à gauche.

«*Les gens veulent bien l'ouverture mais pas le libre-échangeisme, note ainsi la sénatrice (aile gauche) Marie-Noëlle Lienemann. Le premier ministre, en dessinant un nouveau modèle français dans Le Monde livre une ode à la mondialisation mais ne dit rien du juste échange! Les électeurs de gauche sont en colère. Ils nous disent: "Vous trahissez." D'autres ne savent même plus quoi dire. Il y a un vrai malaise.*»

(Tour de passe-passe : les "*gens veulent bien l'ouverture*", oui, quand on ne leur explique pas par quoi cela se traduira sur leur mode de vie, sinon ils y sont opposés. Et c'est reparti avec le "*juste échange*", la tarte à la crème qui dure depuis la campagne électorale de Royal en 2006-2007. - Ndlr)

Pour Guillaume Balas, secrétaire général du courant de Benoît Hamon, Un monde d'avance, François Hollande et Jean-Marc

Ayrault veulent «*concilier les contraires*» : «*En répétant que la compétitivité ne s'oppose pas au progrès social, ils se basent sur une vision de la société comme devant être un consensus a priori. Or la vraie social-démocratie, c'est le rapport de forces.*»

(Hollande n'a pas été élu sur la base d'un rapport de forces favorable à la classe ouvrière mais bien le contraire, je sais que cela va à l'encontre du discours et des illusions qu'on n'a pas cessé d'entendre depuis mai 2012, on s'en fout, c'est la réalité, Hollande est le président des nantis un point c'est tout ! La vraie social-démocratie, elle est morte il y aura bientôt 99 ans, il serait temps de vous réveiller ! - Ndr)

De son côté, le député Laurent Baumel, chantre de la gauche populaire, note qu'il n'y a «*aucune inflexion*» dans ce discours gouvernemental de rentrée. «*C'est une communication de répétition, constate l'élu d'Indre-et-Loire. Je pense toujours qu'il est indispensable de redresser les finances publiques et que la compétitivité est l'une des conditions du redressement économique. Mais il manque une composante redistribution et pouvoir d'achat en direction des couches populaires.*»

(Ils sont tous favorable à l'application du programme de la troïka, ils le disent eux-mêmes, qui est l'antithèse de la "redistribution" des richesses en faveur des travailleurs, ils le savent parfaitement, ne les prenons pas pour plus ignorants qu'ils ne le sont. - Ndlr)

Le député Matthias Fekl, proche de Pierre Moscovici, tempore : «*Si le marqueur à gauche, c'est faire de fausses promesses, sans rien réaliser, ce n'est pas la gauche que je souhaite. C'est un débat qui nous traverse depuis cent ans. Le vrai marqueur à gauche, ce sont toutes les réformes qui améliorent la vie des Français, qui régleront le problème du chômage.*» lefigaro.fr 04.01 (Lui au moins, il met les choses au point. Moscovici rappelle que cela fait "depuis cent ans" que ce "débat traverse" la social-démocratie devenue social-libéral : réforme sociale ou révolution, adaptation au capitalisme ou socialisme. C'est extraordinaire ce qu'il dit au début de cette citation, il emploie un syllogisme qui signifie : je ne ferais pas de promesses que je ne tiendrais pas, parce que je suis de droite ! - Ndlr)

Refusez la fatalité, soutenez le capitalisme ! Voilà le degré atteint par la dégénérescence du mouvement ouvrier.

Le discours que vous allez entendre est le même que vous avez peut-être déjà entendu dans la bouche de dirigeants syndicaux, de partis politiques, de membre du gouvernement actuel et du précédent.

La fermeture d'usines ou d'entreprises avec son lot de chômeurs supplémentaires ne peut se justifier qu'à partir du moment où l'on se situe sur le terrain du capitalisme, lorsque l'on prend en compte ses besoins ou intérêts, et qu'on est incapable de se situer sur le terrain du socialisme qui est l'antithèse du chômage, de la précarité et de la misère à laquelle conduit infailliblement le capitalisme.

Pour se situer sur le terrain du capitalisme, les dirigeants syndicaux et des partis ouvriers recourent à deux discours, qui consistent à expliquer que la fermeture d'entreprises avec leur lot de chômeurs n'est pas une fatalité, elle est due, soit à la mondialisation et à un manque de compétitivité, autrement dit si le coût du travail était plus bas en France, si les travailleurs acceptaient des conditions de travail et d'exploitation encore plus dures (flexibilité, durée du travail et salaires variables, etc.), peut-être qu'ils pourraient envisager de conserver leurs emplois, soit que l'entreprise devrait changer à temps de stratégie pour s'adapter à l'évolution des besoins du marché, ce qui impliquerait qu'elle se modernise et réduise ses coûts de production, donc procède à des licenciements, augmente le niveau de productivité en revoyant à la baisse la rémunération de sa main d'oeuvre pour que le niveau de la plus-value dégagée soit équivalente à celle produite dans d'autres pays, afin de satisfaire les investisseurs, les actionnaires, les banquiers.

On voit ici que ce qui n'est pas une fatalité en régime capitaliste se traduit immanquablement par la même punition pour les travailleurs : accepter des conditions de rémunérations et de travail toujours plus dégradées ou bas. La fatalité, cela consisterait à refuser ces conditions et à se complaire dans le chômage, donc les travailleurs qui sont au chômage en porte la responsabilité, s'ils avaient accepté les conditions qu'on leur proposait ou si ces conditions existaient, on n'en serait pas là aujourd'hui... D'où les "négociations" en cours sur la compétitivité, les 20 milliards d'euros supplémentaires accordés aux patrons...

La fatalité avec ses terribles conséquences sociales n'est pas propre au capitalisme qui lui est plein d'avenir, vous l'aurez compris, il n'est en rien responsable du chômage, de la misère et des guerres, non, la fatalité correspond à la mauvaise volonté des travailleurs qui refuse de voir réduit leur niveau de vie ou d'être réduit en esclavage.

Alors, lorsque concrètement une usine ou une entreprise ferme, ils mettent cela sur le compte, soit de son manque de compétitivité soit sur celui d'une erreur stratégique, c'est ce qu'on a vu avec PSA ou ArcelorMittal, et hier à propos de Virgin Megastore, Laurent Berger de la CFDT a tenu ce discours : «*on se retrouve dans une situation dramatique parce que Virgin n'a pas fait les virages qu'il fallait à un moment donné en terme de stratégie économique*» (AFP 04.01), on n'y peut rien, c'est de la faute à personne ou pas de bol, c'est fait, c'est plié, allez vous inscrire à Pôle emploi, circulez il n'y a rien à voir, voilà en guise de combat contre le capitalisme. Que disent ou que font d'autre les autres syndicats ? Rien, ils sont tous vendus au capital.

ACTUALITE EN TITRES

Eviter que cela se sache...

- Nicolas Sarkozy zappé sur le nouveau site Web de l'Elysée - LeMonde.fr

Cela ne viendrait pas à l'idée des médias aux ordres, pourquoi le PS a décidé de supprimer les discours de Sarkozy du portail de l' Elysée : parce que le PS s'en inspire ou leurs discours se ressemblent trop...

... parce que c'est inévitable...

- La fiction de Pommier : 'Pour 2013, Hollande va nous faire du Sarko !' - LeMonde.fr

... alors mettons-y les formes, sortons les grands moyens : un déballage de démagogie.

- Ayrault demande aux ministres de faire de la pédagogie «partout en France» - 20minutes.fr

Il vaut mieux !

- Hollande tente de rassurer les salariés de Petroplus sans rien promettre - AFP

- Faut-il se résoudre à une baisse durable de notre niveau de vie ? - Atlantico.fr

Vraiment ?

- Le moral des Français en forte hausse, selon Ifop - Reuters

La preuve

- Les Français ne croient pas à une baisse du chômage en 2013 - Reuters

S'il était légal, il serait légitime, CQFD !

- Portugal: l'opposition doute aussi de la légalité du budget de rigueur - AFP

Chouette alors !

- STX menace de fermer en Finlande pour délocaliser en France - L'Expansion.com

C'est dit !

- Pourquoi la zone euro ferait bien de s'inspirer des mécanismes de solidarité économique de l'Etat fédéral américain - Atlantico.fr

Un conseil : évitez les médias nationaux !

- La gastro est de retour: Comment s'en prémunir? - 20minutes.fr

Purulence. Des anti-Poutine ? Non, des mondialistes toujours à l'affût.

- Les écologistes demandent de faire les Pussy Riot citoyennes d'honneur de Paris -20minutes.fr

- Les éructations de la vinasse donnent lieu à la mobilisation du camp de la réaction... Laissons Depardieu se noyer dans sa propre connerie....

S'agissant de la Russie, de Poutine et son régime antidémocratique, on attend au tournant ceux qui le soutiennent ou qui ont repris à leur compte la théorie des blocs au détriment de la lutte des classes, on y viendra plus tard.

Quant à l'opposition en Russie, celle que les médias mettent en avant plutôt, elle est aussi infréquentable que la CIA. Ou les écologistes si vous y tenez, puisqu'ils sont manipulés de la même manière.

[Les médias nationaux en dessous de tout ? La preuve](#)

La question la plus débile de la semaine.

- Syrie : nos informations sont-elles fiables ? -LePoint.fr -

Ils s'interrogent au bout de deux ans de manipulation, après la Libye, l'Irak, etc. Allez, poubelle !

Quand ils ne peuvent pas s'empêcher d'émettre à voix haute un regret.

- Une intervention internationale en Syrie reste très peu probable - Reuters

Ce sont ces charognards avides de chair fraîche sanguinolente qui ont exploité l'histoire de cette pauvre fille violée et torturée à Delhi, qui l'ont montée en épingle, un beau coup...

Certains se souviendront peut-être du coup de fil que j'avais reçu du consul de France à Pondichéry après le tsunami, qui m'avait dit avoir été contacté par un journaliste de France 2 présent à Chennai (ex-Madras) et qui était intéressé par une interview. Lorsque j'ai répondu à ce dernier qu'il n'y avait pas de sang ou de cadavres dans notre villade de pêcheurs, mais que des blessés et des dégâts matériels, il n'a pas donné suite à sa proposition, des chacals!

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Un paradoxe cruel.](#)

- Inde: le petit ami de l'étudiante violée raconte la monstruosité des agresseurs - LePoint.fr

- Inde: le petit ami de l'étudiante violée évoque la "*cruauté*" des agresseurs - AFP

Dans une interview, il affirme que de nombreuses personnes sont passées devant lui et sa copine sans que personne ne vienne leur porter secours, alors qu'il appelait à l'aide.

Hier, l'indifférence, et aujourd'hui un déversement d'indignation provenant des mêmes personnes issues du même milieu social, il ne faut pas oublier de le préciser.

Milieu social de la petite-bourgeoisie qui n'a rien de "*cruel*", dont le comportement indifférent ou pire au sort de la classe ouvrière n'a rien d'une "*monstruosité*".

La société indienne est à l'image des classes dominantes qui sont plus que cruelles ou monstrueuses, complètement dégénérées n'est pas l'expression qui convient le mieux car en Inde elles sont pourries par nature, depuis qu'elles existent et cela remonte à la nuit des temps, en Inde les plus éclairés des monarques, maharajahs ou nababs étaient des barbares sanguinaires, et à aucun moment dans le passé la plèbe n'eut le droit d'accéder aux connaissances et au progrès social réservés à l'aristocratie et à l'élite qui détenaient le pouvoir. La société indienne s'est développée sans le peuple, contre le peuple jusqu'à nos jours.

Bien entendu cette cruauté a toujours été exercée par les classes dominantes à l'encontre des plus faibles ou démunis, illettrés et sans défense, bourrés de superstitions, réduits à l'obscurantisme et à l'état d'esclaves.

La petite-bourgeoisie ou les classes moyennes qui se sont développées depuis 1991 et qui aspirent au mode de vie des nantis, ont reproduit ou justifié le sort réservé à la classe ouvrière des villes et des campagnes dont elle-même tire profit, notamment en utilisant ses services pour effectuer les travaux domestiques quotidiens qui leur répugnent dorénavant, conduire leurs enfants à l'école, entretenir leur jardin, etc. pour tout ils ont besoin de larbins, c'est d'ailleurs une des raisons principales pour laquelle ils aspirent à augmenter leurs revenus. Cet aspect abjecte du comportement et de la mentalité du petit-bourgeois suffit à les définir, à comprendre que leur niveau de conscience n'a pas évolué, il n'est pas supérieur à celui des classes dominantes, je parle de manière générale, je le place au même rang que les plus arriérés de la société.

Aujourd'hui ils ne demandent pas une amélioration du sort des plus malheureux pour que leurs rapports aux femmes

notamment évoluent, ils demandent que le gouvernement durcisse la loi contre eux et leur comportement parfois criminelle.

Qu'est-ce une société qui sans cesse crée de nouvelles lois de plus en plus répressives et liberticides sans que son développement économique profite à toutes les couches et classes de la société, participe à la réduction des inégalités ? Une dictature policière, ce que sont les Etats-Unis et de très nombreux pays dans le monde, ce qu'est déjà l'Inde.

Précédemment j'avais déjà donné des éléments qui permettaient de comprendre comment fonctionne la société indienne et que l'Inde n'est ni une démocratie, ni un Etat de droit mais une dictature semi-féodale. Ils existent depuis des années ou fort longtemps un tas de lois, des lois comparables à ce qui existent en France par exemple, mais elles ne sont pas respectées et il ne viendrait à l'esprit de personne de les faire appliquer, parce que c'est tout bonnement totalement impossible, elles ne correspondent pas au niveau de développement économique du pays. Prenons un exemple basique.

Imaginons que demain ils appliquent à la lettre les lois qui encadrent la circulation routière, et c'est tout le pays des contreforts de l'Himalaya à Kanya Kumari à la pointe sud de l'Inde qui serait à l'arrêt, les routes désertes, les rues des grandes villes vides, pourquoi, parce que peut-être un véhicule sur 50 ou 100 est aux normes, plus un camion ou un bus ne circulerait en dehors de ceux qui ont moins de 6 mois d'âge, je dis bien plus un.

Maintenant n'importe quel policier peut vous arrêter, examiner votre véhicule, trouver une raison de vous coller une amende, en fait empocher quelques dizaines ou centaines de roupies qui finiront dans sa poche. Cela va très très loin, il existe même une loi sur la pollution produite par tout type de deux roues à moteur, y compris les mobylettes, alors qu'il s'échappe des tuyaux d'échappement des autorickshaws, des bus ou des camions une épaisse fumée noire irrespirable.

Donc il existe des lois comparables à ce qui existe dans les pays plus développés, tout le monde les enfreint, à la vue de tous et en toute impunité, et il est laissé à la discrétion de flics corrompus de les faire respecter ou non. Maintenant vous pouvez étendre ce qui a été dit dans cet exemple à toutes les questions économiques, sociales ou de société et remplacer la police par le gouvernement, les élus, les juges, et vous avez une idée assez précise du fonctionnement de l'Inde.

C'est la jungle et l'exemple part d'en haut. Si le ménage doit être fait, et il doit l'être, c'est par là qu'il faut commencer.

Dernière minutes.

On a appris par la télé que trois nouveaux viols collectifs avaient été commis au Tamil Nadu, selon Sun TV hier soir aux infos, dont un sur une jeune fille handicapée qui s'est aspergée de kérosène et est morte. Tout cela se passe dans des villages et ne concerne que des miséreux, tout le monde s'en tape évidemment.

Au fait, vous avez vu comment les médias ont exploité l'affaire des Pussy Riot en Russie au moment où Poutine refusait de rejoindre la position des puissances occidentales au Conseil de sécurité de l'ONU sur la Syrie.

L'Inde pourrait être victime d'une opération similaire parce qu'elle traîne les pieds à ouvrir davantage son marché aux multinationales, cette affaire sert utilement à la présenter comme archaïque, alors que l'envahissement du marché par les produits occidentaux serait le progrès, au détriment des producteurs et distributeurs locaux qui seront réduits en masse au chômage.

[ArcelorMittal. Les liquidateurs.](#)

- Pétition pour la nationalisation de Florange - Le Point.fr 03.01

La pétition, lancée il y a un moi et qui a déjà été signée par près de 28 000 personnes, demande la nationalisation du site ArcelorMittal de Moselle. Elle rappelle qu'en pleine campagne présidentielle, en février 2012, François Hollande avait déclaré à Florange *"être prêt à déposer une proposition de loi"* obligeant à céder des unités de production à des repreneurs. Elle sera remise à l'Élysée par une délégation de l'usine, a indiqué jeudi à l'AFP Édouard Martin, élu CFDT du site.

Il a rappelé que, comme lui, *"Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, dit que tout n'est pas à jeter dans l'accord"* conclu entre Matignon et la direction d'ArcelorMittal.

Mais, a ajouté Édouard Martin, *"il dit que le compte n'y est pas étant donné qu'il est clairement établi maintenant que les hauts-fourneaux ne redémarreront plus et que le projet Ucos ne se fera pas"*. *"Cela démontre que Mittal encore une fois ne respecte pas ses engagements"*, a estimé Édouard Martin.

"Donc, pour nous, le combat continue", a ajouté l'élu CFDT, soulignant que *"le projet Ucos fait partie intégrante de l'accord"* et qu'*"à partir du moment où Mittal ne respecte pas un engagement fondamental, il faut tirer les conclusions nécessaires et reprendre le projet Montebourg"* de nationalisation temporaire, *"un dossier qui tient la route"*, selon lui. Le Point.fr 03.01

Mais dites donc, vous et vos collègues de la CGT, de FO et de SUD, vous le saviez depuis le début, tout comme chez PSA, nous l'avons lu... C'est maintenant qu'ils découvrent que cet accord prévoyait l'arrêt des hauts-fourneaux, pour justifier leur trahison.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

Le président du Conseil italien démissionnaire Mario Monti, à la peine dans les sondages, a dévoilé vendredi la coalition qu'il emmènera lors des élections législatives du 24 et 25 février.

Selon les sondages, 50% des électeurs sont encore indécis ou envisagent de s'abstenir les 24 et 25 février prochains.

Selon un sondage de l'institut de recherche Tecne diffusé par SkyTG24 vendredi, la coalition de Mario Monti est créditée d'à peine plus de 12% des voix.

Le Parti démocrate (PD) et son allié Gauche, Ecologie et Liberté, sont crédités de 40% des intentions de vote. Quant au Peuple de la liberté (PDL) de Silvio Berlusconi et ses alliés de la Ligue du Nord, ils remporteraient 25% des voix, selon ce même sondage. Reuters 04.01

SOCIAL

1- France

Dans la crainte de suppressions d'emplois, le syndicat CGT de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord a déposé un préavis de grève vendredi et samedi pour *"évoquer avec l'ensemble des salariés les nouvelles actions judiciaires en cours"* contre la direction, d'après un délégué syndical. Après la fermeture de l'usine Continental de Clairoux en 2009, la menace d'un plan social se profile.

Des débrayages sont prévus vendredi entre 13H00 et 15H00 et samedi entre 17H00 et 19H00 pour expliquer ces actions aux 1.300 salariés, a indiqué Mickaël Wamen, délégué CGT de l'usine. *"Trois actions sont prévues pour maintenir l'activité sur le site et défendre les emplois"*, dans le cadre *"de la bataille menée depuis 2007"* contre la direction de Goodyear, a-t-il ajouté.

La CGT veut notamment *"obliger la direction à redonner les volumes de production qui ont été transférés dans d'autres usines"*, lors d'une audience le 11 février prochain devant le tribunal de grande instance de Nanterre, a détaillé M. Wamen. Une procédure *"pour obliger Goodyear à respecter son contrat de travail (...) et nous fournir du travail effectif"* et des *"dépôts de plaintes individuelles pour harcèlement moral"* sont également envisagées, selon le délégué syndical. La CGT craint le verrouillage de l'usine

La CGT, qui a fait invalider à plusieurs reprises par la justice un plan social prévu par la direction, estime que celle-ci *"est en train d'en préparer un nouveau"*. *"Des attaches pour cadener l'entreprise de l'intérieur"* ont été apposées pendant les vacances de Noël, une *"première depuis plus de 60 ans"*, selon le syndicat. *"Goodyear est aujourd'hui complètement coincé, il ne peut pas faire de plan social et utilise des méthodes encore plus douteuses"*, a tonné Mickaël Wamen. *"Des systèmes permettant de verrouiller les fenêtres lorsque plus personne n'est sur le site (...) ont été effectivement posés pendant le break de Noël"*, mais ils visent à la *"sécurité des personnes"*, qui a *"toujours été une préoccupation"*, a réagi la direction de Goodyear. Depuis l'annonce le 27 septembre du *"retrait contraint"* d'un plan de départs volontaires sans licenciements, la direction *"étudie l'ensemble des alternatives possibles"*, l'une des options étant un retour à un plan social avec licenciements. *"Aucune décision n'a été prise à ce jour (...)"*, a affirmé la direction, ajoutant qu'*"aucune alternative ne sera aussi avantageuse que le plan de départs volontaires"*, qui avait été abandonné après l'échec de discussions avec la CGT (majoritaire). L'Expansion.com avec AFP 04.01

2- Espagne

Santander supprimera 3.000 emplois une fois finalisée l'absorption de sa filiale Banesto, rapporte vendredi le quotidien espagnol Cinco Dias, citant des sources syndicales et proches du dossier.

Santander a annoncé le mois dernier son intention de racheter le solde du capital de sa filiale Banesto et de fermer dans la foulée

700 agences afin de réduire ses coûts.

Santander avait prévu que l'opération se traduirait par des réductions importantes mais graduelles d'effectifs sans donner de précisions chiffrées. Les négociations avec les syndicats sur les suppressions de postes débuteront le 9 janvier, précise Cinco Dias. Reuters 04.01

Ah ben si les syndicats sont prêts à négocier ces 3.000 suppressions d'emplois, ça baigne pour les banquiers !

3- Grèce

La Grèce doit voter d'ici la fin de la semaine prochaine une loi visant à durcir le régime d'imposition concernant surtout salariés et professions libérales, a indiqué vendredi le ministre des Finances.

"Il faut qu'on soit prêt et voter la loi sur l'imposition d'ici vendredi prochain, un sujet très important", a déclaré Yannis Stournaras, à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre Antonis Samaras.

Cette loi, en prélude d'une vaste réforme fiscale prévue par le gouvernement en avril, vise à renflouer les caisses de l'Etat dans le but de dégager 2,5 milliards d'euros en 2013, un engagement de la Grèce vis-à-vis de ses créanciers UE-FMI.

Le gouvernement, qui peine à lutter contre la fraude fiscale, très répandue dans le pays, mise sur l'augmentation de ses recettes via la hausse de l'imposition des professions libérales, championnes de l'évasion fiscale, et des salariés aux revenus annuels supérieurs à 21.000 euros.

Selon la presse, qui a publié des extraits du projet de loi en décembre, la nouvelle imposition "va étrangler la classe moyenne", frappée déjà de plein fouet par la rigueur imposée depuis trois ans et ayant conduit à une réduction importante des salaires et des retraites. AFP 04.01

En sera exempté les armateurs milliardaires et l'Eglise tout aussi riche, normal, non ?

ECONOMIE

Suisse

Wegelin & Co, la plus ancienne banque privée suisse, a annoncé jeudi sa fermeture définitive après avoir plaidé coupable de fraude fiscale aux Etats-Unis.

L'établissement fondé en 1741 s'était de fait sabordé en janvier 2012 suite à l'inculpation de trois de ses conseillers, soupçonnés d'avoir aidé de riches clients américains à échapper au fisc grâce au secret bancaire. Elle avait alors cédé ses activités hors des Etats-Unis.

Devant un tribunal de Manhattan, ce qui reste de l'établissement a reconnu des fraudes portant sur au moins 1,2 milliard de dollars, sur une période de près de dix ans.

Dans le cadre de ce règlement, la banque qui avait l'an dernier refusé de répondre aux convocations de la justice américaine accepte de payer 57,8 millions de dollars, dont 20 millions de restitutions au fisc.

"D'environ 2002 jusqu'en 2010, Wegelin s'est entendu avec certains contribuables américains pour les aider à échapper aux obligations fiscales américaines", a reconnu son représentant, Otto Bruderer, lors de sa comparution surprise jeudi.

Dans un communiqué publié à son siège de Saint-Gall en Suisse, la banque a ensuite fait savoir qu'elle cesserait définitivement ses opérations sitôt entériné le règlement judiciaire.

Aux Etats-Unis, Wegelin n'avait pas d'agence et utilisait une autre banque suisse, UBS, comme correspondant. UBS a elle-même accepté de payer une amende de 780 millions de dollars aux Etats-Unis en 2009 après avoir reconnu avoir aidé de riches Américains à frauder le fisc. Reuters 04.01

Mais au fait, et les quelque 11.000 milliards de dollars qui transitent frauduleusement par les 73 paradis fiscaux dans le monde, ils font l'objet d'aucune mesure similaire ? Ben non, ceci explique cela, eux ils se livrent au même trafic ou pire encore mais tout à

fait légalement. Et le G20 qui devait y mettre fin ? C'était une blague, d'ailleurs personne ne l'a crue à l'époque.

Qu'on nous rassure tout de même : la Suisse demeure bien l'un d'entre eux ?

[Haut de page ↗](#)

Le 7 janvier

CAUSERIE

Remettons les pendules à l'heure.

Lisez l'article mis en ligne dans cette page : « *Rayer des pays de la carte* » : Qui dérouté les «*États en déroute*»? , et demandez-vous qu'est-ce qu'un chef d'Etat ou de gouvernement qui entretient des relations avec un tel Etat (américain) comme si de rien n'était ?

J'écris ces toutes dernières lignes après avoir terminé le boulot de la journée, juste après avoir formaté l'article que je viens d'évoquer, la suite a été rédigé plus tôt.

A mon avis, ce n'est pas seulement le mouvement ouvrier qui marche sur la tête, mais le monde. Les Etats-Unis se comportent comme un Etat terroriste depuis des décennies, de plus en plus ouvertement il faut ajouter, sans qu'aun pays n'ait décidé de rompre ses relations avec lui et le dénonce comme un Etat criminel.

Mitterrand s'en est accommodé, Chirac et Sarlozy s'en sont très bien accommodés, et voilà que Hollande fait de même et personne ne trouve rien à y redire.

On n'engage pas le combat contre l'Etat et les institutions, on n'engage pas le combat contre les banquiers, on n'engage pas le combat contre les Etats-Unis, ni contre l'Etat sioniste, bref on capitule sur toute la ligne. Les prétextes ne manquent pas évidemment.

On s'accommode bien du chômage de masse, de la criminalité, alors pourquoi pas du reste, des OGM, du nucléaire, etc. On s'accommode de tout, y compris de la barbarie à ce prix là.

Qui aura le courage de dire : STOP ?

C'est marrant, si l'on peut dire, il n'y a que des gens sans aucun pouvoir ou inorganisés pour dénoncer cet état de fait, et dès qu'on regarde du côté des partis, il n'y a plus personne.

Autre sujet dans le même registre.

Les médias ont de plus en plus de pouvoir dans la société aujourd'hui. Ceux qui les contrôlent sont les mêmes qui contrôlent l'économie, mais pas toujours ou pas entièrement les institutions, cela dépend en fait des pays. En lançant une information, ils cherchent à canaliser les masses dans une direction précise, à les manipuler au profit d'une idéologie et d'objectifs qui sont inavouables, et pour cause puisqu'ils s'inscrivent généralement contre les intérêts des peuples.

Prenons un exemple. Poutine n'est pas vraiment un démocrate, mais la CIA qui manipule l'opposition à Poutine le serait-elle davantage ? Assad n'est pas vraiment un démocrate, mais les djihadistes sanguinaires et adeptes de la charia le seraient-ils davantage ? Les médias s'emploient à nous présenter les opposants à Poutine et Assad qu'ils ont sélectionnés comme plus respectables ou fréquentables que ces derniers, alors qu'ils le sont encore encore moins en réalité. Quant aux véritables opposants à ces régimes, les médias les boycottent ou les censurent systématiquement.

Près de deux ans après avoir lancé leur opération de déstabilisation de la Syrie, les puissances occidentales n'ont pas réussi à rallier la population mondiale à leur thèse en faveur d'une guerre ouverte contre ce pays et sa population, apparemment vaccinées par les expériences amères libyenne et égyptienne.

J'estime qu'il est de la plus haute importance pour un parti ouvrier de démonter jour après jour les manipulations auxquelles se livrent les médias, de montrer aux travailleurs qu'il s'agit d'une entreprise délibérée méticuleusement mise en oeuvre pour les tromper ou induire en erreur leur jugement sur la situation en France et dans le monde. Et que cette entreprise n'est pas sans rapport avec l'offensive du patronat contre leurs droits ou acquis.

L'emprise des médias sur les masses s'exerce à différents niveaux, psychologique et politique principalement. Entretenir un climat d'incertitude, de peur, d'angoisse, voire de terreur d'un côté propice à l'inaction, à se terrer chez soi, leur désigner des boucs émissaires, diriger leur attention dans une direction précise, les inciter à penser qu'ils sont en proie à une fatalité contre laquelle personne ne peut rien, les inciter à la passivité, à se réfugier dans l'individualisme...

Exercer un contrôle sur le mental des masses est leur obsession, pour qu'elles ne puissent pas faire sauter ce carcan qui les étouffe littéralement et dont elles n'ont pas conscience, il faut donc sans cesse l'entretenir, resserrer les mailles du filet dans lequel elles sont prisonnières pour les empêcher de penser librement.

Aider par tous les moyens à notre disposition les masses à se sortir de ce terrible piège est aussi important que résoudre des questions théoriques qui n'intéressent pour l'heure qu'une poignée de militants. Personnellement mes moyens sont malheureusement limités pour mener ce combat, mais un parti devrait passer à l'offensive contre les médias, les forcer à sortir du bois et les briser net en place publique. C'est un jeu d'enfant à réaliser, c'est juste une question de volonté.

Distribuer un tract à 50.000 exemplaires à la sortie des principales gares parisiennes dénonçant les manipulations des médias tout en faisant un lien avec les politiques réactionnaires mises en oeuvre par les différents gouvernements depuis plusieurs décennies serait sans doute plus productif que les discours habituels des partis politiques.

On en revient toujours à la même question : pourquoi aucun parti n'est capable d'expliquer simplement les choses aux travailleurs ?

Mon père était menuisier en bâtiment, ce n'était pas une lumière et le pauvre est mort aussi arriéré qu'au premier jour de sa vie ou presque, ce n'est pas de sa faute évidemment, mais quelque part il était quand même plus instruit ou évolué qu'un menuisier du milieu du XIXe siècle, il ne viendrait à l'idée de personne de soutenir le contraire, nous sommes bien d'accord, alors je voudrais qu'on m'explique comment Marx et Engels ont-il pu tenir une réunion devant une assemblée de menuisiers sur le thème du salaire et du profit il y a plus d'un siècle et demi et que cette réunion se soit déroulée normalement et que nos deux compères en soient sortis satisfaits, comment ce qui fut possible dans de telles conditions ne le serait-il pas aujourd'hui alors que les conditions sont mille fois plus favorables ? Qui peut m'expliquer cela ?

Les Onfray, Nikonoff, Plénel, Jovanovic et Cie s'adressent à un parterre d'intellectuels qui vivent la crise du capitalisme comme un concept qui agite la bonne conscience du gavé à la fin d'un repas gastronomique un peu trop copieux et arrosé, et qui soucieux de faire une bonne digestion se pose des questions existentielles auxquelles il répond nonchalamment par un rot tout aussi dénué d'intérêt, le verbe a précédé l'action, leur théorie et l'honneur est sauve, c'est l'essentiel.

L'électricien en bâtiment, le mécanicien travaillant dans un garage, la caissière d'un supermarché, la vendeuse chez un fleuriste, le livreur à bord de sa camionnette, l'employé de bureau d'une compagnie d'assurance, le quichetier dans une gare, le jardinier du zoo, le cantonnier du coin, le tourneur dans une usine, la secrétaire qui passe son temps au téléphone ou devant un écran, la femme de ménage employée chez un médecin, etc. tous ces gens-là n'intéressent personne, ce sont des travailleurs comme les autres, ils se comptent pas dizaines de millions, on les ignorent, ils n'existent pas, sauf au moment de voter et encore, eux cela ne les intéresse pas et ils ont bien raison.

Mais dites-donc, vous avez eu des gosses, comment avez-vous fait pour les élever, vous avez bien dû trouver les mots qu'il fallait, non ? Et bien c'est la même chose avec ces millions de travailleurs qui ne demandent qu'à comprendre dans quel monde ils vivent.

Ils ne vous intéressent pas, vous préférez vous adresser aux couches supérieures, aux couches moyennes, aux intellectuels, aux petits-bourgeois, car vous croyez encore qu'ils se mobiliseront pour sauver ce qui reste de nos acquis sociaux, mais observez donc ce qui se passe en Grèce, où sont-ils, seule une minorité d'entre eux se mobilisent quand bien même ils sont en train de tout perdre, cela ne vous suffit-il pas comme preuve pour prouver l'inanité de votre raisonnement ou de votre théorie foireuse.

Qu'est-ce que je veux dire par là, c'est qu'il fallait affronter l'Etat directement, physiquement en Grèce, ne pas reculer, passer à l'offensive, au risque d'y laisser sa peau, car il est impossible de faire une révolution, de renverser l'ordre établi et de prendre le pouvoir sans sacrifice, c'est ainsi, vaincre ou périr, et pour vaincre il faut aussi concevoir que certains d'entre nous y laisseront notre peau, c'est le prix à payer, ce qu'un ouvrier habitué à la rudesse de la vie peut concevoir, mais pas un petit-bourgeois habitué à vivre dans un certain confort, c'est ainsi, l'homme est ainsi fait dans cette société et personne ne le changera, ni vous ni moi.

Bien entendu on préférerait consentir le moins de sacrifices possibles, car chaque vie perdue nous plonge dans une infinie tristesse, et nous savons que dans toute guerre ce sont les fantassins qui sont en premières lignes qui paient le plus lourd tribut, mais le prolétariat conscient que nous devons former et organiser formera bien d'autres bataillons de vaillants soldats qui au nom de leurs frères d'arme tombés au combat contre la barbarie capitaliste porteront fièrement l'étendard de la révolution socialiste jusque devant les frontons de la nouvelle République sociale.

Nous ne voulons pas former des militants ouvriers conscients pour les envoyer à l'abattoir, mais pour qu'ils puissent acquérir

l'idéal humaniste le plus élevé et en être digne en toutes circonstances.

Autre chose.

Le portail Atlantico a révélé "en exclusivité" le document de travail de la "négociation" qui a lieu actuellement entre le Medef et les syndicats sur l'emploi. Ce document a été publié le 4 sur son portail sous un format impossible à copier, j'y suis parvenu en procédant par étape en utilisant plusieurs logiciels, finalement je le mets en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

● **Projet d'accord national interprofessionnel sur la sécurisation de l'emploi. Compte-rendu de la discussion du 20 décembre rédigé par un représentant du Medef. (20.12.12)**

On peut lire dans la conclusion de ce document de 9 pages par le voix du Medef s'adressant aux syndicats : "*je vous redis une fois de plus que nous ne pourrions pas conclure si les éléments de flexibilité qui nous paraissent indispensables tant sur le plan collectif qu'en matière de litiges individuels n'étaient pas pris en compte*", ce qui signifie clairement que toute signature apposée à côté de celle du représentant du Medef en bas de cet accord, signifiera que ce dernier aura eu gain de cause sur les éléments essentiels qu'il avait tenu à souligner dans ce document, à savoir davantage de flexibilité au profit de l'employeur et remise en cause du recours pour l'employé de s'y opposer devant le Conseil de prud'hommes.

J'ai mis en ligne la présentation de ce document par le portail Atlantico.fr.

Que tous les syndicats se vautrent dans cette sinistre mascarade et qu'aucun parti ouvrier ne dise : trop, c'est trop, nous ne pouvons plus avoir de relations avec les dirigeants de tels syndicats, nous refusons de cautionner plus longtemps le bradage de nos acquis sociaux, en dit long sur leur degré de décomposition. La transition est toute trouvée, je voulais ajouter un mot à propos de l'article de M. Blondel paru dans *Informations ouvrières* (n°232 p7).

Un article qui n'avait manifestement ni queue ni tête, à valeur soporifique, mais qui a eu au moins le mérite, quand on soutient le régime, de faire la part belle à l'Etat, l'Etat qui fut en réalité son seul employeur et devant lequel le bureaucrate se prosterne, normal il n'est pas ingrat le bougre.

Qu'il faille plutôt plus que moins d'Etat présente au moins l'avantage de ne pas poser la question de la nature de l'Etat, ce que tout lecteur attentif n'aura pas manqué de relever au passage. Vaut mieux pas non plus se pencher sur la manière dont cela pourrait se traduire au niveau du combat du mouvement ouvrier en terme d'avantages ou d'inconvénients, question incongrue ou grotesque qui ne viendrait pas à l'esprit de nos dirigeants qui en tirent profit, puisque avec les syndicats la fonction publique et les entreprises d'Etat constituent l'essentiel de leur fond de commerce, ceci explique très bien cela.

ACTUALITÉ DU JOUR

"L'Etat fera son devoir, il (vous) accompagnera"... à Pôle emploi !

En visite en Haute-Normandie, le chef de l'Etat a reçu une délégation de l'intersyndicale de la raffinerie Petroplus, en liquidation judiciaire depuis la mi-octobre et dont le sort pourrait être scellé début février par le tribunal de commerce de Rouen.

"C'est difficile de trouver un repreneur, nous devons tout faire pour aller le chercher (...) L'Etat fera son devoir mais l'Etat ne peut pas être le repreneur et ça, les salariés le savent parfaitement", a-t-il dit.

"L'Etat fera son devoir, il accompagnera", a ajouté François Hollande.

Le porte-parole de l'intersyndicale, de Petroplus, Yvon Scornet, a déclaré après la réunion que si François Hollande s'était engagé à *"tout faire pour faire avancer le dossier"*, il n'avait pour autant donné aucune garantie.

"Ça fait plus d'un an qu'on se bat pour nos emplois, pas pour avoir de meilleures conditions de licenciement", a-t-il rappelé.
Reuters 05.01

Ce cas de figure pose plusieurs questions dont les réponses sont valables pour l'ensemble des entreprises, de la production, des emplois.

Si une entreprise produit des marchandises qui correspondent à un besoin dans des conditions optimum (installation, machines, sécurité, environnement, etc.) , elle doit continuer de fonctionner, dans le cas contraire elle doit fermer, à moins

qu'elle puisse être réformée pour produire d'autres marchandises.

Nous avons répondu à la question de la pérennité ou non de cette entreprise sur la base de critères non marchands, qui sortent du cadre du capitalisme puisque nous avons rejeté les critères de la compétitivité, de la productivité, du profit qui le définissent, pour ne retenir que la production de marchandises correspondant à des besoins réels de la population dans des conditions conformes aux meilleures conditions de travail possibles et le respect de l'environnement, tout en faisant appel aux technologies les plus modernes pour produire des marchandises de meilleure qualité, d'une durée de vie plus longue afin de réaliser à terme des économies en matières premières et en temps de travail.

La question suivante est de savoir qui peut assumer ces critères qui correspondent aux besoins de la population. Les capitalistes, le marché ? Certainement pas, pour eux, seul le profit compte. L'Etat tel qu'il existe aujourd'hui ? Impossible puisqu'il est lui-même subordonné au marché. Qui alors, sinon un Etat ouvrier ou une République sociale qui reposerait justement sur les besoins de la population et leur satisfaction.

Cela nécessite d'en finir avec l'Etat tel qu'il existe et de rompre avec le capitalisme, que l'Etat soit au service des travailleurs, que les travailleurs soient l'Etat, donc qu'ils se dotent d'organismes ou d'institutions qui soient des organes de pouvoir et qu'ils en conservent le contrôle, ces organismes étant les piliers du nouvel Etat social.

Dans le cadre du régime capitaliste tel qu'il existe aujourd'hui avec son Etat, le sort de chaque entreprise, de chaque travailleur est voué au meilleur ou au pire, il est individualisé, pire puisqu'ils sont placés en permanence en concurrence les uns avec les autres, il n'existe aucune solidarité entre eux, l'intérêt général dont on nous rebat les oreilles n'existe pas en réalité, il coïncide uniquement avec la pérennité du régime capitaliste et ses institutions qui finalement est la seule préoccupation de l'Etat et ses représentants. Des usines ou des entreprises encore en parfait état peuvent être vouées à la casse, des millions de travailleurs peuvent être jetés à la rue, l'Etat s'en accomode puisque ses intérêts sont dictés par la marche en avant du capitalisme, vers l'abîme.

Dans le cadre d'un régime socialiste, le sort de chaque entreprise et de chaque travailleur serait pris en compte de telle sorte que pas un travailleur ne se retrouve sans emploi, c'est la première chose, la notion même de chômage aurait disparu du vocabulaire, l'Etat garantirait à chaque citoyen de quoi vivre décemment sans vivre dans l'angoisse du lendemain, quant au sort de chaque entreprise il serait étudié en fonction de l'ensemble des entreprises similaires existantes dans le pays et ailleurs, et au-delà au sein de l'ensemble des entreprises ou des différents secteurs économiques du pays.

En régime capitaliste, les patrons et actionnaires détiennent le pouvoir et peuvent se permettre de décider de fermer une usine du jour au lendemain et de jeter à la rue des milliers d'ouvriers, ils ont un droit de vie ou de mort sur l'outil de production et les travailleurs.

En régime socialiste, c'est l'Etat qui détient ce pouvoir au nom de l'ensemble des producteurs, des travailleurs, de l'immense masse de la population dont il incarne les intérêts. Il n'est plus laissé à la discrétion d'un seul homme ou d'un conseil d'administration de décider du sort d'une usine et de milliers d'emplois, qui plus est, quel que soit le sort réservé à une entreprise cela ne change absolument rien pour les travailleurs qui conservent l'intégralité de leurs salaires, etc. C'est le bien commun, collectif qui prime et non le profit.

L'exercice succinct auquel je viens de me livrer et à la portée de tous, a consisté à présenter le socialisme, le véritable socialisme. Le capitalisme est purement mercantile, le socialisme l'idéal humaniste le plus élevé.

Question : pourquoi aucun parti ouvrier ne reprend-il ce discours à son compte ? Craindraient-il le socialisme ? Y seraient-ils devenus étrangers à ce point-là ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Koweït

La police anti-émeute koweïtienne a fait usage de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes contre quelques centaines d'opposants réclamant la dissolution du nouveau Parlement qu'ils jugent illégitime.

La police a arrêté plusieurs manifestants, dont un ancien membre du Parlement, Oussama al-Chahine, et ont pourchassé des protestataires dans un quartier résidentiel du sud de la capitale.

Il s'agit de la première manifestation organisée depuis environ un mois, et la mobilisation a été très faible par rapport aux quatre précédentes qui ont réuni à chaque fois des dizaines de milliers de personnes depuis le 21 octobre.

Le nouveau Parlement, dont l'opposition a boycotté l'élection le 1er décembre, est dominé par des députés pro-gouvernementaux, alors que l'opposition -- islamistes, nationalistes et libéraux -- contrôlait 36 des 50 sièges de la Chambre avant sa dissolution en février.

L'opposition avait dénoncé comme "illégitime" la nouvelle assemblée en raison du mode de scrutin contesté.

D'anciens députés ont introduit des recours devant la cour constitutionnelle contre la réforme du mode de scrutin.

La cour pourrait prendre plusieurs mois avant de rendre sa décision qui, si elle est favorable à l'opposition, pourrait conduire à une nouvelle dissolution du Parlement.

Le riche émirat pétrolier, première monarchie du Golfe à s'être dotée d'un Parlement élu en 1962, et secoué par des crises politiques à répétition, a connu depuis la mi-2006 neuf gouvernements et six dissolutions du Parlement.

Par ailleurs, un opposant koweïtien, Rached Al-Enezi, a été condamné dimanche à deux ans de prison pour des propos jugés offensants pour l'émir sur Twitter, a indiqué M. Humaidi. Selon lui, plus de 200 opposants, dont d'anciens députés, font l'objet de poursuites et plusieurs sont accusés d'avoir critiqué l'émir, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah, ce qui est interdit par la Constitution. AFP 06.01

ECONOMIE

UE- Banque

Les banques internationales ont obtenu satisfaction dimanche car leur autorité de réglementation, le Comité de Bâle, a accepté d'assouplir les règles de liquidités auxquelles elles seront soumises à partir de 2015 afin de faire face aux éventuelles grandes crises.

Le Comité de Bâle a ainsi entendu les critiques du secteur qui reprochait à la réforme de placer la barre trop haut.

Ce comité de supervision bancaire, réuni dimanche à Bâle (Suisse), a annoncé avoir élargi la définition du ratio de couverture de liquidité qui doit permettre aux établissements bancaires de faire face à une période de crise aiguë pendant 30 jours.

La base des actifs qui pourront entrer en compte inclut désormais des obligations, des actions et certains types d'emprunts hypothécaires.

Dans sa mouture initiale, le projet s'appuyait sur des actifs beaucoup plus stricts, tels que les liquidités ou les emprunts d'Etat.

Le calendrier d'application de ce ratio a par ailleurs été rééchelonné. Comme prévu, ce ratio entrera en vigueur le 1er janvier 2015. Mais à cette date, les banques ne devront réunir que 60% des montants initialement requis.

Le matelas de liquidités pourra alors être graduellement augmenté à hauteur de 10% par an pour atteindre 100% à l'horizon 2019.

"*Cette décision a été adoptée de manière unanime aujourd'hui*", s'est félicité Mervyn King, gouverneur de la banque d'Angleterre, qui préside le comité des gouverneurs et des régulateurs, lors d'une conférence de presse.

La réforme, qui s'est profilée à la suite de la faillite de l'établissement américain Lehman Brothers, avait cependant suscité de vives critiques dans les milieux financiers dans la mesure où celle augmentait significativement les besoins de liquidités des banques.

Dans un rapport publié en avril, le Fonds Monétaire International (FMI) avait estimé que l'application de ce ratio pourrait se traduire par un doublement de la demande d'actifs sans risque, qui aurait pu passer de 2.000 à 4.000 milliards de dollars au niveau mondial.

Les critiques avaient cependant été encore plus vives à l'encontre d'un second ratio, le Net Stable Funding Ratio (NSFR), qui doit entrer en vigueur en 2018.

Ce second ratio imposera à chaque banque de détenir des actifs permettant de faire face à une crise spécifique à

l'établissement pendant un an.

De nombreux banquiers ont cependant fait valoir que le niveau d'exigences les empêchera de faire leur métier en limitant drastiquement les fonds qu'ils pourront mettre à disposition pour accorder des prêts.

Stefan Ingves, gouverneur de la banque centrale de Suède, qui préside le Comité de Bâle, a néanmoins souligné que l'avancée sur le ratio de couverture de liquidité va permettre au Comité de Bâle de se concentrer désormais sur ce dossier.

"L'achèvement de ces travaux va permettre au Comité de Bâle de tourner son attention sur l'affinement de l'autre composant des nouveaux standards de liquidités, le ratio net de financement stable", a-t-il déclaré. AFP 06.01

Au passage vous jugerez la naïveté, la complaisance ou la complicité de Michel Barnier, qui sur le même sujet c'est exprimé dans l'interview qu'il a donné à lexpress.fr et que j'ai mis en ligne, extrait :

"J'ai écrit au chairman de la Réserve fédérale quand nous avons appris le délai de mise en oeuvre des règles de Bâle 3 par les banques américaines, qui n'appliquent pas encore les règles de Bâle 2... Bâle 3, décidé par le G 20 en présence de Barack Obama, ne sera efficace que si tout le monde joue le jeu. Je passe beaucoup de temps à expliquer ce que font les Européens et à vérifier que nos partenaires font la même chose parallèlement, avec leurs propres lois. J'attends la réponse du chairman Bernanke et veux croire que le retard américain est dû à des raisons techniques. De toute façon, les Européens éviteront à la fois le procès d'intention et la naïveté."

Quel pitre ! Quand on sait que chaque loi ou règle est systématiquement détournée avant même d'être appliquée, ce sont des banquiers eux-mêmes qui l'avouent...

[Haut de page ↗](#)

Le 8 janvier

CAUSERIE

Un camarade m'a envoyé un bref courriel :

- *"François Chérèque prend sa fonction aujourd'hui (7/01/13) comme Inspecteur général des affaires sociales (IGAS).*

Enfin, un syndicaliste qui obtient satisfaction et qui est reconnu pour ses compétences (8 000 euros/mois...sans les primes)."

Environ le même salaire que les bureaucrates syndicaux corrompus qui siègent au sein des conseils d'administration des entreprises nationalisées. Combien sont rémunérés les permanents syndicaux qui siègent dans les organismes sociaux ou tripartites ? Quel est leur statut ? Chut, c'est un secret, un sujet tabou !

Les partis ouvriers s'en accommodent depuis 70 ans, cherchez l'erreur, ce sont leurs dirigeants les véritables fossoyeurs du mouvement ouvrier et du socialisme...

Décryptage de la propagande officielle via les agences de presse.

Ce qu'il y a d'avantageux avec les gens qui ne doutent de rien, c'est qu'il leur arrive de dire les choses si simplement, parce qu'ils estiment leurs interlocuteurs ou lecteurs acquis à leur cause ou trop stupides pour les contredire, qu'il n'est même pas nécessaire d'interpréter les faits qu'ils relatent tant la contradiction qui s'y étale sous leurs yeux est évidente. En voici un exemple de l'agence de presse Reuters, il porte sur la "*négociation*" en cours sur la réforme du marché du travail entre les syndicats patronaux et ouvriers.

- Cette négociation, censée offrir une souplesse pour les entreprises en contrepartie d'une moindre précarité pour les salariés, a été encouragée par le gouvernement qui préférerait que les partenaires sociaux s'entendent avant qu'il ne légifère. Reuters 07.01

Au premier coup d'oeil le lecteur le plus naïf aura compris que la "*souplesse*" qui serait offerte aux entreprises se traduirait non pas par une "*moindre précarité pour les salariés*", mais exactement le contraire. Et en ajoutant que le gouvernement avait "*encouragé*" ce processus, spontanément le travailleur le plus arriéré comprendra également dans quel camp il se situe, celui du capital.

Finalement ce qui ressort de ce bref passage, c'est que les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs sont antinomiques, irréconciliables, irrémédiablement opposés, et que dans ce genre de négociation, dès lors qu'on en accepte les termes, il y aura forcément un gagnant et un perdant, et que le gagnant sera celui qui aura été en position de force, donc ici le patronat soutenu par le gouvernement.

Voilà pourquoi nous nous prononçons inconditionnelle pour la rupture des relations des syndicats avec le patronat et son gouvernement.

Question : quel parti ouvrier serait sur cette ligne politique aujourd'hui ? Réponse : aucun, parce qu'ils entretiennent tous des relations étroites avec les dirigeants syndicaux, mieux, des liens organiques avec eux au point que la survie de leur parti en dépend largement.

Il ne faut pas chercher plus loin au fait que les travailleurs et les jeunes se détournent des partis ouvriers au profit d'autres types d'organisations qui les mèneront nulle part...

Qui a dit ?

La méthode du diagnostic, mieux, de "*l'engagement partagé*", pour parvenir à une solution commune ou acceptée par tous.

- "*Si l'écart (le spread) entre les taux financiers constitue une préoccupation, les différences croissantes entre un petit nombre, toujours plus riche, et un grand nombre, irrémédiablement plus pauvre, devraient provoquer le désarroi*", quelle sainte intention, le conditionnel est de trop ou ambigu, le "*désarroi*" ou la détresse est déjà bien réelle et permanente chez les plus pauvres.

- "*L'Union européenne a aussi besoin de représentants clairvoyants et qualifiés pour faire les choix difficiles qui sont nécessaires pour redresser son économie et poser des bases solides pour son développement.*", en la matière vous pouvez faire confiance aux hommes de paille de Goldman Sachs.

- "*Seuls, certains pays iront peut-être plus vite, mais, ensemble, tous iront certainement plus loin !*", vers l'Europe fédérale appelée de leur vœux, la dictature.

- "*Je souhaite que, en ce moment de son histoire, l'esprit de ténacité et d'engagement partagé anime la bien aimée nation italienne*", le même discours que Monti.

Réponse : Le pape Benoît XVI, lundi, lors de son traditionnel discours de début d'année devant le corps diplomatique. (source : Le Point.fr 07.01)

L'Inde n'est pas ni une démocratie ni un Etat de droit.

A propos de la jeune femme violée et tabassée à Delhi, il y a trois semaines, et qui en est morte.

Les médias, comme à leur habitude, distillent jour après jour les informations en leur possession en fonction des réactions de la population.

On a appris hier que les violeurs et agresseurs vivaient tous dans un des bidonvilles misérables de la capitale. De leur côté les avocats ont refusé d'assurer la défense des détenus, ils bénéficieront pour la forme d'un avocat commis d'office.

La victime et ses agresseurs n'appartenaient pas au même milieu social, même si la victime provenait d'un milieu modeste, moins pauvre que ses agresseurs, elle était appelée à s'élever dans la hiérarchie sociale en devenant médecin ou kinésithérapeute, opportunité que la société indienne très inégalitaire n'offrirait jamais à ses assassins.

Les avocats en refusant d'assurer la défense des prévenus, refusent en réalité de faire le procès des classes dirigeantes qui sont responsables des gigantesques inégalités qui existent dans ce pays, qui conduisent des centaines de millions d'Indiens à vivre dans la précarité et la pauvreté, des dizaines de millions condamnés à la misère absolue. C'est le procès de cette société qu'ils ont refusé d'assumer.

Le procès qui a lieu sera donc celui des plus défavorisés parmi le prolétariat que leur société a engendrés, et si parfois leur comportement peut s'avérer monstrueux, c'est parce que les classes dirigeantes qui ont façonné la société ont accaparé l'essentiel des richesses produites au détriment des autres classes, ce sont elles qui ont produit ces monstres, ce sont elles qui en porte la responsabilité.

On peut parfaitement concevoir que voué à une vie misérable sans espoir d'en sortir un jour, devant l'étalage de richesse vécu

comme une provocation quotidienne insupportable ou simplement une certaine aisance, déclenche chez certains laissés-pour-compte des réactions aveugles ou incontrôlées de haine et de violence. Il ne s'agit pas ici de le justifier, mais de dresser un constat.

Voilà notamment ce qu'on aurait souhaité entendre dans la bouche d'avocats indiens. C'est le procès de la misère sociale dont les classes dominantes sont responsables qu'il fallait instruire, et non le procès d'une couche d'exploités réduit à la misère noire et sans défense.

Voilà aussi ce qu'on aurait souhaité lire dans la littérature des partis ouvriers en France, ils n'en sont même pas capables, honte à eux !

[Sortez vos mouchoirs !](#)

- L'argent ne fait pas (entièrement) le bonheur - AFP

L'aisance financière ne joue que partiellement dans le sentiment de bien-être ressenti par les Français, qui sont aussi très sensibles aux liens sociaux ou au stress de la vie quotidienne, note une étude de l'Insee parue mardi. AFP 07.01

Encore une chance, sur fond d'hyprocrisie ou de lâcheté très souvent à défaut de conscience politique. C'est le paradoxe auquel doivent faire face les nantis de la classe moyenne et dominante.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Abrutissement, conditionnement des masses.](#)

- 2h47 : le temps moyen que passe par jour un 15-34 ans devant la télé (5h pour les plus de 50 ans) - Atlantico.fr

Bien que je sois totalement isolé en Inde et que je n'aie aucune distraction, je ne vois absolument personne, je trouve le moyen de me passer totalement de la télé. Internet me suffit, et je n'en fais qu'un usage disons professionnel, hormis les concerts et les vidéos sur le vieux monde que je regarde quand je n'ai rien d'autres à faire ou pour me détendre un peu.

[A peine croyable !](#)

- Petroplus : les syndicats estiment que Shell "*ne se sent pas concerné*" par le sort des salariés - LePoint.fr Parce que les syndicats ou plutôt leurs dirigeants se sentiraient davantage concernés, qu'on nous permette d'en douter fortement.

[Narcisse a la parole. Parle pour toi le banquier sioniste !](#)

- Attali: Gérard Depardieu, miroir des Français - Slate.fr

[Inévitable.](#)

- Taxe sur les très riches: le symbole de campagne devra céder au pragmatisme - AFP

[Obscurantisme. Le remède anti lutte de classe](#)

- "*La spiritualité est une réponse à la quête de sens au travail*" - L'Express.fr

[Nazisme, Shell, sionisme, Bilderberg, coffee shop et Patriot du mondialisme.](#)

- Deux batteries de missiles néerlandais en route pour la Turquie - Reuters

- Israël fortifie sa frontière avec la Syrie - LeFigaro.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

Réseaux sociaux "*anonymes*" contre syndicats. Un flop.

Un collectif d'infirmiers et aides-soignants, appelé "*Ni bonnes, ni nonnes, ni pigeonnes*" et lancé sur Facebook pour dénoncer les conditions de travail de ces professions, a appelé à des rassemblements lundi 7 janvier dans plusieurs villes de France.

Le mouvement, qui comptait lundi 27.765 membres sur Facebook, a été initié au mois d'octobre par une infirmière parisienne souhaitant garder l'anonymat, a expliqué sa vice-présidente, Sarah Guerlais.

En outre, une pétition ayant recueilli près de 5.000 signatures a été mise en ligne.

Pour faire entendre ces revendications, le collectif avait appelé à des rassemblements lundi à Caen, Clermont-Ferrand, Rennes, Bordeaux, Lyon, Nice, Nantes, Orléans, etc.

A Paris, seule une dizaine d'infirmières vêtues de blouses blanches et de masques se sont retrouvées devant le ministère de la Santé, autour d'une banderole "infirmiers mais également aides-soignant(e)s, mobilisons-nous pour améliorer nos conditions de travail". nouvelobs.com 07.01

En famille. Effet d'annonce

François Hollande a annoncé lundi lors de ses vœux au Conseil Constitutionnel une prochaine réforme constitutionnelle reprenant plusieurs de ses engagements de campagne, comme la fin du statut de membre de droit du Conseil constitutionnel des ex-présidents ou la suppression de la Cour de justice de la République.

Cette réforme du Conseil constitutionnel ne s'appliquera pas à ses prédécesseurs.

Saluant, "*le souci*" de François Hollande "*de rassembler les Français dans les épreuves difficiles que notre pays traverse*", Jean-Louis Debré a assuré au chef de l'Etat qu'il pouvait "*compter en 2013 sur le Conseil constitutionnel pour assumer sa mission en toute indépendance, détachée des passions partisans et des intérêts particuliers*". AFP 07.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- La Gauche démocratique, formation de gauche modérée membre de la coalition gouvernementale en Grèce, a exclu deux de ses députés pour avoir soutenu l'ouverture d'une enquête parlementaire sur l'ancien ministre des Finances et actuel chef du Pasok, Evangelos Venizelos

Odysseas Voudouris et Paris Moutsinas, qui avaient soutenu cet appel, ont été exclus de leur groupe parlementaire à la Vouli, ce qui porte à 164 le nombre de députés de la majorité.

"*Ce qui est clair maintenant c'est que les deux députés n'expriment pas seulement une opinion divergente mais soutiennent aussi un programme politique différent*", dit dans un communiqué la Gauche démocratique, le plus petit parti de la coalition au pouvoir en Grèce, qui regroupe Nouvelle Démocratie (droite) et le Pasok (social-démocrate).

Des procureurs ayant estimé que les noms de proches de l'ancien ministre des Finances George Papaconstantinou, ex-membre du Pasok, avaient été retirés de la liste, une enquête parlementaire a été ouverte.

Un appel avait en outre été lancé pour qu'une seconde enquête soit ouverte sur Evangelos Venizelos, successeur de George Papaconstantinou aux Finances, à la demande de Syriza (gauche radicale), parti d'opposition.

Le gouvernement d'Antonis Samaras a rejeté les appels à enquêter sur Evangelos Venizelos et a préféré se concentrer sur le rôle de son prédécesseur. Reuters 07.01

1.2- Un ancien ministre de la Nouvelle Démocratie, Petros Doukas propose très sérieusement, dans le but de lutter contre la crise,

de faire travailler les citoyens ... sans les payer.

M. Doukas propose un certain nombre de suggestions pour aider la Grèce à sortir de la crise. Une de ses suggestions brillantes est de faire travailler les chômeurs sans rémunération chaque fois que l'Etat a besoin d'eux. Il se propose également de demander aux entreprises si elles seraient intéressées d'avoir des ouvriers ou des employés pendant trois mois sans les indemniser pour leur travail. On se doute déjà de leur réponse.

M. Doukas explique que cela serait une solution gagnant-gagnant: les entreprises sont pleines de dettes et ne peuvent pas se permettre d'embaucher de nouveaux employés. Cela permettrait donc aux chômeurs de garder l'habitude de travailler, pour ne pas « rouiller », au lieu de ne rien faire. En parallèle, des grands projets utiles seraient lancés pour le pays, avec une main d'oeuvre gratuite.

Petros Doukas est aussi le président de la fédération grecque de Golf : il considère peut-être que son caddie lui coûte trop cher...

Année 2013 : retour de l'esclavage en Grèce ? okeanews.fr 07.01

2- Bahreïn

La Cour de cassation de Bahreïn a confirmé lundi de lourdes peines contre 13 dirigeants de l'opposition au risque d'alimenter le mouvement de contestation des chiites dans le petit royaume du Golfe.

Condamnés pour complot contre le régime, les treize hommes, qui sont détenus depuis près de deux ans et n'ont désormais plus de recours juridique, ont été des meneurs du soulèvement dirigé par l'opposition chiite qui a secoué le pays en février 2011 avant d'être maté par la dynastie sunnite.

Il s'agit de sept opposants condamnés à la perpétuité, dont le militant des droits de l'Homme Abdel Hadi al-Khawaja, qui a aussi la nationalité danoise et a mené au printemps une grève de la faim de 110 jours, et de six autres condamnés à des peines allant de cinq à quinze ans de prison.

Parmi ces derniers figure Ibrahim Chérif, le chef sunnite du groupe Waëd, une formation de la gauche laïque, qui avait joué un rôle de premier plan dans le mouvement de protestation et a écopé de cinq ans de prison.

"La Cour de cassation a confirmé toutes les peines", a indiqué un avocat de la défense. La séance n'a duré que quelques minutes et les condamnés n'étaient pas présents.

SOCIAL

France

"Salaires, emploi : ça suffit !" : les syndicats de la Société Générale se mobilisent pour dénoncer la politique sociale du groupe bancaire. CFDT, CFTC, CGT, FO et SNB-CGC lancent un appel à la grève mercredi 8 janvier. Dans un communiqué, les représentants des salariés disent redouter "des centaines de suppressions de postes" et refusent "la volonté de la direction de réduire à zéro les augmentations collectives".

Pour la deuxième année consécutive, la direction refuse en effet d'accorder une augmentation collective, justifiant cette décision par une conjoncture difficile avec l'absence de distribution de dividendes l'an dernier. "Cette année, on imagine mal les actionnaires accepter de renoncer une seconde fois. Alors la direction nous sert la crise et les nouvelles réglementations qui obligent à avoir plus de fonds propres", explique Maryse Gauzet, déléguée nationale FO.

Si les syndicats acceptent de signer, la seule concession de la direction consiste en une prime de 300 euros pour les salariés gagnants moins de 36.000 euros par an. Ce qui représente environ 18.000 personnes sur les 40.000 qu'emploie la Société Générale. "Ce n'est pas acceptable. Nous n'avons pas de demandes démesurées. Nous savons que c'est la crise. Nous voulons simplement une compensation de l'érosion monétaire", rappelle Thierry Pierret, délégué national CFDT. C'est à dire rattraper l'inflation.

Mais la vraie inquiétude des élus se concentre sur la question de l'emploi. Un problème qui concerne l'ensemble du secteur bancaire où plusieurs milliers de postes ont été détruits ces dernières années. "Mais les directions jouent sur la pyramide des âges. Dans les réseaux, il suffit d'attendre ou d'anticiper les départs à la retraite. Cela se fait au compte-goutte mais les petits ruisseaux font les grandes rivières", estime Thierry Pierret. Pour lui, ces destructions d'emplois dans les services se

déroulent dans l'indifférence générale : *"Ça ne se voit pas et, en plus, nous ne sommes pas sympathiques aux yeux du public"*.

Les syndicats s'alarment d'autant plus sur la question de l'emploi qu'ils observent depuis plusieurs années un lent mais régulier processus d'externalisation voire de délocalisation de leurs services informatiques notamment. Des négociations sont en cours à la Société Générale. Certains évoquent une réduction de la masse salariale de 10%, ce qui représente quelque 4.000 postes. Près de 2.500 départs en retraites sont donc prévus dans les réseaux, des suppressions "naturelles", ce qui laisse 1.500 postes à gérer, notamment dans les services centraux.

Aucun licenciement sec n'est envisagé. La mobilité doit jouer à plein, qu'il s'agisse de reclassements internes ou vers d'autres entreprises. Lors du plan social de 2012, 880 personnes devaient quitter la banque d'investissement (la BFI). La Société Générale avait alors été dépassée avec plus de 2.000 demandes de départ. [nouvelobs.com 07.01](#)

ECONOMIE

1- France

Racket des banquiers.

Après avoir passé au crible les plaquettes 2013 de 8 banques françaises, le quotidien Les Echos recense au total 26 hausses pour 4 baisses, dans ces packages de 10 services pour lesquels les établissements sont contraints à la transparence depuis 2011. L'année dernière avait été marquée par seulement 15 hausses pour 9 baisses. De plus, la plupart des hausses 2013 sont supérieures à l'inflation, note le quotidien économique.

C'est notamment le cas des virements externes effectués en agences où la revalorisation atteint 6,25% pour la Société générale ou 4% pour HSBC. Mais cela concerne aussi l'assurance des moyens de paiement, avec des augmentations qui s'élèvent à 8,3% à la Bred ou 4,5% à la BRED. Le quotidien économique relève aussi que les commissions d'intervention en cas d'incident de paiement restent toujours très élevées (de 6,70 euros par opération à la Banque Postale jusqu'à 8,83 euros à la BRED).

Les cartes de paiement, enfin, enregistrent des augmentations mais celles-ci seraient modérées, proches de l'inflation. Malgré son orientation sociale, la Banque postale se distingue néanmoins dans le mauvais sens avec des hausses de 2,3% pour la carte internationale à débit différé et +3,6% pour la carte de paiement à autorisation systématique. [L'Expansion.com 07.01](#)

2- Etats-Unis

Bank of America (BofA) a annoncé lundi qu'elle avait accepté un accord à 11,6 milliards de dollars pour régler un contentieux sur des prêts hypothécaires à risque vendus avant la crise à Fannie Mae, sur lesquels ce groupe semi-public de refinancement hypothécaire s'estimait trompé.

Au sein de l'accord, 3,55 milliards de dollars seront versés en numéraire à Fannie Mae, qui sera couvert par des réserves existantes plus *"une provision supplémentaire de 260 millions de dollars qui sera passée au quatrième trimestre"*, précise un communiqué de la banque.

En outre, 6,75 milliards de dollars seront consacrés au rachat de 30.000 prêts susceptibles de faire défaut et d'entraîner des pertes futures pour Fannie Mae, et 1,3 milliard de dollars seront dédiés au suivi de ces prêts.

"Ces mesures vont au total réduire le bénéfice avant impôts de Bank of America d'environ 2,7 milliards de dollars au quatrième trimestre", avertit BofA.

"L'accord couvre des obligations de rachat actuelles et futures liées à des prêts avec un principal non remboursé et qui totalisent 297 milliards de dollars à la date du 30 novembre", indique un communiqué de Fannie.

Ces prêts ont été émis entre le 1er janvier 2000 et le 31 décembre 2008.

L'action de Bank of America gagnait 0,74% à 12,20 dollars 10 minutes avant l'ouverture de Wall Street lors des échanges électroniques. [AFP 07.01](#)

Si Wall Streer a accueilli cette nouvelle en fanfare, c'est que les principaux actionnaires de Bank of America sont encore largement gagnant, le contraire aurait été étonnant.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 janvier

CAUSERIE

Toutes les pages d'accueil 2013 ont été créées et sont actualisées (causeries et articles de presse). A cause de problèmes informatiques ou de connexion j'ai été obligé de formater différemment deux articles sur la Syrie.

[Soyez digne d'être révolutionnaire !](#)

Quand les monarchies et les puissances impérialistes en pointe dans le combat pour l'établissement d'un Nouvel ordre mondial seraient source de progrès social, il y a franchement de quoi se poser de sérieuses questions. Apparemment non, aveuglement ou dogmatisme oblige.

Monarchies qui ont pour la plupart frayé avec le nazisme quelques décennies plus tôt, monarchies dans lesquelles l'intégration des syndicats a été poussée le plus loin en Europe, monarchies qui se sont illustrées par leur passé coloniale (Pays-Bas, Belgique, Espagne), monarchie qui s'est accommodée d'un dictateur pendant quatre décennies (Espagne), monarchie qui a pillé le pétrole du Moyen-Orient (Pays-Bas - Shell), monarchie qui a donné naissance au groupe Bilderberg en 1954 (Pays-Bas), monarchies qui participent régulièrement à ses réunions, puissances qui se sont illustrées en fournissant le régime nazi en matières premières (Canada - acier et aluminium - E-U -pétrole), puissances qui mènent la guerre contre les syndicats ouvriers depuis le début du XXe siècle (Canada - E-U), etc. puissance qui possède près de 1.000 bases militaires dans le monde et a déclenché plus de 40 guerres depuis 1945 (Etats-Unis), etc. cette liste n'est pas exhaustive.

Qui peut croire un instant que les dirigeants de tels pays seraient animés de bonnes intentions en défendant le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels, la libéralisation de la drogue, parfois pire, la pédophilie légalisée au Pays-Bas, la zoophilie en Allemagne, il ne s'agit pas là de faire des amalgames, mais juste de montrer la monstruosité de ces régimes en apparence très libéraux ? Qui soutiennent évidemment toutes les guerres impérialistes commandées par les Etats-Unis.

Voyons maintenant par ordre chronologique les pays qui ont adopté le mariage pour les couples homosexuels et davantage souvent.

Les Pays-Bas

C'est le premier pays au monde à avoir autorisé le mariage gay, en 2001. Les couples homosexuels mariés peuvent adopter, choisir la procréation médicalement assistée et, selon certains critères, accéder à la gestation pour autrui.

La Belgique

Le mariage homosexuel y est autorisé depuis 2003. Trois ans plus tard les homosexuels étaient autorisés à adopter. En Belgique, la procréation assistée est autorisée pour tout le monde.

L'Espagne

Dans ce pays très catholique, le mariage gay est en vigueur depuis 2005. Mais trois mois après l'adoption de la loi, le parti populaire avait déposé un recours auprès de la justice afin de l'annuler. Ce n'est qu'en novembre 2012 que le tribunal correctionnel s'est prononcé, rejetant le recours. La législation en vigueur permet aux couples homosexuels de se marier, d'adopter, de recourir à la fécondation in vitro pour avoir des enfants.

Le Canada

Certaines provinces autorisaient déjà une telle union et c'est en 2005 qu'une loi autorise le mariage homosexuel sur tout le territoire. Le Canada est alors devenu le premier pays du continent américain à le reconnaître.

L'Afrique du Sud

Alors que les Eglises, les chefs traditionnels et l'opinion publique dans sa majorité s'y opposaient, le Parlement d'Afrique du Sud adopte, à une large majorité, en 2006 le "Civil Union Act" : le mariage homosexuel est reconnu, ainsi que l'union civile.

La Norvège

Depuis 2008, la législation norvégienne permet aux couples gay de se marier, d'adopter et d'avoir recours à une assistance à la fécondation. Le parti conservateur norvégien y était fortement défavorable. Le pays autorisait déjà les unions civiles depuis 1993.

La Suède

La loi entrée en vigueur en 2009 permet le mariage homosexuel civil mais aussi religieux.

Le Danemark

Premier pays du monde à autoriser les unions civiles entre homosexuels, en 1989, le Danemark se met à la page en 2012 en reconnaissant le mariage homosexuel à l'Eglise luthérienne d'Etat. Les homosexuels pouvaient déjà adopter depuis 2009.

Les Etats-Unis

On compte neuf Etats sur 50 autorisant le mariage gay : Massachusetts, Connecticut, Iowa, Vermont, New Hampshire, New York. Le Maine, le Maryland et Washington l'ont adopté par référendum le 6 novembre 2012, quelques jours après une décision historique de la Cour suprême, qui a décidé de statuer sur la question.

En Angleterre, le gouvernement s'est également prononcé en faveur du mariage gay.

Au total 12 pays dans le monde ont adopté le mariage pour les couples homosexuels, dont les pays moins importants que je n'ai pas mentionnés, le Portugal, l'Islande, l'Argentine, et le dernier en date, l'Uruguay en décembre 2012. (source : <http://www.metrofrance.com>)

Le mariage est une institution archaïque et rétrograde, deux exemples suffiront à l'illustrer :

- Les séparations amiables ne sont pas valables, ainsi chaque époux peut demander à reprendre la vie commune à tout moment, et l'autre doit s'y soumettre ;

- Devoir de fidélité (art. 212 du C. civil) ;

Voilà une obligation intolérable, barbare, qui défie les lois de la nature, on a envie d'en rire tellement c'est grotesque... et hypocrite surtout, à croire que le désir sexuel se commanderait et qu'il faudrait le réprimer quand il survient entre deux personnes consentantes en dehors d'une union conjugale. Le mariage est un carcan.

La droite et l'extrême droite le défendent tel qu'il existe, normal ils sont rétrogrades, réactionnaires. Ils le défendent pour des raisons politiques uniquement, parce que le PS et ses satellites ou encore les parasites qui tournent autour sans pouvoir s'en détacher, ainsi que le gouvernement ont pris position en faveur du mariage des couples homosexuels, car sur le plan idéologique ils sont alignés sur leurs maîtres de Washington ou de la Hayes, ensuite tout est une question de temps, y compris aux Etats-Unis, chaque pays avance à son rythme sur la voie de la pensée (mondiale) unique qui doit conduire à l'établissement d'un gouvernement mondial.

Ils veulent détruire les Etats-Nations, réduire leurs institutions à des coquilles vides, liquider la République, la démocratie, la législation du travail, les syndicats, les partis ouvriers, l'ensemble de nos droits sociaux et politiques, l'école publique, le système de santé public, le système de retraite par répartition, les religions, et maintenant le mariage, en réalité tous les rapports qui ont vu le jour lors de la période ascendante du capitalisme ou qui se sont perpétués jusqu'à nos jours, la solidarité entre les générations, les rapports entre les hommes et les femmes dès lors qu'ils ont décrété qu'ils étaient égaux, une manière comme une autre de détruire tous leurs droits, la famille et les rapports avec les enfants, ces derniers échappant de plus en plus au contrôle de leurs parents, absolument tout doit y passer au point que tous les points de repère que la civilisation humaine s'était forgée au cours des siècles précédents disparaissent, une fois affranchis des distinctions qui permettent justement d'établir des échelles de valeurs permettant de respecter les droits de chacun et sans lesquelles c'est impossible, on se retrouverait livrés à égalité notez bien, à une société dont les règles seraient calquées sur le règlement d'une société commerciale où notre seul droit, en réalité un devoir, consisterait à travailler une fois enchaîné à ce système infernal pour permettre à l'oligarchie financière et à l'élite intellectuelle qui la servirait, en échange du minimum vital pour assurer notre survie en tant qu'esclaves. Voilà le destin qu'ils nous réservent.

Maintenant à nous de nous battre, non pas pour conserver le vieux monde tel qu'il existe aujourd'hui ou pour faire tourner la roue de l'histoire à l'envers comme on nous y invite, mais en donnant un contenu et en situant chacun de ses facteurs dans une perspective résolument progressiste et révolutionnaire. Par exemple, nous ne combattons pas pour la préservation de leur République moribonde et corrompue ou pour une République qui aurait le vernis démocratique trompeur d'autrefois, mais pour une République sociale débarrassée du capitalisme qui est à l'origine de toutes les inégalités et des injustices, nous ne

combattons pas pour le maintien du mariage tel qu'il existe encore aujourd'hui, mais pour que chaque couple sans distinction de sexe ait les mêmes droits sans être obligé de se plier à des principes archaïques.

Je ne prétends pas épuiser ici la discussion sur ce sujet, je n'en ai abordé que certains aspects, dans des causeries précédentes j'avais fait référence à d'autres facteurs, pacs, etc.

ACTUALITE EN TITRES

Vase communicant

- Moins de cigarettes vendues en 2012 après les hausses de prix - AFP

Les ventes de cigarettes en France ont baissé de près de 5% en volume en 2012, leur plus fort repli en 10 ans, directement lié selon les professionnels aux dernières hausses de prix du tabac. AFP 08.01

- Hausse plus forte qu'attendu du crédit à la consommation aux USA - Reuters

Le crédit à la consommation a progressé plus que prévu en novembre aux Etats-Unis, signant une quatrième hausse mensuelle consécutive qui peut être considérée comme un signe encourageant pour l'activité économique. Reuters 08.01

Cherchez l'erreur !

- Zone euro: la confiance économique continue de s'améliorer en décembre - AFP

- Zone euro : le chômage atteint un nouveau record - LePoint.fr

Déchets et recyclage.

- Une ex-dirigeante de la CFDT devient conseillère de Vallaud-Belkacem - AFP

- Jack Lang devrait diriger l'Institut du Monde Arabe - L'Express.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Mélenchon pris à son propre piège. Non, on ne paiera pas un centime, voilà ce qu'il a été incapable de dire.

"Rembourser cela (la dette publique) ne se fera pas facilement... Faire croire qu'on va rembourser 1.800 milliards d'euros facilement, comme ça, un peu comme par magie (...) c'est se foutre du monde", a lancé le ministre délégué au Budget au co-président du Parti de gauche, dans l'émission "Mots croisés".

"Voilà ce que dira mon gouvernement (s'il arrivait au pouvoir) : on paiera quand on pourra", venait d'argumenter Jean-Luc Mélenchon.

"Et d'ici là, avait-il poursuivi, c'est la Banque centrale (européenne) qui va financer si jamais les taux d'intérêt explosent... La dette, on la paiera à mesure qu'on pourra. Et d'ici là, ceux à qui on (la) doit attendront". "Ca ne marchera pas, ce que vous dites", a rétorqué le ministre.

"Ca ne suffira pas pour convaincre la BCE d'imprimer des euros comme la Réserve fédérale imprime des dollars, comme la Banque d'Angleterre imprime du sterling (...) En dépit de vos objurgations (...), nous n'obtiendrons pas cela de la BCE parce qu'elle est indépendante", a-t-il poursuivi. AFP 08.01

Mélenchon est incapable de rompre avec la BCE, avec l'UE, avec le capital, voilà la vraie nature du Front de gauche, un remake du Front populaire à lui tout seul. C'est un pauvre type complètement fini qui termine sa triste carrière de renégat en charlatan. Il est pathétique. Pour qui roule-t-il ? Réponse: son statut, c'est salarié de l'Union européenne.

2013 : Vive la lutte de classe en France et dans le monde !

Près de deux Français sur trois estiment que la lutte des classes est en France "une réalité", alors qu'ils étaient moins de la moitié à le penser il y a près de 50 ans, selon un sondage Ifop à paraître mercredi 9 janvier dans "L'Humanité".

A la question "estimez-vous qu'en France, à l'heure actuelle, la lutte des classes est une réalité ?", 64% des personnes interrogées répondent par l'affirmative, tandis que 25% considèrent qu'elle "n'est pas une réalité" et 11% ne se prononcent pas.

En 1967, à la veille de 1968, seulement 44% des Français estimaient que "la lutte des classes est une réalité", contre 37% qui disaient qu'elle "n'est pas une réalité". En 1964 40% répondaient qu'elle "est une réalité" et 39% qu'elle "n'est pas une réalité".

"Cette hausse peut s'expliquer par le fait que l'idée de la lutte des classes ne prend sans doute pas aujourd'hui tout à fait la même signification qu'à l'époque, mais elle indique également que les antagonismes sociaux apparaissent toujours comme très présents dans la société française, notamment dans un contexte de crise et d'augmentations des inégalités salariales", analyse l'Ifop.

Par ailleurs, 56% des Français ont "le sentiment d'appartenir à une classe sociale". Ce score est identique à celui observé en 1987 et est très proche de ceux enregistrés dans le milieu de années 60 : 61% en 1964 et 59% en 1967, souligne l'Ifop. Si ce sentiment a sensiblement reculé parmi les classes moyennes (-12 points par rapport à 1967 parmi les employés et les professions intermédiaires) et chez les cadres supérieurs (-9 points), la baisse a été plus limitée parmi les ouvriers: -5 points à 53%, ajoute l'institut. Le Nouvel Observateur avec AFP 08.01

Avant que la confrérie des opportunistes réunis se jette sur le morceau, précisons que l'essentiel n'est pas la reconnaissance de la lutte des classes, mais le contenu, l'orientation politique qu'on entend lui donner : accompagnement du capitalisme ou combat pour sa liquidation, réforme sociale ou révolution

Contre-réforme du marché du travail : partage des rôles.

Les secrétaires généraux de la CGT et de Force ouvrière (FO) ont confirmé mardi que leurs organisations ne signeraient pas un accord sur la réforme du marché du travail si le patronat maintenait ses exigences en matière de flexibilité.

A l'approche d'un ultime round de négociations, jeudi et vendredi, organisations syndicales et patronales font assaut de déclarations pessimistes.

Bernard Thibault a assuré sur RTL qu'il souhaitait un accord, à condition qu'il s'agisse de faire reculer la précarité - ce qui est un des volets de la feuille de route remise par le gouvernement aux partenaires sociaux au début de la négociation, l'automne dernier.

"La difficulté, depuis, des discussions avec le patronat c'est que nous discutons de tout sauf du recul de la précarité puisque les employeurs (...) veulent surtout faire en sorte d'avoir une main d'oeuvre plus malléable, plus précaire", a déclaré le secrétaire général de la CGT.

"Il n'y aura en tout cas pas d'approbation de la part de la CGT sur une plus grande flexibilité du marché du travail en France", a-t-il ajouté.

Interrogé par Canal+, son homologue de FO s'est montré plus pessimiste encore sur la possibilité pour les partenaires sociaux de conclure un compromis "historique", comme le leur a demandé le président François Hollande.

"Un accord historique, je n'y ai jamais cru", a déclaré Jean-Claude Mailly. "Je ne suis pas optimiste (...), en tout cas pour la signature de Force ouvrière. Il y a trop de divergences aujourd'hui entre ce que les syndicats demandent (...) et ce que souhaiterait le patronat."

"Entre ce que nous demandons - qu'il y ait plus de sécurité pour les salariés (...) - et de l'autre côté les organisations patronales, qui demandent beaucoup plus de flexibilité dans le marché du travail (...), je ne vois pas comment on va résoudre cette contradiction", a-t-il ajouté. Reuters 08.01

Les chances de compromis reposent donc sur des concessions de dernière minute du Medef, principale organisation patronale, et sur les syndicats réformistes que sont la CFE-CGC, la CFTC et, surtout, la CFDT.

Il faut au moins la signature de trois des cinq centrales syndicales engagées dans les négociations en cours pour qu'un accord soit réputé conclu et il y a peu de chances à ce stade que FO, et encore moins la CGT, sautent le pas.

"La CGT, la veille d'un congrès, a besoin de se refaire une virginité. Elle va le faire sur le dos des négociations", estime le négociateur de la CFDT, Patrick Pierron.

L'une des clefs de l'issue des négociations est l'éventuelle pénalisation des contrats de travail courts, revendication de l'ensemble des centrales syndicales mais que refusent jusqu'ici d'envisager les organisations patronales.

Après avoir jugé vendredi un accord possible, Laurence Parisot a évoqué lundi la possibilité d'un échec, dénoncé une "surenchère tout à fait inacceptable" et une ingérence "perturbatrice" du gouvernement dans les négociations.

"Cela rend les négociations plus difficiles et plus compliqués", explique l'entourage de la présidente du Medef, qui a de nouveau opposé lundi une fin de non recevoir à toute idée de modulation des cotisations patronales en fonction de la durée des contrats de travail.

Patrick Pierron estime cependant que le Medef ne pourra pas ne pas accepter, jeudi et vendredi, d'évoquer cette question qui fait au demeurant partie de la feuille de route fixée l'automne dernier par le gouvernement aux partenaires sociaux.

Dans ce document, le ministère du Travail demande à ces derniers de "trouver des leviers" pour que les contrats à durée indéterminée (CDI) redeviennent la forme normale d'embauche et évoque une "modulation des taux de cotisation" chômage.

"Il y a une explosion des contrats courts de moins d'un mois dans notre pays. Ça renforce la précarité", explique à Reuters le négociateur de la CFDT. "Le Medef sait qu'il est obligé d'en discuter parce que c'est un préalable pour toutes les organisations syndicales."

"Je n'ose imaginer que le Medef s'amuse à faire une réunion jeudi et vendredi en refusant de discuter de ce sujet, parce qu'il sait qu'alors il n'y aurait pas d'accord", ajoute-t-il. "S'il maintient la réunion c'est qu'il est prêt à en discuter."

Selon le site internet latribune.fr, l'organisation patronale pourrait proposer une sur-cotisation des contrats de moins d'un mois, hors contrats dits d'"usage", par exemple pour les travailleurs saisonniers, et d'intérim.

"Ça me paraît peu mais c'est à discuter", commente Patrick Pierron, pour qui l'un des obstacles à la conclusion d'un accord est en fait la difficulté des différentes sensibilités au sein de l'organisation patronale à s'accorder sur des concessions.

"Ça flotte beaucoup au Medef. Ils ont du mal à avoir un mandat", explique-t-il. "Est-ce que le patronat arrivera à surmonter ses difficultés internes et à avoir une approche globale ? La balle est vraiment dans le camp patronal." Reuters 08.01

Chacun aura compris que Pierron le jaune entend utiliser un élément "clé" en réalité à la marge pour signer un accord scélérat entérinant davantage de précarité pour l'ensemble des travailleurs, le Medef se prêtant volontiers au jeu.

Qu'est-ce qui va permettre à la CFDT de signer ? Le refus de la CGT et de FO de rompre avec le patronat et d'appeler dans l'unité la classe à la mobilisation contre la précarité et la remise en cause de tous nos droits, pour une augmentation générale des salaires de 30%, le smic à 1700 euros net, etc.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 janvier

CAUSERIE

Mercredi 14h (locale). J'ai reçu un message du serveur qui abrite le site qui refuse le fichier des causeries 2012 trop volumineux, je l'ai donc séparé en deux parties correspondant aux deux semestres de l'année.

Jeudi midi (locale)

Pas le temps de causer, j'ai des courses à faire.

J'ai pris contact avec un intellectuel dont j'avais mis une vidéo en ligne, et je dois rédiger si possible pour demain un article qui revient sur l'histoire du développement du capitalisme jusqu'à nos jours, ses fondements qui sont aussi ceux de la crise dans laquelle il a plongé l'humanité entière, à grands traits évidemment, mais il faut que tout se tienne si je veux que ma conclusion soit cohérente. Je ne suis pas encore totalement rétabli et je dois aussi me reposer, j'ai un peu trop tiré sur la corde ces derniers temps.

ACTUALITE EN TITRES

Comment le dire ?

Brutalement, crûment, directement...

- 52 millions : le nombre d'esclaves que compterait encore la planète - Atlantico.fr

... ou de façon enrobée.

- Plus de 50 millions de domestiques très précaires dans le monde - LePoint.fr

Si on prend pour définition de l'esclavage toute personne ne disposant pas du droit de décider librement de son destin de manière à satisfaire ses besoins et ses aspirations, cela doit concerner en vérité plus de 6,5 milliards d'habitants.

Mauvais pressentiment.

- Les parlementaires socialistes craignent le surmenage - Liberation.fr

Dictature mondiale, privée.

- États-Unis : en Arizona, des miliciens armés surveillent les écoles - LePoint.fr

- Une flotte armée privée pour lutter contre les pirates - Slate.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Devinette : quelle est sa profession ?

Le président, Barack Obama, va nommer Jacob Lew, 57 ans, dès aujourd'hui, selon plusieurs médias américains, secrétaire au Trésor, pour remplacer Timothy Geithner. Lew est l'actuel secrétaire général à la Maison Blanche et bras droit d'Obama depuis un peu moins d'un an après avoir passé quatorze mois à la tête du Bureau du budget. Il fut conseiller de Bill Clinton en 1993, et il a notamment piloté le court retour du pays aux excédents budgétaires à la fin des années 90. Liberation.fr 09.01

Réponse : homme d'affaires (Wikipédia)

Arrêtez ou je casse tout ! Impressionnant !

Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a lancé un cri d'alarme mercredi contre ce qui serait à ses yeux "*une capitulation sans précédent*" si la négociation en cours sur l'emploi aboutissait à un accord sur les bases du document du patronat.

Alors que le dernier round de discussions entre patronat et syndicats doit se dérouler jeudi et vendredi, l'eurodéputé a dit sur BFMTV et RMC: "*si un accord était trouvé sur la base du document initial qui est celui du Medef, ce serait un accord historique; une capitulation du mouvement ouvrier sans précédent de toute l'histoire de la gauche*".

"*François Hollande continue à penser qu'il va mettre dans la constitution une nouveauté absolument incroyable qui va provoquer une guerre politique de première grandeur s'il s'obstine, qui est que dorénavant, un accord entre un syndicat ouvrier et un syndicat patronal serait d'un niveau supérieur à la loi et au gouvernement*", a déploré M. Mélenchon.

"*S'il fait ça, c'est la fin de la République, et nous ne le tolérerons pas*", a averti l'ancien candidat à l'Elysée. "*S'il fait ça, c'est la guerre*".

Pendant et après sa campagne électorale, François Hollande a souligné sa volonté d'"*inscrire dans la Constitution*" le dialogue social. AFP 09.01

Par "*dialogue social*" il ne faut pas entendre autre chose que la collaboration de classes antichambre du corporatisme auquel collaborent tous les syndicats, puisqu'il aboutit systématiquement à remettre en cause nos droits sociaux collectifs.

Partant de là on peut affirmer qu'il est quasiment institutionnalisé, ce qui jusqu'à présent n'a pas vraiment dérangé Mélenchon et ses semblables qui soutiennent le régime, s'ils osent s'en défendre qu'ils le prouvent en appelant les masses exploitées à s'organiser et à mener le combat politique dans la perspective de la chute du régime. Entre nous, ils en sont incapables et il n'y a rien à en attendre.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

Chuck Hagel, un ex-sénateur désigné comme prochain secrétaire à la Défense américain, va tenter de freiner les velléités d'Israël de lancer une attaque contre les installations nucléaires iraniennes, estiment mercredi des analystes dans la presse israélienne.

Les commentateurs israéliens soulignent que Chuck Hagel est connu pour son approche non-interventionniste en matière de politique étrangère et son opposition au recours à la force contre le programme nucléaire iranien.

"*Hagel préfère que les Etats-Unis parlent directement avec l'Iran (...). Il veut éviter une guerre à tout prix*", estime Nadav Eyal, dans le quotidien Maariv.

"*Il ne sera pas facile à partir de maintenant d'obtenir le feu vert de Washington pour s'embarquer dans une aventure en Iran*", avait estimé mardi Orly Azulai dans le quotidien populaire Yediot Aharonot.

"*C'est une des raisons pour lesquelles de hauts responsables des organisations juives aux Etats-Unis ainsi que des responsables politiques israéliens de premier plan ont déployé des efforts ces dernières semaines pour empêcher la nomination de Hagel*", a ajouté Orly Azulai.

"*Ils ont expliqué qu'il était mauvais pour Israël en raison de son soutien au dialogue avec le Hamas et le Hezbollah, et qu'il ne pense pas que la guerre constitue la solution*" pour l'Iran, a également affirmé cette commentatrice.

"*Dans le gouffre qu'il a creusé avec son mépris ostensible vis-à-vis d'Obama (...), Netanyahu a peut-être facilité la nomination de Hagel*", affirme le commentateur Bradley Burston dans le quotidien Haaretz, en allusion au soutien qu'aurait donné M. Netanyahu à Mitt Romney, le rival républicain du président Obama lors des dernières élections.

"*C'est ainsi que le Premier ministre pourrait en fin de compte être le facteur qui a bloqué la guerre avec l'Iran*", poursuit M. Burston.

En septembre dernier, M. Netanyahu avait réclamé avec insistance à la Maison Blanche d'imposer à Téhéran "*des lignes rouges claires*" à ne pas dépasser dans son programme nucléaire, en menaçant de frapper préventivement les installations atomiques iraniennes.

Il s'était heurté à un refus du président Obama qui privilégie à ce stade un durcissement des sanctions contre l'Iran. AFP 09.01

SOCIAL

1- France

1.1- Virgin Megastore a déposé le bilan.

Le groupe de distribution de produits culturels Virgin Megastore a déposé le bilan mercredi, livrant à un avenir incertain un millier de salariés, qui ont organisé des manifestations à Paris et en province.

Le tribunal de commerce de Paris se prononcera la semaine prochaine sur la procédure de redressement judiciaire et sur la nomination d'un administrateur judiciaire, a-t-on appris auprès de la direction du groupe.

Contrôlé depuis 2008 par le fonds d'investissement français Butler Capital Partners, Virgin Megastore, alors déjà en difficulté, n'est pas parvenu à redresser son chiffre d'affaires, victime de l'effondrement du marché des CD et des DVD.

A Paris, plus d'une centaine de salariés se sont réunis devant l'enseigne emblématique de la marque au logo rouge avenue des Champs-Élysées pour demander à Butler d'assumer le volet social de l'éventuel plan de licenciement à venir et réclamer une mobilisation pour le recherche d'un repreneur.

"On compte sur un repreneur pour défendre un projet moderne multicanal, (...) c'est ça l'avenir du commerce, et on est prêt à jouer cette carte-là avec un nouveau repreneur", a déclaré Guy Olharan, élu de la CGT, à Paris.

Aurélié Filippetti a également dénoncé la *"concurrence déloyale"* de distributeurs en ligne comme l'américain Amazon qui ne sont pas soumis *"à la même fiscalité que les entreprises localisées physiquement en France"*.

Plusieurs pays, dont la France, ont ouvert des enquêtes sur les pratiques d'optimisation fiscale de géants d'internet comme Google ou Amazon.

Le but de ces opérations est de minimiser le bénéfice réalisé par une filiale dans un pays à la fiscalité contraignante, pour le répercuter dans une entreprise *"mère"* siégeant dans un pays fiscalement moins gourmand.

"C'est sûr que s'il y avait une fiscalité ou une législation qui rendraient l'équité entre les deux formes de distribution, entre la physique et l'informatique, cela nous rendrait service, c'est évident", a dit Afcène Bouzit, représentant FO. Reuters 09.01

A défaut de lutter pour en finir avec le capitalisme, ils proposent d'augmenter les taxes, donc les prix de vente des CD et DVD aujourd'hui accessibles à un plus grand nombre.

1.2- Renault : augmentation du temps de travail.

Renault a proposé mercredi à ses syndicats d'allonger de 6,5% en moyenne le temps de travail dans ses usines françaises afin de rendre celles-ci plus compétitives.

Le constructeur automobile, qui négocie depuis l'automne dernier un accord de compétitivité en France, aimerait aligner le temps de travail effectif de tous ses sites de production hexagonaux sur 35 heures, la durée légale du travail en France.

Le groupe a signé en 1999 et 2000 un accord sur les 35 heures, mais des accords locaux plus avantageux dans les différentes usines ont abouti à des temps de travail effectifs inférieurs. Les sites tertiaires travaillent quant à eux à peu près la durée légale.

"Ceci contribuerait à rendre les usines françaises plus attractives dans le cadre d'affectations de volumes complémentaires à ceux de Renault", a indiqué le constructeur dans un communiqué.

Le groupe voit également dans cette réforme du temps de travail une source d'économie estimée autour de 65 millions d'euros par an et un moyen de faciliter le nouveau dispositif de mobilité géographique entre ses sites qu'il espère mettre en place pour s'ajuster aux aléas de la demande. La question d'une éventuelle contrepartie salariale à un tel allongement du temps de travail sera abordée au cours d'une séance de négociations ultérieure, a précisé la porte-parole. Reuters 09.01

1.3- Augmentation du smic des fonctionnaires.

Le salaire minimum dans la fonction publique française passera à 1430,76 euros mensuel, afin d'ajuster les rémunérations de 945.000 agents publics à la hausse de 0,3% du smic intervenue au 1er janvier, a dit mercredi la porte-parole du gouvernement.

Le salaire minimum pour l'ensemble des salariés du privé n'a pas bénéficié de *"coup de pouce"* en janvier et s'élève après une augmentation *"mécanique"* à 9,43 euros bruts l'heure.

"Cette revalorisation représente pour les employeurs publics une dépense en année pleine de l'ordre de 82,2 millions d'euros", a précisé dans son compte rendu du conseil des ministres Najat Vallaud-Belkacem. Reuters 09.01

1.4- Fraude à la carte bancaire.

Selon la dernière enquête «cadre de vie et sécurité» de l'Institut national de la statistique, qui a interrogé 17.000 ménages, le nombre estimé des victimes d'au moins un débit frauduleux dans l'année sur leurs comptes bancaires est passé de 500.000 à 650.000 entre 2010 et 2011. Une hausse de 30 %!

«C'est la proportion la plus importante de victimes après celles des vols dans les véhicules», confie Christophe Souleze, le directeur de l'ONDRP. Et pourtant, ses équipes n'ont pas chargé la barque. L'étude a exclu expressément les débits résultant d'un vol de carte bancaire ou de chèque ou bien d'un oubli de carte au distributeur de billets.

La cause principale de cette explosion ne surprendra personne: plus de la moitié des arnaques sont désormais liées au commerce en ligne, où les escrocs de tout poil pullulent, agissant le plus souvent à distance, depuis des pays étrangers, infectant les ordinateurs des particuliers avec des programmes espions ou bernant leurs proies avec des messages sous forme de leurres de plus en plus réalistes. Le sujet est éminemment «concernant» alors que s'ouvre aujourd'hui la grande période des soldes d'hiver, dont Internet est devenu la séduisante vitrine.

Les cybervictimes ont donc en commun d'avoir subi un retrait d'argent ou un virement à leur préjudice soit par l'utilisation frauduleuse de leur numéro de compte, de leur numéro de carte bancaire ou de leurs identifiants de connexion à leur banque ou à un autre organisme financier.

La part des personnes déclarant avoir été dupées à l'occasion d'un achat effectué dans un commerce traditionnel ne représente plus que 13 %. Ce qui fait tout de même plus de 80.000 victimes «à l'ancienne» par an. Or une large part aurait pu être épargnée si les banques avaient tenu leurs engagements. «Car voilà des années qu'elles promettent de retirer le numéro complet de la carte du client sur le ticket que conserve le commerçant après le paiement. Avec ce numéro et la date de validité figurant sur le ticket, il suffit à un indélicat, un membre du personnel, par exemple, de retenir le nom du client (dans certains pays, comme l'Espagne, il est déjà indiqué sur le ticket) et le cryptogramme à trois chiffres à l'arrière de la carte pour effectuer ensuite à l'insu du client des achats en ligne», déclare un haut fonctionnaire de police très au fait du dossier. C'est bien le client qui supporte toujours le risque.

Certes, il est remboursé par sa banque en théorie. Mais l'étude révèle que 23 % des sondés n'étaient pas remboursés en totalité quand ils ont été interrogés... Près d'une arnaque sur cinq correspond à un préjudice supérieur à 1000 euros. Si l'on applique un barème moyen par tranche de préjudice déclaré par les sondés, le total des avoirs subtilisés (et remboursés à 77 % dans leur intégralité par les banques) dépassait en 2011 les 280 millions d'euros!

Dans son étude, l'ONDRP nous apprend également que 56 % des ménages s'étant déclarés victimes «disent ne pas savoir du tout comment l'auteur a procédé pour obtenir les informations confidentielles sur leurs comptes bancaires».

Par ailleurs, 70 % d'entre eux ont découvert la supercherie en consultant leurs relevés bancaires. Cette étude de l'ONDRP réalisée sous la présidence d'Alain Bauer révèle aussi que «22 % ont été avertis par leur banque ou un autre établissement bancaire».

Selon la dernière enquête «cadre de vie et sécurité» de l'Institut national de la statistique, qui a interrogé 17.000 ménages, le nombre estimé des victimes d'au moins un débit frauduleux dans l'année sur leurs comptes bancaires est passé de 500.000 à 650.000 entre 2010 et 2011. Une hausse de 30 %!

«C'est la proportion la plus importante de victimes après celles des vols dans les véhicules», confie Christophe Souleze, le directeur de l'ONDRP. Et pourtant, ses équipes n'ont pas chargé la barque. L'étude a exclu expressément les débits résultant d'un vol de carte bancaire ou de chèque ou bien d'un oubli de carte au distributeur de billets.

La cause principale de cette explosion ne surprendra personne: plus de la moitié des arnaques sont désormais liées au commerce en ligne, où les escrocs de tout poil pullulent, agissant le plus souvent à distance, depuis des pays étrangers, infectant les ordinateurs des particuliers avec des programmes espions ou bernant leurs proies avec des messages sous forme de leurres de plus en plus réalistes. Le sujet est éminemment «concernant» alors que s'ouvre aujourd'hui la grande période des soldes d'hiver, dont Internet est devenu la séduisante vitrine.

Les cybervictimes ont donc en commun d'avoir subi un retrait d'argent ou un virement à leur préjudice soit par l'utilisation frauduleuse de leur numéro de compte, de leur numéro de carte bancaire ou de leurs identifiants de connexion à leur banque ou à un autre organisme financier.

La part des personnes déclarant avoir été dupées à l'occasion d'un achat effectué dans un commerce traditionnel ne représente plus que 13 %. Ce qui fait tout de même plus de 80.000 victimes «à l'ancienne» par an. Or une large part aurait pu être épargnée si les banques avaient tenu leurs engagements. «Car voilà des années qu'elles promettent de retirer le numéro complet de la carte du client sur le ticket que conserve le commerçant après le paiement. Avec ce numéro et la date de validité figurant sur le ticket, il suffit à un indélicat, un membre du personnel, par exemple, de retenir le nom du client (dans certains pays, comme l'Espagne, il est déjà indiqué sur le ticket) et le cryptogramme à trois chiffres à l'arrière de la carte pour effectuer ensuite à l'insu du client des achats en ligne», déclare un haut fonctionnaire de police très au fait du dossier. C'est bien le client qui supporte toujours le risque.

Certes, il est remboursé par sa banque en théorie. Mais l'étude révèle que 23 % des sondés n'étaient pas remboursés en totalité quand ils ont été interrogés... Près d'une arnaque sur cinq correspond à un préjudice supérieur à 1000 euros. Si l'on applique un barème moyen par tranche de préjudice déclaré par les sondés, le total des avoirs subtilisés (et remboursés à 77 % dans leur intégralité par les banques) dépassait en 2011 les 280 millions d'euros!

Dans son étude, l'ONDRP nous apprend également que 56 % des ménages s'étant déclarés victimes «disent ne pas savoir du tout comment l'auteur a procédé pour obtenir les informations confidentielles sur leurs comptes bancaires».

Par ailleurs, 70 % d'entre eux ont découvert la supercherie en consultant leurs relevés bancaires. Cette étude de l'ONDRP réalisée sous la présidence d'Alain Bauer révèle aussi que «22 % ont été avertis par leur banque ou un autre établissement bancaire». lefigaro.fr 09..01

2- Portugal

Le Fonds monétaire international (FMI) a recommandé au Portugal, sous assistance financière, de diminuer le nombre des fonctionnaires, tout en réduisant leurs salaires et leurs retraites afin de réaliser des économies de 4 milliards d'euros, a révélé mercredi un quotidien portugais.

Ces recommandations, dévoilées par le Jornal de negocios, doivent contribuer au projet du Premier ministre de centre-droit, Pedro Passos Coelho, de réduire en deux ans (2013-2014) les dépenses publiques de 4 milliards d'euros grâce à une "*réforme de l'Etat*" annoncée en octobre dernier.

Le gouvernement avait alors sollicité l'expertise du FMI et de la Banque mondiale pour mettre au point cette réforme, que le Premier ministre souhaite voir précédée d'un grand débat national.

Dans son rapport, élaboré avec la Banque mondiale et la Commission européenne, le FMI recommande notamment de réduire de 20% le nombre des quelque 700.000 fonctionnaires portugais, ce qui devrait permettre d'économiser 2,7 milliards d'euros tandis qu'une diminution de 7% de leurs salaires aboutirait à des économies de 760 millions d'euros.

Ces propositions ont aussitôt provoqué un flot de critiques, en particulier des syndicats, et le gouvernement s'est empressé d'affirmer qu'il s'agissait "*de suggestions et non pas de décisions*".

"*C'est une attaque sans précédent*" contre les fonctions sociales de l'Etat, a estimé notamment Arménio Carlos, chef de la CGTP, le principal syndicat. "*Les conclusions du rapport sont absolument inacceptables*", a renchéri Joao Proença, secrétaire général de l'UGT, deuxième confédération du pays.

Le FMI propose également d'augmenter l'âge de départ à la retraite et de donner au gouvernement la possibilité de revoir le montant des pensions en fonction des nécessités budgétaires. AFP 09.01

Ce n'est pas le FMI qui récemment a claironné qu'il fallait faire une pause dans l'austérité, que trop d'austérité nuirait à la reprise ... On avait du mal comprendre, pas nous qui avions dénoncé ce discours hypocrite et trompeur.

3- Afrique du Sud

La police sud-africaine a fait usage de balles en caoutchouc mercredi pour disperser une manifestation d'ouvriers agricoles en grève à De Doorns, 100 km à l'est du Cap, dans la région d'où provient la plus grande partie de la production viticole.

Les forces de l'ordre ont riposté à des jets de pierres de la part de manifestants retranchés derrière des barricades de pneus enflammés, selon un correspondant de Reuters sur place.

La grève, suspendue en décembre après la mort de deux ouvriers dans des heurts avec la police, a également repris mercredi dans la province du Cap occidental, autre région viticole.

Plus de 3.000 grévistes se sont regroupés en dehors de la ville, sur la principale voie rapide. D'importantes forces de police se sont positionnées face à eux, à pied et en véhicules anti-émeute, pour leur interdire l'accès au centre-ville.

Des échauffourées ont opposé les deux groupes pendant près de deux heures.

"*Jusqu'à présent, un total de 44 personnes ont été arrêtées pour menaces et violences publiques*", a déclaré à la mi-journée le porte-parole local de la police, Andre Traut.

Les ouvriers agricoles, dont beaucoup sont des saisonniers, réclament un salaire minimum de 150 rands (13 euros) par jour. Il est actuellement de 69 rands (six euros).

D'autres incidents mineurs se sont déroulés dans la région. A Wolseley, à 60 km de De Doorns, la police a également empêché des grévistes de pénétrer en ville, a constaté l'AFP.

Les manifestants brandissaient des pancartes comparant leur situation à celle des employés noirs sous l'apartheid, le régime raciste aboli en 1994.

L'Afrique du Sud observe avec inquiétude ce conflit, qui rappelle par certains aspects les grèves sauvages des mineurs en août et septembre, qui s'étaient soldées par une soixantaine de morts, dont 34 grévistes abattus par la police à Marikana.

La grève des ouvriers agricoles a débuté en novembre. Deux personnes avaient alors été tuées dans des affrontements avec la police.

Après une trêve de plus d'un mois, le mouvement a repris ce mercredi.

Le gouvernement refuse jusqu'à présent d'intervenir, arguant du fait que la loi prévoit que le salaire minimum ne peut être relevé qu'une fois par an, et que la dernière augmentation date de mars 2012.

Le début de l'année, l'été austral, est la haute saison pour les producteurs de fruits et de vin, qui redoutent les conséquences économiques d'un conflit social dur.

Selon le syndicat régional des ouvriers agricoles, environ 40% des travailleurs ont pointé à leur poste de travail mercredi matin. Le secrétaire du syndicat, James Cornelius, a déploré cette "*faible participation*" à la grève, mais affirmé que le mouvement continuerait jusqu'à ce que les fermiers entendent les revendications de leurs ouvriers. Reuters et AFP 09.01

4- Etats-Unis

Morgan Stanley prévoit de supprimer 6% des effectifs de sa branche banque d'investissement, soit 1.600 postes, a-t-on appris mercredi d'une source proche du dossier.

Les employés seront avertis des suppressions de poste au début de la semaine, a ajouté la source, qui n'était pas autorisée à aborder publiquement le sujet.

Les postes visés sont ceux des traders, des vendeurs et des banquiers au sein de l'entité des titres institutionnels de Morgan Stanley. Reuters 09.01

ECONOMIE

UE

La succession de Jean-Claude Juncker à la tête de l'Eurogroupe semble suspendue au choix de la France qui, après avoir caressé l'espoir d'une nomination de Pierre Moscovici, doit se prononcer sur la candidature du Néerlandais Jeroen Dijsselbloem, en visite mercredi à Paris.

Décryptage de source française: Paris a dû reculer car le gouvernement conservateur allemand "*ne veut pas promouvoir un socialiste français à l'approche des élections législatives en Allemagne*", prévues à l'automne. Le ministre néerlandais reste donc, pour l'instant, seul en piste. Agé de 46 ans et décrit aux Pays-Bas comme un fin stratège et un bon médiateur, deux qualités utiles pour coordonner une zone euro qui tente de s'extirper de sa pire crise, il engrange les soutiens alors qu'il n'est au gouvernement que depuis deux mois. La Finlande, mais surtout l'Allemagne, ont donné leur feu vert. Sans grande surprise, puisque Berlin, Helsinki et La Haye sont souvent alliés pour défendre des positions très orthodoxes en matière budgétaire et pour freiner certains élans de solidarité vers les pays d'Europe du Sud. Wolfgang Schäuble a adoubé Jeroen Dijsselbloem fin décembre, assurant qu'il était "*très estimé de tous et très compétent*". Le ministre irlandais Michael Noonan, dont le pays exerce la présidence semestrielle de l'Union européenne, a abondé mardi, estimant que son collègue néerlandais était "*prêt, volontaire et capable*". Tout en reconnaissant ses "*fortes chances*" de nomination, une source diplomatique européenne nuance les qualités de l'intéressé: "*s'il est choisi, ce ne sera pas tellement sur ses mérites personnels*" puisqu'il "n'est pas connu". Ses "*deux avantages*", aux yeux de cette source, sont de provenir d'un pays noté "*triple A*" par les agences financières, un gage donné à la sourcilieuse Allemagne, et d'être travailliste, de quoi plaire au gouvernement socialiste français. AFP 09.01

[Haut de page ↗](#)

Le 11 janvier

CAUSERIE

Il est 0h10 à Pondichéry. J'ai découvert par hasard hier soir un portail comportant notamment de nombreux articles sur le groupe Bilderberg et la Trilatérale dans lesquels vous trouverez des analyses très intéressantes qui recoupent souvent les nôtres, un tas de données, dont les noms des dirigeants de partis politiques français ou d'entreprises, de médias, etc. qui y participent, y compris des syndicalistes (CFDT). Je n'ai pas eu le temps de les lire, on reviendra sur ce sujet plus tard. Je rajouterai des articles dans les jours qui suivent pour compléter ce dossier.

Que faut-il penser du silence assourdissant de la totalité des partis ouvriers qui ne nous informent pas sur ce qui se trame dans notre dos, pire, qui ne tiennent pas à ébruiter la collusion qui existe entre l'oligarchie financière qui dirige le monde et le mène à la catastrophe et le PS qui est au pouvoir ? En sont-ils les complices ? Sont-ils trop lâches ou impuissants au point de préférer garder le silence ?

Sérieusement, comment voulez-vous qu'ensuite des intellectuels à l'instar de ceux des années 20-30 soient tentés de rallier l'avant-garde (révolutionnaire) du mouvement ouvrier, le socialisme, la seule alternative au capitalisme ? Camarades, reprenez-vous, réveillez-vous, de l'audace !

J'en ai contacté un hier qui est connu internationalement et dont j'avais mis une vidéo en ligne récemment, qui m'a répondu brièvement dans un premier temps J'avais prévu de rédiger un article revenant à grands traits sur la crise du capitalisme pour lui soumettre, ce que j'essaierai de faire avant lundi.

Je pars du principe qu'il n'est pas possible que les intellectuels ne parviennent pas un jour ou l'autre à la conclusion qu'il faut effectivement en finir une bonne fois pour toute avec le capitalisme, au-delà de toute considération théorique ou idéologique ou je ne sais quoi, mais parce que la situation à l'échelle mondiale est devenue un cauchemar permanent, et que certains d'entre eux pourraient prendre l'initiative de lancer un appel en direction des intellectuels et des travailleurs du monde entier pour se mobiliser et s'organiser dans cette perspective pour sauver l'humanité pendant qu'il en est encore temps.

La tâche s'annonce difficile du fait que le mouvement ouvrier s'est largement fourvoyé ou décrédibilisé et qu'aucun parti n'a été capable d'émerger du lot, d'avoir eu l'audace ou le courage de tenir déployé contre vent et marée l'étendard de la révolution socialiste, ce qui peut paraître paradoxale sachant que les intellectuels ont identifié le socialisme au stalinisme pendant des décennies, mais face au déchaînement de la barbarie de notre ennemi, à sa détermination à nous réduire en esclavage, ce que montre suffisamment le sort qu'il a réservé au peuple grec, les intellectuels progressistes ou qui se disent de gauche ne pourront pas éternellement refuser d'envisager une solution radicale pour extirper le mal à sa racine, les fondements du capitalisme se confondant avec les origines des inégalités, qui ont conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui à l'issue d'un processus historique qui est épuisé et qu'il est plus que temps de tourner la page, de libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, de s'émanciper du règne de la nécessité pour conquérir celui de la liberté chère à tous les peuples qui n'aspirent qu'à vivre en paix et en harmonie. André Breton et les surréalistes y étaient parvenus, alors pourquoi pas les meilleurs de nos intellectuels.

L'heure n'est pas au repliement sur soi ou à la défensive face à un ennemi qui recourt à la canonniers pour nous briser, il faut aller de l'avant, passer à l'offensive sur tous les fronts drapeau déployé, sinon nous serons broyés et nous ne pourrons jamais plus nous relever. On doit trouver le moyen de marcher et frapper ensemble, le destin de l'humanité en dépend. Ensuite à chacun de prendre ses responsabilités.

Il est 1h15 du matin, je charge ces articles dans le serveur du site et je vais me coucher. A tout à l'heure !

Vendredi 15h (locale)

Le saviez-vous ?

Vous avez dit complot, collusion, à côté la caractérisation d'un consensus existant entre l'UMP et le PS ou plutôt avec l'oligarchie financière qui dirige le monde vous semblera désuète, insignifiante ou ne sert qu'à camoufler une réalité qui doit échapper à la connaissance des travailleurs et des militants.

J'ai extrait des documents que j'ai mis en ligne hier soir les noms des dirigeants du PS qui ont participé aux réunions du groupe Bilderberg sous l'égide de l'oligarchie financière internationale. Je vous conseille vivement de lire attentivement ces

articles. Vous y retrouverez aussi la plupart des dirigeants de l'UMP et de l'ex-UDF, des grands patrons d'industrie et de presse, Le Monde, Le Figaro, Le Point, etc. tous ces gens-là marchent main dans la main pour appliquer la même politique antisociale et réactionnaire, impérialiste. Les travailleurs et la plupart des militants ignorent jusqu'à quel point tout cela est minutieusement programmé depuis 58 ans déjà. Du coup on peut leur faire croire pratiquement n'importe quoi, c'est valable sur le plan national, européen et international et cela dans absolument tous les domaines, cela touche tous les rapports qui existent dans la société.

Les plus embrigadés ou dogmatiques des militants trouveront cela déplacé ou ridicule d'apporter tant d'importance à ce genre d'organisations, Bilderberg, la Trilatérale, le CFR, etc, alors que ceux qui en sont à l'origine et les dirigent sont les mêmes qui ont donné naissance à l'ONU, à l'Otan, à l'UE, à l'euro, la BCE, au FMI, à la Banque mondiale, etc. et l'ignorer ou refuser d'en chercher la signification, c'est finalement s'interdire de comprendre dans quelle direction ils entraînent le monde, leur véritable objectif politique qui est d'instaurer un gouvernement mondial, une dictature mondiale qui échapperait à tout contrôle, au contrôle de tous les peuples. Comment peut-on prétendre combattre un ennemi dont on ignore les réelles intentions, la féroce détermination et le cynisme qui l'anime ? Comment peut-on prétendre définir une stratégie politique pour le vaincre ? Quelle crédibilité peuvent avoir de tels partis et leurs militants ?

Vous pourrez constater en découvrant ces faits que vous qualifierez comme il vous plaira, de complot, de conspiration, de machination, etc. sans doute écoeuré au dernier degré, mais ne vous découragez pas pour autant, qu'absolument tous les partis ouvriers les passent systématiquement sous silence, comme si nous vivions dans des régimes (plus ou moins) démocratiques ou que la marche du monde était uniquement guidée par des institutions officielles et l'ignorance des masses, alors qu'en réalité il existe au-dessus d'autres institutions qui les influencent ou guident leurs décisions, façonnent leur interprétation du monde et dont personne ou presque ne parle.

N'allez pas imaginer que je serais animé particulièrement par de mauvaises intentions et que je me livrerais gratuitement à un procès d'intention à l'égard des partis ouvriers, car vous avez pu constater par vous-mêmes pour ceux qui se connectent sur ce site depuis bientôt 7 ans, que je m'acharne inlassablement à mettre à votre disposition les informations dont je dispose, qui figurent à la portée de toute personne qui se connecte sur le Webb, qui proviennent essentiellement des médias nationaux, des agences de presse et des différents partis politique, et c'est seulement par hasard, par curiosité, que j'ai découvert l'existence de ces institutions opaques qui décident à la place des peuples souverains leur propre sort et au-delà celui de l'humanité toute entière, je ne fais ici que me livrer à un dramatique constat que chacun peut faire de son côté.

A chacun ensuite de se poser librement toutes les questions que suscitera cet état de fait que pour ma part j'estime pitoyable, en dessous de tout et le mot est faible. On vous a appelé à voter Hollande ou pour les candidats du PS en 2012, à ce moment-là vous ignoriez sans doute jusqu'à quel point ils pouvaient être corrompus, ce n'est peut-être pas la meilleure expression qui convient, qu'on vous appelait à voter ou à soutenir un parti qui est organiquement, viscéralement lié à l'oligarchie financière qui mène le monde à l'abîme. C'est assurément criminel de vous l'avoir caché.

Saltsjöbaden, Suède, 11-13 mai 1984

Jean-Pierre Chevènement Member of the National Assembly; President of CERES; Former Minister of Industry

Gleneagles, Ecosse, 25-27 avril 1986

Michel Rocard Member of Parliament (Socialist Party)

Villa D'Este, Italie; 24-26 avril 1987

Hubert Védrine Former Foreign Policy Adviser to the President

Glen Cove, New York, U.S.A., 11-13 mai 1990

Jean-Pierre Chevènement Minister of Defence

Evian-les-Bains, France, 21-24 mai 1992

Pierre Berezgiovoy Prime Minister

Pierre Morel Diplomatic Adviser, Presidency of the Republic

Michel Sapin Minister of Economy and Finance

Hubert Védrine Secretary General and Spokesman, Presidency of the Republic

Helsinki, Finlande, 2 au 5 juin 1994

Laurent Fabius Member of Parliament; Former Prime Minister; Former Chairman of Parliament

On remarquera d'emblée le nombre très élevé des participants français à la réunion d'Evian de 1992, quatre mois avant le référendum sur le Traité de Maastricht. Signe d'un certain nombre de tensions ?

La liste de 1992 fait état de la présence de deux représentants directs de l'Elysée (Pierre Morel et Hubert Védrine), plus le premier ministre Pierre Bérégovoy, le ministre de l'Economie et des Finances, André Sapin et l'alors premier sous-gouverneur de la Banque de France Philippe Lagayette, directeur du cabinet de Jacques Delors en 1981-84 et devenu actuellement vice-président de la banque JP Morgan pour la région EMEA (Europe - Moyen-Orient - Afrique).

Philippe Lagayette a été également second sous-gouverneur de la Banque de France en 1984-90, directeur général de la Caisse des Dépôts et Cosignations en 1992-97 et président de JP Morgan France en 1998-2008. Il préside actuellement le conseil d'administration de l'Institut des Hautes Etudes Scientifiques (IHES) :

Toronto, Canada, 30 mai - 2 juin 1996

Jospin, Lionel First Secretary of the Socialist Party; Former Ministre d'Etat

Un an plus tard il sera nommé Premier ministre. Thatcher et Schröder ont emprunté le même chemin, sans doute une simple coïncidence diront les plus naïfs.

Bruxelles, Belgique, 1-3 juin 2000

Lamy, Pascal Commissioner, European Commission

Strauss-Kahn, Dominique Former Minister of Finance; Professor, University of Paris

Stenungsund, Suède, 24-27 mai 2001

Nallet, Henri International Secretary, Socialist Party

La présence de Pascal Lamy et Dominique Strauss-Kahn en 2000 a été suivie en 2001 de celle de l'ancien ministre et ancien conseiller de François Mitterrand Henri Nallet, vice-président du Parti des socialistes européens en 1998.

Versailles, France, 15-18 mai 2003

Lamy, Pascal Trade Commissioner, European Commission

Rottach-Egern, Allemagne, 5-8 Mai 2005

Kouchner, Bernard Director, "Santé et développement", CNAM

Lamy, Pascal President, Notre Europe; Former Commissioner, European Commission

Chantilly, Virginia, USA, 5-8 juin 2008

Jouyet, Jean-Pierre Minister of European Affairs

Valls, Manuel Member of Parliament

Vedrine, Hubert Hubert Védrine Conseil

Vouliagmeni, Grèce, 14-17 mai 2009

Lamy, Pascal Director General, World Trade Organization

S'agissant de la réunion du groupe Bilderberg en 2012.

La réunion de Bilderberg 2012 verra entre autre le passage de témoin entre Etienne Davignon et Henri de Castries à la tête du Bilderberg group, un proche de Hollande.

Je n'ai pas mentionné dans la liste ci-dessus les patrons de multinationales qui sont proches des dirigeants du PS ou font partie du PS, de même que plusieurs dirigeants d'institutions qui présentent les mêmes caractéristiques ou ont appartenu dans le passé à différents ministères sous Mitterrand ou Jospin.

Nous poursuivrons plus tard, car j'ai encore des documents à télécharger et à lire.

Un dernier mot quand même, car vous devez le savoir, c'est important.

Force est de constater la présence, parmi les participants au Bilderberg de 2012, d'un membre du Conseil National Syrien : Bassma Kodmani, porte-parole et membre du bureau exécutif du Conseil et qui a déjà réclamé publiquement une intervention militaire (<http://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Actualite/...>).

J'ajoute une vidéo comme preuve à l'appui. Le Conseil National Syrien, organisation criminelle qui a le soutien de Hollande et Fabius notamment.

Le Bilderberg et la Syrie - Infowars - 5 Juin 2012

<http://www.youtube.com/watch?v=JeYrZiLOGQ0&list=PL4FD41626A8B69FCA&index=8>

ACTUALITE EN TITRES

[Propagande médiatique en faveur des esclavagistes, les mêmes quoi.](#)

- Réforme du marché du travail: pourquoi la France n'a pas droit à l'échec - L'Expansion.com
- Emploi: La négociation de la dernière chance - 20minutes.fr
- Emploi : Hollande espère un accord au finish - LeParisien.fr
- Emploi: Vers un compromis sur le fil entre les syndicats et le patronat - 20minutes.fr

[Ce sera cadeau !](#)

- Le gouvernement va aider à pourvoir les emplois vacants dans l'agroalimentaire - L'Expansion.com

Les trusts de l'agroalimentaire vont bénéficier d'"emplois aidés", d'exonérations de cotisations sociales qui seront prélevées sur le budget de l'Etat, ce qui permettra d'accroître ou d'entretenir la dette de l'Etat, de payer des intérêts aux marchés financiers et ainsi de suite...

[En famille. Il n'a jamais coupé le cordon ombilical avec le PS.](#)

- Mélenchon accuse le PS de «*vouloir diviser la gauche*» - LeFigaro.fr

[Etat policier. La délinquance n'a pas d'âge !](#)

- A 5 ans, elle termine au poste de police pour n'avoir pas payé la cantine - L'Express.fr

[Mystification.](#)

La réalité vue du côté du consommateur...

- L'envolée des matières premières alourdit le panier moyen des consommateurs - AFP

- Le prix des biens de grande consommation enfile - LeFigaro.fr

... et celle de l'Organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation

- Les prix alimentaires mondiaux ont baissé de 7% en 2012 - L'Expansion.com

En Inde. Ce qu'on ne vous dit pas et que vous n'apprendrez nulle part ailleurs que dans ce portail, c'est que la contre-réforme du "ration card" ou carnet de rationnement mise en oeuvre en janvier 2013, va se traduire pour chaque famille par une hausse de 30 à 50% du budget qu'elles devront consacrer désormais pour se nourrir chaque mois, donc un appauvrissement dans la même proportion, mesure réclamée par les bailleurs de fonds de l'Inde, FMI en tête.

[Ça roule pour eux !](#)

- Les Rolls ne connaissent pas la crise et battent un nouveau record de ventes - AFP

- Ventes record pour BMW en 2012, nouvelle progression visée en 2013 - AFP

- Ventes record pour Audi en 2012, grâce à l'Amérique du Nord et l'Asie - AFP

- COR-Ford double son dividende trimestriel - Reuters

[Qui peut le croire sinon les talibans... leurs alliés.](#)

- L'Afghanistan sera bientôt entièrement souverain, dit Panetta - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Marché de dupes et trahison.

Les tractations entre patronat et syndicats sur la sécurisation de l'emploi n'ont pas abouti jeudi et un ultime rendez-vous a été fixé à vendredi matin.

Le patronat espère des contreparties telles que faciliter les accords de flexibilité (travail et/ou salaires), "sécuriser" les licenciements collectifs et restructurer plus aisément.

Un geste du patronat sur cette taxation, qui figure dans la feuille de route remise aux négociateurs et les 60 engagements du candidat Hollande, et à laquelle 59% des Français sont favorables pour les CDD de moins d'un mois, rendrait possible un paraphe de la CFDT, de la CFTC et de la CFE-CGC.

Un compromis conforterait les partenaires sociaux, ainsi que le président Hollande, qui a érigé le dialogue social en méthode de gouvernement. AFP 10.01

Traduisons: un compromis pour sauver le régime qui s'appuie sur des syndicats corrompus et satisfaire les besoins des capitalistes.

Un Président "normal". République des copains et des coquins, rien de changé.

Un arrêté du 8 janvier 2013 publié jeudi au Journal officiel modifie "le montant de l'indemnité susceptible d'être allouée au président de la (Miviludes)", qui passe de "1.800 euros" à "4.000 euros", soit une augmentation de 122%. Le texte est cosigné par Matignon, par le ministère de la Fonction publique et par celui délégué au Budget.

Le président de la Miviludes est l'ancien député PS Serge Blisko, nommé par François Hollande en août.

Serge Blisko, député sortant de la 10e circonscription de Paris, n'avait pas été réinvesti pour les législatives de juin 2012 par le PS, son parti lui préférant l'écologiste Denis Baupin après un accord électoral avec Europe Ecologie-Les Verts. AFP 10.01

Les sujets du monarque qui ont fait preuve de discipline sont récompensés, normal.

Un kidnapping qui vaut bien le plus grand hold-up de tous les temps après celui de la Fed

La Banque centrale européenne (BCE) a dévoilé jeudi le nouveau billet de 5 euros qui sera mis en circulation à partir du 2 mai dans toute la zone euro, première coupure d'une nouvelle série de billets baptisée "Europe".

L'innovation majeure est l'apparition sur les billets d'un visage, celui d'Europe, une princesse de la mythologie grecque séduite et enlevée par le dieu Zeus métamorphosé en taureau, qui a par la suite donné son nom au continent. AFP 10.01

Pendant que toutes les 8 secondes un enfant meurt de faim ou de sous-alimentation dans le monde.

Près de la moitié de la nourriture produite chaque année dans le monde est gaspillée à cause de récoltes mal faites, de déficiences dans le stockage et le transport ou de l'irresponsabilité des distributeurs et des consommateurs.

Près de quatre milliards de tonnes de nourriture sont produites chaque année sur la planète, mais 1,2 à 2 milliards ne seront jamais consommées, dit une étude réalisée par l'Institut du génie civil, basé à Londres et parue jeudi.

L'Onu prédit l'arrivée en 2075 d'un pic de la population mondiale, à 9,5 milliards d'habitants, ce qui signifie qu'il faudra nourrir 2,5 milliards de personnes de plus. Reuters 10.01

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

Le gouvernement a annoncé la tenue fin janvier de deux réunions de concertation avec les représentants des artisans-taxis, qui ont multiplié jeudi les opérations escargot pour dénoncer une modification de la loi sur le transport des malades.

Cinq mille taxis venus au ralenti des aéroports et convergeant près de la Tour Eiffel, des kilomètres de bouchons à Marseille ou Lyon: le mouvement de protestation des taxis a provoqué de nombreux ralentissements partout en France.

Les 55.000 taxis opérant sur le territoire avaient été appelés à l'action contre des changements législatifs concernant le transport des malades et la concurrence déloyale exercée, selon eux, par des motos-taxis et les véhicules de tourisme avec chauffeurs (VTC), au nombre de 10.000 selon des sources syndicales.

La loi de financement de la sécurité sociale 2013 a introduit des procédures d'appels d'offres pour les transports de malades jusqu'à présent réalisés par des ambulances (37% des transports pris en charge par l'assurance maladie), des taxis conventionnés par l'assurance maladie (34.382 véhicules, 31%) ou encore des véhicules sanitaires (23%).

"Sur des appels d'offres régionaux, les artisans qui pour la plupart travaillent seuls ne seront pas en mesure de lutter face aux grands groupes qui inmanquablement casseront les prix tout en sous-traitant le transport des malades", selon Alain Griset, président de l'Union nationale des taxis (UNT).

Or, le transport des patients peut représenter jusqu'à 90% du chiffre d'affaires des taxis en zone rurale, selon la profession.

Jeudi après-midi, une délégation d'artisans-taxis a été reçue par des représentants des ministères de l'Intérieur, des Affaires sociales et de la Santé, et de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme.

"Les discussions ont permis de garantir qu'aucune décision ne sera prise sans concertation préalable avec les représentants de la profession", a indiqué à l'issue de la réunion un communiqué commun des trois ministères.

L'intersyndicale FTI 75 - CFTD - CFTC- FO -Gescop -UDTP, à laquelle se sont associées les fédérations FNTI, FNAT, FFTP et

FNDT, avait appelé à des rassemblements et opérations escargots dans de nombreuses villes, dont Paris, Marseille, Nantes, Dijon, Lyon, Bordeaux, Toulouse ou encore Montpellier. AFP 10.01

2- Grèce

Nouveau triste record pour la Grèce : le taux de chômage a atteint 26,8% contre en octobre 2012 contre 26,2% le mois précédent, a annoncé jeudi l'agence nationale des statistiques ELSTAT.

A ce niveau, le taux de chômage grec représente plus du double du taux moyen dans la zone euro, qui était de 11,8% en novembre.

L'économie grecque devrait subir une sixième année consécutive de récession en 2013.

Samaras a indiqué aujourd'hui :

- « *Nous sommes sur la bonne voie, mais nous devons surmonter les difficultés et les obstacles.* »

Tout va bien, donc. okeanews.fr 10.01

3- Afrique du Sud

Des heurts ont opposé jeudi pour la deuxième journée consécutive la police sud-africaine à des centaines d'ouvriers agricoles en grève pour leurs salaires dans la région du Cap, les forces de l'ordre tirant des balles en caoutchouc pour répondre à des jets de pierres, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les échauffourées entre les policiers et des groupes de manifestants très mobiles ont duré plusieurs heures près de la localité de De Doorns, à 140 km à l'est du Cap, sur la route nationale qui mène vers Johannesburg.

D'autres incidents ont été signalés dans deux autres localités.

Plusieurs villages des environs étaient isolés, les forces de l'ordre ayant coupé les routes.

Les grévistes ont érigé des barricades sur la chaussée et lancé des pierres sur les véhicules de police. Les forces de l'ordre, en tenue anti-émeute, ont répliqué par des tirs nourris de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène.

"*Il y a des batailles rangées entre la police et les grévistes, les tirs et les jets de pierre sont à l'ordre du jour dans la région*", a commenté pour l'AFP le secrétaire général du syndicat des ouvriers agricoles (Bawusa), Nosey Pieterse.

Le porte-parole de la police locale Andre Traut a résumé la situation en déclarant: "*Nous sommes totalement déployés sur la zone, et nous avons pris des mesures dans différentes sections pour maintenir la loi et l'ordre*".

Dix-huit personnes ont été arrêtées. Mercredi, la police avait procédé à 44 arrestations pour menaces et violences publiques. AFP 10.01

4- Etats-Unis

Le groupe de cartes de crédit American Express a annoncé jeudi la suppression de 5.400 emplois représentant 8,5% des effectifs actuels du groupe, qui s'élèvent à 63.500 personnes, pour "s'adapter à la révolution numérique" et alléger ses coûts, même s'il a parallèlement annoncé un bénéfice trimestriel meilleur qu'attendu.

"*L'environnement économique reste difficile et nous avons besoin d'adapter nos activités*", "*d'alléger notre structure et de la rendre plus efficace*" pour "*réaliser tout notre potentiel*", a justifié le PDG Ken Chenault lors d'une conférence d'analystes. AFP 10.01

[Haut de page ↗](#)

Le 12 janvier

[CAUSERIE](#)

Parmi les bonnes nouvelles de la journée, hormis la liquidation du CDI et l'intervention de l'impérialisme français au Mali, la SNCF va augmenter ses prix de 2,3% le 24 janvier. En étant en Inde, donc loin du terrain, je dois adapter mon activité politique en conséquence, tout en essayant de suivre l'actualité politique et sociale en France.

Contribution politique.

Voici le courriel que je vais adresser à plusieurs associations ou organisations d'intellectuels à travers le monde à partir d'une citation extraite d'un article publié par le *Collectif « Indépendance des Chercheurs »*.

Je cite :

- *"Mais en quoi consiste cette prétendue « dette publique » ? La réalité est que trois décennies de privatisations et de délocalisations ont dépouillé l'Etat de ses ressources propres dans les pays jadis « riches ». La mondialisation planifiée des capitaux et des marchés devait nécessairement ruiner ces pays. Leurs dirigeants pouvaient-ils raisonnablement l'ignorer lorsque cette stratégie « consensuelle » a été mise en place il y a trois décennies ? Quels intérêts a servi une telle politique ?"*

Les mêmes depuis un siècle, ceux des banquiers qui dominent l'ensemble du système économique capitaliste, et qui n'ont fait qu'étendre leur emprise sur l'économie mondiale et les institutions politiques nationales et internationales.

Pourquoi ont-ils entrepris systématiquement de "ruiner ces pays" ou plutôt la classe ouvrière et des pans entiers de la petite-bourgeoisie ou des classes ou couches moyennes, ce dont ils se fichent éperdument ? La réponse.

Questions.

Pourquoi ne posez-vous pas la seule question qui finalement mérite d'être posée et qui à elle seule répond à toutes les autres : toutes ces mesures n'auraient-elles pas quelque chose à voir avec les lois de fonctionnement du système économique capitaliste telles que Marx les a exposées dans *Le Capital* et qui n'ont jamais changé depuis l'avènement du capitalisme ?

Pourquoi vous acharnez-vous à ignorer les contradictions du système capitaliste qui génèrent ses crises et son effondrement, qu'il ne peut surmonter temporairement qu'en détruisant des masses colossales de forces productives (guerres, destruction massives d'usines ou de moyens de production flambant neufs, destruction d'infrastructures de pays ou de continent entier, ajoutons comme conséquence la paupérisation croissante, le chômage de masse, et mille autres souffrances, etc.) ?

Au cas où vous ne l'auriez pas remarqué le cycle du capitalisme est immuable depuis qu'il existe et ne cesse de se reproduire, autrefois selon un intervalle de 10 ans, depuis les années 70-80 tous les 5 ans environ, pour finalement arriver au stade où il est pratiquement déplacé de parler de fin de crise ou de nouvelle crise, le capitalisme étant entré dans une phase de crise permanente entraînant derrière lui l'humanité entière dans le chaos et la guerre.

Pourquoi refusez-vous de prendre en compte la baisse tendancielle du taux de profit qui va de pair avec l'accumulation du capital, la tendance inhérente au capitalisme à augmenter la part du capital constant qui entre en oeuvre dans le procès de production tandis que le capital variable (salaire) qui est la seule source de profit diminue constamment ? Elle est là et pas ailleurs l'origine de la crise actuelle du capitalisme, mieux, cela explique pourquoi l'oligarchie financière n'a pas d'autre alternative que la politique qu'elle conduit depuis plusieurs décennies.

La domination du capitalisme financier sur le capitalisme industriel ou productif ou la prise du pouvoir par l'oligarchie financière n'est pas le produit de la volonté d'une poignée de banquiers de s'enrichir davantage, puisque c'est à l'origine l'objectif de tout capitaliste, sa raison d'être, c'est l'aboutissement, le stade supérieur ou suprême du développement historique du capitalisme dans des conditions (ou rapports) et selon des lois déterminées qu'il est impossible d'ignorer sous peine de se fourvoyer à vouloir réformer le capitalisme ou lui donner un visage "humain".

Ignoreriez-vous d'où provient le profit, la plus-value, quelle est la véritable et unique source à l'origine de la création des richesses, la vente de la force de travail des travailleurs aux capitalistes, l'extorsion de la plus-value qu'ils créent au cours du procès de production, dit autrement, la part de la force de travail qu'ils dépensent et qui ne leur est pas payée, que les capitalistes leur volent, légalement ?

Nous sommes en présence d'un processus dialectique historique qui se déroule selon ses propres lois, qui parvenu à son terme entre en décomposition, atteint le stade de la putréfaction, et si on n'y met pas fin mettra gravement en danger l'existence de la civilisation humaine et notre planète ou pire encore provoquera leur disparition. Ce processus et ses lois sont liés entre eux de telle sorte qu'il est impossible d'envisager d'en modifier la composition ou le contenu sans changer sa nature.

Pourquoi ? Parce qu'ils partagent les mêmes fondements qui en sont à l'origine, l'inégalité entre les classes au profit de celle qui possède les moyens de production ou de produire les richesses et du même coup de se les accaparer, la classe des

capitalistes au sommet de laquelle se situe l'oligarchie financière qui de nos jours concentrent tout le pouvoir ou les pouvoirs économique et politique. Tandis que l'autre classe, celle des producteurs manuels et intellectuels ne possède que sa force de travail qu'elle doit vendre quotidiennement à la classe des exploiters, profiteurs, privilégiés, nantis, parasites, appelez là comme vous voudrez, pour survivre.

C'est cette inégalité fondamentale que rien ni personne ne peut justifier qui est à l'origine de ce processus et de ses lois, qui constituent les fondements du système économique capitaliste.

Soit on fait avec, on s'en accomode, on se borne à le commenter, à le dénoncer pour finalement se satisfaire de conclusions stériles qui mènent toutes à une impasse politique pendant qu'il continue tranquillement son oeuvre de destruction, soit partant du constat qui a été dressé plus haut on décide qu'il doit disparaître et on se donne les moyens politiques de le combattre, afin de retirer tout pouvoir économique et politique aux capitalistes, ce qui ne peut se concevoir ni par des réformes, ni par les urnes, donc en aucune manière par la voie institutionnelle, mais uniquement par une révolution, qui en concentrant et en exprimant les besoins et les aspirations de la majorité de la population, l'ensemble des classes exploitées, constitue l'acte démocratique le plus élevé qu'un peuple puisse réaliser sur la voie de son émancipation du règne de la servitude humaine, première étape permettant de poser les bases d'une société nouvelle, meilleure et plus juste, dans la perspective à l'échelle de l'humanité, d'un monde débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'oppression qui l'accompagne.

Fin de la première partie.

Je ne suis pas un intellectuel de formation. Je n'ai pas le temps d'étayer ma démonstration avec des citations ou des références historiques, je laisse cela aux intellectuels qui le feront mieux que moi. J'essaie en quelques lignes de rassembler la substance de mes connaissances et de mettre mon expérience au service de notre cause.

Ma modeste contribution n'a pas d'autre objectif que de favoriser le questionnement sur des questions qui me paraissent essentielles, tout en proposant des réponses cohérentes en dehors de toute référence d'ordre théorique, idéologique, doctrinaire ou partisane n'ayant aucun intérêt particulier ou individuel à défendre, n'étant lié à aucune formation politique, totalement isolé à l'autre bout du monde.

Cette contribution servira aussi de réponse à ceux qui ont estimé un peu hâtivement que je m'étais fourvoyé en enfourchant la théorie du complot, sous-entendant par là que j'étais sur le point d'abandonner les conclusions théoriques et pratiques auxquelles étaient parvenus les auteurs du *Manifeste du parti communiste* et du *Capital*.

Je ne parle même pas, vous m'excuserez de parler crûment, de l'abruti qui me harcèle de courriels dans lesquels il passe son temps à me calomnier, un dénommé Coquéma, oui je donne votre nom parce que vous êtes vraiment un sale type.

Selon lui et peut-être n'est-il pas le seul dans ce cas-là, je reprendrais à mon compte la théorie foireuse de l'ultra-impérialisme de Kautsky que Lénine s'était employé à démolir dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* que je connais pratiquement par coeur, tenez, d'ailleurs depuis plusieurs mois il figure dans la page d'accueil du site à la rubrique *Défense du marxisme*, cela parce que j'aurais commis un horrible crime en divulguant devant les militants qui les ignoraient encore l'existence d'institutions opaques internationales dirigées par l'oligarchie financière occidentale, Bilderberg, Commission Trilatérale, etc. et leur objectif d'instituer à terme un gouvernement mondial ou un Nouvel ordre mondial dont d'ailleurs Bush junior et senior, Sarkozy et bien d'autres dirigeants du vieux monde ont cité publiquement à plusieurs reprises, perspective qui si elle se réaliserait confirmerait d'une certaine manière la théorie avancée par Kautsky, sans qu'ils aient été en mesure de l'étayer il faut souligner, et infirmerait celle défendue par Lénine il y a de cela près d'un siècle (1916).

A de nombreuses reprises j'ai expliqué qu'il y avait loin de la coupe aux lèvres, et que bien des obstacles se dressaient sur la voie de l'établissement d'un gouvernement mondial qui signifierait une entente parfaite entre les différents impérialistes. J'ai d'ailleurs repris les mêmes arguments que Lénine quand j'ai expliqué que pour parvenir à cet objectif faudrait-il encore que les intérêts des impérialistes russes et chinois notamment coïncident avec ceux des Etats-Unis et de l'Europe et que les conditions politiques étaient loin d'être réunies pour y parvenir si c'était possible un jour.

Contrairement à des intellectuels sclérosés ou lobotomisés, je préfigure pas quelles seront les conditions économiques et politiques qui prévaudront dans un siècle ou au-delà. Chacun d'entre nous sait pertinemment que des passages entiers des oeuvres des marxistes sont dorénavant obsolètes, que certaines prévisions qu'ils avaient émises ne se sont pas réalisées parce qu'entre temps certains facteurs ou rapports se sont développés dans une direction qu'ils ne pouvaient pas entrevoir à l'époque où ils rédigeaient leurs analyses. Libre à chacun d'en tenir compte ou non, à condition toutefois de le faire honnêtement, c'est me semble-t-il la moindre des choses.

Je n'entrerai pas ici dans les détails pour n'avoir pas eu le temps d'étudier à fond cette question précisément, il est évident que l'impérialisme et la répartition des pouvoirs ou les rapports entre les Etats et l'oligarchie financière ont évolué depuis un siècle, plus particulièrement depuis le début des années 70. Quelles en sont les conséquences à l'échelle mondiale sur le projet de l'oligarchie financière d'instituer une dictature mondiale ? C'est une question qu'il faut étudier sérieusement au lieu de refuser

de l'aborder ou pire de la rejeter.

Ce qui est certain c'est que la concurrence entre impérialistes, qui constitue encore un obstacle à la réalisation de ce projet, se traduit comme autrefois par des guerres à caractère coloniale pour mettre la main sur les réserves de matières premières, les énergies fossiles (pétrole et gaz), les terres agricoles, les terres rares indispensables dans l'industrie les hautes technologies.

Par contre on peut observer que la financiarisation de l'économie mondiale, le contrôle que l'oligarchie financière exerce sur les banques centrales européennes et américaines, sur les monnaies, son emprise sur les institutions internationales, sur les Etats et les gouvernements, leurs institutions nationales, sont autant d'éléments qui se sont développés à un degré jamais atteint dans le passé modifiant le rapport de forces entre les classes, conduisant à la négation de toute forme d'expression politique indépendante ou démocratique, à la confiscation du pouvoir politique au profit de la finance, condition qui n'a pu se réaliser que par la corruption quasi généralisée du mouvement ouvrier et des couches supérieures de la classe ouvrière embourgeoisées (Engels) ou plus solidement subordonnées au capitalisme, tandis que son avant-garde s'est avérée totalement incapable de trouver les moyens de doter le prolétariat d'une nouvelle direction pour s'être fourvoyée à soutenir ses partis traditionnels qui n'ont eu de cesse de le trahir depuis près d'un siècle.

On peut donc constater que la réaction sur toute la ligne qui caractérise l'époque de l'impérialisme, l'alliance de l'oligarchie financière avec l'opportunisme n'a fait que gagner du terrain au cours des dernières décennies, la mise en place de la BCE et de l'euro, ainsi que la transcription dans les législations des pays européens des directives de l'UE, l'application par tous les gouvernements ou leur soumission totale à la politique ultra libérale prônée par le FMI et la Banque Mondiale, l'OCDE, etc, en étant les témoins les plus caractéristiques que personne ne peut nier, il est indispensable de se poser la question de savoir jusqu'à quel point ce qu'il y a un siècle paraissait inimaginable ou erroné dans des conditions données ne pourraient pas finalement se réaliser, pas dans l'immédiat ni même à moyen terme pour les raisons évoquées plus haut, dès lors que le mouvement ouvrier international s'avèrerait incapable de se réorganiser sur la base du programme de la révolution socialiste internationale, sachant qu'en dernière analyse c'est la lutte des classes qui conditionnent la marche de la civilisation humaine depuis que la société est divisée en classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, qu'à la fois les rapports entre les classes en dépend ainsi que le destin de l'humanité.

Pour Lénine comme pour Trotsky, la formation de l'Union européenne était impensable ou invivable à plus ou moins long terme, or elle s'est réalisée et elle existe depuis plus d'un demi-siècle, plus longtemps que n'importe quelle institution politique internationale, parce qu'elle a bénéficié de la trahison des partis ouvriers traditionnels. Dans *Défense du marxisme* qui est un recueil de textes, Trotsky indiqua clairement en forme d'avertissement à destination du mouvement ouvrier international, que si par malheur un jour une forme de bureaucratie ou de gouvernement mondiale venait à voir le jour, il faudrait alors reléguer le socialisme au rang d'une magnifique utopie qui ne s'est pas réalisée, ce qui signifie qu'il envisageait sérieusement, certes à partir des conditions de son époque, il est donc nécessaire d'actualiser cette analyse en intégrant l'évolution de la situation mondiale depuis 1940 jusqu'à nos jours, que cette perspective et cet objectif qui coïncident avec le projet de l'oligarchie financière internationale pourraient se réaliser si certaines conditions que j'ai évoqué plus haut étaient réunies.

Donc qu'on ne vienne pas nous dire que nous aurions sorti ces conditions de nulle part et que notre analyse reposerait sur une interprétation erronée des rapports qui existent entre les différents impérialistes, et que finalement notre analyse serait contraire au marxisme.

Pour enfoncer le clou, peut-être que j'aurais pu commencer par là mais cela aurait été trop facile et sans intérêt, qu'à de multiples reprises j'ai indiqué qu'encore aujourd'hui les rapports entre les différents impérialistes étaient avant tout des rapports de forces pouvant conduire à une guerre mondiale. Donc l'analyse que je défends et qui prend en compte l'ensemble des facteurs et des rapports à l'échelle mondiale sur les plans économique, social et politique, s'inscrit en totale opposition avec la théorie de Kautsky qui prédisait au contraire une entente fraternelle entre impérialistes sans être en mesure d'expliquer comment ou dans quelles conditions elle pourrait se réaliser autrement que dans son ultra cerveau d'opportuniste.

ACTUALITE EN TITRES

[Parole de prostitués.](#)

Le Front de Gauche appelle à manifester pour le mariage homosexuel les 19 et 27 janvier - AFP

Mais il n'a pas appelé à manifester contre la remise en cause du CDI, contre l'intervention de l'impérialisme français au Mali, cherchez l'erreur. Il n'y en a pas dans les trois cas le Front de Gauche soutient le gouvernement social-impérialiste.

[Parole d'un banquier du PS.](#)

- Attali : « *L'ISF reste extrêmement excessif* » - Public Sénat

La guerre du Pacifique aura-t-elle lieu ?

- La Chine envoie des avions de chasse pour "contrer" des chasseurs nippons - AFP

Pas vraiment logés à la même enseigne.

- François Pinault s'offre une maison à 16,5 millions de dollars à Los Angeles -20minutes.fr

- Hauts-de-Seine: Des familles expulsées de leur HLM à cause de leurs enfants dealers - 20minutes.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

A accord historique pour le patronat, défaite historique de la classe ouvrière.

Flexibilité maximum, sécurité minimum ou la précarisation de l'emploi généralisée.

Le scénario s'est déroulé exactement comme je l'avais indiqué dans une précédente causerie.

La généralisation de la précarité au travail expliqué vendredi dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de vendredi par Louis Gallois, auteur du rapport sur la compétitivité des entreprises françaises remis début novembre au gouvernement.

- "*Le marché du travail est scindé en deux. Il y a chaque année 3 millions d'embauches en CDI mais 18 millions en CDD, dont 14 millions à moins d'un mois. Des salariés cumulent 5, 10, 15 CDD dans l'année! Il faut en finir avec ce marché à deux vitesses*", affirme Louis Gallois. "*On peut imaginer d'introduire des souplesses dans le CDI et, en même temps, de sécuriser les personnes en CDD*", explique-t-il. L'Expansion.com avec AFP 11.01

En réalité seul le premier volet concernant "*des souplesses dans le CDI*" comme le réclamait à cor et à cri le patronat figure dans l'accord obtenu entre le Medef, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC.

Au terme d'une journée marathon et de trois mois de négociations, syndicats et patronats ont arraché, vendredi 11 janvier, l'accord tant attendu par l'exécutif sur la sécurisation de l'emploi, destiné à offrir à la fois plus de souplesse aux entreprises et davantage de protection aux salariés.

Côté flexibilité, figurent notamment l'encadrement des accords permettant de baisser salaires et/ou temps de travail en cas de difficulté, des mesures pour faciliter et "*déjudiciariser*" les licenciements et la possibilité de restructurer sans plan social via une mobilité obligatoire.

En contrepartie, de nouveaux droits sont octroyés aux salariés et aux chômeurs: généralisation d'une complémentaire santé, limitation des temps partiels ou encore droits rechargeables à l'assurance-chômage.

(Chacun aura parfaitement compris d'une part, qu'il s'agissait dès le départ d'un marché de dupes dont les travailleurs sortiraient forcément perdant, cadre que la totalité des syndicats représentatifs ont accepté, donc légitimer au-delà de leurs déclarations respectives qui ne servent qu'à justifié leur complicité ou leur trahison vis-à-vis de leurs syndiqués ou militants, d'autre part qu'accorder plus de flexibilité au contrat de travail comme le réclamait le patronat constituait la négation de plus de sécuriser de l'emploi pour les travailleurs, puisqu'il s'agissait finalement de faciliter le recours au licenciement dans certaines entreprises, tandis que dans d'autres entreprises le temps de travail et la rémunération ne dépendraient plus des clauses contenues dans le contrat de travail qui jusque là étaient fixés à l'embauche, mais seraient variables en fonction des desiderata des employeurs et des facteurs conjoncturels auxquels leurs entreprises sont soumises, parmi lesquels on peut citer : l'état de leur stock, de leur carnet de commandes ou de la situation du marché, pourquoi pas du taux de change de l'euro, des taux d'intérêts de leur dette ou emprunts, etc. en définitive cela revient à faire fluctuer les termes du contrat de travail en fonction des besoins du marché auquel il sera désormais totalement soumis, c'est la destruction ou la négation du contrat de travail. - Note de Tardieu)

A accord historique, défaite historique de la classe ouvrière.

La France, scrutée par les agences de notation et Bruxelles, est l'un des derniers pays en Europe à engager une telle réforme.

Ce compromis conforte également le chef de l'Etat, qui a érigé le dialogue social en moteur de réformes.

Cet accord intervient cinq ans jour pour jour après celui sur la modernisation du marché du travail, à l'origine de la rupture conventionnelle, qui a mis fin depuis à plus d'un million de CDI.

Depuis l'échec de 1984, il n'y avait pas eu de nouvelle tentative de réformer en profondeur le marché du travail.

L'Union européenne réclame déjà davantage.

Le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn, a encouragé vendredi la France à poursuivre ses réformes pour améliorer sa compétitivité, disant attendre *"avec impatience que le gouvernement français agisse de manière franche et déterminée"*. AFP 11.01

Les réactions des complices de cette funeste mascarade.

Hollande. *"Je tiens à rendre hommage aux organisations professionnelles de salariés et d'employeurs qui ont rendu possible ce résultat. Il constitue un succès du dialogue social"*, a déclaré François Hollande.

"Cet accord se traduira par de nouvelles avancées pour les salariés", a estimé le chef de l'Etat. Il a demandé au gouvernement de préparer *"sans délais"* un projet de loi *"afin de transcrire fidèlement"* le texte, qui doit encore recevoir l'approbation formelle des organisations dans les prochains jours.

"C'est en effet la première fois, depuis plus de trente ans, qu'une négociation de ce niveau et de cette ampleur aboutit à un accord sur le sujet essentiel pour les Français qu'est l'emploi", a-t-il ajouté.

Medef. Cet accord *"contient des dispositions qui vont changer la vie des entreprises"* et *"marque l'avènement d'une culture du compromis après des décennies d'une philosophie de l'antagonisme social"*, s'est félicitée Laurence Parisot, présidente du Medef.

CFDT. *"La CFDT donne un avis positif"*, c'est un *"accord ambitieux pour l'emploi et pour faire reculer la précarité"*, a estimé Patrick Pierron, à l'issue de l'ultime séance de cette négociation amorcée le 4 octobre.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a lui aussi salué *"un accord ambitieux"* estimant que l'emploi était le *"gagnant"*. (Les esclaves aussi avaient des emplois jadis et ils étaient nourris, logés, blanchis... De nos jours ils sont encore plus mal traités (Marx), quand les travailleurs ont la chance d'en avoir un, ils ne sont pas tous en mesure, de se nourrir à leur faim, de se loger et de se vêtir correctement. - Ndlr)

CFTC. *"Je donnerai un avis positif la semaine prochaine à mon bureau confédéral, la CFDT et la CFE-CGC aussi"*, a affirmé de son côté affirmé Joseph Thouvenel (CFTC).

CFE-CGC. Pour Marie-Françoise Leflon (CFE-CGC), *"l'accord est équilibré"*.

CGT. *"L'accord national interprofessionnel est inacceptable de notre point de vue"*, a déclaré Agnès Le Bot (CGT).

FO. *"C'est un jour sombre pour les droits des salariés"*, a estimé Stéphane Lardy (FO) dénonçant un texte qui *"renforce la précarité"*.

Les dirigeants syndicaux se sont partagés les rôles, le sale boulot comme d'habitude... avec le Medef et le gouvernement du patronat. La CGT et FO, on pourrait ajouter SUD, ont eu des mois pour appeler dans l'unité la classe à se mobiliser pour empêcher que cet accord intervienne, le Front de gauche, le POI, le NPA et LO ont disposé du même délai pour défendre le CDI et participer à cette bataille, force est de constater qu'ils ont tous déserté ce combat pour laisser le champ libre au Medef et aux syndicats jaunes.

(Source : AFP, Reuters et nouvelobs.com 11.01)

Rappel d'un internaute.

POUR

CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail) soit 860.000 adhérents
CFE-CGC (Confédération Générale des Cadres) soit 130.000 adhérents

CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) soit 142.000 adhérents

CONTRE :

CGT (Confédération générale du travail) soit 680.000 adhérents

FO (Force Ouvrière) soit 600.000 adhérents

Effectivement, cet accord n'a aucune légitimité, non seulement les travailleurs ne sont pas consultés, en plus ce sont des syndicats qui représentent une minorité de syndiqués qui s'apprêtent à le signer.

Dehors les troupes françaises et étrangères du Mali !

Ce ne devait pas être une opération française mais africaine. La France ne devait jouer qu'un rôle de "facilitateur". Pourtant, devant "l'urgence de la situation", font valoir les autorités françaises, Paris s'est engagé ce vendredi 11 janvier dans une intervention militaire au Mali. "Nos forces armées ont apporté cet après-midi leur soutien aux unités maliennes pour lutter contre les terroristes", a annoncé François Hollande.

Quelles forces ? Avec quels moyens ? Le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a été à peine plus précis : "Il y a une intervention aérienne française", a-t-il déclaré dans la soirée, en assurant que, jusqu'ici, seule la France était venue à la rescousse de l'armée malienne, incapable de résister à la poussée des djihadistes vers le sud du pays.

A peine les islamistes venaient-ils de prendre la ville de Konna, au centre du Mali, que "les forces spéciales françaises sont arrivées dès hier soir à Sévaré, une base de l'armée malienne à 70 km au sud de Konna", affirme un diplomate occidental joint à Bamako. "Elles ont été rejointes cette nuit par des avions, également français", ajoute-t-il. On les a entendus passer cette nuit au-dessus de Bamako.

Basé au Burkina Faso, à Ouagadougou, le groupe du Commandement des Opérations Spéciales (COS), avait des éléments déjà positionnés au Mali. Combien de forces spéciales se trouvent-elles à Sévaré ? "200 ou 300", avance prudemment le diplomate. Outre les hélicoptères du COS (Cougar, Puma, Tigre), la France dispose d'autres moyens aériens. Il pourrait s'agir de trois Mirage 2000, de deux Mirage F-1 basés à N'Djamena, et d'un drone de type Harfang basé à Niamey. Autre soutien prévu : l'unité de réaction rapide (le dispositif Guépard) a été mise en alerte ; il s'agit du 2ème REP (le régiment étranger de paras, soit 1.200 hommes, basé à Calvi). Stopper les terroristes

A en croire Laurent Fabius, "les moyens nécessaires ont été prévus pour une opération qui durera le temps nécessaire". Mais nécessaires pour quoi ? L'objectif immédiat est de "stopper la progression des groupes terroristes", martèle-t-il. Et après ? Mystère. Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé jeudi soir un "déploiement rapide" de la force internationale prévue au Mali mais dont l'intervention n'était pas attendue avant plusieurs mois...

Loin d'être sur pied, elle ne devait venir qu'épauler une armée malienne qu'il fallait d'abord reconstruire. Au nom de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), le président ivoirien Alassane Ouattara a annoncé ce soir l'envoi immédiat des troupes sur le terrain dans le cadre de la MISMA (Force internationale de soutien au Mali), la fameuse force africaine.

"Nous partageons l'objectif français d'empêcher des terroristes de bénéficier d'un sanctuaire dans la région", a commenté à l'AFP Tommy Vietor, porte-parole du Conseil de sécurité nationale aux Etats-Unis.

Londres a déclaré "soutenir la décision française" tandis que Berlin a également défendu l'intervention française. (AFP et nouvelobs.com 11.01)

Commentaire d'un internaute

- " Normal que l'unanimité soit là. Tous font partie des mêmes clubs d'influences et sont sonorisés pour leur carrière par les mêmes lobbies qui ne sont pas Français mais très au-delà des frontières. La guerre au Mali n'est que la réorganisation progressive de l'Afrique pour mieux contrôler les populations et les ressources naturelles. Donc rien de tel qu'une bonne guerre comme en Libye pour déstabiliser le continent et ensuite justifier l'intervention de l'Occident pour "rétablir la paix" contre des islamistes" que nous contribuons directement à armer.... Plan diabolique dont les civils paient au prix fort de leur vie et d'horribles souffrances pour une poignées de technocrates cyniques et criminels planqués dans leurs bureaux à des milliers de kilomètres."

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Quelque 200 personnes ont manifesté vendredi à Washington, 11 ans jour pour jour après l'arrivée des premiers détenus à la prison de Guantanamo, pour réclamer sa fermeture "*maintenant*", exhortant les Américains à "*se battre*" pour défendre la réputation de leur pays.

Le cortège, parti de la Cour suprême, la plus haute juridiction du pays qui a autorisé les prisonniers de Guantanamo à contester la légitimité de leur détention devant les tribunaux, s'est rendu jusqu'à la Maison Blanche, en passant par le Congrès.

"*Levons-nous, battons-nous*", hurlaient encore les manifestants, à l'appel de 25 organisations des droits de l'homme, en brandissant des pancartes contre la torture et les tribunaux militaires d'exception.

"*C'est une question d'humanité, nous ne pouvons laisser Guantanamo exister, car quel sera le prochain Guantanamo demain dans le monde?*", a déclaré à l'AFP Keith Butler, un manifestant du Maryland.

"*Alors que nous approchons de l'investiture, nous sommes fatigués d'entendre des excuses, des solutions doivent être trouvées*", a souligné Zeke Johnson, directeur d'Amnesty International USA sur la sécurité, devant l'édifice de la Cour suprême. "*C'est un problème de droits de l'homme, pas politique*", a-t-il dit à l'AFP

Onze ans après l'ouverture de la prison, il reste 166 détenus à Guantanamo, sur les 779 passés par ses geôles. Seuls neuf ont été condamnés ou traduits devant la justice militaire.

En comptant une trentaine de Yéménites encore enfermés et pour lesquels Barack Obama a décrété un moratoire sur leur transfert en raison de l'instabilité du pays, "*c'est plus de la moitié des détenus (86) qui ont été déclarés libérables, dont certains depuis huit ans*", a déclaré l'historien de Guantanamo Andy Worthington.

"*C'est une tache sur notre réputation*", a renchéri le colonel Morris Davis, ex-procureur de Guantanamo, qui espère un changement pour le second mandat d'Obama, lors d'une des conférences organisées autour du 11e anniversaire de la prison.

"*Les pays croient que la prison est pleine de terroristes mais ces gens ne sont pas dangereux*", a ajouté l'avocat Thomas Wilner, qui a défendu des détenus de Guantanamo à la Cour suprême. "*Certains doivent être punis mais pour la plupart d'entre eux, les libérer ne serait que justice*". AFP 11.01

2- Syrie

2.1- L'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, le secrétaire d'Etat adjoint américain William Burns et le vice-ministre russe des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov ont lancé vendredi un appel à une solution politique en Syrie mais ne sont parvenus à aucune avancée.

"*Nous avons une nouvelle fois souligné qu'à notre avis il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Nous avons insisté sur la nécessité de parvenir à une solution politique fondée sur le communiqué de Genève du 30 juin 2012*", a dit Brahimi en lisant une déclaration commune à l'issue de la réunion à Genève.

Cette nouvelle réunion était consacrée aux moyens de faire appliquer la déclaration de Genève, adoptée en juin par le Groupe de contact sur la Syrie, qui prévoit la constitution d'un gouvernement de transition sans définir le rôle du président Bachar al Assad.

"*La position américaine est claire : Assad a perdu toute légitimité et doit s'effacer pour permettre une solution politique et une transition démocratique en accord avec les aspirations du peuple syrien*", avait déclaré à Reuters avant la rencontre un membre de la délégation américaine.

Moscou avait de son côté réaffirmé que la communauté internationale ne devait pas pousser le chef de l'Etat syrien vers la sortie.

"*Seuls les Syriens eux-mêmes peuvent s'entendre sur un modèle ou sur le développement de leur pays*", a souligné Alexandre Loukachevitch, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Damas a dénoncé jeudi la "*partialité flagrante*" de Lakhdar Brahimi, qui avait estimé la veille que le président ne devait pas être associé au gouvernement de transition. Reuters 11.01

2.2- Damas a envoyé à l'Onu une lettre dans laquelle il accuse la Turquie d'avoir pillé ses usines dans la ville d'Alep, champ de bataille entre armée et rebelles, rapportent jeudi des médias internationaux, se référant au ministère syrien des Affaires étrangères.

"Un millier d'usines à Alep ont été pillées et leurs biens transférés en Turquie avec l'aide du gouvernement d'Ankara", lit-on dans le message de la diplomatie syrienne adressé au secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon et au Conseil de sécurité de l'Organisation.

Damas a appelé le Conseil de sécurité à réagir en conséquence au pillage des richesses syriennes et exige de la Turquie qu'elle restitue les biens volés à leurs propriétaires et qu'elle s'acquitte de compensations auprès de ceux qui ont été dépouillés de leurs biens. RIA Novosti 10.01

SOCIAL

1- Grande-Bretagne

Le constructeur automobile japonais Honda a annoncé vendredi la suppression de 800 emplois au Royaume-Uni d'ici le printemps en raison d'une baisse de la demande européenne.

Les postes seront supprimés dans l'usine de Swindon, dans le sud de l'Angleterre, qui emploie aujourd'hui 3.500 personnes.

Honda, qui fabrique des voitures au Royaume-Uni depuis 1992, n'avait jamais supprimé d'emplois dans le pays jusqu'à présent mais explique que la demande automobile a chuté d'un million de véhicules l'an dernier, avec notamment des conditions économiques difficiles dans des pays comme l'Espagne, l'Italie ou la Grèce.

Selon le syndicat Unite, "ce sont en réalité plus de 1.100 emplois qui sont supprimés alors que le groupe a récemment annoncé 325 suppressions d'emplois concernant des travailleurs intérimaires" dans cette usine.

Selon les derniers chiffres de l'Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA), les immatriculations de voitures neuves au sein de l'Union européenne sont tombées à leur plus bas niveau depuis 1993 sur les onze premiers mois de 2012. AFP 11.01

2- Grèce

Pendant que les travailleurs grecs subissent baisse drastique des salaires ou retraites, hausse des prix, taxes et impôts depuis plus de trois ans, avec la bénédiction de Bruxelles le gouvernement et les armateurs viennent de trouver un "accord à l'amiable" sur les impôts ridiculement bas que ces derniers milliardaires devraient payer.

- La Grèce va faire payer des impôts à ses armateurs de bateaux battant pavillon étranger, une première depuis des décennies, même si le régime fiscal du secteur reste privilégié. A l'issue d'un "accord à l'amiable" entre gouvernement et armateurs, cette disposition qui réforme un régime quasi-intouché depuis 1955 figure dans le projet de loi fiscale que le parlement grec doit adopter sauf imprévu dans la nuit de vendredi, a indiqué une source du ministère.

En pratique, la Grèce percevra la différence entre la taxe forfaitaire qu'elle impose et les impôts, très peu élevés, perçus par les dispensateurs de pavillons étrangers. Les autorités grecques espèrent que cette mesure ne provoquera pas de fuite généralisée des sociétés concernées, au vu notamment de son coût relativement faible pour les nouveaux contribuables.

Le ministère vient par ailleurs de défendre le régime fiscal de ses armateurs, exonérés d'impôts sur le revenu en contrepartie de la taxe forfaitaire sur le tonnage, dans une réponse à la Commission européenne qui lui avait demandé des précisions en octobre dans le cadre d'une enquête menée à l'échelle européenne.

Ce statut fiscal privilégié, octroyé en 1953 pour reconstruire la flotte grecque après la Seconde Guerre mondiale, est présenté par Athènes comme seul à même d'assurer la compétitivité de la flotte détenue par des Grecs dans un marché d'échelle mondiale, et comme largement compensé par les revenus pour le pays générés par le secteur. lexpress.fr 11.01

3- Tunisie

De nouveaux heurts ont opposé vendredi les forces de sécurité tunisiennes à des manifestants protestant contre leurs difficultés économiques à Ben Guerdane, près de la frontière libyenne, ont rapporté des témoins.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène et ont tiré des coups de feu en l'air pour disperser les protestataires, qui ont incendié notamment le commissariat et des véhicules au cours de la nuit précédente. Reuters 11.01

[Haut de page ↗](#)

Le 13 janvier

CAUSERIE

Je mettrai en ligne des articles supplémentaires en fin de journée.

Parole d'internaute.

- "C'est samedi, petites devinettes..... Qui a eu recours en 2010 à 750 CCD de très courte mission pour moins de 200 salariés à temps plein ?..... Réponse.....L'IFOP..... Qui trouve t'on à la tête de l'IFOP ?..... Réponse.....Laurence Parisot..... "

La débâcle ou la démission de l'avant-garde.

Connexion (hier matin) aux sites Internet nationaux de LO, du NPA et du POI.

- Aucun parti n'a appelé à se mobiliser et à manifester contre l'entrée en guerre de l'impérialisme français au Mali.

Communiqué du 11.01.2013. LO. Nathalie Arthaud "dénonce cette intervention militaire".

Article daté du vendredi 11 janvier 2013. "Le NPA dénonce cette intervention militaire impérialiste".

Communiqué du Samedi 12 janvier 2013. POI. Il "se prononce contre l'intervention militaire française"

- Aucun parti n'a appelé avant et n'appellera à se mobiliser après l'accord signé entre le Medef et la CFDT en attendant la signature de la CFDT et de la CGE-CGC qui liquide le CDI.

Ne parlons pas du Front de gauche qui soutient l'intervention coloniale au Mali et qui ne bougera pas le petit doigt pour imposer le retrait de l'accord scélérat mettant en coupe réglé le CDI, notamment, parce qu'il soutient le gouvernement et le régime, l'UE, l'ONU.

Ces partis sont tellement décomposés ou sclérosés qu'ils sont devenus incapables de mobiliser leurs propres militants ou plutôt adhérents.

Ainsi les travailleurs sont livrés aux patrons, à leur gouvernement social-libéral-impérialiste.

Les uns se mobilisent pour sauver les oripeaux d'une République bananière, corrompue, coloniale et impérialiste, les autres se mobilisent pour que l'air que respire le petit et grand bourgeois soit plus sain, d'autres ou les mêmes se mobilisent pour que les couples d'homosexuels qui envisageraient de se marier et qui ne doivent pas atteindre 1% de la population acquièrent ce droit, etc. mais lorsqu'il s'agit de se mobiliser pour défendre les droits collectifs de l'ensemble des travailleurs de ce pays ou les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes il n'y a plus personne.

Pitoyable, effarant, préoccupant, pire, effrayant.

Il n'y a plus de syndicats ouvriers en France.

Commentaire rédigé à la suite de l'article de presse mis en page aujourd'hui *Licenciements, droits des salariés... Ce qui va changer avec l'accord sur l'emploi.*

Impossible d'imaginer un accord plus pourri, anti-ouvrier, c'est un accord patronal.

En réalité les syndicats s'en foutent pour au moins deux raisons.

La première parce qu'il ne concerne qu'à la marge leur fond de commerce étant implantés essentiellement dans la fonction publique qui n'est pas concernée par cet accord.

Deuxièmement, parce qu'étant totalement inféodés au capitalisme, la crise qu'il traverse aujourd'hui nécessite qu'ils montent au créneau pour défendre ses intérêts.

Il y a lieu de considérer tous les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC et CGE-CGC vendus au capital, dans la mesure où ils ont tous accepté de participer à cette mascarade tout en connaissant depuis le départ son objectif et son issu, leur simple participation suffisait à les légitimer, et au regard des pans entiers de la législation du travail qui sont liquidés, la distinction s'efface entre syndicats jaunes et syndicats traîtres, de syndicats ouvriers ils sont tous devenus des syndicats patronaux.

En réalité ils l'étaient déjà, mais là, selon le processus dialectique de la transformation de la quantité en qualité, ils ont franchi une nouvelle étape qui en font directement des outils de destruction de nos droits sociaux, au même titre par exemple que le législateur quand il décide unilatéralement d'édicter une nouvelle loi ou de procéder par décret portant atteinte aux intérêts des travailleurs.

Vous aurez noté que tout cela s'est accompli avec la complicité du Front de gauche, du POI, du NPA et de LO.

Rappel. Traîtres et jaunes.

Thibault le 7 octobre 2010 sur RTL : "*Cela (la grève générale) n'a jamais été pratiqué dans l'histoire sociale de notre pays (...) C'est un slogan pour moi tout à fait abstrait, abscons. Cela ne correspond pas aux pratiques par lesquelles on parvient à élever le niveau du rapport de forces.*"

« *pour la CFDT (...) Le risque d'embrasement est réel sans que les organisations syndicales ne maîtrisent le système. (...) L'absence de dialogue risque de former un jour des positions jusqu'aboutistes.* »

La CGC déclarait : "*Il n'y a pas, d'un côté, les patrons employeurs et, de l'autre les salariés victimes. Il y a une société en marche pour laquelle chacun a un rôle qui concerne l'intérêt général.*" (matierevolution.fr 29.10.10)

ACTUALITÉ DU JOUR

Ouf !

Harlem Désir, premier secrétaire du Parti socialiste, a salué l'accord conclu vendredi soir sur la sécurisation de l'emploi y voyant "*une victoire majeure du dialogue social pour l'emploi, la compétitivité et la croissance*".

"*Après le paquet européen de croissance, après le pacte de compétitivité, après les contrats de génération, c'est la quatrième pierre angulaire de la politique de l'emploi de François Hollande qui voit ainsi le jour par l'aboutissement de cette négociation*", a affirmé Jean-Marc Germain, secrétaire national du PS au Travail et à l'Emploi et député des Hauts-de-Seine. AFP 12.01

Question : Quelle est la nature sociale du PS ? Réponse : Capitaliste, impérialiste. Depuis quand ? 99 ans. Vous l'ignorez ? Quelle crédibilité peuvent avoir les partis et les formations politiques qui s'en sont accommodés, qui vous l'ont cachés, qui se sont employés à détourner votre attention de l'essentiel pour soutenir que le PS était encore un parti ouvrier ou ouvrier bourgeois ? Réponse : Absolument aucune !

Sapin : "*C'est d'abord un 'ouf' parce que là se trouvent la méthode*".

"*C'est la règle en France, un accord est un accord quand une majorité des organisations syndicales le signe*", a indiqué Michel Sapin. "*Une majorité des organisations syndicales se sont engagées à la signer. C'est donc un accord qui engage tout le monde, les signataires, le gouvernement, l'ensemble des partenaires sociaux.*" Reuters 12.01

Le seul fait que cette "*règle*" existe devait conduire des syndicats ouvriers indépendants à rompre immédiate leurs relations avec le patronat et le gouvernement. Constatant que tous les syndicats ont accepté cette "*règle*", il faut donc en déduire qu'il n'existe pas de syndicats ouvriers indépendants dans ce pays, ils sont tous vendus au capital, qui par la voix de leurs représentants fixe les "*règles*" auxquelles les syndicats acceptent de se soumettre.

La question de la fondation d'un nouveau syndicat ouvrier indépendant de l'Etat et du capitalisme est une nouvelle fois posée. Celle d'un nouveau parti communiste ou révolutionnaire également.

Parole de patron. A qui profite le crime ? En attendant la suite.

Interview de *L'Expansion*. Charles de Froment, expert du marché du travail auprès de l'Institut de l'entreprise, responsable des affaires publiques de Manpower Groupe. Extraits.

Cet accord, signé par trois organisations patronales (Medef, CGPME, UPA) et trois organisations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC) est-il historique?

Non, ce n'est pas un accord historique, si on le compare par exemple aux réformes Hartz adoptées sous Gerhard Schröder en Allemagne [mises en pace en quatre fois entre 2003 et 2005, ces lois ont notamment dérégulé les emplois courts, durci les règles d'assurance chômage et simplifié les procédures d'embauche, NRLR]. Mais il va dans la bonne direction. Il sera historique si c'est un premier pas vers une réelle flexibilité du marché du travail.

Quelle mesure de cet accord est selon vous la plus importante?

Du point de vue des entreprises, c'est la possibilité de s'adapter à l'activité, notamment, en période difficile, de pouvoir baisser les salaires, ou en période de forte activité, de pouvoir augmenter le temps de travail. Cela introduit vraiment en France un élément de flexibilité interne, alors que la rigidité actuelle était clairement un frein à l'embauche. A terme, cela pourrait remettre en cause progressivement la dualité du marché français du travail, entre CDI et CDD. Cette mesure peut changer le fonctionnement du marché du travail.

Est-on enfin parvenu à une flexisécurité à la française?

On a fait un pas, notamment du point de vue des entreprises, mais on en est encore assez loin. Parce que les instruments ne sont pas les bons : je ne vois pas en quoi taxer plus les contrats très courts va sécuriser ceux qui sont concernés par ces emplois.

Cette réforme du marché du travail va-t-elle permettre de faire reculer le chômage, comme l'espère François Hollande?

Non, pas à court terme. (Lexpansion.fr 12.01)

INFOS EN BREF

SOCIAL

Chine

Plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine travaillant pour le géant taïwanais de l'électronique Foxconn ont fait grève jeudi et vendredi dans le sud-est de la Chine, a-t-on appris samedi de sources concordantes.

"*Les ouvriers ont principalement protesté contre leurs mauvaises conditions*" de salaire et de travail, selon Debby Chan, porte-parole des Etudiants et universitaires contre les mauvais comportements des entreprises (SACOM), une association basée à Hong Kong.

Un millier de salariés de l'usine ont manifesté vendredi dans les rues de la ville de Fengcheng, selon la SACOM, qui ajoute que la police anti-émeutes a attaqué les manifestants "*au canon à eau et en exerçant des violences physiques*" à leur rencontre.

Foxconn a pour sa part déclaré samedi dans un communiqué que "*cette grève a impliqué 300 personnes et s'est poursuivie jusqu'au 11 janvier*" (vendredi), en ajoutant que le conflit avait été résolu et que la plupart des salariés avaient repris le travail samedi.

Le groupe souligne que l'usine ne lui appartient pas mais qu'elle est l'un de ses fournisseurs.

Le nom de l'usine est donné comme étant Xin Hai Yang Precision par une autre organisation de défense des droits des travailleurs, China Labor Watch.

Cette dernière précise que ses ouvriers ne gagnent que 1.300 yuans (157 euros) par mois comme salaire de base, somme qu'ils arrivent parfois à doubler en travaillant 12 heures par jour.

Selon l'employé d'un hôtel proche de l'usine interrogé au téléphone par l'AFP "au moins un millier de personnes ont participé à la grève, et plusieurs salariés ont été emmenés par la police". AFP 12.01

[Haut de page ↗](#)

Le 14 janvier

CAUSERIE

Avant-hier vous avez pulvérisé le record d'audience du site avec 242 connexions.

Le combat continue. Il va être âpre, la polémique va redoubler, que ceux qui ne le supportent pas aillent voir ailleurs, répétons-le pour la énième fois, personne n'est obligé de se connecter à ce portail, d'ailleurs cela m'arrangerait que les voyeuristes s'abstiennent, ils faussent les statistiques de fréquentation du site, ils polluent jusqu'ici, pas chez moi je vous rassure, je suis trop loin !

Ce n'est pas le moment de se laisser abattre. Courage, gardons le moral, armons-nous pour la suite de notre combat. Bon, ce n'est pas toujours facile, on a tous des hauts et des bas, surtout ne cédon's rien sur les principes. Notre ennemi, c'est le patronat, Hollande, le gouvernement, l'UMP et le PS ainsi que leurs satellites respectifs, les dirigeants syndicaux, l'élite intellectuelle du régime, les institutions, l'Etat. Nos adversaires, la confrérie des opportunistes réunies, ce qui fait pas mal de monde.

J'ai établi un contact avec un ex-responsable ou dirigeant de LO. Je ne sais pas encore quelle forme pourrait prendre notre relation ou collaboration, à suivre. Je n'ai pas de nouvelles des intellectuels que j'ai contactés, une poignée seulement, pour voir ce qu'ils ont vraiment dans le ventre. Je vais essayer de prendre des contacts au Canada et aux Etats-Unis, le problème c'est la langue.

Bonne semaine à tous.

Et surtout si un militant vous sort la connerie suivante qu'on a entendue mille fois et qui nous a conduit où nous sommes : oui, mais la classe n'est pas défaite, patati patata, dites-lui de demander à ses dirigeants qu'est-ce que c'est que la dialectique.

L'Inde m'inspire ce matin, je n'ai pas fermé l'oeil de la nuit. Vous savez, c'est comme une gangrène qui vous bouffe, quand vous y avez laissé une main, puis l'autre, et que quelqu'un vient vous dire que c'est une chance qu'elle se soit arrêtée là, vous pourrez lui répondre que pour travailler ce n'est pas très pratique et que votre vie ne sera plus jamais comme avant. Votre interlocuteur, qui aurait mieux fait de se taire baissera la tête, gêné, en se rendant compte de sa bêtise. Souhaitons lui d'en tirer un enseignement, sinon cette expérience ne lui aura servi à rien.

Il commence très fort le quinquennat du Bonaparte dégénéré.

Souvenez-vous de ce que j'avais écrit avant l'élection présidentielle ? Si Hollande était élu, le mouvement ouvrier, syndicats et partis le soutiendraient, chacun à sa manière évidemment, ils vont tout cadénasser comme en 1981, sous-entendant que ce sera pire encore que si Sarkozy était réélu...

Je n'ai pas douté un seul instant que des militants bien intentionnés à mon égard en ont profité pour dire : regardez cet abruti de Tardieu, il souhaite que Sarkozy soit réélu, c'est un contre-révolutionnaire... En aparté, depuis je suis devenu homophobe ! C'est marrant, j'ai plutôt l'impression que ce seraient ceux qui ont appelé à voter Hollande et PS en juin 2012 qui feraient figures de suppôts du régime ou qui se seraient une nouvelle fois fourvoyés honteusement, non ?

Vous me direz que la plupart s'en foutent, ils sont fonctionnaires, l'accord pourri qui a été signé le 11 janvier ne les concerne pas directement.

Sarkozy réélu, à mon avis, il lui aurait été beaucoup plus difficile, voire impossible de faire passer un tel accord. D'ailleurs, c'est Hollande ou Parisoit qui s'est vanté en disant qu'ils attendaient ce jour béni depuis des décennies, tous les précédents Présidents ayant dû y renoncer.

Avec Mitterrand, ils ont fait passer Maastricht, la BCE, l'euro, avec Hollande, ils commencent par la liquidation du contrat de travail, c'était prévisible, non ? Apparemment non pour la cohorte d'opportunistes qui empoisonnent, emprisonnent le mouvement ouvrier.

On nous rétorquera - parce que même les faits sous les yeux nos détracteurs la ramènent, mais si Sarkozy avait été réélu, le PS se serait mobilisé pour défendre le contrat de travail, etc. Ben voyons ! Qui peut croire aujourd'hui pareille baliverne, il est gangrené par l'oligarchie financière et la franc-maçonnerie qui va avec, ses dirigeants participent aux réunions du groupe

Bilderberg dirigé par des banquiers, il faudrait peut-être arrêter de nous prendre pour des abrutis, nos adversaires nous méprisent en vérité, alors qu'avec Hollande au pouvoir et faisant directement le sale boulot les travailleurs vont se détourner du PS pour se tourner vers d'autres partis, faudrait-il encore qu'ils se soient un jour tournés vers lui, c'est une escroquerie politique que l'affirmer, dites plutôt les élus ou adhérents du PS, ben voyons, cela n'a pas été le cas après l'adoption du traité de Maastricht qui modifiait radicalement les rapports de l'Etat vis-vis de la finance et l'Union européenne, ils ont eu 20 ans pour rompre avec ce parti, pendant ces deux décennies ils ont soutenu sa politique de consensus avec l'UMP, et là soudainement par un coup de baguette magique ils pourraient rompre avec lui, apparemment en votant le TSCG, la "règle d'or", le budget d'austérité 2013, etc. ils ont récemment prouvé exactement le contraire, nos détracteurs l'auraient-ils déjà oublié ?

D'autres nous sortirons les 3 ou 4.000 adhérents du POI qui viennent du PS. Foutaise, ils n'ont jamais rompu avec l'idéologie réformiste qui est caduque, obsolète, morte et enterrée, comme eux politiquement. Ils ont quitté le PS parce qu'ils ne supportaient plus sa politique social-libérale pour mieux conserver le réformisme bourgeois qui s'accommode du capitalisme, et non pour combattre véritablement le régime en place ou adhérer au socialisme, synonyme de son renversement par une révolution, d'ailleurs ils le disent eux-mêmes.

Rompez avec le PS et ses satellites, rompez avec le gouvernement social-libéral-impérialiste, rompez avec les institutions de la Ve République, rompez avec le capital et ses représentants syndicaux !

Question : si vous vous souvenez, sous Sarkozy ils ont fait fissa pour lancer le mot d'ordre retrait de la contre-réforme des retraites, apparemment ils sont plus longs à la détente pour lancer celui-là : retrait de l'accord du 11 janvier qui liquide le contrat de travail et précarise l'ensemble des travailleurs du secteur privé. Encore qu'ils pourraient y venir mais sans engager toutes leurs forces dans cette bataille, à la façon des staliniens qui sont passés mettre dans cet art depuis, depuis des lustres !

Pourquoi j'affirme que c'est le contrat de travail qui est liquidé ?

Parce qu'il est vidé de sa substance, les deux éléments essentiels qui le définissent, même trois, disparaissent : quand vous êtes embauché dans une boîte, vous savez combien d'heures vous allez travailler par jour, par mois, par an, vous savez quel va être votre salaire chaque mois, vous êtes embauché à un poste précis, je sais que ces règles ont déjà subi des entailles, mais en règle générale la plupart des salariés savent à quoi s'en tenir dans ces trois domaines, or dorénavant c'est terminé, ils fluctueront, ils sont devenus aléatoires, de plus on peut vous muter du jour au lendemain du nord au sud de la France sans aucun recours, vous contestez, vous êtes viré !

C'est terrible ce qui vient de se passer, je ne sais pas si chacun en a vraiment pris conscience. C'est la raison pour laquelle je ne mâche pas mes mots, c'est terrible. Je suis exaspéré encore une fois. C'est la pire trahison depuis un siècle.

Hier matin je me suis à nouveau connecté sur les portails du POI, du NPA et de LO pour voir s'ils avaient réagi, quelle initiative ils proposaient : rien, ils répondent aux abonnés absents. J'ai consulté d'autres portails d'autres formations politiques, idem, rien. Que faut-il en conclure ? A vous de juger.

ACTUALITE EN TITRES

[Qui a oublié la Côte-d'Ivoire ?](#)

- Au Mali, la France remet l'uniforme de «*gendarme de l'Afrique*» - Slate.fr

En réalité, ils n'avaient même pas eu le temps de le ranger !

[Effet Mali...](#)

- France Télécom lorgne de nouveaux marchés en Afrique - Reuters

France Télécom cherche à accroître sa présence sur le marché à forte croissance de la téléphonie mobile en Afrique en lançant des services au Bénin, au Togo, au Burkina Faso et en Mauritanie. Reuters 13.01

N'oubliez pas le Mali, l'aviation française est en train de réaliser les tranchées pour passer vos câbles à coup de bombes !

[Il n'y a rien à regretter.](#)

- Bayrou: accord sur l'emploi "*positif*" et "*substantiel*" - AFP

Le président du MoDem, François Bayrou, a estimé dimanche que l'accord sur l'emploi conclu vendredi par les partenaires sociaux était "*positif*" et "*substantiel*", regrettant toutefois qu'il n'y ait pas eu "*de simplification du contrat de travail*". AFP 13.01

Je n'ai pas pu m'empêcher de me marrer en lisant cela : il n'est pas simplifié, il est pour ainsi dire liquidé pour le patron qui sait bien se démerder. J'en ai eu plus de 40 et j'ai été viré un nombre de fois conséquent, si cet accord pourri avait existé à l'époque, j'aurais sans doute doublé la mise... ou fini clochard !

[Même plus peur !](#)

- Sapin: un accord "*accélérateur de création d'emplois*" - AFP

Le ministre du Travail, Michel Sapin, a estimé dimanche sur BFM TV que l'accord sur l'emploi conclu par les partenaires sociaux pouvait être "*un accélérateur de création d'emplois*", car il fera "*sauter la peur de l'embauche*". AFP 13.01

Le salarié n'aura même plus peur, car il sait dorénavant qu'il pourra être viré très facilement, n'importe quand, et pratiquement sans recours...

[D'un coup d'Etat à un autre. L'empereur et l'impératrice, le couple de l'année !](#)

- Medef : le coup de poker de Laurence Parisot - Leparisien.fr

La présidente du Medef, qui devait quitter son poste en juillet, veut modifier les statuts du Medef pour en garder la tête.

[Il faut les comprendre...](#)

- La SNCF augmente ses prix plus vite que l'inflation pour investir davantage - AFP

- Diamants, vins, art: des placements alléchants mais à manier avec précaution - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Points communs entre Hollande et Sarkozy : la même sale besogne au nom des mêmes intérêts, des mêmes commanditaires.](#)

L'intervention française au Mali marque une rupture dans le quinquennat de François Hollande, dont la réputation de pusillanimité a volé en éclats au moment même où, sur le front intérieur, sa méthode marquait enfin des points grâce à un accord historique sur la réforme du marché du travail.

Hollande adouber par le parti de Sarkozy

"*C'est une rupture dans le quinquennat, où jusqu'alors chaque décision de François Hollande était systématiquement critiquée, délégitimée par l'opposition*", souligne Frédéric Dabi, de l'institut de sondages Ifop.

... et un think-tank néoconservateur.

Pour Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, "*ceux qui critiquaient son incapacité supposée à décider en sont pour leurs frais*".

Il n'y avait que les ignares et les traîtres pour s'interroger sur les intentions de Hollande.

Le sénateur socialiste André Vallini parle des "*24 heures qui ont changé le quinquennat*", grâce à l'accord sur la réforme du marché du travail et à la "*décision jupitérienne*" d'intervenir "*fort et rapidement*" au Mali.

"*Ceux qui s'interrogeaient sur la méthode Hollande devraient être rassurés*", écrit-il sur son compte Twitter.

Front de gauche, POI, NPA et LO sont muets depuis le 11 janvier. Qu'ils boivent le calice de la honte jusqu'à la lie !

L'accord conclu entre patronat et syndicats et alliant plus de sécurité pour les salariés et flexibilité accrue pour les entreprises a été salué par les deux camps, qui y voient un début de cogestion à l'allemande des conditions de travail.

Le mouvement ouvrier décapité, réduit à l'impuissance à force de compromission.

L'intervention au Mali est difficilement attaquable sur le plan du droit international puisqu'elle est "*couverte*" par trois résolutions de l'Onu, un appel à l'aide d'un gouvernement légitime, ainsi que des demandes de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et de l'Union africaine.

L'opposition de droite, jusqu'au Front national, la juge légitime au nom de l'intérêt national - comme la gauche à l'époque avait soutenu Nicolas Sarkozy sur la Libye - et seuls des élus écologistes et du Front de gauche couinent. Reuters 13.01

On leur dit ? Allez-y, profitez-en, vous avez le champ libre, votre ennemi a déserté ! Il faudra peut-être attendre une situation sociale à la Grec pour que le mouvement ouvrier se recompose sur une nouvelle base, ce sera notre dernière occasion.

Rétrograde et populiste se rejoignent. Faut-il s'en étonner ?

Les opposants au mariage homosexuel ont réussi à mobiliser massivement dimanche à Paris contre cette promesse de François Hollande, à l'occasion d'un rassemblement inédit à droite sur un sujet de société depuis près de 30 ans qui n'a pas pour autant fait fléchir le gouvernement.

Entre 340.000 manifestants, selon la police, et 800.000, selon les organisateurs, ont défilé jusqu'au pied de la Tour Eiffel, à l'appel de "*La Manif pour tous*".

Il s'agit du plus grand rassemblement à droite sur un sujet de société depuis celui pour la défense de "*l'école libre*" qui avait rassemblé au moins 850.000 personnes, de source policière, à Paris en 1984.

La ministre de la Justice Christiane Taubira a toutefois écarté sur TFI l'hypothèse d'un référendum sur le sujet, rappelant qu'il serait contraire à la Constitution. La réforme concerne "*l'égalité des droits*" et "*on ne peut pas en rabattre sur cette égalité*", a réagi la ministre déléguée à la Famille, Dominique Bertinotti, chargée avec Mme Taubira du projet de loi sur le mariage et l'adoption d'enfants pour les couples homosexuels. AFP 13.01

La réaction se mobilise, normal, Hollande lui en fournit l'occasion, elle exulte même après l'accord du 11 janvier et l'entrée en guerre au Mali.

- Les populistes de l'extrême droite à l'extrême gauche se rejoignent, les premiers parce qu'ils défendent une institution archaïque, les seconds parce qu'ils parlent d'égalité, alors que le mariage des homosexuels ne concernerait qu'une infime minorité de la population.

Quand on avance quelque chose vaut mieux l'étayer sur des faits.

- Le pacs a été créé en 1999 pour constituer un substitut au mariage à la disposition des couples homosexuels. En 2000, première année de pleine application de la réforme, 40 % des pacs ont uni des couples gays ; en 2010, cette proportion est tombée à 4,7 % sur un total de 205.000 pacs, soit environ 9.600 personnes. Ce repère est sans doute encore excessif, car il est probable que le mariage qui engage davantage que le pacs attirera moins que ce dernier. On en a confirmation avec les chiffres enregistrés dans les pays voisins telles la Belgique ou l'Espagne qui autorisent le mariage gay depuis quelques années et qui constatent que ce type d'unions ne représente que de 2 à 3 % du total des mariages. Le bon chiffre en France pourrait donc tourner autour de 5.000 personnes par an. (Source : lesechos.fr 05.11.11)

Donc ceux qui défendent ce soi-disant droit au nom de l'égalité sont des manipulateurs ou ils ne savent pas de quoi ils parlent et ils feraient mieux de se taire, c'est pitoyable, c'est notre époque qui veut cela. Au fait, dans leurs tracts ou articles insignifiants, il n'y figure aucun chiffre, aucune référence, vous ne l'avez pas remarqué, c'est un tort. Jusqu'où les idées de la classe dominante peuvent-elles polluer le cerveau de nos braves révolutionnaires ? Jusqu'à soutenir Hollande et le PS... Trop facile !

- Dix ans après sa création, le pacs a séduit 175.000 couples en 2009. En comparaison, 256.000 mariages ont été célébrés. Désormais, dans 95 % des cas, les pacs concernent des partenaires de sexes opposés. (francesoir.fr 23.04.10)

- En 2010, pire score depuis au moins 50 ans, seuls 235 000 mariages ont été enregistrés. (...) le PACS a atteint en 2010 le record

de 203 000 unions. Malgré une très forte baisse du nombre de PACS en 2011 (-30%). (.data-publica.com 27.08.11)

- http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF02327

2010 - mariages : 251 654 ; pacs homosexuels : 9 143 ; pacs hétérosexuels : 196 415 ; total pacs : 205 558 ; Unions entre partenaires de sexes opposés : 448 069

Le mouvement ouvrier s'est dilué ou dispersé à défendre des aspirations, des droits, des revendications de couches de plus en plus infimes de la population, le plus souvent inspirées par certaines couches de la classe dominante, qui ont conduit à créer autant de désaccords ou oppositions entre les différentes couches sociales d'exploités.

N'avez-vous pas remarqué que la mobilisation était proportionnellement plus importante quand elle concernait les droits d'une minorité, alors qu'il était difficile voir impossible de mobiliser dès qu'il s'agissait de défendre des droits collectifs ou de la majorité de la population ou des travailleurs ? Y compris en 1995, en 2003, 2004, 2010.

Cela a permis utilement de détourner l'attention des travailleurs et des militants des questions sociales et politiques qui les concernaient directement, de les diviser sur des questions secondaires jusqu'à ce qu'ils finissent par en faire des préalables pour se mettre d'accord sur les questions essentielles qui les concernaient rendant tout accord impossible. On a envie de dire : bien joué, cela a fonctionné à merveille !

Pour être plus précis, il vaudrait mieux dire que désormais ils privilégient les questions secondaires au détriment des questions primordiales, qu'on a atteint un degré de confusion sans précédent.

Qui signifie quoi et qui s'explique comment ? Qui signifie que les travailleurs recherchent des solutions à des problèmes secondaires dans le cadre du capitalisme parce qu'ils y sont totalement subordonnés, le mouvement ouvrier ne constituant plus le cadre dans lequel ou avec lequel ils chercheraient une solution à leurs problèmes, ils refusent de s'y organiser, ils s'en remettent de préférence au monde associatif subventionné par le régime, à des partis qui sont étrangers à la classe ouvrière et dont l'orientation politique les détourne un peu plus du socialisme.

Il est évident que par effet de contagion les partis qui adoptent ces marottes ou caprices de petits-bourgeois en se travestissant de la sorte, finissent par ne plus ressembler à rien à en devenir ridicules. Du coup, même les travailleurs ou les militants qui auraient pu être attirés par ces partis s'en détournent. Autour de moi ou dans mes relations en France, j'en connais plus d'un dans ce cas-là, hélas !

On finit franchement par se lasser, dans une précédente causerie j'ai exprimé ma position sur la question que nous avons abordée ici, je vous y renvoie.

[Haut de page ↗](#)

Le 13 janvier

CAUSERIE

Je mettrai en ligne des articles supplémentaires en fin de journée.

Parole d'internaute.

- "C'est samedi, petites devinettes..... Qui a eu recours en 2010 à 750 CCD de très courte mission pour moins de 200 salariés à temps plein ?..... Réponse.....L'IFOP..... Qui trouve t'on à la tête de l'IFOP ?..... Réponse.....Laurence Parisot..... "

La débâcle ou la démission de l'avant-garde.

Connexion (hier matin) aux sites Internet nationaux de LO, du NPA et du POI.

- Aucun parti n'a appelé à se mobiliser et à manifester contre l'entrée en guerre de l'impérialisme français au Mali.

Communiqué du 11.01.2013. LO. Nathalie Arthaud "dénonce cette intervention militaire".

Article daté du vendredi 11 janvier 2013. "Le NPA dénonce cette intervention militaire impérialiste".

Communiqué du Samedi 12 janvier 2013. POI. Il "*se prononce contre l'intervention militaire française*"

- Aucun parti n'a appelé avant et n'appelera à se mobiliser après l'accord signé entre le Medef et la CFDT en attendant la signature de la CFDT et de la CGE-CGC qui liquide le CDI.

Ne parlons pas du Front de gauche qui soutient l'intervention coloniale au Mali et qui ne bougera pas le petit doigt pour imposer le retrait de l'accord scélérat mettant en coupe réglé le CDI, notamment, parce qu'il soutient le gouvernement et le régime, l'UE, l'ONU.

Ces partis sont tellement décomposés ou sclérosés qu'ils sont devenus incapables de mobiliser leurs propres militants ou plutôt adhérents.

Ainsi les travailleurs sont livrés aux patrons, à leur gouvernement social-libéral-impérialiste.

Les uns se mobilisent pour sauver les oripeaux d'une République bananière, corrompue, coloniale et impérialiste, les autres se mobilisent pour que l'air que respire le petit et grand bourgeois soit plus sain, d'autres ou les mêmes se mobilisent pour que les couples d'homosexuels qui envisageraient de se marier et qui ne doivent pas atteindre 1% de la population acquièrent ce droit, etc. mais lorsqu'il s'agit de se mobiliser pour défendre les droits collectifs de l'ensemble des travailleurs de ce pays ou les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes il n'y a plus personne.

Pitoyable, effarant, préoccupant, pire, effrayant.

[Il n'y a plus de syndicats ouvriers en France.](#)

Commentaire rédigé à la suite de l'article de presse mis en page aujourd'hui *Licenciements, droits des salariés... Ce qui va changer avec l'accord sur l'emploi.*

Impossible d'imaginer un accord plus pourri, anti-ouvrier, c'est un accord patronal.

En réalité les syndicats s'en foutent pour au moins deux raisons.

La première parce qu'il ne concerne qu'à la marge leur fond de commerce étant implantés essentiellement dans la fonction publique qui n'est pas concernée par cet accord.

Deuxièmement, parce qu'étant totalement inféodés au capitalisme, la crise qu'il traverse aujourd'hui nécessite qu'ils montent au créneau pour défendre ses intérêts.

Il y a lieu de considérer tous les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC et CGE-CGC vendus au capital, dans la mesure où ils ont tous accepté de participer à cette mascarade tout en connaissant depuis le départ son objectif et son issu, leur simple participation suffisait à les légitimer, et au regard des pans entiers de la législation du travail qui sont liquidés, la distinction s'efface entre syndicats jaunes et syndicats traîtres, de syndicats ouvriers ils sont tous devenus des syndicats patronaux.

En réalité ils l'étaient déjà, mais là, selon le processus dialectique de la transformation de la quantité en qualité, ils ont franchi une nouvelle étape qui en font directement des outils de destruction de nos droits sociaux, au même titre par exemple que le législateur quand il décide unilatéralement d'édicter une nouvelle loi ou de procéder par décret portant atteinte aux intérêts des travailleurs.

Vous aurez noté que tout cela s'est accompli avec la complicité du Front de gauche, du POI, du NPA et de LO.

[Rappel. Traîtres et jaunes.](#)

Thibault le 7 octobre 2010 sur RTL : "*Cela (la grève générale) n'a jamais été pratiqué dans l'histoire sociale de notre pays (...) C'est un slogan pour moi tout à fait abstrait, abscons. Cela ne correspond pas aux pratiques par lesquelles on parvient à élever le niveau du rapport de forces.*"

« *pour la CFDT (...) Le risque d'embrasement est réel sans que les organisations syndicales ne maîtrisent le système. (...) L'absence de dialogue risque de former un jour des positions jusqu'aboutistes.* »

La CGC déclarait : "*Il n'y a pas, d'un côté, les patrons employeurs et, de l'autre les salariés victimes. Il y a une société en marche pour laquelle chacun a un rôle qui concerne l'intérêt général.*" (matierevolution.fr 29.10.10)

ACTUALITÉ DU JOUR

Ouf !

Harlem Désir, premier secrétaire du Parti socialiste, a salué l'accord conclu vendredi soir sur la sécurisation de l'emploi y voyant "une victoire majeure du dialogue social pour l'emploi, la compétitivité et la croissance".

"Après le paquet européen de croissance, après le pacte de compétitivité, après les contrats de génération, c'est la quatrième pierre angulaire de la politique de l'emploi de François Hollande qui voit ainsi le jour par l'aboutissement de cette négociation", a affirmé Jean-Marc Germain, secrétaire national du PS au Travail et à l'Emploi et député des Hauts-de-Seine. AFP 12.01

Question : Quelle est la nature sociale du PS ? Réponse : Capitaliste, impérialiste. Depuis quand ? 99 ans. Vous l'ignorez ? Quelle crédibilité peuvent avoir les partis et les formations politiques qui s'en sont accommodés, qui vous l'ont cachés, qui se sont employés à détourner votre attention de l'essentiel pour soutenir que le PS était encore un parti ouvrier ou ouvrier bourgeois ? Réponse : Absolument aucune !

Sapin : "C'est d'abord un 'ouf' parce que là se trouvent la méthode".

"C'est la règle en France, un accord est un accord quand une majorité des organisations syndicales le signe", a indiqué Michel Sapin. "Une majorité des organisations syndicales se sont engagées à la signer. C'est donc un accord qui engage tout le monde, les signataires, le gouvernement, l'ensemble des partenaires sociaux." Reuters 12.01

Le seul fait que cette "règle" existe devait conduire des syndicats ouvriers indépendants à rompre immédiate leurs relations avec le patronat et le gouvernement. Constatant que tous les syndicats ont accepté cette "règle", il faut donc en déduire qu'il n'existe pas de syndicats ouvriers indépendants dans ce pays, ils sont tous vendus au capital, qui par la voix de leurs représentants fixe les "règles" auxquelles les syndicats acceptent de se soumettre.

La question de la fondation d'un nouveau syndicat ouvrier indépendant de l'Etat et du capitalisme est une nouvelle fois posée. Celle d'un nouveau parti communiste ou révolutionnaire également.

Parole de patron. A qui profite le crime ? En attendant la suite.

Interview de *L'Expansion*. Charles de Froment, expert du marché du travail auprès de l'Institut de l'entreprise, responsable des affaires publiques de Manpower Groupe. Extraits.

Cet accord, signé par trois organisations patronales (Medef, CGPME, UPA) et trois organisations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC) est-il historique?

Non, ce n'est pas un accord historique, si on le compare par exemple aux réformes Hartz adoptées sous Gerhard Schröder en Allemagne [mises en pace en quatre fois entre 2003 et 2005, ces lois ont notamment dérégulé les emplois courts, durci les règles d'assurance chômage et simplifié les procédures d'embauche, NRLR]. Mais il va dans la bonne direction. Il sera historique si c'est un premier pas vers une réelle flexibilité du marché du travail.

Quelle mesure de cet accord est selon vous la plus importante?

Du point de vue des entreprises, c'est la possibilité de s'adapter à l'activité, notamment, en période difficile, de pouvoir baisser les salaires, ou en période de forte activité, de pouvoir augmenter le temps de travail. Cela introduit vraiment en France un élément de flexibilité interne, alors que la rigidité actuelle était clairement un frein à l'embauche. A terme, cela pourrait remettre en cause progressivement la dualité du marché français du travail, entre CDI et CDD. Cette mesure peut changer le fonctionnement du marché du travail.

Est-on enfin parvenu à une flexisécurité à la française?

On a fait un pas, notamment du point de vue des entreprises, mais on en est encore assez loin. Parce que les instruments ne sont pas les bons : je ne vois pas en quoi taxer plus les contrats très courts va sécuriser ceux qui sont concernés par ces emplois.

Cette réforme du marché du travail va-t-elle permettre de faire reculer le chômage, comme l'espère

François Hollande?

Non, pas à court terme. (Lexpansion.fr 12.01)

INFOS EN BREF

SOCIAL

Chine

Plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine travaillant pour le géant taiwanais de l'électronique Foxconn ont fait grève jeudi et vendredi dans le sud-est de la Chine, a-t-on appris samedi de sources concordantes.

"*Les ouvriers ont principalement protesté contre leurs mauvaises conditions*" de salaire et de travail, selon Debby Chan, porte-parole des Etudiants et universitaires contre les mauvais comportements des entreprises (SACOM), une association basée à Hong Kong.

Un millier de salariés de l'usine ont manifesté vendredi dans les rues de la ville de Fengcheng, selon la SACOM, qui ajoute que la police anti-émeutes a attaqué les manifestants "*au canon à eau et en exerçant des violences physiques*" à leur rencontre.

Foxconn a pour sa part déclaré samedi dans un communiqué que "*cette grève a impliqué 300 personnes et s'est poursuivie jusqu'au 11 janvier*" (vendredi), en ajoutant que le conflit avait été résolu et que la plupart des salariés avaient repris le travail samedi.

Le groupe souligne que l'usine ne lui appartient pas mais qu'elle est l'un de ses fournisseurs.

Le nom de l'usine est donné comme étant Xin Hai Yang Precision par une autre organisation de défense des droits des travailleurs, China Labor Watch.

Cette dernière précise que ses ouvriers ne gagnent que 1.300 yuans (157 euros) par mois comme salaire de base, somme qu'ils arrivent parfois à doubler en travaillant 12 heures par jour.

Selon l'employé d'un hôtel proche de l'usine interrogé au téléphone par l'AFP "*au moins un millier de personnes ont participé à la grève, et plusieurs salariés ont été emmenés par la police*". AFP 12.01

[Haut de page ↗](#)

Le 15 janvier

CAUSERIE

[Une vidéo sur le trafic de drogue de la CIA](#)

Peter Dale Scott: Le Trafic de Drogue de la CIA - 2011

<http://www.youtube.com/watch?v=yGWvEGP3Uuo&list=PL18E57EEF9939D1CD>

[Les avez-vous entendu dire qu'il exigeait le retrait de l'accord scélérat du 11 janvier 2012 ? Evidemment non.](#)

Ils soutiennent tous le régime, ils sont tous vendus au capital !

Sur les portail Internet de Faire vivre le PCF ! La Riposte, le PRCF : pas un mot, pas un article depuis le 11 janvier ce lundi matin 14.

Le PG dans deux articles des 13 et 14 janvier exprime son "*regret*" en guise de condamnation de cet accord infâme: "*Le Front de gauche regrette la signature des accords sur l'emploi*".

Etant inféodé aux institutions réactionnaires de la Ve République, ils en appellent à ceux qui soutiennent cet accord "Nous appelons les députés de gauche, qui sont majoritaires, à s'opposer à ce recul incroyable des droits des salariés. Nous appelons les assemblées citoyennes et toutes les structures du Front de Gauche à interpeller leurs député-e-s et sénateur-trices de gauche. Ce texte ne doit pas passer !"

Mieux encore, ils osent encore poser la question dont nous connaissons la réponse depuis... avant le 6 mai 2012 : "C'était donc ça l'accord "historique" décrit par François Hollande dans son discours sur la compétitivité?".

La palme du cynisme et de la comédie revient aux PCF.

Trouvant "étonnant que l'exécutif se réjouisse d'un accord qui ne reflète en rien les espoirs qu'il avait semblé formuler lors de la conférence sociale", M. Dartigolles se demande si le texte gouvernemental reprendra "un accord si peu favorable à l'emploi et au monde du travail".

"Lors du débat parlementaire, les députés et sénateurs du Front de gauche avanceront des solutions concrètes ouvrant de nouveaux droits pour sécuriser l'emploi", affirme encore le porte-parole. AFP 12.01

No comment, on deviendrait vulgaire !

Suite de mardi après-midi (chez moi 16h30), midi (chez vous, midi, bonne appétit !)

On aurait bien envie de se détendre un peu et de plaisanter, mais ce serait peut-être faire preuve de mauvais goût face à l'avalanche de mauvaises nouvelles en ce début d'année, maintenant la vie continue...

Rectificatif.

J'ai rectifié aujourd'hui, j'ai parlé d'un accord signé le 11 janvier, alors qu'il avait été simplement conclu ; dans mon esprit étant scellé, il était pour ainsi dire déjà signé.

[Coup de grâce au contrat de travail. Suite.](#)

Les uns et les autres s'emploient désormais à minimiser les conséquences catastrophiques pour les travailleurs de l'accord scélérat conclu le 11 janvier entre le Medef, la CFDT, la CFTC et la CGE-CGC. Suite.

Mailly (FO) a estimé hier qu'il était seulement "profondément déséquilibré", dans ces conditions il ne faut pas attendre que les syndicats lancent une bataille unitaire et nationale pour exiger le retrait de ce texte.

Le Front de gauche (lire hier) et la soi-disant gauche du PS (lire plus loin) en appellent aux parlementaires pour améliorer ce texte. FO et la CGT leur ont emboîté le pas, normal, c'est la même boutique contre-révolutionnaire !

- FO entend intervenir auprès du gouvernement comme des élus "pour faire valoir ses positions."

"Le dossier n'est pas clos", a dit FO dans un communiqué. Reuters 14.01

De son côté la CGT y voit "une grave régression des droits sociaux des salariés", une mise à mort en réalité.

- La CGT juge qu'"il serait inconcevable que la majorité parlementaire et le gouvernement (...) entérinent dans la loi les reculs sociaux dictés par le Medef". Elle presse les pouvoirs publics de "prendre en compte le rejet de cet accord par les syndicats représentant bien plus de salariés que les syndicats potentiellement signataires."

L'agence Reuters ajoute que la CGT et Force Ouvrière ont (...) annoncé leur intention de mobiliser pour y faire échec.

On attend de voir. Mais peut-être qu'en ayant saisi le gouvernement et les parlementaires, ils estiment que leur boulot est terminé. A suivre.

[L'impartialité du gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabiusou l'axe Washington-Riad-Paris-Jérusalem-Ankara-Doha-Bruxelles.](#)

- "En France, on peut appeler à armer les rebelles terroristes en Syrie, diffuser leur propagande, maquiller ou justifier leurs crimes, organiser des collectes pour leur acheter des armes et même leur recruter des combattants.

Par contre, l'expression d'une sympathie même la plus symbolique envers des rebelles réfractaires aux ordres du FMI et de l'OTAN peut vous conduire en prison.

Quinze sympathisants d'un mouvement rebelle turc de gauche (DHKP-C -Ndlr) viennent d'être condamnés par le tribunal correctionnel de Paris à des peines d'une sévérité inouïe. Leurs crimes : distribution de tracts et de journaux, organisation de pique-niques, de concerts et de manifestations." (*Lutte antiterroriste en France : cherchez l'erreur* - 14.01.13 - Extrait du Investig'Action, portail de Michel Collon)

L'Etat désigne comme terroristes ceux qui gênent les intérêts économiques de ses commanditaires, l'oligarchie financière qui contrôle banques, multinationales, matières premières, la création monétaire, conformément à la politique qu'elle a définie à l'abri des caméras et des micros.

[Décryptage d'un bref extrait d'un article de presse.](#)

(Islande) La crise économique a accru l'intérêt de rejoindre un groupe comme l'Union européenne, mais les récents sondages d'opinion ont montré que la population voterait contre l'entrée dans l'Union en cas de référendum. Reuters 14.01

- "*La crise économique a accru l'intérêt de rejoindre un groupe comme l'Union européenne*" exprime le point de vue des partisans de l'UE dont le journaliste de Reuters se fait le relais, il parle ici en leur nom. "*mais*" introduit une opposition, connaissant le parti pris des agences de presse, il exprime ici davantage un regret, hélas ! On compatit d'avance !

ACTUALITE EN TITRES

Tristes couples

- Bachelot et Bergé dans la rue pour le mariage gay - LeFigaro.fr
- Mariage pour tous: la droite a réussi "*son mariage avec l'extrême droite*", dit Assouline - AFP

Jusqu'au boutiste...

- Justice: «*Nous voulons devenir une institution de défense de la présomption d'innocence*» - 20minutes.fr

...pas trop quand même...

- Affaire Karachi: le parquet contre l'enquête sur Sarkozy - AFP

... ou pas du tout !

- Libération du Libanais Ibrahim Abdallah: la justice reporte sa décision - AFP

Tout fout le camp, même l'hygiène élémentaire.

- Un homme retrouvé dans les toilettes d'un hôpital... 36 heures après sa mort - 20minutes.fr -

Parole d'un expert en la matière.

- Somalie: Fabius dénonce "*l'instrumentalisation des assassinats*" - L'Express.fr

Ils vont s'emmerder !

- Mali: débat mercredi à l'Assemblée nationale et au Sénat - AFP

- "*Il y a l'unité nationale, elle est totalement acquise*", a assuré aussi Jean-Louis Borloo, le président du groupe de l'UDI à l'Assemblée. AFP 14.01

Quand le goût du pouvoir conduit à la dysenterie

- Medef : Laurence Parisot fait tout pour garder son trône - LePoint.fr

Etonnante interrogation

- Le FMI condamne l'austérité mais sans réhabiliter la relance : que recommandent les économistes pour sortir de la crise ? - Atlantico.fr

Ils n'ont pas compris ou plutôt ils ne veulent pas comprendre ou mieux ils feignent de ne pas comprendre au regard de la nature de ce portail, qu'il ne suffit pas qu'un gouvernement décide des mesures antisociales, faut-il encore qu'elles entrent en application ou qu'elles se traduisent dans les faits ce qui nécessite un certain temps. Pour pouvoir embaucher en masse des travailleurs à coût réduit tout en leur imposant de nouvelles conditions de travail, il faut commencer par licencier quelques millions, période difficile qui va se traduire dans l'immédiat par une baisse de la consommation et une augmentation du chômage, ce n'est qu'ensuite que les esclavagistes vont pouvoir engranger les bénéfices de cette politique.

Il ne suffit pas de prendre des mesures drastiques contre les travailleurs pour que du jour au lendemain les entreprises deviennent plus compétitives sur le marché mondial, d'ailleurs rien ne prouve qu'elles le seront davantage, de plus ce n'est peut-être pas l'objectif de ces mesures, mais plutôt une manière d'épurer le capitalisme de ses éléments les plus faibles, de renforcer les plus puissants qui réussiront généralement à s'en sortir.

Pour reprendre leur langage, la relance ne se décrète pas, c'est une question de compétitivité à l'échelle mondiale, les meilleurs l'emportent et les autres disparaissent, un point c'est tout. Rien de nouveau sous le ciel sordide du capitalisme. Les économistes : ce sont des ânes avec des oeillères !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Ils le revendiquent. Pourquoi le corporatisme devrait-être l'exclusivité des acteurs du "dialogue social" estime la soi-disant gauche du PS ?](#)

"Cet accord n'est pas acceptable" car "il contient de nombreuses régressions sociales que les quelques avancées ne peuvent en aucun cas justifier", qu'il "prévoit des clauses contraaires aux engagements de la gauche et du candidat à la présidentielle", et qu'il "ne peut être qualifié d'accord majoritaire", affirment dans un communiqué Emmanuel Maurel, membre du bureau national du PS, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann et le député Jérôme Guedj.

(Dire qu'Hollande aurait renié ses engagements de campagne électorale serait faux ou forcer le trait, puisqu'en réalité il s'est livré en permanence à un double langage. Ceux qui l'ont soutenu ou ont appelé à voter pour lui et les candidats du PS en juin dernier, n'ont finalement retenu que la partie de son discours qui les intéressaient ou les couches particulières qu'ils représentaient pour mieux camoufler leur propre capitulation politique, leur subordination au régime. Ils se reconnaîtront, ils sont nombreux.

Affirmer que cet accord *"ne peut être qualifié d'accord majoritaire"* ne coûte rien, dès lors qu'on n'engage pas le combat pour son abrogation. Socialiste en parole, social-libéral-impérialiste dans les faits. - NdIrlr)

Si *"plusieurs avancées non négligeables"* doivent être saluées, comme l'encadrement des contrats à temps partiel, l'institution de droits rechargeables à l'assurance chômage, le développement des droits à la formation ou l'extension progressive des complémentaires-santé, poursuivent-ils, *"côté régressions sociales, la liste est longue et lourde: retour des accords +compétitivité emplois+, licenciements facilités, limitation du recours au juge civil, mutations imposées facilitées."*

(Répétons-le, cela signifie purement et simplement la liquidation du contrat de travail, puisque les trois facteurs principaux (durée du travail, salaire, poste de travail) qui le définissent seront désormais aléatoires et laissés à la discrétion du patron. - NdIrlr)

Selon les animateurs du mouvement Maintenant la gauche, *"le gouvernement, puis le Parlement, vont devoir s'emparer de ce texte et du sujet global de l'emploi et du marché du travail" puisqu'"il ne peut être question (...) de priver la représentation nationale de son droit de débattre et décider" sur ces "sujets essentiels"*.

(Finalement, ils veulent être associés à la sale besogne entreprise par le gouvernement social-libéral, on leur cède la place bien volontiers.

Vous aurez remarqué qu'ils ont parfaitement conscience des conséquences désastreuses de cet accord patronal pour les travailleurs. Donc ensuite qu'on n'ose pas nous sortir qu'il existerait de véritables socialistes dans ce parti pourri jusqu'à l'os. Jamais un socialiste ne pourrait cautionner une telle politique. - Ndlr)

De son côté, Guillaume Balas, secrétaire général du courant du ministre Benoît Hamon (Un Monde d'Avance), a demandé aux parlementaires de "*jouer pleinement leur rôle dans ce débat crucial autour de la sécurisation de l'emploi*". Le dialogue social, écrit-il dans un communiqué, "*ne saurait impliquer la réduction de l'espace de débat légitime de la représentation nationale, ni sa transformation en une chambre d'enregistrement du dialogue social*". Il a dit attendre "*un débat approfondi et détaillé sur cet accord, y compris en améliorant le texte si nécessaire*". AFP 14.01

(Pour assurer la stabilité et la continuité du régime, il est préférable, voire indispensable que tous les acteurs (y compris évidemment le Front de gauche) qui soutiennent la "*sécurisation*" de la précarité, de la pauvreté et du chômage montent au créneau... Si vous avez encore en tête ma causerie de la veille, vous avez ici la confirmation de ce que j'ai avancé. - Ndlr)

Faisons table rase du passé. Pourquoi faut-il abolir la Constitution et les institutions de la Ve République ?

Nicolas Sarkozy pourrait échapper à une enquête en marge de l'affaire Karachi, le parquet de Paris s'opposant à trois juges qui entendent déterminer si l'ex-chef de l'Etat s'était rendu complice d'une violation du secret de l'instruction.

En attendant que la chambre de l'instruction tranche, les magistrats vont pouvoir instruire les volets de cette affaire qui concernent l'ex-ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux et l'ancien conseiller presse de l'ex-chef de l'Etat Franck Louvrier, auxquels le parquet ne s'est pas opposé.

"*A le supposer établi, le fait de permettre la divulgation d'informations issues d'une instruction en cours n'entre pas dans les fonctions du président de la République telles qu'il les tient de la Constitution*", ont estimé les magistrats dans leur ordonnance du 9 janvier, que l'AFP a pu consulter.

Réagissant à la décision du parquet de faire appel, Me Olivier Morice, avocat des familles plaignantes, s'est insurgé contre "l'obstruction" du ministère public.

"*Le parquet de Paris a toujours fait obstruction à l'avancée du dossier de l'affaire de Karachi, en particulier au rôle et à la responsabilité de Nicolas Sarkozy*", a déclaré l'avocat à l'AFP.

"*Les familles constatent que le procureur de Paris se soucie peu d'identifier les auteurs et les circonstances de la violation du secret de l'instruction*", a-t-il ajouté. AFP 14.01

En tant qu'ex-président, comme ses prédécesseurs Sarkozy incarne les institutions antidémocratiques de la Ve République. Le parquet de Paris, les magistrats comme les préfets sont nommés en conseil des ministres, ils sont les piliers et les garants de l'ordre établi.

On ne peut donc pas concevoir sérieusement de changer la société et bâtir un nouvel Etat, une République sociale sur la base des besoins et aspirations de la majorité de la population sans démolir de fond en comble la totalité des institutions en place, l'Etat des capitalistes...

Gouvernement des actionnaires du CAC40 ou quand gouvernement PS-MRC-PRG-EELV = gouvernement UMP-UDI.

Quand Hollande et le gouvernement font le sale boulot que leurs prédécesseurs leur avaient laissé... en toute connaissance de cause.

Effectivement, en multipliant les mesures antisociales et réactionnaires Sarkozy et son gouvernement savaient pertinemment qu'ils seraient sanctionnés lors des prochaines élections présidentielles et législatives.

Ils savaient également que ce serait plus facile à un président de la République et à un gouvernement soi-disant de gauche de faire ou d'achever le sale boulot qu'ils n'avaient pas pu entreprendre ou terminer, car ils bénéficieraient du support des principaux partis ouvriers ou dits de gauche ainsi que les syndicats contrôlés par des dirigeants inféodés au capital.

Oui, ainsi l'histoire se répète, c'était prévu et en quelque sorte inévitable puisqu'il n'existe pas de parti ouvrier révolutionnaire en France ou ne serait-ce qu'indépendant de l'Etat.

Racket de l'Etat au profit des richissimes actionnaires.

- L'Etat a ôté lundi un énorme fardeau à EDF en promettant que l'électricien national se verrait rembourser une ardoise de près de 5 milliards d'euros lié à l'essor des énergies renouvelables, via de futures augmentations de la CSPE, une taxe payée par les consommateurs.

La taxe en question, la Contribution au service public de l'électricité, sert à couvrir les charges des missions de service public d'EDF, dont celles liées au rachat à un prix bonifié de l'électricité d'origine renouvelable.

Or, avec l'envolée de la production d'électricité solaire et éolienne, les charges que la CSPE est censée couvrir ont explosé ces dernières années. Mais les gouvernements successifs ont traîné des pieds pour relever le niveau de la taxe, afin de ne pas faire flamber encore plus des factures d'électricité de plus en plus lourdes.

Augmentations à venir pour le consommateur

"Il faut préserver la capacité d'investir d'EDF, c'était absolument nécessaire que l'Etat procède à cet acte de responsabilité et de transparence", a déclaré à l'AFP la ministre de l'Energie Delphine Batho, pour qui le gouvernement a ainsi réglé un "lourd passif" légué par la droite.

Reste à préciser les conséquences pour le consommateur. Le gouvernement se contente d'indiquer que *"les augmentations à venir" de la CSPE "permettront par la suite de résorber progressivement le manque à gagner" d'EDF.*

Delphine Batho a par ailleurs indiqué que la question d'un éventuel dé plafonnement de cette taxe, dont les augmentations ont été jusqu'ici limitées à 3 euros le mégawattheure par an, comme celle d'un élargissement de son assiette de prélèvement à d'autres énergies que l'électricité, seraient abordées dans le cadre du débat national sur la transition énergétique lancé récemment.

La CSPE a été encore relevée début janvier, ce qui va gonfler les factures d'électricité de 2,5% en moyenne, soit environ 15 euros par an et par ménage.

Après la réforme des prix du gaz présentée en décembre dernier, qui va *"remettre les compteurs à zéro"* pour l'opérateur gazier GDF Suez, le gouvernement Ayrault montre en tout cas sa détermination à régler les délicats contentieux tarifaires hérités de la droite.

Cet accord ôte aussi un fardeau qui assombrissait les comptes d'EDF, et qui pesait tel une épée de Damoclès sur le cours du groupe, actuellement plombé par une conjoncture défavorable et des besoins d'investissement importants.

Les investisseurs ont d'ailleurs salué cette nouvelle, faisant bondir l'action EDF de 5,34% à 14,39 euros en fin de séance. AFP 14.01

No comment !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

1.1- Le ministre britannique des Finances, George Osborne, a estimé que l'Union européenne devait changer si elle voulait que la Grande-Bretagne en reste membre, dans un entretien aujourd'hui au quotidien allemand Die Welt.

"J'espère vraiment que la Grande-Bretagne restera un membre de l'Union européenne. Mais pour que nous restions dans l'UE, l'UE doit changer", a-t-il affirmé au journal conservateur qui lui demandait si Londres en serait encore membre dans 10 ans.

"La population britannique est très déçue vis-à-vis de l'UE et les gens ont le sentiment que beaucoup trop de choses sont décidées trop loin (d'eux) à Bruxelles. Nos citoyens se demandent si l'Europe résout réellement leurs problèmes les plus immédiats et peut créer des emplois et leur assurer un bon niveau de vie", a-t-il ajouté.

"Nous voulons que l'UE fasse plus dans certains domaines, comme le marché intérieur, le numérique, l'énergie, le libre échange avec les Etats-Unis, le Japon, et d'autres parties du monde. Nous avons des idées pour l'UE et il est frustrant qu'elles ne soient pas appliquées", a-t-il encore précisé. Il a, en outre, clairement réaffirmé qu'aucun "gouvernement dont (il ferait) partie ne voudra jamais faire partie de l'euro". AFP 11.01

1.2- M. Cameron : apprenez qu'un homme politique ne fait rarement ce qu'il veut... mais ce qu'on lui 'suggère'

Certains affirment que le véritable pouvoir de l'Occident se situe en Angleterre, d'autres aux Etats-Unis. En réalité, c'est un peu plus compliqué car le pouvoir est sans patrie et nous tendons même à considérer qu'il a planifié de sacrifier ces deux forteresses illustrant un Système qui a fait la pluie et le beau temps durant tout le XX^e siècle, ainsi que durant la première décennie du nouveau siècle.

Selon des rumeurs circulant dans les milieux financiers et qui s'avèrent fondées, les politiciens dirigeants l'Angleterre sous la coupe de David Cameron, pensent à quitter l'Union européenne. Des banquiers très influents de la City partagent cette opinion.

Il y a quelques heures, l'administration Obama a clairement exprimé son point de vue sur le sujet par la voix du secrétaire américain chargé des Affaires européennes, Philip Gordon. Il est hors de question de voir l'Angleterre claquer la porte de l'Union européenne qui serait (on est surpris de l'apprendre à la lumière d'autres informations) en train de resserrer ses liens avec l'Amérique.

« *Nos liens se resserrent avec l'Union européenne en tant qu'institution. Or, celle-ci a une voix qui porte de plus en plus dans le monde, et nous voulons que la Grande-Bretagne ait une voix forte dans cette Union européenne* », a expliqué Philip Gordon lors d'un discours tenu mercredi 9 janvier à l'ambassade des Etats-Unis à Londres. Le « *monarque* » londonien David Cameron pense en tant que politicien et est tenté de faire de la question de la sortie de l'Angleterre de l'Union européenne le sujet d'un référendum. Cela lui permettrait de rester au poste qu'il occupe et semble apprécier, jusqu'en 2020.

David Cameron a-t-il compris le message et repoussera-t-il le référendum entre 2015 et 2018 ? Sans doute va-t-il rencontrer ses mentors et discuter du sujet avec quelques stars de la finance mondiale, inconnues du grand public, siégeant à Londres et membres du cartel bancaire... pour avis.

Cet avis, nous le connaissons d'avance.

Il y a déjà eu le message du Financial Times, le journal de l'establishment, publié le 8 janvier 2013. Le fondateur de Virgin, Richard Branson, suggérait au Premier ministre britannique que l'Angleterre reste au sein de l'UE et même qu'elle y prenne un rôle de leader. Peu avant, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, avait chaudement recommandé à David Cameron de réfléchir à deux fois... Et puis, il y a le petit Tony, dont personne ne parle mais qui reste le porte-parole d'un groupe de mafieux obscurs mais ô combien puissants.

Le 28 novembre 2012, le mage Tony Blair a fait un oracle : prenant la parole devant un parterre d'initiés du Royal Institute of International Affairs (R.I.I.A.), l'ex Premier ministre britannique a averti David Cameron (actuel dirigeant du gouvernement d'Angleterre), que sa politique consistant à un retrait de l'Union européenne se solderait par la déconfiture du Royaume-Uni. Cela serait, a-t-il averti, « *invalidant du point de vue politique, dommageable économiquement, et énormément destructeur vis-à-vis des véritables intérêts à long terme de la Grande-Bretagne* ». Rester dans l'Union européenne est « *un élément absolument essentiel pour le maintien de notre nation en tant que puissance mondiale et économique. Ce serait une erreur monumentale que d'y tourner le dos et de perdre une position de pouvoir et d'influence cruciale pour le XXI^{ème} siècle* ».

Par conséquent, il y a de réelles chances que le référendum attende... à moins d'une crise violente qui ne semble pas pointer pour le moment... et là, le magicien Mario Draghi n'y est pas pour rien. Nous en reparlerons. Liesi 12.01

2- Grèce

2.1- Bombe incendiaire au domicile du frère du porte-parole du gouvernement grec

La police a indiqué que des incendiaires ont attaqué le domicile du frère du porte-parole du gouvernement Simos Kedikoglou avec une bombe.

Les incendiaires ont défoncé la porte avec un marteau et jeté une bombe incendiaire à l'intérieur, précisent les forces de l'ordre.

Selon la police, les occupants de la maison – le frère du porte-parole, son épouse et leur enfant de 3 ans – sont sains et saufs. Ils ont ajouté que les occupants avaient éteint le feu.

Des incendiaires avaient attaqué les domiciles de cinq éminents journalistes avant l'aube vendredi, incitant le porte-parole du gouvernement, un ancien journaliste, à condamner ces attaques. Deux petits groupes anarchistes auraient revendiqué la responsabilité de ces attaques, qui ont causé des dégâts limités et aucun blessé. okeanews.fr 13.01

2.2- Athènes : le quartier général de la Nouvelle Démocratie attaqué à la kalachnikov dans la nuit

Le bâtiment principal du parti de la Nouvelle Démocratie du premier ministre A. Samaras a été attaqué ce matin vers 2h30 par 2 hommes qui auraient utilisé des kalachnikovs. Il n'y a pas eu de blessé.

Une voiture incendiée aurait été retrouvée près du quartier général du parti : la police pense qu'elle aurait pu servir dans l'attaque.

La police scientifique a recueilli sur les lieux neuf douilles de fusils d'assaut Kalachnikov, selon la presse. Après la bombe incendiaire à la résidence du frère du porte parole du gouvernement hier, les incendies criminels dans 3 bureaux de la Nouvelle Démocratie et un bureau du PASOK avant-hier et les (petites) bombes qui ont explosé devant les domiciles de 5 journalistes en fin de semaine dernière, les actes de violence symboliques semblent s'accroître.

Selon l'AFP, cette flambée de violence semble liée aux récentes opérations de police pour déloger des squatters de bâtiments publics, provoquant de vives tensions avec le principal parti d'opposition de gauche, Syriza. Une grande manifestation a eu lieu samedi à Athènes pour protester contre les expulsions de squatters pendant le week-end.

source : enikos.gr (okeanews.fr 14.01)

2.3- Suite à un appel téléphonique anonyme indiquant qu'une bombe a été placée dans le bâtiment, la cour suprême a été évacuée ce matin.

La police enquête sur place. okeanews.fr 14.01

3- Islande

L'Islande a annoncé lundi la suspension de ses négociations en vue de son adhésion à l'Union européenne, dans la perspective des élections législatives d'avril qui pourraient amener au pouvoir un gouvernement eurosceptique et interrompre le dialogue.

La coalition gouvernementale, formée des sociaux démocrates et du parti Gauche-Verte et distancée dans les sondages, a déclaré qu'aucune discussion n'allait être entamée avec l'Union sur de nouveaux chapitres. Les négociations en cours vont se poursuivre, mais aucune décision ne sera prise.

La crise économique a accru l'intérêt de rejoindre un groupe comme l'Union européenne, mais les récents sondages d'opinion ont montré que la population voterait contre l'entrée dans l'Union en cas de référendum.

Les sociaux-démocrates sont favorables à l'entrée dans l'Union, contrairement à la Gauche-Verte. Les deux formations ont surmonté leur divergences pour entamer les négociations en convenant que tout accord avec l'UE fasse l'objet d'un référendum.

L'opposition de centre-droit est hostile à l'entrée de l'Islande dans l'Union européenne. Reuters 14.01

4- Syrie - Mali

Comme l'Occident est bloqué par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre en œuvre la politique du Grand remodelage du Moyen-Orient au service des sionistes et d'une partie des oligarchies américaines, il soutient les terroristes et mercenaires les plus fanatiques. Cette politique est aussi celle qui fut engagée dans l'attaque du régime de M. Kadhafi.

Comme l'écrivait A. Jules il y a quelques mois : « *Le Mali s'est embrasé. La France crie au scandale et dit craindre l'islamisme dans le nord malien. Or, c'est la France qui est à l'origine de la force des Touareg aujourd'hui, et d'Aqmi d'ailleurs* ». Dans un billet écrit au printemps 2011, A. Jules écrivait : « *L'arrivée massive d'armes, notamment le parachutage abscons par la France, et en violation de la résolution 1973, d'armes lourdes dans le Djebel Nafoussa, le retour de près d'un million de travailleurs migrants, auront transformé ce conflit mené par des gens sans vision, en un massacre qui se poursuivra.* » (...)

Le sieur Nicolas Sarkozy a agi comme il le fallait pour transformer le Sahel en une poudrière et ce sont les soldats français que le pouvoir expose afin de satisfaire des intérêts mafieux.

Depuis quelques décennies, les dirigeants français sont devenus les mercenaires d'une Alliance dont les troupes servent avant tout les politiques mondialistes des multinationales contrôlées par les factions dominantes du cartel bancaire. (...)

Quand on voit ce monde, la lâcheté de ses princes et leur bouffonneries à l'égard des puissants, les questions posées sont graves et les réponses... effrayantes.

Pour le Mali, voici la conclusion de notre confrère B. Lugan :

Au Mali, l'alternative est simple :

« Soit nous laissons le cours de la longue histoire reprendre son déroulé et nous admettons la réalité qui est que le Mali n'a jamais existé et que les Touaregs ne veulent plus être soumis aux Noirs du Sud. Dans ce cas, nous entérinons le fait accompli séparatiste et nous veillons à ce que les Touaregs qui auront obtenu ce qu'ils demandaient deviennent nos alliés dans le combat contre Aqmi. . »

« Soit, de concert avec les Etats de l'Ouest africain, nous intervenons militairement contre les Touaregs pour reconstituer une fiction d'Etat malien et nous jetons ces derniers dans les bras d'Aqmi avec tous les risques de contagion qu'une telle politique implique. » Liesi 14.01

5- Tunisie

Plus de 8.000 Tunisiens défenseurs d'un Etat laïque ont manifesté lundi à Tunis pour afficher leur opposition au gouvernement d'inspiration islamiste, deux ans jour pour jour après la chute du président Zine Ben Ali.

"Non à la dictature émergente", "Non à la dictature religieuse", "Ni peur, ni horreur, le pouvoir appartient au peuple", pouvait-on lire sur les pancartes des manifestants.

Agitant des drapeaux rouges et blancs aux couleurs de la Tunisie, les participants ont scandé : "Dehors Ennahda" et "Où est la Constitution ? Où est la démocratie ?"

"Je me trouvais ici, exactement au même endroit il y a deux ans. Le dictateur est parti et nous avons obtenu la liberté d'expression mais nous sommes toujours confrontés à de nombreuses difficultés comme des éruptions de violences, un manque de sécurité, la persistance du chômage et le coût de la vie", a dit à Reuters la secrétaire générale du Parti républicain, Maya Jribi.

Sur cette même avenue Bourguiba, environ 2.000 partisans du gouvernement de coalition ont célébré de leur côté le deuxième anniversaire de la "révolution de jasmin".

Aucun affrontement n'a éclaté entre les deux cortèges. Des centaines de policiers anti-émeutes avaient été déployés.

"L'opposition tente de provoquer l'échec du gouvernement, elle refuse le dialogue et de participer à un gouvernement", a déclaré un participant au rassemblement gouvernemental, Ahmed Salhi, à Reuters. "Leur seul objectif est de ne pas voir les islamistes gouverner la Tunisie." Reuters 14.01

SOCIAL

1- France

1.1-

L'Unédic a revu à la hausse lundi ses prévisions de déficit pour 2012, à 2,7 milliards d'euros, et pour 2013 à 5 milliards, évaluant à 178.800 l'augmentation du nombre de chômeurs cette année. Au total la dette de l'assurance chômage devrait s'élever à 18,6 milliards fin 2013. L'Expansion.com 14.01

1.2 - Transcom France : liquidation.

L'entreprise Transcom France, qui compte trois centres d'appels dans l'hexagone, a été placée jeudi en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Versailles, a-t-on appris vendredi auprès de la CGT qui estime à près de 500 le nombre de salariés travaillant pour la société.

Les centres d'appels de Transcom, dont le siège est basé à Vélizy (Yvelines), sont situés à Montluçon (Allier), Raon-L'Etape (Vosges) et Soissons (Aisne).

"Depuis que Transcom a mis en place un plan restructuration en 2008, près de 1.400 emplois ont été perdus. Nous étions 2.000 répartis sur six sites, il y a quatre ans, nous ne sommes plus que 500 aujourd'hui", a affirmé à l'AFP Sandra Blaise, déléguée centrale CGT. AFP 11.01

2- Grande-Bretagne

Les magasins de la chaîne britannique d'équipements photographiques Jessops, placée mercredi sous administration judiciaire, vont fermer, ce qui entraînera la suppression de plus de 1.300 emplois, a annoncé vendredi le cabinet PricewaterhouseCoopers (PwC).

"Il est évident que nous ne pouvons poursuivre notre activité et en conséquence, nous avons dû prendre la décision difficile de commencer à fermer tous les 187 magasins Jessops à la fin de la journée aujourd'hui (vendredi)", a déclaré dans un communiqué Rob Hunt, l'un des responsables de PwC, chargé de l'administration de Jessops. AFP 11.01

3- Espagne

Une centaine de salariés de la compagnie aérienne Iberia ont manifesté lundi devant le siège du groupe à Madrid pour dénoncer la fusion avec la compagnie britannique British Airways et le plan de restructuration qui prévoit quelque 4.000 suppressions d'emplois chez Iberia.

"On l'appelle pillage, mais c'est bien ça", criaient les manifestants qui agitaient des pancartes "Mauvaise gestion, merci la fusion", répondant à l'appel d'une association indépendante des syndicats.

"Iberia est en train d'être démantelé au profit de British Airways" en réduisant le nombre de destinations qui vont revenir à la compagnie, dénonçait une salariée qui préférait conserver l'anonymat.

L'association propose *"l'annulation de la fusion avec BA et la recherche de partenaires plus viables"* ainsi qu'un *"autre mode de gestion qui permette le développement et le maintien de notre position stratégique, vitale pour notre pays"*

Le plan actuel prévoit outre les suppressions d'emplois, des réductions de salaire de 18% pour le personnel au sol, de 23% pour les pilotes et 28% pour les personnels navigants, ainsi qu'une diminution de la flotte d'Iberia de 25 avions.

Les syndicats proposent eux le gel des salaires jusqu'en 2015, et l'intégration de la compagnie à bas coûts Iberia Express au sein d'Iberia, ainsi que le maintien des destinations en Amérique latine.

Les syndicats avaient décidé le 10 décembre d'annuler les six jours de grève prévus avant les départs en vacances de Noël. AFP 14.01

4- Suède

SKF, numéro un mondial des roulements à billes, a annoncé lundi qu'il supprimerait 2.500 emplois pour ajuster ses effectifs à la détérioration de la demande, illustrant les perspectives peu encourageantes de l'industrie européenne.

Le groupe suédois, dont les produits sont utilisés dans une large gamme de produits allant des lave-linge aux avions, est parfois présenté comme un indicateur avancé des tendances économiques en raison de l'éventail de ses débouchés.

Parmi sa clientèle, figurent les constructeurs automobiles qui traversent actuellement une des périodes les plus difficiles de leur histoire.

"La demande s'est affaiblie au cours du quatrième trimestre et nous nous attendons à ce que cela continue à ce niveau au début de l'année", a déclaré le directeur général de SKF, Tom Johnstone.

Le groupe entend réduire ses dépenses de trois milliards de couronnes (350 millions d'euros) d'ici 2015. Parmi les mesures prévues, figure une réduction de 5% de ses effectifs qui s'élèvent actuellement à 46.000 salariés.

"Ce qui est important, c'est que le groupe s'appuie sur cette période difficile sur le front de la demande pour améliorer sa rentabilité", souligne Peder Frolen, analyste de Handelsbanken Capital Markets.

Le groupe a par ailleurs annoncé que son plan d'économies incluait le transfert d'une partie de la production de l'Europe de l'Ouest vers l'Europe de l'Est, l'Asie et l'Amérique latine. Il prévoit également une consolidation dans d'autres segments de ses activités.

Les réductions de postes annoncées lundi se feront essentiellement via des départs à la retraite anticipés et des départs

volontaires. Reuters 14.01

ECONOMIE

1- Fed

Le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke a exhorté lundi le Congrès à relever le plafond d'endettement des Etats-Unis pour parer à tout risque de défaut, estimant en outre que les passes d'armes politiques sur le déficit étaient préjudiciables à la situation économique.

Il a argué que relever ce plafond légal d'endettement ne revenait pas à autoriser de nouvelles dépenses publiques. (C'est marrant, on s'en doutait ! Sociales évidemment, quant aux militaires ou policières c'est autre chose. - Ndlr)

"Relever le plafond de la dette, ce que le Congrès doit faire périodiquement, donne au gouvernement la capacité de payer ses factures en cours", a-t-il expliqué lors d'un événement.

(Celles du complexe militaro-industriel en priorité. - Ndlr)

Le secrétaire au Trésor Timothy Geithner a lui aussi exhorté le Congrès à relever le plafond d'endettement légal de 16.400 milliards de dollars, faute de quoi, le pays risquait des dommages économiques *"irréparables"*.

(La menace vient du cartel des banquiers qui détiennent la caisse, la planche à billets, l'or et finalement le pouvoir. Vous faites ce qu'on vous ordonne ou on fait monter les taux d'intérêt on spéculé contre le dollar et on fait tout péter, choisissez. Ne vous marrez pas, c'est ainsi que les choses se passent en réalité. D'ailleurs, Bernarake ne s'est pas gêné pour lancer cette menace publiquement- Ndlr)

Ben Bernanke a enfoncé le clou en déclarant lundi que *"la pire des choses que nous puissions faire serait de relever les taux d'intérêt prématurément, provoquant ainsi une récession"*. Reuters 14.01

2- Banques centrales

L'arrosage bancaire a-t-il ses limites ?

Depuis le déclenchement de la crise des subprimes, ces armes à neutron choisies par le club de richissimes mondialistes désireux de renverser l'ordre des nations pour introduire un village global morcelé en grandes régions, les banques centrales font durer les suspens avant l'étape de la mise à mort du SYSTÈME.

C'est la question du moment : pour combien de temps ?

Le graphique ci-dessus (en haut de l'écran - ndlr) illustre parfaitement le jeu orchestré par tous les clubs de banquiers qui ordonnent la politique monétaire des banques centrales des principales puissances financières de la planète. Il y a quelques jours, l'Institut de la finance internationale (IIF) affirmait que la politique de l'argent facile pourrait être en train d'atteindre son ampleur maximale. « *Le cycle de fourniture de liquidités en abondance touche à sa fin* », a estimé Hung Tran, premier directeur général adjoint de ce groupement défendant les intérêts des grandes banques de la planète, lors d'une conférence de presse à Washington. Ce dernier, faisant référence aux documents publiés par la Fed, constate que les dirigeants de la banque centrale étaient dans l'ensemble plutôt favorables à ce que cette politique cesse au plus tard d'ici à la fin de l'année.

Nous sommes dans une situation où la fête peut, certes, durer encore un peu, mais la marge de manœuvre diminue incontestablement. A la lecture de ce beau graphique, on comprend mieux pourquoi les hommes liges dirigeant les banques centrales parlent de QE illimité.

Or l'infini n'existe pas dans l'agenda mondialiste.

Il faut donc être comme le médecin au chevet du patient : guetter les signes annonciateurs de la mort clinique. En attendant, les politiques qui ne savent plus rien faire sinon obéir aux lois du Marché et à ses ukases, cherchent à briller sur le seul domaine où ils peuvent encore exercer leur petit *'pouvoir'* : celui du débat de société et de la culture. Liesi 13.01

3- Corée du Sud

Le géant sud-coréen de l'électronique Samsung Electronics a annoncé lundi avoir vendu plus de 100 millions de smartphones Galaxy depuis 2010, creusant son avance sur l'iPhone de son concurrent américain Apple. Le premier de la série Galaxy S phone, lancé en juin 2010, s'est écoulé à 25 millions d'unités, le Galaxy S II, lancé en avril 2011, à plus de 40 millions et le S III à 40 millions également depuis sa mise sur le marché l'an dernier.

2012 a été un tournant pour Samsung qui a assis sa domination sur le marché des téléphones portables, tous modèles confondus, avec une part de marché mondiale de 31,3% au troisième trimestre alors qu'elle n'était que de 3,3% fin 2009. Sur l'ensemble de l'année, le sud-coréen s'arroge une part de marché de 28%, contre 20% en 2011, Apple confortant sa deuxième place à 20% contre 19%, selon le cabinet d'étude IHS iSuppli. AFP 14/01

4- Chine

Le pays a dépassé depuis plusieurs années les Etats-Unis et l'Europe en terme d'immatriculations pour devenir le premier au monde. L'an dernier, elles ont atteint 19,3 millions d'unités, contre 14,49 millions aux Etats-Unis et elles devraient connaître une croissance encore soutenue cette année, selon des analystes.

La Chine pourrait à présent se hisser au premier rang mondial en terme de production. Selon les projections du cabinet spécialisé IHS Automotive, près de 20 millions de véhicules (voitures et véhicules utilitaires légers) devraient être produits sur le sol chinois en 2013, contre 18 millions en Europe en incluant la Russie et même la Turquie. Le boom de la production en Chine doit beaucoup aux groupes étrangers, qui captent environ 70% du marché national et produisent sur place via des coentreprises avec des Chinois. Les plus importants sont l'américain General Motors, l'allemand Volkswagen ou encore le japonais Nissan.

Mais les constructeurs nationaux ne sont pas en reste. Poussés par le gouvernement chinois à allier leurs forces, ils font preuve de velléités de plus en plus marquées. "*La stratégie des groupes chinois s'appuie d'abord sur la maîtrise de leur marché intérieur*", commente Laurent des Places, associé chez KPMG en France. "*Le gouvernement a une volonté ferme d'aider ces grands groupes à en prendre au moins 50%*", ajoute-t-il. GAC et son compatriote Chery, qui se classent parmi les dix premiers constructeurs chinois, ont ainsi conclu à l'automne dernier un accord pour devenir plus compétitifs.

Ils poussent aussi leurs pions à l'étranger, que ce soit en Asie du Sud-Est ou plus loin. "*Geely, Chery et Great Wall ont une stratégie offensive en matière d'exportation vers l'Iran, mais aussi l'Egypte, l'Algérie et des marchés en Amérique latine comme le Chili, qui a un accord commercial spécifique avec la Chine*", indique Namrita Chow, analyste chez IHS Global Insight à Shanghai. Le numéro un chinois, SAIC, fait de même via ses coentreprises avec VW et GM, ajoute l'analyste.

Ces constructeurs profitent du fait que les ventes automobiles dans les marchés émergents sont encore "*sous-développées et qu'ils y sont compétitifs en terme de prix et de gamme de produits*". Les groupes chinois ne disposent pas encore d'usines de production en dehors de leurs frontières, mais les choses changent. Great Wall a lancé le mouvement en s'implantant l'an dernier en Bulgarie. L'Europe de l'Est, comme le Mexique, présente l'avantage d'être ouverts aux investisseurs et de pouvoir servir de base arrière pour vendre en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis, explique M. des Places.

Reste à savoir s'ils sauront séduire les automobilistes. "*Les constructeurs chinois doivent encore prouver la fiabilité de leurs véhicules*", commente Jesse Toprak du site spécialisé américain Truecar. AFP 12.01

[Haut de page ↗](#)

Le 16 janvier

CAUSERIE

J'ai ouvert un dossier *Mali* où vous trouverez les articles en ligne dans le portail.

J'ai reçu un courriel du M'PEP.

Il nous informe que "*Le M'PEP devient le ... M'PEP*", de *Mouvement politique d'éducation populaire* il se transforme en *Mouvement politique d'émancipation populaire*.

On a envie de leur répondre que cela nous fait une belle jambe, car on a appris qu'il venait de tenir leur congrès, et en me connectant sur leur portail je n'en ai pas trouvé trace, mais bon, j'ai peut-être mal cherché.

J'ai aussi cherché un article sur l'accord patronal intervenu le 11 janvier consacrant la liquidation du contrat de travail, là non plus je n'en ai pas trouvé trace, décidément ils doivent utiliser une encre invisible à l'écran ! Bon, ne perdons pas notre temps.

Je suis évidemment dans l'impossibilité d'intervenir sur tous les sujets d'actualité, je fais ce que je peux. Vous avez dans le portail des articles qui vous permettent de comprendre la situation. J'interviens sur certaines questions plus longuement quand j'en trouve le temps. Je me suis formé au logiciel Corel Draw dimanche dernier. Je vais reprendre mes cours de linguistique pour affiner la présentation de mes analyses, en fait j'ai presque tout oublié, je n'en ai gardé que la substance comme toujours.

La vie quotidienne en Inde comme si vous y étiez.

Une Indienne de sept ans a été violée dans les toilettes d'une école dans l'Etat touristique de Goa, provoquant des manifestations d'ampleur et l'arrestation de la directrice de l'établissement, a-t-on appris mardi de source policière. AFP 15.01

Qui a dit ?

- *"Nous remercions le Washington Post, le New York Times, le Time magazine et leurs directeurs qui ont participé à nos réunions (Bilderberg) et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux feux de la rampe durant toutes ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à marcher vers le gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée ces derniers siècles."*

Réponse : David Rockefeller.

S'agissant des médias, le même constat est valable pour la France.

L'omerta a été de mise lorsque le groupe Bilderberg s'est réuni en France à Versailles en 2003. Ajoutons qu'aucun parti ouvrier n'a relayé cette information.

Car voyez-vous quand quelque 120 ou 140 parmi les personnalités les plus puissantes ou les plus influentes du monde de la finance, des entreprises et des médias et des Etats ou chefs de parti politique se réunissent à huis clos sous protection policière et militaire pendant plusieurs jours, dans un endroit tenu secret jusqu'à la veille de leur conciliabule pour débattre du sort de l'humanité, cela n'intéresse personne ou ne doit concerner ni vous ni moi, cela ne vaut même pas la peine qu'on se demande qu'est-ce qu'ils peuvent bien avoir à se dire de si important pour que rien ne filtre à l'extérieur de ces réunions depuis 1954.

Peut importe également que des dirigeants ou des élus parfois de second plan ou pratiquement inconnu de certains partis qui y ont participé se retrouvent propulsés Chancelier, Premier ministre ou Président au cours des trois années suivantes. Peu importe aussi qu'il figure à leur programme la préparation des prochaines guerres, programme qui sera ensuite adopté par l'ONU ou d'autres instances internationales comme l'Union européenne, puis légitimer par les chefs d'Etat qui les soutiendront.

En fait, peu importe qui gouverne le monde, peu importe comment il fonctionne, peu importe quels sont les rapports qui existent entre l'oligarchie financière flanquée d'une élite d'intellectuels ultra conservateurs, bref, peu importe dans quelle direction se dirige l'humanité.

Sans blaguer le moins du monde, ce sont ceux qui prétendent lutter pour le socialisme, contre le capitalisme et l'ignorance des masses sur laquelle sa pérennité repose en grande partie, qui tiennent ce discours ou plutôt qui adoptent cette attitude puisqu'ils se terrent dans un silence insupportable à nos yeux.

David Rockefeller a reconnu lui-même que la divulgation de leur plan machiavélique aurait entravé sa réalisation, ce qui signifie que ceux qui ont gardé le silence s'en sont faits volontairement les complices. Depuis plus d'un demi-siècle. Ils ne pouvaient pas à la fois s'attaquer véritablement à l'oligarchie financière et défendre les intérêts de leur misérable boutique, leurs appareils.

Ce n'est pas la seule explication, mais ne cherchez pas plus loin pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, vous avez là la réponse.

Parole d'internaute

(Suite à un article du Monde : *La défiance des Français envers la politique atteint un niveau record*, sur la base d'un sondage (Cevipof) et la comparaison des réponses entre 2009 et 2012. L'article est en ligne dans la rubrique politique)

- *"Une source d'étonnement : en trois ans selon les graphiques présentés, les Français auraient tourné à droite et pourtant ils viennent d'élire un président et une assemblée nationale de gauche"*

Continuez, qu'est-ce que cela signifie ? Votre perception ne reflète qu'une partie de la réalité, elle est faussée du fait que les institutions (ou leur fonctionnement) auxquelles il est fait référence dans ce sondage ne reflètent pas le véritable état d'esprit de

la population, encore moins prendre en compte leurs intérêts, elles ne lui permettent pas de l'exprimer puisque tous les partis qui participent aux institutions sont inféodées au capital.

Cela signifie que les "*Français*" sont majoritairement opposés à l'idéologie antisociale et réactionnaire que véhicule la droite, ils savent ce qu'ils ne veulent pas ou plus, sans savoir ce qu'ils veulent vraiment et de quelle manière y parvenir, ce qui explique qu'ils se tournent vers la droite puis vers ce qu'on leur présente comme la gauche, puis inversement et ainsi de suite, sans forcément avoir des illusions dans les uns ou les autres d'ailleurs.

En procédant de la sorte, il est parfaitement clair qu'ils ont intégré ou pris conscience que finalement la politique mise en oeuvre par la droite ou la gauche est finalement la même.

On sera d'accord que pour entrevoir une solution satisfaisante à un problème, faut-il encore être en mesure de le poser correctement ou de se poser les bonnes questions. C'est élémentaire, certes, mais voyez-vous cela échappe parfois aussi aux esprits les plus brillants.

Ce ne sont pas des illusions dans les institutions ou les partis qui y participent qui s'expriment ici, mais avant tout l'incompréhension du fonctionnement de la société, les rapports sur lesquels elle repose, et donc l'impossibilité d'entrevoir une issue politique qui constituerait une rupture avec ce fonctionnement et ces rapports qui reflèterait fidèlement leur état d'esprit, leurs besoins et aspirations.

Une fois ce constat établi, les masses exploitées se trouvent dans l'impossibilité de se tourner vers le ou les seuls partis qui incarneraient ou pourraient incarner cette issue politique, soit qu'elles en ignorent l'existence, soit que ces partis ne leur inspirent pas plus confiance que les partis institutionnels, puisque finalement aucun ne fait l'effort de les aider à mieux comprendre le fonctionnement de la société.

Pourquoi ? Parce que ces partis rejettent ce constat. Pour eux le problème ne vient du fait que les travailleurs ne comprennent pas comment fonctionne la société, mais parce qu'ils auraient encore des illusions dans le PS et ses satellites et au-delà dans le Front de gauche, et également dans les institutions. De ce fait ces partis (POI, NPA, LO) ne leur sont d'aucune utilité ou ne leur inspirent pas davantage confiance, sauf ponctuellement pour livrer une bataille, et encore, quand ils ne les considèrent pas plus ou moins consciemment liés aux partis institutionnels.

Ces partis refusent d'intégrer dans leurs analyses et stratégies le fait que les travailleurs ont déjà derrière eux une très longue expérience du PS et PCF et leurs satellites respectifs, de la même manière qu'ils ont été incapables d'intégrer les profondes transformations qu'a connues la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, et plus particulièrement lors des trois dernières décennies, ils en sont encore à une conception de la lutte des classes du début du XXe siècle ou plus loin en arrière encore.

Ayant toujours refusé de se tourner résolument vers la classe ouvrière pour en faire la base de leur parti, au fil du temps ils sont devenus en grande partie étrangers à la classe ouvrière et ses préoccupations, pour finalement se retrouver en total décalage par rapport à la manière dont le prolétariat vit aujourd'hui en régime capitaliste et l'idée qu'il s'en fait.

Dans leurs discours, ils en sont encore à s'acharner à vouloir convaincre du bien-fondé de leurs analyses, alors que les travailleurs veulent avant tout qu'on les aide à comprendre par eux-mêmes la situation et la société puisqu'ils disposent désormais d'un niveau d'instruction et d'une multitude de moyens d'informations leur permettant de se forger eux-mêmes leurs propres idées, refusant qu'on leur dicte un point de vue ou voyant d'un oeil soupçonneux toute entreprise qui revient à leur mâcher le travail. Maintenant que dans la jungle des informations mises à leur disposition il leur soit difficile, voire impossible de s'y retrouver est une autre question, cela ne contredit pas ce qui vient d'être dit, au contraire, cela en confirme le bien-fondé.

Ce genre de discours ne correspondant pas à ce que les travailleurs attendent, ces partis en sont réduits de plus en plus à commenter l'actualité à la façon des chroniqueurs bourgeois, reproduisant des articles ou des extraits d'articles d'agences de presse ou de médias nationaux sans fournir le moindre élément supplémentaire permettant de comprendre quoi que ce soit au-delà des éléments fournis par les auteurs de ces articles. Sinon ils fabriquent des articles à partir de citations extraits d'articles de presse, ce qui donne l'impression trompeuse qu'ils réalisent un vrai travail de création ou de réflexion, alors qu'en réalité ils ne font que de la copie, car n'y figure aucune conclusion qui pourrait servir d'enseignement.

Et quand ils prétendent expliquer quelque chose aux travailleurs, en réalité ils ne font qu'exposer leur politique à laquelle leurs interlocuteurs sont appelés à adhérer les yeux fermés, puisque avec les éléments qu'ils leur fournissent il leur est totalement impossible de comprendre sur quelle analyse elle repose vraiment ou comment ils ont construit leur raisonnement, de telle sorte qu'il est impossible à leurs interlocuteurs d'en identifier les différentes étapes, de reproduire eux-mêmes ce raisonnement pour le confirmer ou l'infirmer, ce qui de notre point de vue est intolérable pour les raisons que je vous laisse deviner.

Quant à leurs discours en direction des militants du mouvement ouvrier, de leurs dirigeants, de l'élite intellectuelle, ils sortent du même tonneau, c'est pire encore, car s'y ajoute une grande part de non-dits, de dogmatisme, nécessitant une grande expérience,

une attention soutenue, une connaissance approfondie de l'histoire du mouvement ouvrier et la de leur en particulier, pour comprendre leurs véritable intentions, où ils veulent vraiment en venir, quel en était l'objectif, exercice qui lassera plus d'un militant ou le laissera dans l'expectative ou encore, qui aura la fâcheuse impression qu'on cherche à le manipuler, alors que ce n'est pas forcément le cas. Aujourd'hui, il existe un nombre considérable de militants qui ont été un jour organisés dans un parti et qui demeurent inorganisés, que de militants dans ces partis. Notre objectif est de contribuer à inverser cette tendance.

De notre côté, nous nous employons minutieusement à expliquer comment sont construites nos analyses étape par étape, après avoir évalué différentes hypothèses, sur quels éléments ou facteurs et quels rapports reposent nos positions, de telle sorte que chacun puisse tranquillement reproduire le processus (dialectique) intellectuel que nous avons mis en oeuvre, afin que chaque militant soit capables de se forger librement sa propre conviction, en aucun cas nous demandons aux militants de nous faire confiance, nous rejetons catégoriquement toute méthode qui aboutirait à ce résultat, cela n'a jamais été notre intention et nous nous en tenons à ce principe qui n'est pas négociable. Ajoutons que nous mettons à la disposition des militants ou lecteurs, la totalité des documents ou des informations qui nous ont permis de construire nos analyses, et au côté de toutes nos citations ou extraits d'articles figurent leurs sources, auteurs, dates, etc. ainsi en les consultant ils peuvent à leur tour réaliser leurs propres analyses ou vérifier quotidiennement l'honnêteté de l'auteur de ce portail, cela non plus n'est pas amendable.

En famille. "Ils ne se quittent plus" (Libération). L'offensive patronale continue.

1- Ils ne se quittent plus. Quatre jours après la fin des discussions sur l'emploi, patronat et syndicats se sont retrouvés ce mardi, toujours au siège du Medef, avenue Bosquet à Paris. Mais cette fois pour reprendre leurs palabres sur les retraites complémentaires du privé, interrompus depuis la mi-décembre. liberation.fr 15.01

2- Pour les retraites complémentaires, le Medef propose justement de sous indexer, pendant cinq ans, les pensions.

Les négociations syndicat-patronat sur les moyens de renflouer les régimes complémentaires, qui ont repris mardi, pourraient préfigurer d'éventuelles décisions pour le régime général. Selon le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, une désindexation des retraites complémentaires (ne plus revaloriser à hauteur de l'inflation) "serait un élément d'appréciation très important. On ne pourra pas ne pas en tenir compte", déclare-t-il mardi, dans *Les Echos*.

Selon Mme Parisot, "nous ne pourrions pas nous contenter de mesures conservatoires, ni sur le régime des retraites complémentaires ni sur le régime général". "En réalité c'est la combinaison optimale - durée de cotisation et âge légal -, qu'il convient de trouver", a-t-elle ajouté.

En décembre, Mme Parisot avait prôné un relèvement rapide de l'âge légal à 63 ans et un allongement à 43 annuités de la durée de cotisation. AFP 15.01

3- Pour Laurence Parisot, les choses sont même presque aussi simples qu'en 2008 lorsqu'elle avait été la première à préconiser un recul de l'âge de départ à la retraite pour équilibrer à terme les régimes de retraite. Elle avait proposé de repousser le curseur jusqu'à 63 ou 65 ans, s'attirant alors les foudres de Nicolas Sarkozy au prétexte qu'une telle mesure ne figurait pas dans son programme de campagne. «Tous nos voisins ont choisi, à l'horizon 2035 ou 2040, de reculer l'âge légal de départ à 66 ou 67 ans, a-t-elle expliqué. On ne pourra pas résoudre les problèmes que nous connaissons avec des mesures du type de désindexation des pensions. Nous devons lancer le débat sur des orientations claires à moyen terme et la question de l'âge légal devra être reposée.»

Les mesures conservatoires à court terme, qui doivent être arrêtées par les partenaires sociaux pour sauver les régimes complémentaires de la banqueroute, ne suffiront pas. Le mal est plus global. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) l'a d'ailleurs clairement indiqué en décembre en chiffrant à 20 milliards d'euros le besoin de financement de l'ensemble des régimes en 2020. Et il devrait le refaire le 23 janvier en publiant un nouveau rapport, bien plus complet, sur «l'état des lieux du système français». lefigaro.fr 15.01

Que font les syndicats dans le COR sinon légitimer son diagnostic et les ses conclusions qui se traduiront forcément par un nouveau recul du droit à la retraite ?

Il y a quelques jours nous écrivions que ceux qui prétendaient que la classe ouvrière n'était pas défaite étaient des charlatans ou des escrocs, car à force d'encaisser des reculs sur ses droits et des défaites, il arrivait un moment où le résultat revenait exactement au même sur le plan social. Ce constat nous l'avons réaffirmé après l'accord du 11 janvier qui se traduit pour ainsi dire par la liquidation pure et simple du contrat de travail.

Il est permis de faire la même analyse concernant les reculs successifs du droit à la retraite, qui aboutit à la situation où les travailleurs seront tellement vieux et usés quand ils auront le droit de partir à la retraite, qu'ils n'en profiteront même pas ou pendant les quelques années qu'il leur restera à vivre... s'ils ne sont pas crevés au boulot!

Sur la liquidation pure et simple du contrat de travail, certains estimeront que nous exagérons et que le contrat de travail va continuer d'exister... Une fois vidé de sa substance, peut-on encore parler de contrat de travail ?

En Inde, en dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises, des centaines de millions de travailleurs n'ont jamais vu un contrat de travail de leur vie, et pourtant ils en ont passé un verbalement avec leurs patrons quand ils ont été embauchés. Faudrait-il en déduire pour autant que le contrat de travail existe pour ces travailleurs ?

ACTUALITE EN TITRES

[En famille. Bientôt au musée Grévin ou à la poubelle de l'histoire.](#)

- Le musée Chirac pourrait abriter une salle Hollande - LeFigaro.fr

[Continuité et question déplacée.](#)

- Mali : Non, ce n'est pas le retour de la Françafrique - LePoint.fr

- La France a-t-elle un intérêt économique à intervenir au Mali? - L'Expansion.com

- Mali : 'Cette guerre est un engagement de long terme' - LeMonde.fr

[Inflation et baisse du niveau de vie](#)

Devinez pourquoi.

- Cahuzac envisage une désindexation des retraites par rapport à l'inflation - L'Expansion.com

- La rémunération du livret A sera bien abaissée à 1,75% en février - L'Expansion.com

La réponse.

- L'inflation reste élevée en Espagne, à 3% en 2012 - L'Expansion.com

- Le taux d'inflation britannique progresse de 2,7% sur un an - Reuters

- L'inflation allemande confirmée à 2,1% en décembre - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

[Guerre de rapine. Union nationale des colons impérialistes.](#)

1- Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault s'est félicité mardi du soutien de l'ensemble des partis représentés au Parlement à l'intervention militaire française au Mali et a exprimé la détermination du gouvernement à lutter contre le terrorisme.

"Notre pays est uni dans ce combat contre les groupes terroristes et ce combat est aussi un combat pour nos valeurs et ce combat est un combat pour les valeurs des Nations unies", a-t-il ajouté en soulignant que la France bénéficiait aussi du soutien de la communauté internationale. Reuters 15.01

2- La France a pour la première fois engagé mardi des troupes au sol au Mali, pour reprendre une localité de l'ouest tombée la veille aux mains des islamistes, un tournant après une campagne de bombardements aériens menée depuis vendredi. AFP 15.01

3- La France achèvera son intervention militaire au Mali une fois le pays stabilisé et un processus électoral mis en oeuvre, a déclaré mardi François Hollande, ouvrant la perspective d'une opération coûteuse et prolongée contre les rebelles islamistes.

La France a d'ores et déjà déployé quelque 800 militaires sur le sol malien et devrait porter leur nombre à 2.500, selon le ministère de la Défense. Les troupes africaines doivent s'élever à terme à 3.300 hommes. Reuters 15.01

En famille. Liquidation du contrat de travail. La vaseline, ce sont les dirigeants syndicaux qui la fournissent. La comédie continue.

1- Précisons qu'en plus cela ne leur coûte rien, puisque c'est l'Etat qui les financent en grande partie.

- Jean-Marc Ayrault a une nouvelle fois salué mardi à l'Assemblée nationale l'accord sur l'emploi passé entre le patronat et trois syndicats et estimé que vouloir réformer de façon "autoritaire" sur ce sujet est voué à "l'échec".

"Nous savons que la France doit changer, qu'elle doit se réformer mais elle ne peut le faire de n'importe quelle manière", a déclaré lors de la séance des questions à l'Assemblée le Premier ministre, interrogé par le président du groupe PS, Bruno Le Roux.

Selon lui, "l'histoire a montré que lorsqu'elle (la France) procède seulement par la loi, de façon autoritaire, s'agissant du droit du travail, souvent on arrivait à l'échec", a-t-il lancé, suscitant des réactions sur les bancs de l'opposition.

"C'est la volonté du gouvernement de traduire (cet accord) dans le droit du travail, à travers un projet de loi qui sera minutieusement préparé et soumis à votre délibération", a ajouté M. Ayrault, qui s'est dit "sûr" qu'il ne s'agissait pas de la "dernière" négociation de ce type et que d'autres interviendraient. AFP 15.01

2- Le PCF fournira son expertise qui s'appuie sur une longue expérience en la matière. Tout sauf exiger le retrait de cet accord infâme.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a lancé lundi "un appel aux parlementaires de toute la gauche" pour qu'ils mènent "un travail législatif" sur la sécurisation de l'emploi, après le "triste accord" conclu vendredi entre le Medef et trois syndicats.

"Je leur dis: ouvrons, en lien avec les salariés et leurs syndicats, le chantier d'une vraie sécurisation de l'emploi (...) Menons un travail législatif de toute la gauche".

"Travaillons à interdire les licenciements boursiers, à interdire les ruptures conventionnelles du contrat de travail, à réviser les modalités du licenciement économique pour éviter les licenciements répétés", a-t-il ajouté. publicsenat.fr 15.01

3- Au garde-à-vous "**loyal**" envers le Medef. Numéro d'illusionnisme. Proposition dérisoire, impossible à appliquer.

Interrogé lors de ses vœux à la presse, M. Désir a souligné que la transposition de cet accord devait "assurer le respect de ce qui a été obtenu dans la négociation" entre partenaires sociaux.

"Nous proposerons (...) que des possibilités plus importantes et nouvelles soient données aux salariés, en particulier, de saisir le tribunal de commerce" lorsqu'un site est viable, a-t-il déclaré.

Chef de file des députés socialistes, Bruno Le Roux a souligné lundi son engagement à retranscrire l'accord dans la loi "de façon précise, fidèle, loyale". AFP 15.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Moins d'une semaine après la deuxième intervention de la police grecque contre le squat de Villa Amalias et l'évacuation de celui de Skaramaga, et seulement 3 jours après la grande manifestation de solidarité envers tous les squats en Grèce, la police grecque en a envahi un autre hier : le squat Lelas Karagianni, dans le centre-ville d'Athènes, à côté d'un marché.

En début d'après midi, les forces de police ont pénétré dans le squat Lelas Karagianni et ont arrêté 16 personnes sur le toit de l'immeuble, tandis qu'un hélicoptère de la police était zen vol stationnaire au dessus du bâtiment. Les personnes détenues ont

été emmenées à la préfecture de police d'Athènes pour «un contrôle», tandis que d'autres policiers ont mené une recherche dans le bâtiment. Beaucoup de personnes se sont rassemblés devant le bâtiment du squat en signe de solidarité. Les personnes arrêtées ont été libérées quelques heures plus tard, par manque de preuves. Une manifestation de solidarité a eu lieu dans l'après-midi.

Ces événements ont eu lieu après les interventions de la police dans d'autres espaces autogérés semblables, comme Villa Amalias (évacué deux fois), le squat Skaramaga, la Radio Entassi à l'Université de l'économie d'Athènes et le squat Xanadu dans le nord du pays. Suite aux diverses interventions de la police, 92 personnes ont été arrêtées et inculpées de crimes. Le bâtiment du squat Lela Karagianni appartient à l'Université d'Athènes, et selon le communiqué de presse du recteur, aucune demande d'enquête n'a été faite par l'Université, et ils n'ont pas été informés des plans de la police.

Le même jour, la police a tenté d'attaquer l'occupation de Tachydromiko Tamieftirio Bank, également à Athènes. L'occupation avait commencé trois jours auparavant par les employés, en protestation contre la privatisation imminente de la banque. Plus tard dans la soirée, une personne a été arrêtée devant le squat YFANET à Thessalonique, lors d'un contrôle aléatoire que la police a mené sur les passants, tandis qu'une assemblée se déroulait dans le squat.

Le samedi 12 Janvier, de grandes manifestations ont eu lieu en solidarité avec les squats évacués et les personnes arrêtées. A Athènes, la manifestation a été très massive avec la participation d'environ 10.000 personnes, alors que 2000 personnes ont manifesté à Thessalonique.

Sources: #rbnews okeanews.fr 15.01

2- Pakistan

La Cour suprême du Pakistan a émis mardi un mandat d'arrêt sans précédent contre le Premier ministre, fragilisant encore plus un gouvernement impopulaire déjà aux prises avec un sit-in de milliers de personnes mobilisées contre lui au coeur d'Islamabad.

En outre, l'un des principaux opposants du pouvoir, l'ancienne star du cricket Imran Khan, a appelé à la démission immédiate du président Asif Ali Zardari et à la convocation dans la foulée des élections prévues pour le printemps.

La Cour suprême a ordonné dans l'après-midi l'arrestation du chef du gouvernement Raja Pervez Ashraf, accusé avec une quinzaine d'autres personnes de corruption dans une affaire de contrats de fourniture d'électricité illégaux lorsqu'il était ministre de l'Energie.

Proche du président Zardari, M. Ashraf avait été nommé Premier ministre en juin dernier en remplacement de Yousuf Raza Gilani, contraint à la démission par la Cour, la plus haute juridiction du Pakistan, pour avoir refusé de rouvrir une ancienne enquête pour corruption visant le chef de l'Etat.

Coïncidence ou non, le mandat d'arrêt est annoncé au moment où le gouvernement se trouve déjà sous la pression, au coeur d'Islamabad, la capitale, de plusieurs milliers de manifestants menés par Tahir ul-Qadri, un influent chef religieux qui dénonce l'"incompétence" et la "corruption" de l'équipe au pouvoir.

Ce rassemblement est le plus important organisé par l'opposition dans la capitale depuis l'arrivée au pouvoir en 2008 du président Zardari à la fin du régime militaire de Pervez Musharraf, poussé vers la sortie après, notamment, une série de manifestations de la société civile avec l'appui de la Cour suprême.

Arrivé dans la nuit au milieu de ses partisans, M. Qadri avait adressé un ultimatum au gouvernement pour qu'il dissolve rapidement le Parlement fédéral et les assemblées provinciales, première étape d'un processus qui permettrait, selon lui, des élections libres et la démocratisation du pays, miné par les inégalités.

M. Qadri a demandé à ses partisans, évalués à entre 25.000 et 50.000, selon les autorités, de rester sur place au moins jusqu'à mercredi.

"Je vous reparlerai demain avec bon espoir que nous n'aurons plus besoin de rester davantage", a-t-il ajouté, à l'issue d'un discours cinglant dans lequel il a fustigé les élites qui confisquent, selon lui, le pouvoir au détriment des masses démunies.

Il a jugé le pouvoir et les partis politiques traditionnels en général responsables de tous les maux qui frappent le Pakistan depuis cinq ans, du terrorisme à la pauvreté en passant par la corruption et la crise énergétique.

M. Qadri a en revanche rendu un hommage appuyé à l'armée, régulièrement accusée de jouer un jeu trouble avec certains groupes extrémistes accusés d'ensanglanter ce pays, ainsi qu'au pouvoir judiciaire.

Ses détracteurs l'accusent d'être manipulé par l'armée, l'institution la plus puissante du Pakistan, ou des pays étrangers afin de faire dérailler le processus électoral et de discréditer les partis traditionnels au moment où le gouvernement civil de M. Zardari achève son mandat de cinq ans, une première dans un pays abonné aux coups d'Etat.

Aux termes de la Constitution pakistanaise, un gouvernement de transition doit être nommé après la fin de la législature et la dissolution du Parlement, prévues pour la mi-mars, en vue de gérer les affaires courantes jusqu'à l'entrée dans ses fonctions du gouvernement issu des élections.

Or, M. Qadri plaide pour que cette administration provisoire soit formée en consultation avec l'armée et la justice, et non par les seuls grands partis traditionnels. Elle pourra alors, selon lui, réformer pour faire en sorte que des "gens honnêtes" soient élus.
AFP 15.01

SOCIAL

1- France

Renault a annoncé mardi qu'il voulait supprimer 7.500 emplois en France d'ici 2016 afin d'améliorer sa compétitivité, assurant que tout plan social est exclu.

Le groupe, qui a engagé cet automne des négociations pour rapprocher la compétitivité de ses usines françaises de celle de ses sites espagnols, n'en avait pas jusqu'ici chiffré les retombées en termes d'emplois.

Pour supprimer 7.500 emplois, soit 14% d'un effectif français d'environ 54.000 personnes, Renault compte sur 5.700 départs naturels et sur un prolongement et un élargissement du dispositif GPEC (mobilité, reconversions et aménagements de fin de carrière).

Renault ne prévoit ni licenciement sec, ni licenciement économique ni plan de départs volontaires.

"Lors de cette nouvelle séance (de négociations sur la compétitivité, NDLR), nous avons réaffirmé notre volonté de maintenir en France les activités corporate et coeur de métier de Renault, tout en mettant en oeuvre les actions nécessaires pour abaisser le point mort", a déclaré Gérard Leclercq, directeur des opérations France de Renault, cité dans un communiqué.

Selon la CGT, Renault a dit aux syndicats qu'il prévoyait 8.200 suppressions d'emplois, soit 15% des effectifs français, le chiffre de 7.500 annoncé prenant en compte les embauches envisagées par le groupe sur la période.

"C'est une nouvelle saignée dans les effectifs qui va encore affaiblir Renault au cours des prochaines années", a réagi Fabien Gache, représentant CGT.

Le groupe répète que s'il parvient à un accord avec les syndicats, il s'engagera à ne pas fermer de site en France grâce à l'affectation de volumes de production supplémentaires pour la marque Renault, mais aussi pour ses partenaires Nissan et Daimler.

La prochaine séance de négociations est prévue le 22 janvier, l'objectif étant d'aboutir d'ici à la fin du mois. Reuters 15.01

2- Grande-Bretagne

HMV n'aura pas résisté à un nouveau Noël décevant. L'enseigne de CD et DVD, incontournable des centres commerciaux britanniques, a été mise sous administration, c'est-à-dire en dépôt de bilan, lundi 14 janvier. Ses 239 magasins risquent la fermeture, menaçant 4 350 emplois.

HMV est un géant en Grande-Bretagne. L'enseigne domine encore les ventes de musique et de vidéo, avec 22 % de parts de marché, selon les chiffres du cabinet Verdict. Son logo, un petit chien assis écoutant un gramophone, est reconnaissable entre tous.

Son premier magasin date de 1921, ouvert à Oxford Street, au centre de Londres, emplacement où se trouve encore sa boutique phare. Pendant plus de quatre-vingt-dix ans, l'enseigne a su s'adapter aux nouvelles technologies, du disque au CD, de la cassette vidéo au DVD, incluant également les jeux vidéo. Mais elle n'aura pas su faire face à l'ère numérique.

En 2012, elle a cédé ses magasins au Canada, ainsi que la salle de concert Hammersmith Apollo, à Londres. Elle a aussi vendu les 300 librairies Waterstones, dont elle était propriétaire.

Les banques ont refusé un crédit supplémentaire de 300 millions de livres (360 millions d'euros), et l'enseigne a dû se rendre à l'évidence : elle n'arriverait pas à faire face à une échéance de remboursement fin janvier. lemonde.fr 15.01

3- Allemagne

Air Berlin a annoncé mardi son intention de supprimer 900 postes, soit près de 10% de son effectif actuel total de 9.300 salariés, la deuxième compagnie aérienne allemande voulant réduire ses coûts pour mettre un terme à des années de pertes.

Le groupe, détenu à 30% par Etihad, le transporteur basé à Abou Dhabi, a précisé que le nouveau programme de restructuration annoncé en octobre avait pour objectif des économies annuelles de 400 millions d'euros à partir de la fin de 2014.

Vers 11h20 GMT, le titre Air Berlin avançait de 1,12% à 1,719 euro à la Bourse de Francfort Reuters 15.01

4- Espagne

La division espagnole du géant britannique de la téléphonie mobile Vodafone, qui a contribué à plomber les derniers résultats du groupe, a présenté mardi aux syndicats un plan social qui menace *"un maximum de 900 personnes"*.

"Vodafone Espagne lance les négociations après la présentation d'un plan social" qui *"pourrait toucher un maximum de 900 personnes"* sur environ 4.300 employés, explique le groupe dans un communiqué publié mardi après la première réunion avec les syndicats.

Ce plan social *"entre dans le cadre d'un plan de transformation visant à obtenir une structure plus compétitive, adaptée à la réalité actuelle du secteur des communications en Espagne et au contexte économique"*, poursuit le groupe.

Un contexte économique caractérisé, selon Vodafone Espagne, par *"la baisse de l'activité traditionnelle - voix et messagerie -, la forte concurrence et la pression réglementaire"*.

"Dans le cas de Vodafone (Espagne, ndlr), ces circonstances ont entraîné une baisse de revenus de plus de 30% ces quatre dernières années", affirme le groupe.

Plombé par l'Espagne et l'Italie, Vodafone est tombé profondément dans le rouge au premier semestre. Le groupe a accusé une lourde perte nette de 1,977 milliard de livres (2,47 milliards d'euros) sur les six premiers mois de son exercice décalé 2012/2013 achevés le 30 septembre, contre un bénéfice net de 6,679 milliards un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires du groupe a reculé de son côté de 7,4% à 21,78 milliards de livres, pénalisé par un repli de 18,1% en Europe du sud, tandis que son résultat brut d'exploitation (Ebitda) a diminué de 11,7% à 6,647 milliards. AFP 15.01

5- Etats-Unis

Le gouvernement américain a annoncé mardi qu'il cessait d'alimenter autant qu'il le devrait les caisses de retraite des fonctionnaires afin de permettre à l'Etat fédéral de continuer de fonctionner sous le plafond légal de la dette publique des Etats-Unis.

Cette mesure, révélée dans une lettre adressée par le secrétaire au Trésor Timothy Geithner aux dirigeants du Congrès, fait partie des différentes dispositions exceptionnelles que celui-ci avait annoncées le 31 décembre pour maintenir la dette juste sous la limite légale de 16.394 milliards de dollars.

Techniquement, le Trésor ne va pas renouveler les obligations émises pour assurer le financement complet de certaines caisses de retraites de fonctionnaires, au fur et à mesure que ces titres arriveront à échéance.

Cela lui permettra d'émettre de nouvelles obligations pour un même montant sans augmenter l'endettement net de l'Etat, afin d'assurer le financement des dépenses de l'Etat ne pouvant pas être reportées.

M. Geithner a indiqué lundi que, grâce aux mesures annoncées au tournant de l'année, l'Etat fédéral pourrait continuer de fonctionner jusqu'à une date comprise *"entre la mi-février et le début du mois de mars de cette année"*, après quoi il risquait fort de se retrouver en défaut de paiement si le plafond de la dette n'est pas relevé.

Le Trésor a demandé formellement au Congrès de le faire, mais les républicains, majoritaires à la Chambre des représentants, exigent en contrepartie un accord sur des coupes dans les dépenses de l'Etat. AFP 15.01

6- Afrique du Sud

Le géant minier Anglo American Platinum (Amplats), durement affecté en 2012 par les grèves en Afrique du Sud, a annoncé mardi un vaste plan de restructuration dans le pays, prévoyant notamment 14.000 suppressions d'emplois.

Officiellement, les conflits sociaux meurtriers de la fin de l'année dernière ne sont pourtant pas la raison de ces coupes claires dans les effectifs, conséquences de la fermeture de quatre puits et de la vente d'une mine dans la "ceinture de platine" de Rustenburg (nord).

Amplats, détenue à 80% par le conglomérat Anglo American, incrimine en fait la chute des cours mondiaux du platine, conjuguée à la hausse des coûts d'exploitation en Afrique du Sud, due en partie à la mauvaise qualité du minerai désormais rencontré.

En novembre, la direction du numéro un mondial du platine avait également dû verser des primes et promettre de substantielles augmentations de salaires pour mettre un terme à une grève de près de deux mois. Mais les mineurs avaient fait savoir qu'ils n'étaient pas satisfaits des offres, et menacé de reprendre la grève début 2013.

"*Les grèves ne sont pas la raison de la restructuration de la société*", a cependant assuré mardi matin le PDG d'Amplats Chris Griffith: "*Nous devons faire face à de difficiles décisions pour rétablir la rentabilité de nos sites*".

Selon lui, la restructuration, qui va coûter 244 millions d'euros, était de toute façon inéluctable, certains sites n'étant plus rentables depuis déjà "*un certain temps*".

Un processus de consultation avec les syndicats a démarré mardi, et doit durer deux mois, mais les salariés d'Amplats ont apparemment été pris par surprise: "*Nous sommes vraiment sous le choc*", a déclaré Lesiba Seshoka, porte-parole du NUM, le syndicat majoritaire des mines.

"*C'est un désastre pour l'économie, c'est un désastre pour nous tous*".

"*Nous appelons tous les travailleurs à se rassembler pour combattre ces suppressions de postes, et à agir ensemble pour sauver les emplois*", a-t-il ajouté.

Le secteur des mines, sur lequel s'est bâtie la richesse de l'Afrique du Sud depuis le XIXe siècle, emploie directement un demi-million de personnes, dont plus de 180.000 pour le platine et 160.000 pour l'or.

Les mines sont également le poumon économique du pays. Elles représentent directement près de 9% du PIB, et 19% si l'on inclut les activités annexes. Elles contribuent pour la moitié aux exportations sud-africaines.

Lundi soir, le président Jacob Zuma avait d'ailleurs répété pour la énième fois que les grandes compagnies minières devaient contribuer plus encore à l'effort national d'éradication de la pauvreté.

"*Je ne pense pas qu'il soit correct de faire d'énormes profits et de ne pas contribuer à aider le pays*", a lancé le chef de l'Etat, sans donner aucun détail sur la façon dont il comptait obtenir la contribution des mines au budget de l'Etat.

"*Vous devez savoir que vous traitez un problème qui va exploser un jour ou l'autre*", a-t-il ajouté, en référence aux violences sociales de la fin 2012. AFP 15.01

[Haut de page ↗](#)

Le 17 janvier

CAUSERIE

J'ai découvert de nouveaux portails proposant des articles hautement documentés. J'ai ajouté des articles dans plusieurs rubriques, économie, politique, international, Mali, Syrie. Au moins je vous informe si vous ne partagez pas mes analyses.

Et quand on peut, on corrige des erreurs. Lu page 11 n° 234 d'*Informations ouvrières*: "*40 000 euros, le prix d'une heure de vol de l'avion Rafale*".

Lu cette après-midi dans le portail <http://french.irib.ir> :

" En ce qui concerne le coût des appareils engagés au Mali, précisons que l'heure de vol d'un Rafale était estimée à 27 000 euros en 2010 selon le rapport budgétaire du député PS Jean Launay d'octobre 2012.

Le coût horaire d'un Mirage 2000 s'élève quant à lui à 11 700 euros. Quant aux hélicoptères Gazelle utilisés par l'armée de terre, leur coût d'utilisation est de l'ordre de 2 600 euros." (<http://french.irib.ir> 16.01.2013)

Je vous invite vivement à télécharger et lire ces articles. Je n'ai pas eu le temps de corriger les fautes dans mes causeries, ce sera le boulot de la soirée, il est 17h10 et je dois arrêter.

En très bref

1- Où ont-ils la tête ?

A l'usine Goodyear d'Amiens Nord, ils ne produisent plus que 2 700 pneus par jour contre 23 000 en 2004, et les élus du personnel se demandent encore si la fermeture de l'usine n'est pas programmée avec à la clé 1 300 licenciements.

2- Bouleversant !

La rémunération globale pour 2012 du directeur général de JPMorgan Chase & Co, Jamie Dimon, a été réduite de plus de moitié à 11,5 millions de dollars contre 23,1 millions en 2011. Reuters 16.01

Accord emploi-compétitivité du 11 janvier. Ils ont tous capitulés en réalité.

Suite à l'accord national interprofessionnel conclu le 11 janvier entre le Medef, la CFDT, la CFTC et la CGE-CGC sécurisant notamment la flexibilité débridée du contrat de travail réclamée à cor et à cri par le patronat, le gouvernement social-libéral, Bruxelles, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, etc. la réaction des différents syndicats en dit long sur leur volonté d'engager le combat pour le retrait de cet accord.

Je suis allé consulter la page d'accueil de leur site Internet national pour relever leurs réactions et les éventuelles actions qu'ils envisageraient dans la foulée pour exiger son abrogation. En réalité, ils ont tous capitulé, qu'ils aient ou non signé cet accord pourri, puisque finalement aucun n'entend mobiliser (à ce jour) pour en obtenir son annulation, aucun n'en réclame le retrait. Tout le reste est du baratin pour tromper les ignorants ou ceux qui ne se sentant pas directement concernés s'en accommodent.

Tous soutiennent ainsi le gouvernement qui s'était engagé à fond dans cette affaire, le régime, le capitalisme, aucun n'est indépendant, tous tournent volontairement le dos aux intérêts fondamentaux et collectifs des travailleurs, voilà la principale leçon à en tirer. Vérifions-le.

CGT

Communiqué du Bureau confédéral de la CGT 14.01.2013

- La CGT attend du gouvernement un projet de loi d'une toute autre nature, qui protège les salariés contre les licenciements et la précarité.

La CGT va amplifier sa campagne d'information par l'édition d'un journal tiré à deux millions d'exemplaires à destination des salariés pour favoriser leur mobilisation dans les semaines à venir.

Front Syndical de Classe.

- Une puissante bataille doit s'engager dès à présent (...) La grève du 31 janvier dans la Fonction Publique à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires constitue un premier élément de la résistance et de la mobilisation générale à construire.

Y aurait-il un rapport entre les deux ? Aucun.

Continuez la CGT

- Rien, ils sont K.-O. !

Où va la CGT ?

- Rien, nulle part !

FO

Communiqué daté du 14.01.2013

- Force Ouvrière décide d'informer largement les salariés du contenu de ce projet et entend intervenir auprès du Gouvernement et du Parlement pour faire valoir ses positions.

SUD

Communiqué Solidaires du 11.01.2013

- L'union syndicale Solidaires s'emploiera à construire les mobilisations nécessaires pour rejeter cette régression sociale historique.

Quand ? Comment ? Sur quel mot d'ordre ? Pas de réponse.

FSU

Communiqués de presse du 12.01.2013

- Il est désormais nécessaire de travailler à la construction de propositions convergentes, unitaires, répondant à la situation dramatique du travail que nous vivons.

Donc pas question de revenir sur cet accord.

UNSA

Communiqués de presse du 14.01.2013

Titre : Accord sur la sécurisation de l'emploi : une avancée pour les salariés.

L'appréciation globale portée par l'UNSA sur l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013 est donc favorable, au regard de ses propres mandats et de l'intérêt général des salariés.

L'UNSA rejoint les syndicats jaunes CFTD, CFTC et CGE-CGC, ce qui ne surprendra personne, l'UNSA est totalement inféodé au PS.

Alors, avez-vous trouvé le mot retrait ou abrogation, annulation ? Nulle part.

A part cela le mouvement ouvrier ne serait pas gangrené jusqu'à la moelle comme nous ne cessons de le répéter depuis des années. Vous vous demandiez encore pourquoi les travailleurs se détournaient des syndicats ? Vous avez en grande partie ici la réponse.

C'est un constat que chacun peut faire. Maintenant que valent les analyses et les stratégies des partis ouvriers qui refusent de l'admettre, d'en tenir compte ? Que dal ! Elles sont foireuses, ne mènent nulle part également.

Lisez ou relisez ce que Engels disait du mouvement ouvrier britannique à la fin du XIXe siècle, ce que Lénine en dira quelques décennies plus tard, transposez cela à notre époque en ayant à l'esprit que depuis la condition des masses se s'est grandement améliorée, ajoutez-y les profondes transformations que la société a connu, et peut-être que nous en tirerons les mêmes enseignements et que nous arriverons aux mêmes conclusions.

Prenez le temps de digérer ce que vous venez de lire et garder-le à l'esprit, la suite plus loin.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

Mali. Union nationale...

- "François Hollande est-il le Georges Bush français?" - L'Express.fr
- "Détruire les terroristes" : une communication de guerre aux accents bushiens - LePoint.fr
- ... et premières fissures ou interrogations...
- Hortefeux : «Au Mali, il y a eu de l'impréparation» - LeFigaro.fr
- La France est-elle allée "trop loin" au Mali, s'interroge Juppé - Reuters
- Stratégie au Mali : les députés interpellent Ayrault - LeFigaro.fr
- Valéry Giscard d'Estaing met en garde contre une action "néocolonialiste" au Mali - LePoint.fr

... infos pour rassurer...

- "La France n'est pas seule au Mali", assure François Hollande - Reuters
- Mali : Paris "fera tout" pour empêcher les violations des droits de l'homme - AFP

... sur fond de propagande et manipulation des masses.

- Opération 'Serval' : une communication succincte et verrouillée - LeMonde.fr
- Mali : 75% des Français favorables à l'intervention militaire - Le Nouvel Observateur

Le crédit est la canonisation de l'argent. (Proudhon).

- Sauveur de l'Europe ? Pour *The Economist*, la canonisation de Mario Draghi est tout à fait prématurée - Atlantico.fr

D'un continent à l'autre

- Immatriculations de voitures neuves : en chute libre, plus bas niveau depuis 17 ans - Atlantico.fr
- Volkswagen ouvre sa centième usine mondiale au Mexique AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Sécurisation de la flexibilité. "L'accord rêvé du Medef". Nous sommes "très, très, très content"

Du côté syndical

J'ai réalisé cet article en ne retenant que les passages significatifs qui permettent au premier coup d'oeil de comprendre que le patronat a obtenu au-delà de ce qu'il espérait lors de cet accord du 11 janvier.

Bien entendu on pourrait épiloguer longtemps sur le rôle de la CGT et de FO qui ne signeront pas cet accord, c'est d'ailleurs le sport favori des opportunistes professionnels qui sont liés à leurs appareils.

Il faut noter d'emblée que la tenue même d'une telle "négociation", dont les objectifs correspondant aux revendications du patronat étaient connus d'avance, inacceptables pour un syndicaliste représentant véritablement les intérêts fondamentaux et collectifs des travailleurs, partant de ce constat elle n'aurait jamais dû avoir lieu. Or la CGT et FO en acceptant le cadre, les termes et les objectifs de ces réunions, ont ainsi légitimé par avance son issu qui était connu d'avance puisqu'aucun syndicat n'avait entrepris de mobiliser les travailleurs contre la tenue de telles réunions, mieux encore, en y participant ils ont permis à la CFDT

d'aller au bout de sa logique et de s'engager à signer cet accord patronal. La partage des rôles ou la mise en scène était parfaite.

Il est parfaitement clair que si la CGT et FO avaient refusé d'y participer, ces réunions n'auraient pas pu avoir lieu et cet accord n'existerait pas. Voilà ce que les opportunistes s'emploient sciemment à occulter devant leurs militants et les travailleurs. Je viens de lire le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°234), l'hebdomadaire du POI, vous n'y trouverez pas un mot sur ce qui vient d'être souligné, rien, ce qui me porte à tirer la conclusion qu'ils sont complices des appareils de la CGT et de FO qui se sont une fois de plus partagés les rôles avec la CFDT, délibérément. Cela vaut pour les autres partis, évidemment. Ces gens-là n'informent pas les travailleurs et les militants, ils leur livrent une information volontairement tronquée et orientée, qui correspond à la politique des appareils traîtres de la CGT et FO, les militants doivent en avoir parfaitement conscience s'ils ne veulent pas se laisser manipuler. Cet argument est développé plus loin.

Pour le moment et sans présager de la suite, chacun peut faire le constat que ni la CGT ni FO n'exigent le retrait de cet accord, et aucun dans la foulée, ce qui est logique, n'appelle les travailleurs à se mobiliser.

Que la CFDT, la CFTC et la CGE-CGC aient donné leur accord au Medef, c'était tout naturel, c'était conforme à la nature de ces syndicats organiquement liés au capital. Quant à la CGT et FO ont vient d'exposer en quoi avait consisté leur capitulation, leur trahison des intérêts des travailleurs.

Reste que bon nombre de syndiqués ne partagent pas l'orientation politique des appareils pourris de la CGT et de FO.

A eux d'organiser la résistance contre leur propre direction pour exiger qu'elles engagent le combat au niveau national sur le mot d'ordre du retrait inconditionnel de cet accord, que l'ensemble de leurs instances, sections d'entreprises, unions locales, départementales, fédérales se mobilisent et s'adressent à l'ensemble des travailleurs sur cet objectif, en programmant une grande manifestation nationale unitaire à Paris dans un délais très proche. En y associant les partis ouvriers cela va de soi.

Voilà ce que nous proposons à l'ensemble des militants comme axe de combat sur cette question précise : retrait de cet accord patronal et manifestation nationale unitaire à Paris devant l'Assemblée nationale.

Initiative unitaire, car il serait possible d'y associer des sections d'entreprises et peut-être au-delà d'autres syndicats (d'entreprises), y compris de la CFDT. Il est clair que la remise en cause du contrat de travail et de pans entiers de la législation du travail concernent l'ensemble des travailleurs du secteur privé, l'ensemble des syndiqués au-delà de leur appartenance à un syndicat en particulier.

C'est donc à l'ensemble des syndiqués et des travailleurs qu'il faut s'adresser, y compris ceux de la fonction publique dont nous soutenons l'ensemble des revendications, en appelant les travailleurs du secteur privé à les soutenir également, car l'unité de la classe est indispensable pour faire reculer le patronat et le gouvernement, l'unité de la classe est indissoluble de son combat pour son émancipation du capital et de son Etat...

Ainsi, nous situons notre combat syndical et politique strictement sur le terrain de classe de la classe ouvrière.

L'article en question.

Cet accord devrait engager la France vers un modèle de "*flexisécurité*" à la scandinave. Il doit permettre aux salariés de bénéficier d'une meilleure couverture en cas de chômage, et aux employeurs de pouvoir adapter plus rapidement leur masse salariale en cas de baisse des commandes, (...) une réforme en profondeur du Code du travail.

Désormais, il va falloir le vendre, ce texte. Aux salariés, aux chefs d'entreprise, à l'opinion publique et aux députés. Et comme tout compromis, il fera grincer des dents. "*Avec son nom de maladie honteuse, la flexisécurité fait peur. Ce sera difficile*", reconnaît un conseiller de l'Elysée.

La stratégie est risquée. Si la CFDT a rendu incontournable sa méthode du dialogue social, une lecture approfondie de l'accord montre qu'il n'est pas aussi équilibré qu'il y paraît.

Les salariés ont bien obtenu de nouveaux droits (...) Mais la première mesure n'entrera en vigueur qu'en 2016 et la seconde devra être précisée - et confirmée - lors d'une nouvelle négociation d'ici à la fin de l'année 2013.

A contrario, les concessions obtenues par le patronat - notamment en matière de simplification des procédures de licenciement - pourront être mises en oeuvre dès que l'accord aura force de loi. D'ailleurs si, vendredi soir, la délégation patronale se contentait officiellement d'une sobre "*satisfaction*", un négociateur ne cachait pas, en privé, qu'il était "*très, très, très content*".
lexpress.fr 16.01

Du côté politique

Le PG et le Front de gauche ne cesse de réaffirmer qu'ils ne sont pas dans l'opposition au gouvernement, cela signifie qu'au-delà de leurs discours qui se veulent volontiers radicaux ou de leurs gesticulations médiatiques, ils le soutiennent.

C'est partant de ce constat qu'il faut analyser leurs discours et propositions, pour en comprendre les tenants et les aboutissants, leur véritable nature sociale.

- Éric Coquerel (PG) : "*C'est l'accord rêvé du Medef, qu'il voulait faire passer sous Sarkozy et qu'il parvient à faire adopter sous Hollande.*" lepoint.fr 16.01

Le journaliste du Point met les points sur les i.

- Les députés et sénateurs de la gauche de la gauche pourront-ils faire infléchir l'accord dans un sens qu'ils jugent plus favorable au salarié ? Rien n'est moins sûr. Dans la foulée de la conclusion de ce compromis syndical, François Hollande a demandé au gouvernement de "*préparer, sans délai, un projet de loi afin de transcrire fidèlement les dispositions d'ordre législatif prévues dans l'accord*". Les rapporteurs du texte seront les présidents de groupe eux-mêmes, Bruno Le Roux à l'Assemblée nationale et François Rebsamen au Sénat. "*Je me suis engagé depuis plusieurs semaines auprès de tous les partenaires sociaux à faire en sorte que, s'il y a accord, nous le retranscrivions de façon précise, fidèle, loyale dans la loi*", a d'ores et déjà prévenu sur i>Télé le président du groupe socialiste au Palais-Bourbon. lepoint.fr 16.01

Le gouvernement entend retranscrire cet accord sous forme de loi et le faire adopter par le Parlement très rapidement, d'ici la première quinzaine de mars l'affaire devrait être bouclée. Autant dire qu'il veut empêcher qu'une mobilisation massive contre ce accord voie le jour et vienne perturber ou interdire l'adoption de cette loi.

Du côté du POI, je me suis borné à la lecture du n°234 d'*Informations ouvrières*. A-t-il inscrit en gros titre sur sa couverture : retrait de l'accord du 11 janvier liquidant le contrat de travail et des pans entiers de la législation du travail ? Non, on a presque envie d'ajouter, évidemment. Il l'a consacré à l'intervention militaire française au Mali, vaut mieux faire diversion. J'exagère ? Vraiment.

Cherchez-y le mot d'ordre de retrait de cet accord, vous ne le trouverez pas, sauf, et là vous avez le droit d'en sourire, discrètement glissé en bas d'une note rédigée en petits caractères de l'éditorial de D. Gluckstein, à laquelle les lecteurs, soyons-en certains, porteront une attention toute particulière, et encore, s'ils la lisent ! On reconnaît là un procédé qu'on n'ose pas nommer ici qui honore son auteur et nous fait horreur. Pourquoi ? C'est très simple à comprendre.

Vous trouvez à propos de cet accord 6 fois l'expression "*accord historique*", "*compromis historique*" ou historique tout court, autant dire qu'ils l'ont martelé.

- 2 fois dans l'article "*Ce que l'histoire retiendra*" signé Y. L., page 2 ;
- 1 fois dans la même page, dans la présentation de l'article "*Le Syndicat des avocats de France démonte l'accord sur la flexibilité* ;
- 1 fois dans l'éditorial de D. Gluckstein, page 3 ;
- 2 fois dans la même page, dans la bouche de Bernard Saas, "*Un des six initiateurs de la conférence du 1er décembre*" ;

Le POI considère que puisque la CGT et FO ne l'ont pas signé, ce serait forcer le trait de lui attribuer une valeur *historique*. Certes, nous sommes au moins d'accord sur ce point, c'est après que cela se gâte, car l'essentiel est ailleurs.

Yan Legoff écrit : "*Ce que l'histoire retiendra vraiment, et qui sera primordial pour la suite des événements, c'est que ni la CGT ni FO ne l'ont signé !*

C'est un véritable échec pour le gouvernement."

Ah bon ! Parce qu'il ne savait pas à l'avance que la CGT et FO ne signeraient pas un accord aussi pourri ? On se demandera qui du gouvernement ou du POI a le plus d'illusions dans les appareils de la CGT et de FO, qui des deux prend en compte les rapports qui existent au sein de ces syndicats.

A notre connaissance, mais nous pouvons nous tromper, les syndicats ne se confondent pas avec leurs appareils, nous ne commettons pas l'erreur de confondre leurs dirigeants inféodés au capital et leurs militants qui se font l'écho des besoins et aspirations des travailleurs. Et si leurs appareils entretiennent des relations ou ont des liens avec ceux du PCF et du PS, les militants de ces syndicats qui seraient affiliés à ces partis ne partagent pas forcément la totalité de la politique de leurs dirigeants. L'oublier peut conduire à bien des confusions en effet.

Aveuglé par son dogmatisme viscéral, Yan Legoff nous rappelle ensuite qu'Hollande s'était fait fort lors de sa campagne électorale

de lier plus solidement encore les syndicats aux institutions et qu'il a échoué en ne parvenant pas à obtenir la signature de la CGT et de FO au bas de cet accord. Pourquoi pas. Mais une fois de plus l'essentiel est ailleurs.

Il enchaîne en disant que "*François Hollande s'était présenté comme plus qualifié, plus habile à cette tâche que Nicolas Sarkozy*", après avoir rapporté plus haut les paroles du Premier ministre : Cet accord " « *est le plus important depuis plus de trente ans* », or c'est exactement ce qu'il vient de prouver. Alors pourquoi Yan Legoff ne le signale-t-il pas? Cela ne présenterait-il aucun intérêt que les travailleurs et les militants tirent les enseignements politiques de cette expérience, qu'ils sachent quelle est la véritable nature sociale de Hollande et son parti, que finalement rien ne distingue Sarkozy de Hollande, ce que l'entrée en guerre de l'Etat au Mali confirme ? Qui soulage-t-il, qui protège-t-il ainsi ? Hollande et son gouvernement, les institutions, le régime. Eh oui ! Et derrière les appareils de la CGT et FO, ainsi la boucle (de l'opportunisme) est bouclée.

L'éditorial de D. Gluckstein est du même tonneau. Vous pouvez le lire et vérifier s'il y aurait une erreur dans ma démonstration.

Avez-vous compris la manoeuvre ? Ils dénoncent cet accord, ensuite ils nient son caractère historique, jusque là on se dit tout va bien, puis quand on prend la peine de lire attentivement la suite, on comprend qu'ils en minimisent l'importance pour soulager Hollande, le gouvernement et les appareils de TOUS les syndicats, qu'ils en dénoncent la portée par ailleurs passera dès lors au second plan.

Vous n'avez pas tout compris, ce n'est pas assez clair, alors enfonçons le clou.

Plus loin Yan Legoff affirme en parlant du gouvernement et du Medef : "*Ils savent pertinemment que ce positionnement de la CGT et de FO peut être un point d'appui décisif pour la résistance des travailleurs*", mais étrangement, ils ne sauraient pas que les appareils qui contrôlent ces syndicats sont vendus et qu'ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que cette "*résistance des travailleurs*" puisse s'exprimer, un peu gros à avaler, non ?

Vous vous dites que Yan Legoff va se rattraper à la fin de son article, qu'il va nous proposer un axe d'action politique basé sur le retrait de cet accord, pas du tout, c'est encore se faire une illusion, il nous cause de sa boutique qui n'est pas du tout concerné par cet accord, très fort n'est-ce pas : "*Dans l'enseignement, le gouvernement est confronté au rejet quasi unanime des syndicats concernant son projet d'aménagement des rythmes scolaires et de « territorialisation » de l'école.*"

J'avais terminé cet article et j'ai dû m'absenter, entre temps j'ai encore réfléchi à cette question et je rajoute un mot.

Contrairement à moi qui n'aie pas eu entre les mains les documents du Medef, les syndicats et de ce fait les différents partis en disposaient depuis plus de trois mois, ils ont également eu le temps d'examiner l'essentiel la "*note d'orientation du ministre du Travail, Michel Sapin, du 7 septembre 2012 qui ouvrait ces "négociations"* (IO n°234 page3). Ils ont donc eu largement le temps de consulter leurs instances et de décider de rompre avec ces "*négociations*" qui avaient pour unique thème ou objectif un formidable recul de la législation du travail en faveur du patronat. Force est également de constater qu'ils ne l'ont pas fait. Les dirigeants de la CGT et de FO ont sans doute consulté leurs propres cadres et conclu qu'il fallait aller au bout de cette mauvaise farce, donc avec l'aval des différents partis occupant des fonctions ou des postes importants dans ces syndicats, d'où la conclusion qu'ils en sont complices.

Il est parfaitement clair que si les dirigeants du POI qui dirigent neuf fédérations (selon une infos déjà anciennes) sommaient Mailly d'engager immédiatement toutes les instances de FO dans le combat pour le retrait et n'hésitaient pas à remettre en jeu leurs mandats et leur participation à ce syndicat en cas de refus, il y a fort à parier que Mailly serait obligé de s'exécuter, à moins que les positions dont dispose le POI au sein de FO aient été exagérées, je n'en sais rien.

Un dernier point.

Il ne faut pas se laisser abuser par les déclarations tonitruantes des uns et des autres 6 jours après la conclusion de cet accord, répétons-le, en dehors de tout mot d'ordre de mobilisation des syndicats et de la classe exigeant le retrait, vous pouvez en déduire : syndicaliste de lutte de classe en parole, social-traître ou capitulard dans les faits.

Encore un mot.

On nous suggère que la position adoptée par la CGT et FO pourrait être un point d'appui dont les travailleurs pourraient se saisir. Baliverne, il suffit de leur mettre sous le nez les termes précis de cet accord pour qu'ils comprennent immédiatement qu'il porte gravement atteinte à leur condition ou leurs droits. Il n'est pas nécessaires de les ramener (constamment) dans les sales pattes des appareils de ces syndicats pour qu'ils participent à cette la bataille.

Ajoutons pour qu'on ne nous reproche pas (abusivement) d'avoir une approche antisyndicale, dans quelle circonstance devrait-on y faire référence, en présence de travailleurs ou de militants qui soutiendraient cet accord ? Mais dans ce cas-là cela signifierait qu'ils n'en connaîtraient pas le contenu exact, il suffirait donc de leur présenter pour qu'immédiatement ils comprennent qu'il va

à l'encontre de leurs besoins ou aspirations. J'aurais même plutôt tendance à penser que la référence aux dirigeants syndicaux serait dans bien des cas maladroite au regard du manque de confiance que les travailleurs témoignent envers les syndicats (et les partis ouvriers). Cela ne viendra peut-être pas à l'esprit d'un militant au garde-à-vous devant ses dirigeants, mais davantage à ceux qui ont conservé ou développé un esprit critique ou libre.

Il serait même nécessaire de constituer dans toutes les entreprises où sont présents les syndicats et au niveau local des comités unitaires intégrant les syndicats, afin de faire participer à ce combat et d'organiser le maximum de travailleurs. A suivre.

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

La production a été presque totalement bloquée mercredi à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, qui doit fermer en 2014, à la veille de négociations sur les primes de départ, après un appel de la CGT à une "grève reconductible avec occupation".

Sur les deux équipes de la journée, 500 à 600 ouvriers de production (sur les 3.000 salariés, dont 1.400 à la production, que compte le site) étaient en grève, selon le délégué CGT Jean-Pierre Mercier, qui affirme que l'usine est "paralysée".

La direction du site a compté en tout 440 grévistes et reconnu que l'usine "a très peu produit" dans la matinée et qu'elle "ne tourne (ait) pas" l'après-midi.

Selon des salariés interrogés par l'AFP à la mi-journée, quelques dizaines de voitures seulement ont été produites dans l'atelier de montage mercredi matin, alors que l'équipe a la capacité de faire sortir environ 350 véhicules.

La direction évoque quant à elle "entre 40 et 50 voitures" sorties de la chaîne, tous ateliers confondus.

Ce mouvement intervient à la veille d'une négociation sur les mesures d'accompagnement financier pour les salariés qui quitteraient le groupe ou seraient mutés après la fermeture du site.

Avec cette "grève reconductible avec occupation de l'usine" à laquelle s'est joint le syndicat SUD, "on a décidé de changer de braquet", a affirmé M. Mercier à des journalistes.

"Il faut que la direction reprenne tout à zéro et qu'elle négocie à partir des revendications votées et signées il y a deux mois" par les salariés, a-t-il estimé. La CGT réclame un CDI pour tous et la possibilité de partir en préretraite pour les plus de 55 ans.

"On va se battre jusqu'au dernier souffle, on va vendre notre peau très cher", a commenté Nordine, au montage depuis 15 ans, en venant prendre son service à la mi-journée. "Ils veulent fermer l'usine gratuitement, il n'y a pas de reclassements, beaucoup de flou", a regretté Mimoun Lahrichi, au ferrage depuis 12 ans.

Selon M. Mercier, la réindustrialisation du site, qui selon la direction doit permettre de créer 1.500 emplois, se résume aujourd'hui à 540 postes "au Smic horaire" chez ID Logistics, et une centaine dans d'autres entreprises.

La direction du groupe loue la variété des postes proposés par ID Logistics (préparateur de commandes, gestionnaire d'exploitation, cariste) qui sont, selon elle, "compatibles avec les qualifications des salariés d'Aulnay".

Selon la direction, il y avait ce mercredi "beaucoup d'absentéisme". "Des salariés savaient qu'il allait y avoir ce mouvement de grève et avaient peur d'y être exposés, ils ont préféré ne pas venir", a affirmé une porte-parole. AFP 16.01

2- Etats-Unis

Ils protestent contre l'ouverture de 1 100 itinéraires à la concurrence, censée réduire les coûts de transport estimés à 1,1 milliard de dollars par an.

Des chauffeurs des célèbres bus scolaires jaunes de New York étaient en grève mercredi matin à l'appel de leur syndicat, leur premier mouvement social en 33 ans qui affecte 152 000 enfants. La section locale 1181 du syndicat Amalgamated Transit Union n'a pas précisé combien de temps durerait le mouvement, affirmant qu'elle le poursuivrait tant que les différends sur la protection

de leurs emplois ne seraient pas réglés avec la ville. "*Le maire peut faire cesser cette grève quand il le souhaite*", a expliqué le syndicat dans un communiqué, pressant les parents de déposer une pétition auprès de la mairie de New York.

Le maire, Michael Bloomberg, a accusé le syndicat d'"*abandonner*" des dizaines de milliers d'enfants ainsi que leurs familles. "*Les premiers jours, cela va être une énorme pagaille*", a affirmé le recteur d'académie, Dennis Walcott, sur la radio 1010 WINS. "*Ça n'est pas arrivé à New York depuis 33 ans.*" La ville a annoncé que le métro serait gratuit pour les enfants et qu'elle rembourserait également les frais de voiture ou de taxis.

Au coeur du conflit : l'ouverture de 1 100 itinéraires à la concurrence. Michael Bloomberg affirme vouloir ainsi réduire les coûts de transport scolaire estimés à 1,1 milliard de dollars par an, soit 6 900 dollars par enfant, le plus élevé de tous les États-Unis. "*Nous avons les mains liées par le maire, qui met nos contrats aux enchères sans aucune garantie pour la sécurité des enfants*", a rétorqué le syndicat dans un communiqué. LePoint.fr 16.01

ECONOMIE

1- Etats-Unis

Les banques américaines Morgan Stanley et Goldman Sachs ont accepté de verser 557 millions de dollars pour dédommager leurs clients lésés dans un gigantesque scandale de saisies immobilières irrégulières aux Etats-Unis, a annoncé mercredi la Réserve fédérale (Fed).

Les deux banques de Wall Street verseront au total 232 millions de dollars aux clients remplissant les critères pour être dédommagés, et consacreront 325 millions à des "*mesures d'assistance*", indique la banque centrale américaine dans un communiqué, sans préciser le montant dû par chacune.

Ces mesures d'assistance ont trait à des modifications de prêts et à des remboursements à des débiteurs qui avaient été condamnés à régler aux banques la différence entre la balance de leur prêt et le produit de la vente de leur logement saisi.

Selon la Fed, l'accord permettra à 220.000 emprunteurs, dont le bien avait fait l'objet d'une procédure de saisie de la part des anciennes filiales de gestion des créances immobilières de Goldman Sachs (Litton Loan Servicing) et de Morgan Stanley (Saxon Mortgage Services) en 2009 et 2010, de recevoir un dédommagement en numéraire.

En fonction des cas, les ménages victimes des agissements de ces banques et de leurs filiales recevront "*de quelques centaines de dollars à 125.000 dollars*", ajoute le communiqué de la Réserve fédérale.

La Fed indique que l'accord annoncé avec Goldman Sachs et Morgan Stanley est "*similaire*" à celui rendu public le 7 janvier et par lequel dix banques impliquées dans le même scandale ont accepté de verser au total 8,5 milliards de dollars pour dédommager leurs clients lésés dans cette affaire.

Les établissements signataires de cet accord étaient Aurora Bank, Bank of America, Citibank, JPMorgan Chase, MetLife Bank, PNC, Sovereign Bank (filiale du groupe espagnol Santander), SunTrust, US Bank et Wells Fargo.

Au total, grâce à ces accords, ce sont plus de 4 millions d'emprunteurs qui recevront des dédommagements, pour un montant de 3,5 milliards de dollars, et la valeur des "*mesures d'assistance*" fournies par les banques signataires atteindra 5,5 milliards, précise la Fed.

La Réserve fédérale précise qu'elle discute toujours avec d'autres établissements faisant "*l'objet de mesures coercitives pour leurs déficiences passées en matière de gestion des prêts immobiliers et des procédures de saisie*" afin de parvenir à un règlement du même genre. Sont notamment visés le groupe financier américain Ally et la banque britannique HSBC.

Le scandale des saisies immobilières irrégulières avait éclaté aux Etats-Unis en septembre 2010. Il était alors apparu que les tribunaux repoussaient de plus en plus de dossiers de saisies en infraction avec la loi.

A l'issue d'une enquête, les autorités avaient révélé des "*pratiques dangereuses et malsaines en matière de gestion de créances hypothécaires et de traitement des saisies immobilières*". L'opinion avait été particulièrement choquée par l'utilisation de procédures de signatures automatiques destinées à faire croire que des milliers de dossiers avaient fait l'objet d'un examen individuel.

Au total, 27 banques ou sociétés de gestion des créances immobilières ont été contraintes à un audit indépendant et à

des modifications dans leur façon de fonctionner. Elles sont encore susceptibles d'être condamnées à verser une amende. AFP 16.01

2- Banque

2.1- La banque américaine JPMorgan Chase a annoncé mercredi avoir augmenté son bénéfice net de 12% sur l'ensemble de l'année 2012 pour atteindre un niveau "*record*" de 21,3 milliards de dollars.

Sur le seul quatrième trimestre, le bénéfice net a bondi de 53% à 5,7 milliards de dollars, a précisé la banque dans un communiqué.

"*Pour la troisième année consécutive, le groupe a publié un bénéfice net record*", s'est félicité dans le communiqué le PDG Jamie Dimon, qui y voit le reflet d'une "*performance sous-jacente solide dans toutes nos activités (...) avec une forte croissance des prêts et des dépôts*".

La banque a toutefois fait moins bien que prévu au niveau du chiffre d'affaires (97 milliards de dollars). Reuters 16.01

2.2- Goldman Sachs a annoncé mercredi un bénéfice (2,8 milliards de dollars) quasiment triplé au quatrième trimestre, grâce à une amélioration des valorisations sur les marchés boursiers et obligataires, à une croissance des revenus dans les fusions et acquisitions et à une diminution des charges liées aux rémunérations.

La cinquième banque américaine par les actifs précise qu'elle a réalisé un revenu "*sensiblement plus élevé*" à partir de ses produits de crédit et d'hypothèque dans son activité obligataire.

Le produit net bancaire global est en hausse de 53% à 9,2 milliards (consensus: 7,91 milliards) contre six milliards un an plus tôt.

La division placements et prêts, qui assure ses profits surtout grâce à la valorisation des propres investissements boursiers et obligataires de la banque, a fait état d'un revenu de près de deux milliards de dollars.

Les dépenses liées aux rémunérations ont représenté 37,9% du produit net bancaire en 2012. Depuis 1999, année lors de laquelle Goldman Sachs est entrée en Bourse, il n'a été qu'une seule fois inférieur à ce niveau.

Les économies réalisées par Goldman Sachs sur sa masse salariale ont permis à la banque d'enregistrer un retour sur investissement de l'ordre de 16,5% au quatrième trimestre, sur une base annuelle, un niveau sans précédent en presque trois ans. Reuters 16.01

3- Allemagne - Or.

La Banque centrale allemande a annoncé mercredi son intention de rapatrier par étapes d'ici 2020 son or entreposé en France (374 tonnes ou 11% du total des réserves allemandes) et une partie de celui stocké aux Etats-Unis.

Fin 2012 les réserves d'or de l'Allemagne totalisaient 3.391 tonnes et constituaient près de 80% des réserves de change du pays. Il s'agit des deuxièmes plus importantes réserves d'or au monde après les Etats-Unis et devant le Fonds monétaire international (FMI), l'Italie, la France et la Chine.

D'ici 2020 la part des réserves d'or allemandes stockées auprès de la Fed à New York va être réduite à 37%, contre 45% actuellement, soit 300 tonnes d'or de moins.

La part de l'or stocké en Allemagne va ainsi graduellement monter jusqu'à 50% en 2020, contre 31% aujourd'hui.

La part des réserves d'or allemandes stockées auprès de la Banque d'Angleterre à Londres, centre névralgique mondial des échanges du métal jaune, va rester inchangée, à 13%, a précisé la Bundesbank. Mais l'Allemagne a déjà rapatrié quelque 900 tonnes d'or de Londres depuis 2000, a rappelé M. Thiele.

L'an dernier sur fond de crise en zone euro la question des réserves d'or allemandes à l'étranger avait agité certains milieux eurosceptiques allemands, qui avaient réclamé un audit minutieux de l'or de la Bundesbank, voire son retour intégral au pays. AFP 16.01

Pour la petite histoire, l'explication officielle reprise par l'AFP dans le reste de cet article, consistait à dire que les autorités allemandes auraient constaté (soudainement !) "la fin de la guerre froide" et que le risque que l'Allemagne soit envahie par l'ex-URSS avait disparu.

4- Automobile

4.1- UE Sur l'ensemble de l'année 2012 dans l'Union européenne, la demande de voitures neuves a diminué de 8,2% à 12,05 millions, sa plus forte baisse depuis le recul de 16,9% enregistré en 1993, a précisé l'Accea.

Dans la seule zone euro, le recul atteint 11,3%, à un peu moins de neuf millions, selon les calculs de Reuters.

L'Allemagne est parvenue à limiter la casse avec une baisse de 2,9% alors que la France (-13,9%), l'Espagne (-13,4%) et l'Italie (-19,9%) ont enregistré de forts reculs de leurs immatriculations l'an passé.

L'évolution est aussi très contrastée entre les constructeurs. Les généralistes comme les français PSA Peugeot Citroën (-12,9%) et Renault (-18,9%), l'italien Fiat (-15,8%) ou l'américain General Motors, avec sa marque Opel (-15,6%), ont particulièrement souffert en 2012.

Les marques allemandes de prestige tirent leur épingle du jeu: Audi gagne 3,7%, BMW (-0,1%) et Mercedes-Benz (-0,9%) sont stables.

Le groupe sud-coréen Hyundai-Kia s'en sort particulièrement bien. Sa marque Hyundai a gagné 9,4% et Kia enregistre une forte hausse de 14,6%. Reuters et AFP16.01

4.2- Volkswagen Le premier constructeur automobile européen, l'allemand Volkswagen, a ouvert mercredi sa centième usine mondiale au Mexique, avec 700 nouveaux postes à la clé, en vue de soutenir son expansion en Amérique du Nord.

"Avec cette nouvelle usine, nous continuons à soutenir notre offensive en Amérique du Nord. Au cours des trois prochaines années, le groupe Volkswagen va investir à lui seul plus de cinq milliards de dollars" (3,8 milliards d'euros) dans cette région, a déclaré Martin Winterkorn, patron du groupe, cité dans le communiqué. Le constructeur allemand s'est fixé pour objectif d'écouler un million de voitures aux Etats-Unis à partir de 2018. AFP 16.01

[Haut de page ↗](#)

Le 18 janvier

CAUSERIE

Vendredi 0h15.

Hier soir j'ai passé 4 heures à actualiser les pages d'accueil du site, formater mes articles, c'est ce qui a été le plus laborieux, un boulot d'archiviste, c'est dur de tout faire tout seul. J'ai corrigé la plupart des fautes, vous m'excuserez, c'est un travail de dingue, je dois bosser à toute allure sans me retourner pour vérifier quoi que ce soit. Et quand j'arrête c'est pour balayer, passer la serpillière, etc. et je suis claqué, du coup je sabote une partie de mon travail, je néglige la forme au profit du contenu, bref je ne suis pas satisfait.

Plus j'ajoute d'articles dans le site, plus cela me fait du boulot supplémentaire d'archivage qui prend un temps considérable, d'autant plus qu'il faut sans cesse créer de nouvelles sections et reclasser un tas d'articles.

J'ai laissé trois articles de décembre relatifs à la mascarade qui s'est achevé le 11 janvier, histoire de montrer à ceux qui n'en étaient pas encore convaincus que l'affaire était entendue depuis le début, et que les dirigeants se foutent littéralement de nous. On va les harceler, les pilonner s'ils continuent sur la même voie, on n'a pas le choix.

Je n'ai pas le temps, d'autres le font, il faudrait pilonner Hollande sur le Mali. Il fait la guerre aux terroristes que Sarkozy a armés avec le soutien du PS, tandis que Hollande continue de soutenir les mêmes factions terroristes en Libye et en Syrie. Comme ils ont nié le droit du peuple kurde à son autodétermination, ils nient également celui du peuple touareg écartelé ou dispersé dans plusieurs pays et séparés par des frontières artificielles, arbitraires, les deux étant victimes de frontières imposées par les différents impérialistes quand ils ont balkanisé l'Afrique au cours de la première moitié du XXe siècle puis la seconde. Il faut démolir le PS et le Front de gauche qui le soutient.

Camarades, l'ennemi est dans notre propre pays, les capitalistes et leurs représentants, tous leurs représentants, y compris le gouvernement, les dirigeants du PS, leurs élus au Parlement qui après avoir voté le TSCG, la "règle d'or", le budget d'austérité de 2013, soutiennent maintenant la guerre au Mali, la guerre contre le peuple syrien, c'est intolérable de les épargner. Ils ont choisi leur camp, nous avons choisi le nôtre.

A bas le gouvernement anti-ouvrier et social-impérialiste Hollande-Ayrault-Sapin-Fabius ! Prolétaires du monde entier : unissez-vous contre la barbarie capitaliste ! Vive le socialisme !

Déjà 2 569 connexions en janvier, plus la moitié de la journée du 5 et la journée du 6 entière qui n'a pas été comptabilisée, cela donne environ 2 750 connexions, si on continue sur la lancée on va finir le 31 janvier autour de 5 000 connexions. Bravo camarades, faites connaître le site à un maximum de travailleurs et militants autour de vous.

Vendredi 11h45 (locale)

Place à l'info. J'ai parfaitement conscience que les travailleurs n'ont pas de temps à perdre la semaine à chercher des infos sur différents portails, encore moins les militants, je fais ce boulot pour vous. Si vous connaissez des adresses de portails sérieux, envoyez-les moi.

Je ne sais pas si vous en avez conscience, mais notre portail est le seul portail en France (et sans doute au-delà) à proposer en ligne plus de 400 articles sur le développement de la situation en Syrie depuis deux ans. On continue le combat, rien ne nous fera plier, encore encore moins capituler.

J'ai ajouté une quinzaine d'articles et de vidéos sur le Mali.

La suite de l'actualisation du site dans quelques heures.

Vendredi 15h30 (11h chez vous en France).

[L'Inde comme si vous y étiez.](#)

- L'Inde pourrait commander jusqu'à 189 Rafale - AFP

Et dans le même temps le gouvernement a pour ainsi dire liquidé ou réduit à une peau de chagrin la subvention qu'il octroyait aux plus pauvres (Ration Card ou carnet de rationnement), en remplaçant la fourniture de produits de première nécessité à prix réduit dans une certaine quantité en fonction de la caste, des revenus et de la composition de chaque famille, par une somme d'argent dérisoire.

A ce propos Mageswary m'a fait la réflexion suivante à laquelle je n'avais pas pensé : "*chez les plus pauvres les hommes vont battre leur femme et piquer l'argent pour boire, après il ne restera plus rien pour manger*". C'est certain, et s'ils n'utilisent pas cet argent pour picoler, ils rechargeront leur portable avec ou ils achèteront de l'essence ou des conneries.

Décidément, sale temps pour les plus pauvres partout dans le monde, donc ceux du Mali encore plus pauvres que les Indiens.

[Serions-nous sectaires ou d'affreux dogmatiques ?](#)

Je mets en ligne un article du *Figaro*, un journal bien connu pour son penchant naturel à défendre la cause des opprimés dans le monde, intitulé *Les confessions des espions du Shin Beth secouent Israël*, qui relate leur questionnement qui ne va pas vraiment dans le sens de la guerre que mène l'Etat sioniste contre le peuple palestinien depuis 1947. Leur témoignage est intéressant, car nous dit *Le Figaro* : ils "*arrivent tous au même constat* : «On gagne toutes les batailles, mais on perd la guerre.» *La répression n'est pas la solution*."

Commentaire d'un internaute qui ignore la nature de l'Etat sioniste.

- "*Cette fois les aveux viennent de l'intérieur, l'entêtement des pro-israéliens, qui tentent à chaque fois de nier l'évidence, n'a désormais aucune valeur. Qu'est-ce que la communauté internationale attend pour protéger les palestiniens de la sauvagerie de l'occupant.*"

L'Etat israélien est une création monstrueuse qui a été entreprise pour servir les intérêts d'un cartel de banquiers juifs d'origine ou qui se revendiquent ainsi, et qui se sont alliés à quelques monarques en Europe, qui de féroces colonisateurs se lieront par la suite au nazisme avant de revêtir le masque honorifique et plus présentable de potiches, pour mettre la main sur le pétrole du Moyen et Proche-Orient dès le début du XXe siècle, car ils avaient compris qu'avec l'industrialisation et développement de l'industrie automobile, ceux qui détiendraient les réserves de pétroles seraient les maîtres du monde. Ces banquiers juifs d'origine sont à l'origine du développement du sionisme et de l'antisémitisme, car n'ayant finalement pas d'autre religion que l'argent et le pouvoir (politique).

Partant de là, ce que cet internaute ne comprend pas parce qu'il ne connaît pas la véritable histoire de la création de l'Etat d'Israël, c'est que la "*communauté internationale*" ne peut pas s'attaquer à l'Etat sioniste, puisque se serait s'attaquer au cartel de banquiers qui dominent la finance mondiale, en un rien de temps les marchés s'y attaqueraient, leur économie s'effondrerait, sans parler qu'ils risqueraient d'y laisser leur peau, j'entends physiquement.

Cette histoire d'Israël fait partie intégrante ou est une des pièces maîtresses du projet d'instaurer un gouvernement mondial conçu par ces mêmes banquiers. Ce qui signifie qu'on ne peut pas le comprendre si on n'a pas connaissance ou pire, que l'on nie cette partie de l'histoire du vieux monde que les médias et les partis politique s'emploient à camoufler aux masses.

Les véritables comploteurs, en réalité ce sont ceux qui ont conçu ce plan à l'insu de la population qui a été gardé soigneusement dans l'ignorance, et ceux qui ont contribué à la maintenir dans l'ignorance jusqu'à nos jours tout en connaissant ce plan en sont les complices qu'on le veuille ou non.

[Aux capitulards qui se réclament de la IVe Internationale. \(POI-CCI\), NPA, LO](#)

Extrait du *Programme de transition* (Trotsky) de la IVe Internationale :

"Dans les périodes de luttes de classes aiguës, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le neutraliser. Cela se produit déjà lors de simples grèves, surtout lors des grèves de masse avec occupation des usines, qui ébranlent les principes de la propriété bourgeoise. En temps de guerre ou de révolution, quand la situation de la bourgeoisie devient particulièrement difficile, les dirigeants syndicaux deviennent ordinairement des ministres bourgeois."

Poursuivons :

*"C'est pourquoi les sections de la IV^e Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes, **mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats.** S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées ("progressistes"). Le syndicat n'est pas une fin en soi, mais seulement un des moyens dans la marche à la révolution prolétarienne."*

Question : Après cette terrible défaite (accord du 11 janvier) oseront-ils rompre avec les appareils vendus des syndicats ? Gageons qu'ils n'en feront rien. Pourquoi ? Devinez, ils auraient trop à y perdre. Et la cause qu'ils sont censés défendre et représenter ? Elle passe après, à la trappe !

Je ne sais pas si vous vous en souvenez, il y a quelques mois j'ai commencé à tirer à boulets rouges sur Hollande, le gouvernement, les dirigeants du PS, en fait bien avant l'élection présidentielle, ensuite j'ai amplifié les tirs dès la composition du gouvernement connue, depuis je n'ai pas arrêté.

Au départ je me suis demandé si je n'y allais pas un peu fort, je me suis convaincu que non, puis je me suis reposé la même question à deux ou trois reprises en arrivant à la même conclusion, les faits m'ont donné amplement raison qu'il n'y avait absolument aucune raison de les épargner. J'en suis arrivé à les dépeindre comme plus dangereux et pire que Sarkozy et l'UMP, là aussi ces dernières semaines les faits m'ont donné raison.

Comparé le traitement que Marx, Engels, Lénine réservaient à leurs ennemis avec les précautions de langage que prennent nos dirigeants pour en parler, pour un peu on pourrait voir des courtisans faisant la courbette devant leur souverain avant de lui adresser la parole, ils sont misérables.

En me marrant, j'ai presque envie de dire que je n'ai pas encore suffisamment chargé la barque après l'entrée en guerre de l'Etat français contre le peuple malien, il s'agit d'une vulgaire guerre de rapine pour le compte des banquiers et des multinationales, comme toutes les guerres depuis 2001.

Marx avait traité les Versaillais de chiens, à côté les dirigeants du PS tiennent du chacal pour sa ressemblance avec le renard qui use volontiers de la ruse, et de l'hyène, symbole de la laideur et de la cruauté sournoise, ou encore représentant une personne féroce et vile qui s'attaque aux gens sans défense. (Balzac).

[Présentation de quelques vidéos sur le Mali](#)

Je n'ai pas encore eu le temps de visualiser ces vidéos.

La voix des sans-voix 23 avril 2012

http://www.michelcollon.info/IMG/mp3/Interview_Mali_sans_voix.mp3

A présent, c'est sur le Mali que s'abat la désinformation. Pendant que les médias passent sous silence ou minimisent les « *bons coups d'État* » (ceux que les grandes puissances trament contre les gouvernements trop résistants), ils dénigrent les « *mauvais coups d'État* » (ceux qui s'en prennent à leurs marionnettes). Pour que les Maliens puissent décider, sans ingérences des grandes puissances, à propos de leurs ressources, de leurs intérêts et de leur avenir. Michel Collon interviewe pour Investig'Action, avec l'aimable participation de Mustapha Boulehien, le réalisateur Eric Pauporté, auteur du film "*Mali d'or*", et Luk Mertens, analyste à Oxfam-Belgique, deux spécialistes de la région...

Ni division, ni occupation : écrire l'Histoire du Mali à l'encre indélébile 12 juin 2012

http://www.michelcollon.info/IMG/mp3/manif_mali.mp3

Le Mali est dans la tourmente : un groupe de militaires a fait tomber le président ATT. Un acte salué par une grande partie de la population, « *une révolution dont le peuple rêvait* » précise l'écrivain Tahirou Bah. Mais qui n'est pas du goût de la France et des puissances néocoloniales. Depuis, des groupes armés ont pris possession du nord du pays, semant le chaos et la division. Nous avons rencontré des manifestants maliens à Bruxelles. Ils appellent à l'unité du pays. Ils replacent les événements dans un contexte de crise régionale, avec le coup d'Etat en Côte d'Ivoire, la guerre de l'Otan en Libye... Cette instabilité politique a-t-elle un rapport avec les importantes ressources dont regorge la région ? Quel rôle jouent les multinationales ? Comment les peuples se mobilisent ? Comme ils nous l'expliquent, les Maliens sont déterminés : ils veulent mettre un terme au pillage de l'Occident qui, « *depuis la traite négrière, a changé de forme mais pas de fond* ». Les Maliens ne veulent ni de la division, ni de l'occupation. Il est temps « *d'écrire l'histoire du Mali à l'encre indélébile* ».

« **Les puissants passent, nous, restons !** » 19 avril 2012

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=4X7oMH4yDIg

Lutte syndicale Cocidirail

ATT a vendu le chemin de fer à une société canadienne qui s'est débarrassée de la plupart des travailleurs et de l'essentiel du transport public. 2005, les chwatcheminois sont en colère. Aminata Diarra chante le courage des ouvriers syndicalistes qui se battent et les associe aux héros maliens des temps passés, au cours d'un meeting des cheminots en lutte pour la renationalisation. 2005. Dans la région des rizières, les paysans sont saignés par les charges, les expulsions de leurs champs au profit de bourgeois nantis et de sociétés étrangères, méprisés, ignorés par les autorités qui en profitent pourtant. Les femmes chantent pour leurs luttes qui n'en finissent pas, un chant populaire historique qui dit en substance : les puissants passent, nous, restons !

Aminata Traoré : « **La démocratie ne suffit pas** » 22 juin 2012

Entretien avec l'universitaire et ancienne ministre de la Culture du Mali, Aminata Traoré, personnalité éminente dans les pays émergents et dans les rangs de la gauche anti-libérale. Les médias nous bassinent sans cesse avec les mêmes clichés sur l'Afrique : la pauvreté fruit de la malchance, les gentils humanitaires, la bonne gouvernance, ces conflits soi-disant ethniques qu'il est impossible de comprendre... Avec de sages paroles, Aminata Traoré remet quelques pendules à l'heure sur la crise au Mali, le développement en Afrique, la notion de démocratie et les relations avec l'Occident. Merci ! (IGA)

Aminata Traoré « **La démocratie ne suffit pas** » (1) - 23 mai 2012

http://www.dailymotion.com/video/xr5ws1_aminata-traore-la-democratie-ne-suffit-pas-1-23-mai-2012_news

Aminata Traoré - « **La démocratie ne suffit pas** » (2) 24 mai 2013

http://www.dailymotion.com/video/xrbtq7_aminata-traore-la-democratie-ne-suffit-pas-2-24-mai-2013_news

Aminata Traoré - « **La démocratie ne suffit pas** » (3) - 24 mai 2012

http://www.dailymotion.com/video/xrcfde_aminata-traore-la-democratie-ne-suffit-pas-3-24-mai-2012_news#.UPjGjKzcBac

ACTUALITE EN TITRES

Péripétie d'un régime en décomposition

- Le Sénat rejette le scrutin paritaire pour les cantonales - AFP

Mali. Union nationale. (suite)

- Henri Guaino: sur le Mali, l'heure n'est pas au débat mais à l'unité - AFP

- Chevènement : « *il doit y avoir une solidarité dans la lutte contre le terrorisme* » - Public Sénat

- Rachida Dati salue "*le sang-froid du président Hollande*" - LePoint.fr

Est-il exagéré de lancer : A bas les institutions de la Ve République et tous les partis qui y participent, qui soutiennent en chœur la guerre contre le peuple malien !

L'insouciance et les illusions se paient toujours un jour.

- Virgin : les syndicats "*décus*" par le gouvernement - Le Nouvel Observateur

Pauvreté. Il en est le co responsable.

- Chérèque chargé de suivre l'application du plan pauvreté - Le Nouvel Observateur

En quelque sorte il a collaboré à la création de son propre emploi. Chérèque est un auto-entrepreneur... de la misère et de sa gestion !

Même qu'au PCF on n'en doute pas !

- Sapin: "*Cela se passe mieux chez Renault que chez PSA*" - AFP

- Chez PSA, c'est LO qui a assuré la sous-traitance du sale boulot, chez Renault, ce sera la maison mère : les staliniens. Du coup, Sapin est rassuré, on le comprend !

ACTUALITÉ DU JOUR

Bâissez votre "**avenir professionnel**", servez le capitalisme qui guerroye contre les peuples à travers le monde.

L'armée de terre française a lancé jeudi sa huitième campagne de recrutement, avec pour objectif d'enrôler 10.000 jeunes en 2013, en pleine guerre du Mali.

L'armée de terre mène régulièrement des campagnes de publicité pour recruter, jugeant que les jeunes Français sont peu informés des possibilités offertes depuis la suppression du service militaire en 1996.

La nouvelle campagne, créée par l'agence TBWA/Corporate, cible les 18-24 ans sur le thème "*pour moi, pour les autres*".

"*Bâtir son avenir professionnel en contribuant à préserver et à construire celui de la communauté nationale, c'est le projet professionnel que l'armée de terre est fière de proposer aujourd'hui*", a dit Jean-Yves Le Drian.

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a réfuté l'idée selon laquelle l'intervention française, engagée il y a six jours, pourrait avoir un impact négatif sur les jeunes hommes et jeunes femmes songeant à s'engager.

"De mon point de vue, elle tombe bien (...) parce qu'il faut que nous ayons un recrutement offensif et de qualité", a-t-il dit lors du lancement de la campagne à Vincennes, près de Paris. Reuters 17.01

Cette guerre aussi "elle tombe bien"...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

L'intervention militaire française au Mali pèsera lourdement sur le budget des opérations extérieures des armées (Opex) et révèle déjà des insuffisances en matière de transports, un domaine pour lequel la France est contrainte de faire appel à ses alliés.

Combien ça coûte ? "*Je ne peux pas l'évaluer encore. Tout cela sera public, évidemment*" : une semaine après le début des opérations, Jean-Yves Le Drian, doit déjà répondre aux interrogations sur leur coût financier. D'autant que le ministre de la Défense a prévenu que l'engagement "*sera long*".

Concrètement, les crédits dédiés aux Opérations extérieures (Opex) pour 2013 s'élèvent à 630 millions d'euros. En baisse d'environ 90 millions par rapport à 2012, en raison du retrait français d'Afghanistan. Mais les économies escomptées du retrait afghan devraient être effacées par l'opération au Mali.

"*C'est une opération qui durera au minimum une bonne partie de 2013, sinon toute l'année 2013. Ca ne tiendra pas dans le budget*", estime Axel Poniatowski, ancien président UMP de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale.

En 2011, année des opérations en Libye, le coût des Opex avait atteint 1,2 milliard d'euros. Il s'agissait alors d'une opération aéronavale très différente de l'intervention au Mali, avec une campagne aérienne de huit mois et le déploiement du porte-avions Charles de Gaulle en Méditerranée.

"*Ca n'aura pas d'incidence sur le budget de la défense*", souligne pour sa part Jean-Louis Carrère, le président PS de la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat.

Quand le budget Opex est dépassé, le gouvernement abonde habituellement les crédits, pour ne pas plomber le budget défense.

Le coût des opérations au Mali dépendra en premier lieu de leur durée. Mais les premiers jours du conflit ont confirmé certaines insuffisances des armées, notamment en moyens de transport et de ravitaillement.

Paris a dû demander l'aide de ses partenaires pour acheminer du matériel. La Grande-Bretagne, le Danemark, la Belgique ou le Canada, ont accepté de fournir des avions de transport et les Etats-Unis devraient également participer. AFP 17.01

2- Pakistan

Le président de l'agence gouvernementale pakistanaise chargée de la lutte contre la corruption a rejeté jeudi une décision de la Cour suprême, qui demandait l'arrestation du Premier ministre, Raja Pervez Ashraf.

Des chaînes de télévision pakistanaises ont cependant rapporté que Fasih Bokhari, président du Bureau national de suivi des responsabilités (NAB), avait dit jeudi à la Cour que l'enquête était insuffisante et qu'il refusait donc de procéder aux arrestations du Premier ministre et d'autres responsables incriminés.

La Cour suprême lui a en retour demandé de présenter immédiatement les dossiers concernés, afin de déterminer si elle disposait d'assez de preuves pour maintenir les poursuites.

Elle a dans le même temps accepté d'étudier une requête qui accuse de blasphème Sherry Rehman, l'une des principales personnalités du PPP, actuellement ambassadrice aux Etats-Unis. Reuters 17.01

SOCIAL

1- France

Plusieurs centaines de salariés de Sanofi ont de nouveau manifesté jeudi pour demander le retrait du plan de restructuration de la recherche annoncé par le laboratoire pharmaceutique il y a six mois.

Selon les syndicats, 700 manifestants ont défilé à Paris alors que la police n'en a compté que 560. Sanofi emploie environ 28.000 personnes en France.

"Nous demandons le retrait du plan et une rencontre associant les syndicats, les pouvoirs publics et la direction mais celle-ci s'y oppose toujours", a commenté un porte-parole de Force Ouvrière à Paris.

Quelque 150 salariés de Sanofi se sont aussi rassemblés devant les bâtiments de Sanofi de Marcy-L'Etoile (Rhône) qui abritent le plus gros site de production de vaccins du groupe.

"Il est inacceptable de supprimer des emplois quand on réalise neuf milliards d'euros de bénéfice", a déclaré Cyril d'Andréa, délégué CGT de l'entreprise de Marcy-L'Etoile, où 629 postes sur 2.500 vont être supprimés.

Thierry Bodin (coordinateur de la CGT) affirme que *"les salariés refusent de voir disparaître leur emploi et celui de leurs collègues sous-traitants (et) qu'à 10 jours du jugement devant la Cour d'appel de Paris, ils ont voulu se faire entendre de la direction, des élus de la Nation et du gouvernement"*. Reuters 17.01

2- Allemagne

Le géant allemand des télécommunications Deutsche Telekom prévoit de supprimer 1.200 postes dans ses services administratifs en Allemagne d'ici le 30 juin, a déclaré jeudi un porte-parole du groupe à l'AFP, confirmant des informations de presse.

Les services du personnel, de la comptabilité, du contrôle et du marketing sont notamment concernés par ce plan *"uniquement basé sur des départs volontaires"* et qui va permettre d'économiser *"100 millions d'euros par an"*, a ajouté le porte-parole.

Ces suppressions de postes s'ajoutent à un plan déjà annoncé de réduction d'environ 40% des effectifs administratifs du siège du groupe à Bonn (ouest) d'ici à 2015, soit 1.300 postes de moins.

Le groupe emploie environ 75.000 salariés en Allemagne, et plus de 230.000 dans le monde.

Le patron de Deutsche Telekom René Obermann et son successeur à partir du 1er janvier 2014, l'actuel directeur financier du groupe Timotheus Höttges, cherchent à économiser partout au sein du groupe, notamment sur les coûts du personnel, afin de dégager des moyens supplémentaires pour étendre le réseau haut débit en Allemagne.

Le groupe a prévu d'investir 30 milliards d'euros au cours des trois prochaines années, essentiellement dans l'extension du réseau haut débit en Allemagne. AFP 17.01

Mettez en relation les différents chiffres fournis ici et vous retrouverez la logique des capitalistes.

Finlande

Le fabricant finlandais de téléphones portables Nokia a annoncé jeudi une restructuration de sa branche technologies de l'information qui se traduira par 300 suppressions d'emplois au maximum.

"Dans le cadre des changements prévus, Nokia prévoit de transférer certaines activités et jusqu'à 820 employés à HCL Technologies et TATA Consultancy Services," a précisé le groupe dans un communiqué.

La majeure partie des emplois concernés est en Finlande.

Le groupe a indiqué vouloir accroître sa productivité, réduire ses coûts et créer une branche technologies de l'information *"adaptée pour la taille et l'envergure actuelle de Nokia"*.

Ces mesures font partie d'un plan, annoncé en juin, de 10.000 suppressions d'emplois d'ici à fin 2013, dans l'espoir de juguler les pertes de l'ancien numéro mondial des téléphones portables. AFP 17.01

3- Japon

Le fabricant japonais de semi-conducteurs Renesas Electronics, récemment secouru par un fond public, a annoncé jeudi préparer un plan de départs volontaires portant sur 3.000 à 4.000 personnes au Japon, énième étape de son lent processus de redressement.

Renesas a expliqué aux syndicats son intention d'inviter les 40 ans et plus travaillant dans la maison-mère ou l'une de ses filiales au Japon à abandonner leurs fonctions le 30 septembre, moyennant une prime de départ.

Répondant à la demande des nouveaux pourvoyeurs de fonds de Renesas, ce plan a pour but une réduction d'effectifs de plus de 3.000 postes.

Ils s'ajouteront aux 7.446 partis de la même façon en octobre l'année dernière, dans le cadre d'une réduction du nombre d'usines et d'une réorganisation des activités.

Ce nouvel appel aux départs est motivé par la volonté de l'entreprise de réduire ses coûts structurels à cause d'un chiffre d'affaires malmené par la conjoncture internationale et la concurrence.

Renesas est récemment passé sous la coupe d'un fonds semi-étatique et plusieurs sociétés clientes, censés l'aider à se relever d'une période difficile, qui a vu s'enchaîner la crise financière internationale, la hausse du yen, le séisme doublé d'un tsunami dévastateur dans le nord-est du Japon et une demande instable. AFP 17.01

4- Canada

Le Cirque du Soleil, connu internationalement pour ses spectacles mêlant la performance physique et la mise en scène artistique, s'apprête à licencier 400 personnes, soit huit pour cent de ses effectifs.

La compagnie basée au Québec a expliqué qu'elle était contrainte de prendre cette mesure en raison de la hausse des coûts de ses productions mais également en raison d'une appréciation du dollar canadien.

Le Cirque du Soleil a enregistré 14 millions d'entrées en 2012 pour un revenu record d'un milliard de dollars canadiens.

"Nous sommes actuellement en train de revoir nos dépenses avec la compagnie dans l'ensemble du monde afin de les réduire d'une manière significative", a dit Renée-Claude Ménard, porte-parole de la compagnie.

Le Cirque du Soleil compte 5.000 employés. Reuters 17.01

ECONOMIE

Chine

La Chine va continuer cette année à soutenir son économie en investissant massivement dans les chemins de fer, à hauteur de 650 milliards de yuans (79 milliards d'euros), a indiqué le ministre des Chemins de fer Sheng Guangzu, cité par l'agence Chine nouvelle jeudi.

Cette somme permettra de mettre en service 5.200 kilomètres de nouvelles lignes, selon le ministre.

L'investissement prévu en 2013 est 30% plus élevé que les 500 milliards de yuans initialement planifiés pour le secteur l'an dernier.

Mais ce budget avait reçu une rallonge de 100 milliards de yuans lorsque Pékin a entrepris au second semestre de combattre le ralentissement de la croissance dans la deuxième économie mondiale en relançant des programmes d'infrastructures.

Le boom de l'investissement dans le rail en Chine, qui possède le réseau de lignes ferrées le plus long du monde après celui des Etats-Unis, remonte à 2003 sous l'impulsion du prédécesseur de M. Sheng, Lui Zhijun.

La Chine s'est par ailleurs hissée en quelques années au premier rang mondial pour son réseau de train à très grande vitesse, alors que la première ligne de TGV n'a ouvert dans le pays qu'en 2007.

La dette du ministère des Chemins de fer s'élevait au troisième trimestre de l'an dernier à 2.660 milliards de yuans (321 milliards d'euros), soit 61,8% de ses actifs, selon des informations publiées antérieurement par la presse chinoise.

Fin 2012, le réseau ferré chinois avait une longueur de 98.000 kilomètres de lignes en exploitation, dont 9.356 km de voies de TGV, a précisé M. Sheng, cité par l'agence officielle. AFP 17.01

[Haut de page ↗](#)

Le 19 janvier

CAUSERIE

J'ai rajouté une vingtaine d'articles dans les rubriques, économie, politique, international et Mali.

On attend encore que les partis ouvriers et leurs satellites caractérisent le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius comme il se doit : un gouvernement social-libéral-impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne, comme son prédécesseur. On peut aussi remplacer social-libéral par néo conservateur ou néo libéral puisqu'il applique exactement la même politique. A suivre.

[Etat guerrier \(Mali, Syrie, Libye, Cote-d'Ivoire, Afghanistan, etc\), état policier \(Vigipirate\).](#)

Une intervention militaire française en chasse une autre: Côte d'Ivoire, puis Libye, puis Mali, sans parler de la volonté appuyée d'intervenir en Syrie. Les troupes françaises ont à peine commencé à quitter l'Afghanistan qu'elles interviennent de nouveau au Mali.

La France apparaît ainsi, actuellement, comme le pays le plus agressif de la planète. Même les USA paraissent, en comparaison, plus réservés, dans le rôle de gendarme. Et s'il y a une distribution des tâches dans ce rôle, on peut dire que la France fait preuve dans le sien d'un zèle particulier.

C'est inquiétant. Car cet Etat par deux fois, en Libye et maintenant au Mali, est venu, avec ses armées, aux frontières de l'Algérie et des pays du Maghreb. Chaque Algérien, chaque Nord-Africain, ressent cette inquiétude, celle d'avoir en face, de l'autre côté de la méditerranée, un Etat guerrier. (*Intervention de la France au Mali : L'Etat guerrier - 17.01 - mondialisation.ca*)

Question : Comment en est-on arrivé là ?

[Leur Nouvel ordre mondial a du plomb dans l'aile.](#)

Avez-vous fait attention aux titres ou aux fonctions qu'ont occupé au sein d'institutions nationales ou internationales, de gouvernements, de l'armée, d'administrations, de grandes entreprises ou de multinationales les auteurs de certains articles ou certaines vidéos que j'ai mis en ligne en provenance de portails divers et de plusieurs régions du monde ?

Ils témoignent manifestement que le vieux monde craque de partout, qu'il est loin de faire l'unanimité de l'élite intellectuelle, bien que leur plan progresse sur certains volets, par exemple l'Union européenne, non sans certaines difficultés qui pourraient à terme s'avérer fatales, dans quelles conditions, c'est une autre affaire.

Richard Le Hir a signé un article publié le 15 janvier sur le portail canadien Mondialisation.ca, dont le titre confirme ce que nous venons d'affirmer : *La Mondialisation : un gigantesque fiasco !*. Au début de cet article, il se présente brièvement et c'est très intéressant :

- "On me demande souvent comment il se fait qu'un ancien dirigeant d'une grande association d'industriels du secteur manufacturier comme moi, qui a milité activement en faveur de la conclusion de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) au début des années 1990, soit désormais si critique à l'endroit de la mondialisation, au point même de souhaiter ardemment le démantèlement de certaines structures de gouvernance internationale et la reprise en main par les États de leur économie."

Il nous indique ensuite qu'au milieu des années 90 il était "ministre délégué à la Restructuration dans le gouvernement Parizeau.

Il en arrive au constat suivant :

- "Aujourd'hui, tout ce beau système est au bord de l'éclatement, et il est maintenu artificiellement en vie par les décisions irresponsables de non-élus qui n'ont de comptes à rendre à personne. Si les banques centrales n'avaient pas finassé,

renié tous leurs principes, violé toutes leurs règles, reporté des échéances pourtant jusqu'alors sacrées, nous serions déjà en train de le reconstruire sur des bases plus saines."

Il évoque ensuite comment a été mis en place ce système néolibéral, à qui il profite et dans quel objectif, le Nouvel ordre mondial et ses concepteurs.

C'est là qu'il dérape ou fait fausse route, et c'est pour cette raison qu'il en arrive à la conclusion qu'il faudrait en revenir aux bons vieux Etats-nations, parce qu'à aucun moment il n'aborde les origines de la crise qui a frappé le capitalisme au début des années 70 et a amené les gangsters de la finance à violer toutes les règles qu'ils avaient édictées précédemment, pour justement assurer la survie du système capitaliste en bout de course.

Il ne lui viendra pas à l'idée que la financiarisation croissante de l'économie à partir de cette période n'a pas été uniquement le produit d'une idéologie délirante comme il l'affirme, mais la bouée de sauvetage des banquiers eux-mêmes et du capitalisme, leur seul recours, car ils ne pouvaient pas se permettre de recourir à une guerre mondiale encore plus dévastatrice et peut-être fatale pour la civilisation humaine, dont eux-mêmes, comme ils l'avaient déjà fait à deux reprises au cours du XXe siècle, le contexte ne s'y prêtait du fait que l'URSS existait encore et que le rapport de force entre les classes à l'échelle mondiale n'était pas favorable à la bourgeoisie, on peut ajouter que la Chine n'avait pas encore rejoint le camp de l'économie de marché, et que les Etats-Unis ainsi que les puissances en Europe de l'Ouest étaient encore dans une position de confrontation ouverte que l'on a appelé la Guerre Froide. Tous ces éléments les empêchaient de recourir à une autre alternative que l'idéologie ultra libérale.

Le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés d'Europe occidentale savaient que tôt ou tard l'URSS s'effondrerait et que la Chine se tournerait vers l'économie capitaliste, et qu'à terme ils pourraient les concurrencer sur le marché mondial, il leur fallait donc rapidement mettre en place un système qui leur permettrait de s'enrichir considérablement dans cette perspective, d'où la dérégulation des marchés financiers et la création d'une multitude d'outils financiers pour accroître leurs gains dans des proportions colossales pour être prêts à affronter les prochains défis qui ne manqueraient pas de surgir sur le marché mondial s'ils voulaient conserver leur rang ou leur rôle hégémonique, sachant que pour accroître leurs profits de manière colossale il ne pouvait pas compter sur une confrontation directe avec le prolétariat en Europe de l'Ouest qui se serait traduite par une baisse brutale de son niveau de vie, alors qu'à la même époque la classe ouvrière venait de passer à l'offensive dans plusieurs pays sur le plan social et politique, France, Portugal, Grèce, Tchécoslovaquie, etc. Au même moment, des mouvements sociaux ou des soulèvements avaient lieu en Amérique latine et des mouvements de libération nationale intervenaient ou venaient juste d'avoir lieu dans plusieurs pays du Proche et du Moyen-Orient, en Afrique.

Epuisé ou asphyxié par le coût exorbitant de la guerre du Vietnam, guerre qui avait fini par être très impopulaire aux Etats-Unis, sur les plans politique et économique l'impérialisme américain n'était pas en mesure de se lancer dans une guerre mondiale, de même que les gouvernements en Europe n'étaient pas en mesure d'affronter directement la classe ouvrière, voilà qui explique en grande partie pourquoi l'oligarchie financière s'engagea dans cette voie qui il faut quand même le souligner, s'offrait à elle à moindre frais en attendant des jours meilleurs.

Cela nécessitait juste de leur part qu'ils adaptent provisoirement leur stratégie sans pour autant changer d'orientation, leur objectif demeurant d'instaurer à terme un gouvernement mondial qu'ils dirigeraient ou contrôlèrent, ce qui est relativement facile quand on a le monopole de la création monétaire, le nerf de la guerre, de la guerre de classe.

Cela étant, et c'est ce qu'on en train d'observer, ils sont rattrapés par les contradictions du capitalisme plus vite qu'ils ne le pensaient ou l'auraient souhaité sans doute, de telle sorte qu'ils se retrouvent exactement dans la même situation qu'aux début des années 70, en cent fois pire, car avec une montagne de dettes monstrueuse qui menace de les engloutir à tout moment, et un prolétariat qui refuse de se soumettre, même s'il a encaissé de graves reculs et défaites, ses partis et ses organisations existent toujours, sa capacité de résistance et de combattre demeure intacte, même handicapé par l'absence de véritables partis communistes, par mille canaux ou réseaux il résiste, il ne manquerait plus qu'il rassemble l'ensemble de ses forces et qu'ils les concentrent contre les institutions qui détiennent le pouvoir politique, l'Etat, pour que leur Nouvel ordre mondial soit relégué au musée de l'histoire avant d'être parvenu à son terme.

Ce qu'il faut bien comprendre ou retenir, c'est que la financiarisation de l'économie à outrance n'est pas le produit du hasard, de calculs savants ou d'une idéologie différente du capitalisme, elle en est le prolongement, tout comme la guerre est le prolongement de la politique sous une autre forme.

C'est le développement historique du capitalisme qui l'a rendue possible. C'est le stade de développement auquel il est parvenu, cela ne signifie pas pour autant que c'était une étape indispensable de son évolution, c'était un stade auquel il pouvait effectivement parvenir, tout dépendait de la capacité ou non du prolétariat mondial à le liquider avant et à prendre le pouvoir, comme il n'y est pas parvenu, l'ultra libéralisme a pu s'épanouir et gangrener l'ensemble de l'économie mondiale ainsi que les institutions politiques, la plupart des Etats.

C'est ce que les intellectuels progressistes ou qui se veulent critiques envers le capitalisme ne parviennent pas à comprendre. Ils continuent de croire qu'à un moment donné le capitalisme a déraillé et qu'il suffirait de le remettre sur ses rails pour que tous

nos problèmes soient résolus. Ils ne veulent pas admettre ou ils ne comprennent pas que l'ultra libéralisme s'inscrit dans la continuité du développement du capitalisme depuis deux ou trois siècles, qu'il est finalement régi par les mêmes lois, qu'il repose sur les mêmes principes fondamentaux (inégalité entre les classes), qu'il en est issu lui-même, qu'il en est le produit. L'ultra libéralisme n'est pas une construction intellectuelle déconnectée de l'économie, le croire serait commettre une grave erreur.

L'ultra libéralisme qui est le produit des contradictions du capitalisme parvenu à son stade ultime, au-delà duquel il entre en décomposition, est en train de nous prouver qu'il ne peut pas s'extraire de ces contradictions, que quoi qu'il fasse, elles le rattraperaient toujours un jour ou l'autre, en réalité il en est totalement dépendant, d'où les brutales politiques d'austérité, l'ultra libéralisme est l'expression du capitalisme entré en putréfaction, qui s'autodétruit et détruit la société, pourri tout ce qu'il touche, pire, hypothèque dangereusement l'avenir des générations futures.

Vouloir revenir en arrière ou faire tourner la roue de l'histoire à l'envers est un non-sens tellement évident que l'on peine à comprendre pourquoi ces intellectuels ne parviennent pas à le saisir. Nous ne sommes pas en présence d'un processus intellectuel que l'on peut faire ou défaire à volonté et ainsi de suite, mais d'un processus dialectique, historique, qui a eu un commencement et qui doit avoir une fin, comme tout système, contrairement au socialisme qui consiste à libérer les forces productives qui étouffent dans le mode de production capitaliste, à libérer le potentiel de créativité qui existe dans la société de façon à permettre à chacun de s'épanouir tout en participant à la collectivité humaine.

Construire un nouveau système économique reviendrait à nous passer une nouvelle camisole de force et subir les souffrances qui l'accompagnaient forcément. Une fois débarrassée du capitalisme et ses contraintes, l'humanité sera en mesure de vivre en harmonie et en paix, c'est possible, elle en a les moyens, ce n'est donc pas une utopie, cela l'est en revanche quand on ne comprend pas le fonctionnement du capitalisme.

Au passage, vous aurez remarqué que je combats à la fois le Nouvel ordre mondial, donc à la fois la théorie du complot que certains ont développé au-delà même de celle qui accompagne effectivement ce projet de gouvernement mondial, pour produire des thèses délirantes ou défendre des intérêts ou objectifs invouables, et la théorie de l'ultra-impérialisme que l'on m'a prêtée par erreur ou malveillance. Je demeure sur le terrain de la lutte des classes et j'utilise les outils du marxisme que je maîtrise avec plus ou moins de bonheur.

On continuera plus tard. Ce que j'ai écrit là devrait être développé, mais je n'en ai pas le temps, je suis prisonnier de mon activité quotidienne.

Parole d'internaute.

- "Un "Brueel" s'est pris 900 000 euros dont 315 000 en trois mois et demi. Debouze 550 000, Ramzy, Omar SY, Dubosc, Gad Elmaleh 400 000. Et le tout pour un film ! Nous les "cocus du système", on ne les gagne pas en quinze ans de travail, et pourtant nous apportons beaucoup plus à l'économie et à la société que ces "médiocres", pour ne pas dire nuls !"

A cette liste vous pouvez ajouter : Dany Boon : 600 000 euros, Garcia : 472 500 euros + 202 500 euros à venir. (source : lepoint.fr18.01)

Le football, le Tour de France, les Jeux Olympiques, TF1, les émissions de divertissement, les comédies, les humoristes à cent balles, les jeux vidéo, le Pastis et le gros rouge, la drogue, la religion et les sectes, l'écologie et le féminisme manipulés, etc. l'opium du peuple se décline dorénavant de telle sorte qu'il y en a pour tout le monde pour que la population demeure toujours aussi ignorante, pendant ce temps-là, ceux qui détiennent le pouvoir peuvent tranquillement appliquer leur politique réactionnaire sur toute la ligne.

Tout fout le camp, la société se décompose à une vitesse fulgurante, tous les rapports se délitent, l'Etat devient de plus en plus policier, les institutions sont totalement corrompues, la classe dominante fraude, trafique, blanchit, se livre à des activités illégales en toute impunité, etc. tout va bien la vie continue comme avant. Il y en a même qui paient pour qu'il en soit ainsi.

Tout est fait pour que les exploités ne comprennent rien à rien et ne se posent pas les bonnes questions une fois sous l'emprise de la propagande officielle. Vivons dans l'insouciance du temps qui passe, ne cherchons pas à sortir de ce cercle infernal, faisons comme si la société avait toujours été de la sorte, et estimons-nous heureux de ne pas subir le sort d'autres peuples moins chanceux que nous. Quant au futur, au sort des générations futures, vau mieux ne pas y penser non plus car il est déjà gravement hypothéqué, vous avez raison, pensez qu'à vous-même et oubliez que vous avez fait des enfants, car il risque de se transformer en cauchemar et le mot est faible...

ACTUALITE EN TITRES

Parole de représentant patronal.

- Michel Sapin confiant sur un rebond et sur le climat social - Reuters

Rebond, qu'il y ait ou non signifie baisse du chômage sur fond de surexploitation et accroissement des profits, quant à sa "*confiance*" dans le "*climat social*", elle doit reposer sur la capitulation honteuse sans exception des dirigeants du mouvement ouvrier.

Parole de banquier

- Après avoir taillé dans les dépenses, les banques américaines retrouvent la santé - LeMonde.fr

Titre trompeur, la réduction des dépenses en question a consisté essentiellement en des suppressions de postes.

Et le pire de tout, c'est qu'elle a raison !

- Pour Marine Le Pen, Paris est responsable de la situation au Mali - Reuters - il y a 16 heures

Ce ne sont pas les dirigeants des partis ouvriers qui chargeraient la barque de Hollande, ils ont déjà trop à faire pour l'empêcher de couler, on comprend. Après ils nous feront croire qu'ils luttent contre l'extrême droite...

Sortir un tract contre la guerre au Mali, sans mettre au premier plan les énormes richesses inexploitées de ce pays que les multinationales convoitent, son taux extrême de pauvreté, la manière dont Sarkozy puis Hollande ont manœuvré pour rendre cette guerre indispensable (de leur point de vue), leur refus de discuter avec les dirigeants d'importantes factions touaregs qui demandaient de l'aide pour combattre les djihadistes pour finalement présenter l'ensemble des opposants au régime en place comme des "*terroristes*", de la même manière qu'en Afghanistan ils avaient assimilé l'ensemble de la résistance armée à l'occupant comme des talibans, ne pas mettre en relief ces différents aspects de la situation, c'est passé à côté de l'essentiel, c'est de la propagande pure qui est à côté de la plaque, totalement improductif.

C'est avant tout une guerre de pillage, de véritables gangsters lancés à l'assaut des richesses du Mali.

C'est pas en France que les partis ouvriers mobiliseraient contre la guerre.

- Algérie : des islamistes manifestent contre la France - LePoint.fr

Une main d'oeuvre encore meilleure marché que les Algériens ?

- Algérie : une vingtaine de Philippins parmi les otages - LePoint.fr

Des Japonais, des Britanniques, des Américains ou des Français, qui n'occupent pas des emplois sans qualification contrairement aux Philippins.

Un aveu. En guise de bonne conscience ? Toute de même pas !

- «*Nous avons peut-être tous fait une erreur de jugement sur les printemps arabes*, selon Guaino - Public Sénat

Guaino veut dire par là qu'ils ont soutenu les salafistes, les Frères musulmans, etc. leurs alliés en fait...

Avis aux rentiers

- A-t-on le droit de sous-traiter son travail à quelqu'un d'autre? - Slate.fr

- "*De l'importance de trouver son rythme au travail*" - L'Express.fr

Cynisme sans fond, leur marque de fabrique

- Le FMI salue l'effort "*impressionnant*" du Portugal, malgré des "*risques*" - AFP

- Grèce: la dette "*as viable*" sans une aide accrue de l'UE, selon le FMI - AFP

Individualisme effréné, complexe de supériorité, mégalomanie : des psychopathes.

- Pour vendre en ligne, les marques de luxe personnalisent le produit - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Accord patronal du 11 janvier 2013. Gouvernement PS-Medef-CFDT soutenu par les autres syndicats.

Je passe le discours de Sapin et les contre-vérités qu'il contient, selon lequel l'accord patronal du 11 janvier serait "équilibré", relevant qu'en affirmant qu'il était "décisif" pour l'image de la France à l'étranger, il s'adressait directement aux investisseurs qui seraient désireux de venir exploités la main d'oeuvre en France en bénéficiant d'une législation du travail particulièrement avantageuse pour les patrons.

Avis aux manipulateurs et charlatans qui tiennent à épargner le PS.

Le ministre du Travail a fait valoir notamment que le bureau national du PS avait approuvé par 28 voix contre 5 une déclaration soulignant que le parti sera "particulièrement attentif à une transcription fidèle de cet accord dans la loi".

"C'est dans les meilleures conditions que nous allons faire en sorte que cet accord soit adopté sans que son équilibre soit modifié", a-t-il prédit.

Thibault n'exige pas le retrait de cet accord, la CGT ne rompt pas avec le patronat, pire, la CGT le soutient en prétendant pouvoir l'amender, alors qu'on vient de voir que ce serait totalement impossible.

"Quelque chose me dit que, d'une manière ou d'une autre, ce ne sera pas intégralement le texte de l'accord qui figurera dans la loi", a déclaré à la presse M. Thibault à l'issue d'entretien à Matignon avec le Premier ministre.

"Je note avec satisfaction que, contrairement à ce qui était indiqué en début de semaine, la CGT aura voix au chapitre", a ajouté le dirigeant, qui passera la main en mars à Thierry Lepaon.

"Nous allons avoir des séances de travail très concrètes avec le ministère du Travail pour regarder le texte dans le détail", a-t-il annoncé. "Le Premier ministre ne peut pas ignorer l'opinion de la première organisation de salariés, même quand elle ne signe pas un accord", a fait valoir M. Thibault.

Il a indiqué aussi que les militants et directions départementales de la CGT allaient "rendre visite aux parlementaires pour leur faire une explication de texte" avant l'examen du projet de loi. AFP18.01

On a sans doute là ce que Thibault a dû convenir de son côté avec Ayrault.

Le scénario le plus probable : c'est que Thibault a fourni des pistes à Ayrault pour modifier le texte à la marge, de telle sorte qu'on oublie que sans la participation de la CGT (et de FO) à cette mascarade, cet accord n'existerait, tout simplement parce que cette "négociation" n'aurait jamais pu avoir lieu.

En réalité, Thibault a tenu à collaborer directement à l'écriture de cette loi antisociale, histoire de montrer qu'il était plein de bonne volonté pour faire passer cet accord, tout en jouant une comédie en direction de sa base qui rejette massivement cet accord et doit se demander comment cela a pu être possible, comment on en est arrivé là.

Tenez, comme quoi je n'invente rien. Après avoir rédigé ces lignes je viens de prendre connaissance d'un article de l'AFP qui reprend en substance le contenu de l'interview que Laurent Berger (CFDT) a donné au journal *Le Monde* et qui sera publié ce samedi, dans lequel il indique que cet accord pourra faire l'objet "d'amendement" à la marge, sans en modifier les éléments fondamentaux :

- Le leader cédétiste souhaite que "le contenu du projet de loi" transposant l'accord "soit discuté avec les signataires, puis avec les non signataires, avant d'être envoyé au Conseil d'Etat".

"Le droit à amendements existe mais dans le respect du texte et de son équilibre", estime M. Berger pour qui il existe "des marges de discussion" notamment sur "les modalités de désignation des représentants des personnels dans les conseils d'administration

des grandes entreprises". AFP 18.01

"équilibre" en faveur du patronat, condition préalable pour qu'il le signe, il confirme ce que j'ai indiqué plus haut, Thibault n'est que le clone de Chérèque, voilà la vérité.

Ils vont devoir avaler d'autres couleuvres aussi grosses dans les mois à venir, car les dirigeants de la CGT n'ont pas l'intention de rompre leur relation avec le gouvernement et le patronat, il faut d'autre s'attendre à de nouveaux importants reculs sur la retraite, de nouvelles cuisantes défaites pour la classe ouvrière.

L'offensive de la réaction va se poursuivre tout azimut, sur les mêmes bases et fort de cette expérience réussie.

- Après le marché du travail, le gouvernement abordera en 2013 avec les partenaires sociaux d'autres gros morceaux, une réforme des retraites et le financement de la protection sociale.

Pour les premières, "une bonne partie de l'année 2013 sera mise à profit pour une concertation autour de quelle réforme ? en utilisant quels outils ? quels moyens ? quelles évolutions?"

"Vous connaissez tous les curseurs qui peuvent être bougés pour permettre qu'il y ait, si ce n'est un retour à l'équilibre, en tous les cas une perspective de financement pérenne de nos régimes de retraite", indique le ministre.

Les curseurs : Repousser l'âge du départ à la retraite pour prétendre percevoir une retraite à taux plein, et allonger la durée de cotisations.

Le TSCG et sa "règle d'or" devront être respectés.

Le ministre du Travail a enfin estimé que les partenaires sociaux ne pouvaient se démarquer de l'objectif d'équilibre global des finances publiques à l'horizon 2017 quand ils discuteront de la nouvelle convention d'assurance chômage pour remplacer celle qui arrive à échéance fin 2013, avec un déficit de l'Unedic prévu à 5 milliards d'euros cette année.

"On s'est donné des objectifs de retour à l'équilibre global des finances publiques, ça fait partie des retours à l'équilibre qui sont nécessaires. Les partenaires sociaux en sont conscients !" Reuters 18.01

Berger, le manipulateur en chef.

"Je n'ai pas à m'excuser d'apporter" aux salariés "du plus, ni d'avoir encadré la flexibilité dans les entreprises, qui aujourd'hui est à la fois sauvage et omniprésente", affirme M. Berger dans une interview au Monde à paraître samedi.

"Au minimum, l'accord est équilibré, moi je trouve qu'il est ambitieux!", a ajouté le secrétaire général de la CFDT pour qui ce texte, signé avec le patronat et qui doit être transposé en loi, "marque une nouvelle articulation entre l'économie et le social" et "un compromis structurant à moyen terme".

Selon lui, "la CFDT n'est pas isolée. Il existe un camp réformiste, dont elle fait partie". "Seuls ceux qui ne font rien ne prennent pas de risque!".

Toutefois, il ne veut "pas creuser les divergences" avec les autres centrales et souligne qu'il a appelé son homologue de FO, Jean-Claude Mailly, "pour le prévenir" qu'il allait s'engager sur l'accord.

M. Berger reconnaît qu'"il y a clairement une bipolarisation du syndicalisme sur ce sujet", mais "rien ne dit qu'elle sera durable".

"Mais, nous avons, avec la CGT, une conception fondamentalement différente de l'articulation entre la loi et la négociation", souligne-t-il. "Pour nous opposer à un projet, nous parvenons à agir ensemble, en revanche, faire des propositions communes et s'engager ensemble, c'est plus difficile", dit-il. AFP 18.01

Pour se justifier, Berger n'hésite pas à commettre un faux, à nier la législation du travail qui est en vigueur en prétendant que cet accord permettrait d' "encadr(er) la flexibilité dans les entreprises, qui aujourd'hui est à la fois sauvage et omniprésente", en réalité, c'est beaucoup plus tordu ou sournois.

Il profite du fait qu'effectivement les patrons peuvent déjà grâce aux modifications successives de la législation du travail mettre en oeuvre la flexibilité en recourant à toute une panoplie de contrats précaires, et là où est la tromperie, c'est quand il prétend que

cet accord aurait pour objectif de mettre un terme ou "d'encadrer" cette pratique "sauvage" qui en fait est le produit de la régression sociale négociée au cours des années précédentes entre le Medef et la CFDT notamment, tentant de camoufler qu'en réalité cet accord ne fait que renforcer la flexibilité déjà existante, que l'étendre à tous les types de contrats de travail puisqu'elle touche même le CDI.

J'ai relevé deux commentaires très brefs d'internautes.

- 1- *"Bien-sûr qu'il n'a pas à s'excuser : la CFDT roule pour le PS !"*
- 2- *"C'est vrai que lorsqu'on trahi les siens, ça ne sert à rien de s'excuser."*

Mais le problème voyez-vous, c'est que les partis ouvriers ou les formations politiques ne voient pas les choses ainsi. Pour eux, si la CFDT figure bien de l'autre côté de la barricade, il n'en est pas de même du PS qu'ils considèrent toujours comme un parti ouvrier. Ne cherchez pas ailleurs pourquoi nous n'avons jamais réussi à contruire un nouveau parti révolutionnaire, remerciez au passage les dirigeants de l'ex-OCI, de la LCR et de LO.

La CFDT "roule" pour le PS, le PS roule pour le capitalisme ou le régime, pour qui roulent ceux qui ont refusé de le caractériser comme il convenait, qui ont refusé de rompre avec lui, avec le régime ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Des centaines de personnes ont manifesté vendredi soir à Madrid contre la corruption, au moment où la droite au pouvoir en Espagne se défendait face à un nouveau scandale qui risque d'aggraver la perte de crédibilité d'une classe politique minée par la crise.

Aux cris de *"Ce président est un délinquant"*, *"Démission"*, portant des pancartes où était écrit *"Voler est un délit, seulement pour les pauvres"*, les manifestants se sont regroupés aux abords du Parti populaire (PP), la formation de droite du président du gouvernement, Mariano Rajoy.

L'immeuble était protégé par des fourgons de police et des barrières jaunes qui tenaient à distance les manifestants, rassemblés via les réseaux sociaux à l'appel de la mouvance des indignés.

"C'est une honte. On coupe les salaires de ceux qui gagnent mille euros, et eux, ils gardent leurs privilèges. C'est révoltant", lançait Paqui Benito, fonctionnaire de 48 ans au ministère de la Justice qui, comme tous ses collègues, a vu son salaire amputé par les mesures de rigueur.

Citant *"cinq sources fiables issues des directions successives du parti"*, El Mundo affirme que l'ancien gérant puis trésorier du PP, Luis Barcenas, a distribué pendant deux décennies des enveloppes contenant entre 5.000 et 15.000 euros à des dirigeants, en complément de leurs salaires officiels.

Luis Barcenas est par ailleurs mis en cause par la justice dans une affaire de corruption qui avait éclaboussé en 2009 la droite espagnole.

"Rajoy, qui, selon des sources du PP n'a jamais touché ces compléments de salaire, avait ordonné à Cospedal de mettre fin à cette pratique en 2009", poursuit El Mundo, qui qualifie cette affaire de *"bombe atomique"* pour le parti.

"L'argent provenait de commissions perçues auprès d'entreprises de construction, de sociétés d'assurances et de donations anonymes", dit-il.

Les bénéficiaires étaient des *"secrétaires exécutifs, élus et autres membres de l'appareil"*.

La publication de cette nouvelle information intervient après l'annonce mercredi par la presse, citant une enquête judiciaire, que le trésorier avait eu, *"avec d'autres personnes"*, jusqu'en 2009 un compte en Suisse doté de 22 millions d'euros.

"Les comptes du PP sont clairs, transparents et inspectés par la Cour des comptes", a ajouté la numéro deux du PP vendredi. "Vous appartenez à un grand parti qui défend la décence et où celui qui fait quelque chose (de mal) le paie", a-t-elle martelé face à des élus.

Autre cible des manifestants: le président de droite de la région de Madrid, Ignacio Gonzalez, après la révélation par la presse d'une enquête de la justice sur les conditions d'acquisition d'un duplex de luxe mis à sa disposition dans la station balnéaire de Marbella.

"C'est comme si nous avions franchi un nouveau seuil dans ce divorce croissant entre citoyens et responsables politiques en Espagne" après un an de révélations successives, analyse Fernando Vallespin, professeur de Sciences politiques à l'Université autonome de Madrid.

Touchant les principaux partis politiques espagnols, les informations qui se multiplient sur des scandales de corruption provoquent un malaise d'autant plus profond en Espagne que le pays est enfoncé dans la crise depuis 2008. Un actif sur quatre est au chômage.

Mois après mois, la méfiance des Espagnols envers leurs dirigeants et leur dégoût face à la corruption se confirme dans le baromètre mensuel que publie le Centre d'investigation sociologique, un organisme public.

Avant la crise, "il y avait une certaine tolérance" mais "il y a désormais en Espagne une sensibilité à fleur de peau face à l'utilisation des biens publics", souligne Fernando Vallespin qui plaide pour la réalisation d'"une catharsis éthique" dans le pays. AFP 18.01

L'AFP est tellement corrompue ou plutôt démontre une nouvelle fois qu'elle a pour mission d'épargner le régime autant que possible en titrant modestement : Espagne: la droite dans l'embarras face à un scandale de corruption.

"Les comptes du PP sont clairs, transparents et inspectés par la Cour des comptes", tu parles, aussi "clairs" et "transparentes" qu'en France où elle a certifié les comptes de campagne à l'élection présidentielle de plusieurs candidats alors qu'en réalité ils étaient frauduleux.

La conscience politique des masses mûrit manifestement, comme nous l'avions prévu, reste qu'elle n'est pas encore orientée contre les institutions, l'Etat qu'il faut liquider pour faire place à une République sociale.

2- Grèce

Le parlement grec a décidé vendredi l'ouverture d'une commission d'enquête sur le rôle joué par l'ex-ministre des Finances Georges Papaconstantinou dans la gestion de la "liste Lagarde", un fichier de personnes soupçonnées d'évasion fiscale.

Après un long débat, les députés ont voté dans la nuit de jeudi à vendredi en faveur d'une enquête parlementaire pour déterminer si M. Papaconstantinou a ou non supprimé de cette liste les noms de membres de sa famille. Elle pourrait déboucher sur des poursuites pénales pour "falsification de document" et "manquement au devoir".

Le parlement a rejeté un élargissement de la saisine de la commission d'enquête au rôle joué par le successeur de M. Papaconstantinou au ministère des Finances et actuel chef des socialistes Evangélos Vénizélo, et à celui de deux anciens Premiers ministre Georges Papandréou et Lucas Papademos.

Georges Papaconstantinou, l'un des principaux négociateurs du premier plan d'aide international lancé en Grèce par la zone euro et le FMI en 2010, a reconnu ne pas avoir géré au mieux la sauvegarde technique de cette liste, qui avait disparu, après son départ du ministère des Finances.

Mais il a démenti toute implication personnelle dans le trucage dont il est accusé.

La France, qui avait initialement envoyé la liste à la Grèce, lorsque Mme Lagarde était aux Finances, a dû renvoyer un exemplaire en décembre à Athènes.

"Certains veulent faire de moi le bouc émissaire de tous les péchés de l'après-dictature en Grèce" et (me) faire porter "la colère du peuple pour les difficultés qu'ils rencontrent", a dit M. Papaconstantinou jeudi aux députés avant le vote.

"Je n'ai pas fait fortune dans la politique. Je n'ai pas de compte en Suisse et je n'ai pas de société immatriculée dans un paradis fiscal. Je n'ai que des emprunts" a-t-il ajouté.

M. Papaconstantinou, 51 ans, a été ministre des Finances du gouvernement socialiste de Georges Papandréou de 2009 à 2011. II

n'a pas été réélu député au printemps. AFP 18.01

3- Turquie

La police turque a arrêté vendredi matin dans plusieurs villes du pays 85 personnes soupçonnées de liens avec une organisation clandestine d'extrême gauche et de planifier des attentats, a-t-on appris de sources concordantes.

Parmi les suspects arrêtés lors de ce vaste coup de filet lancé à Ankara, Izmir (ouest), Istanbul et d'autres villes figurent 13 avocats d'une association de juristes connue pour défendre les militants d'extrême gauche, a rapporté la télévision d'information NTV.

Une responsable de l'antenne de l'Association des juristes progressistes (CHD) à Ankara a confirmé à l'AFP des perquisitions et "une dizaine" d'arrestations au sein de l'organisation.

Des avocats membres de ce groupe ont manifesté à Istanbul et Izmir pour dénoncer des arrestations "illégalles", a, par ailleurs, rapporté l'agence de presse Anatolie.

A Istanbul, un groupe d'avocats s'est rassemblé devant le palais de justice de Caglayan, sur la rive européenne de la mégalopole turque, en déployant des banderoles "Libérez nos collègues" ou "La terreur policière contre les avocats se poursuit".

Ce coup de filet mené par la police antiterroriste vise les milieux proches du Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), à l'origine de nombreuses actions violentes en Turquie depuis la fin des années 1970.

Selon Anatolie citant des sources non identifiées, les personnes interpellées, dont deux enseignants et plusieurs étudiants, sont soupçonnées de préparer des attentats contre la police et l'armée. AFP 18.01

ECONOMIE

1- Or

1.1- Une étude du Fond Monétaire International en 1999 révélait que « 80 banques centrales avaient loué 15% de leurs réserves d'or nationales à des prestataires extérieurs. Le GATA estime que dans les 12 dernières années, ce pourcentage a du passer de 50 à 75%. Ces prêts d'or ont servi à défendre la valeur des monnaies fiduciaires et du dollar en particulier. Le FMI dans cette étude disait sans ambages, que les prêteurs ne connaissaient pas les destinataires réels de ces prêts, que les informations sur le marché de l'or sont très parcellaires, que les transactions sont caractérisées par un secret à très haut degré. Les accords sont de gré à gré, over the counter, et que très peu d'entre eux ne sont rendu publics. L'information sur les prêts d'or est quasi inexistante. »

Le prédécesseur de Bernanke qui a dirigé la Fed de 1987 à 2006, Alan Greenspan, lui même, a admis que les prêts d'or avaient comme premier objectif le contrôle de son prix.

En novembre dernier, à la suite d'une demande formelle du parlement autrichien sur les réserves nationales d'or, la Banque Nationale Autrichienne (OeNB) a révélé que 224,4 tonnes, soit 80% des réserves d'or de l'Autriche sont stockées en Grande Bretagne, 6,9 tonnes soit 3% en Suisse, près de Bâle (tiens tiens ... à la B.I.S. peut être ?) et près de 48,7 tonnes soit 17% à l'intérieur des frontières nationales. La banque centrale a également révélé qu'elle a gagné 300 millions d'euros en louant son or... mais est-elle sûre de toujours détenir cet or-là ?

Souvenez-vous après la faillite frauduleuse de MF Global, les barres d'or des clients s'étaient révélées hypothéquées par plusieurs banques. Un client, croyant avoir acheté une barre, s'était fait voler cette barre plusieurs fois par les plus grosses banques de la place, JPM et HSBC en tête.

Une étude de Steinbeis Research Center a mis en lumière que les particuliers allemands accumulent de l'or depuis 2007. Ils détiennent en moyenne 5.750 € par tête. Il s'agit de moyenne sur l'ensemble de la population, et il y a forcément de forts écarts entre les plus pauvres et les plus fortunés, mais en moyenne, un allemand détient 55 grammes d'or en bijoux et 62 grammes en lingots ou en pièces. Cela représente 10 napoléons par tête et autant sous forme de bijoux. C'est énorme.

1.2- Guerre monétaire

Quoiqu'il en soit, le jeu des chaises musicales organisé par le Cartel de l'or à Londres et à New York est en train de se terminer. Cela peut encore prendre 2 ou 3 ans, mais certains ont décidé de ramasser leurs billes, quitte à mettre toute la pyramide par

terre. C'est ce que la Chine fait depuis trois ans au moins. L'Allemagne et l'Autriche rapatrient leur or, suivant l'exemple du Venezuela. La confiance est morte et la crise internationale s'amplifie. Toutes ces informations sont des pièces du puzzle dans la crise et la guerre monétaire en cours.

N'est il pas étonnant que personne ne lève la voix chez nous pour demander un audit de nos réserves d'or ?

Les grenouilles françaises sont-elles cuites et archi-cuites ? Ou bien tous les médias français sont-ils aux mains de Gringott's et de ses gobelins ? Liesi 16.01

2- Espagne

Le taux de créances douteuses des banques espagnoles, qui bénéficient d'un plan d'aide européen, a enregistré en novembre un nouveau record historique, selon les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Espagne.

Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, ont atteint 191,63 milliards d'euros en novembre, soit 11,38% du total des crédits, contre 11,23% le mois précédent.

Il s'agit d'un nouveau record depuis le début de la série statistique en 1962.

Pendant longtemps moteur de la croissance espagnole, le secteur immobilier s'est brusquement mis à l'arrêt en 2008, au moment où éclatait la crise financière.

L'éclatement de la bulle immobilière a entraîné l'ensemble de l'économie espagnole dans sa chute et fortement déstabilisé le secteur financier, tandis que le nombre de particuliers ne pouvant plus rembourser leurs prêts immobiliers a explosé. AFP 18.01

3- Allemagne

3.1- La Bundesbank va mettre 7 ans pour rapatrier 300 tonnes d'or jusqu'ici théoriquement stockées dans les entrepôts sécurisés de la Fed.

Les Etats-Unis prétendent détenir 8.133 tonnes d'or, plus une grande partie de l'or du Monde. La Réserve Fédérale de New York est supposée conserver dans les 122 caves de son entrepôt souterrain 530.000 barres d'or, dont seulement 34.021 appartiendraient au Trésor Américain. Autrement dit, 495.979 barres d'or étrangères ont été confiées à la garde de cette banque privée américaine. Ces barres d'or pèsent 28 livres, donc 12,7 kilos. Il y aurait donc environ 6,3 ktonnes d'or dans cet entrepôt. L'Or allemand conservé aux Etats-Unis est réparti dans plusieurs entrepôts probablement situés au milieu de bases militaires comme celle de Fort Knox. Sauf que pour défendre le Dollar, les Etats-Unis ont vendu une grande partie leur or sur le marché de Londres en 1968. Ce n'est pas une théorie du complot, c'est tout à fait officiel.

Avec la guerre de Corée, puis l'implication des Etats-Unis dans la guerre du Vietnam, la politique américaine devient de plus en plus laxiste. Certains pays, dont la France, vendent les dollars de leurs surplus d'échanges commerciaux pour encaisser de l'or, mettant le Trésor américain en danger. Tant et si bien que le 1er novembre 1961, à l'instigation de John Kennedy, huit banques centrales créent le « *London Gold Pool* », pour essayer de contenir la valeur de l'or à 35\$. Le principe de fonctionnement est simple. Chaque fois que les investisseurs du marché de Londres se ruent sur l'or, les Banques Centrales vendent de grosses quantités pour faire baisser les cours. Les Etats-Unis doivent fournir 50% de l'or proposé à la vente. Quand l'Or baisse, les Banques Centrales rachètent l'or pour regarnir la caisse commune. Cela va fonctionner parfaitement jusqu'à ce que la France se retire de cette organisation, après le célèbre discours du Général de Gaulle. Dans ce discours, de Gaulle s'élève contre l'Amérique qui s'endette gratuitement sur le dos de l'étranger et rembourse ses dettes en faisant marcher la planche à billets. « *Nous estimons nécessaire que les échanges internationaux soient établis comme c'était le cas avant les grands malheurs du monde, sur une base monétaire indiscutable et qui ne porte la marque d'aucun pays en particulier. Quelle base ? En vérité on ne voit pas qu'il puisse y avoir réellement de critère, d'étalon, autre que l'or.* »

Joignant le geste à la parole, de Gaulle va non seulement exiger des Américains d'échanger les dollars de la BdF contre de l'or, mais va également rapatrier les réserves conservées par la Fed sur le sol français. En 1967, une attaque sur la livre sterling va obliger la Banque d'Angleterre à la dévaluation. Il s'ensuit une forte poussée spéculative sur l'or, les investisseurs craignant une dévaluation identique sur le dollar. Le London Gold Pool est mis à rude épreuve. Pour contenir la ruée vers l'or, le 5 mars 1968, Londres est obligé de vendre 100 tonnes d'or dans la journée, soit 20 fois plus que d'ordinaire. Le Président de la Fed, William McCesney-Martin déclare alors qu'il défendra les « *35\$ l'once jusqu'au dernier lingot* ». Un véritable pont aérien fut mis en place entre les Etats-Unis et Londres. Le mercredi, 175 tonnes furent vendues et 225 tonnes le jeudi. Le vendredi 15 mars, « *à la demande des Etats-Unis* », le marché de l'or de Londres fut fermé. Sur les autres places restées ouvertes, l'or s'envolait à 44\$.

Sachant que dans les 8 derniers jours de trading, la Fed a jeté plus de 1000 tonnes sur le marché, combien de milliers de tonnes d'or a coûté cette bataille de plus de 6 mois au Trésor américain ? Incapables de créer 16 Milliards de Dollars ?

Depuis, la bataille continue sous une autre forme. Sur le seul marché de Londres, ce sont 20 millions d'onces qui sont vendues chaque jour, soit 625 tonnes. Mais ces tonnes d'or n'ont aucune réalité, sinon les Etats-Unis, d'un coup de planche à billets électronique, créeraient 16,32 Milliards de Dollars pour acheter 300 tonnes d'or et les livrer à la Bundes Bank. Cela n'est pas possible, parce que si on cherche à prendre livraison de l'or, cela fait monter les cours. C'est ce qui se passe depuis que la Chine et d'autres acteurs exigent la livraison de physique. Depuis 10 ans, les cours de l'or ont été multipliés par 6,8 passant de 250 à 1700\$ et ce n'est qu'un début.

L'Allemagne demandant le rapatriement de 50% de ses réserves d'or, va forcément peser très lourdement sur les marchés. La production mondiale culmine à 2700 tonnes mais les réserves s'amenuisent alors que toutes les banques centrales qui ont été longtemps nettes vendeuses sont devenues nettes acheteuses. Les réserves d'or allemandes ont été en partie louées à des tiers, qui les ont eux-mêmes sous-louées aux commerciaux qui jouent sur les marchés pour contenir le prix de l'or. Nul ne sait aujourd'hui où est l'or de la BuBa ou même l'or de la France. Les différents scandales de ces deux dernières années montrent qu'un lingot dans un entrepôt peut avoir plusieurs propriétaires, chacun d'eux se croyant tous les droits sur cette barre de métal. Pour finir, comme dans la Fable de La Fontaine « *le chat, la belette et le petit lapin* », Raminagrobis mettra tout le monde d'accord en croquant l'un et l'autre, confisquera l'or des uns ou l'or des autres.

Si vous voulez détenir de l'or, il ne faut le confier à personne. Il ne faut pas non plus le laisser dans le coffre privé, que vous aurez loué dans la salle des coffres d'une banque, car si la banque fait faillite, les coffres sont saisis et vous ne verrez pas la couleur de votre or, qui servira à dédommager les créanciers de la banque. Liesi 17.01

3.2- L'Allemagne hausse le ton.

Sous la pression du Bundestag et de la presse allemande, la Bundesbank a levé le secret sur ses réserves d'or fin novembre dernier. La BuBa a révélé que 1536 tonnes d'or, soit 45% des réserves allemandes étaient gardées dans les coffres de la Fed de New York, 31% en Allemagne, 13% sont à la garde de la Banque d'Angleterre et 11% à la Banque de France. Le député conservateur Philipp Missfelder s'était vu refuser une inspection des réserves d'or allemandes à la Banque de France.

Cela fait plusieurs années que l'Allemagne veut auditer l'or national conservé à l'étranger et tout particulièrement celui stocké dans les caves blindées de la Federal Reserve à New York. Depuis 1980, l'Allemagne se heurte à une fin de non-recevoir : « *aux fins de sécurité, il est impossible de procéder à un contrôle visuel* ». A force de mettre la pression, les contrôleurs allemands ont pu « voir » une palette d'or, mais n'ont pu la contrôler. Pour calmer la presse et les parlementaires, la Bundesbank s'est engagée à rapatrier par petites quantités 150 tonnes sur les 3 prochaines années, soit 10% des 1536 tonnes conservées aux Etats-Unis, afin d'en vérifier la qualité.

Officiellement, au début des années 2000, l'Allemagne a rapatrié 930 tonnes de Londres sur Francfort pour les faire analyser et certifier aux nouvelles normes.

En octobre dernier, l'un des membres du directoire de la Bundesbank confiait au Bild Zeitung (qu'avec la fin de la guerre froide) « *il n'y avait plus aujourd'hui de raison impérieuse de stocker de l'or à Paris.* »

Paris va donc devoir montrer patte blanche et trouver près de 400 tonnes d'or pour les rendre aux Allemands. La Banque de France a-t-elle conservé ces réserves d'or des Allemands ou a-t-elle « *léasé* » cet or aux Bullion Banks?

Si les Etats-Unis sont assez puissants pour refuser aux Allemands le droit de rapatrier leur or, la France n'est pas en position de le faire. Or Sarkozy a joué au jeu des gobelins de Gringott's, en vendant une partie de nos réserves d'or et en leasant nos lingots. Soyez sûr que si Paris ne rend pas cet or très rapidement, la France pourrait avoir de très sérieuses difficultés sur le marché obligataire.

L'Etat serait-il (sans doute) contraint de mettre la main dans les poches des contribuables, pour chercher les napoléons qui pourraient bien s'y cacher ? Liesi 16.01

[Haut de page ↗](#)

Le 20 janvier

CAUSERIE

Samedi 23h50 (locale)

J'ai actualisé la causerie que j'ai mis en ligne samedi soir.

J'ai corrigé une erreur dans le lien vers l'article du 7 janvier 2013 : *Afghanistan: un modèle de néocolonialisme pour le 21ème siècle*.

Trois vidéos sur le Mali

Un parlementaire belge dont j'ignore l'étiquette politique a tenu un discours contre l'envoi de troupes belges au Mali, à part la toute première partie où il reproche au gouvernement de ne pas régler la question de la menace islamiste en Belgique, tout le reste est à prendre. C'est le genre de discours qu'aucun parlementaire ne fera en France.

1- Laurent LOUIS s'oppose à la guerre au Mali et dénonce la manipulation internationale - YouTube

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=TW9kWe3MI-M

Depuis, je me suis renseigné sur ce député belge étiqueté "*indépendant*", se réclamant une fois de l'UMP une fois du FN, entre nous, la différence est aussi épaisse qu'un papier à cigarette. Si par bien des côtés il nous répugne, ce qu'il a dit au parlement belge ne manque pas d'intérêt.

Passage trouvé sur le portail <http://www.wikistrike.com> (daté du 19 janvier)

- "*J'emmerde tous les bien-pensants, qu'ils soient de gauche, de droite, ou du centre, qui sont aux basques de nos pouvoirs corrompus, j'emmerde nos dirigeants qui jouent avec leurs bombes comme des gamins dans une cour de récréation, j'emmerde ceux qui prétendent être des démocrates alors qu'ils ne sont que des criminels de bas étage...*" (L.Louis)

Le député indépendant belge Laurent Louis s'oppose, seul contre tous les autres parlementaires, à la participation de la Belgique à la guerre au Mali. Il dénonce la manipulation internationale, le mensonge de la lutte anti-terrorisme, le soutien des Occidentaux aux djihadistes en Libye, Tunisie et Syrie et dévoile les véritables raisons de cette opération militaire néo-colonialiste. [wikistrike.com](http://www.wikistrike.com) 19.01

On préférera évidemment les vidéos suivantes, mais qui feront sans doute moins d'audience et qui n'auront pas le même écho, hélas ! Ce matin, les vidéos de Michel Collon avaient été visualisées par moins de 1 500 personnes (publié le 19), celle de ce député par 111 227 personnes (publié le 18).

Dans ces deux vidéos Michel Collon démonte minutieusement pas à pas la propagande officielle de guerre, et revient sur l'implication des différents gouvernements français dans la situation actuelle au Mali, il met en lumière les véritables objectifs de cette guerre coloniale. Il rappelle que le gouvernement algérien était sur le point d'aboutir à une solution négociée avec différentes factions touaregs ou islamistes occupant le nord du Mali, ce dont le gouvernement français ne voulait pas entendre parler... Un mot avant ces vidéos.

Hollande poursuivra à la lettre la politique de Sarkozy pour justifier cette guerre.

Retour en arrière sur la manière dont le gouvernement français a préparé minutieusement les conditions qui allaient déboucher sur cette intervention armée.

Extrait de l'article : *Le Mali, nouvelle victime désignée d'actives ingérences néocoloniales françaises* (<http://www.michelcollon.info>) - 10 octobre 2012

Une junte militaire prit le pouvoir le 22 mars 2012 à Bamako. Des jeunes militaires ayant formé un « *Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat* » (CNRDRE) avec le capitaine Amadou Haya Sanogo (formé aux Etats-Unis entre 2004 et 2010) à sa tête. Sous pression de la France, par l'entremise de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest) représentée par le burkinabé Blaise Compaoré, le CNRDRE céda le pouvoir le 12 avril 2012 à Dioncounda Traoré, président de l'Assemblée nationale qui nomma le 17 avril Cheick Modibo Diarra au poste de premier ministre intérimaire. (...)

Rappelons qu'« ATT » fut déposé par les jeunes officiers d'une armée malienne qui lui reprochait son incompetence, son incurie et le manque des moyens pour lutter contre les rebelles touaregs et islamistes au nord du pays. Suite au coup d'Etat, l'embargo organisé par le couple France-CEDEAO empêcha l'armée malienne d'avoir des nouvelles armes, matériel militaire et munitions importées, pour lutter contre les rebelles sécessionnistes. Et la conquête rebelle de territoires du nord put ainsi s'élargir et se consolider au mois d'avril dernier. La junte céda le pouvoir rapidement mais l'embargo continue encore aujourd'hui. (...)

La CEDEAO, avec la France, organise activement l'impuissance de l'armée malienne pour mieux justifier l'envoi d'un corps expéditionnaire formé surtout d'un noyau ivoiro-burkinabé. Dans le port de Conakry, en Guinée, le matériel militaire destiné

à l'armée malienne reste bloqué encore aujourd'hui et cela depuis des mois.

L'ingérence française dans le conflit interne malien se concrétise avec le « *consentement* » de la victime, à savoir le propre Mali, car le président intérimaire malien a demandé le lundi 24 septembre au secrétaire général de l'ONU une intervention militaire étrangère. Étonnamment c'est le ministre français L. Fabius qui annonce cela à New York, à savoir que M. Traoré a demandé à Ban Ki-moon, une résolution du Conseil de sécurité autorisant "*l'intervention d'une force militaire internationale afin d'aider l'armée malienne à reconquérir les régions du Nord occupées*" en rajoutant que le "*Mali souhaite la présence immédiate de cette force*". (8) Mais ce n'est peut-être pas exactement si consenti que ça. Faut se demander si ce « *consentement* » est totalement libre et complètement éclairé. Pour preuve, le journal Le Monde dit dans son article sur le sujet daté du mardi 25 septembre « *Dimanche [24 septembre], le Mali a finalement cédé à la pression de la Cédéao qui, depuis des mois, soutient le principe d'une intervention militaire au nord du Mali .* ».

Faut se demander aussi si ceux qui ont demandé cette intervention sont légitimes et mandatés pour cela. Au Mali, Cheick Modibo Diarra (ayant une double nationalité, malienne et états-unienne) est le premier ministre d'un régime non issu des urnes. Et Dioncounda Traoré est un président intérimaire imposé aux Maliens par Ouagadougou. Il fut imposé par une France interventionniste ayant mandaté pour cela le peu démocrate militaire burkinabé Blaise Compaoré, ancien putschiste, au pouvoir dans son pays depuis vingt-cinq ans.

Dans le meilleur des cas D. Traoré et C. M. Diarra sont, soit des mannequins ventriloques forcés, portant la parole de Paris, soit victimes d'une naïveté sidérante. Dans le pire de cas ils sont complices et activement partisans profrançais, Français, bradant la souveraineté malienne, si petite soit-elle, manquant ainsi à leur devoir de défense de la souveraineté de l'Etat et du peuple maliens. C'est une affaire dans l'affaire. Un coup de force, un coup d'Etat en douce, à retardement, opéré, gagné pour l'instant sur le tapis vert d'une table lointaine, entre Ouagadougou, Paris et New York.

Ce n'est pas un jeu de pions ? Ce n'est pas un jeu de dupes ? Il est notoire que Paris -le président F. Hollande et le ministre des affaires étrangères L. Fabius- a pressé Bamako -Dioncounda Traoré et Cheick Modibo Diarra- pour qu'il demande ouvertement une intervention militaire étrangère sur le sol malien.

2- Michel Collon - La France au Mali : repérer les médiamentonges (1/2)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=LoSRTto330TM

3- Michel Collon - La France au Mali : repérer les médiamentonges (1/2)

La suite demain matin.

J'ai corrigé une erreur dans le lien vers l'article du 7 janvier 2013 : Afghanistan: un modèle de néocolonialisme pour le 21ème siècle.

Un parlementaire belge dont j'ignore l'étiquette politique a tenu un discours contre l'envoi de troupes belges au Mali, à part la toute première partie où il reproche au gouvernement de ne pas régler la question de la menace islamiste en Belgique, tout le reste est à prendre. C'est le genre de discours qu'aucun parlementaire ne fera en France.

Laurent Louis s'oppose à la guerre au Mali et dénonce la manipulation internationale - YouTube

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=TW9kWe3MI-M

Michel Collon - La France au Mali : repérer les médiamentonges (1/2)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=LoSRTto330TM

Michel Collon - La France au Mali : repérer les médiamentonges (1/2)

http://www.youtube.com/watch?v=jMa2fxvES4w&feature=player_embedded

Suite dimanche matin

Puisque apparemment les travailleurs ou militants qui se connectent sur le site ne lisent pas systématiquement les articles de presse que je me mets en entier en ligne dans la page d'accueil, donc ne liront pas les commentaires que j'ajoute à la suite de ces articles, dorénavant systématique quand j'estimerai que cela présente un intérêt de les lire je les reproduirai dans la causerie du jour.

[Commentaire à la suite de l'article de l'AFP : Londres et Washington veulent traquer Al-Qaïda au Maghreb, mais sans intervenir. \(20.01\)](#)

Il est dit ici ouvertement ou plutôt rappelé que les impérialismes américain et britannique, dont les intérêts économiques sont intimement liés depuis plus d'un siècle, se moquent éperdument de la souveraineté des Etats, violent ainsi tous les traités ou accords internationaux signés entre les différents Etats ou dans le cadre de l'ONU, qu'ils s'octroient le pouvoir exorbitant d'agir arbitrairement partout dans le monde militairement ou par le biais de leurs agences de renseignement qui est en réalité une armée occulte d'assassins professionnels ou encore en passant par des sociétés privées spécialisées dans le crime.

Au passage, aux partisans de l'ONU dont le charlatan Mélenchon, l'ONU est la création de l'impérialisme américain, l'expérience passée nous enseigne et cela va de soi, que sans sa participation cette institution n'existerait pas.

Quant à sa fonction, elle est clairement mise en valeur à travers les multiples violations dont son règlement ou les résolutions qu'elle a adoptées ont fait l'objet de la part de l'impérialisme américain (et sioniste faut-il préciser) ou d'autres Etats avec son concours, ce qui signifie qu'elle est une institution internationale à vocation coercitive envers tous les Etats du monde, à l'exception des Etats-Unis et éventuellement ses alliés qui dispose telle une dictature militaire du pouvoir d'imposer sa volonté au reste du monde.

Ainsi on pourrait définir l'ONU comme un parlement ou un gouvernement mondial soumis à la dictature de l'impérialisme américaine agissant pour le compte du cartel de banquiers internationaux à la tête duquel se trouvent ceux de la Fed et de la BoA, auquel tous les Etats doivent se soumettre sous peine d'être déclaré ennemi des Etats-Unis et soumis à de terribles représailles.

Partant de là, il est évident qu'aucun parti ou militant se réclamant du socialisme ne peut soutenir l'ONU ou s'en réclamer, rompre avec cet instrument de la dictature impérialiste américaine est une nécessité absolue, non négociable.

En réalité, Al-Qaïda est une création de l'impérialisme américain qui a vocation à servir ses intérêts géostratégiques et économiques :

- pour justifier sa guerre contre le terrorisme au nom de la démocratie,
- pour imposer des lois liberticides aux Etats-Unis,
- pour intervenir militairement partout dans le monde quand ses intérêts économiques sont menacés, soit en fomentant directement des coups d'Etat contre des régimes qui entendent développer leurs pays ou utiliser leurs richesses pour sortir la population de l'extrême pauvreté dans laquelle elle se trouve du fait du pillage réalisé par les multinationales essentiellement occidentales,
- soit en armant des groupes qu'ils utiliseront par la suite contre des régimes en place, de façon à justifier une intervention militaire pour rétablir la soi-disant démocratie,
- quand ils ne les utilisent pas pour déstabiliser des régimes qu'ils estiment peu fiables ou enclin à satisfaire les besoins de leurs concurrents russe, chinois, indien, etc., de manière à ce que ces régimes se retrouvent pris à la gorge et dans l'obligation de faire appel à eux.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Accord patronal du 11 janvier 2013. Et guerre contre le peuple malien.](#)

POI.

« *Unité des travailleurs et de leurs organisations indépendantes pour imposer le retrait de l'accord Medef-Cfdt, purement et simplement* » - 17.01.2013

Dans le langage des dirigeants du POI cela signifie que la mobilisation reposera sur les appareils qui ont participé à la mascarade qui a conduit à rendre possible un tel accord, nous ne sommes pas dupes. Pas question pour le POI de mener un tel combat en tant que parti politique.

- Jean-Claude Mailly dont l'organisation Force Ouvrière organise un meeting national de plusieurs milliers de militants jeudi prochain après midi à Paris (1), veut que les arguments de son organisation, non signataire de l'accord, soient entendus par le gouvernement et tous les parlementaires. Balivernes !

Pour sa part Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a rapproché l'annonce de 7 500 suppressions d'emplois chez Renault du contenu de l'accord tout juste signé : « *Cela montre bien, dit-il, qu'il est vain de prétendre justifier les licenciements aujourd'hui comme étant créateurs d'emplois pour demain et c'est ça qu'on nous propose de généraliser* ». Il enfonce des portes ouvertes !

Ensuite, que figure-t-il dans leur article, l'annonce d'une bataille nationale ? Rien, pas la moindre proposition, le titre était un mot d'ordre creux.

Dans un tract le POI se fait à nouveau le porte-parole des appareils de la CGT et de FO "*les principales confédérations ouvrières, la CGT et FO, ont refusé de s'associer à cette déréglementation*", escroquerie politique, les syndicats se sont partagés les rôles, la CGT et FO ont participé en toute connaissance de cause aux réunions qui devaient conduire à cet accord.

NPA

Accord emploi-compétitivité : des reculs sans précédents - vendredi 18 janvier 2013

- La signature de syndicats en fait minoritaires – CGC, CFTC et CFDT représentent environ seulement 1/3 des salariéEs contre près de 50% pour la CGT et FO – ne rend évidemment pas légitime un tel accord. La participation ambiguë de la CGT (et de FO) à cette négociation à froid a bien sûr rendu la contre-mobilisation difficile.

Dans le langage des dirigeants du NPA, "*difficile*" veut dire impossible.

Vous noterez qu'au passage qu'en qualifiant la participation de la CGT et de FO d'"*ambigue*", ils tiennent à épargner leurs appareils, alors que, martelons-le puisque c'est la stricte vérité qu'aucun parti ne dira aux militants et aux travailleurs, sans la participation de la CGT et de FO jamais cet accord n'aurait pu voir le jour, ils en partagent donc la responsabilité avec la CFDT, la CFTC et la CGE-CGC. Le POI, le NPA et LO également puisqu'ils couvrent les appareils de la CGT et FO. En fait, ils se couvrent mutuellement, et qui est le dindon de cette très mauvaise farce, devinez ? Nous, vous et moi, les travailleurs et les militants ! Vous n'êtes pas d'accord, vous contestez cette analyse, prouvez-le, on vous répondra (mais pas aux insultes et aux calomnies.)

A suivre.

On ne sait jamais des fois qu'ils se décident à bouger. Sur le Mali, le NPA a rectifié le tir le 19. Mais toujours pas de manifestation à l'horizon (à ma connaissance). La position du POI est correcte également. Le service minimum est assuré

- Au Liban quelque 150 personnes ont manifesté samedi devant une base des casques bleus français au Liban pour réclamer la libération immédiate de l'activiste Georges Ibrahim Abdallah (Reuters 19.01) Il y a deux jours ce sont des islamistes qui ont manifesté en Algérie.

Question : N'y aurait-il même plus 150 militants au NPA, POI ou LO pour manifester à Paris contre la guerre au Mali ? Etrange, non ?

ACTUALITE EN TITRES

[Vous, vous assassinez tout un peuple !](#)

- Algérie - Hollande : "*Des otages ont été lâchement assassinés*" - LePoint.fr

[Propagande et manipulation](#)

- Des Maliens manifestent à Paris leur reconnaissance à la France AFP -

Quelque 200 Maliens résidant en France ont manifesté samedi devant l'ambassade du Mali à Paris pour afficher leur reconnaissance après l'intervention de l'armée française dans leur pays, a constaté un journaliste de l'AFP

[Propagande du gouvernement d'Areva](#)

- La crise au Mali, "*source de vulnérabilité*" économique pour la région - AFP

La réalité, c'est la guerre de rapide menée par l'impérialisme français qui est source d'instabilité et de "*vulnérabilité*" pour l'ensemble de la région.

Les terroristes qui agissent dans l'ombre sont à Paris, Londres, Washington, Doha et Jérusalem.

- Londres et Washington veulent traquer Al-Qaïda au Maghreb, mais sans intervenir - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Les partisans du projet de loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels ont mobilisé samedi des milliers de personnes dans de nombreuses villes de province, revendiquant en particulier 8.000 manifestants à Toulouse ou 6.000 à Strasbourg.

Les chiffres sont voisins de ceux enregistrés à la mi-décembre quand les partisans du mariage homo avaient revendiqué 50.000 manifestants au total en province et 150.000 à Paris (60.000 selon la police).

On est loin de la montée en masse à Paris organisée le 13 janvier par les opposants, avec le soutien de l'UMP et de l'Eglise catholique, qui avaient rassemblé 340.000 personnes d'après la police, 800.000 à un million selon les organisateurs.

Les partisans du "*mariage pour tous*" auront cependant eux aussi leur manifestation nationale dimanche 27 janvier à Paris deux jours avant l'ouverture du débat au Parlement. AFP 19.01

Mais ils ont été incapables d'organiser une manifestation contre l'accord du 11 janvier et contre l'entrée en guerre du gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius contre le peuple malien, chacun appréciera.

Le mariage des couples homosexuels représentera quelque 1% des unions (400 000 par an) entre personnes du même sexe ou de sexe opposé, c'est leur priorité, ils se mobilisent.

L'accord patronal du 11 janvier concernera plus de 20 millions de travailleurs, c'est secondaire, ils ne se mobilisent pas

Le gouvernement social-impérialiste français est entré en guerre contre tout un peuple pour piller ses richesses (or, uranium, pétrole), et au-delà tous ceux de la région, c'est secondaire, ils ne se mobilisent pas.

Cherchez l'erreur. Le niveau de décomposition du mouvement ouvrier, de la société a franchi une nouvelle étape.

2- Grèce

Des centaines de Grecs et des immigrés ont participé samedi à un défilé pacifique à Athènes contre le racisme et l'extrême-droite pour protester contre les agressions xénophobes qui se sont multipliées en Grèce.

Près de 3.000 personnes, selon la chaîne publique NET, ont participé à la manifestation organisée par des municipalités, des associations, des communautés d'immigrés et par le parti de la gauche radicale Syriza (opposition).

"*J'ai été victime d'une agression raciste et lorsque j'ai essayé de porter plainte, j'ai été arrêté. Ici la police, c'est comme des nazis*", a déclaré à l'AFP Gildas Batola, 35 ans, originaire du Congo.

Les manifestants brandissaient des banderoles avec les inscriptions "*Plus jamais le fascisme*", "*Mettez fin aux attaques racistes*", "*Dehors les néonazis*".

Cette semaine, un pompier âgé de 29 ans et un autre Grec âgé de 25 ans ont été arrêtés après le meurtre d'un immigré pakistanais, poignardé à mort dans la nuit de mercredi à jeudi à Athènes. Les deux suspects sont soupçonnés d'avoir eu des motivations racistes.

Des tracts du parti néonazi Aube Dorée ont été découverts au domicile du suspect de 25 ans

Les ONG imputent ce rebond des agressions racistes au parti néonazi Aube dorée, qui est entré pour la première fois au parlement grec en juin avec 7% des voix et 18 députés, sur fond de grave crise économique et sociale. De récents sondages créditent ce parti d'un taux de popularité de 10%. AFP 19.01

Le développement de l'extrême droite est à mettre au compte des partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme, les partis social-libéraux-impérialistes et néo stalinien, et qui en réalité sont des agents du capitalisme au sein du mouvement ouvrier ou de la petite-bourgeoisie.

La principale fonction de ses fossoyeurs du socialisme est d'empêcher la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant de l'Etat et du capitalisme, leur seconde fonction consiste à soutenir ou défendre le régime en place, quand ils ne sont pas amenés à gouverner pour le compte de l'oligarchie financière.

La situation sociale alimente l'extrême droite, en grande partie parce que les partis qui ont pignon sur rue et qui se réclament du socialisme refusent de combattre le régime et de proposer aux travailleurs une issue à la crise du capitalisme, c'est l'absence de confiance, le rejet de ces partis inféodés au capital, qui conduit les travailleurs à se tourner vers les partis d'extrême droite.

En France, le PS et le Front de gauche portent essentiellement cette responsabilité. Quant au POI, NPA et LO leur sectarisme et leur dogmatisme légendaire et quasi maladifs, obsessionnels, ne s'adressant finalement qu'à une élite d'intellectuels ou des militants aguerris, abandonnant ainsi la classe à son triste sort, il va de soi que leurs discours ne permettent pas aux travailleurs de s'en saisir, ils sont donc incapables (depuis 70 ans !) de s'adresser à la classe ouvrière et de construire un véritable parti ouvrier dans lequel des centaines de milliers de travailleurs pourraient se reconnaître, ils sont réduits à l'impuissance.

3- Italie

"Éliminons les syndicats qui sont une structure vieille comme les partis !" : le comique Beppe Grillo, dirigeant du mouvement anti-partis *"Cinque stelle"* (M5S), a provoqué samedi un certain émoi dans le puissant monde syndical italien.

Lors d'un meeting de campagne électorale vendredi à Brindisi (sud), Beppe Grillo s'est lancé dans une diatribe : *"je veux un Etat qui ait des couilles. Éliminons les syndicats qui sont une structure vieille comme les partis."*

Plus tard à Bari, dans la même région, il s'en est pris aux partis traditionnels en qualifiant sa formation de *"désinfectant naturel"*.

"Ou ils suivront ou ils disparaîtront (...). Ils doivent rentrer chez eux", a-t-il ajouté en s'adressant aux grandes formations.

Grillo *"propose l'abolition des syndicats et la disparition de leurs 12 millions d'adhérents ! L'objectif est-il l'extermination de masse ?"*, a ironisé le principal syndicat italien, la CGIL.

"Il ne nous manquait plus que la proposition d'une Italie avec des cuissardes dans cette campagne électorale", a commenté le secrétaire général de la CISL, Raffaele Bonanni, en allusion aux bottes des milices fascistes de jadis.

"L'idée d'éliminer les syndicats est un lieu commun ancien et dangereux du pire populisme (...). Penser résoudre la crise de la représentation politique et sociale en éliminant les syndicats est le signe d'une dérive autoritaire et d'une conception simpliste et inacceptable de la démocratie", a jugé la présidente du Parti démocrate (centre-gauche) Rosi Bindi. AFP 19.01

Question : Qui sont les responsables de *" la crise de la représentation politique et sociale"* ? Les dirigeants corrompus de la CGIL, de la CISL et du Parti démocrate, les social-libéraux et stalinien ou néo stalinien dont l'AFP reproduit ici les propos.

Et s'ils peuvent se présenter comme des opposants à la montée de l'extrême droite en Italie alors qu'en réalité ils en portent la responsabilité, c'est en partie parce qu'il n'existe pas un véritable parti communiste en Italie qui incarnerait les intérêts des travailleurs et le socialisme, d'où la nécessité absolue de construire ce parti, section de l'Internationale ouvrière...

4- Syrie

Syrie . des terroristes incendient des stocks de coton!

IRIB-Dans le cadre de leur ciblage de l'économie nationale, des terroristes ont mis le feu, la nuit dernière, dans une égrenouse de coton à Raqqa.

Une source responsable a indiqué à l'envoyé de SANA que l'acte terroriste avait endommagé au moins cent tonnes de coton.
<http://french.trib.ir> 19.01

5- Qatar

En novembre 2011, la presse algérienne avait révélé que, lors d'une réunion de la Ligue arabe, le Premier ministre du Qatar, Cheikh Hamad Bin Jassim Bin Jabr Al-e Thani aurait menacé le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci: «*Ne défendez pas trop la Syrie, car quand votre tour arrivera, vous aurez certainement besoin de nous*». Sous-traitant de Washington, au Proche-Orient, entretenant des relations avec Israël, le Qatar est passé maître, dans l'art de la duplicité diplomatique.

Le quotidien algérien "*Echourouk*" (généralement, bien informé) affirme que les services de douane de l'aéroport international Houari Boumediene ont saisi, le 12 janvier, à Alger, plus de 600 appareils électroniques très sophistiqués, utilisés dans des opérations d'espionnage, en provenance du Qatar. «*Il s'agit d'une considérable quantité de porte-clefs, ainsi que des montres équipées d'appareils photos numériques ne dépassant pas les 2 centimètres, dont le prix du seul appareil s'estime à 70 millions de centimes.*

Cette marchandise a été, clandestinement, introduite, en Algérie, depuis Doha, et ce, sans que son propriétaire ne soit autorisé, par le ministère de la Défense nationale. Plus de 500 porte-clefs équipés de caméras de surveillances, plus de 40 montres à main, des appareils photos, ainsi des microphones, sur lesquels a été écrit «mimi dv» ont également été saisis. oumma.com (french.trib.ir/info 19.01)

6- Liban

Ghaleb Qandil, expert des questions stratégiques a commenté l'attentat contre le ministre libanais de la Jeunesse et des Sports.

"Cet attentat a été commis par les groupes extrémistes, qui sont soutenus par le courant Futur et qui cherchent à déstabiliser le Liban. Ils ont fait de Tripoli une base arrière. Leurs éléments sont en contact direct avec le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie, et ils cherchent à faire entrer le Liban, dans la guerre qu'ils mènent, actuellement, contre l'Etat syrien". Qandil a ajouté : "Les services du renseignement de l'OTAN et des pays du bassin du golfe Persique ont, carrément, créé une chambre d'opérations, à Tripoli, pour guider les démarches des Takfiris libanais, et ils les entraînent directement". "Le réseau des miliciens liés à Hariri est dirigé par Bandar Sultan et c'est lui qui, aux côtés des services secrets turcs qataris et saoudiens, aident à armer et à entraîner les Takfirites. Le 14 mars vient de recevoir une aide financière substantielle de Doha et de Riyad, et il a pour mission d'armer les Salafistes, de déstabiliser le Liban et de participer dans la guerre contre la Syrie, et ce sont les officiers américains, français et britanniques qui dirigent ces miliciens". (french.trib.ir/info 19.01)

SOCIAL

France

Près d'un millier de personnes venues de toute la France mais aussi de plusieurs pays européens ont manifesté samedi à Gannat (Allier), devant un élevage d'animaux de laboratoire appartenant au groupe Harlan, pour protester contre l'industrie de l'expérimentation animale.

La manifestation, appelée par le groupe "*le Chien des rues*" et par Collectif contre l'expérimentation et l'exploitation animale (CCE2A), qui regroupe cinq associations, s'inscrit dans le cadre d'une campagne mondiale intitulée "*no Harlan*".

Des manifestations similaires étaient organisées ce samedi dans 12 villes de Grande-Bretagne, d'où est parti le mouvement, dans 3 villes italiennes, ainsi qu'en Croatie ou en Lituanie, a précisé à l'AFP Caroline Seiler-Cristofari, porte-parole du "*Chien des rues*".

La campagne vise les 33 sites mondiaux du groupe Harlan, créé en 1931, et qui a été le premier à commercialiser le modèle animal pour la science. Il reste aujourd'hui le plus important pourvoyeur d'animaux de laboratoire.

Le site de Gannat constitue le plus gros élevage de ce type en France. Il est spécialisé dans l'élevage de chiens Beagle et de souris.

Selon Mme Seiler-Cristofari, "*788 millions d'animaux meurent chaque année dans le monde pour la recherche, alors qu'il existe des méthodes alternatives*" à l'expérimentation animale. AFP 19.01

ECONOMIE

Etats-Unis

Les principaux dirigeants de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs vont se partager des bonus en actions représentant une centaine de millions de dollars pour l'année 2012, dont plus de 13 millions pour le PDG, selon des avis boursiers publiés vendredi.

D'après l'un de ces avis transmis à la SEC, le gendarme boursier américain, le PDG du groupe, Lloyd Blankfein, a reçu 94.320 actions.

Au total, Goldman Sachs a octroyé aux 12 membres de son équipe dirigeante 707.634 actions, représentant 102,2 millions de dollars. AFP 19.01

[Haut de page ↗](#)

Le 21 janvier

CAUSERIE

Dimanche 17h20 (locale)

Place à l'info.

Michel Collon à la télé :

Sur le Mali : guerre contre le terrorisme ou guerre stratégique ?
Mardi 22 janvier, 23h, Ce soir ou jamais (Frédéric Taddei), France 3

Sur les médias

" On nous cache tout, on nous dit rien..."

Vendredi 25 janvier, 20h05, Arte Belgique
Débat avec Jean-Jacques Jaspers, Patric Jean, Benoît Grévisse, François Heinderickx

Courriel adressé cette après-midi à Michel Collon.

(après avoir reçu un courriel m'informant que le député belge Laurent Louis serait d'extrême droite)

Votre réponse m'embarrasse terriblement, merde, je me demande si je ne vais pas devoir mettre un rectificatif et virez cette vidéo ??? Quelle poisse ! Je m'en doutais un peu, en France il y a plein d'intellectuels qui fricotent avec l'extrême droite ou qui prennent prétexte de leur opposition au sionisme pour accepter d'avoir des relations avec des antisémites, c'est le cas de Pierre Hillard, de Thierry Meyssan qui par ailleurs fait un boulot remarquable ou qu'on peut exploiter contre l'impérialisme américain et le sionisme.

Le problème, c'est que ces gens-là ne sont pas sur une ligne de classe très nette (euphémisme) ou ils demeurent pro capitaliste. C'est également le problème de la plupart des écologistes, des féministes, etc. qui je vous avouerai me sortent par les yeux de la tête, car ils s'avèrent être de sacrés réactionnaires, Cohn Bendit en est la caricature.

En dehors de certains partis ouvriers, et encore, il faut lire attentivement leur discours, il n'existe pas de gens se situant strictement sur le terrain des intérêts des exploités et des opprimés qui produisent des articles (ou des vidéos) disons parfaitement corrects ou satisfaisants de la première ligne au dernier mot.

Or, si l'on veut informer travailleurs et militants, on est bien obligé de publier des articles qui ne nous conviennent pas tout à fait, sinon on arrête tout et on va se coucher.

Cela pose parfois un problème de conscience évidemment. Sans mon cas cela ne porte pas à conséquence puisque je m'emploie quotidiennement à décrypter la propagande officielle ou à avertir les lecteurs des pièges dans lesquels il ne faut pas tomber, j'explique notamment pourquoi certains opportunistes ou populistes prennent une position que l'on partage, quelles

sont leurs véritables intentions ou objectifs.

Et quand je mets en ligne des articles d'agences de presse ou de médias nationaux aux ordres, soit j'ajoute un commentaire à la suite quand j'en ai le temps, sinon j'estime que leur contenu est suffisamment explicite pour que les lecteurs puissent les décrypter eux-mêmes. Bon ce n'est pas parfait, mais je fais ce boulot colossal absolument seul en Inde.

Un dernier mot. Comment expliquez-vous que vous envoyez votre news letter à 100.000 internautes et qu'ils seraient 15.000 à se connecter quotidiennement sur votre portail, et qu'ils soient si peu nombreux à visionner vos vidéos ?

De mon côté, mon site est bien plus modeste, ridicule à côté du vôtre. C'est seulement depuis peu qu'il y a environ 200 connexions par jour, et encore, ils téléchargent 4.500 documents par mois. Hier en jetant un coup d'oeil aux statistiques, j'ai constaté qu'il y avait eu 493 internautes qui avaient téléchargé le même fichier, le document du Medef du 20 décembre, cela me fait dire qu'il y a entre 700 et 1.000 militants qui se connectent chaque mois sur le portail, alors que jusqu'à présent je me figurais qu'ils étaient peut-être une centaine à peine, car cela pouvait être les mêmes qui se connectaient tous les jours.

Bon, je ne veux pas vous faire perdre votre temps précieux, on fait ce qu'on peut, au mieux avec les moyens dont nous disposons pour aider la conscience collective à progresser, c'est difficile, mais la cause que nous défendons en vaut le coup.

Bien à vous.

Avant je lui avait écrit :

J'ai mis en ligne dès hier vos deux dernières vidéos sur le Mali. Leur contenu me convient parfaitement. Ce serait intéressant d'en avoir la transcription au format pdf, car il y a des internautes qui visionnent des vidéos et en oublient immédiatement le contenu, alors qu'au format pdf ils pourraient se le repasser plus facilement et à la limite reproduire certains passages dans des articles ou des tracts. Il y des éléments que vous avez fournis qui sont pratiquement inaccessibles pour le lecteur lambda ou les militants ou que l'on trouve nulle part ailleurs.

Au fait, je vous avais envoyé un mail à propos d'un article d'un certain Allain Jules, ce type n'est pas très sérieux ou pas fiable, je me suis refusé à mettre ses articles dans mon portail.

Vous faites un super boulot, si je peux me permettre. Bonne continuation. Fin

Maintenant que j'y pense je me demande si c'est Allain Jules ou ce parlementaire qui était d'extrême droite ?

La suite demain matin. (Je viens d'écrire un super article sur le dialogue social qui sera publié demain. C'est si rare que je sois satisfait de ma production.)

Bon courage pour la semaine qui vient et gardons le moral. On vaincra !

Dimanche 21h (locale)

J'ai corrigé une erreur de lien vers les 3 fichiers suivants :

Bilderberg : historique des participants français - I (1996-2001) (17.06.10) ;

Bilderberg : historique des participants français - II (1984-95) (19.06.10) ;

Bilderberg : historique des participants français - III (2002-2010) (22.06.10)

Une adresse trop longue et un passage à la ligne en bout d'écran après un espace indésirable que de ce fait je n'ai pas vue, et le lien ne fonctionne pas. Je m'en suis aperçu par hasard en passant la souris sur cette adresse à l'écran.

Lundi 14h (locale)

J'ai perdu du temps ce matin et je dois être à 14h30 au consulat de France pour l'histoire du visa d'un de mes beaux-frère.

J'ai passé plus de temps que prévu à préparer la causerie d'aujourd'hui et je n'ai pas eu le temps de revoir mon article sur le dialogue social, il est terminé mais pas corrigé, et je veux encore le relire et me donner le temps d'y réfléchir une dernière fois avant de le publier, il pourra servir de référence à tous les militants pour le combattre, ce sera pour demain ou en fin de journée.

[Mali. Qui, que croire ?](#)

Le Mali en miettes. À qui le tour? - 14 janvier 2013

<http://www.mondialisation.ca/le-mali-en-miettes-a-qui-le-tour/5318874>

- Curieusement, ces dernières semaines notamment avec les accords de Ansar Eddine et du Mnlà à Alger, qui devaient ensuite être reçus par les responsables de la Cédéao pour une solution négociée, avaient fait miroiter une possible paix sans intervention militaire. Tout s'est précipité. Une résolution fut arrachée aux Nations unies le 20 décembre 2012, elle autorise une intervention en cas d'échec de la diplomatie. Cette diplomatie qui n'a pas eu à faire ses preuves puisque trois semaines après, la France intervenait pour stopper les mouvements se revendiquant d'un Islam fondamentaliste, sans accord du Conseil de sécurité.

Lorsque le Mnlà, Mouvement national pour la libération de l'Azawad, a proclamé l'indépendance du nord du pays, il a obtenu le soutien bienveillant et actif financièrement et politiquement de la France.... La lutte contre l'islamisme radical n'est qu'un leurre... Ici, l'impérialisme le combat alors que là-bas, juste à côté, en Libye, le même impérialisme l'a aidé à accéder au pouvoir.... C'est la géopolitique et les intérêts économiques qui priment, c'est ainsi que les États-Unis essayent, de leur côté, de réduire l'influence française et d'assurer une présence politique et économique en Afrique... Voici les vrais enjeux. Le peuple du Mali est sacrifié

Les actions décalées de l'Algérie

La solution politique à laquelle croit l'Algérie et qu'elle a martelée contre vents et marées, a fait long feu. Pourtant, on pensait que l'accord d'Alger de la semaine dernière entre les différentes factions, Mnlà, et Ansar Eddine pour une résolution politique a fait miroiter, un moment, un début de solution. Il n'en fut rien, l'accord fut rapidement dénoncé. Avec un échec sur toute la ligne des tentatives diplomatiques algériennes d'éviter la guerre.

"Le risque est grand de voir Bamako mener de larges représailles contre les Touareg".

Un article du monde.fr du 16 janvier 2013

Pierre Boilley est le directeur du Centre d'études des mondes africains. Spécialiste du Sahel, il analyse les combats entre groupes islamistes et l'armée française ainsi que leurs conséquences sur l'avenir du Mali.

- Des représentants du MNLA et d'Ansar Eddine se sont déclarés prêts, fin décembre 2012, à cesser les hostilités. Comment expliquez-vous l'offensive islamiste ?

L'une des principales causes de cette offensive est liée au fait que cette rencontre, le 21 décembre, à Alger était une négociation fantôme. Le chef d'Ansar Eddine, Iyad ag Ghali, a été tenu à l'écart. Il a vite dénoncé des pourparlers menés par des personnes sans mandat et manipulés par Alger. Le 2 janvier, il a publié une plate-forme qui valait déclaration de guerre. Le 4 janvier, il a confirmé publiquement qu'il attaquerait l'Etat malien s'il ne renonçait pas à la laïcité.

Sa décision de lancer l'opération vers le sud du pays obéit aussi à des plans déjà évoqués par les chefs islamistes du Mali qui prévoient de faire le lien avec d'autres forces fondamentalistes de la région, dont celles de Boko Haram au Nigeria.

Le MNLA a également souligné, pour sa part, l'absence de représentativité des personnes présentes à Alger. Cette fausse concertation a accéléré la mobilisation de la branche radicale d'Ansar Eddine alors que d'autres chefs coutumiers de ce mouvement, Bajan ag Hamatou ou Alghabass ag Intalla, plus modérés, soutenaient encore la voie de la négociation.

Je vous laisse comparer les éléments fournis dans ces deux extraits d'articles qui ne disent pas tout à fait la même chose.

[Mali. Quelle position adopter face à la question de la nationalité touareg?](#)

Question que personne ne pose : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devrait-il être sacrifié sur l'autel de la souveraineté de l'Etat ? Comment se pose le problème des nationalités ou des différents peuples qui composent le Mali et qui concernent bien d'autres pays en Afrique ou ailleurs dans le monde ?

Rappel. De quels Etats parle-t-on ? Créés par qui, sur quelle bases, quels principes, dans l'intérêt de qui ?

Etats vassaux dont les frontières ont été définies au cours du XIXe ou XXe siècle par les différents impérialistes occidentaux qui se sont partagés l'Afrique, le Moyen et le Proche-Orient, l'ex-empire ottoman qu'ils ont littéralement dépecé, pratiquant la balkanisation de l'Afrique sur la base du rapport de forces existant entre les différents impérialistes, afin de contrôler et piller ses richesses, installer des régimes fantoches à leur solde qu'ils pourraient manipuler par la suite conformément à leurs

intérêts économiques, aux intérêts de leurs multinationales, le tout au détriment des différents peuples conduits à demeurer pauvres ou miséreux.

Etats dominés, placés sous la tutelle de leurs colonisateurs et de ce fait réduit à leur mendier de quoi survivre, tandis que leur velléité d'indépendance économique devait se terminer par des coups d'Etat fomentés par leurs maîtres ou l'assassinat de leurs chefs d'Etat ou dirigeants.

Voilà en gros le contexte et la réponse à ces questions.

Le tracé des frontières définies au cours de conférences internationales par les différents impérialistes occidentaux, a été établi sur la base géographique de la répartition et du partage des richesses que recélaient ces pays par ces puissances occidentales.

Evidemment, la reconnaissance de l'existence de peuples distincts qui leur donnait le droit de constituer une nation ou un Etat a été bafouée, qu'il s'agisse des Kurdes ou des Touaregs pour ne prendre que deux exemples. Ces peuples ont été écartelés, disloqués dans différents Etats, de chaque côté de frontières difficilement franchissables, voir impossible à franchir, leur droit à l'autodétermination piétiné constamment jusqu'à ce jour, sans parler des discriminations et de l'oppression qu'ils devaient subir.

Alors revenons à notre question de départ en la précisant, qu'est-ce qui est légitime et que devons-nous défendre conformément à notre engagement internationaliste et notre solidarité avec les peuples opprimés dans le monde, leur combat commun contre les différents impérialistes, principalement américain, français et britannique :

- Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de se constituer en Etat ou nation comme ce fut le cas en Europe au cours des siècles précédents

ou

- l'existence d'Etats fantoches dont les frontières ont été tracées par les différents impérialistes au mépris et en violation du droit des peuples à se constituer en Etats indépendants ?

Etait-ce poser la bonne question ?

Il y a un siècle la question ne se posait pas exactement dans les mêmes termes, car ces pays étaient occupés et administrés par les colonisateurs et le combat des masses exploités se concentrait essentiellement sur la question de son unité pour parvenir à chasser l'impérialisme et obtenir leur indépendance nationale...

Doit-on enterrer la revendication légitime des peuples kurdes et touaregs de se rassembler respectivement pour constituer un Etat au profit de la défense de l'intégrité des Etats irakien, turc, iranien ou malien, nigérien, algérien sachant qu'ils sont synonymes de leur oppression depuis plus d'un demi-siècle, tenant compte d'un autre côté que depuis plusieurs générations ils sont depuis plus ou moins intégrés dans ces pays ou doit-on défendre leur revendication à former leurs propres Etats qui signifierait qu'un redécoupage des frontières des pays mentionnés serait nécessaire ?

On ne peut pas concevoir que ces peuples écartelés de chaque côté de frontières arbitrairement établies pourraient se rassembler pour lutter ensemble et simultanément contre les appareils de plusieurs Etats et les vaincre, c'est impossible. Cependant leur revendication demeure légitime.

Les partis ouvrier et paysan kurde et touareg doivent s'unir au mouvement ouvrier des pays dans lesquels ils vivent, car c'est seulement ensemble qu'ils pourront vaincre les régimes en place et entrevoir une fois des Etats ouvriers constitués dans chacun de ses pays, la possibilité de résoudre leur problème qui ne se posera pas ou plus forcément sous la même forme, un Etat ouvrier basé sur le socialisme étant incompatible avec l'oppression des différents peuples ou des différentes nationalités qui vivent sur son territoire.

Donc finalement, bien que cette partie du monde ait subi de profondes transformations depuis un siècle ou davantage, la question de l'unité de toutes les couches exploitées et opprimées de ces pays contre les régimes en place à la solde des impérialistes ou de bourgeoisies nationales corrompus et vassales de l'un ou l'autre impérialisme, y compris russe ou chinois, demeure d'actualité dans la perspective de la constitution d'Etats ouvriers et paysans, de Républiques sociales, ce qui implique la rupture de leur mouvement ouvrier et paysan avec les différents impérialistes, qui maintiennent ces pays dominés dans la pauvreté ou l'indigence en pillant leurs richesses ou s'emploient ainsi à les diviser pour mieux les asservir. Au-delà, c'est la question de la fédération de ces Républiques sociales qui est posée afin de pouvoir satisfaire les aspirations légitimes de tous les peuples ou peuplades qui les composent et qu'ils puissent vivre enfin en paix.

A bas les différents impérialistes en guerre contre tous les peuples en Afrique !

ACTUALITÉ DU JOUR

Les propagandistes de la guerre sortent le fanatique du droit "**d'ingérence**" contre le droit du peuple malien de disposer de lui-même.

Dans une interview au Parisien Dimanche le va-t-en-guerre Bernard Kouchner propose ses services, normal.

- L'impérialisme français est en guerre contre tous les peuples en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient, à l'exception toutefois de l'Etat sioniste et des pétromonarchies archaïques du Golf.

"*La France n'est pas en guerre contre l'islam, mais contre l'extrémisme*", souligne-t-il.

Diviser pour mieux régner : peuple touareg du Mali, unissez-vous aux autres couches du prolétariat maliens en guerre contre le régime en place soutenu par l'impérialisme français.

"*Les Touareg, dans leur majorité, ne sont pas des extrémistes musulmans. S'assurer de l'accord d'un certain nombre des mouvements touareg, c'est une clé de cette guerre*", note-t-il.

Faire en sorte que les Touaregs et les Maliens s'entretuent, ils en sortiraient encore plus affaiblis, voilà ce que propose cette pourriture.

Le comble de l'hypocrisie du criminel de guerre

Il a pointé du doigt les conséquences sur le Mali de la guerre en Libye, estimant qu'"*il aurait fallu rester un peu plus longtemps pour s'assurer que les arsenaux seraient détruits, que les pays voisins contrôlèrent les frontières et tenteraient d'arrêter les bandes surarmées qui passent...*". "*Rien de tout cela n'a été fait*", a-t-il déploré, ajoutant: "*L'ingérence cela se prépare*".

Les mains sales. Il n'est plus à cela près, il a soutenu toutes les guerres impérialistes ou coloniales.

Par ailleurs, l'ancien ministre, à qui l'on demandait s'il pourrait "*jouer un rôle*" dans ce contexte d'intervention au Mali, a répondu: "*Si on me le demandait, oui certainement*".

Comment occulter ou faire oublier la barbarie du militarisme capitaliste qui se poursuit depuis plus de deux siècles et qui est sans commune mesure avec des groupes de fanatiques isolés que l'impérialisme français a lui-même armé.

Les méthodes des Algériens "*ne sont pas, certes, celles qu'un militant des droits de l'homme défendrait. Mais je voudrais aussi rappeler toute la barbarie du terrorisme*", a-t-il soutenu. AFP 20.01

ACTUALITE EN TITRES

Réaction. Hélas, on n'a pas encore guillotiné tous les monarques et les aristocrates !

- Il y a 220 ans, la France guillotinait Louis XVI - LePoint.fr

Une cinquantaine de messes vont être données dans tout le pays pour rendre hommage au roi guillotiné le 21 janvier 1793 par les révolutionnaires. LePoint.fr 20.01

On apprend par un article de Reuters que : Un tiers des détenus remis par l'Otan à Kaboul seraient torturés, décidément la guillotine sans la torture, c'était encore faire preuve de mansuétude...

- Lutte contre la pauvreté : 10 % de places en crèche réservés aux enfants pauvres - LeMonde.fr

Vous êtes décidément trop bon monseigneur, Dieu vous le rendra...

- Fabius: "*face au terrorisme, il faut être implacable*" - AFP

Mais ne vous en faites pas monsieurs Fabius, on ne vous oubliera pas le moment venu.

Tenez, c'est pratiquement quotidiennement qu'on pense à vous et qu'on regrette de ne pas pouvoir vous envoyer immédiatement à l'échafaud, tant vous êtes nuisibles à la paix entre les peuples, par exemple vous êtes aussi le complice de cela : Un tiers des détenus remis par l'Otan à Kaboul seraient torturés (Reuters 20.01), le conditionnel est déjà commettre un crime. Ou encore de soutenir et armer les salafistes, djihadistes et autres mercenaires barbares qui sèment la terreur en Syrie : Syrie: une réunion de l'opposition à Paris le 28 janvier, selon Fabius (AFP 20.01)

[Elle a été spécialement conçue pour vos amis du Medef.](#)

- Raffarin votera la réforme du marché du travail - AFP

[Main basse sur le Mali](#)

- Le Drian: le but de l'opération française est "*la reconquête totale du Mali*" - AFP

[Propagande. Parole de banquier.](#)

- Il y a 20 ans, Volkswagen passait au «*travailler moins pour gagner moins*» - Liberation.fr

Ne rigolez pas, c'est la devise du rentier et baron Rothschild... de gauche, c'est bien connu.

Si en 3 semaines vous pouvez faire faire le même travail qu'en 4 habituellement, et qu'en plus vous pouvez diminuer les salaires, bingo, le taux d'exploitation augmentera d'autant et le taux de profit également, elle n'est pas belle la vie des capitalistes depuis l'accord du 11 janvier 2013 ?

Le capital constant mis en oeuvre demeure le même, par contre proportionnellement la part du capital variable (salaire) diminue. Autre avantage pour les capitalistes. Cela signifie que pour produire autant en 3 semaines qu'en 4 les cadences de travail augmentent. Une fois que les ouvriers y sont habitués et que vous repassez à 4 semaines le même rythme de travail est conservé, et si en plus vous ajoutez des heures supplémentaires, là c'est la cerise sur le gâteau, à l'eau de vie s'il vous plaît pour les négriers, de la mort pour leurs esclaves.

[Place à la dictature de Goldman Sachs ou de l'oligarchie financière, l'avenir.](#)

- Monti : "*La vieille politique ne doit plus revenir*" - LePoint.fr

[Propagande mondialiste. Alors qu'il s'emploie consciencieusement à continuer de la détruire quotidiennement.](#)

- Pendant son second mandat, Obama devra réparer la démocratie américaine - Slate.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Autriche

Les Autrichiens ont massivement voté par référendum dimanche pour le maintien du service militaire obligatoire, rejetant en conséquence la mise en place d'une armée de métier en Autriche, une question qui divisait ce pays neutre.

La poursuite de la conscription a rassemblé en sa faveur 59,8% des suffrages exprimés, selon les résultats officiels.

Avec en arrière-plan les élections législatives d'octobre 2013, il s'agit d'un échec pour le chancelier social-démocrate (SPÖ) Werner Faymann, le ministre de la Défense, Norbert Darabos (SPÖ), les Verts et aussi pour les quotidiens à grand tirage de la presse populaire qui tous avaient fait campagne pour une armée de métier.

C'est aussi un revers pour l'influent maire de Vienne, le social-démocrate Michael Häupl, qui avait lancé l'idée de ce référendum, même si la capitale est le seul des neuf Etats régionaux à avoir voté majoritairement (54,2%, d'après les résultats officiels) pour l'abandon du service militaire.

Près de 6,3 millions d'Autrichiens étaient appelés à voter et le taux de participation devrait s'élever à un peu plus de 50%. Les chiffres définitifs ne seront connus que lundi après-midi, après le dépouillement des bulletins de vote par correspondance qui ne modifieront qu'à la marge les résultats.

Au sein du Conseil de l'Europe, l'Autriche reste ainsi, aux côtés de Chypre, du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de la Grèce, de la Norvège, de la Suisse et de la Turquie, un des rares pays à recourir à la conscription. Après la fin de "la Guerre froide" et l'effondrement du Bloc communiste en Europe de l'Est, la France était passée à une armée de métier dès 1996 et plusieurs autres pays européens lui avaient emboîté le pas ces dernières années, comme l'Allemagne en 2011.

Le coût d'une armée réformée, le nombre des recrues et l'impact sur les missions à l'étranger ou les secours en cas de catastrophe naturelle, ont été les principaux enjeux du débat, avec en toile de fond, la question centrale : qu'est-ce que cela impliquera pour la neutralité de l'Autriche ?

Pour conserver sa neutralité, cette petite république alpine membre de l'Union européenne a toujours refusé d'entrer dans l'Otan.

Cependant, l'Autriche est engagée de longue date dans les missions de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies, notamment en ex-Yougoslavie (Kosovo et Bosnie) et au Moyen-Orient (Liban et Golan).

"La nature de la menace a changé, c'est la raison pour laquelle une transformation est nécessaire", expliquait le ministre de la Défense, Norbert Darabos. Selon lui, une armée conventionnelle était dépassée à l'ère du "contre-terrorisme", de la "cybercriminalité" et des "Etats en faillite".

En revanche, le chef d'état-major de l'armée autrichienne, le général Edmund Entacher, pourtant social-démocrate, avait prévenu qu'une armée professionnelle aurait "irréremédiablement" conduit à "une baisse de qualité, du nombre et de capacité".

Historiquement favorables à la conscription, les sociaux-démocrates étaient cette fois, à quelques exceptions près, pour l'armée de métier, tandis qu'à l'inverse, les démocrates-chrétiens, plutôt enclins à l'armée de métier, défendaient le service militaire.

Illustration du débat qui traverse tous les partis, le président de la République et chef suprême de l'armée, le social-démocrate Heinz Fischer, contrairement à son parti, s'était publiquement exprimé pour le maintien de la conscription.

Le coût d'une armée de métier avait également alimenté les discussions, surtout qu'aujourd'hui, l'Autriche consacre seulement deux milliards d'euros par an à sa défense, soit 0,6% de son budget, l'un des taux les plus faibles parmi les pays de l'Union européenne.

L'Autriche compte 55.000 soldats, un chiffre qui devrait rester stable, insiste le ministère de la Défense. Chaque année, 22.000 Autrichiens effectuent un service militaire de six mois.

L'armée est également mobilisée sur le sol autrichien pour répondre aux catastrophes naturelles (inondations ou avalanches).

Les Autrichiens qui ne veulent pas faire leur service militaire, environ 14.000 chaque année, peuvent opter pour un service civique de neuf mois, travailler avec les services de secours, dans des maisons de retraite ou encore auprès de réfugiés ou de toxicomanes. AFP 20.01

Si j'ai bien compris la réforme du service militaire au profit d'une armée de métier s'inscrit dans la perspective de la menace gandissante d'interventions illégitimes ou violant la souveraineté des Etats, dites encore guerres d'ingérence ou préventives qui se profilaient de plus en plus à l'horizon depuis le début des années 90 et qui depuis le 11 septembre 2001 n'a cessé de s'amplifier.

Pour mener de telles guerres, une armée de conscrit ne peut pas faire l'affaire, il faut des soldats payer pour exécuter aveuglément et froidement des ordres, comme massacrer des populations civiles, torturer des prisonniers, etc.

Que le parti autrichien de l'International sociél-impérialiste soit favorable à une telle réforme n'a rien d'étonnant, quelque part ils sont encore plus réactionnaires que les dirigeants du parti de l'ordre officiel, le PS en France est en train d'en faire la démonstration pour ceux qui l'ignoraient encore.

2- Afghanistan

Près d'un tiers des prisonniers remis par l'Otan aux autorités afghanes, dans le cadre du retrait progressif des troupes de la coalition d'ici la fin 2014, ont été torturés, affirme un rapport des Nations unies, publié dimanche.

Le rapport de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (Manua) prend en compte des entretiens réalisés avec 635 individus faits prisonniers par la Force internationale d'assistance et de sécurité (Fias).

"Les efforts de la Fias et du gouvernement (afghan) contre la torture, même s'ils sont conséquents, n'ont pas débouché sur des progrès notables", regrette le rapport.

"C'est préoccupant, à un moment où le gouvernement récupère presque toutes les responsabilités concernant les prisonniers liés au conflit", ajoute-t-il.

Les services du renseignement afghan emploient par ailleurs des locaux secrets pour interroger des détenus, afin de ne pas être surveillés par les observateurs internationaux, rapporte un responsable cité par le rapport.

L'Union européenne s'est dite "*profondément préoccupée*" par le rapport et a demandé à Kaboul de "traduire en justice les auteurs de tels actes". Reuters 20.01

Qu'une rumeur fasse état de tortures en Syrie, et l'Union européenne condamne séance tenante le régime en place et appelle à de nouvelles sanctions contre lui, mais quand de multiples témoignages prouvent qu'elle était pour ainsi dire pratiquée et institutionalisée par un de ses alliés, elle se dit "*profondément préoccupée*", autrement dit elle la légitime en Afghanistan, elle s'en fait le complice, prix Nobel de la paix oblige !

[Haut de page ↗](#)

Le 22 janvier

CAUSERIE

Lundi 22h01 (locale) 17h29 chez vous en France. Eh oui, on bosse du matin au soir parfois très tard.

Le dialogue social est l'antithèse de la lutte de classe, il repose sur la capitulation des dirigeants syndicaux

Encore un article qui passe à côté de l'essentiel, où l'auteur étale son ignorance, son incapacité à se poser les bonnes questions, finalement il témoigne sa subordination à l'idéologie dominante. Décryptage.

- Accord sur le travail : Sarkozy l'a rêvé, Hollande l'a fait ! - 19 janvier 2013 (<http://www.agoravox.fr>)

- L'Accord National Interprofessionnel (ANI) dit « *Accords de Wagram* » modifiant en profondeur le droit du travail qui vient d'être signé est loin d'être un accord « *gagnant-gagnant* », et une réussite du dialogue social. Au contraire, on peut le résumer en disant qu'il s'agit d'un coup de force contre le dialogue social, donnant des miettes aux salariés et le jackpot au patronat ... sous un gouvernement socialiste

Cet accord est un coup de force contre le dialogue social. Il est certes parfaitement légal en janvier 2013, mais il est surtout minoritaire et n'aurait jamais été approuvé après l'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions de la loi de réforme de la représentativité syndicale du 20 août 2008 qui prendront effet au plus tard le 21 août 2013 :

Participaient aux négociations les 5 syndicats représentatifs au niveau interprofessionnel : CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, n'y participaient pas les 2 syndicats non-représentatifs, l'UNSA et Solidaires (Sud). L'accord a été signé par la CGT, la CFTC, la CFE-CGC qui représentent 38.7% des salariés selon les élections prud'homales de 2008. Il a été dénoncé par la CGT et FO qui représentent 49.7% des salariés selon les mêmes élections. Plus encore, si on additionne les voix des syndicats non-représentatifs (UNSA qui soutient l'accord, Solidaires qui le dénonce), on arrive à 45% pour l'accord, 53.6% contre. Il s'agit clairement d'un accord minoritaire.

Mais jusqu'au 21 août 2013, la loi stipule qu'un accord doit être approuvé par un ou plusieurs syndicats représentatifs ayant obtenu au moins 30% des suffrages aux élections professionnelles (38.7% dans notre cas), et ne pas être contesté par des syndicats représentatifs ayant obtenus au moins 50% (49.7% dans notre cas). A 0.3% prêt, et 6 mois prêt, l'accord est valable. Car l'audience de chaque syndicat doit être réévaluée au 1er semestre 2013 et au plus tard le 21 août 2013 en tenant compte de l'ensemble des élections professionnelles durant la période 2008 – 2013 et notamment de la mise en place d'élections dans

les TPE où la CGT est ressortie renforcée et la CFDT affaiblie. A l'issue de cette mesure d'audience, les syndicats signataires d'un accord devront désormais représenter 50% des salariés et non plus 30%. Dans ces conditions, il est vraisemblable que la CGT et FO auraient été en mesure de bloquer l'accord en refusant d'y apposer leur signature, s'il avait été négocié en août 2013 et non en janvier 2013.

Le gouvernement socialiste a délibérément choisi d'imposer une négociation sociale majeure avant que le poids des syndicats réformistes ne risque d'être considérablement réduit. C'est un choix politique dramatique pour un gouvernement se prétendant « de gauche » et cela doit être dénoncé.

Tout ceci délégitime fortement l' « accord » signé entre les organisations patronales et certains syndicats minoritaires. Il rend au contraire tout à fait légitime de poursuivre la bataille pour que les parlementaires ne le ratifient pas « *tel quel* », mais l'amende dans un sens plus favorable aux salariés. agoravox.fr 19.01 (suivait un résumé du contenu de cet accord)

On comprend mieux l'empressement du gouvernement et du Medef à conclure cet accord, agenda auquel se sont prêtés volontiers tous les dirigeants syndicaux, surtout ceux de la CGT et de FO qui de la sorte ont permis qu'il existe tout en apparaissant frauduleusement comme des opposants à cet accord. On peut donc affirmer qu'il s'agissait d'une trahison préméditée et savamment orchestrée. Venons en à notre sujet.

L'auteur de cet article en prétendant que "*cet accord est un coup de force contre le dialogue social*" manifeste à la fois son attachement au "*dialogue social*" dont il faudrait attendre qu'il en sorte quelque chose de positif pour les travailleurs, comme si c'était vraiment sa fonction, donc de graves illusions dans ce mécanisme destiné à broyer nos droits, et son ignorance de l'objectif précis pour lequel il a été conçu et que nous venons d'évoquer.

Il ne lui viendra pas à l'esprit de se demander qui en était l'auteur et partant de sa position sociale ou la classe sociale qu'il représentait, quelles pouvaient être ses véritables intentions, comme si cela n'avait aucune importance, car Chirac puis Sarkozy, pouvaient indistinctement représenter les intérêts du patronat ou des travailleurs, à moins que l'auteur de cet article estime qu'ils pourraient être compatibles ou se rejoindre, intérêt général oblige.

Cet accord est en tout point fidèle au dialogue social et ce pour quoi il a été conçu, cet accord en est l'expression achevée d'une certaine manière.

Ce qui saute aux yeux avec cet accord, c'est qu'il apparaît totalement en faveur du patronat, d'une seule classe, celle des capitalistes, alors que jusqu'à présent en dehors de celui sur les retraites, chaque fois il paraissait plus ou moins équilibrés, en apparence seulement, car en réalité la législation du travail ou les droits des travailleurs n'ont cessé d'être amputés ou de reculer en faveur des exploiters depuis plusieurs décennies.

Par exemple, lors des accords précédents ils ne se sont pas attaqués frontalement au contrat à durée indéterminée (CDI) comme ils viennent de le faire, ils se sont contentés d'octroyer des droits nouveaux au patronat leur permettant de contourner la législation en vigueur en multipliant les possibilités de recourir à des contrats précaires qui se comptent dorénavant par dizaines, accentuant ainsi la pression sur les bénéficiaires de CDI et conduisant à une amplification de la précarité du travail, pour finalement parvenir aujourd'hui à sa généralisation.

Le dialogue social repose sur l'acceptation par tous ses participants d'un diagnostic dès lors appelé "*partagé*", de la situation économique et sociale concocté par le patronat ou des technocrates travaillant dans les différents ministères en France ou à Bruxelles sous la forme d'un rapport ou d'un texte servant de référence.

Donc le dialogue social repose sur un document patronal dans lequel sont mis en relief les besoins des capitalistes, et l'objectif de l'accord qui peut en découler coïncide avec ces besoins au détriment de ceux des travailleurs. Voilà sur quelle base précise repose le dialogue social auquel tous les syndicats ont accepté de participer.

On pourrait ajouter qu'avant que ne s'ouvrent officiellement une conférence ou ce cycle de réunions au cours desquelles le dialogue social servira de méthode à ses participants ou consacrera les rapports sur la base desquels ils ont accepté de se rencontrer, il n'est pas rare que des rencontres ou des réunions informelles aient lieu entre les différents acteurs de cette cynique comédie, qui élaboreront ensemble une partie des propositions qui seront ensuite proposées aux différents participants lors de cette conférence ou de ce cycle de réunions et que l'on retrouvera plus tard dans le document final qui sera porté à leur approbation. Il n'est pas rare non plus, que le Premier ministre et les ministres concernés rencontrent à tour de rôle les représentants du patronat et des syndicats censés représenter les intérêts des travailleurs histoire de s'assurer que la machine est bien huilée et fonctionnera normalement, c'est-à-dire comme ils l'ont prévu.

Partant de ce constat, par leur seule participation au dialogue social les syndicats le légitiment, et donc quelle que soit la position qu'ils adopteront par la suite, ils partagent la responsabilité des conclusions ou de l'accord qui en sortira, selon une répartition des rôles ou une mise en scène parfaitement réglée, où les uns signeront de bon cœur, d'autres signeront en émettant des réserves, tandis que d'autres refuseront de le signer sans que cela ne porte à conséquence, puisque l'essentiel étant que le

dialogue social soit mené à son terme et se conclut par un accord entre le Medef et les syndicats prétendant représenter les intérêts des travailleurs.

On va voir maintenant pourquoi cet aspect-là est déterminant.

De plus, le dialogue social a une vocation foncièrement réactionnaire ou contre-révolutionnaire. Il a été conçu par la classe dominante pour servir uniquement ses intérêts rappelons-nous. Il repose sur la collaboration de classes devant conduire à terme au corporatisme.

Dès lors, la mise en oeuvre de cette méthode a comme préalable ou sous-entend la neutralisation du rapport de force entre les classes au profit de la classe dominante. Il a été conçu de telle sorte qu'il se substitue à la lutte des classes, à l'affrontement entre les classes, dans le seul objectif de parvenir à un consensus avec le patronat auquel se livrent volontiers les dirigeants corrompus des syndicats censés représenter les travailleurs.

Ce n'est pas son seul objectif.

On aura compris qu'au cours du dialogue social les dirigeants syndicaux vont confisquer les droits sociaux des travailleurs qu'ils vont brader au patronat, de telle sorte que par la suite ils soient dans l'impossibilité de se mobiliser sur leurs revendications, laissant le champ libre à l'application de l'accord pourri qui sera conclu à l'issue de pseudo négociations. Car en effet, comment en appeler à des syndicats qui ont signé ou non un tel accord, qui s'en sont fait sciemment les complices ? Souvenons-nous qu'après l'accord conclu sur les retraites par les partenaires patronaux et non sociaux, il y en qui ont été assez naïfs pour imaginer que la mobilisation allait se poursuivre et induire ainsi les militants dans l'erreur, alors que c'était devenu impossible, c'est ce que nous avons prétendu et c'est ce qui s'est passé. Certains là encore ont utilisé ce refrain pour camoufler qu'en réalité tous les syndicats s'étaient rendus complices de cette contre-réforme et pour épargner leurs appareils, épargner le leur par la même occasion qui sont liés organiquement à ceux des syndicats, nous ne sommes pas dupes.

Le dialogue social est l'antithèse, la négation de la lutte de classes, la voie ouverte au corporatisme ou il en est déjà son expression.

Au bout du compte, le dialogue social revient à cadenasser la classe ouvrière, à neutraliser le mouvement ouvrier, à le rendre impuissant pour livrer les travailleurs pieds et mains liés aux esclavagistes modernes pour qu'ils puissent les exploiter à leur guise et s'en débarrasser quand bon leur semble sans autre forme de procès.

Le dialogue social revient à subordonner les intérêts des travailleurs aux besoins des capitalistes, dans la mesure où il est conçu comme si les deux classes en présence partageaient les mêmes intérêts ou qu'ils disposaient d'un pouvoir équivalent pour les défendre de telle sorte que chacun y trouverait son compte à l'arrivée, alors qu'en réalité une seule classe détient le pouvoir, celle qui détient les moyens de production et de répartition des richesses produites, la classe des capitalistes, et seule cette classe sortira gagnante du dialogue social, il ne peut pas en être autrement. Et c'est évidemment aussi cette classe qui détient le pouvoir politique, qui règne en maître sur les institutions, l'Etat auquel elle fournit au passage sa nature sociale.

Jamais dans le passé le Medef n'a accepté de signer un accord qui ne serait pas favorable au patronat. Chaque fois qu'il dut concéder des avantages à la partie adverse, ce fut toujours à la marge ou en échange de concessions encore plus importantes de la part des syndicats des travailleurs, sans parler que parmi ces concessions une partie d'entre elles étaient en réalité des cadeaux empoisonnés, comme par exemple en associant les représentants du personnel à la bonne marche des entreprises, autrement dit en les subordonnant davantage encore au capitalisme.

Tous les droits que le patronat a concédés dans ce domaine n'ont servi qu'à enchaîner plus sûrement et durablement encore les représentants du personnel et les syndicats au capitalisme. Il ne vous aura pas échappé qu'il existait un tel volet dans le présent accord. Avec la complicité des syndicats, le Medef a été jusqu'à présenter ces concessions comme des avantages ou des droits nouveaux accordés aux travailleurs, alors qu'en réalité ils allaient à l'encontre de leurs propres intérêts de classe.

En substance, le dialogue social n'a pas d'autre fonction que de parvenir à liquider les uns après les autres tous les droits sociaux que les générations passées de travailleurs ont si chèrement acquis au cours de la lutte de classe, tout en interdisant aux travailleurs de pouvoir se mobiliser contre le patronat et l'Etat, les travailleurs de la fonction publique étant logés exactement à la même enseigne et subissant le même traitement de la part de dirigeants syndicaux, qui ne sont que des lieutenants de la classe des capitalistes agissant au sein du mouvement ouvrier pour le compte de cette classe dans les entreprises et les différentes administrations ou entreprises publiques.

En guise d'épilogue.

Dans ces conditions plusieurs questions se posent : que peuvent faire les travailleurs qui entendent défendre leurs droits ? Ils peuvent se syndiquer, mais sans conscience politique ou désarmés théoriquement face à de puissants appareils rompus à briser toute velléité de contestation de leur politique, comment peut-on imaginer un seul instant qu'ils pourraient leur résister,

c'est impossible. La politique des syndicats sert de repoussoir aux travailleurs qui voudraient se syndiquer.

Selon notre lieu de travail et les conditions qui prévalent, on doit s'efforcer d'encourager les travailleurs à se syndiquer malgré tout, sans leur raconter d'histoires, et sachant qu'il est impossible d'envisager la satisfaction de nos besoins sociaux collectifs dans le cadre du régime en place, il faut leur tenir un discours dans la perspective de son abolition, de son renversement, l'émancipation du capitalisme ou du salariat étant à l'origine un objectif commun au syndicat et au parti ouvrier, l'objectif du combat du mouvement ouvrier, tout autre discours consisterait à colporter des illusions dans le régime ou le capitalisme. Libre à vous ensuite d'enchaîner sur le terrain politique, j'ai envie de dire que je vois mal comment il pourrait en être autrement puisqu'il est impossible d'envisager la satisfaction de nos revendications sociales à caractère collectif sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, donc mettre en oeuvre le programme de la révolution socialiste.

Que peuvent faire les syndiqués qui sont les otages de dirigeants traîtres ou jaunes, qui n'ont pas la volonté d'affronter le patronat, qui viennent de manifester leur soumission totale à son égard ? A quoi leur serviraient-ils de contester la politique de leur direction, alors qu'ils se trouvent dans le même état de faiblesse que les travailleurs pour les affronter ? Qu'ils insistent et ils seront virés tout simplement ou marginalisés, réduits à l'impuissance. Les délégués syndicaux sont désignés par les appareils qui peuvent leur retirer leur mandat à tout moment il ne faut jamais l'oublier. Cela fait près d'un siècle qu'il y en a qui se battent dans la CGT pour en déloger sa direction, sans succès. Cela fait plus d'un demi-siècle qu'il y en a qui se battent dans FO pour en déloger sa direction, sans succès. Idem à la FSU. Quant aux autres syndicats, CFDT, CFTC et UNSA, ils sont jaunes, donc toute tentative de grimper dans leurs instances est totalement inconcevable. Reste SUD qui fonctionne finalement comme la CGT et FO.

C'est là que l'on s'aperçoit que le syndicalisme est complètement gangrené, pourri de l'intérieur, cadennassé, qu'il est impossible de le faire évoluer favorablement pour qu'un syndicat devienne véritablement indépendant du capital et de l'Etat.

C'est une caste de bureaucrates vendus au capital et malfaisante qui contrôlent totalement les syndicats depuis près d'un siècle ou depuis qu'ils existent, lié au PS ou au PCF ou encore au parti de l'ordre. Absolument rien n'a changé à ce niveau-là depuis que les staliniens se sont emparés de la CGT et les lieutenants de la bourgeoisie ont créé FO.

Ceux qui sont délégués syndicaux peuvent mener le combat syndical dans leur entreprise sans en référer à leurs dirigeants ou sans tout leur dire. Rien ne les empêche d'afficher l'article que je viens de rédiger en direction des travailleurs et des syndiqués ou de rédiger des articles qui expliquent aux travailleurs comment fonctionne le capitalisme, etc. A défaut de pouvoir mener le combat contre le patronat sur des revendications si cela s'avère impossible, ils peuvent participer à élever le niveau de conscience des travailleurs du fonctionnement de la société et du capitalisme, c'est mieux que rien, c'est déjà beaucoup, ce sera toujours plus que ce que font les dirigeants syndicaux.

Dans le cas de simple syndiqués ou d'élus du personnel, c'est plus compliqué, les moyens sont encore plus limités. Dans ce cas-là il ne reste que la discussion avec chaque travailleur sur la base de ce qui a été exposé plus haut.

L'idéal serait de parvenir à créer dans les entreprises (et les administrations) des comités unitaires de résistance réunissant travailleurs syndiqués ou non, indépendants des syndicats, les intégrant si c'est possible sans leur en laisser le contrôle, de façon à préparer et aborder la prochaine bataille dans les meilleures conditions possibles, autrement je ne vois pas comment cette expérience pourrait être possible ou à quoi elle pourrait servir, il vaudrait mieux abandonner cette idée, sauf évidemment dans le cas d'un conflit ouvert, de l'annonce d'un plan de licenciements ou d'une fermeture d'usine, là évidemment un tel comité s'imposerait.

Reste maintenant à savoir s'il ne faudrait pas plutôt créer un nouveau syndicat ouvrier renouant avec la tradition du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, puisque finalement les travailleurs se retrouvent placés dans la même situation, à savoir : soit ils se laissent broyer par le capital et ils seront réduits en esclavage, soit ils envisagent de s'organiser et de combattre jusqu'à leur émancipation du capital, on a envie d'ajouter dans la perspective du socialisme, car si vous prenez le cas des fonctionnaires, qui est leur employeur, l'Etat, pour eux l'émancipation du capital ne peut prendre comme contenu que l'émancipation de l'Etat, donc comme forme sa liquidation, or la liquidation de l'Etat des capitalistes c'est avancer sur la voie du socialisme, ainsi s'il ne doit pas y avoir de confusion entre le combat pour l'émancipation du capital et le combat pour conquérir le pouvoir politique, il est impossible de les séparer comme l'on fait les dirigeants du mouvement ouvrier y compris son avant-garde depuis plus de 70 ans et qui permet de comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, puisque l'on sait qu'il sera impossible de s'émanciper du capital sans conquérir au préalable le pouvoir politique, les deux combats sont intimement liés. Il est parfaitement clair que sans une issue politique à la crise du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs, qui ne peut prendre que la forme d'une rupture avec le capital, ses représentants, ses institutions politiques, il sera impossible de satisfaire la plupart de nos revendications, donc ne pas mener le combat dans cette perspective politique ne peut que se traduire par l'abandon de cet objectif et une adaptation au capitalisme.

Cette responsabilité incombe en premier lieu aux dirigeants du POI, du NPA et de LO. En auront-ils le courage, la volonté, rien n'est moins sûr apparemment.

La suite de l'actualisation du site demain matin. Je mettrai cet article au format pdf, je vais me coucher, il est tard et il faut bien que je dorme parfois ! Quand on est trop crevé, c'est difficile de faire du bon boulot, je vous cause comme un ouvrier, on ne se refait pas. Courage camarades, gardez le moral.

Mardi 15h01 (locale)

La suite de l'actualisation du site.

J'ai ajouté des articles dans les rubriques : politique, internationale, Mali, Syrie et la Tribune Libre. Je ferai un peu de ménage dans la page d'accueil du site ce soir, je vais créer un nouveau fichier pour regrouper tous les documents relatifs au Nouvel ordre mondial et ses institutions, ils occupent trop de place dans la page d'accueil, les vidéos suffisent amplement.

J'ai reçu une réponse de Michel Collon, je la garde pour moi si vous permettez.

- L'Amérique capitaliste ne veut faire aucun sacrifice pour la restauration de l'économie capitaliste européenne.

L'Amérique capitaliste plane comme un vautour sur l'agonie du capitalisme européen dont elle sera l'héritier.

L'Amérique réduira l'Europe capitaliste en esclavage si la classe ouvrière européenne ne s'empare pas du pouvoir politique et ne s'applique pas à réparer les ruines de la guerre mondiale et à commencer la construction d'une République Fédérative des Soviets d'Europe. (IVe Congrès de l'Internationale Communiste - Novembre 1922)

On remplacera de nos jours République Fédérative des Soviets d'Europe par Fédération des Républiques sociales d'Europe ou Fédération des Etats-Unis socialistes d'Europe. Rappelons que soviets n'est pas un gros mot et signifie simplement comité.

On croirait ces lignes écrites hier, non ?

Parole d'internaute

Réaction à l'article de presse : *Plastic Omnium. La direction menace de délocaliser, la CGT capitule sur le champ et signe un accord pourri.* (22.01)

1- "*Bref, ils seront tous au chômage dans 2 ans comme tout ceux à qui on a fait ce genre de chantage.*

Le temps aux actionnaires de prendre ce petit "bonus" en attendant une belle délocalisation ailleurs."

2- "*Et les "Conti" (salariés de l'usine Continental de Clairoix - Oise) qui avaient accepté un pseudo accord de "compétitivité-emploi" en 2007 pour mieux être licenciés dès 2009, ils en pensent quoi ?*

Leurs témoignages pourraient pourtant nous être utiles pour comprendre comment on peut être pris pour des cons !"

On est en présence de syndicats gangrenés jusqu'à la moelle, pourris à l'extrême, totalement subordonnés au capital.

Non pas parce qu'il n'existerait pas d'issue politique à la crise du capitalisme ou qu'il serait devenu impossible de lutter strictement sur le terrain de classe du prolétariat, mais parce qu'ils ont abandonné ce terrain au profit de celui du capital auquel ils se sont adaptés, avec lequel ils se sont accommodés. Dorénavant aucun parti ouvrier ne combat sur ce terrain-là.

Encore moins dans la perspective d'issue politique qui existe mais que personne ne veut défendre dans les syndicats, tous les partis qui osent encore émettre l'idée qu'il pourrait en exister une s'interdisent de la relier au combat pour l'émancipation du capital qui est l'objectif du syndicalisme et du mouvement ouvrier, vous devinez pourquoi, au nom de la stricte séparation des partis et des syndicats, théorie ou principe détourné par des faussaires qui vous l'aurez compris a conduit à la situation actuelle.

La principale caractéristique des syndicats et des partis ouvriers sans exception, c'est leur refus d'aller à l'affrontement direct avec le patronat et l'Etat ou sinon sous une forme gauchiste pour justement dévaloriser aux yeux des travailleurs le recours à la force pour imposer ses revendications ou s'opposer à la fermeture d'une usine ou une entreprise. Ce sont des fossoyeurs de la lutte de classe, des lâches, des vendus, des capitulards, au choix.

Le prolétariat s'est embourgeoisé comme jamais dans le passé aurait constaté Engels (il dressait déjà ce constat au début du siècle concernant certaines couches du prolétariat britannique), désormais il a l'impression d'avoir quelque chose à perdre alors que pour l'essentiel il demeure exploité et opprimé, il s'en accomode ou l'ignore. Il y est encouragé par la classe dominante mais

pas seulement.

Les dirigeants du mouvement ouvrier sont logés à la même enseigne et partagent cet état d'esprit, ce mode de pensée et de vie, ils vivent relativement confortablement, ils n'ont pas du tout envie de se retrouver dans la situation inconfortable des combattants pour le socialisme du XIXe siècle ou du début du XXe, ils sont trop attachés à leurs privilèges.

Vous aurez compris qu'en faisant le parallèle entre ces dirigeants et le prolétariat, j'évoquais l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures du prolétariat et des fonctionnaires, les intellectuels à qui s'adressent uniquement syndicats et partis ouvriers.

Vous savez pourquoi certains militants ont continué de caractériser le PS comme un parti ouvrier bourgeois ?

Soi-disant : soit en référence à son origine ouvrière qui est d'ailleurs discutable, soit que le terme ouvrier se rattacherait à son origine et le terme bourgeois qui lui est associé signifierait qu'il l'a trahi, alors qu'en réalité ce serait plutôt pour masquer quelles couches des exploités ces militants et leurs formations politiques représentent et défendent exclusivement les intérêts, tandis qu'ils sont incapables ou refusent obstinément de s'adresser aux millions et millions de travailleurs qui appartiennent aux couches les plus défavorisées ou intermédiaires sur lesquels en fait devraient se reposer les syndicats et les partis ouvriers pour justement demeurer fidèles à leurs convictions ou engagements, à leur idéal qu'ils ont depuis renié ou dont ils se sont tellement écartés qu'ils sont devenus méconnaissables.

Finalement, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que cette caractérisation de parti (ou groupe) ouvrier bourgeois leur va comme un gant, le PS étant quant à lui un parti social-libéral-impérialiste, donc bourgeois ou capitaliste, le parti supplétif du parti de l'ordre (UMP) et remplissant les mêmes fonctions en cas de besoin, secondé par un tas de satellites ou parasites qui gravitent autour, MRC, PRG, EELV... Le PS de parti social-démocrate, caractérisation maintenue jusqu'aux années 80 et en réalité largement usurpée ou éronnée, car il était passé de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages depuis quelques 70 ans, est devenu disons officiellement un parti social-libéral en 1983, tandis que les partis dits trotskistes ont pris le relais et se sont transformés en partis social-démocrate à peu près à la même époque pour l'OCI-PCI devenu MPPT, puis PT puis POI, la LCR plus tard en devenant NPA, LO marchant sur les traces du PCF qui au détours des années 90 n'eut aucun mal à passer du stalinisme à la social-démocratie fortement teintée de social-libéralisme puisque le PCF doit en grande partie sa survie (parlementaire ou institutionnelle) au PS.

Et le parti révolutionnaire dans tout cela, le véritable parti communiste, il n'existe pas, il reste à construire. Y parviendrons-nous un jour, en aurons-nous le temps ? On ose encore l'espérer, dans le cas contraire vaut mieux arrêter tout de suite le combat et profiter de la vie pendant que c'est encore possible.

Personnellement, j'ai décidé de continuer le combat pour changer la société et le monde et non pour permettre à des couches de petits-bourgeois de pouvoir continuer à vivre confortablement en régime capitaliste. Et vous ?

C'est quoi le M'PEP, quel est son véritable objectif politique ?

Les 12 et 13 janvier le M'PEP a tenu un congrès. Une résolution a été votée intitulée "*La stratégie des deux axes d'action*", à 93,2% des mandats (5,4% contre et 1,4% abstention). (disponible sur son portail national)

Extrait.

Un rassemblement qui s'inspirerait directement du Conseil national de la Résistance est donc aujourd'hui la forme politique qui pourrait susciter l'espoir et l'enthousiasme.

Rappelons que le CNR réunissait trois composantes :

Des partis et mouvements politiques. En 1944, les six principaux partis de la IIIème République étaient membres du CNR : PCF, SFIO, radicaux, démocrates-chrétiens, Alliance démocratique (droite modérée et laïque), Fédération républicaine (droite conservatrice et catholique).

Des associations. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il s'agissait des grands mouvements de résistance : Front national (réseau créé par le PCF), Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance, Libération-Nord, Libération-Sud, Organisation civile et militaire, Combat, Franc-tireur.

Des syndicats. Il y avait, en 1943, la CGT et la CFTC.

Bref, le M'PEP nous propose l'union nationale dans laquelle les syndicats seraient intégrés ! Plus démoralisant et plus opportuniste, tu meurs !

Merci, avec la guerre de l'impérialisme français contre le peuple malien, votre objectif est déjà atteint ! Voilà des gens qui assurément ne doutent de rien.

Au passage, si vous ne l'avez pas remarqué ou que vous l'ignoriez, cette union nationale s'était déjà réalisée derrière la bourgeoisie française durant la Seconde Guerre mondiale (et la Première) et juste après la fin de cette guerre, pour ainsi dire jusqu'en 1958 quand prit fin la IVe République, le M'PEP tenait à nous le rappeler, merci à eux.

Passons à autre chose de plus sérieux.

ACTUALITE EN TITRES

[Tout va bien, la vie est belle !](#)

- Le patrimoine des ménages continue d'augmenter en 2011 - AFP

[Parce que les riches ne le sont pas encore assez.](#)

- Ayrault : "*Pas d'impôt supplémentaire*" pour lutter contre la pauvreté - Le Nouvel Observateur

- Vaut-il mieux taxer les riches ou les encourager à donner ? - Atlantico.fr

Faites-leur confiance, ce sont de grands humanistes !

[Leur justice. Le régime épargnent ses pairs.](#)

- Procès "*pétrole contre nourriture*" : Pasqua en appelle à Tarek Aziz - Le Nouvel Observateur

- Pasqua et Santini condamnés à deux ans de prison avec sursis dans l'affaire de la fondation Hamon - LeMonde.fr

- Prison avec sursis pour Charles Pasqua - LeFigaro.fr

Pasqua le barbouze a été jugé un nombre de fois que j'ignore, blanchi mais condamné à plusieurs reprises à de la prison avec sursis, mais pour des affaires que le législateur n'a pas dû situer dans le même registre, du coup à 85 ans il a toujours échappé à la prison, alors qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes il y a des détenus en France qui ne savent pas vraiment ce qu'on leur reproche ou qui n'ont pas encore été jugés.

[On est corrompu ou on ne l'est pas](#)

- Bernard Cazeneuve: «*Les différences ne doivent pas empêcher le compromis*» - 20minutes.fr

- Chérèque "*ne donne pas une image d'indépendance syndicale*" - Le Nouvel Observateur

[Le service public au service du mondialiste par une représentante du groupe Bilderberg](#)

- Ockrent boute Colombani hors de France Culture - LePoint.fr

Ou son conjoint qui es tout aussi réactionnaire B. Kouchner, cela revient au même.

[Le monde à l'envers](#)

- Les étudiants pourraient bientôt noter leurs enseignants -L'Express.fr

Vous me direz qu'il n'y aurait rien d'étonnant à cela, quand on voit que les élus du personnel sont déjà appelés à se prononcer sur la politique décidée par les dirigeants et actionnaires de l'entreprise où ils travaillent...

Il ne faudrait surtout pas que les travailleurs en arrivent à la conclusion que ce serait le capitalisme l'origine de toutes leurs difficultés ou souffrances, mais seulement la mauvaise gestion de patrons parfois peu scrupuleux ou la faute à pas de chance, à la fatalité, quoi.

Les étudiants ne seront pas amenés à évaluer les conditions dans lesquelles les enseignants doivent faire leur travail, mais la manière dont ils le font. Un moyen comme un autre de dresser les uns contre les autres pour s'attaquer aux deux en même temps en passant à côté de l'essentiel, en évitant de se poser les bonnes questions.

[Des mesures pour accompagner la pauvreté... qui est le produit de leur politique antisociale.](#)

- Lutte contre la pauvreté: le gouvernement détaille son plan - AFP

Tout en laissant les mains libres aux nantis de s'enrichir toujours plus, cela va de soi.

[La France : c'est devenu le Tiers-Monde !](#)

- Une patiente meurt de froid dans le parc de l'hôpital Sainte-Périne - Liberation.fr

- Paris: une mère et son bébé expulsés de leur 4m2 pendant la trêve hivernale - L'Express.fr

[Psychopathe. Une terrible menace plane sur la France.](#)

- Neige: 14 départements en vigilance orange - 20minutes.fr

Vigilance "orange", Vigipirate au niveau "rouge", ils veulent rendre dingue la population !

[Vous êtes le mieux placé pour le savoir.](#)

- Quel réac sociétal êtes-vous ? - Causeur.fr

Ce portail est ultra réactionnaire !

[Enfumage. Vous allez voir ce que vous allez voir...](#)

- Barack Obama met le cap à gauche dans son discours d'investiture - 20minutes.fr

... la preuve...

Obama doit déclarer la guerre aux Républicains - Slate.fr

... démenti immédiat...

- Barack Obama appelle l'Amérique à l'unité - LeFigaro.fr

...fin du scénario.

A bas les différents impérialistes en guerre contre tous les peuples en Afrique !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Hollande annonce que l'offensive contre la classe ouvrière va s'amplifier.](#)

François Hollande et Angela Merkel se sont appliqués à louer les vertus de l'amitié franco-allemande dont les fondations ont été posées il y a 50 ans par le Traité de l'Élysée.

Alors que de nombreuses voix en Allemagne, première puissance économique européenne et première contributrice aux fonds

de secours de la zone euro, se sont inquiétées d'un décrochage économique de la France par rapport à sa voisine, M. Hollande a convenu que son pays avait "un problème de compétitivité".

"L'Allemagne a fait des efforts" tandis que la France "a perdu du temps", a-t-il constaté, en soulignant qu'il fallait désormais "rattraper l'Allemagne". AFP

Prochaine étape, notamment, s'attaquer à nouveau aux retraites et aux financement des organismes sociaux...

Accord patronal sur la sécurisation de la flexibilité des conditions d'exploitation des travailleurs. Suite.

1- On pourrait dire que c'est Laurent Berger qui a remplacé Laurence Parisot à la présidence du Medef !

Evoquant l'accord sur l'emploi, Laurent Berger a demandé hier sur RTL que le projet de loi reprenne "l'accord, tout l'accord, rien que l'accord".

"Sinon ce sera un casus belli pour la CFDT", a-t-il averti, jugeant cependant qu'"il n'est pas anormal que les non signataires (CGT et FO, ndlr) soient consultés à un moment donné ou informés". AFP 21.01

On aura compris que la CFDT avait dû participer directement à la rédaction de cet accord pourri, pas vraiment une surprise.

Sinon, il a raison de dire que "les non signataires peuvent être consultés, c'est la moindre des choses finalement, puisque cet accord n'a été rendu possible grâce à leur participation à cette cynique comédie.

Surtout que plus tard, tout comme N. Notat ou F. Chérèque et d'autres dirigeants de la CFDT, Laurent Berger pourra faire valoir auprès de ses mentors les insignes services qu'il leur aura rendus pour prétendre à un poste grassement rémunéré dans un ministère ou une administration ou encore au sein du conseil d'administration d'une entreprise publique.

2- Mailly, le "godillot du régime, se satisfait finalement de cet accord, il le dit lui-même.

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, a affirmé lundi que l'accord sur l'emploi comptait "énormément de chausse-trappes" et il a demandé aux parlementaires de ne pas se comporter en "godillots" lors de l'examen du projet de loi transposant ce texte.

Selon M. Mailly, interrogé sur France Inter, certaines dispositions de l'accord sur la sécurisation de l'emploi -- que ni la CGT, ni FO n'ont accepté de signer -- pourraient être "inconstitutionnelles".

Le numéro un de FO a indiqué qu'il avait "déjà demandé rendez-vous à tous les groupes parlementaires".

"Si le gouvernement donne un ordre et que tout le monde baisse la tête, on peut se demander à quoi sert un Parlement", a-t-il ajouté.

Selon Jean-Claude Mailly, "quand on regarde les titres de l'accord, c'est très bien". "Mais je mets au défi quelqu'un de m'expliquer que la complémentaire santé sera pour tout le monde. C'est dans l'annonce du texte, pas dans le contenu du texte", a-t-il affirmé.

Il a estimé que l'ensemble de l'accord avait été "mal travaillé". AFP 21.01

Gageons que les héritiers de feu Pierre Lambert (POI) adopteront la prochaine résolution que Mailly leur soumettra, ce sont de grands révolutionnaires, des trotskistes paraît-il, sans rire du tout.

Situation confuse à PSA Aulnay

Avant de lire l'article publié hier par l'AFP, je précise que j'ai mis en ligne dans la *Tribune libre* le tract publié hier par la CGT de PSA Aulnay qu'un camarade m'a envoyé hier soir et que je remercie au passage.

- Le directeur industriel du groupe PSA Peugeot-Citroën, Denis Martin, a dénoncé lundi auprès de l'AFP les "méthodes totalement inacceptables" de certains grévistes de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) qui est restée fermée lundi sur décision de la direction.

Environ 170 grévistes ont pénétré vendredi dans l'enceinte d'une usine du groupe à Saint-Ouen pour protester contre la fermeture de leur site, programmée en 2014, "par effraction en cassant un mur à coups de masse et de barre à mine", selon la direction, qui a déposé plainte contre X.

Par ailleurs, depuis le début de la grève mercredi à l'appel de la CGT, *"il y a eu de nombreuses dégradations"* dans l'usine d'Aulnay-sous-Bois, a dit M. Martin à l'AFP.

L'usine est restée fermée lundi matin sur décision de la direction qui affirme qu'une avarie sur une installation électrique de l'atelier de peinture empêche la reprise de la production sur la chaîne. L'origine de la panne, constatée vendredi matin et qui ne sera probablement pas réparée mardi matin, n'est pas connue.

La direction fera un point mardi matin sur l'avancée des réparations et statuera en fonction sur la reprise ou non de l'activité dans l'après-midi, selon un porte-parole.

Selon M. Martin, les dégradations commises par les grévistes nécessitent de nombreuses autres interventions à Aulnay.

"Tous les extincteurs, dont certains ont été vidés, enlevés, doivent être remplacés", "il y a eu beaucoup de dégradations de locaux, des peintures et des graffitis avec des propos tout à fait injurieux et des dessins irrespectueux", a raconté M. Martin.

"Il y a du nettoyage à faire en raison des jets d'oeufs" et *"en matière de sécurité surtout nous devons être sûr que nos installations puissent remarcher"*, a-t-il expliqué.

"Je nie formellement que tout ça est arrivé", a rétorqué le délégué CGT Jean-Pierre Mercier, interrogé par l'AFP. *"Nous sommes pacifiques, rien ne nous empêche d'aller discuter avec nos collègues d'une autre usine"*, a-t-il ajouté: *"Ce sont les mensonges d'une direction aux abois qui veut bloquer les négociations"*.

Selon M. Martin, les *"150 grévistes"* sont *"loin de représenter une majorité"* des 3.000 salariés de l'usine d'Aulnay-sous-Bois. Ils font *"régner la terreur, il y a beaucoup de pression (...) jusqu'à des menaces de mort"* contre les non-grévistes et le personnel, dont l'encadrement, *"sont sérieusement chahutés voire bousculés et menacés"*, a-t-il ajouté.

"Je dénonce ce type de pressions et ces méthodes qui sont totalement inacceptables, ce qui s'est passé vendredi matin (à Saint-Ouen, ndlr) ce sont des manières de casseurs!", s'est-il indigné.

Dans un communiqué commun, les syndicats CFDT, CFTC, CFE-CGC et FO du groupe ont pris leur distance. *"Une très grande majorité des salariés ne se reconnaissent pas dans ce type de méthodes. Nous ne pouvons pas cautionner ces débordements (...) L'accompagnement social en place a le mérite d'exister et (...) les syndicats responsables négocient encore pour essayer de l'améliorer"*.

Mardi matin, les syndicats CGT-SUD et CFDT se réunissent en assemblée générale et décideront s'ils poursuivent la grève. La CGT dénonce les *"méthodes inacceptables de la direction qui fait un lock-out et demande qu'il y ait des forces de l'ordre aux abords (des sites PSA) de Poissy et Saint-Ouen"*, dit M. Mercier. AFP 21.01

Qu'on se souviennent, après l'annonce du plan de suppression d'emplois et de licenciements, tous les syndicats ont capitulé devant la direction de PSA, seul SUD, syndicat minoritaire, a appelé au retrait de ce plan et à la grève à Aulnay, et encore dans des termes plus ou moins claires, par exemple sans appeler à la grève illimitée jusqu'au retrait de ce plan, avant de se rallier à la CGT qui manoeuvra pour empêcher la généralisation de ce mot d'ordre permettre l'application de ce plan soutenu par le gouvernement.

Aujourd'hui, pour la CFDT, CFTC, CFE-CGC et FO l'usine d'Aulnay est vouée à la fermeture, ils ne feront rien pour l'empêcher, de même que la suppression d'emplois sur d'autres sites en France.

Quant à la CGT et SUD, ils versent dans le gauchisme qui va se retourner contre les travailleurs de PSA opposés à la fermeture de l'usine d'Aulnay qu'ils manipulent honteusement, les isolant un peu plus du reste des travailleurs quand ils ne vont pas se faire matraquer par les CRS. C'est la tactique rodée depuis des lustres des capitulards, des staliniens qui vont rejeter sur les travailleurs la responsabilité de l'application de ce plan et de la répression qui va s'abattre sur eux.

C'est le scénario classique qui se déroule en 4 actes :

1- Capitulation. Capitulation ou refus de lancer un mot d'ordre correct au début d'une bataille en direction des travailleurs, ce qui revient à les diviser ou à empêcher qu'ils se rassemblent contre la direction et imposent l'unité la plus large possible des syndicats, la constitution d'un comité de grève représentant l'ensemble des salariés, conditions à remplir pour avoir une chance de vaincre,

2- Provocation. Une fois la première étape passée et que la mobilisation a faibli ou devient très minoritaire, c'est à ce moment là qu'il recourt à des provocations grossières isolant les éléments les plus déterminés et les montant contre le reste des salariés

qui refusent de s'y associer,

3- Répression. . Ce qui déclenche la répression de la part du régime qui les désignent comme des gauchistes ou des casseurs,

4- Démoralisation et démobilisation. Pour finalement aboutir à la démoralisation et à la démobilisation des travailleurs les plus vindicatifs dont certains en sortiront briser, parfois pour longtemps ou toujours (ce fut le cas de mon père autrefois), quand ils ne se tourneront pas vers l'extrême droite.

5- Le capitalisme est tout puissant. Objectif et conclusion de cette mise en scène : faire en sorte que les travailleurs soient convaincus dans l'avenir qu'il est impossible de vaincre le patronat et qu'il vaut mieux composer avec lui.

C'est la principale fonction des réformistes et des staliniens, des lieutenants de la bourgeoisie qui contrôlent et dirigent les syndicats afin que les capitalistes puissent vaquer tranquillement à leurs affaires, assurer la pérennité du régime.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Erythrée

Des tanks de l'armée érythréenne encerclaient lundi le ministère de l'Information à Asmara, occupé depuis la matinée par au moins une centaine de militaires apparemment mutinés, mais peu de détails filtraient de ce pays des bords de la mer Rouge parmi les plus fermés au monde.

Selon Amanuel Ghirmai, journaliste de la radio indépendante Erena basée à Paris, une centaine de soldats ont pris d'assaut dans la matinée le ministère de l'Information, d'où émettent la totalité des médias publics, les seuls autorisés en Erythrée où la presse indépendante est interdite et les journalistes étrangers persona non grata.

"Nous allons libérer les prisonniers politiques et les transfuges (ayant tenté de franchir la frontière pour quitter le pays, ndlr). Nous allons faire entrer en vigueur la Constitution", a-t-on simplement entendu, selon ce journaliste.

La Constitution, adoptée en 1997 et qui prévoyait le multipartisme et des élections, est suspendue depuis le conflit frontalier qui a opposé l'Erythrée à l'Ethiopie entre 1998 et 2000.

Selon ce journaliste de Radio-Erena, disant se baser sur des sources directes dans la capitale érythréenne, tous les occupants du ministère "ont été rassemblés dans une grande pièce".

Plusieurs sources ont affirmé, sans que cela puisse être vérifié, que parmi ceux-ci figurait la fille du président Issaias Afeworki, qui dirige l'Erythrée d'une main de fer depuis son indépendance en 1993, acquise après 30 ans de guerre contre le gouvernement éthiopien.

Les signaux locaux de la télévision d'Etat Eri-TV et des trois radios publiques émettant en Erythrée étaient toujours coupés en fin de journée, a ajouté M. Amanuel. Eri-TV était visible sur internet et diffusait des émissions musicale et culturelle non datées.

Le site d'opposition basé aux Etats-Unis Awate.com, qui disposent de relais en Erythrée, a lui rapporté que les mutins étaient de jeunes soldats, mais que de *"hauts gradés refusaient de prendre des mesures pour mettre fin à la mutinerie"*.

L'Erythrée (5,4 millions d'habitants) est classée 177e sur 187 pays dans l'indice de développement humain du Pnud (Programme de l'ONU pour le développement) et considérée par les ONG comme le pire pays en matière de liberté de la presse, derrière la Corée du Nord.

Tous les médias indépendants ont été fermés en 2001, parallèlement à une purge lancée au sein du pouvoir par M. Issaias, après la publication par 15 dignitaires d'une lettre ouverte réclamant des réformes et l'accusant de dérive autocratique. Onze d'entre eux avaient été emprisonnés, les autres réussissant à fuir.

Les partis d'opposition sont interdits et les contestataires emprisonnés sans jugement. La réalité du pouvoir est aux mains de l'armée, essentiellement d'ex-vétérans de la guerre d'indépendance.

Le ministre de l'Information, Ali Abdu, un proche du président érythréen, est porté disparu d'Erythrée depuis fin 2012. Il a fait défection et est réfugié au Canada, selon une source diplomatique. AFP 21.01

Une "radio indépendante Erena basée à Paris" et un "site d'opposition basé aux Etats-Unis Awate.com" qui seraient bien financés par les Etats français et américain ou des organisations qui sont liées à leurs intérêts...

SOCIAL

France

1- Le patrimoine des ménages français a continué d'augmenter en 2011

Le patrimoine des ménages français a continué d'augmenter en 2011 après un fort rebond en 2010, dépassant son niveau d'avant la crise malgré l'accalmie de la flambée immobilière et un endettement croissant, selon une étude publiée mardi par l'Insee.

Le patrimoine économique national s'est établi à 13.260 milliards d'euros en 2011, soit près de huit fois le produit intérieur net de la France (1.717 milliards d'euros), en augmentation de 5% par rapport à 2010, précise l'Institut national de la statistique et des études économiques dans un communiqué.

Le patrimoine des ménages français s'est élevé en 2011 à 10.411 milliards d'euros, soit 7,9 fois leur revenu disponible net, détaille l'Insee. Ce patrimoine progresse de 4,1% par rapport à 2010, année au cours de laquelle il avait rebondi de 8,1%, retrouvant son niveau d'avant la crise.

S'il continue d'augmenter, il le fait donc moins vite qu'en 2010.

Composé aux trois quarts d'actifs non-financiers, des biens immobiliers essentiellement, ce patrimoine est en effet le premier affecté par la décélération du prix des terrains (+3,4%) qui étaient à l'origine de la forte hausse de 2010 (+14,3%). Ce ralentissement n'est cependant pas compensé par l'accélération du patrimoine en logements (+9,2%, après +4,5% en 2010), selon l'Insee.

Au total, la différence entre actifs et passifs du patrimoine non financier des ménages croît de 6% en 2011, après +8,9% en 2010.

Le patrimoine financier net des ménages, un quart de leur patrimoine total, baisse légèrement (-0,8% après +5,9% en 2010). L'assurance-vie demeure le premier placement avec un encours évalué à 1.430 milliards d'euros en 2011, qui progresse néanmoins moins vite qu'en 2010 (+1,5% après +7,6%).

Parallèlement, les avoirs des ménages en actions et titres d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) diminuent de 7,6% en raison essentiellement de la l'évolution défavorable des marchés boursiers (l'indice CAC 40 a baissé en 20,8% en 2011). Globalement, les ménages se tournent davantage vers les placements bancaires (+5,8% en 2011 contre +3,3% en 2010). Les ménages privilégient notamment les livrets d'épargne, surtout le Livret A.

Leur passif financier augmente moins vite en 2011, leurs crédits bancaires, destinés pour l'essentiel au financement de leur acquisitions immobilières, progressant en effet de 4,6% (+5,9% en 2010).

La valeur nette des sociétés non financières s'est établie à 2.076 milliards d'euros, en forte progression (+16,3% contre +10,7% en 2010) grâce notamment à un repli du passif financier.

A l'inverse, l'augmentation de la valeur nette des sociétés financières marque le pas (+3,3% après +25% en 2010), en raison d'une importante collecte de dépôts liée aux placements des ménages sur leurs livrets d'épargne. Enfin, le patrimoine des administrations publiques se réduit (-13,2%) après une quasi stagnation en 2010 (-0,8%), à 507 milliards d'euros, soit un tiers du produit intérieur net. Leur passif financier net atteint -1.256 milliards d'euros, une dégradation de 13,2% comparé à 2010. AFP 21.01

2- Grève des inspecteurs du permis de conduire

Les inspecteurs du permis de conduire sont appelés à cesser le travail à partir de ce lundi jusqu'à vendredi, à l'appel des syndicats Snica-FO et SNPTAS-CGT et après l'échec de négociations avec l'administration. Les syndicats prédisent des perturbations «massives et durables» dans les auto-écoles, rapporte le site de TF1.

Ils dénoncent «*le désordre*» engendré par la réforme «*bâclée*» du permis de conduire. Ils regrettent notamment les conditions de formation des inspecteurs Selon le syndicat Snica-FO, «*la formation, totalement insuffisante, des personnels en charge des examens n'est pas acceptable*».

Le nouveau permis de conduire est entré partiellement en vigueur samedi avec notamment de nouvelles catégories pour le permis poids-lourds, de nouveaux examens pour le permis moto. 20minutes.fr 21.01

ECONOMIE

UE - Eurogroupe

Le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem a été confirmé à la présidence de l'Eurogroupe, qui rassemble les ministres des Finances de la zone euro, poste où il remplace le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, a annoncé lundi un responsable de la zone euro.

La désignation de Jeroen Dijsselbloem - un économiste de 46 ans, ministre des Finances des Pays-Bas depuis novembre et ardent défenseur de la discipline budgétaire - avait fait l'objet d'un accord informel au dernier sommet de l'Union européenne en décembre.

Mais l'un de ses principaux atouts est sans aucun doute sa nationalité, les Pays-Bas faisant partie du club de plus en plus restreint des pays disposant de la meilleure note de crédit possible. (Le club Bilderberg tout aussi restreint, nom de l'hôtel où eu lieu la première réunion en 1954, situé aux Pays-Bas justement. - Ndlr)

L'Eurogroupe joue un rôle essentiel de coordination entre les 17 pays de la zone euro face à la crise des finances publiques qui fragilise l'ensemble depuis fin 2009.

Son influence devrait encore croître dans les années à venir à mesure que la zone euro progresse vers une plus grande intégration des processus de décision, un contrôle renforcé des budgets et vers une union bancaire. Reuters 21.01

[Haut de page ↗](#)

Le 23 janvier

CAUSERIE

Deux sujets de causeries.

1-Die Linke ne fait plus recette. L'illusion aura été de courte durée, tant mieux.

- En 2008, la région de Basse Saxe était le premier Länder de l'Ouest qui avait vu l'élection de conseillers "Die Linke" ; avec 7,1 % des voix, le "parti de gauche" allemand poursuivait alors son ascension (11 élus). Cinq ans plus tard, dans une période de crise aigüe du capitalisme, "Die Linke" fait encore moins recette puisque son score est tombé à 3,1 %, n'ayant plus aucun élu (score inférieur à 5 %). (source : lepcf.fr 21.01)

Le Front de gauche ne fait pas recette, normal il ne propose aucune perspective politique sérieuse et cohérente, pire, il est adossé à l'UE, la BCE, l'euro, l'ONU, l'Otan, tout ce qu'on aime et admire forcément, l'avenir quoi, non, pardon, le triste passé, le vieux monde, il le revendique, on leur laisse volontiers.

2- La spéculation sur les denrées alimentaires devrait reprendre de plus belle.

Extraits commentés de l'article mis en ligne hier soir : *Et si l'annonce de la fin de l'euro cachait un autre objectif ?* (Liesi) (19.01.13) L'auteur de cet article, Pascal Roussel, est analyste au sein du Département des Risques Financiers de la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

- "Les banques centrales aident l'économie en tentant de réguler les taux d'intérêts et de changes et en fournissant des « liquidités ». Avec les banques commerciales, elles permettent l'existence de monnaies adossées à des dettes, ce qui représente l'aboutissement le plus moderne de l'évolution de la finance."

Ce qui se passe en réalité, c'est que les banques centrales prêtent à un taux zéro ou proche de zéro aux banques commerciales, qui ensuite prêtent cet argent bon marché (sic!), gratuit en fait, à l'Etat, aux entreprises, aux particuliers à un taux supérieur et ainsi réalisent des profits immenses sans rien produire ni déboursier un centime, autrement dit cet argent mis à la disposition des banquiers par les banques centrales à pour seule vocation de les enrichir toujours plus.

S'agissant de l'Etat, il s'agit d'un pillage des deniers publics qui permet au passage d'accroître leurs dettes et ainsi de suite, quant aux entreprises ou aux particuliers, cela ne change pas grand chose, à ceci près que les banques se mettent encore plus d'argent dans la poche qu'autrefois, puisque si auparavant elles pouvaient percevoir de l'argent de la Banque de France à un taux réduit ou relativement favorable, maintenant c'est gratuit, tous les prêts qu'elles accorderont au-dessus de 0 ou 1% leur rapportera automatiquement de l'argent ou tout l'argent qu'elles encaisseront viendra grossir la cassette des banquiers ou des riches actionnaires, déduction faite de l'argent qu'elles rembourseront à la banque centrale.

Donc, ce changement n'est pas anodin ou sans conséquence pour les banquiers. La BCE (et l'euro) a été créée pour permettre aux banquiers de s'enrichir encore davantage.

Quant aux échanges de banque à banque, c'est simple, ils donnent libre cours à des magouilles tout à fait légales qui ne sont pas sans rappeler la pyramide de Pozzy avec les conséquences que l'on sait quand un des créanciers vient à faire défaut, c'est l'ensemble de la pyramide qui s'effondre conduisant tous les acteurs à la banqueroute

J'ai également relevé dans cet article le passage suivant qui découle de ce qui vient d'être dit et que l'auteur explique en détail très simplement :

- "La faillite de plusieurs grandes banques entraînera inévitablement la désintégration de toute la sphère financière au niveau mondial. C'est cela l'enjeu principal qui motive réellement les grandes banques centrales à sauvegarder prioritairement les banques."

Ensuite, ils rappellent qu'en réalité les banques centrales ne sont pas des banques publiques ou appartenant aux Etats, mais des banques privées dont les actionnaires sont les banques commerciales.

Qu'est-ce que cela signifie quand on retourne au sujet précédent ? Que les grandes banques commerciales passent par la banque centrale, donc eux-mêmes quelque part, pour créer de l'argent qu'elles se prêtent ensuite gratuitement, car ne pouvant pas créer cet argent directement ou autrement que par la dette en ouvrant une ligne de crédit à un client, argent qui leur servira ensuite à toutes sortes de transactions, pour éventuellement équilibrer leur bilan ou plus sûrement encore spéculer sur les marchés pour augmenter leur profit. C'est le casino à guichet ouvert de la Fed et de la BCE.

- "C'est pourquoi, pour de nombreux analystes, les seules entités capables de « sauver » les banques sont les banques centrales. Et ces mêmes analystes rappellent que c'est d'ailleurs leur rôle historique, les banques centrales sont au service de leurs actionnaires qui sont in fine, les banques commerciales."

C'est pour cela que l'on lit souvent que la BCE va inévitablement racheter de la dette en créant l'argent pour payer, autrement dit elle va monétiser."

C'est ce qu'on vient d'expliquer brièvement, précisant qu'en cas d'insolvabilité des clients des banques, c'est la BCE qui rachètent leurs dettes pour qu'elles ne fassent pas faillite. Si on allait plus loin, ensuite la BCE met au point différents mécanismes conduisant les Etats à régler ces dettes, que les Etats font payer aux contribuables, ainsi la boucle est bouclée, les banques sont sauvées et les pigeons plumés, c'est-à-dire nous !

Après on nous explique que la BCE va à nouveau racheter de la dette souveraine qui procurera d'énormes masses de liquidité aux institutions financières (dont les banques), qui ne voulant pas l'investir dans l'économie productive car trop risquée ou peu rentable ou qui refuseront de prêter de l'argent à des clients susceptibles de devenir insolubles, cet argent va servir à spéculer sur les produits qui s'écoulent le mieux sur le marché ou dont la consommation est garantie : les produits alimentaires entraînant la flambée des prix.

- "On peut inévitablement s'attendre à une flambée des prix de la nourriture avec des conséquences dramatiques."

3- Infos en vrac

Il y a peu je vous avais conseillé un portail économique, *la-chronique-agera.com*, ce n'était pas une erreur, mais depuis ils n'ont produit que des articles insignifiants !

Quant à *Liesi*, si vous vous y connectez sur ce site, attention, il y a vraiment à boire et à manger dans ce portail dont on se demande s'ils ne sont pas monarchistes, catholiques intégristes, d'extrême droite sans l'assumer, des adeptes aveugles de la

théorie du complot... Il m'arrive souvent de reproduire des extraits de leurs articles en effaçant certains passages inutiles et insupportables.

Le gouvernement indien vient d'annoncer une hausse des tarifs ferroviaires de 20%. Je n'ai jamais pris le train en Inde et en 18 ans j'ai dû prendre le bus une dizaine de fois seulement, je ne me déplace qu'en moto, très rarement en voiture et je ne m'écarte jamais de Pondichéry, je ne suis pas un touriste.

Une dernière chose.

J'avais oublié de télécharger dans le serveur les deux articles suivants :

- *Le Mali en miettes. À qui le tour?* du 14 janvier 2013
- *Michel Barnier, "Il faut un contrat social européen"* du 3 janvier 2013

J'ai laissé de côté quelques infos en bref que j'ajouterais demain. Je me suis relu rapidement et j'ai corrigé quelques fautes au passage.

Il est 17h10, je bosse depuis 9h ce matin avec une pause de 30 minutes à 14h, je dois prendre ma douche et sortir mon chien avant la nuit, donc j'arrête là.

ACTUALITE EN TITRES

Non, guerre POUR la finance !

- Guerre à la finance: le bilan de Hollande, un an après Le Bourget - L'Expansion.com
- La fraude fiscale coûterait 80 milliards d'euros par an à l'Etat - L'Expansion.com

30 milliards d'euros de plus que la charge de la dette de l'Etat. Et alors, si cela peut justifier la politique d'austérité du gouvernement, pourquoi faudrait-il s'y attaquer ?

Et le pire est à venir

- Un Français sur deux pense qu'il vit moins bien que ses parents - L'Express.fr

Propagande. Parole d'assassins

- La Syrie détruite par son propre peuple, selon l'Onu - Reuters
- L'Onu inquiète du sort des réfugiés palestiniens fuyant la Syrie - Reuters

Mais l'Onu s'en tape royalement quand l'Etat sioniste massacre les Palestiniens, on comprend...

On comprend que Mélenchon et d'autres s'en remettent à l'ONU, à se demander dans quel camp ils combattent réellement, non ?

Dure réalité pour les ennemis du peuple syrien

- Affrontements meurtriers entre Kurdes et rebelles syriens - Reuters

Eh oui, tout comme les réfugiés palestiniens, les Kurdes et l'immense masse du peuple syrien combat pour l'intégrité de la Syrie contre ceux qui oeuvrent à sa dislocation !

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Ne pas poursuivre les véritables commanditaires. A qui a profité le crime ? Les vrais coupables.

- L'ex-chef de «l'Insee» grec poursuivi - Liberation.fr

On nous dit très sérieusement :

- *"Avoir gonflé le déficit grec de 2009 de 15,4 % du PIB contre 13,6 % auparavant. Une exagération qui aurait enfoncé le pays dans la crise de la dette, puisque elle aurait légitimé le recours à l'aide financière de l'UE et du FMI, en contrepartie d'une rigoureuse cure d'austérité, toujours en vigueur."*

Au moins cela aura servi à quelque chose ! Etait-ce par hasard pour la bonne cause ? Sans rire, on apprend que :

- *"Andreas Georgiou, président des services statistiques, était et ex-statisticien du FMI."*

Tout s'explique, il a continué de travailler pour son ex-employeur, le cartel des banquiers de la Fed notamment puisque ce sont eux qui ont créé le FMI. La suite est cocasse, sauf pour le peuple grec qui paie l'addition :

- *"Il avait été chargé par le gouvernement socialiste de l'époque de recrédibiliser Elstat, les services statistiques grecs, accusés d'avoir contribué au maquillage des comptes grecs sous le gouvernement précédent, mais dans l'autre sens, en profitant de l'absence de vigilance de l'agence européenne Eurostat."*

Et aujourd'hui il est poursuivi, alors que c'est le "gouvernement précédent" qui est de nouveau en place auquel participe le Pasok. Ce qui signifie et chacun l'aura compris, que finalement la Nouvelle Démocratie et le Pasok étaient complices, les gouvernements passent et les gangsters à la solde de l'oligarchie financière demeurent, il en ira ainsi aussi longtemps que le prolétariat grec n'aura pas renversé les institutions en place et pris le pouvoir.

Il a raison, UMP ou PS, c'est du pareil au même !

Bernard Kouchner ancien ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy, a voté pour François Hollande à l'élection présidentielle de 2012 "sans aucun état d'âme", a-t-il déclaré mardi sur RMC/BFM TV.

L'ancien membre du Parti socialiste (exclu en 2007) a répondu "oui", "sans aucun état d'âme", comme on lui demandait s'il avait voté pour le candidat socialiste.

"Moi, j'ai clairement, toujours, été un homme de gauche. Voilà, je n'ai jamais voté à droite, je ne vais pas commencer maintenant", a-t-il ajouté. AFP 22.01

Qui s'en souvient encore ? Ceux qui y ont cru, intérêt individuel ou corporatiste oblige. On ne les plaindra pas. En attendant, certainement pas les intéressés eux-mêmes.

C'était il y a un an tout pile. Le 22 janvier 2012, François Hollande passait son premier grand oral de campagne au Bourget, et déclarait la guerre à la finance. Depuis, l'ennemi n°1 du président de la République française se porte à merveille: la grande réforme bancaire tant attendue est restée cosmétique, la réglementation Bâle 3 a été édulcorée, et le shadow banking - la finance de l'ombre- n'a même pas été inquiété...

Qu'ont fait François Hollande et son nouveau gouvernement pour lutter contre les dérives de la finance "sans visage"? Son bilan est mis en doute par beaucoup.

Ce qu'il a fait sur le papier. Le 19 décembre dernier, le ministre de l'économie, Pierre Moscovici a fièrement présenté son projet de loi de "séparation et de régulation des activités bancaires", qui prévoit de cantonner dans une filiale les activités spéculatives. Mais les concessions accordées aux banquiers sont d'une telle ampleur que cela vaut à peine plus qu'un grand coup d'épée dans l'eau...

Une séparation bancaire a minima

Concrètement, les analystes estiment qu'entre 0,5 et 5% seulement des activités devraient être concernées par la filialisation, ce qui rendrait la réforme bien moins ambitieuse que les projets américain Volcker, et britannique Vickers. C'est aussi très en deçà des recommandations du rapport européen Liikanen, dont Bercy dit pourtant s'être largement inspiré. La grande explication réside dans le fait que les activités de tenue de marché (market making) ont été exclues de la filiale, à la demande des banquiers, et au motif qu'elles étaient utiles à l'économie. Et ce malgré leur caractère potentiellement hautement spéculatif.

Paris a aussi beau jeu de rappeler que la France est le premier pays européen à mettre en place une telle réforme, et qu'à ce titre elle doit être félicitée. *"Le risque c'est qu'au lieu de donner une impulsion, cette réforme conditionne les autres Etats à faire aussi peu et aussi mal"*, soupire pourtant Jean-Paul Pollin, économiste, professeur à l'Université d'Orléans.

Comme leurs prédécesseurs, François Hollande et son gouvernement auront donc été séduits par l'argumentaire des financiers. Qui, il faut bien le dire, le leur rendent bien, puisque la France n'a jamais emprunté à des taux si bas!

Bâle 3 édulcoré

Début janvier, la réglementation Bâle 3 a été édulcorée face aux avertissements des banques affirmant qu'elle les obligerait à réduire leurs prêts aux entreprises et aux particuliers. Le calendrier d'application a été étalé jusqu'en 2019 au lieu de 2015, tandis que les actifs pris en compte pour calculer le ratio de liquidité ont été élargis à des titres pas forcément les mieux notés par les agences. Les banques françaises qui risquaient d'être les plus touchées par ces ratios (elles ont été très affectées par la crise de liquidité à l'été 2011) pourraient bien ne pas être étrangères à ce nouveau consensus.

"Tant qu'il existera autant de compromission entre la haute administration et les banques, on voit mal comment les choses pourraient évoluer positivement", déplore ainsi Jean-Paul Pollin. Et de citer en exemples plusieurs personnalités du monde bancaire, Jean-François Pons (le chef de file du lobby bancaire à Bruxelles), Jean Lemierre (conseiller à la présidence de la BNP), ou encore Xavier Musca (le nouveau patron du Crédit Agricole), toutes passées par le Trésor... lexpress.fr 22.01

Tous les intervenants dans cet article voudraient nous faire croire qu'ils déplorent la dictature de l'oligarchie financière, alors qu'en réalité ils passent leur temps à servir ses intérêts, et à mon avis ils ne doivent pas vraiment avoir à s'en plaindre...

[Lui, il est assis sur le porte-bagages! A moins que Merkel soit assise sur le cadre et Mélenchon pédale aussi.](#)

Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche, estime que la chancelière allemande Angela Merkel *"tient le guidon"* et *"Hollande pédale"* dans une interview au journal Métro à paraître mercredi, lendemain de la célébration du 50e anniversaire du traité de l'Elysée.

Sur ce *"divorce consommé avec le PS"*, le porte-parole du Front de gauche (Parti de gauche-PCF) reconnaît que *"c'est effectivement une situation très complexe"* pour les accords locaux aux municipales.

"C'est effectivement une situation très complexe pour nous. Nous ferons en sorte que rien de ce que nous faisons ou allons faire ne facilite le travail de la droite, et, pire, de l'extrême droite. Pour autant, il ne faut pas que ce point devienne un argument de chantage", déclare M. Mélenchon. AFP 22.01

Comment soutenir le gouvernement en tenant un discours qui porte à croire qu'il s'y oppose, pas facile, pour rien au monde on l'envierait.

Et quand il affirme *"Nous ferons en sorte que rien de ce que nous faisons ou allons faire ne facilite le travail de la droite, et, pire, de l'extrême droite."*, ne citant pas le PS, il faut traduire qu'au contraire il lui facilitera la tâche, merci, on s'en était déjà aperçu.

[Renault. Chantage à l'emploi totalement inacceptable. FO a déjà capitulé. Les autres syndicats suivront.](#)

Renault s'est engagé mardi à affecter en 2016 à ses usines françaises la production de 80.000 véhicules supplémentaires par an de ses partenaires si les syndicats signaient l'accord de compétitivité qu'il leur propose.

Les syndicats ont déclaré pour leur part que le directeur des ressources humaines pour la France avait menacé de fermer deux sites en cas d'échec des négociations, ce que Renault a contesté.

Le groupe a engagé à l'automne dernier des négociations avec les syndicats afin de rapprocher la compétitivité de ses sites français de celle de ses usines espagnoles. Dès le début du processus, il a prévenu qu'il n'y avait pas d'autre moyen de pérenniser l'avenir des sites français dans le contexte de crise structurelle du marché automobile européen.

Renault a annoncé mardi son intention de geler les salaires en 2013 et de limiter les hausses à 0,5% en 2014 et à 0,75% en 2015. En 2012, les salaires avaient augmenté en moyenne de 3%.

Au cours des séances précédentes, la direction a annoncé plusieurs autres projets: généraliser la mobilité intersites afin de faire face aux aléas de la demande, allonger de 6,5% en moyenne le temps de travail de ses usines et supprimer 8.200 emplois -7.500 si l'on tient compte des embauches prévues- en quatre ans, essentiellement via des départs naturels.

"Ce qui est nouveau, c'est qu'on est maintenant dans le *donnant-donnant*", a déclaré Laurent Smolnik, représentant Force ouvrière chez Renault. "Jusqu'à présent, on ne faisait qu'égrener les concessions demandées aux salariés. On a maintenant un chiffre sur les contreparties de Renault avec la promesse de volumes supplémentaires."

Selon lui, le constructeur a également évoqué la production en France de 100.000 véhicules supplémentaires par an à l'horizon 2016 correspondant au renouvellement de la gamme Renault en cours et au potentiel de reprise du marché européen.

Direction et syndicats se retrouveront dès mardi prochain. Renault compte parvenir à un accord d'ici la fin du mois ou au début de février. Reuters 22.01

Laurent Smolnik, représentant Force ouvrière chez Renault, est un représentant patronal et rien d'autre, si je travaillais chez Renault je mènerais campagne pour qu'on le chasse de l'usine.

Car en déclarant que travailleurs et actionnaires de Renault seraient dans une relation "*donnant-donnant*", cela signifie qu'il accepte, légitime le chantage du patronat qui se décline ainsi : le gel des salaires en 2013, la hausse de salaires limitée à 0,5% en 2014 et à 0,75% en 2015, la "*mobilité intersites*" généralisée, le temps de travail allongé de 6,5% en moyenne, la suppression de 8.200 emplois, les conditions retenues ou plutôt imposées avec la bénédiction de certains syndicats dont FO par la direction pour garantir qu'elle ne procèdera à aucune fermeture d'usines, ajoutons temporairement.

Je vais vous parler franchement, je vais employer le discours que je tiendrais devant vous si nous discutons ensemble de vive voix, attention, il risque de choquer les âmes sensibles qui ont adopté la conception de la lutte de classe des réformistes bourgeois, des staliniens et des trotskistes petits-bourgeois.

Il fut une époque où une telle annonce aurait déclenché une réaction immédiate des syndicats qui aurait déboulé dans les ateliers, les ouvriers stoppant les machines et débrayant sur le champ pour se réunir en assemblée générale et décider comment ils allaient organiser la résistance pour obtenir le retrait de ces mesures inacceptables. Gare à ceux qui n'auraient pas suivi le mouvement, car comme me l'avait dit mon pote Grapard quand j'étais en apprentissage (mécanique) dans un garage Renault (Courbevoie), parfois il arrive qu'il y en a qui se trompent de camp, alors tu vois voler un marteau dans l'atelier ou ça castagne, histoire de les convaincre, les baveux, les jaunes et les gonzesses qui pissent dans leurs froques devant le patron ou le chef on n'aime pas ça chez nous, et quand il y en a un qui a un emmerde, on est tous solidaire, tu piges, tu es prévenu, bienvenu dans le monde ouvrier. Je n'ai rien oublié de cette expérience.

Les mineurs, les ouvriers de la sidérurgie, de la métallurgie, etc. tous les ouvriers qui travaillaient en usine suivaient leur syndicat (ouvrier), il n'en existait qu'un, la CGT, il suffisait que le délégué syndical se ramène devant l'usine et prenne la parole pour que tous les ouvriers s'arrêtent pour l'écouter, tous prenaient les tracts qui étaient distribués, des meetings improvisés se déroulaient à l'entrée des usines, en réalité de véritables assemblée générale, il n'était pas rare que soit décidée là la grève, pas la grève misérable ou bidon à laquelle on assiste aujourd'hui, la grève, la grève tout court bordel qui signifiait illimitée jusqu'à satisfaction, et gare à ceux qui ne voulaient pas la suivre.

Il faut préciser qu'immédiatement la solidarité s'organisait entre les ouvriers grévistes pour que ceux d'entre eux qui avaient des difficultés financières en soient soulagés, la solidarité était totale, rien à voir avec les "*caisses noires*" de merde des syndicats de nos jours. Les ouvriers ne craignaient pas la répression ou les mesures coercitives qui pouvaient leur tomber dessus par la suite, leurs revendications étaient légitimes, ils se battaient pour les faire aboutir un point c'est tout et advienne que pourra.

Ils étaient fiers de se battre pour améliorer leur sort et celui de leurs familles aussi, eux qui la plupart du temps étaient contraints de courber l'échine comme des esclaves devant les patrons de droit divin, humiliés, méprisés pour avoir commis le péché impardonnable d'appartenir à la classe des exploités, des faibles que leurs maîtres considéraient comme des gueux, de vulgaires voleurs qui osaient réclamer un salaire en échange du travail qu'ils leur avaient fourni si généreusement, pire, des ouvriers qui prétendaient qu'il était insuffisant pour assumer leur vie de débauche et entretenir une marmaille crasseuse et coûteuse...

Effectivement, ils leur arrivaient de relever la tête et ils n'hésitaient pas à affronter la férocité de leurs patrons, de leur police ou leur armée appelée en renfort pour mater leur rébellion légitime contre l'exploitation forcée dont ils étaient victimes.

Où sont passés de tels syndicats, de tels syndicalistes, de tels militants ? Pour ne jamais lire nulle part dans la littérature des syndicats et des partis ouvriers un tel discours, faut-il en conclure qu'ils sont tous corrompus par le capital, embourgeoisés au point d'être devenus étrangers à la classe ouvrière, qu'ils se sont tous défroqués devant les patrons et leur Etat, gangrenés au-delà du niveau où ils sont tous irrécupérables, déjà mort politiquement pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, incapables de défendre notre cause, de représenter le socialisme ? Vous pouvez en penser ce que vous voudrez, j'en ai malheureusement la conviction, ils en font la preuve quotidiennement. Dans le cas contraire, qu'ils le démontrent.

La suite une autre fois, car je n'ai pas terminé.

En guise d'épilogue.

Rappel. Au début des années 80, j'étais délégué syndical FO dans une entreprise japonaise, chez U-Bix (Konica copieur) à Nanterre (92). Suite à la décision de la direction de bloquer ou plutôt de réduire l'augmentation de salaire générale suivant en cela la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy, j'ai organisé une grève qui s'est soldée au bout de 3,5 jours par la satisfaction de la totalité de nos revendications, jours de grève et tickets restaurant inclus s'il vous plaît.

Il y avait dans cette entreprise environ 400 salariés répartis sur 17 sites (siège sociale et agences) à travers toute la France. Il y avait un syndicat CGC et votre serviteur qui avait repris le mandat de délégué syndical FO demeuré vacant. J'étais le seul syndiqué FO de toute l'entreprise. J'ai présenté des listes aux élections du Comité d'entreprise et des délégués du personnel et nous avons raflé la quasi totalité des sièges du collège employé et dans la même proportion les différents mandats.

Je m'employais à assumer mon mandat syndical avec la même application que je n'anime ce site Internet. Tous les jours je rencontrais des employés et cadres ou on me téléphonait des différentes agences. J'écoutais attentivement ce qu'ils me disaient et en retour ils m'écoutaient. Très rapidement ils ont compris qu'ils n'avaient pas affaire à un charlot ou un délégué syndical vendu ou patronal. Du coup des relations de confiance se sont établies entre nous, réciproquement.

Quand la direction décida pour la première fois de ne pas aligner la hausse générale des salaires sur l'inflation, je les ai consultés, je leur ai demandé ce qu'ils en pensaient en mettant en avant l'idée d'une grève, il faut préciser qu'il n'y avait jamais eu de grève auparavant dans cette entreprise.

Rapidement j'ai compris qu'ils étaient décidés à en découdre. J'ai analysé la situation et je leur ai tenu le discours suivant : si on part en grève, ce sera une grève illimitée, elle ne s'arrêtera que lorsque nous aurons obtenu satisfaction, ensuite, pas question de caner en cours de route, tous ceux qui s'y engagent devront aller jusqu'au bout, la décision de poursuivre ou non la grève sera prise à main levée en assemblée générale au siège social, si vous êtes d'accord sur l'ensemble de ces conditions, je suis prêt à l'organiser. Il faut préciser qu'il y a avait un peu plus du quart des salariés qui travaillaient au siège social, auxquels s'ajoutaient le personnel des quatre agences parisiennes, plus les techniciens en stage venant de toute la France, soit environ la moitié du personnel de l'entreprise.

La grève s'est déroulée exactement dans les conditions que je viens d'évoquer, l'entreprise était à l'arrêt, plus de 90% de grévistes, y compris l'encadrement et 16 agences sur 17, tous les jours j'étais en relation avec elles par téléphones ou par fax, des grévistes m'ont aidé aussi. Notre grève fut exemplaire, les travailleurs de cette entreprise japonaise eurent un comportement exemplaire.

Les capitulards rétorqueront que la situation était différente, patati patata...

Vous avez déjà travaillé dans une entreprise japonaise, non, vous connaissez la mentalité des patrons japonais ; vous en avez entendu parler, ce n'est pas vraiment ce qu'il y a de plus commode à manier ou à affronter ; réussir à mettre en grève 16 agences sur 17 pour seulement 2,5% supplémentaire à ce que la direction proposait, ce n'est pas évident non plus, chez PSA ceux d'Aulnay sont incapables d'entraîner ceux de Poissy ou Saint-Ouen situés juste à côté ; rappelons que j'étais le SEUL syndiqué, que la quasi-totalité des salariés de chez U-BIX n'avaient jamais participé à une grève de leur vie, de mon côté, c'était la première fois que je me syndiquais et mon premier (et seul) mandat de délégué syndical, je n'avais donc aucune expérience du syndicalisme et je dois préciser que personne ne m'a aidé de l'extérieur, que ce soit la direction de FO ou de l'OCI (devenu POI-CCI), personne ne s'est déplacé sur le lieu de la grève.

Donc quand vous réunissez tous ces éléments, vous ne pouvez pas prétendre ensuite que c'était plus facile de mener un tel combat qu'aujourd'hui ou je ne sais pas quand, c'est des conneries de poules mouillées ou de lâches. Cette grève m'a coûté ce qu'on appelle ma carrière professionnelle car j'ai dû démissions 3 ans plus tard et à briser mon couple après coup.

Vous comprenez peut-être mieux pourquoi je ne peux pas supporter un seul instant les discours et le comportement des délégués syndicaux de PSA et Renault, si je les avais en face de moi, je crois bien qu'un marteau traverserait l'atelier... A l'opposé de ces agents du capital, j'ai la même conception du syndicalisme et de la lutte de classe que les mineurs et les syndicalistes d'Afrique du Sud qui se sont mis en grève récemment au péril de leurs vies.

Ce sont eux qui ont renoué courageusement avec le combat du mouvement ouvrier révolutionnaire de la fin du début du XIXe et du début du XXe siècle en Europe, ce sont eux seuls qui l'incarnent aujourd'hui et ils peuvent en être fiers, et honte aux syndicalistes en France et en Europe qui l'ont abandonné au profit de leur misérable mode de vie de petits-bourgeois pour en avoir finalement adopté le mode de pensée, l'idéologie.

Quand j'ai organisé cette grève, avec tous mes mandats je ne bossais plus qu'une semaine sur quatre, j'avais un bon salaire de technicien sur 14 mois, un emploi garantie à vie si je le voulais, plus d'autres avantages, une bagnole de fonction, etc. avec ma compagne logée à la même enseigne nous vivions confortablement, nous économisions des dizaines de milliers de francs par

an et on ne se privait pas, nous avions le niveau de vie des couches moyennes qui faisait de nous des petits-bourgeois, c'était donc facile, tendant de se dire: pourquoi prendre le risque de tout compromettre, adoptons ce mode de pensée, faisons du syndicalisme à la petite semaine ou d'accompagnement et laissons-nous vivre tranquillement, notre bonne conscience sera sauve, en plus cela me vaudra une promotion, ma carrière et ma retraite est assurée.

Désolé, je ne mange pas de ce pain-là, je le laisse aux renégats du socialisme et du marxisme, du léninisme, qui osent encore se prétendre socialistes, communistes ou trotskistes. La pire calomnie que vous pourriez m'adresser serait de dire que je leur ressemble.

Un dernier sur la grève que j'avais organisé. A un moment donné la direction que je côtoyais tous les jours me demanda une concession, assurer un service technique (SAV) minimum auprès des gros clients de l'entreprise.

J'ai consulté les techniciens. Je me suis dit qu'il était inutile de se mettre à dos l'encadrement qui suivait cette grève à plus de 90%, et que détacher une poignée de techniciens pour assurer ce service ne remettrait pas en cause notre détermination. Les techniciens partagèrent mon avis et nous répondîmes favorablement à la demande de la direction, sur le champ car il y avait urgence, l'ensemble du personnel en fut informé évidemment.

Contrairement aux délégués syndicaux vendus de PSA et Renault ou encore des différents syndicats qui ont participé à la mauvaise farce qui a abouti à l'accord patronal du 11 janvier, j'ai fait une concession à la marge, et je n'ai pas reculé d'un millimètre sur nos revendications pour mener notre combat jusqu'au bout.

Sans vouloir me vanter ou me prendre pour ce que je ne suis pas, vous ne pensez pas que le syndicalisme et le mouvement ouvrier aurait besoin de militants qui tiennent ce genre de discours, qui adoptent le même comportement que j'ai décrit plus haut ? Ah pour sûr cela changerait la donne, l'espoir renaîtrait parmi les militants et les travailleurs qu'il existe vraiment une issue politique et que l'on peut vaincre le capitalisme, prendre le pouvoir politique...

Causez-en deux mots à vos dirigeants pour voir leur réaction vous ne serez pas déçu. Voyez ce qu'ils ont dans le ventre, à mon avis c'est préférable à regarder ce qu'ils ont dans le cerveau, parfois des têtes trop pleines bien mal faites, incapables d'assimiler de nouvelles expériences, d'en tirer des enseignements, bref, de penser, c'est la raison pour laquelle on prétend qu'ils sont sclérosés, à tort ou à raison, je vous laisse libre d'en juger par vous-même.

[En Allemagne, le syndicalisme est aussi dégénéré, dans toute l'Europe en réalité.](#)

Le président du conseil de surveillance d'Opel, Steve Girsky, a menacé mardi de fermer l'usine de Bochum dès le 1er janvier 2015, soit plus tôt que prévu, si un accord sur le plan de redressement du constructeur allemand n'était pas trouvé en février avec le personnel.

"Si nous ne parvenons pas à un accord dans les négociations, nous allons logiquement nous en tenir au plan existant de garantie des usines. Ce contrat court cependant jusqu'à fin 2014", ce qui veut dire que l'usine de Bochum (nord-ouest) pourrait fermer *"dès le 1er janvier 2015"*, a déclaré M. Girsky dans une lettre au personnel rendue publique.

En décembre, Opel avait annoncé vouloir mettre un terme à la production de voitures sur ce site après 2016. Cette date butoir dépend toutefois de la signature d'un accord avec les partenaires sociaux sur un plan d'avenir pour aider le groupe à renouer durablement avec les bénéficiaires.

Or, les négociations sur ce plan d'avenir, qui ont repris mardi à Bochum, traînent en longueur depuis juin.

"Nous devons trouver des solutions pour devenir plus flexibles, réduire la bureaucratie et les coûts dans tous les sites allemands et toutes les unités de l'entreprise. GM (General Motors, le propriétaire américain d'Opel, ndlr) est prêt à soutenir financièrement Opel du moment que nous nous restructurons en Allemagne pour redevenir compétitifs et rentables", a-t-il ajouté.

En réponse à M. Girsky, le comité d'entreprise d'Opel et le syndicat IG Metall ont à leur tour rédigé un message destiné aux salariés, dans lequel ils jugent que *"la menace de cesser toute production à Bochum début 2015 est inacceptable"*.

"Nous aussi, nous voulons un accord rapidement mais pas à n'importe quel prix", écrivent-ils.

"La lenteur des négociations ne tient pas à une position de blocage de la part des salariés mais au fait que la direction n'a pas été en mesure, pendant plusieurs mois, de présenter des garanties et des plans d'avenir substantiels pour Opel et pour les employés", estiment les représentants du personnel.

Les négociations portent sur l'exclusion jusqu'à fin 2016 -contre 2014 aujourd'hui- de tout licenciement économique ou de

fermeture d'usine en Allemagne, en échange du report d'une hausse des salaires.

IG Metall et le comité d'entreprise d'Opel refusent d'accepter durablement des salaires inférieurs à ceux pratiqués dans la branche de la métallurgie, qui comprend les constructeurs automobiles. "*Les problèmes d'Opel ne sont pas causés par des coûts salariaux et ne peuvent pas être résolus à travers eux*", estiment-ils. AFP 22.01

Tout est dit dans cette phrase : "*La lenteur des négociations ne tient pas à une position de blocage de la part des salariés*", traduisez : pour qu'un accord intervienne entre la direction et le syndicat IG Metall sur la base des propositions formulées par la direction et sur laquelle elle a déjà indiqué qu'elle ne reviendrait pas. Comme le 11 janvier en France, quoi. Chez PSA Mulhouse ou ailleurs encore.

Le patronat va réussir à abaisser le coût du travail avec la collaboration des syndicats, ce qui permettra aux actionnaires d'empocher davantage de profits pendant quelques années, puis plus tard, s'il estimait que cela ne suffisait pas encore, il remettrait le couvert, jusqu'au jour où après avoir épuisé toutes les possibilités pour extorquer le maximum de plus-value aux travailleurs il s'avérait que la limite était atteinte, il fermera l'usine purement et simplement jetant des milliers à la rue.

Voilà la perspective, l'objectif que les syndicats acceptent. Comme chez Continental ou ailleurs. Question : Sommes-nous encore en présence de syndicats ouvriers ou ont-ils changé de nature ? D'après vous ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- Suppression de 53 emplois chez l'équipementier automobile MPAP.

L'équipementier automobile MPAP, filiale du groupe Trèves et fournisseur notamment de PSA, prévoit la suppression de 53 emplois sur 160 dans son usine de Ploërmel (Morbihan) en raison de la contraction du marché automobile. "La production de l'industrie automobile est en forte baisse et, malheureusement, on n'entrevoit pas de redressement à moyen terme", a indiqué à l'AFP une porte-parole du groupe, Christine Baudelaire.

La procédure d'information-consultation doit débiter demain lors d'un comité d'entreprise du site breton. Ce projet de plan social intervient après deux précédentes vagues de licenciements qui ont divisé les effectifs de l'usine par deux depuis 2008. Le site MPAP, spécialisé dans la plasturgie et les textiles pour habitacles automobiles, fournit notamment l'usine PSA de Rennes La Janais, où 1400 suppressions de postes sont prévues en raison de la baisse d'activité.

Le projet de plan social à Ploërmel s'ajoute à une procédure engagée au printemps dans une autre filiale de Trèves, Trevest, basé à Etupes (Doubs), où 85 emplois sur 260 sont menacés. AFP 22.01

1.1- 5 000 restaurants ont fait faillite en 2012

Le nombre de défaillances de restaurants, qui a augmenté de 6% sur un an à fin septembre 2012, pourrait atteindre le niveau record de 5000 sur l'ensemble de l'année, prévoit Xerfi. AFP 22.01

2- Grande-Bretagne

Le Financial Times prévoit de supprimer environ 25 emplois dans le cadre d'un plan de restructuration pour réduire les coûts et se concentrer sur ses services numériques. Reuters 22.01

Le ministère britannique de la Défense a confirmé mardi la suppression de 5.300 emplois dans l'armée, en application du programme de réductions d'effectifs annoncé par le gouvernement.

Cette "*troisième tranche du programme concernera jusqu'à 5.300 membres de l'armée*", a indiqué le secrétaire d'Etat à la Défense Mark Francois dans un communiqué.

L'armée régulière doit voir ses effectifs passer de 102.000 à 82.000 personnes d'ici 2020, tandis que le nombre de réservistes doit doubler pour atteindre 30.000 hommes et femmes.

Les coupes entraînant ces réductions d'effectifs avaient été décidées en 2010, dans le cadre de la "*Révision stratégique de la défense et de la sécurité*" (SDSR).

L'annonce de mardi, qui ne touche que l'armée de terre, est la troisième vague de suppressions d'emplois dans les forces armées britanniques.

Quelque 6.620 postes au total ont déjà été supprimés dans la Marine, l'armée de terre et la Royal Air Force, en septembre 2011 et en juin 2012, dans le cadre de départs en majorité volontaires.

Le ministère de la Défense a indiqué qu'il y aurait sans doute une nouvelle vague concernant notamment le personnel militaire médical.

Au terme de ce régime d'amaigrissement draconien mis en place dans le cadre de la politique gouvernementale de réduction des dépenses publiques, les effectifs des forces armées britanniques seront au plus bas depuis le début du 19e siècle. AFP 22.01

Gageons qu'ils seront remplacés par des sociétés privées de mercenaires comme aux Etats-Unis.

3- Allemagne

Les salariés de Coca-Cola en Allemagne ont entamé un mouvement de grève aujourd'hui, avec le débrayage de 600 salariés de plusieurs sites, pour réclamer des hausses de salaires et protester contre des suppression d'emplois, rapportent des sources syndicales.

Au cours des jours qui viennent, "*la plupart des autres sites*" de Coca-Cola en Allemagne devraient être également concernés par des débrayages, a déclaré à l'AFP Jonas Bohl, porte-parole du syndicat allemand du secteur agroalimentaire NGG.

Les grévistes entendent ainsi peser sur la prochaine séance de négociations salariales prévue le 30 janvier entre représentants du personnel et direction. Le syndicat NGG réclame une hausse de 6% sur 12 mois, contre 2,5% sur 24 mois proposés par la direction, "*ce qui est trop peu*", a dénoncé M. Bohl.

"Par ailleurs, la direction a annoncé 450 suppressions de postes, ce qui nous ne pouvons naturellement pas accepter, alors que dans le même temps elle veut flexibiliser de plus en plus le temps de travail", a-t-il ajouté. AFP 21.01

ECONOMIE

1- UE

Le gel de l'application de la taxe européenne sur les émissions de CO2 pour les vols intercontinentaux a permis aux compagnies aériennes de déléster leurs clients de quelques euros en 2012 en imputant sur les billets un surcoût qu'elles n'ont pas déboursé.

La Commission européenne, très embarrassée par cette attitude "*scandaleuse*", a admis mardi ne pas avoir compétence pour intervenir dans une pratique commerciale entre les compagnies et leurs clients. "*Si des compagnies décident d'imputer des coûts additionnels à leurs clients (sous prétexte d'acquitter la taxe carbone de l'UE), nous ne pouvons que demander la plus grande transparence sur les tarifs pratiqués*", a déclaré Isaac Valero, porte-parole de la Commissaire en charge du Climat Connie Hedegaard.

"*Profit d'aubaine*" de 1,3 milliard d'euros

Une étude commanditée par l'organisation Transport et Environnement chiffre ce "*profit d'aubaine*" à 1,3 milliard d'euros réalisé en 2012 au dépens des clients des compagnies aériennes.

La taxe carbone européenne, entrée en vigueur le 1er janvier 2012, oblige les compagnies aériennes opérant dans l'Union européenne, quelle que soit leur nationalité, à acheter l'équivalent de 15% de leurs émissions de CO2, soit 32 millions de tonnes, pour lutter contre le réchauffement climatique.

La loi européenne permet aux compagnies d'imputer le coût de l'achat de ces 15% de droits à polluer sur le prix des billets,

mais également le montant fictif des 85% restants, qui sont gratuits. Selon ses services, la majoration varie entre 2 et 14 euros par trajet. La facture devait être réglée par les compagnies en 2013, mais pour tenter d'arracher un accord international sur cette taxation, la Commission européenne a gelé l'application de sa taxe pour les vols intercontinentaux à destination ou au départ de l'UE jusqu'à la prochaine assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile (OACI), qui se tiendra à l'automne 2013.

Des profits d'aubaine sont de la même manière réalisés par les compagnies électriques de l'Union européenne, qui majorent depuis des années les factures des usagers pour leur imputer le coût fictif des droits à polluer, car ils leur sont attribués gratuitement par les Etats jusqu'à 2013. AFP 22.01

Surtout ne dites pas que l'UE protège les capitalistes gangsters, racketteurs, escrocs, voleurs. La vraie nature et raison d'être de l'UE.

2- France

Dans un rapport du syndicat Solidaires-Finances publiques dévoilé par Le Parisien-Aujourd'hui en France, les différentes formes d'évasion et de fraude fiscale représenteraient de 60 à 80 milliards d'euros. Soit un manque à gagner équivalent en 2012 à « 16,8% à 22,3% des recettes fiscales brutes ». Lefigaro.fr 22.01

3- Espagne

La Commission européenne estime que l'Espagne risque de ne pas tenir ses objectifs de réduction de déficit en 2012, qui étaient fixés à 6,3%, indique-t-elle dans un rapport rendu public mardi.

Engagée dans un effort historique de rigueur pour réduire son déficit public, qui a bondi à 9,4% du PIB en 2011, l'Espagne a multiplié coupes budgétaires et hausses d'impôts afin de récupérer 150 milliards d'euros d'ici 2014.

Mais elle risque de devoir faire de nouveaux sacrifices pour revenir dans les clous européens alors qu'elle a déjà été autorisée à repousser d'un an --jusqu'en 2014-- son objectif pour ramener son déficit public sous la barre des 3%. AFP 22.01

La saignée va continuer, jusqu'à quand les travailleurs espagnols pourront les supporter sans se soulever ?

[Haut de page ↗](#)

Le 24 janvier

CAUSERIE

Qui a dit que le capitalisme dégageait une odeur nauséabonde ? Vous voulez des encens ?

J'ai créé un nouveau fichier "*nom*" dans lequel je classerai les adresses des articles relatifs à ce que Bush, Rockefeller, Sarkozy, Barroso et bien d'autres appellent le *Nouvel ordre mondial* et ses institutions. J'ai repris cette dénomination, c'est peut-être manquer d'imagination, mais je n'en ai pas trouvé d'autres, peu importe.

J'ai encore dû laisser du boulot pour demain : le MPEP soutient la guerre contre le peuple malien ; que se passe-t-il chez Renault ?

[Conférence sur un aspect de la révolution espagnole : la guerre civile de 1936](#)

Samedi 16 février 2013 à 14 h 30

Au Centre d'Histoire Sociale : 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-Paul) - Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol

Le CERMTRI vous invite à une Conférence - débat sur le livre de Sygmunt Stein *Ma guerre d'Espagne* animée par Edouard Taube et Jean-Jacques Marie.

« *Ma guerre d'Espagne est bien plus qu'un témoignage. C'est une manière de regarder l'histoire au ras du sol, avec la constance de celui qui, sans renier sa cause a désappris le mensonge tout en cherchant à l'explorer jusqu'au bout.* » écrit José Fergo dans le bulletin "*A contretemps*".

La fille de Sygmunt Stein, Odette souligne : « *Mon père me disait souvent que, en tant que communiste juif, aller combattre Franco était pour lui une évidence mais qu'il avait très vite pris conscience que le PC se souciait davantage de régler leur compte*

aux révolutionnaires que de combattre le fascisme. »

C'est ce que l'histoire officielle et officieuse de la guerre civile espagnole tente de masquer en escamotant d'abord le fait qu'il s'est agi d'une révolution confrontée à la contre-révolution en face d'elle et dans ses propres rangs.

Edouard Taube, qui a personnellement connu Sygmunt Stein et à qui on doit la publication de son livre en français, apportera son témoignage sur le personnage de Stein, et son analyse de la position et de l'évolution politique de l'auteur de *Ma guerre d'Espagne*.

Pour l'Association des combattants pour l'Espagne républicaine organisée par des membres ou des proches du PCF, la guerre d'Espagne est une « *agression combinée par Franco, Hitler, Mussolini et Salazar contre la République et non, comme persistent encore à affirmer certains, une prétendue guerre civile.* » Cette négation de l'existence d'une guerre civile et donc d'une révolution en Espagne a débouché hier sur la répression brutale, ainsi implicitement justifiée aujourd'hui, des révolutionnaires de toutes tendances, anarchistes, poumistes, trotskystes, désireux de combattre leur bourgeoisie exploiteuse et ses institutions ultra-réactionnaires. Cette négation et cette répression ont ouvert la voie à Franco. C'est ce que la présentation du livre de Stein permettra de discuter.

[A propos de l'Inde...](#)

Informations ouvrières (n°235 page 12) a consacré un page à l'Inde qui comportent au moins deux erreurs minimes, dont une imputable à son correspondant indien.

Ce n'est pas Sonia Gandhi qui est Premier ministre et qui gouverne le pays, mais Manmohan Singh, Sonia Gandhi est la présidente du Parti du Congrès de l'Inde.

Ensuite, ce que rapporte Nambiath Vasudevan est faux, à propos de la jeune femme qui avait été violée et frappée avant de succomber à ses blessures, ce qui avait entraîné d'importantes manifestations dans les grandes villes de l'Inde, principalement des classes et couches moyennes, quand il dit que "*la jeune victime a été immédiatement transférée dans un hôpital de Singapour*", en réalité confiée au meilleur du corps médical indien incapable de faire face à la situation, les autorités ont attendu six jours avant de prendre la décision de la transférer à Singapour où les médecins et chirurgiens ont apparemment une meilleure réputation.

D'ailleurs, quand les dignitaires du régime ou les politiciens véreux des différents Etats ou les Tata et Cie. tombent gravement malades, ils préfèrent aller se faire soigner à l'étranger, par expérience ils ne font pas confiance aux cliniques privées indiennes équipées des technologies les plus modernes et des meilleurs médecins, chirurgiens ou spécialistes. A tort ou à raison, disons que c'est un peu au petit bonheur la chance, votre vie est mise entre les mains du hasard plutôt que de la science.

Il y a quelques jours aux infos sur Sun TV ils ont indiqué que les études de médecine coûtaient la somme de 10 millions de roupies, donc en indiquant entre 3 et 5 millions de roupies dans une précédente causerie je n'avais pas pris en compte apparemment la hausse des prix des dernières années, j'emploie volontairement cette formule, car ici c'est comme aux Etats-Unis ou dans les pays qui ont adopté le modèle économique anglo-saxon, tout se monnaie et c'est la principale valeur ayant cours dans la société, absolument tous les rapports, qu'on aura du mal à qualifier d'humains, tournent autour de l'argent, que l'on soit riche ou pauvre ou qu'on appartienne à la classe moyenne.

Autre chose sur la situation en Inde.

Suite à la décision du gouvernement de "*réformer*" le Ration Card ou carnet de rationnement, qui permettait aux plus défavorisés et au-delà d'obtenir certains produits de premières nécessités à un prix réduit dans une quantité déterminé et de les remplacer par une somme d'argent, face à la totalité de la population qui s'y est opposée avec les femmes en première ligne, il a reculé et il a dû abandonner son projet, provisoirement sans doute, mais ici le provisoire à tendance à durer indéfiniment, pour une fois c'est une chance pour les plus pauvres.

Cela avait déclenché des émeutes et des manifestations dans quasiment tous les villages et districts, tout du moins ici au Tamil Nadu, les bureaux du gouvernement étant attaqués par une foule déchaînée avant de les incendier, la police réputée féroce étant submergée par ce raz-de-marée et ne parvenant pas à le contenir, etc.

Si vous voulez, toute proportion gardée, la situation est un peu comme en Espagne plus près de chez vous où toutes les couches de la société manifestent à tour de rôle quotidiennement contre le gouvernement ou le patronat. Du coup le pouvoir en place et la police se retrouvent totalement isolés, ils sont débordés et hésitent à employer la force par crainte que la situation ne dégénère, ici c'est à la machette ou au couteau que cela se termine, comme chez nos amis africains, chez vous c'est différent, cela se termine, comment dire, dans une impasse, nulle part.

Si vous avez lu la causerie d'hier où je faisais l'apologie de la grève illimitée jusqu'à satisfaction et de l'affrontement direct avec le patronat et les institutions, vous vous êtes peut-être dit que Tardieu était un vulgaire gauchiste, un extrémiste, mais en réalité il n'y a qu'en recourant à ces moyens-là qu'on peut gagner, mieux, que la classe ouvrière peut tirer un enseignement de ces expériences pour la suite de son combat, pour finalement en arriver à la conclusion qu'il faut renverser l'ordre établi et prendre le pouvoir politique, avancer sur la voie de son émancipation, le socialisme.

Pour avoir abandonné cette méthode de combat (classe contre classe) pour son émancipation du capital au profit de la "politique contractuelle" ou du "dialogue social" qui en est le prolongement, en fait la collaboration de classes profitant à la classe dominante et conduisant à la paix sociale propice aux affaires, le prolétariat et le mouvement ouvrier et en France et dans la plupart des pays en sont arrivés à se subordonner pour le premier, à se prostituer pour le second, quasi-totalement au capitalisme et ses institutions politiques.

On vient une nouvelle fois d'en avoir une confirmation éclatante avec l'accord patronal intervenu le 11 janvier mais aussi après, lorsque les syndicats non signataires et le Front de gauche (notamment) s'en sont remis aux parlementaires pour "améliorer" ce document alors que c'est impossible, au lieu d'unir leurs forces pour exiger purement et simplement son retrait et mobiliser la classe sur cet objectif, sans condition, position adoptée depuis par le POI, je n'ai pas eu le temps d'aller voir du côté des autres partis, on y reviendra demain.

Mailly persiste et signe

Extrait de l'article paru dans *FO Hebdo* n°3059 diffusé par Internet sous forme d'éditorial le 23 janvier

Depuis l'accord patronal du 11 janvier, Mailly et FO ne cesse de se répandre en explications pour finalement toujours répéter le même discours, reprendre les mêmes arguments éculés, usés jusqu'à la corde et qui ne servent qu'à tenter de camoufler sa capitulation ou sa collusion avec le patronat.

FO va procéder à une "information large, nous intervenons auprès des groupes parlementaires et du gouvernement pour faire connaître nos positions."

- "Il convient, en effet, que ceux-ci prennent leurs responsabilités en toute connaissance de cause.

Ce sont les parlementaires qui votent les lois, non les interlocuteurs sociaux.

Dans le cas contraire, nous serions dans un régime corporatiste."

Mais quand les "interlocuteurs sociaux" sont subordonnés aux "parlementaires", c'est dans la pratique du pareil au même.

Répétant une énième fois que "le dossier n'est pas clos", comme si on devait attendre autre chose de la part d'un syndicat corrompu.

ACTUALITE EN TITRES

Patatras !

- Zone euro : le FMI gagné par un regain de pessimisme - AFP

Alors il faut renverser le régime !

- Nationalisation : les métallos de Florange y croient dur comme fer - Liberation.fr

Manipulation. Média ou la machine à blanchir le régime.

- Non, la Libye n'est pas responsable du Mali - LePoint.fr

Comme tous les médias nationaux propriétaires des banquiers, *Le Point* falsifie l'histoire, manipule les faits, ment effrontément, et pour qu'on ne le soupçonne pas de se laisser aller à de telles pratiques dénoncent ceux qui s'y livrent, c'est la méthode classique pour abuser les ignorants et ceux qui s'en accommodent.

Puisque rien ne les arrête, Ils ont osé écrire dans un autre article titré *Les bonimenteurs* : "Un jour, peut-être viendront-ils tous dans une émission de télévision avouer, comme Lance Armstrong, leur gros mensonge. ", *Le Point* y aurait sa place attitrée...

Le 19 janvier le portail *Rue89* racheté récemment par le *Nouvel Observateur* a pondu un article destiné à blanchir le Qatar : *Le Qatar, soutien des jihadistes du Nord-Mali ? Cinq choses à savoir* :

- "il n'y a pas trace d'une présence de forces spéciales qataries dans la zone", c'est la DGSE qui l'a dit dans une enquête du mois de novembre, c'est donc la vérité...

- "l'intérêt stratégique de Doha de prêter main forte à des groupuscules radicaux qui mettent en péril la zone traditionnelle d'influence de la France en Afrique n'est pas du tout évident", en Libye et en Syrie non plus...

- le "soutien (du Qatar) reste cantonné aux tenants de l'islam proche des Frères musulmans", ce qui incluent les salafistes et les djihadistes, et bien non dites-le donc parce que : "la vision de l'islam défendue par Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) et ses affidés est celle d'un islam de type « salafi-jihadiste » qui n'a pas grand-chose à voir avec la tendance promue à Doha" qui serait vénérable, démocratique, recommandable, sans rire...

- "Ce principe de non-ingérence a été rappelé à plusieurs reprises par les autorités qataries", qu'il faudrait croire sur parole, cela va de soi.

... mais, car il y a un mais et il est de taille, il réfute à lui tout seul les allégations de *Rue89*

- " Si la non-présence d'agents officiels qataris dans la région est avérée, il n'en est pas de même pour les institutions privées de type caritatif.", ainsi, s'ils agissaient déguisés, on ne serait plus en présence de "groupuscules radicaux"...

- Les membres de ces associations à but charitable ou humanitaire "dominées par les courants salafis littéralistes" seraient tout à fait respectables et fréquentables pour le coup...

- "Même si la majorité des donations fait l'objet d'une surveillance étroite de diverses instances gouvernementales (et américaines), il se peut qu'une partie d'entre elles aient pu passer les mailles du filet.", non, pas possible !

... difficile de camoufler totalement la vérité....

- " La véritable question qui se pose est celle de l'éventuelle déplacement de cette aide financière, initialement destinée aux camps de réfugiés, vers les rebelles armés. *Le Canard enchaîné* croit savoir, sur la base de fuites des renseignements militaires français, qu'une partie de ces fonds ont été affectés aux insurgés d'Ansar Dine ou du Mujao."

... Sans rire, si Hollande et l'émir du Qatar avait discuté de ce point précis, ils auraient évidemment informé la terre entière.

- "Si vraiment le Qatar avait un quelconque moyen de pression pour forcer les groupes jihadistes à la reddition, ou tout le moins à la négociation, le président français en aurait directement fait part à l'émir lorsqu'il était dans la région."

Ce qui est sûr et que j'ai dit hier, c'est qu'ils se débarrasseront des encombrants dirigeants du Qatar et d'Arabie Saoudite quand ils le décideront, de la même manière que Ben Ali, Mubarak, etc.

Au fait, *Rue89* a oublié de signaler que le Qatar avait réalisé d'importants investissements dans des entreprises au Mali... C'est vrai que ce n'est pas non plus le motif de l'impérialisme français qui s'est lancé dans cette guerre.

Au tour du Niger !

- Niger : les forces spéciales protégeront les mines d'uranium d'Areva - *LePoint.fr* -

Etat d'âme à cent balles et couac.

- L'ONU dit ses réticences à soutenir l'intervention au Mali - *LeFigaro.fr*

- L'UE refuse l'Europe à la carte voulue par Cameron - *Reuters*

Faites vœux de sacrifice, tel est le message.

- Hollande : face à la jeunesse, des vœux et des promesses - LeMonde.fr

[On se doutait que ce n'était pas le capitalisme](#)

- Pour la gauche radicale, le problème, c'est le chômage - LeFigaro.fr

[Gardez-les et qu'elle s'effondre !](#)

- L'économie va-t-elle finir par repartir parce que nos voitures, télévisions et maisons sont trop vieilles ? - Atlantico.fr

[Les monarches sont des démocrates, c'est bien connu !](#)

- Un militant thaïlandais écope de 11 ans de prison pour lèse-majesté - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Enterré ! Le gouvernement Hollande-Ayrault-Moscovici : le gouvernement du "**monde des affaires**".](#)

1- Ouf, les riches sont soulagés !

Selon Europe1, le gouvernement aurait renoncé à trouver une nouvelle façon de taxer à 75% les très hauts revenus. De fait, la taxe à 75% a été censurée par le Conseil constitutionnel.

Selon la radio, les difficultés juridiques restent importantes et, politiquement, le gouvernement ne souhaiterait plus non plus entrer en conflit avec le monde des affaires. Lefigaro.fr 24.01

Ce n'est pas possible de soulager tout le monde...

2- La parade.

Le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), estime que taxer davantage les entreprises du secteur financier n'est pas le meilleur moyen de prévenir une nouvelle crise financière. L'organe rattaché à la Cour des comptes préconise plutôt davantage de régulation. Lefigaro.fr 24.01

On comprend tout de suite pourquoi quand on a à l'esprit que les banquiers s'emploient à contourner toute nouvelle législation financière .. avant même qu'elle voie le jour ! Ce sont les banquiers eux-mêmes qui l'affirment, donc pour une fois on est porté à les croire aveuglément.

[Deux tiers de nantis en France ?](#)

1- Plus des deux tiers des Français se disent prêts à payer plus cher un produit fabriqué en France afin de soutenir l'industrie de l'Hexagone où les faillites se multiplient, selon un sondage Ifop réalisé pour Atol et publié jeudi.

Selon l'étude intitulée "*Les Français et le Made in France*", 77% des personnes interrogées estiment que le critère de fabrication française "*est suffisamment important pour justifier de payer plus cher un produit*". Le prix ne doit toutefois être supérieur que de 5% à 10%. Plus précisément, 40% des sondés se disent prêts à payer 5% de plus et 29% de 5 à 10%. Lefigaro.fr 24.01

Ceci pourrait expliquer cela, non ? La situation actuelle. Il y aurait donc 25% de pauvres en France.

2- 64% des Français (-2 points en deux mois) se déclarent "*mécontents*" de la politique économique et sociale du gouvernement Ayrault, tandis que 35% (+1) se disent "*satisfaits*", selon un sondage OpinionWay-Tilder-LCI.

38% des personnes interrogées se déclarent "*assez mécontentes*" de la politique gouvernementale dans ce domaine, et 26% "*très mécontentes*". 33% se déclarent à l'inverse "*assez satisfaites*" et 2% "*très satisfaites*". 1% n'a pas d'opinion.

A propos de la solution qui a leur préférence "pour mieux assurer le financement des retraites", 47% ont répondu "une hausse des cotisations retraite (payées par les salariés et les employeurs)", 42% "une augmentation du nombre d'années de cotisations", 9% "une baisse du montant des retraites versées". 2% n'ont pas pris position. AFP 23.01

47% en ont les moyens, mais tous devront casquer, notamment les couches les plus défavorisées, comme d'habitude. Qui s'en soucie ? Personne, syndicats et partis ouvriers s'en foutent éperdument, ils appartiennent au 47%.

42% sont prêts à travailler plus longtemps, c'est qu'ils bénéficient encore de conditions de travail et de vie avantageuses, ce qu'ils ignorent et c'est là qu'ils vont se faire rouler et que ce sera dramatique pour eux, c'est que cela ne va pas durer. Quand on sait à quoi s'attendre, généralement on le supporte mieux, ce qui ne veut pas dire qu'on sera en mesure d'y faire face.

[La gauche soluble avec la droite dans le capitalisme et la Ve République ! Cela donne quoi ? Un consensus naturel, biologique, au-delà l'union nationale !](#)

Gauche populaire, Gauche durable, Gauche forte, Gauche avenir... Le petit monde socialiste connaît un véritable baby boom des pôles de réflexion.

Ces laboratoires d'idées remplissent le même rôle que le PS de Harlem Désir, sans que cela ne crée pour le moment de tensions.

«A condition que ces initiatives soient au soutien du gouvernement et ne favorisent pas la division ou toute autre démarche personnelle», confie un membre de la nouvelle direction de Solférino, dont l'apathie agace parfois. «Nous, nous aimerions bien que le PS soit le premier think-tank de la gauche», estime François Kalfon, un des fondateurs de la Gauche populaire. «Nous sommes complémentaires du PS qui, parce qu'il est un parti de gouvernement, ne peut pas aller aussi loin que nous», explique Yann Galut. 20minutes.fr 23.01

Effectivement, ils sont appelés à remplir le "même rôle que le PS", faire croire qu'ils sont au côté des opprimés alors qu'ils les combattent. Disons qu'ils multiplient les moyens pour tenter de le faire croire ou camoufler comme ils peuvent la véritable nature du PS, cela va être de plus en plus difficile.

[Qui a dit ?](#)

- «Il n'y a pas d'alternative au capitalisme»

Réponse : Klaus Schwab, fondateur du Forum de Davos en 1971.

Né en Allemagne en 1938, il a émigré en Suisse pour devenir économiste au pays des banquiers, cela ne s'invente pas.

De 1972 à 2002, Klaus Schwab a été professeur de politique d'entreprise à l'Université de Genève. Il s'est en outre engagé dans divers conseils de surveillance et organismes universitaires ainsi qu'à l'ONU. Klaus Schwab est aujourd'hui professeur honoraire à l'Université Ben Gurion en Israël, (...) a été distingué par neuf doctorats, notamment de la London School of Economics. (...) Klaus Schwab a reçu de nombreuses distinctions honorifiques nationales et internationales, notamment de la part de la Reine Elisabeth II qui l'a anobli. (source : lucernefestival.ch)

New York (ONU), Jérusalem, Londres, la boucle est bouclée en passant par le siège de la BIS (en anglais) ou BRI Banque des règlements internationaux situé à Bâle à deux encablures de Genève, qui pendant la Seconde Guerre mondiale servit d'intermédiaire entre le cartel des banquiers de la Fed et de la BoA (Banque d'Angleterre) et le régime nazi dans les années 30 au moment où sous Hitler l'Allemagne se réarmait et préparait la guerre...

La BRI n'est pas notre sujet, mais comme on est en Suisse, on peut en dire deux mots. Pour un peu, ce serait encore une institution financière opaque de tout premier plan à l'échelle internationale.

- Le rôle de la BRI est méconnu du grand public. C'est pourtant une institution incontournable du monde de la finance internationale. Les accords de Bâle ont été élaborés dans le fameux "Comité de Bâle" qu'elle héberge et anime. Elle joue un rôle déterminant dans la gestion des réserves de devises des Banques centrales. (lecercle.lesechos.fr 20.05.12)

- Elle a été créée en 1930 pour gérer les modalités financières du plan Young, traitant de la question des réparations de guerre dues par l'Allemagne en application du Traité de Versailles. Elle fût à ce titre, la première institution financière mondiale. (id)

C'est la version officielle, d'ailleurs l'auteur de cet article, Pascal Ordonneau, ancien PDG HSBC Invoice Finance, doit ignorer les conséquences politiques et sociales dramatiques qui découleront de ces réparations de guerre exorbitantes principalement exigées par la France, qui combinées à l'exigence des financiers américains de récupérer l'argent qu'ils avaient prêté à

l'Allemagne contribueront à l'accession de Hitler au pouvoir, lorsqu'il affirme que la BRI serait "*née d'une bonne intention*", appréciation de banquier, on comprend qu'il n'ait pas vraiment de scrupule pour falsifier quelque peu les faits, entre banquiers on peut tout se permettre, solidarité oblige.

- "*Organisme international, ses agents sont, de fait, ressortissants de 53 pays. Son actionnariat est international, composé de 60 banques centrales. La moitié des 600 000 actions qui le composent sont entre les mains des banques centrales d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, de France, d'Italie et des États-Unis d'Amérique. Présidée par un Gouverneur de Banque Centrale (actuellement le Gouverneur de la Banque de France), son Directeur Général est lui-même Gouverneur de Banque Centrale.*

La BRI est banque des Banques centrales mais n'est pas une "Banque centrale des banques centrales". Elle ne joue le rôle de financier des banques centrales que marginalement et si elle est autorisée à leur prêter des fonds sur de solides garanties, son rôle bancaire est moins marqué que son activité de prestataire de service et de conseil.

On l'a très bien compris avec le rappel historique que j'en ai donné plus haut. Cependant, il ne faudrait pas minimiser son rôle, c'est la BRI qui par exemple a rédigé les accords dits de Bâle, dont la dernière mouture, Bâle III, que les banques de l'UE sont sommées d'appliquer mais dont les Américains ont repoussé l'application aux calendes grecques. Donc si vous vous demandiez encore pour qui elle roule, vous avez la réponse.

Encore que les grandes banques européennes trouveront sans doute la parade pour les contourner en s'inspirant des Américains, quand on parle du cartel des banquiers qui détient le pouvoir, on cite souvent la Fed, mais en réalité il s'agit d'un cartel de banquiers internationaux qui regroupent les plus importants de l'UE et des États-Unis, tandis que les banques plus petites et placées arbitrairement sous la tutelle d'un superviseur européen et national n'auront pas d'autres alternatives que les appliquer à la lettre quitte à être étranglées et aspirées par des banques plus importantes, ainsi une nouvelle concentration bancaire verra le jour, pour mieux contrôler la finance internationale c'est préférable, voire indispensable.

- "*Les fameux accords de Bâle, leur récente révision sous le nom de Bâle III, sont le fruit d'un des comités qu'anime la BRI, le comité de Bâle. De ce Comité sont venus les ratios Cooke et Mac Donough et la plupart des ratios de solvabilité dont la mise en œuvre a été recommandée au niveau mondial.*

Le rôle de la BRI s'est amplifié ces dernières années avec la crise monétaire, financière puis économique de 2008 et des années suivantes.

On vient de voir dans quelle direction. Sans parler qu'elle fournit à ses actionnaires, qui sont en dernier ressort principalement les plus grandes banques commerciales occidentales, de précieuses "*observations sur le fonctionnement des marchés bancaires et financiers mondiaux*" qu'elles exploiteront au mieux de leurs intérêts sur le casino de la spéculation mondiale aux dépens des intérêts des peuples, vous l'aviez deviné.

Cela nous ramène à Klaus Schwab qui n'a assurément pas plus de scrupules que notre banquier, et qui le plus sérieusement du monde a déclaré dans un entretien à *L'Hebdo* et mis en ligne sur leur portail (<http://www.hebdo.ch>) le 18 janvier 2012 :

- "*En comparaison de la situation qui prévalait en 1971, l'année de création du Forum, il y a beaucoup de raisons d'être optimistes. En quarante ans, la démocratie a progressé de manière spectaculaire.*

Alors qu'elle n'a cessé de reculer partout en Europe et aux États-Unis où règne un régime policier. Il devait faire référence à l'ex-URSS et ses satellites ou encore à la Chine, qui en réintroduisant le capitalisme ont permis à la nomenklatura de ces régimes de s'enrichir au détriment de leur peuple, du prolétariat toujours dénué de toute expression politique représentative ou dans l'impossibilité de faire entendre sa voix.

Pour les serviteurs zélés de l'oligarchie financière dont Klaus Schwab fait manifestement partie, mais pas seulement, dès lors que vous disposez de droits politiques (pas en Chine) vous devez vous estimer heureux, vous vivez en démocratie, que demander de plus, de mieux. Peu importe que vous n'ayez aucun moyen de faire entendre votre voix et vos droits et qu'ils soit étouffés, piétinés. En Chine la dictature du parti unique est toujours en place. En Russie, c'est un État capitaliste mafieux qui a remplacé un État stalinien mafieux. Les Américains guerroyent en Asie, en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient, ils rêvent de reprendre leur offensive en Amérique latine, Venezuela, Bolivie, etc.

On aurait plutôt l'impression ou davantage encore que ce serait plutôt la dictature qui "*a progressé de manière spectaculaire*" au cours des dernières années ou décennies. Surtout si on ajoute aux multiples guerres et souffrance des peuples à mettre au compte des commanditaires de monsieur Schwab, la pauvreté ou la misère qui fait des ravages, qui s'étend sur tous les continents, y compris dans les pays réputés les plus riches du monde.

L'art consommé de la plupart des économistes, c'est de brasser du vent ou d'enfoncer des portes ouvertes ou encore de reproduire

le discours que leurs maîtres de la finance leur ont soufflé dans les oreilles, dans le cas de monsieur Schwab cela tombe très bien, car il se compare à un artiste à la fin de cet entretien, très modestement notez bien, répondant au journaliste qui lui demande si "*au final*" il n'est pas "*au moins aussi influent qu'un chef d'Etat*", il répond qu'il "*contribue à créer des idées dont le but est d'améliorer l'état du monde*", rien de moins, il est vrai que le gratin mondial de la finance et des multinationales qu'il a invité doit assurément partager la même bonne intention. On a envie de le dire : stop, vous en faites trop, on nage dans le bonheur !

Plus sérieusement, si vous vous interrogez sur sa conception de la démocratie, il la résume en une question : "*les pays qui ont péché, notamment ceux du Sud, ont-ils la volonté politique d'entreprendre les réformes nécessaires?*" Réformes qui se traduiront par un appauvrissement général de la classe ouvrière et de la classe moyenne (Grèce, Espagne, Portugal), précisons "*nécessaire*" à défaut de s'attaquer à ceux qui se sont goinfrés pendant des années jusqu'à créer cette situation, les promoteurs, les banquiers, ce qu'il précisait à sa manière en ajoutant "*sans tuer toutefois les ressorts de la croissance économique*", le discours entendu mille fois depuis que Hollande a ajouté un volet "*croissance*" au TSCG.

Les riches toujours aussi riches ou davantage, les pauvres toujours aussi pauvres mais plus nombreux de préférence pour que le gâteau que se partagent les rentiers ne diminuent pas et que chacun soit servi à raison de sa voracité, de sa rapacité, ainsi va le monde à Davos.

Spectacle en famille.

La claque du FdG ou quand l'appareil stalinien est mis à contribution pour assurer le spectacle.

Le Front de gauche a lancé sa "*campagne contre l'austérité*" lors d'un meeting mercredi soir à Metz avec Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche (PG), et Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, en tête d'affiche.

Arrivés en tenue de travail argentée et casque doré sur la tête, les sidérurgistes d'ArcelorMittal de Florange ont rejoint la scène sur la musique "*on lâche rien*" du groupe HK et les saltimbanques, musique de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon.

Le matin, ils étaient à Paris où ils ont tenté de s'enchaîner aux portes de Matignon avant d'être reçus au siège du PS par le premier secrétaire Harlem Désir et à l'Élysée par un conseiller de François Hollande.

Des pîtres et comme par hasard les caméras les attendaient ! Toujours pendus aux basques du régime.

En famille avec le PS.

- Répondant à la sortie de Mélenchon sur le tandem franco-allemand, M. Laurent a dit que "*le PS doit admettre que dans la gauche il y a un débat d'orientation*"

Quand on sait ou qu'on observe quotidiennement que le PS est solidement ancré à droite, voire au-delà, on se dit que le "*débat d'orientation*" auquel Laurent voudrait associer le PS ne peut correspondre aux besoins des travailleurs.

Au garde-à-vous aux pieds des institutions.

- "*Nous n'attendons pas 2017, il y aura la lutte tous les jours avec les syndicats et il y aura les élections. En 2014 il y aura les rendez-vous avec l'Europe*", a prévenu Jean-Luc Mélenchon.

La lutte "*avec les syndicats*" sans remettre en cause leur orientation social-traître-impérialiste qui finalement lui convient parfaitement, s'assimile à une entreprise de démolition contrôlée du syndicalisme et du mouvement ouvrier, de soutien au régime en place.

- Le FG est aussi séduit par l'idée de mettre en place des "*marches*" et veut par ailleurs "*redynamiser ses assemblées citoyennes*". AFP 23.01

La "*démocratie participative*" de Royal quoi et des "*marches*" qui finiront pas épuiser et démoraliser les plus combattifs, c'est leur objectif, cela a toujours été celui des staliniens, pour le compte de qui, devinez.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

1- La liste commune formée par le Likoud de M. Netanyahu avec le parti Israël Beiteinou de son ex-ministre des Affaires étrangères, l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, Netanyahu n'a obtenu que de 32 ou 33 sièges contre 42 sur 120 dans le Parlement sortant, selon les sondages sortie des urnes.

Le parti centriste Yesh Atid, lancé il y a un an à peine par l'ex-journaliste Yaïr Lapid, a créé la sensation en devenant la deuxième formation du pays avec 18 ou 19 députés, juste devant le Parti travailliste (17).

Parmi les autres partis considérés comme des alliés "*naturels*" de M. Netanyahu le Foyer juif, la formation nationaliste religieuse représentant des colons dirigée par Naftali Bennett a obtenu 12 élus, les partis ultra-orthodoxes sépharade Shass (11-13) et ashkénaze Judaïsme unifié de la Torah (6).

Le nouveau mouvement centriste de l'ex-ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, HaTnouha, qui a fait campagne pour la relance du processus de paix avec les Palestiniens, obtiendrait 7 sièges, le Meretz (gauche) 6 ou 7, et les partis arabes de 8 à 11.

Le taux de participation s'est établi à 66,6%, en légère hausse par rapport aux législatives de 2009 (65,27%), selon la commission électorale. Les résultats définitifs ne seront annoncés que dans une semaine. AFP 22.01

2- Yaïr Lapid, le centriste qui a réalisé une percée électorale inattendue en Israël, a accepté mercredi la main tendue par Benjamin Netanyahu sous la forme d'un programme de gouvernement social, mais cette alliance pourrait buter sur la question palestinienne et l'Iran.

"*J'ai entendu parler de bloc (anti-Netanyahu), je suggère qu'on retire cette histoire de la table. Il n'y aura pas de bloc*", a affirmé M. Lapid lors d'une courte allocution, au lendemain d'élections législatives qui ont vu son nouveau mouvement centriste devenir le deuxième parti d'Israël.

Le chef de Yesh Atid ("*Il y a un avenir*"), lancé il y a un an, s'est réjoui "*d'avoir entendu le Premier ministre reprendre à son compte tout ce que nous disons depuis un an sur l'égalité et la nécessité de protéger les classes moyennes*".

"*L'isolement dans lequel Netanyahu et Lieberman ont conduit Israël a inquiété les électeurs, qui veulent de bonnes relations avec les Etats-Unis, sous Barack Obama, au lieu de logements supplémentaires dans les colonies et des menaces de guerre contre l'Iran*", estime l'éditorial du Haaretz.

Si M. Netanyahu, promoteur de la colonisation, est obsédé par l'Iran, Yaïr Lapid lui a rejeté toute intervention unilatérale contre les installations nucléaires iraniennes. AFP 23.01

SOCIAL

1- France

1.1- Grève "**massivement**" suivie mardi dans les écoles primaires parisiennes.

Les écoles parisiennes ont "**massivement**" suivi mardi la grève contre le retour à la semaine de 4,5 jours à la rentrée 2013, une mise en garde au ministre de l'Education Vincent Peillon mais aussi au maire PS de Paris Bertrand Delanoë qui a prévenu qu'il ne "**reculerait pas**".

A partir de septembre 2013, notamment pour les 662 écoles parisiennes, ou de 2014 au plus tard, les écoliers retrouveront le chemin de l'école le mercredi (ou le samedi), demi-journée de classe supprimée par la droite.

Le succès de la grève parisienne n'a pas ébranlé Bertrand Delanoë qui a assuré qu'il ne "**reculerait pas**", même s'il s'est dit prêt à "**écouter tout le monde**": "*Je mettrai le paquet, y compris sur le plan financier*".

La journée de classe sera raccourcie en moyenne de 45 minutes, sans réduire les 24 heures hebdomadaires de cours. Les enfants ne sortiront pas plus tôt, mais auront des activités culturelles ou sportives, organisées par les communes, avant ou après les cours de l'après-midi.

"Si les conditions de réussite de la réforme ne sont pas réunies, mieux vaut un report de la réforme à 2014 plutôt qu'une réforme bricolée en 2013", a de son côté réagi Sébastien Sühr, secrétaire général du SNUipp-FSU qui appelle mercredi à une journée d'action, cette fois nationale, pour sensibiliser aux besoins des écoles pour la rentrée.

Avec 90% de grévistes et 56% d'écoles fermées, le mouvement parisien est "*historique*", a dit Jérôme Lambert, du SNUipp-FSU Paris, à l'origine du mouvement.

Selon le rectorat, 78,17% des quelque 8.500 professeurs des écoles étaient grévistes. Des mouvements de grève ont perturbé aussi des écoles primaires de banlieue parisienne, en particulier dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis, a-t-on appris de sources syndicales.

Dans l'après-midi, 3.000 manifestants selon les syndicats, 2.500 selon la police, ont défilé jusqu'à l'Hôtel de Ville contre les modalités de la réforme.

"A Paris, une coupure est prévue de 11H30 à 14H15. C'est de la surveillance qui est prévue, pas des activités", déplore Leïla Chevet, enseignante en CM1-CM2 dans le XIVe.

"Il faut revoir les rythmes avec un impératif pédagogique", estime Pauline Le Clerq, responsable SE-Unsa. "Les enseignants, qui ont porté l'actuel gouvernement", "sont déçus" face à un "ravalement de façade", déplore M. Lambert.

Pour le président du groupe UMP au conseil de Paris, Jean-François Legaret, "*la mobilisation parisienne est la démonstration d'une réforme totalement inadaptée à l'intérêt de l'enfant et de la famille à Paris*".

Le PS a apporté "*tout son soutien*" à la réforme, même si le député Jean-Christophe Cambadélis a jugé que M. Peillon n'avait "*pas toujours le doigté nécessaire*" face aux enseignants.

Le Parti communiste français (PCF) a demandé au gouvernement de "*revoir sa copie*", mettant en garde contre "*une nouvelle dégradation des conditions de travail*" dans l'Education.

Des grévistes ont appelé à d'autres actions, réclamant à leurs syndicats une grève nationale ainsi qu'une manifestation le samedi 2 février "*pour que les parents d'élèves puissent se joindre à nous*".

La FCPE, première fédération de parents d'élèves, réclame toutefois la mise en oeuvre de la réforme dès 2013, car "*la semaine de 4 jours est reconnue unanimement comme l'organisation la plus mauvaise pour les élèves*".

La présidente de sa principale concurrente, la Peep a estimé que ce mouvement "*était prévisible*" avec des enseignants et des parents "*assez insatisfaits*". AFP 22.01

1.2- Grève chez Renault et PSA.

1.2.1- Plusieurs centaines de salariés du constructeur automobile à Flins (Yvelines), qui débrayaient mercredi pour protester contre le projet d'accord de compétitivité du constructeur, ont été rejoints par des salariés de PSA d'Aulnay venus faire "*cause commune*".

Mercredi matin, "*cinq à six cents*" salariés avaient en effet entamé à partir de 9h30 un mouvement de grève à Flins pour dénoncer le projet d'accord de compétitivité et la suppression prévue de 7.500 emplois, selon Ali Kaya, délégué CGT à Flins. Vers 11h00, environ 250 salariés de l'usine PSA d'Aulnay (Seine-Saint-Denis) et quelques dizaines du site de Poissy (Yvelines) sont arrivés sur le site, où ils ont forcé l'ouverture d'une grille.

"Les salariés sont réunis aujourd'hui pour faire cause commune. Nous, chez Peugeot, ils ferment Aulnay avant d'appliquer les mêmes accords", a prévenu le délégué CGT de PSA Aulnay, Jean-Pierre Mercier. "Qu'on soit de Renault, de PSA ou les sous-traitants, il faut qu'on soit tous ensemble", a-t-il ajouté.

Selon les syndicats, la direction aurait menacé mardi de fermer deux usines en France si le projet d'accord de compétitivité n'était pas signé. Une affirmation contestée par Renault. Mais Ali Kaya persiste et signe. Il estime que "*la vraie raison d'être de cet accord est de fermer des usines facilement*". "8.000 personnes, ça veut dire qu'ils vont fermer trois usines. Ce n'est pas du chantage, ça ?", a-t-il dénoncé. Un nouveau débrayage est prévu de 16 à 18 h à Flins, tandis qu'un nouvel appel à la grève a été lancé pour le 29 janvier.

Des débrayages ont par ailleurs eu lieu dans la plupart des sites français de Renault, sur les sites de Cergy (53 salariés), Cléon (405), Douai (26), Flins (385), au technocentre de Guyancourt (250), au Mans (190), à Sandouville (275), à la Fonderie de Bretagne (50) et SOVAB (103), selon les chiffres fournies par la direction de Renault. Les équipes de l'après-midi devraient

également débrayer. L'Expansion.com 23.01

1.2.2- Le document remis aux représentants du personnel précise que sans accord sur la compétitivité, l'engagement de ne pas fermer de sites ne pourra être tenu. Mardi, la direction avait démenti faire du chantage aux salariés dans le cadre de cette négociation.

Des fermetures de sites "*seraient inéluctables*" à défaut d'un accord de compétitivité entre la direction de Renault et les syndicats, selon un document de la direction dont l'AFP a pris connaissance mercredi.

Ce document, remis mardi aux représentants du personnel et qui comprend les propositions de la direction concernant cet accord, précise qu'"à défaut, l'engagement de ne pas fermer de sites ne pourrait être tenu et des fermetures de site *seraient inéluctables*". Il indique, en outre, sous la tête de chapitre "*enjeux d'un accord*", que "*l'engagement de ne pas faire de PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi) ne serait pas tenable*".

Le constructeur automobile avait démenti mardi après-midi avoir menacé de fermer deux sites en France en cas d'échec des négociations sur un accord de compétitivité au sein du groupe, comme l'en ont accusé plusieurs représentants syndicaux.

Néanmoins, le groupe "*rappelle que l'objet de ces négociations est, en cas d'accord avec les partenaires sociaux, de ne pas fermer de sites et de ne pas licencier*". L'Expansion.com 23.01

1.2.3 - Deux poids lourds du gouvernement, Pierre Moscovici et Michel Sapin, sont monté au front pour réaffirmer leur opposition à tout "*chantage*" aux fermetures de sites.

Les discussions doivent être "*loyales*" et "*tous les moyens ne sont pas bons*" pour négocier, a insisté Michel Sapin.

"*Ce que nous attendons de Renault, c'est qu'il y ait deux lignes rouges qui ne soient pas franchies (...): qu'il n'y ait pas de licenciements et, deuxièmement, qu'il n'y ait pas de fermeture de sites*", a martelé le ministre de l'Économie, Pierre Moscovici AFP 23.01

Quant à un accord qui entérinerait blocage des salaires, augmentation du temps de travail, mutation autoritaire, etc. le gouvernement y est favorable, c'est sous-entendu, mais c'est ce que cela signifie. Si vous avez lu la causerie plus haut, j'ai comme l'impression qu'il n'est pas le seul sur cette ligne...

1.3- Contrats précaires : cumule des handicaps.

Contrats plus précaires, rémunérations moindres: les salariés à temps partiel dit "*subi*" - qui aimeraient travailler à temps complet - "*cumulent*" les conditions "*moins favorables*", souligne mercredi une étude des services statistiques du ministère du Travail.

En 2011, 18,7% des salariés, dont 82% de femmes, occupaient un poste à temps partiel, soit 4,2 millions de salariés. Parmi eux, près du tiers étaient en situation d'emploi dit "*subi*", rappelle la Dares en s'appuyant sur l'enquête Emploi 2011 de l'Insee pour en livrer une analyse.

Dans certains secteurs, comme le nettoyage, la proportion des situations dites subies, dépasse 50%.

Ces salariés, plus faiblement diplômés et plus jeunes que les autres salariés à temps partiel, "*cumulent des conditions d'emploi nettement moins favorables: postes moins qualifiés, contrats plus précaires, plus forte récurrence du chômage, moindre accès à la formation, moindres rémunérations*", note la Dares.

En revanche, ceux qui ont "*choisi*" d'être à temps partiel, pour gérer leur vie familiale ou leurs études, ont "*des conditions d'emploi proches des salariés à temps complet*".

Ainsi, 29% des personnes en situation "*subie*" sont en contrat à durée déterminée (CDD) et 9% en contrats aidés contre 11% et 2% pour ceux qui ont "*choisi*". Cinq fois plus souvent aussi, elles ont connu le chômage l'année précédente.

Ces salariés occupent en outre davantage des emplois peu qualifiés: 63% sont employés (contre 52% de ceux qui ont "*choisi*" et 27% de ceux à temps complet) et 11,5% sont ouvriers non qualifiés (contre 5,1% et 6,7%).

Leur salaire mensuel net moyen est de 746 euros (pour 22 heures hebdomadaires en moyenne), contre 996 euros en général pour les salariés à temps partiel et une durée hebdomadaire moyenne de 23,9 heures.

Pour compléter leurs revenus, 21% des salariés à temps partiel subi avaient en 2011 plusieurs emplois (et plus généralement 16% des salariés à temps partiel, arrivant au total à 27 heures par semaine). AFP 23.01

2- Grande-Bretagne

La compagnie aérienne britannique Flybe a annoncé mercredi la suppression de quelque 300 emplois, soit 10% de ses effectifs au Royaume-Uni, afin de tenter de regagner du terrain dans un secteur plombé par la crise économique.

Flybe, première compagnie régionale en Europe, a précisé qu'elle ne fermerait aucune de ses 13 bases au Royaume-Uni mais mettrait en oeuvre des réductions de coûts en lien avec ses aéroports et prestataires de maintenance. Reuters 23.01

3- Allemagne

Commerzbank compte supprimer de 4.000 à 6.000 emplois au niveau du groupe jusqu'en 2016 dans le but de réduire ses coûts et de redresser son activité de banque de dépôt.

Le nombre exact des suppressions d'emplois sera négocié avec les syndicats lors de discussions qui débiteront en février, a précisé jeudi la deuxième banque allemande. Commerzbank emploie 56.000 personnes au niveau du groupe. lefigaro.fr 24.01

Ah ben si "*le nombre exact des suppressions d'emplois sera négocié avec les syndicats*" tout va bien se passer!

Apparemment c'est leur nouvelle mission en Allemagne comme en France ou ailleurs en Europe.

4- Etats-Unis

Trois cents magasins Blockbuster (7.300 personnes) vont fermer aux Etats-Unis dans les prochaines semaines, entraînant la perte de quelque 3.000 emplois, a annoncé mardi soir Dish Network, la maison mère du réseau de location de DVD.

Dish, confronté à la concurrence de distributeurs en ligne comme Amazon.com ou de sites de téléchargement tels qu'iTunes (groupe Apple), précise que seuls fermeront ses magasins non rentables. Reuters 23.01

ECONOMIE

1- Zone euro

La dette publique de la zone euro a atteint 90% du PIB au troisième trimestre contre 89,9% à la fin du deuxième trimestre, selon les données publiées mercredi par l'office européen des statistiques Eurostat. En valeur absolue, et non plus en pourcentage du PIB, la dette publique de la zone euro s'élève à 8.524.231 millions d'euros, selon Eurostat.

Par pays, les ratios de la dette publique par rapport au PIB les plus élevés ont été observés, sans surprise, en Grèce (152,6%), en Italie (127,3%), au Portugal (120,3%) et en Irlande (117%). A noter également, la Belgique affiche une dette publique représentant 101,6% du PIB.

C'est en Estonie (9,6%) et au Luxembourg (20,9%) que la dette publique est la plus faible en zone euro, au troisième trimestre. AFP 23.01

2- Informatique

Le groupe informatique Apple a dégagé un bénéfice net de 13,1 milliards de dollars au premier trimestre de son exercice 2012/13 entamé en octobre, stable sur un an et supérieur aux attentes, mais il a déçu le marché avec ses prévisions pour le trimestre en cours.

Apple a vendu un nombre record de 47,8 millions d'iPhone (contre 37 millions il y a un an) et 22,9 millions d'iPad (contre 15,4 millions il y a un an), pour un total de 75 millions d'appareils en un trimestre.

Encore 145 millions de tablettes informatiques devraient être vendues cette année dans le monde, grâce à l'arrivée sur le marché d'appareils plus variés et moins coûteux, a estimé mercredi le cabinet d'étude américain ABI Research.

Les ventes de l'année 2012 n'ont pas encore été totalement évaluées, mais les prévisions étaient d'environ 126 millions d'unités.
AFP 23.01

3- Thé

Les plus gros pays producteurs de thé au monde ont accepté de se regrouper au sein d'une même organisation pour faire monter les prix de gros, et par ricochet, les prix pour les consommateurs, a annoncé mercredi un ministre sri lankais. Après deux jours de discussions à Colombo entre le Sri Lanka, l'Inde, le Kenya, l'Indonésie, le Malawi et le Rwanda, qui représentent plus de 50% de la production mondiale, ces pays ont annoncé la création du Forum international des producteurs de thé.

Selon le ministre sri lankais chargé des Plantations, Mahinda Samarasinghe, les pays exportateurs tentaient de se regrouper depuis 80 ans. *"Dans ce contexte, ce que nous avons accompli est une étape historique dans l'industrie du thé"*, a-t-il jugé.

Les prix mondiaux du thé tournent autour de 2,5 dollars le kilo (1,8 euro), en baisse par rapport aux 2,84 dollars voici un an. La consommation mondiale devrait quant à elle légèrement croître de 1% cette année, selon des responsables sri lankais. Selon le chef de la Promotion du thé au Sri Lanka, Janaki Kuruppu, le prix du thé est infiniment moins élevé que celui d'autres boissons, laissant entrevoir la possibilité d'augmenter les prix pour le consommateur.

"Les gens peuvent payer un peu plus pour (boire) du thé. Au Sri Lanka, le thé est moins cher que de l'eau en bouteille", a-t-il souligné. La Chine et l'Iran, deux grands pays consommateurs, ont été invités au Forum en qualité d'observateurs. La Chine est par ailleurs le plus grand producteur au monde de thé vert. AFP 23.01

"le thé est moins cher que de l'eau en bouteille", le rapport en Inde doit être de 1 à 20, les Indiens ne boivent pas d'eau en bouteille à l'exception des nantis, trop chère, par contre ils boivent du thé 4 à 6 fois par jour. Bientôt ils en boiront moins!

4- France

De grands groupes français, dont EDF, GDF Suez, Thales et Veolia, recourent de plus en plus à des holdings financières installées aux Pays-Bas pour réduire leurs impôts, affirme mercredi le quotidien économique néerlandais Het Financieele Dagblad (FD), ce qu'ont contesté plusieurs d'entre eux.

"Ces dernières années, l'utilisation des holdings financières aux Pays-Bas par des sociétés françaises a beaucoup augmenté", écrit le journal, sur la base de sa propre enquête.

Evoquant les polémiques sur l'exil fiscal de riches Français comme la star de cinéma Gérard Depardieu ou l'homme d'affaires Bernard Arnault", le journal affirme que l'Etat français, actionnaire de plusieurs sociétés citées, *"profite lui aussi de régimes fiscaux plus favorables à l'étranger"*.

Selon FD, en plus d'EDF, GDF Suez, Thales et Veolia, une vingtaine d'autres entreprises françaises dont le chiffre d'affaires dépasse les 2 milliards d'euros annuels ont créé une ou plusieurs holdings de ce type pour bénéficier des accords fiscaux bilatéraux entre les Pays-Bas et d'autres pays, permettant notamment d'éviter une double imposition.

Parmi ces 20 sociétés figure France Télécom, selon le journal.

Selon Het Financieele Dagblad, EDF dispose lui de trois holdings financières aux Pays-Bas, dont deux ont été créées fin 2011, dans lesquelles a été intégrée la participation du groupe français dans deux centrales en Pologne.

Les bénéfices dégagés par ces participations seraient exemptés d'impôts aux Pays-Bas alors qu'ils seraient soumis à un impôt de 5% en France, assure le journal.

"C'est plus intéressant d'investir en Pologne via les Pays-Bas que directement depuis la France", note le quotidien économique, même s'il reconnaît qu'il *"n'est pas clair combien d'économies d'impôts ces constructions rapportent aux sociétés françaises"*.
AFP 23.01

Inutile de vous dire que toutes les entreprises citées dans cet article ont réfuté ou nié en bloc en fournissant diverses explications...

5- Italie

Le vaste scandale de produits dérivés qui frappe Banca Monte dei Paschi di Siena (BMPS) ébranle le monde de la finance italienne et jette une ombre sur l'opération de sauvetage du gouvernement de Mario Monti pour remettre à flot la plus vieille banque du

monde, née en 1472.

La nouvelle, révélée mardi par le journal *Il fatto Quotidiano*, est particulièrement mal tombée pour la banque toscane, qui s'apprête à recevoir sous forme d'obligations un prêt de 3,9 milliards d'euros de la part de l'Etat. AFP 23.01

6- Japon

Le Japon a enregistré un déficit commercial record en 2012, son premier solde négatif annuel vis-à-vis de l'Union Européenne et le pire jamais atteint avec la Chine, une situation grave qui conforte l'action du Premier ministre Shinzo Abe mais risque aussi de lui donner du fil à retordre.

A cause d'une piètre conjoncture économique internationale, d'un yen enflammé et de frictions diplomatiques avec l'Empire du Milieu, le Japon, habitué à afficher des excédents presque insolents, s'est enlisé pour la deuxième année de suite dans le rouge. Mais cette fois son déficit commercial a presque triplé à 6.927,3 milliards de yens (58 milliards d'euros) par rapport à celui, déjà exceptionnel, de la catastrophique année 2011, ruinée par le séisme, le tsunami et l'accident nucléaire du 11 mars.

Ce fait inédit est dû à la chute des exportations (malmenées par la crise d'endettement en Europe, la cherté de la monnaie japonaise et la décélération de l'activité mondiale), et à une facture énergétique gonflée par les importations de carburants pour centrales thermiques compensant l'arrêt quasi total des 50 réacteurs nucléaires de l'archipel. *lefigaro.fr* 24.01

[Haut de page ↗](#)

Le 25 janvier

CAUSERIE

J'ai mis en ligne dans la rubrique *social* le texte intégral (24 pages) de l'accord scélérat du 11 janvier dernier :

- [Accord Medef-CFDT-CFTC-CGC du 11 janvier 2013 \(25.01.13\)](#)

Parmi les quelques pages du n°235 d'*Informations ouvrières* que j'ai mises en ligne vous ne trouverez pas la page 7 intitulée *La préparation du "congrès ouvert" est lancée !*, ne soyez pas frustrés, on y parle de tout sauf de politique, c'est une feuille syndicale destinée à des syndicalistes.

Je n'ai pas le temps de lire tous les articles que je mets en ligne. Il se trouve qu'hier soir j'ai téléchargé un article paru sur le portail *Mondialisation.ca* que je n'aurais pas lu si le titre n'avait pas attiré mon attention : *A Bagdad, des dizaines de djihadistes maghrébins dans le couloir de la mort*.

L'auteur réclame la libération de centaines ou de milliers de djihadistes emprisonnés dans différents pays qui, certes ne valent guère mieux que cette racaille sanguinaire. De mon côté, j'ai pris la décision après lecture de cet article de ne pas le publier, je vais même faire plus, je vais envoyer un courriel de protestation aux responsables de ce portail pour lui dire ce que j'en pense, car en toute chose il y a des limites à ne pas franchir.

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sur l'article paru sur le portail du M'PEP et dont l'auteur doit faire partie ,qui soutient la guerre de l'impérialisme français contre le peuple malien. Ce sera pour demain.

Si vous vous en souvenez, j'avais refusé de condamner le bombardement de la Libye de Kadhafi sans le soutenir, puis j'ai fini par le condamner au regard de la tournure des événements et au fur et à mesure que j'avais pris connaissance de la situation exacte dans ce pays sur lequel j'ignorais presque tout.

Depuis lors de chaque guerre, j'ai pris position contre toute intervention militaire des puissances occidentales ou autres qui menacerait la souveraineté d'Etats indépendants et nous ramènerait en arrière, c'est-à-dire à l'époque de la colonisation. C'est valable pour la Syrie, le Liban, l'Iran et bien entendu le Mali ou tout autre pays placé dans une situation similaire. Je regrette de ne pas l'avoir fait plus tôt avec la Libye, quitte à passer pour un suppôt de Kadhafi.

A une autre époque, il aurait fallu qualifier de la même manière Marx et Engels qui avait soutenu le kaiser Bismarck, ce que 99,99% des militants doivent ignorer, ce qui n'est pas un crime, on ne peut pas tout savoir ou comprendre du premier coup, mais dès lors qu'on détient la bonne information, il est de notre devoir d'en tenir compte, sans se soucier de ce que pourront justement en penser les ignorants ou nos adversaires, sinon cela signifie qu'on est prêt à brader nos convictions et nos principes à la première occasion.

Persister dans l'erreur en ayant tous les éléments en main pour apprécier une situation, est une expérience épouvantable, détestables dont on se relève rarement indemne ou pas du tout.

Je n'ai pas corrigé les fautes de frappe ou d'inattention contenues dans cette causerie et les précédentes, ce sera pour demain, désolé, j'ai bossé jusqu'à 1h du matin, j'ai repris à 9h et il est 17h je dois arrêter. Je reprendrai le boulot vers 19h45.

Bon week-end à tous.

[A nouveau à propos de l'accord patronal du 11 janvier 2013](#)

Revenons encore une fois sur l'accord patronal du 11 janvier 2013, historique, n'en déplaise au POI et on verra plus loin pourquoi.

Je vous propose des extraits commentés d'un article du 14 janvier intitulé *Hollande, MEDEF, syndicats, "flexisécurité"... (I)* publié dans le portail : <http://science21.blogs.courrierinternational.com>

Le POI a tenté de minimiser l'importance et la portée de cette défaite historique de la classe ouvrière qui est aussi un terrible désaveu de la politique de ce parti et de ces dirigeants pendant de très longues décennies, dont feu P. Lambert, non pas l'héritier de Trotsky mais plutôt celui de Bernstein, de Dühring, de Blum.

Le 14 janvier 2013, sur BFMTV « *Patrick Bernasconi (Medef) : "le dernier accord d'une telle ampleur remonte à 1968"* ».

S'il le dit et s'en réjouit publiquement au nom du Medef, on comprend pourquoi en examinant le contenu de cet accord que j'ai mis en ligne aujourd'hui (24 pages), qui était conforme aux besoins exprimés par le patronat dans le document qu'il avait remis aux syndicats au début de ce cycle de pseudo négociations auquel ils ont tous accepté de se plier et le légitimant par avance qu'ils le signent ou non. Sur ce point précis, nous y reviendrons plus loin, car la même mascarade doit se répéter en juillet prochain sur les retraites et le financement des organismes sociaux, notez au passage que la méthode employée pour parvenir à cet accord sert également aujourd'hui de modèle à la direction de Renault.

Les auteurs de cet article reviennent en deux temps sur la situation qui est selon eux à l'origine ou qui a servi de toile de fond à cet accord, tout en dressant un constat entre les deux.

Sur le plan objectif.

Ils écrivent : *"Mais la casse actuelle du Code du Travail au bénéfice d'une « flexisécurité » beaucoup plus favorable au patronat, est-elle autre chose que la conséquence de trois décennies de mondialisation des capitaux et des marchés"*.

Certes, situation à laquelle les travailleurs n'ont pas du tout été préparés, puisqu'on leur a fait croire ou on les a encouragés à croire que leur situation ne continuerait de s'améliorer dans le futur comme ce fut le cas au cours des trois décennies précédentes, les fameuses Trente Glorieuses qui n'ont pas vraiment profité à l'ensemble de la classe ouvrière mais c'est une autre histoire qu'on laissera de côté ici.

A aucun moment le combat du mouvement ouvrier ne s'est placé dans la perspective du renversement du capitalisme ou n'a consisté à préparer les conditions qui permettraient aux travailleurs d'affronter l'époque de son effondrement dans les meilleures conditions pour envisager de le vaincre. Chacune de ses batailles au lieu d'être conçue comme une étape intermédiaire vers son émancipation du capital, fut conçue et vécue comme une fin en soi.

C'est ainsi que chaque bataille a été conçue comme une abstraction, détachée de toute perspective politique, dans le seul but d'améliorer le quotidien, de telle sorte que les travailleurs ont engrangé victoires ou défaites, profité d'une période particulièrement favorable à la lutte de classe pour améliorer leur sort, sans se douter un seul instant qu'un jour ou l'autre cette situation prendrait fin s'ils n'y prenaient pas garde et qu'un revirement se produirait, sans se douter que leurs acquis étaient fragiles et temporaires, qu'ils seraient remis en cause à la première occasion, baignant dans l'insouciance du lendemain ou en ignorant que le capitalisme mondial évoluait dans une direction qui leur serait défavorable dans l'avenir. Au lieu que leur lutte de classe serve à réhausser leur niveau de conscience politique pour la suite de leur combat, c'est exactement le contraire qui s'est produit.

Un constat que je partage. En effet, je ne cesse de répéter que cet accord signifie tout bonnement que le CDI a été vidée de sa substance et qu'il est pour ainsi dire mort ou condamné, constat que peu acceptent d'admettre, à croire qu'ils seraient plutôt mal à l'aise ou mal placés pour en convenir, parce qu'ils auraient quelque chose à se reprocher ou que leur responsabilité serait engagé dans ce qui vient de se produire.

- "Le 14 janvier également, avec le titre « *Marché du travail : "On se rapproche du contrat unique de Sarkozy" »* », *Le Point* diffuse des déclarations de l'économiste Arnaud Chéron, qui acte le rapprochement pratique opéré entre les notions de contrat à durée indéterminée (CDI) et de contrat à durée déterminée (CDD). Autant dire que les CDI cessent d'exister."

Sur le plan subjectif

- "Le laxisme récurrent des mouvements sociaux majoritaires devant la mondialisation du capitalisme et du marché du travail a de toute évidence été l'une des causes de cette débâcle sociale."

C'est ce que j'ai esquissé plus haut. Les travailleurs ont été maintenus dans une profonde ignorance du fonctionnement de la société et du capitalisme, des institutions ou de l'Etat. Sur ce plan-là les plus à plaindre sont encore les fonctionnaires qui n'ont absolument aucune idée sur leur employeur, l'Etat, sa nature, sa fonction, etc. S'ils sont le plus souvent à la pointe des mouvements sociaux, en réalité ce sont eux qui sont le plus solidement enchaînés au capitalisme pour être incapables de mettre un nom sur le visage de leur ennemi. Ce sont eux également qui constituent le gros des bataillons des syndicats, du coup tout s'explique très bien, ceci explique cela.

Les travailleurs des grandes entreprises qui pour la plupart bénéficiaient il y a peu encore d'un statut proche des fonctionnaires, d'un emploi à vie, ils sont tout aussi sûrement enchaînés au capitalisme, d'autant plus qu'ils se figuraient que la taille de ces entreprises et leur expansion sur le marché mondial les protègerait du chômage, dramatique erreur d'appréciation car c'est exactement l'inverse qui se produit, leur emploi est devenu encore plus vulnérable que ceux des entreprises qui s'en sortent sur le marché local ou national.

On s'aperçoit ici que les mouvements sociaux se sont déroulés sur un fond d'illusions mortelles, sans évidemment que leurs dirigeants n'y remédient puisqu'ils sont vendus au capital ou n'ont jamais appartenus réellement au mouvement ouvrier ou encore, s'en sont détachés très rapidement pour se mettre au service du régime en place qui les nourrit et les supporte, en réalité, ils se soutiennent mutuellement.

Les syndicats et les partis ouvriers ont abandonné depuis belle lurette l'objectif du combat du mouvement ouvrier tel qu'il avait été défini au cours de la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe, l'émancipation du capital, le socialisme, si on voulait dater précisément le moment ou la période au cours de laquelle cette désertion eut lieu, on pourrait la situer au milieu des années 20 quand le parti communiste (et l'Internationale Communiste) fut stalinisé, date qui coïncida avec la disparition de Lénine (1924), quant à son avant-garde, elle se disloca à partir du début de la Seconde Guerre mondiale qui coïncida avec l'assassinat de Trotsky (1940) par Staline, dislocation qui s'acheva au début des années 50, pour finalement ne jamais renouer vraiment avec le marxisme ou se remettre des coups portés par la social-démocratie et le stalinisme.

Social-démocratie dégénérée et passée dans le camp de l'ennemi dès 1914 pour finalement se transformer en social-libéralisme, et toujours aussi impérialiste qu'autrefois ce que Hollande vient de prouver si besoin était, stalinisme qui depuis le début des années 80-90 n'a eu aucun mal à lui emboîter le pas, et que les auteurs de cet article identifient à juste raison avec les responsables des "mouvements sociaux majoritaires" qui n'ont eu de cesse de les mener dans une impasse, de les trahir, conformément à leur nature ou fonction au service de l'ordre établi.

La "débâcle sociale" du mouvement ouvrier face au capitalisme est le produit de l'incapacité de la classe ouvrière à se doter d'une nouvelle direction, d'un nouveau parti socialiste ou communiste ou révolutionnaire, appelez-le comme vous voudrez au point où nous en sommes cela n'a plus vraiment d'importance.

[Que va-t-il se passer chez Renault ? Le même scénario que chez PSA Mulhouse ou comment les syndicats vont appliquer l'accord du 11 janvier 2013](#)

Hier j'avais écrit un article assez long sur la situation chez Renault, puis je fus pris d'un méchant doute, et effectivement je m'étais planté, en fait j'avais été induit en erreur en attachant trop d'importance à la manière dont différents éléments avaient été présentés, du coup j'ai dû tout reprendre depuis le début.

Je n'avais pas compris que, ce que la direction avait mis dans la balance en échange de concessions (inacceptables, on va y venir) de la part des syndicats n'était pas le maintien de 8 300 postes menacés de disparition comme annoncé sur la couverture du n° 235 d'*Informations ouvrières* s'ils refusaient de signer cet accord digne de celui du 11 janvier dernier, mais la fermeture de plusieurs usines avec autant de licenciements à la clé, ce que la direction a nié, mais qu'un document remis aux syndicats a confirmé apparemment (je préfère être prudent !), ce qui n'est pas du tout pareil, mais finalement revient au même quant à l'attitude à avoir face à ce chantage puisque en tout état de cause, qu'il y ait fermeture ou non d'usines, la suppression de ces emplois sera maintenu.

Dès lors la situation est parfaitement claire, aussi claire que le jour où le Medef a remis aux syndicats le document qui devait servir de base à l'accord du 11 janvier 2013. Les conditions posées par la direction de Renault sont totalement inacceptables et doivent être rejetées en bloc.

Ce qui signifie qu'aucune réunion ou négociation ne peut avoir lieu sur cette base. Les syndicats doivent impérativement rompre avec la direction et appeler à la grève illimitée avec occupation les travailleurs de tous les sites jusqu'au retrait définitif de son plan de suppressions d'emplois, ainsi que les mesures antisociales qui devaient les accompagner.

Maintenant la manière dont le POI aborde cette bataille pose problème. En fait, il emboîte le pas aux appareils de FO et de la CGT.

Que s'est-il passé pour en arriver à l'accord patronal du 11 janvier ?

Souvenez-vous, lorsque les syndicats ont eu entre les mains le document que leur a remis le Medef et qui allait s'avérer être le contenu de l'accord du 11 janvier, une simple lecture suffisait à comprendre immédiatement qu'il s'agissait de réduire en miettes le contrat de travail ou le CDI, notamment. Les dirigeants du POI et des autres partis ont disposé de ce document pratiquement simultanément, on est bien d'accord.

Dès lors les choses étaient parfaitement claires pour tout le monde.

Soit les dirigeants syndicaux acceptaient de s'asseoir à la table de "négociations" sur la base de ce document, et il était établi que l'accord qui viendrait conclure ces réunions reprendrait l'essentiel de son contenu donnant ainsi satisfaction au patronat, soit les principaux syndicats refusaient de retourner à la table de "négociations" sur la base de ce document et ces réunions s'arrêtaient nettes et aucun accord n'était possible.

Et qu'est-ce qui s'est passé ?

En parfaite connaissance de cause, tous les syndicats ont accepté de retourner à la table de "négociations" sur la base de ce document produit par le patronat pour le patronat rendant ainsi cet accord possible, tout en sachant que la CFDT, la CFTC et la CGC le signeraient avec le Medef.

Tous les syndicats ont capitulé ou trahi délibérément les travailleurs, voilà la stricte vérité. Et tous les partis ouvriers en ont été les complices.

Questions : A quel moment avez-vous vu un parti ouvrier mené la bataille au plan national en mobilisant la totalité de ses forces pour empêcher la CGT et FO de participer à cette terrible défaite annoncée ? Aucun.

A quel moment les dirigeants du POI, du NPA ou de LO se sont-ils adressés solennellement aux dirigeants de la CGT et de FO pour leur dire n'y allez pas, ne trahissez pas les travailleurs ? Aucun.

A quel moment les dirigeants du POI, du NPA ou de LO sont-ils adressés à l'ensemble des travailleurs et des militants pour leur expliquer la situation telle que je viens de le faire plus haut, pour leur dire la vérité ? Jamais.

A quel moment les dirigeants du POI, du NPA ou de LO ont-ils menacé de rompre avec les appareils de ces syndicats s'ils persistaient à participer à cette pseudo négociation ? Jamais.

Donc ils ont laissé faire, qu'ils l'admettent ou non n'y changeant rien, les faits sont les faits et il est trop tard pour revenir en arrière.

L'affaire est close contrairement à ce que l'illusionniste Mailly martèle, elle est terminée, pliée, foutue. C'était avant, dès le départ qu'il fallait réagir, manifester sa détermination, mobiliser dans l'unité la plus large associant syndicats et partis pour interdire tout accord avec le Medef sur les bases qu'il avait établi.

Et maintenant, la mi-janvier passée, voilà que les dirigeants du POI se réveillent (et d'autres peut-être, je n'ai pas eu le temps de le vérifier), entendent combattre pour exiger le retrait de cet accord qu'ils ont volontairement permis d'exister.

On retrouve là à un degré différent puisque les dirigeants de la CGT et de FO veulent l'amender, la même méthode employée par les appareils de ces syndicats : on permet à cet accord d'exister, normal puisque ce sont le patronat et le gouvernement qu'ils soutiennent qui l'ont réclamé, ensuite on en dénoncera certains aspects, pas trop quand même, surtout on ne mobilise pas sur ce thème, de son côté, les dirigeants du POI avec leurs quelque milliers de militants savent pertinemment qu'ils n'ont pas les moyens de s'y opposer, de mobiliser la classe, disons une fois que le mal est fait, répétons-le encore une fois, c'est avant qu'ils auraient pu intervenir efficacement auprès de ces syndicats en mettant tout leur poids dans la balance, mais ils ne l'ont pas fait, maintenant il est trop tard et ils le savent également.

Pourquoi ont-ils agi ainsi ? Vous le savez très bien, sinon je vous laisse le deviner.

En conclusion, les uns et les autres, les différents appareils qui se tiennent les coudes dénoncent le volet inacceptable contenu dans l'accord patronal du 11 janvier en passant à côté de l'essentiel : que sans la participation de la CGT et de FO cet accord n'aurait jamais vu le jour. Voilà ce que les militants doivent avoir en tête et retenir pour la suite.

Revenons à la situation chez Renault.

Ils vont remettre le couvert en mettant l'accent sur les suppressions d'emplois et les fermetures d'usines qui demeurent hypothétiques et qui seront provisoirement évitées, tandis qu'un "accord de compétitivité" sera conclu sur la base des exigences avancées par la direction, blocage des salaires en 2013, mutations autoritaires, augmentation du temps de travail, etc, le contenu de l'accord du 11 janvier, quoi.

Les uns soufflent le chaud et les autres le froid, histoire de préparer les esprits à se satisfaire du moindre mal, la mise en scène de cette tragédie est parfaitement réglée et la distribution est à la hauteur.

Premier acte. La direction qui est commande, elle ouvre le bal qui va permettre à chacun des acteurs de cette mauvaise comédie d'endosser le rôle qui lui a été dévolu. Très logiquement lui revient celui de dramaturge pour mobiliser l'attention des différents acteurs, la situation est mauvaise, se dégrade, le pire est à venir, il faut donc sauver les meubles... à n'importe quel prix il va s'en dire... pour les salariés.

Deuxième Acte. Elle fait monter la sauce en brandissant la menace de fermetures d'usines qui a de quoi angoisser les figurants (ouvriers) qui se demandent si c'est du lard ou du cochon.

Troisième acte. Les syndicats prennent le relais en dramatisant l'affaire et occultant au passage le second volet, antisocial, qui passera à la trappe. Le psychodrame est en marche, les figurants (les ouvriers) entrent en scène, ils vont être manipulés pour finalement retourner dans l'ombre des coulisses.

Quatrième acte. Le lendemain, rebondissement, le dramaturge ménage sa monture, il persiste tout en prétendant le contraire, comme chez ArcelorMittal, il sera jugé sur ses bonnes intentions, trompeuses évidemment, les sidérurgistes belges d'ArcelorMittal n'en reviennent pas encore.

Pour favoriser la réalisation d'un tel accord, Carlos Ghosn, invité jeudi matin sur France 2 a planté le décor :

- « *On n'est pas en train de dire aujourd'hui que nous voulons fermer des sites. On est en train de dire que nous voulons un accord compétitivité. Dans cette discussion, il y a des efforts à faire, il y a aussi des engagements de l'entreprise de l'autre côté. Or ces engagements de l'entreprise ne peuvent être tenus qu'à partir du moment où les efforts sont à faire. On ne peut pas dire qu'on est d'accord sur les engagements [sans également mettre dans la balance les efforts à faire.]* »

« *Mais non, ce n'est pas un chantage* ». C'est une accusation qui ressort à « *chaque que fois que vous présentez une demande ou vous présentez le handicap de ne pas avoir cette demande remplie. Il n'y a pas de négociation possible si cela n'est pas le cas. Il ne faut surtout pas dévier la discussion actuelle, ce n'est pas une discussion sur des fermetures de site, c'est une discussion sur les conditions d'augmenter la production en France, sur les conditions d'éviter un plan social en France.* » Lepoint.fr 24.01

On pourrait écrire l'acte suivant : Carlos Ghosn a dit que ce n'était pas "un chantage", le gouvernement a fait savoir qu'il s'opposerait à toute fermeture d'usine ou licenciements, fort de ces déclarations, prenons-les aux mots vont enchaîner les syndicalistes corrompus qui en sont leurs complices, l'essentiel c'est quand même de sauver les emplois vont-ils entonner.

Acte suivant. Ils vont laisser les ouvriers mariner tranquillement rongés par l'angoisse de se retrouver au chômage, peser le pour et le contre... Pour une fois à point, leur servir le dessert, forcément très amer.

Acte suivant. La direction va proposer de retourner à la table de "négociations", les syndicats, qui se seront chargés entre temps de rassurer les ouvriers sur leur avenir, vont accepter en chœur, la suite vous pouvez facilement la deviner.

Conclusion :

Que vaut l'intention manifestée de prétendre combattre l'application des conséquences désastreuses d'un tel accord ? Rien, elle est gratuite.

Que vaut l'engagement après coup d'une bataille que l'on sait perdu d'avance ? Absolument rien puisque l'on sait qu'elle demeurera sans effet. Cela sert juste à occuper les militants, à se donner bonne conscience et à camoufler son incurie politique ou pire encore.

Comme je l'ai précisé plus haut, si au moins elle était orientée dans une perspective politique correcte au moins pourrait-elle servir à construire le parti, sinon elle ne servira que les intérêts de l'appareil qui mènera cette bataille et ceux des syndicats qu'elle servira à couvrir, au-delà les intérêts corporatistes des militants organisés dans ces syndicats et ce parti, mais en aucune manière elle ne servira notre cause.

ACTUALITE EN TITRES

C'était juste du théâtre.

- Montebourg : "*Je parle avec passion donc forcément avec excès*" - Le Nouvel Observateur

- Après Florange, voilà le Montebourg nouveau plus calme et posé - AFP

Le ministre dit "*reconnaître*" un style qui peut être théâtral. AFP 24.01

Comme dirait un ouvrier : *il s'est bien foutu de notre gueule cette ordure.*

"*Dans cette équipe gouvernementale, nous travaillons ensemble et nous avons de la fraternité les uns avec les autres*", a-t-il commenté, confirmant le glissement depuis quelques jours du poste de franc-tireur à celui de joueur collectif.

Pour se marrer, vous pouvez traduire qu'il a glissé "*du poste de franc-tireur*" à celui de franc-maçon qui appartiennent à l'élite qui soutient le cartel des banquiers internationaux.

Même avec son collègue de l'Economie, Pierre Moscovici, avec qui il semble vouloir s'afficher bon camarade, comme lors de cette récente conférence de presse sur le "*made in France*", où les deux hommes se sont parlé à l'oreille et ont ri longuement devant les photographes.

"*J'ai beaucoup d'estime pour M. Varin (PSA -Ndlr), c'est un homme très droit, et d'ailleurs, c'est pas facile pour lui*" AFP 24.01

Ce sera plus facile pour les ouvriers quand ils seront au chômage...

Montebourg, Hamon, ajoutons Mélenchon, c'est la même boutique, le même camp, qui ne l'a pas encore compris ?

En famille. Haro sur les chômeurs !

- La Cour des comptes soulève la question de la dégressivité des indemnités chômage - LeMonde.fr

Les aristocrates du régime défendent leurs privilèges.

- Pour Rebsamen, le non-cumul des mandats est une mesure populiste - L'Express.fr

Tout et son contraire.

- Économie mondiale : l'optimisme revient à Davos - LePoint.fr

- Le FMI revoit la croissance mondiale à la baisse pour 2013 - Atlantico.fr

- L'année 2013 démarre très mal pour l'économie française - AFP

Leur optimisme doit provenir des défaites historiques que le prolétariat enchaîne dans toute l'Europe. Et quand ils disent le contraire, cela signifie que ce n'est pas assez encore et qu'il faut poursuivre l'offensive.

Comme personne ne l'explique dans ces termes aux travailleurs, ils ne peuvent pas le comprendre évidemment, ils constatent ce qui se passe sans plus.

Cynisme forcené.

- La France n'a pas à rougir de défendre ses intérêts au Mali - LeMonde.fr

- L'armée malienne interdit l'accès de Sévaré à la presse - Reuters

- A Sévaré, l'armée malienne 'zigouille' des suspects - LeMonde

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius en est directement responsable, ce sont des criminelles de guerre.

Parole de bilderbergien.

- Laurent Fabius : "Le Mexique montre, avec cette décision, que c'est une grande démocratie" - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Le musulman : le bouc émissaire ou comment détourner l'attention des masses des véritables fauteurs de guerre.

Qui a créé Al-Qaïda, qui finance, arme et entraîne le terrorisme international, qui a renversé des régimes laïcs pour leur substituer des régimes religieux souvent fanatiques ? Les masses l'ignorent.

L'administration américaine et son agence du crime d'Etat organisé la CIA et leurs alliés britannique et sioniste, les différents gouvernements occidentaux en Europe qui les soutiennent et participent à cette croisade des temps modernes, qui en réalité est tournée contre tous les peuples à l'époque où la décomposition du capitalisme a atteint le stade final de la putréfaction.

Ils l'ont conçu dans le prolongement du colonialisme pour garantir leur approvisionnement en matières premières, afin de conserver leur hégémonie à l'échelle mondiale contre leurs concurrents russe, chinois et indien, etc.

Qui a favorisé et entretenu l'amalgame entre les musulmans et les islamistes radicaux ? Les partis institutionnels, l'Etat, les médias. Qui est responsable de la précarité, du chômage et de la pauvreté qui frappent en priorité les travailleurs issus de l'immigration ou leurs enfants ? Les capitalistes à qui le chômage de masse et les salaires de misère profitent. Qui a supprimé les frontières pour permettre une immigration clandestine massive qui serait ensuite réduite à vivre dans des conditions épouvantables, pour ensuite la dénoncer et s'en servir pour justifier le quadrillage policier de certains quartiers ou de villes entières ? Les mêmes qui les exploitent en leur promettant de régulariser ensuite leur situation, promesse qui ne sera jamais tenue. Qui s'en sert pour les dresser contre les travailleurs ou les autres couches de la société pour les détourner des véritables responsables de leurs difficultés ? Les mêmes. On pourrait terminer en ajoutant ceux qui ont réalisé ce sondage, l'ont publié et ceux qui l'ont commandé.

- La France a peur. "Le Monde" publie ce jeudi 24 janvier une grande enquête Ipsos réalisée avec le Centre d'études politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean-Jaurès sur les nouvelles fractures de la société. Un sondage qui met en évidence "des crispations alarmantes".

Un Français sur deux considère ainsi que "le déclin" de la France est inéluctable. Ils sont trois sur cinq à voir dans la mondialisation "une menace pour la France" et à estimer que "la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui". Deux sur trois souhaitent "renforcer les pouvoirs de décision de notre pays, même si cela doit conduire à limiter ceux de l'Europe".

Quant à la défiance des Français envers la politique, elle atteint des sommets : 75% d'entre eux considèrent que "le système démocratique fonctionne plutôt mal en France".

Mais surtout, 70% des personnes interrogées (jusqu'à 83% chez les électeurs de l'UMP) sont d'accord pour dire qu'il y a "trop d'étrangers en France", 62% que l'on "ne se sent plus chez-soi comme avant"... Et 74% jugent que l'islam est une religion "intolérante", qui n'est pas compatible avec les valeurs républicaines. Plus radical encore, huit Français sur dix estiment que la religion musulmane cherche "à imposer son mode de fonctionnement aux autres". Plus de la moitié pensent que les "intégristes" représentent "la majorité" (10%) ou "une partie" (44%) des musulmans en France et non "une toute petite minorité" (45%).

Le rejet est profond. Certes, les réponses varient en fonction des affinités politiques et des catégories d'âge. 65% des gens de gauche et 68% des moins de 35 ans répondent ainsi que l'islam n'est pas une religion tolérante, tandis que 61% des premiers et 66% des seconds jugent que l'islam n'est pas une religion compatible avec les valeurs de la France.

Mais "ce n'est plus, majoritairement, le travailleur immigré, susceptible de 'prendre le travail des Français qui est pointé du doigt, mais le musulman, volontiers assimilé à 'l'intégrisme' et dont la religion est jugée (...) intolérante et incompatible avec la société française", analyse "Le Monde". Interrogé par le quotidien, l'historien Michel Winock va jusqu'à considérer que "c'est la résurgence des stéréotypes connus (...), la substitution de l'islamophobie à l'antisémitisme". nouvelobs.com 24.01

Normal puisque ce sont des sionistes qui sont au pouvoir, donc en réalité des antisémitiques qui prétendent le combattre, leurs ennemis jurés sont les sémites que sont en grande partie des Arabes, d'où l'islamophobie ambiante qui en est leur produit.

Sur la base de quelle analyse de la situation les dirigeants des partis ouvriers ont-ils défini leurs stratégies et leur conception de la lutte de classe ?

Un sondage Ipsos publié jeudi manifeste un repli sur soi de la société française.

51% des personnes interrogées jugent que "le déclin de la France est inéluctable", contre 49% qui pensent qu'il "n'est pas inéluctable", selon cette étude faite pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof (Sciences-Po). Plus encore, 90% trouvent que "la puissance économique française" a décliné, personne ne jugeant qu'elle a "beaucoup progressé".

La demande d'autorité est forte : 87% sont globalement d'accord avec l'idée qu'"on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre".

D'autre part, 78% des sondés partagent l'avis qu'"on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres", seuls 22% pensant qu'"on peut faire confiance à la plupart des gens".

82% approuvent l'affirmation selon laquelle les responsables politiques "agissent principalement pour leurs intérêts personnels", 72% allant jusqu'à dire que "le système démocratique fonctionne plutôt mal en France".

58% pensent que les médias "font mal leur travail", 42% étant d'avis contraire. Les chômeurs, ces tire-au-flanc

82% estiment que "l'argent a corrompu les valeurs traditionnelles de la société française".

Si 58% sont pour "prendre aux riches pour donner aux pauvres" dans un souci de justice sociale, ils sont presque aussi nombreux (56%) à penser que "les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment". lepoint.fr 24.01

Je souris, car ces données qui sont à prendre avec des réserves, confirment et confortent toutefois le constat et l'analyse que j'ai fournis de la société, disons à plus de 95%, et à partir desquelles j'ai proposé une stratégie politique et une conception de la lutte de classe différentes de celles des partis ouvriers, dont ils ne veulent pas entendre parler. Et l'ensemble de ces données confirment que ces partis ont été incapables de prévoir, de comprendre, de tenir compte des profondes transformations qu'a connues la société et le monde au cours des dernières décennies ou même du demi-siècle qui vient de s'écouler.

Ce sondage montre notamment que les masses demeurent en grande partie manipulables et sous l'emprise de la propagande du régime, enchaînées solidement au capitalisme, témoignant qu'elles sont toujours aussi ignorantes du monde dans lequel elles vivent.

87% disent avoir besoin d'un "vrai chef", confirmant à sa manière que le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde ont besoin d'un (ou plusieurs) dirigeant de la trempe de Lénine au charisme et aux qualités exceptionnelles. Ne venez pas dire que ce serait contraire au marxisme comme me l'avait écrit un jour un militant, les masses et les militants fonctionnent ainsi, dès lors : soit vous en tenez compte et nous irons de l'avant, soit nous ne cesserons de régresser.

Il y en a qui voulaient dissoudre le peuple, peut-être auriez-vous la même prétention ? Dans ce cas-là, ce serait les gens comme vous qui seraient terriblement dangereux, des despotes en devenir, finalement adeptes du culte de la personnalité. Depuis la mort de Trotsky, aucun dirigeant n'a présenté ces qualités et ceux qu'on nous a présentés comme ses héritiers étaient en réalité des imposteurs, des renégats, des incapables, des traîtres.

82% estiment que les responsables politiques sont corrompus et dans la même proportion que le fric a pourri la société, pour finalement 72% en arrivent au constat qu'elle n'est pas démocratique.

Ces trois facteurs allant de paire, démontrent que tout rapport avec les institutions et ses partis dont le PS et ses satellites, avec les capitalistes ou plutôt leurs représentants dont font partie les appareils des syndicats serait assimilable à une collusion, relèverait de la compromission et était totalement inacceptable, s'opposait au niveau de conscience atteint par les masses, et que ne pas en tenir compte revenait à tenter de leur démontrer le contraire, à rabaisser ou faire refluer leur niveau de conscience pour le compte du régime en place

Au lieu d'aller dans le sens de ce constat, tous les partis ont fait exactement l'inverse pour qu'elles se convainquent du contraire ; extraordinaire, nos révolutionnaires étaient-ils donc en réalité des contre-révolutionnaires, consciemment pour les uns, les dirigeants, inconsciemment le plus souvent du côté des militants ? Il est permis de se poser sérieusement la question.

Que seulement 58% estiment qu'il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres signifie qu'il y a 42% de nantis dans ce pays (voire la causerie d'hier où j'ai abordé cette question), et dans la même proportion que les médias sont aux ordres, en réalité ils doivent être davantage mais rien n'est moins sûr tellement les masses sont ignorantes et manipulables, on vient encore d'en avoir un exemple avec leur soutien massif à l'entreprise impérialiste ou coloniale du gouvernement au Mali, ceci confirmant cela.

Je n'ai plus le temps de m'attarder sur ce sujet, ce qui ressort de ce sondage, c'est que les travailleurs savent plus ou moins confusément ce qu'ils ne veulent plus, mais à travers les contradictions qu'ils manifestent, ils prouvent une nouvelle fois qu'ils ne savent pas ce qu'ils veulent. Surtout ne les aidons pas à le savoir en conservant soigneusement rangées au fond d'un tiroir les idées du socialisme...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

C'est une lettre de quelques lignes, tapée à la machine. Signée par Augustin Bizimana, le ministre de la Défense rwandais, elle est adressée « au Capitaine Paul Barril ». « Monsieur, ... la situation dans mon pays devient de plus en plus critique... Vu l'évolution actuelle du conflit, je vous confirme mon accord pour recruter, pour le gouvernement rwandais, 1000 hommes devant combattre aux côtés des Forces Armées Rwandaises.

Des documents saisis chez le capitaine Paul Barril apportent de nouvelles preuves sur le rôle de la France dans le génocide tutsi, en 1994, au Rwanda.

C'est une lettre de quelques lignes, tapée à la machine. Signée par Augustin Bizimana, le ministre de la Défense rwandais, elle est adressée « au Capitaine Paul Barril ». « Monsieur, ... la situation dans mon pays devient de plus en plus critique... Vu l'évolution actuelle du conflit, je vous confirme mon accord pour recruter, pour le gouvernement rwandais, 1000 hommes devant combattre aux côtés des Forces Armées Rwandaises. » La missive insiste sur « l'urgence » de la requête. Elle est datée du 27 avril 1994.

A cette date, le génocide rwandais a commencé depuis trois semaines. Depuis que, le 6 avril, l'avion du président Juvénal Habyarimana a été abattu. Les Hutus, accusant les Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) d'avoir commis l'attentat, lancent un effroyable génocide. Hommes, femmes, vieillards, enfants : en quatre mois, essentiellement à coups de machette, ils massacrent 800000 Tutsis (évaluation de l'ONU).

Quatre ans après l'attentat contre le président rwandais, une enquête est ouverte en France pour déterminer qui a abattu l'aéronef. Très rapidement, en dépit des très nombreuses contradictions et insuffisances de ses investigations, le juge Bruguière accuse le FPR.

Mais, depuis que son successeur Marc Trévidic a repris le dossier, les cartes ont été entièrement rebattues. Le rôle des autorités françaises dans le génocide apparaît particulièrement ambigu. A ce titre, la lettre au capitaine Barril, récemment versée au dossier et dont nous nous sommes procuré la copie, est saisissante. Mais, depuis que son successeur Marc Trévidic a repris le dossier, les cartes ont été entièrement rebattues. Le rôle des autorités françaises dans le génocide apparaît particulièrement ambigu. A ce titre, la lettre au capitaine Barril, récemment versée au dossier et dont nous nous sommes procuré la copie, est saisissante.

Lorsqu'il est sollicité par le ministre de la Défense rwandais, le capitaine Barril n'est pas n'importe qui. « *Paul Barril, à cette époque, c'est la France, résume une source judiciaire. Faire appel à lui, c'est faire appel à la France.* » Ancien patron du GIGN, cela fait déjà plusieurs années que, avec sa société Secrets, Barril travaille dans l'ombre, à la demande de François de Grossouvre (un conseiller de Mitterrand), pour le gouvernement rwandais. Officiellement, Barril est d'abord chargé d'« une mission d'infiltration » au service du gouvernement rwandais, avant d'être sollicité par la veuve Habyarimana pour enquêter sur les auteurs de l'attentat. Officieusement, son rôle est nettement plus discutable.

L'été dernier, à la demande du juge Trévidic, une série de perquisitions menées chez Barril et auprès de son entourage ont permis de mettre la main sur des documents accablants. Outre la demande de 1000 mercenaires, les enquêteurs ont récupéré des

factures d'armes, de munitions et d'hommes, liées à « un contrat d'assistance » passé entre Barril et le gouvernement rwandais et daté du 28 mai 1994. Cartouches, obus, mortiers, grenades... le montant global dépasse les 3 M\$. Le 20 décembre dernier, le juge Trévidic interroge le capitaine Barril sur ces documents. Le contrat d'assistance? « *Cela n'a jamais existé* », prétend l'intéressé. Les factures? « *Cela ne s'est jamais fait*. » Paul Barril, qui se présente désormais comme conseiller auprès des autorités qatariennes, a une expression pour résumer tout cela : « *C'est de la mayonnaise africaine*. » Une mayonnaise de près d'un million de morts. Leparsien.fr 24.01

SOCIAL

1- France

Des salariés de SFR ont participé jeudi à des rassemblements ponctuels à Paris, Lyon, Nantes, ou encore Toulouse pour protester contre la suppression de 856 postes nets prévue au sein du groupe via des "*départs volontaires*", a-t-on appris de sources syndicales. "*Il y a des rassemblements un petit peu partout*", a indiqué à l'AFP Vanessa Jereb, responsable de l'Unsa, premier syndicat de l'opérateur télécom, précisant qu'"*un peu moins de 500 salariés*" s'étaient réunis à la mi-journée à proximité du siège à La Défense.

Selon Damien Bornerand (CGT), la mobilisation à l'appel d'une intersyndicale (CFDT, CFE/CGC, CGT, Unsa) a concerné l'ensemble des sites du groupe, et s'est traduite par des débrayages, des rassemblements ou encore des manifestations. l'express.fr 24.01

2- Belgique

Le sidérurgiste ArcelorMittal a provoqué un séisme en Belgique en annonçant jeudi la fermeture définitive de six installations de transformation et finition de l'acier ("phase à froid") dans la région de Liège (est), qui affecteront 1.300 personnes.

"*Je crois qu'on est mort*"; "*C'est foutu*"; "*J'ai envie de mettre des gifles mais je me retiens*" : à la sortie d'un comité d'entreprise extraordinaire convoqué dans la matinée par la direction, les "*métallos*" liégeois ne cachaient pas leur colère. Mais ils semblaient surtout sous le choc de l'annonce, qui concerne les 2/3 des 2.200 salariés de la phase à froid liégeoise, sans compter des milliers d'emplois indirects dans la région.

Les syndicats ont immédiatement appelé à une grève générale sur les derniers sites encore ouverts du numéro un mondial de l'acier à Liège. Une assemblée générale du personnel est prévue lundi.

Ils craignent à présent la disparition totale, "*comme pour les charbonnages*", de la sidérurgie dans le bassin liégeois, où les premiers hauts-fourneaux ont vu le jour au XVIIIe siècle, a expliqué un responsable syndical, Daniel Camerini.

Après cette restructuration, il ne devrait rester que quelque 800 "*métallos*" dans la région, alors qu'à son époque dorée d'avant le choc pétrolier des années 1970, la sidérurgie liégeoise employait plus de 40.000 personnes et qu'elle comptait encore 5.000 salariés en 2005.

Face à cette crise, nouveau coup dur pour l'économie belge après l'annonce il y a quelques mois de la fermeture en 2014 de l'usine Ford de Genk, en Flandre, où 10.000 emplois directs et indirects vont être supprimés, M. Di Rupo a annulé un déplacement au Chili pour rentrer en Belgique jeudi soir.

Alors que les syndicats réclament une "*nationalisation*" ou un "*portage*" des usines liégeoises par les autorités publiques, afin de relancer un outil "*intégré*" comprenant la phase à chaud déjà à l'arrêt depuis 2011 et la phase à froid, le chef du gouvernement régional wallon, Rudy Demotte, s'est montré prudent.

"*Nous allons regarder tout ce qui est possible légalement*", a laconiquement déclaré M. Demotte, qui doit rencontrer Elio Di Rupo vendredi en fin de matinée à Bruxelles.

La stupeur est d'autant plus grande en Belgique que le géant de l'acier, qui avait déjà annoncé en octobre 2011 la fermeture de sa "*phase à chaud*" liégeoise, avec à la clef la perte de près de 800 emplois directs, s'était engagé en novembre à investir 138 millions d'euros dans la phase à froid, qu'elle qualifiait à l'époque de "*stratégique*".

"*Malheureusement, les perspectives économiques se sont détériorées davantage*", affirme-t-il à présent, en pointant notamment les restructurations de ses clients du secteur automobile, parmi lesquels figure justement Ford Genk. AFP 24.01

Comme diraient Hollande et Ayrault, nous faisons pleinement "*confiance*" à monsieur Lakshmi Mittal qui se fera un honneur de tenir ses engagements... de fermer Florange après avoir liquidé Gandrange ! Avec la bénédiction des syndicats s'entend.

Lisez ou relisez mes anciennes causeries depuis août 2008, tout y est, tout ce qui est en train de se produire est expliqué en détails : tenants et aboutissants, méthodes, mécanismes, processus, sur le plan national et international, les institutions, les partis, les syndicats, le capitalisme et son évolution, tous les facteurs qui entrent en jeu, leurs rapports, leur évolution, la transformation de la société, les médias, l'évolution de la démographie mondiale, la division internationale du travail, la guerre économique, les différents régimes, etc... Il y a certes du déchet, mais plus des trois quarts est valable.

3- Grèce

Le gouvernement grec a réquisitionné jeudi le métro d'Athènes pour mettre fin à une grève de huit jours contre des coupes salariales, provoquant un tollé syndical et politique et un blocage des transports en commun dans la capitale grecque.

Bravant, avec le soutien de la centrale syndicale nationale GSEE, la réquisition, qui ouvre la voie au licenciement des grévistes réfractaires, le principal syndicat d'employés du métro, Selma, a annoncé la poursuite de l'arrêt de travail vendredi, pour la neuvième journée consécutive.

La centrale ouvrière d'Athènes a enchaîné en appelant à une grève de 24 heures vendredi dans tous les transports en commun, bus, trolleys, tramways, et trains de banlieue.

Dans les bus, la grève doit se poursuivre jusqu'à mardi, tandis que les syndicats des chemins de fer et du train de banlieue desservant l'aéroport ont lancé un ordre d'arrêt du travail jusqu'à lundi.

L'ordre de réquisition a été annoncé à la mi-journée par le ministre du Développement, Costis Kadjidakis, à l'issue d'une réunion avec le Premier ministre conservateur, Antonis Samaras.

"Le peuple grec a fait d'énormes sacrifices, je ne peux pas autoriser d'exceptions", a expliqué dans la soirée M. Samaras.

L'épreuve de force était perceptible autour du principal dépôt du métro, dans la banlieue populaire de Sépolia, où se sont retranchés des dizaines de syndicalistes, surveillés de loin par des unités antiémeutes.

"La réquisition, c'est la junte", a réagi le leader du Selma, Antonis Stamatopoulos, barricadé dans ce dépôt .

M. Samaras a reçu le soutien de son allié socialiste, Evángelos Vénizélos, mais son troisième partenaire gouvernemental, le petit parti de gauche modérée Dimar, a exprimé son *"désaccord"*, à l'instar de l'opposition de gauche comme de droite.

La GSEE, qui revendique un million d'adhérents, a dénoncé un *"dérapage antidémocratique"*, et menacé d'une prochaine grève générale.

Son chef Iannis Panagopoulos, a accusé le gouvernement de brader droits et acquis sociaux sous la pression des bailleurs de fonds de ce pays surendetté, l'UE et le FMI.

Bénéficiant jusque-là d'avantages salariaux, le personnel du métro conteste son alignement prévu sur la grille générale des salaires, imposée dans le secteur public, avec une révision générale à la baisse, par les plans de rigueur.

Le gouvernement affirme, quant à lui, n'avoir aucune marge de manoeuvre, face aux créanciers de la Grèce, qui exigent une application à la lettre des recettes de rigueur qu'ils ont dictées en échange de leur soutien financier. AFP 24.01

Samaras a reçu le soutien de son allié du Pasok, Evángelos Vénizélos, normal. C'est dans la nature de l'Internationale social-libéral-impérialiste à laquelle appartient également le PS. Dimar s'est désisté, normal, ils se partagent les rôles. Le bon, la brute et le truand...

4- Espagne

L'année 2012 s'est achevée sur un nouveau record historique du chômage en Espagne, à plus de 26% et 55% chez les jeunes, au moment où la récession s'aggrave dans le pays, soumis à une rigueur draconienne qui éloigne la reprise.

A la fin décembre, l'Espagne comptait presque six millions de chômeurs (5.965.400), soit 26,02% des actifs, a annoncé jeudi l'Institut national de la statistique.

Parmi les mauvaises nouvelles, le nombre de foyers dont tous les membres actifs sont au chômage atteint 1.833.700, soit 95.800 foyers de plus qu'à la fin septembre et plus d'un foyer espagnol sur dix.

Cette nouvelle poussée du chômage s'ajoute à l'aggravation probable de la récession dans laquelle est plongée la quatrième économie de la zone euro depuis la fin 2011.

Selon la Banque d'Espagne, le produit intérieur brut (PIB) du pays pourrait se replier de 0,6% entre octobre et décembre, soit le recul le plus marqué sur un trimestre depuis plus de trois ans.

Le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy a dû admettre que le pays resterait en récession en 2013, prévoyant un recul de 0,5% du PIB. Mais ce chiffre reste optimiste par rapport aux attentes des analystes et des organismes internationaux: le Fonds monétaire international (FMI) prévoit ainsi un recul de 1,5% cette année.

"Nous savons que si l'économie décroît, le chômage ne peut pas diminuer. Il n'y a pas de création nette d'emplois. Mais j'ai l'espoir que la croissance revienne l'année prochaine", analyse Gayle Allard, professeur à l'IE Business School de Madrid.

Dans ce contexte, toutes les organisations humanitaires s'alarment d'une pauvreté galopante: près de 12,7 millions de personnes, dans ce pays de 47 millions d'habitants, étaient en 2011 en danger de pauvreté ou d'exclusion, selon une étude européenne.

"La pauvreté augmente, la faim augmente déjà. Les soupes populaires débordent de monde, tout empire. Mais j'espère que ce chiffre sera le pire", poursuit Gayle Allard. AFP 24.01

5- Allemagne

Allianz a annoncé jeudi la fermeture de sa filiale Allianz Bank à la fin du mois de juin, supprimant ainsi 450 postes. Reuters 24.01

ECONOMIE

1- France

Le montant des crédits immobiliers accordés en 2012 en France a chuté de 26,4% par rapport à l'année précédente, qui avait déjà affiché une baisse de 4,2%, un repli continu que n'a pas endigué la baisse des taux d'intérêt, désormais à des niveaux jamais vus.

Par rapport à 2011, plus de 40 milliards d'euros de crédit manquent à l'appel.

En 2012, le total des prêts à l'habitat accordés se situe entre 117,5 et 120,5 milliards d'euros, a indiqué à l'AFP Michel Mouillart, professeur d'économie à l'Université Paris-Ouest et auteur de l'étude de l'Observatoire Crédit Logement/CSA, publiée jeudi.

Le montant exact n'est pas encore arrêté, certaines opérations pouvant être considérées comme finalisées en 2013 et non en 2012, a-t-il expliqué.

En cause, la fin du PTZ+ (prêt à taux zéro) dans l'ancien, un format moins favorable du dispositif Scellier pour l'investissement locatif, la hausse des prix mais surtout un fort attentisme, lié à la dégradation de la conjoncture économique.

Après un premier semestre calamiteux (-33,1%), la production (de crédits immobiliers) ne s'est pas ressaisie, mis à part en octobre et novembre, relève l'étude, malgré la baisse continue du niveau des taux d'intérêt.

Le taux moyen a ainsi atteint le plus bas niveau de l'histoire en décembre, à 3,22%. Selon les données publiés par l'Observatoire, il aurait même continué à baisser durant les premières semaines de 2013, pour s'afficher à 3,19%.

Sur l'ensemble de 2012, 79,2% des prêts ont été accordés à un taux inférieur ou égal à 4%, contre seulement 60,7% en 2011.

Pour 2013, le montant des crédits accordés "va descendre encore un peu", prévient M. Mouillart, pour se porter autour de 110 milliards d'euros. AFP 24.01

2- Ukraine

L'Ukraine et le groupe anglo-néerlandais Shell ont signé jeudi à Davos un important contrat de production de gaz de schiste qui devrait déboucher sur un investissement de plus de 10 milliards de dollars.

Le ministre ukrainien de l'Energie, Edouard Stavitsky a estimé la valeur de ce contrat à quelques dix milliards de dollars, soit un investissement sans précédent en Europe pour cette source d'énergie controversée.

L'Ukraine, qui aspire à réduire sa dépendance énergétique de Moscou, détient selon les estimations du gouvernement américain les quatrièmes réserves de gaz de schiste en Europe, après la Pologne, la France et la Norvège.

En 2012, un autre géant américain, Chevron a remporté un appel d'offres pour l'exploration du gisement de gaz de schiste d'Olesske, dans l'ouest de l'Ukraine.

En août dernier, un consortium mené par Shell et le géants pétroliers américain ExxonMobil a par ailleurs remporté un appel d'offres portant sur la production d'hydrocarbures sur le plateau continental de la mer Noire en Ukraine.

Le consortium qui comprend également le groupe roumain Petrom, qui appartient à l'autrichien OMV, et l'entreprise publique ukrainienne Nadra Ukraïny, s'occupera de l'exploration du secteur Skifski du plateau située dans la partie nord-ouest de la mer Noire, à proximité de la Roumanie.

Ce secteur devrait permettre de produire de 3 milliards à 4 milliards de mètres cubes de gaz par an, selon des estimations.

Un parti d'opposition nationaliste, Svoboda, entré pour la première fois au Parlement en 2012, s'est dores et déjà opposé à la production du gaz de schiste en Ukraine, s'inquiétant des risques environnementaux qu'entraînerait selon elle la méthode de la fracturation hydraulique utilisée. AFP 24.01

Peu importe, ils pourrissent littéralement la planète, ils vont faire en sorte qu'elle devienne invivable pour une partie croissante de la population, tandis qu'ils s'enrichissent et continuent d'étendre leur pouvoir sur la population, ensuite une fois qu'ils auront créé des conditions de vie insupportables propres à attiser la haine aveugle de masses toujours aussi ignorante et manipulable, il ne leur restera plus qu'à faire en sorte qu'elles s'entretient histoire de s'en débarrasser une fois pour toute.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 janvier

CAUSERIE

Rectificatif.

Avant-hier soir très tard, lors d'une lecture un peu trop rapide d'un article publié par Mondialisation.ca, j'avais retenu que les djihadistes dont l'auteur demandait la libération avaient combattu dans différents pays alors qu'il avait écrit qu'ils étaient originaires de différents pays et qu'ils n'avaient combattu qu'en Irak, ce qui n'était pas du tout la même chose, autant pour moi. Du coup, je ne les ai pas contactés. Il n'en demeure pas moins que je ne m'associerai pas à cette initiative et que je ne publierai pas cet article dans le site.

Très bref et sans commentaire, pas le temps.

Carnets de Syrie (documentaire russe vostfr sur la guerre civile en Syrie)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=BYBFI_I31IQ

Hypocrisie générale

- "*L'armée doit être irréprochable et il ne saurait être question pour nous de cautionner des actes que nous reprochons aux terroristes*", a déclaré le gouvernement malien dans un communiqué mercredi soir.

- Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a appelé mercredi l'encadrement de l'armée malienne à être "*extrêmement vigilant*" envers les risques d'exactions.

- Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui avait salué l'intervention "*courageuse*" de la France au Mali, avait fait part mardi de ses craintes concernant l'impact de l'opération sur les civils et les droits de l'homme.

- L'Union européenne s'est également déclarée mercredi "*très préoccupée*" par de possibles exactions au Mali. "*Nous sommes très préoccupés par des rapports qui évoquent la possibilité de luttes et de combats ethniques, d'exactions commises à titre de revanche*", a indiqué à Ouagadougou la commissaire européenne à l'aide humanitaire, Kristalina Georgieva. AFP 24.01

Les origines d'Al-Qaïda au Maghreb islamique: Qui est derrière les terroristes?

Extraits. Article publié le 24 janvier 2013 (<http://www.mondialisation.ca>)

Mokhtar Belmokhtar, le cerveau des attaques terroristes perpétrées par la brigade islamiste des Moulathamine (masquée) au complexe gazier d'In Amenas est l'un des membres fondateurs d'AQMI.

Il a été formé et recruté par la CIA en Afghanistan. Belmokhtar était un volontaire nord-africain, un « *Arabe afghan* » enrôlé à 19 ans comme moudjahidine pour se battre dans les rangs d'Al-Qaïda en Afghanistan à une époque où la CIA et sa filiale pakistanaise, l'ISI, appuyaient activement le recrutement et la formation des djihadistes. Mokhtar Belmokhtar a fait la « *guerre civile* » en Afghanistan.

Il est retourné en Algérie en 1993 et s'est joint au GSPC. Le passé et l'implication de Belmokhtar en Afghanistan suggèrent qu'il était un « *agent de renseignement* » appuyé par les États-Unis.

Le rôle des alliés des États-Unis, l'Arabie Saoudite et le Qatar Dès le début en 2007, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a établi des liens étroits avec le Groupe islamique combattant en Libye (GICL), dont les dirigeants avaient également été formés et recrutés en Afghanistan par la CIA. La CIA et le MI6 britannique appuient clandestinement le GICL.

Le GICL a été directement appuyé par l'OTAN durant la guerre de 2011 contre la Libye « *fournissant des armes, de la formation des forces spéciales et même des avions pour appuyer le renversement du gouvernement libyen* ». (Tony Cartalucci, *The Geopolitical Reordering of Africa: US Covert Support to Al Qaeda in Northern Mali, France "Comes to the Rescue"*, Global Research, janvier 2013.)

Les Forces spéciales britanniques SAS avaient été envoyées en Libye avant l'insurrection, agissant à titre de conseillers militaires du GICL.

Plus récemment, des reportages ont confirmé qu'AQMI a reçu des armes du GICL, dont les mercenaires ont intégré les rangs des brigades d'AQMI. Le commandant Mokhtar Belmokhtar, qui a coordonné l'opération d'enlèvement d'In Amenas, a déclaré :

« *Nous avons été l'un des principaux bénéficiaires des révolutions dans le monde arabe. En ce qui concerne le fait que nous bénéficions des armes [libyennes], cela est normal dans ce genre de circonstances.* » http://www.hanford.gov/c.cfm/oci/ci_terrorist.cfm?dossier=174 La raffinerie de BP à In Amenas est située en plein sur la frontière libyenne. On peut soupçonner l'implication d'un contingent de combattants du GICL dans l'opération.

AQMI a également des liens avec le Front Al-Nosra en Syrie, appuyé clandestinement par l'Arabie Saoudite et le Qatar.

AQMI est lié de manière indélébile à un programme de renseignement occidental. On le décrit comme « *l'un des groupes militants les plus riches et mieux armés de la région* », financé secrètement par l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Le journal français *Le Canard enchaîné* a révélé (juin 2012) que le Qatar (un fidèle allié des États-Unis) finance diverses entités terroristes au Mali, incluant le groupe salafiste Ansar Dine : Et les rebelles touareg du MNL (indépendance et laïcité), d'Ansar Dine, d'AQMI et de Mujao (djihad en Afrique de l'Ouest) ont reçu de l'argent du Qatar selon un reportage (The Examiner).

L'information du journal satirique *Canard enchaîné*, qui rapportait (juin 2012) que le Qatar financerait des groupes armés au Nord-Mali, a été relayée par les médias d'Algérie et d'Afrique de l'Ouest. Depuis plusieurs mois au Mali on soupçonne Ansar Dine, le principal groupe armé pro-charia de la région, de recevoir du financement du Qatar.

Au début du conflit par exemple, des reportages (non confirmés) indiquaient qu'un avion qatari rempli d'armes, d'argent et de drogue était atterri à Gao. Le reportage original cite un rapport du renseignement français indiquant que le Qatar a fourni de l'aide financière à trois des principaux groupes armés du Nord-Mali : Ansar Dine, dirigé par Iyad Ag Ghali, AQMI et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

Le montant du financement donné à chaque groupe n'est pas révélé mais on signale que de nombreux rapports de la DGSE française remis au ministère de la Défense ont mentionné l'appui du Qatar au terrorisme au Nord-Mali. (C'est l'auteur qui souligne)

Il faut évaluer attentivement le rôle d'AQMI comme atout du renseignement. L'insurrection islamiste crée des conditions favorisant la déstabilisation politique du Mali en tant qu'État-nation.

Pour lire le début et la suite de cet article (7 pages), vous le trouverez en ligne dans la rubrique *Mali*.

[Que se passe-t-il vraiment chez Renault ? L'enjeu.](#)

Les méthodes de Renault dans les discussions avec les syndicats sur un accord de compétitivité s'apparentent à du "*chantage patronal*", a estimé vendredi le numéro un de la CGT Bernard Thibault qui a critiqué "*l'attitude assez passive du gouvernement*", actionnaire du constructeur automobile.

Thibault aurait-il décidé de me contredire (voire ma causerie d'hier) ou quelque chose m'aurait-il échappé ?

En fait, j'ai dû sauter un acte dans la comédie qu'ils nous servent, qui consiste à abandonner provisoirement les suppressions de postes pour mettre l'accent sur le volet antisocial, sans doute parce les ouvriers sont plus aptes à ce mobiliser sur cette question parce qu'ils ne se sentent pas concernés par ces suppressions d'emplois dès lors qu'elles ne s'accompagneraient pas de licenciements, pour remettre plus tard en avant ces suppressions d'emplois qu'ils ont tout intérêt à présenter comme une menace de milliers de licenciements même si c'était totalement faux, vous suivez, ce qui servira de monnaie d'échange avec la direction pour parvenir à un accord qui inclura en totalité ou en partie ce volet antisocial)

"*Les discussions, discussions entre guillemets, portent sur ce terrain de chantage: gel des revenus, accroissement des heures de travail, une plus grande flexibilité (...) On est dans le chantage patronal, on est sur un +moins disant social+*", "*une forme de dumping social*", a déclaré Bernard Thibault sur LCI.

"*Renault a le même type de comportement dans tous les pays européens*", a poursuivi le dirigeant syndical, selon qui le deuxième constructeur français met en concurrence ses salariés européens en les comparant entre eux pour faire pression. AFP 25.01

Thibault aurait-il décidé de me contredire (voire ma causerie d'her) ou quelque chose m'aurait-il échappé ?

En fait, j'ai dû sauter un acte dans la comédie qu'ils nous servent, qui consiste à abandonner provisoirement les suppressions de postes pour mettre l'accent sur le volet antisocial, sans doute parce les ouvriers sont plus aptes à ce mobiliser sur cette question, parce qu'ils ne se sentent pas concernés par ces suppressions d'emplois dès lors qu'elles ne s'accompagneraient pas de licenciements, ils n'y croient pas, pour remettre plus tard en avant ces suppressions d'emplois qu'ils ont tout intérêt à présenter comme une menace de milliers de licenciements, même si la direction de Renault n'en a jamais eu vraiment l'intention ou plutôt sachant qu'elle n'en a pas les moyens, vous suivez, ce qui servira de monnaie d'échange avec la direction pour parvenir à un accord qui inclura en totalité ou en partie ce volet antisocial.

En réalité, ce seraient eux qui se seraient pris les pieds dans le tapis en avançant trop tôt l'argument de possibles fermetures d'usines accompagnées de milliers de licenciements, semble-t-il. A moins qu'ils l'aient joué autrement, et à mon avis c'est la version la plus vraisemblable, estimant qu'il valait mieux faire monter la mayonnaise dès le début, pour ensuite attendre qu'elle retombe pour frapper un bon coup une fois la majorité des ouvriers divisés, démoralisés, démobilisés, parce qu'entre temps ils auront utilisé l'arme du double langage et toute la panoplie dont les syndicats et le patronat disposent pour aboutir à créer cette situation ou ces rapports défavorables à toute mobilisation (massive).

Finalement, le document remis plus tôt aux syndicats qui laissait entrevoir une possible fermeture d'usines avec à la clé des milliers de licenciements en l'absence d'un "accord de compétitivité" n'était pas du "*chantage*" mais un piège, Ghosn qui sait parfaitement ce qu'il fait avait raison, il s'agissait d'une vulgaire provocation montée de concert avec les dirigeants syndicaux qui se sont saisis immédiatement de ce document, la suite de ce scénario savamment orchestré vous venez de la lire dans le paragraphe précédent.

Ce piège tendu aux ouvriers et mis au point par la direction de Renault en collaboration avec les dirigeants syndicaux ou comptant par avance sur leur duplicité légendaire pour y collaborer, ce qui revient au même, a relativement bien fonctionné puisqu'on a bien failli tomber dedans, failli seulement.

Gageons que tel ne sera pas le cas de nos braves dirigeants à la tête trop pleine pour pouvoir encore y faire entrer quelque chose ou seulement réfléchir et rectifier le tir. Vous pouvez compter sur eux pour vous expliquer ce qui se passe réellement chez Renault.

Quelques éléments supplémentaires tirés de l'actualité qui confirme notre analyse.

Ce qui se passe tient en quelques mots : c'est l'application de l'accord du 11 janvier 2013, ce qui inclut ce qui demeurait explicite ou sous-entendu dans son contenu pour l'avenir. A savoir, des dizaines ou centaines de milliers de licenciements dans l'avenir, cet accord n'ayant pas vocation à les interdire, il a été conçu pour permettre sous la menace permanente brandie par le patronat de fermetures d'entreprises, (dans un premier temps), de liquider le contrat de travail ou CDI et des pans entiers de la législation du travail encore favorable aux travailleurs, pour accroître les profits des actionnaires ou augmenter le niveau de compétitivité des entreprises, afin qu'il se rapproche du taux d'exploitation (et du taux de profit) existant dans les pays où la main d'oeuvre est bon marché et les conditions d'exploitation plus favorables au capital.

1- Pour le ministre du Travail, Michel Sapin, l'accord sur la sécurisation de l'emploi est "*un pas immense*", notamment parce qu'il donnera aux entreprises "*les instruments pour anticiper l'avenir*" afin de "*s'adapter sans licencier*". nouvelobs.com 25.01

2- "*Renault, dans le plan automobile que j'ai présenté au nom du gouvernement au mois de juillet, a pris l'engagement de ne fermer aucun site*", déclare le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg. nouvelobs.com 25.01

3- "*Nous n'aurons pas recours à des licenciements secs, on va tenir notre engagement*", déclare son PDG Philippe Varin. nouvelobs.com 25.01

Au passage, les mesures avancées par la direction de Renault sont conformes à celles rendues publiques en juillet 2012 et adoptées par la direction de PSA, qui sont elles-mêmes fidèles à l'accord intervenu entre le Medef et les syndicats (signataires ou non) le 11 janvier 2013, soit environ six mois plus tard, ou encore au document d'orientation transmis au Medef et aux syndicats mi-septembre 2012 par Sapin. Ce qui signifie que tous les acteurs de cette très mauvaise farce étaient parfaitement informés depuis plus de six mois des intentions du patronat et du gouvernement.

Quelques rappels qui le confirment amplement. Toutes ces informations sont disponibles en ligne dans les causeries de 2012.

Titre de trois articles de presse parus le 9 juillet 2012.

- Conférence sociale: Parisot invente les plans sociaux à l'amiable - L'Expansion.com
- Conférence sociale : tous contents, même le Medef ! - Le Nouvel Observateur
- Conférence sociale : Un bal syndical et patronal sans fausse note - LePoint.fr

Parisot - août 2012

"*Quant à la question des licenciements, elle doit surtout être pacifiée. Nous souhaitons continuer d'étendre la philosophie du refus du conflit, celle de la rupture conventionnelle, dite à l'amiable*", a-t-elle dit. Elle avait déjà plaidé pour une "*rupture conventionnelle collective*".

Mme Parisot estime qu'il faut "*d'abord prévenir les plans sociaux*" et donc "*développer une politique de compétitivité car rien n'est plus favorable à l'emploi que la compétitivité de l'entreprise*". (AFP 08.07)

Ayrault - août 2012

Jean-Marc Ayrault s'est dit "étonné de l'étonnement" qu'a suscité le fait qu'il prononce le discours d'ouverture de l'université d'été du Medef, mercredi à Jouy-en-Josas (Yvelines), une première pour un Premier ministre. "*Je m'étonne de l'étonnement que suscite ma présence parmi vous*", a expliqué M. Ayrault, qui a dit son "*plaisir*" d'accepter l'invitation de l'organisation patronale. "*Je crois aux vertus du dialogue entre le gouvernement et les partenaires sociaux*", a-t-il noté, ajoutant que "*les entreprises sont en première ligne dans l'effort de redressement de notre pays*". "*C'est dans un esprit d'ouverture et de confiance que je viens devant vous, attentif aux difficultés que vous rencontrez et à vos propositions*", a assuré M. Ayrault, qui a aussi voulu adresser aux chefs d'entreprises un "*message de confiance*". (AFP 29.08)

Message reçu 7/7 !

Ayrault et Sapin à l'université d'été du Medef - août 2012

Jean-Marc Ayrault a appelé mercredi, en ouverture de l'université d'été du Medef, le patronat et les syndicats à "*accélérer le rythme*" de la négociation sur la sécurisation de l'emploi, dans un contexte de hausse du chômage. "*J'appelle toutes les organisations à accélérer le rythme de négociation*" sur ce thème, a lancé le Premier ministre sur le campus HEC à Jouy-en-Josas.

Cette négociation fait partie des nombreux chantiers ouverts en juillet lors de la Conférence sociale. "*J'y attache une importance*

toute particulière", a souligné M. Ayrault. *"D'une part, parce qu'elle traite des sujets majeurs de la vie des entreprises: l'anticipation nécessaire des évolutions de l'activité, de l'emploi et des compétences, (...) ou encore la lutte contre la précarité excessive du marché du travail, qui touche particulièrement les jeunes et les femmes"*, a expliqué M. Ayrault.

"D'autre part, parce que la réussite de cette négociation témoignerait de l'éclosion d'un nouveau modèle de négociation sociale", veut croire M. Ayrault, vantant une nouvelle fois les vertus de la concertation. *"Je souhaite donc qu'elle (cette négociation) rassemble tous les partenaires sociaux"*, a-t-il conclu

Le ministre du Travail Michel Sapin a annoncé mercredi qu'il transmettrait aux partenaires sociaux dans 15 jours son document d'orientation qui lancera officiellement cette négociation. Il n'a pas précisé de date de fin des discussions. (AFP 29.08)

Vous aurez constaté que Ayrault avait insisté pour que cette pseudo négociation *"rassemble tous les partenaires sociaux"*, condition préalable indispensable à remplir pour qu'elle puisse avoir lieu et qu'il en sorte un accord forcément favorable au patronat. Son vœu sera exhaussé au-delà même de toute attente.

Je n'ai pas eu le temps ces derniers jours de revenir sur ces déclarations et d'établir un rapport entre elles et l'évolution de la situation sociale et c'est dommage, peu importe en définitif, puisque vous avez là la preuve que notre analyse était la bonne, analyse qui n'a été reprise par absolument aucun parti ouvrier ou autres formations.

La participation de la CGT et de FO à ces pseudo négociations qui ont abouti à l'accord patronal du 11 janvier 2013 était bien l'élément essentiel de la situation que tous ont passé sous silence et s'en rendant ainsi les complices.

Dès lors que valent les analyses de tous ces partis et groupes de militants : que dal ! Tous soutiennent les appareils et le régime à leur façon, tous protègent, défendent leurs appareils ou leurs propres intérêts au détriment des intérêts collectifs de la classe.

Aucun ne veut rompre avec les appareils des syndicats, y compris celui du PS, de telle sorte qu'ils en arrivent à manipuler honteusement les faits, à occulter volontairement un facteur déterminant de la situation, ce qui empêchera les travailleurs et les militants de comprendre les véritables rapports qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes, finalement ils roulent pour le régime en place.

Thibault - septembre 2012

"Le gouvernement va devoir orienter la future négociation sur ce que nous devons faire pour sécuriser l'emploi", avertit-il, assurant que la CGT ne refuse pas *"le débat sur la compétitivité"* mais n'allait *"pas laisser le Medef être seul à défendre ses arguments"*.

Il rejette la flexibilité *"qui se fait dans tous les pays européens"* -- *"le chômage n'a jamais été aussi important"* -- et met en cause *"le sous-investissement dans les entreprises"* ainsi que le *"sous-engagement dans la formation professionnelle"*.

Evoquant une *"situation dramatique"* alors que le seuil des 3 millions de demandeurs d'emploi sans activité a été franchi, Bernard Thibault a relevé qu'*"il n'y a pas que la situation des sans emploi qui est naturellement une des urgences"*. Il y a également *"entre 5 et 6 millions de nos compatriotes qui sont en situation de sous-emploi"*, a-t-il dit. (AFP 03.09)

Thibault en disant *"le gouvernement va devoir orienter la future négociation sur ce que nous devons faire pour sécuriser l'emploi"* tendant la perche à la CFDT, et qu'il n'allait *"pas laisser le Medef être seul à défendre ses arguments"*, ce dont on n'a jamais douté, a été entendu, il indiquait clairement qu'il allait se placer sur le même terrain que le Medef avec lequel il rivalisait de zèle, qu'il signe ou non l'accord qui allait intervenir le 11 janvier notez bien, pour finalement mettre l'accent sur le chômage ou l'emploi qui lui servirait de monnaie d'échange à la liquidation du contrat de travail qu'il laisserait passer.

C'est ce qui s'est passé chez PSA et dans d'autres entreprises, puis le 11 janvier 2013, et se produira demain chez Renault.

Vous n'avez pas l'impression, c'est un euphémisme, qu'ils sont de mèches ? Si bien sûr, cela n'a pas pu vous échapper, vous l'avez parfaitement compris, et là où vous avez pu percevoir des contradictions, c'était uniquement dû au fait que ces acteurs jouent la même partition mais en ayant des rôles différents à tenir, ils doivent rendre des comptes, les uns à leurs maîtres, en haut, les autres à leur base, en bas, voilà tout.

Bien entendu ces contradictions qui ne sont finalement qu'apparentes sont mises en lumière ou médiatisées pour que les masses ignorantes baignent en pleine confusion et ne s'y retrouvent pas, de telle sorte qu'elles croient que ces différents acteurs jouent des partitions différentes, qu'ils sont sincères, surtout les dirigeants syndicaux, c'est pour eux qu'est montée cette mise en scène, alors qu'en réalité ils jouent la même sur des registres différents conformément à la distribution des rôles qui a été établie. Tout est fait pour tromper les travailleurs et que les masses demeurent ignorantes.

Est-ce si difficile à comprendre et à expliquer aux travailleurs et aux militants ? Je ne le pense pas.

ACTUALITÉ DU JOUR

Chômage. Manipulation des faits et des masses.

Ils sont heureux la hausse du chômage serait demeurée "*stable*", elle aurait été "*contenue*" en décembre 2012. C'est ce que les médias aux ordres enchaînent en boucle. Mais qu'en est-il en réalité ?

"*Cette stabilité en décembre est appréciable*", se félicite le gouvernement.

Le nombre de chômeurs est resté stable en décembre 2012 (+300 personnes), après dix-neuf mois consécutifs de hausse, nous dit-on, oui mais cela ne concerne que la catégorie A (sans aucune activité).

Libération ajoute que : la tendance est par contre un peu différente si l'on inclut les chômeurs ayant exercé une activité réduite (catégories B et C). Toutes catégories confondues, le nombre de demandeurs d'emploi augmente ainsi de 0,2% en décembre (+10 200 personnes), et de 8,8% sur un an. Soit 4 627 600 inscrits au total (4 917 500 avec les Dom).

Donc le chômage n'a pas été "*stable*" ou "*contenu*", en vérité il a continué de progresser, et la tendance est loin de s'inverser.

On nous dit : Selon les prévisions de l'Unedic, le nombre de chômeurs sans aucune activité (catégorie A) devrait ainsi augmenter de 185 500 cette année, après une hausse de 294 500 en 2012. Ce qui n'empêche pas Hollande de continuer de vouloir faire croire à qui l'écoute encore que la courbe du chômage pourrait s'inverser avant la fin de l'année.

Cependant, il est certain que le nombre de chômeurs ne va pas croître indéfiniment sinon cela se traduirait à un moment donné par une grève générale insurrectionnelle, une révolution, et la chute du régime, sans qu'il change forcément de nature précisons toutefois en l'absence d'un parti du type de celui de Lénine et Trotsky, ne nous leurrons pas, restons lucide.

Pour parvenir à inverser la courbe du chômage ou plutôt pour maintenir le niveau du chômage à un niveau très élevé, Hollande a sa petite idée que ne désavouera pas le Medef bien au contraire : « *Nous n'y parviendrons pas simplement avec les moyens de la croissance, pourtant indispensables, nous avons à mobiliser toutes nos forces pour atteindre cet objectif* », a-t-il affirmé vendredi à Lille, vous aurez compris que dans ses "*forces*" il incluait les syndicats toujours prêts à toutes les compromissions possible, à brader nos acquis comme ils viennent encore de le témoigner. Quant aux "*moyens de la croissance*", ils reposent sur la baisse du coût du travail, etc., quand ils auront réussi à baisser le coût du travail ou les salaires comme en Grèce et augmenter le temps de travail, etc. ensuite seulement ils embaucheront... peut-être. (source : liberation.fr 25.01)

A propos des "*deux gauches*"... qui n'en font qu'une.

Jean-Christophe Cambadélis a adressé une lettre ouverte à M. Mélenchon lui reprochant que "*rien ne trouve grâce*" à ses yeux dans l'action du gouvernement.

"*Qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse que ça les (le PS) agace. C'est la démocratie, chacun développe son point de vue*", a rétorqué Mélenchon interrogé sur BFMTV. "*Il y a deux lignes à gauche et eux voudraient nous faire taire*", a-t-il dit.

"*J'aime en politique avoir des bons mots, l'humour aide à visualiser les choses*", a expliqué M. Mélenchon pour qui "*on n'est pas là pour être gentils les uns avec les autres et être tous la même caste médiatico-politique qui se fait des sourires, se tape dans le dos et participe au buffet ensemble*".

Le coprésident du PG a réfuté être systématiquement "*contre*". "*Lorsqu'il y avait le projet de nationalisation temporaire, j'ai appuyé et soutenu, qui m'a coupé la route ? M. Ayrault. Lorsqu'il y a la loi pour le mariage pour tous est-ce que nous ne sommes pas là à nous mobiliser comme des fous ?*", a-t-il demandé.

"*Tu te plains, après des charges répétées, d'être maltraité par les socialistes*", écrit M. Cambadélis, "*mais tu dédaignes toutes les mains tendues. Jusqu'à lancer une campagne contre l'austérité, qui désigne de fait le PS comme responsable*".

"*Je ne détruirai pas le Front de gauche*", affirme Jean-Luc Mélenchon qui parie sur "*un vote sanction*" aux municipales. Mais pour l'eurodéputé, en 2014, "*l'élection politique fondamentale, c'est l'élection européenne*". AFP 25.01

C'est son gagne-pain au charlatan de service, légitimer l'Union européenne en participant à son Parlement fantoche, conçu uniquement pour donner un vernis démocratique à cette institution supranationale, pendant qu'elle perpétuerait son oeuvre destructrice de nos droits sociaux et politiques.

On ne va s'éterniser sur ce baratin, l'essentiel qu'il faut retenir c'est qu'il y aurait " *deux lignes à gauche*", ce qui signifie que la ligne social-libéral-impérialiste serait de gauche selon Mélenchon, témoignant si besoin était et c'est là qu'il se piège lui-même, qu'ils appartiennent bien à la même famille et qu'ils partagent la même idéologie, bref, qu'ils sont dans le même camp, pas le nôtre assurément, puisque le PS appartient au même titre que l'UMP à celui de nos adversaires, ce qu'il démontre quotidiennement.

Finalement, Cambadelis peut être rassuré, les deux renégats (ex-OCI tous les deux) se livrent à une vulgaire comédie sur fond de concurrence parce qu'ils ne "*participent au buffet ensemble*", celui du PS étant plus consistant, Mélenchon s'impatiente, on comprend, on comprend...

ACTUALITE EN TITRES

L'Internationale social-impérialiste complice.

- Ayrault en Argentine rend hommage aux victimes de la dictature - AFP

Tout et son contraire. Suite.

- Forum de Davos : le milliardaire George Soros pense que la zone euro est sauvée - Atlantico.fr

- La menace d'une 3e récession se précise en Grande-Bretagne - Reuters - il y a 17 heures

- La France face au spectre d'une nouvelle récession sans avoir engagé le combat contre les excès de la dépense publique - Atlantico.fr

Même pas en trois décennies!

- Michel Sapin: "*La bataille contre le chômage ne se gagne pas en un mois*" - L'Expansion.com

Bonne et mauvaise nouvelle

- GB: les Britanniques quitteraient l'UE en cas de référendum aujourd'hui - AFP

Propagande. Figurant.

- "*Monsieur Besancenot, je suis Malien et j'approuve l'intervention militaire française*" - leexpress.fr

"Les maliens que vous citez ici sont ceux qui ont soutenu le coup d'état militaire dans notre pays. Ce sont ceux qui ne cessent d'organiser des manifestations pour réclamer -dans la rue- le départ du Président par intérim pour le remplacer par un putschiste. Cela au moment même où notre pays a besoin d'un minimum de cohésion sociale et d'une trêve politicienne pour faire face à la gravité de la situation. "

"Les Maliens ont d'ailleurs montré leur enthousiasme et leur reconnaissance à la France par l'accueil triomphal qu'ils ont réservé partout aux vaillants soldats français, débarqués au péril de leur vie pour sauver celle des autres. "

Un militaire, c'est fait pour tuer (indistinctement des innocents) ou mourir en régime capitaliste, on préférera la seconde version.

Le gouvernement français de concert avec les dirigeants du vieux monde avaient en chœur condamné ce coup d'Etat militaire, ce qui était suspect et nous laissait à penser que ces militaires voulaient remettre de l'ordre dans un pays livré au chaos et aux islamistes radicaux par le chef d'Etat en place, justement pour justifier une intervention militaire française. J'ai lu plusieurs articles qui vont dans ce sens-là.

Et c'est évidemment tout à fait pas hasard, qu'une fois ces militaires putschistes ayant rendu le pouvoir, la France déclencha son offensive néocoloniale.

Falsification. Pas de bol !

- "El Pais" publie une fausse photo de Chavez, Caracas s'indigne - Le Nouvel Observateur

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

La direction de Goodyear Dunlop France pourrait annoncer lors d'un comité central d'entreprise (CCE) le 31 janvier la fermeture, au plus tard fin 2014, de son usine d'Amiens-Nord (Somme), a-t-on appris vendredi de source gouvernementale.

Cette fermeture concerne un site où sont employés 1.250 salariés, précise Le Monde, daté de samedi, qui a révélé l'information.

Mais les services du Premier ministre Jean-Marc Ayrault ont dit s'attendre à cette annonce. "*Nous avons été informés du risque de fermeture prochaine du site*", dit-on dans son entourage.

Marc Jonet, délégué CFE-CGC, a appelé François Hollande, qui avait apporté son soutien aux salariés de Goodyear pendant sa campagne présidentielle, à intervenir pour éviter la fermeture.

"*Nous souhaitons qu'il garde la main et qu'il réussisse à convaincre les uns et les autres que seule la négociation peut aboutir à la sauvegarde du site*", a-t-il dit sur i>TELE.

"*Sinon, nous irons vers une situation de blocage, de tribunaux en tribunaux*", a-t-il ajouté.

Selon *Le Monde*, une réunion s'est tenue mardi à Matignon sur le sujet.

Une offre de reprise du groupe américain Titan international, qui était subordonnée à la fermeture de l'activité pneus pour véhicules de tourisme, a échoué en septembre 2012, faute d'accord entre Goodyear et la CGT sur un plan de départs volontaires.

En conséquence, la direction avait indiqué que son plan de départs volontaires sans licenciements à l'usine d'Amiens-Nord n'était plus d'actualité.

Le groupe Titan proposait de reprendre un peu plus de 500 salariés. Reuters 25.01

Du déjà vu et entendu...

2- Grèce

2.1- La police anti-émeutes grecque a forcé l'entrée d'un dépôt ferroviaire vendredi matin à Athènes pour disperser des employés du métro en grève depuis neuf jours consécutifs.

Des échauffourées se sont produites lorsque les policiers ont donné l'assaut vers 04h00 (02h00 GMT).

Une dizaine de grévistes ont été interpellés et une femme a été légèrement blessée, a déclaré un policier resté anonyme.

Après une semaine de paralysie du métro, le gouvernement a ordonné jeudi la reprise du travail en vertu d'une loi d'urgence et environ 90 salariés ont décidé de rester la nuit au dépôt en guise de protestation.

"*Quand les actions syndicales sont jugées illégales et abusives, il faut faire respecter la loi*", a déclaré vendredi Simos Kedikoglou, porte-parole du gouvernement mené par le Premier ministre Antonis Samaras.

Le métro était toujours paralysé vendredi, un syndicat précisant que les employés resteraient en grève tant qu'ils n'auraient pas reçu par la poste l'ordre de reprendre le travail.

Les employés grévistes refusent d'être incorporés au sein d'un nouveau système salarial pour les employés du secteur public, qui réduirait très fortement leur salaire.

Les conducteurs de bus, de train et de tramway ont en outre débrayé vendredi en signe de solidarité. Reuters 25.01

2.2- Si le rapport du FMI sur la Grèce publié vendredi 18 janvier prend acte des ravages de l'austérité sur la population et l'économie du pays, il appelle pourtant à poursuivre coûte que coûte le programme de coupes sociales et de privatisations, analyse Giorgos Delastik.

Sur le plan économique, les gouvernements Papadreuou, Papadimou et Samaras ont taillé en pièces les travailleurs et les retraités, et ont « désossé » avec une sauvagerie fiscale inédite le peuple grec. C'est ce que reconnaît le FMI lui-même (!) dans son rapport sur l'économie grecque qui a été rendu public.

La comparaison effectuée par le FMI avec les autres pays de la zone euro sous tutelle de la Troïka est extrêmement révélatrice. Sur le programme global de coupes en Grèce, 80 pour cent proviennent des réductions faites dans les salaires et dans les retraites, et de la restriction ou de la suppression des dépenses sociales. Dans les autres pays « troïkanisés », en revanche, le montant correspondant représente 60 pour cent de l'ensemble des coupes. En dépouillant les Grecs ces dernières années sur le plan fiscal, les impôts directs et les « rançonnements » successifs en sont venus à représenter 54 pour cent des recettes de l'Etat, tandis qu'ils constituent 46 pour cent chez les pays européens touchés par les mêmes maux.

Le tragicomique dans tout cela, c'est qu'une fois ces remarques formulées de façon critique, le FMI propose ensuite que la même politique soit poursuivie et que ces « rançonnements d'urgence » soient établis durablement, comme la mal nommée « contribution de solidarité », qui devait théoriquement cesser d'être perçue à partir de 2015, les taxes immobilières, etc. Cela ne suffit pas au FMI, il réclame également 25.000 « licenciements ciblés » dans la fonction publique rien que pour 2013. Désavouant indirectement le gouvernement, qui avait affirmé qu'il n'y aurait pas de coupes dans les salaires, les retraites et les allocations, le FMI demande que de nouvelles mesures soient définies pour engranger des recettes supplémentaires de quatre milliards d'euros pour la période 2015-2016.

Le FMI estime que notre pays ne liquide pas le patrimoine public aux rythmes souhaités et imposés par les créanciers étrangers. Ainsi, si le rythme des privatisations est toujours jugé insatisfaisant d'ici le mois de juin, il souligne la nécessité de limoger et d'éloigner les Grecs de la direction de l'organisme en charge de la vente des biens publics (TAIPED), et de les remplacer par des « experts étrangers » ! C'est-à-dire que des étrangers assument la responsabilité de vendre directement à d'autres étrangers des milliers de biens immobiliers appartenant à l'Etat grec ! De toute urgence ! Si l'UE et le FMI se montrent inflexibles sur la question des coupes dans les salaires et les retraites de millions de Grecs, ils se montrent en revanche étonnamment passifs devant les pertes de recettes liées soit aux fraudeurs fiscaux, soit aux privatisations. Au départ, ils disaient que la Grèce percevrait 50 milliards des privatisations jusqu'en 2015. Une estimation revue par la suite à 45 milliards, et ce jusqu'en 2020 plutôt que 2015. Aujourd'hui, le FMI estime que ce montant devrait chuter à 23,5 milliards, soit la moitié de l'objectif corrigé jusqu'en 2016.

Dans le même temps, l'objectif de recouvrement de 3,2 milliards d'euros en 2012 a totalement échoué – 100 millions seulement ont été perçus (trois pour cent de l'objectif !), comme le relève le rapport de la commission établie par le Parlement allemand, d'après le journal Westdeutsche Allgemeine Zeitung (WAZ) ». Dans tout ce capharnaüm, un formidable pillage du patrimoine public grec doit avoir lieu. Et cela, le FMI et l'UE le réclament et le promeuvent ardemment, ils n'essayent pas de l'éviter. Au contraire, leur mission, c'est que la Grèce ne se voit pas dotée d'un gouvernement anti-troïka. « Les élections ont généré un séisme politique, avec l'arrivée en deuxième position du parti de la gauche radicale, après une campagne électorale fortement opposée aux politiques du programme (de la troïka). Des partis extrémistes sont également devenus populaires.

C'est toutefois un gouvernement pro-mémorandum qui a été élu » relève le FMI dans son rapport. Loin d'être rassuré il prévient que « les sondages montrent un soutien accru au Syriza et aux autres partis anti-mémorandum. En plus d'engendrer des retards, cela provoquerait une crise politique, qui engendrerait une faillite et/ou la sortie du pays de l'euro. » Le FMI tente donc de présenter favorablement la coalition Samaras-Venizélos-Kouvélis, en jugeant qu'un gouvernement dominé par le Syriza reviendrait en gros à une sortie de la Grèce de la zone euro, avec le postulat d'une faillite du pays. Les nouvelles coupes dans les salaires et dans les retraites, par contre, ne semblent pas le déranger.

Article paru le 21 janvier dans le quotidien To Ethnos, traduit du grec par AR (okeanews.fr 25.01

ECONOMIE

1- BCE

Les banques de la zone euro rembourseront la semaine prochaine en avance à la Banque centrale européenne (BCE)

137,159 milliards d'euros de prêts à trois ans, un signe supplémentaire du retour progressif du système financier européen à un fonctionnement normal.

La BCE a précisé vendredi que 278 banques avaient saisi la première opportunité qui leur était offerte de réaliser un remboursement anticipé, le 30 janvier.

Au total, 523 banques de la zone euro avaient eu recours fin 2011 à la première des "opérations de refinancement à plus long terme" (LTRO) lancées pour soutenir le crédit.

Les deux LTRO successifs, en décembre 2011 et février 2012, avaient permis à la BCE d'injecter un peu plus de 1.000 milliards d'euros dans le système financier et d'éviter, selon le président de l'institution Mario Draghi, "un assèchement majeur du crédit". AFP 25.01

137,159 milliards d'euros sur 1.000 milliards d'euros... Ils ne vous diront de quelle manière elles ont remboursé la BCE. Ils ne vous diront pas non plus où est passé le reste ni à quoi il a servi au juste. A spéculer, à maquiller leur bilan pour payer moins d'impôts ?

2- Fusion-Acquisition

Le total des opérations de fusions et acquisitions impliquant des sociétés françaises a atteint 71,3 milliards d'euros en 2012, un montant en forte baisse de 53% par rapport à l'année précédente, selon une étude du bimestriel Fusions et acquisitions magazine.

L'étude a recensé, au total, 706 opérations mais une seule pour un montant supérieur à 10 milliards d'euros, en l'occurrence le rachat du britannique International Power par le français GDF Suez pour 12 milliards, dette comprise.

La seconde opération de l'année arrive loin derrière, avec 3,4 milliards d'euros pour la prise de contrôle de l'italien Edison par EDF. Les acquisitions par des sociétés françaises en France ont enregistré une baisse de 66% par rapport à 2011, tandis que les acquisitions françaises à l'étranger ont elles affichées un repli de 60%.

Quant aux acquisitions de cibles françaises par des sociétés étrangères, elles ont mieux résisté, avec une baisse de 34%. lexpress. fr 25.01

[Haut de page ↗](#)

Le 27 janvier

CAUSERIE

Samedi soir.

On a peu l'occasion de se détendre ces derniers temps, il faut dire que l'actualité social et politique ne s'y prête pas vraiment ou nous en fournit guère l'occasion.

Hier après une longue journée de boulot, sur les coups de 23h30 j'ai regardé quelques vidéos de Joe Satriani et Steve Vai en concert en buvant un coup, histoire de faire de beaux rêves ou de ne pas faire de cauchemars car cela m'arrive assez souvent.

Il faut dire qu'avec tout ce que je dois encaisser la journée en prenant connaissance de l'actualité social et politique internationale qui n'a vraiment rien de réjouissant, il y a de quoi se poser de sérieuses et angoissantes questions sur l'avenir de l'humanité.

Il y a bien entendu des questions qu'il est préférable de ne pas se poser, du genre : est-ce qu'on va s'en sortir ? C'est le but de notre combat qui n'est pas perdu d'avance, même si on part avec un sérieux handicap, il ne faut pas se le cacher.

Ce samedi soir, Mageswary ne voulait pas regarder la télévision, alors elle m'a tendu la télécommande en me disant de regarder TV5Monde Asie si je voulais, j'étais très réticent car dernièrement chaque fois que je me suis connecté sur cette chaîne francophone j'ai zappé au bout de 10 secondes, pour ne pas faire preuve de mauvaise volonté j'ai tapé 731 et là je suis tombé sur une émission d'une débilite accablante de Sabatier consacrée à de soi-disant humoristes, dont le niveau était d'une telle médiocrité que j'ai coupé au bout de 15 minutes, je m'en suis fadé quatre pour voir s'ils étaient tous aussi misérables pour constater que tel était le cas, à côté Bedos ou feu Devos, c'était Zola ou Balzac ! Le 24 décembre, quand j'ai entendu les premières paroles "petit papa Noël", j'ai zappé au bout de 3 secondes. L'année dernière c'était pire encore, j'étais tombé sur des curés, je n'en croyais pas mes yeux et mes oreilles !

Avec Metallica, la vidéo du concert de Nîmes (2011 ?) est excellente, au moins tu t'éclates, tout le monde est debout, danse, chante, hurle, la jeunesse est formidable, c'est la fête bordel ! On passe notre vie à pleurer dans leur monde pourri de merde, on a quand même le droit de l'oublier quelques instants et de savourer l'existence, on n'est pas venu sur terre pour en chier toute notre existence, alors autant en profiter en écoutant des musiciens qui ont un réel talent ou qui sont des virtuoses dans leur art, on a le droit au meilleur, on le revendique dans tous les domaines.

Je suis allé une seule fois à un concert de piano salle Pleyel à Paris, une expérience inoubliable, c'était à un concert de Paul Badura Skoda, il a joué sur un piano forte qui datait de l'époque de Beethoven dont je suis fan également. Bon, ce n'était pas vraiment le même public et la même ambiance qu'à Nîmes, plus feutrée, mondain, je n'y ai pas prêté attention et ma compagne non plus, on avait seulement l'impression d'être dans un autre monde, pas le nôtre évidemment, mais en même temps on a savouré le bonheur de s'élever au-dessus de la médiocrité de cette société, d'être transporté dans un autre siècle, et puis, il n'est pas inutile parfois de se rappeler que l'homme est aussi capable du meilleur, d'exprimer, de vivre et de partager un idéal quelques instants éphémères qui resteront à jamais gravés dans notre cerveau, je parle avec le musicien et non avec la salle. C'était un soir en semaine si je me souviens bien et nous ne nous sommes pas attardés sur place, nous travaillions tous les deux le lendemain.

On a parfois l'impression d'étouffer dans le vieux monde, on a donc besoin de s'en évader pour supporter tant bien que mal ce qu'il nous fait subir quotidiennement, c'est légitime.

Je pense que c'est salutaire de demeurer un rebelle toute sa vie, de pousser des coups de gueule, de s'emporter, sans aller jusqu'à perdre le contrôle de soi évidemment, de gueuler son ras le bol, de demeurer en permanence en guerre contre l'ordre établi et de se soulager comme l'on peut, en faisant la fête, en picolant un bon coup ou en fumant un pétard pour s'éclater avec des potes, cela permet de se libérer d'un coup de toutes les frustrations ou les difficultés de l'existence qu'on nous fait subir, pour une fois on se dépasse, on n'est plus limité par leur régime policé et policier, on ressent pendant un moment comme un avant-goût de la liberté que l'on chérit tant et qu'on nous interdit de vivre le reste du temps.

Et voilà que je poétise, et je suis à jeun, je n'ai pas fumé depuis plus d'un mois, je veux dire autre chose que les cigarettes du commerce ! Quand j'ai fumé, c'est pire ! Mais après je ne peux plus bosser, je dois être trop vieux pour ce genre de truc. Comme quoi on peut facilement s'en passer.

Généralement je préfère les gens qui boivent et qui fument, qui mangent de la viande, qui ne se prennent pas trop au sérieux, et surtout qui ne vous prennent pas la tête pour vous convaincre de quoi que ce soit. Il m'est arrivé ici de discuter avec des Français et de refuser de leur donner l'adresse de mon site, car cela n'aurait servi à rien, d'ailleurs après les avoir prévenus qu'ils seraient effrayés en découvrant son contenu, ils n'ont pas insisté, comme quoi je ne m'étais pas trompé.

Ce site ne s'adresse qu'à des gens et des militants particulièrement motivés pour progresser dans la vie, ce qui ne signifie nullement qu'ils devraient pour cela adopter mes idées, loin de moi cette idée, au contraire, ils ne peuvent y parvenir selon moi qu'en se forgeant eux-mêmes leurs propres convictions à partir des moyens ou outils (c'est mon côté ouvrier et non ouvrieriste) mis à leur disposition ou qu'ils adaptent en fonction de leurs propres expériences, c'est ainsi que je conçois ma contribution fort modeste.

Cela dit, j'ai constaté que la fréquentation du site avait baissé et c'est dommage, pas pour moi puisque je n'ai rien à y gagner dans un sens ou dans l'autre, mais parce qu'à ma connaissance il n'existe pas de site équivalent qui livre des analyses quotidiennement ou aborde si librement des questions qui nous concernent tous finalement.

Chaque fois que je vais sur un site en dehors de ceux que je fréquente régulièrement ou qui m'envoient directement leurs documents, je suis déçu ou pour parler vulgairement je m'emmerde, il ne m'apporte rien et je perds mon temps. Je ne parle pas des sites qui se sont spécialisés dans un domaine particulier, c'est autre chose, je parle des sites d'informations qui colportent la propagande officielle à des degrés divers ou roulent pour différents partis ou différentes idéologies qu'on reconnaît au premier coup d'oeil, je parle pour moi qui aie acquis une certaine expérience pour les repérer rapidement.

J'arrête là mon bavardage, il est tard, je vais écouter un peu de musique pour finir la soirée en bonne compagnie et dans la bonne humeur. A demain, ici c'est dans 28 minutes.

Dimanche matin.

Après des courriels de militants ou d'organisations du Maroc, d'Italie et de Roumanie et en provenance d'autres pays, j'en ai reçus un d'Inde où je vis depuis plus près de 17 ans.

Il s'agit apparemment d'un syndicat du nord de l'Inde dénommé GurgaonWorkers (Workers signifie travailleurs et Gurgaon la ville où il est implanté) . Il est implanté à Faridabad et Gurgaon qui sont des villes industrielles de l'Etat de Haryana (dans lequel est enclavée la capitale de l'Inde, Delhi). J'ai téléchargé un article que je vais traduire avec l'aide de Google, je verrai par la suite si cela vaut le coup de le mettre en ligne. A suivre

Trois vidéos en soutien au peuple malien.

Extrait de l'émission Ce soir ou jamais. Michel Collon interpelle Henri Guaino. Le même Henri Guaino qui, au micro de RTL, déclarait il y a quelques jours : « Sur le Mali, l'heure n'est pas au débat ». On comprend mieux pourquoi il n'en voulait pas.

1- Débat sur France 3, Michel Collon massacre Henri Guaino sur le Mali et la Libye, une vidéo proposée par Neega Mass (artiste panafricain et engagé)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=H_3g0V07A3U

2- Mali : Michel Collon répond aux internautes

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=qvfyqBah9SY

3- MALI KO - VERSION OFFICIELLE " UNITED VOICES OF MALI "

www.youtube.com/watch?v=2ViOsWbxuNk&feature=player_embedded

Des artistes au Mali s'unissent pour chanter contre la guerre. Il fut un temps où ce genre d'initiative était prise aussi par les artistes d'Occident. Mais depuis l'avènement des guerres humanitaires, les chants pour la paix ont laissé place aux tambours de guerre. Les mouvements pacifistes se sont effondrés. Beaucoup se sont même reconvertis, soutenant les nouvelles croisades menées au nom des droits de l'homme et de la démocratie. De l'autre côté du fusil par contre, on connaît toute la réalité des guerres humanitaires. Et on chante, pour la paix. (IGA)

Vous avez raison : où est passé le mouvement ouvrier et son avant-garde, auraient-ils déserté ? Après ils s'étonneront que les jeunes et les travailleurs se détournent des partis ouvriers et des syndicats au profit d'ONG ou autres organisations financées... par l'impérialisme.

Ils auront tout fait pour. Honte à eux qui creusent notre tombe !

Cela nous avait échappé.

Ici en Inde, premier pays du monde en terme d'achat de matériel militaire en 2012, nous sommes opposés à toutes dépenses militaires supplémentaires, alors que des centaines de millions d'Indiens vivent dans la précarité absolue et la misère.

Que Mélenchon et Hollande ne soient pas de cet avis ne nous étonne pas du tout, qu'ils se fassent les VRP de Dassault est naturel. Mélenchon n'a pas besoin d'appartenir au gouvernement pour défendre la politique de marchand de canons de Hollande... ou la guerre contre le Mali.

Mali, ventes de Rafale : Hollande, après Mélenchon - 19/01/2013 ([science21.blogs.courrierinternational.](http://science21.blogs.courrierinternational.com))

Que penser, dans ce contexte et dans celui de la mondialisation, de la question des ventes de Rafale à l'Inde ou à d'autres pays ?

Jean-Luc Mélenchon a déjà ouvertement soutenu les ventes de Rafale à l'Inde, notamment dans ses déclarations à Médiapart du 23 mars 2012 en pleine campagne électorale des présidentielles : http://www.dailymotion.com/video/xpolmx_jean-luc-melencho... (à partir de 1h24).

A cette occasion, Mélenchon a été jusqu'à avancer explicitement des considérations à caractère supposément stratégique (l'Inde présentée comme un allié potentiel, des prétendues menaces pesant sur l'Inde) pour justifier de telles ventes de Rafale. Une bien étrange propagande, pour la « gauche de la gauche » et a fortiori pour son candidat aux élections présidentielles de 2012.

De son côté, François Hollande se montre beaucoup plus franc en employant le mot « commercial ». La vente massive de Rafale à l'Inde, est-ce autre chose que la recherche d'un ballon d'oxygène financier devant la situation économique de plus en plus fragile de la France générée, précisément, par la mondialisation ? D'autant plus qu'à ce jour, l'Etat français détient une faible participation dans Dassault Aviation via EADS, la SOGEADE et la SOGEPa.

Mais François Hollande ne répond pas à cette simple question : quel est, pour la France, le prix stratégique d'un tel commerce qui comporte en réalité le transfert à l'Inde d'un savoir-faire technologique essentiel ? Quelles en seront les implications ?

La France serait-elle donc à ce point ruinée, qu'il ne lui resterait-il plus qu'à vendre son avance dans les technologies de pointe ?

Et pour quelle raison Jean-Luc Mélenchon a-t-il gardé le silence devant Médiapart sur cet aspect véritablement stratégique de la transaction ? Quelles seront les conséquences de cette braderie technologique qui dépasse de loin le domaine militaire ?

Le 1er février 2012, Mélenchon avait pourtant reconnu ce problème devant France Inter (<http://www.franceinter.fr/emission-le-79-jean-luc-melench...>) tout en soutenant fortement les ventes de Rafale à l'Inde et faisant confiance à Dassault Aviation quant aux précautions à prendre sur le transfert de technologie. A cette occasion, Mélenchon avait plaidé une différence fort artificielle entre l'aviation militaire et le nucléaire, et banalisé les conséquences des transferts de technologie dans le domaine civil. Qui peut comprendre une telle logique ?

L'entreprise Hindustan Aeronautics Limited (HAL, <http://hal-india.com/>) appartient à l'Etat de l'Inde et se trouve placée sous l'autorité du Ministère de la Défense de ce pays.

De même, les déclarations de Jean-Luc Mélenchon du 1er février 2012 devant France Inter avaient aussitôt donné lieu à des réactions de militants, comme en témoigne l'article de Brest-ou-Vert « Mélenchon, le Rafale et la dissuasion nucléaire ». Voir aussi ce compte rendu d'une Assemblée Citoyenne du Front de Gauche du 3 février 2012 à Chateaulin : <http://www.finistere6-lhumaindabord.fr/2012-00-pages/page...>

Notre ennemi est dans notre propre pays.

Notre ennemi est dans notre propre pays, c'est le gouvernement qui représente les intérêts du capital, les institutions, l'Etat, le capitalisme et ses représentants et non l'UE, la BCE ou le FMI, la troïka.

Question : Qui est-ce qui a adopté le TCSG ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui a adopté la "règle d'or" ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui a adopté le budget d'austérité de 2013 ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui va retranscrire sous forme de loi l'accord patronal du 11 janvier 2013 ?

Réponse : Le gouvernement.

Question : Qui est-ce qui sera éventuellement appelé à l'adopter ?

Réponse : Les députés.

Dans tous les cas de figure, il est établi :

- Que ce n'est ni Bruxelles ni Washington qui mettent en oeuvre cette politique antisociale, mais bien les institutions de la Ve République.

- Qu'ils agissent pour le compte du capitalisme : c'est évident.

- Que cette politique soit conforme aux recommandations de la troïka, Bruxelles ou Washington ou encore des marchés : c'est évident.

Dès lors, il est parfaitement clair que toute propagande ou campagne consistant à orienter les travailleurs dans une autre direction que contre le gouvernement et les institutions, consistera à les mener systématiquement dans une impasse et profitera au régime en place.

Question : Qui a décidé d'entrer en guerre contre le peuple malien et d'attenter à sa souveraineté ?

Réponse : Hollande et son gouvernement.

Question : Qui a décidé de soutenir cette guerre qui a déjà coûté 30 millions d'euros en 13 jours

Réponse : L'ensemble des députés.

Donc une nouvelle fois : les institutions de la Ve République et non Bruxelles ou Washington.

Les fait, encore les faits, toujours les faits, rien que les faits.

A bas le gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

A bas l'Assemblée nationale, les institutions de la Ve République !

A bas l'Etat impérialiste et néocolonial !

[A un moment donné, il faut choisir son camp.](#)

On ne peut pas prétendre, d'un côté combattre pour le retrait de l'accord patronal du 11 janvier 2013, et d'un autre côté refuser de rompre avec les appareils syndicaux de la CGT et de FO qui par leur participation aux pseudo négociations ont permis l'existence d'un tel accord.

A bas l'opportuniste qui fait le jeu du régime en place !

ACTUALITE EN TITRES

Non, une confirmation.

- Virage social-libéral de François Hollande ? Encore faudrait-il que le libéralisme ait déjà réussi à exister en France - Atlantico.fr

Pourvu qu'elle pète !

- Goodyear, la nouvelle bombe sociale du gouvernement - L'Expansion.com

Pire qu'en Inde !

- Les micrologements, symboles de la crise aiguë du logement en Ile-de-France - 20minutes.fr

Qui manifestent pour quoi ?

- Les partisans de l'action française au Mali manifestent - LePoint.fr

- Mariage homo: des défilés déjà en province - AFP

- Manifestation pour le mariage homo: Ayrault "*espère une forte mobilisation*" AFP

Serait-ce les mêmes ?

- 63 % des Français favorables au mariage homosexuel - LePoint.fr 25.01

- Intervention au Mali: 63% des Français favorables à l'opération militaire - Le HuffPost 14.01

Hier il y a eu une manifestation à Montreuil de Maliens soutenant la guerre de rapine entreprise par l'impérialisme français, ils en ignorent évidemment les raisons réelles, ils sont manipulés par des organisations pro gouvernementale ou le gouvernement qui profite de leur ignorance.

L'impérialisme français a créé une situation de chaos au Mali pour justifier son intervention militaire. De ce fait les populations souffrent atrocement des conséquences de ce chaos dont les groupes islamistes radicaux sont les maîtres d'oeuvre sur le terrain, tandis que l'impérialiste français et ses agents (Qatar) agissent en sous-main, financent et arment ces barbares. Du coup la population locale qui n'a pas du tout envie de vivre sous le régime de la charia voit l'intervention française comme une délivrance et c'est bien naturel.

Donc là aussi, le gouvernement social-impérialiste français se sert du peuple malien au Mali pour justifier cette guerre, qui a pour objectif de renforcer sa présence militaire dans ce pays et dans la région, ainsi que celle de l'impérialisme américain dans un second temps, pour mieux piller ses richesses.

[Il va chercher du renfort.](#)

- Le ministre de la Défense Le Drian en visite express en Arabie saoudite - AFP

[Parole d'internaute](#)

(à propos des passes d'armes entre Mélenchon et le PS)

- " *Il est heureux (c'est une façon de parler) que les Français aient la mémoire courte, sinon, les "ténors du PS" risqueraient qu'on leur jette à la figure les compromis et les compromissions dont ils se sont montrés coupables, quand ce ne sont pas les condamnations qui leur ont été infligées par la Justice.*

Ce que l'on constate c'est l'omniprésence de la gent énarquienne, dans le gouvernement, autour du gouvernement, dans les banques, autour des banques, dans l'opposition et autour de l'opposition.

C'est à dire que l'on confie le soin de nous sortir de la crise à des gens qui nous y ont plongés !

Après l'immaculée conception et la multiplication des pains, c'est pas mal comme croyance au miracle !"

Il se trouve que du côté de ce qu'on appelle vulgairement la gauche, tous font en sorte que les masses oublient que Désir, Cambadélis, Fabius et bien d'autres dirigeants du PS ont été mis en examen ou condamné par la justice dans le passé, parce qu'ils ont tous des liens organiques avec ce parti du capital ou encore pour justifier leur politique (opportuniste) qui nous a conduits à la situation actuelle.

Tous les partis qui se situent théoriquement à gauche s'emploient systématiquement à effacer le passé du PS ou à le réécrire à leur manière avant et après l'avoir soutenu et qu'il parvienne au pouvoir, ce n'est pas nouveau, la même situation prévalait avant et après le 10 mai 81. Etant incapables de rompre leurs liens avec ce parti, ils participent ainsi au soutien qui lui est indispensable pour appliquer sa politique réactionnaire, autrement dit, il va s'en dire que leur ligne politique ne peut pas correspondre à ce que les travailleurs sont en droit d'attendre d'un parti ouvrier.

Pourquoi ? Parce que de ce fait leur analyse de la situation et des rapports entre les classes s'en trouve faussée. Or, c'est à partir de cette analyse et en grande partie de ce facteur déterminant que l'on définit les tâches que le prolétariat à accomplir et la politique que l'on va mettre en oeuvre, tactique, mots d'ordre, etc. dans la perspective du renversement du régime et la prise du pouvoir par la classe ouvrière qui demeure notre point de repère ou notre objectif auquel demeure subordonnée notre ligne politique et notre intervention dans la lutte des classes, qui se traduit dans l'immédiat par une stratégie permettant de construire un nouveau parti révolutionnaire ou communiste.

- " *Répondre du tac au tac aux petites phrases de Mélenchon, c'est bien, mais il serait plus intéressant que le PS réponde à ses critiques justifiées de l'action de Hollande et de ses ministres, car pour de ce qui est du programme de gauche, c'est bien dans la ligne Sarkozy que le pays est dirigé, la finance est aux commandes, on endort les "administrés" avec le mariage pour les homos, et autres broutilles qui peuvent bien attendre 5 ans.*"

Et cela marche à merveille à "gauche" et à l'extrême gauche, vous l'avez observé vous aussi, bravo ! Ils vont réaliser l'unité avec le PS et manifester ensemble, :

- Alors que le PS a adopté le TSCG, la "règle d'or", le budget 2013 d'austérité, etc.

- Au moment même où le PS est en train de bombardier le Mali, d'oeuvrer à la destruction de la Syrie,

- Au moment même où il y a plus de 5, 6, voir 7 millions de chômeurs en France,

- Au moment même où Hollande s'apprête à retranscrire sous forme de loi l'accord patronal du 11 janvier 2013 qui constitue la plus formidable défaite de la classe ouvrière depuis 68 selon le Medef qui s'en réjouit.

Alors pourquoi ne pas manifester avec l'UMP, l'UDI ou le FN pendant qu'ils y sont, à Athènes la Nouvelle Démocratie (équivalent de l'UMP) a envoyé les forces spéciales pour briser la grève des salariés du métro et le PASOK (équivalent du PS) a applaudi, mais jusqu'où iront-ils dans l'opportunisme ?

Hollande ne pouvait pas rêver mieux, un pareil soutien vient à point nommé.

Tout cela pour satisfaire un droit qui concernera moins d'1% (3 à 5.000 environ) des personnes tous sexes confondus s'unissant par le mariage ou le Pacs par an (plus de 400.000). L'union de la gauche derrière Hollande et son gouvernement social-impérialiste sur la question du mariage des homosexuels est en réalité le complément politique de l'union nationale réalisée sur le Mali. Ils sont plus discrets sur l'accord du 11 janvier 2013...

- *"Oui compte tenu de la gravité de la situation le mariage homo aurait pu attendre, il y a tellement de problèmes à résoudre en particulier le chômage. Il y a près de 1000 nouveaux chômeurs par jour, voire 1300 certains mois, mais le mariage homo est prioritaire."*

Vous avez remarqué (à ma connaissance) comme moi qu'aucun parti ou syndicat ne manifestait contre l'entrée en guerre de l'Etat français néocolonial contre le peuple malien, qu'aucun parti ou syndicat ne manifestait contre l'accord patronal du 11 janvier 2013, il y en a même qui se sont fendus de tracts pour soutenir le mariage homosexuel mais qui ont été incapables d'en sortir un contre cet accord sclélerat.

Vous savez pourquoi ? Parce qu'il leur serait impossible d'appeler au front unique en direction du PS et ses satellites qui soutiennent cette guerre de rapine et qui soutiennent l'accord du 11 janvier 2013, tactique dont ils sont prisonniers et qu'ils n'ont eu de cesse de mettre en avant depuis 70 ans, ils n'en ont pas d'autres. Si maintenant vous en concluez qu'ils sont finalement totalement incapables de développer une politique indépendante du PS, je ne vous contredirez pas.

Cela permet de se faire passer le PS pour un parti progressiste, partisan de la démocratie, humaniste, c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a soutenu toutes les guerres engagées par l'impérialisme américain depuis des décennies (Afghanistan, Irak, Côte-d'Ivoire, Liban, Libye, Syrie...), toujours dans le passé en réalité, notamment celles de Corée, d'Algérie et du Vietnam. Tout comme Bush, Obama, Sarkozy.

La PS est un parti d'aristocrates foncièrement réactionnaire, impérialiste, pourri jusqu'à l'os, au-delà de tout ce que les travailleurs ou les militants savent déjà ou peuvent imaginer, par ignorance, sauf que dans ma situation, je n'ai pas le droit de l'ignorer ou de feindre de l'ignorer, ce serait trahir mon engagement politique et ma classe.

Ce que vous ne comprenez pas monsieur, c'est que pour justifier leurs liens, leur politique opportuniste, leur caractérisation du PS, ils ont besoin de temps en temps de redorer son blason recouvert du sang de nos victimes qui depuis a eu le temps de sécher ou de s'évanouir.

Apparemment seuls FO et le POI ne s'associent pas à cette opération.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Au moins 30 personnes ont été tuées et plus de 300 blessées samedi lors de violents heurts dans la ville égyptienne de Port-Saïd, après la condamnation à mort de 21 personnes pour leur implication dans des violences ayant suivi un match de football l'an dernier.

Ces affrontements interviennent au lendemain du deuxième anniversaire du début du soulèvement ayant conduit au départ de Hosni Moubarak, lui-même marqué par des violences entre manifestants et policiers qui ont fait neuf morts et plus de 530 blessés à travers le pays, selon des sources médicales.

A Port-Saïd (nord-est), les violences ont débuté quelques minutes après la condamnation à la peine capitale de 21 supporters

du club local d'Al-Masry pour leur implication dans la mort de 74 personnes après un match en février 2012.

Des proches des personnes condamnées ont tenté d'envahir la prison dans laquelle se trouvaient ces dernières, tandis que des assaillants inconnus ont fait usage d'armes automatiques en direction de la police qui a riposté avec du gaz lacrymogène, d'après des témoins.

Deux postes de police ont été pris d'assaut et des tirs nourris se faisaient entendre à travers la ville, où les magasins avaient baissé leurs rideaux, selon un correspondant de l'AFP.

Au moins 30 personnes ont été tuées et 312 blessées, selon des sources médicales, qui ont précisé que les décès avaient été provoqués par des balles réelles. Deux policiers figurent parmi les tués, d'après le ministère de l'Intérieur.

Un général de l'armée a annoncé le déploiement des militaires pour "*rétablir le calme*" et protéger les installations publiques.

Port-Saïd est située à l'entrée nord du canal de Suez, mais l'organisme de gestion de cette voie stratégique pour le commerce mondial a indiqué que le trafic n'était "*pas affecté*".

L'armée a toutefois annoncé le renforcement de la sécurité du canal pour "*faire face à tout acte qui pourrait menacer la navigation*", a rapporté l'agence officielle Mena.

A Suez, où huit personnes sont mortes vendredi lors de manifestations hostiles au président islamiste Mohamed Morsi, de nouveaux heurts se sont produits samedi. Un poste de police a été attaqué, ont indiqué les services de sécurité. Des armes ont été dérobées et 25 prisonniers libérés par les assaillants.

Parallèlement, au Caire, des accrochages qui avaient débuté jeudi entre manifestants hostiles au président et policiers, près de la place Tahrir, ont repris de manière sporadique.

Toujours dans la capitale, les condamnations à mort ont été en revanche accueillies dans la salle d'audience par les cris de joie et les youyous des membres des familles des victimes.

Le président du tribunal a fixé au 9 mars le verdict pour le reste des accusés, dont 9 policiers.

En février 2012, 74 personnes étaient mortes à Port-Saïd après un match entre le grand club cairote d'Al-Ahly et Al-Masry. Ce drame, le plus meurtrier du football égyptien, s'est produit après la victoire d'Al-Masry, dont des centaines de supporters avaient envahi le terrain et lancé des projectiles vers ceux d'Al-Ahly.

Les "*Ultras*" d'Al-Ahly avaient menacé les autorités de "*chaos*" si le verdict n'était pas assez sévère.

Alors que la tension est extrêmement vive dans le pays, l'opposition aux islamistes, regroupée au sein du Front du salut national (FSN), a réclamé une "*solution globale*" à la crise politique incluant notamment un "*gouvernement de salut national*".

Faute de quoi, a-t-elle prévenu, elle boycotterait les législatives prévues en principe en mars ou avril, et réclamerait une présidentielle anticipée.

M. Morsi a participé samedi à une réunion du Conseil national de défense, qui a appelé au calme et au dialogue national pour sortir de la crise. AFP 26.01

2- Sommet de l'UE et de la Celac

Un sommet réunissant une quarantaine de dirigeants de l'UE et d'Amérique latine s'est ouvert samedi à Santiago du Chili avec pour ambition un partenariat "*stratégique*" entre une Europe essoufflée par la crise et un sous-continent ayant économiquement le vent en poupe qui veut parler d'égal à égal.

"*Le thème qui nous réunit est la construction d'une nouvelle alliance stratégique pour parvenir à un développement durable*", a déclaré le président chilien Sebastian Pinera lors de la cérémonie d'ouverture devant un parterre de 60 délégations représentant d'une part l'Union Européenne et de l'autre la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (Celac).

"*Ces deux blocs représentent un tiers des pays de la planète, plus d'un milliard d'habitants et plus d'un tiers de la production mondiale*", a-t-il rappelé.

Si les deux blocs régionaux se sont déjà réunis auparavant, il s'agit du premier sommet sous l'égide de la Celac, fondée lors du sommet de Caracas en décembre 2011 sous l'impulsion du président vénézuélien Hugo Chavez.

La chancelière allemande Angela Merkel, surnommée la "*chef de l'Europe*" par la presse chilienne, avait affirmé dans la matinée "*vouloir porter à un autre niveau les relations entre la Celac et l'UE pour parvenir à une association stratégique d'égal à égal*".

Une vision partagée par le chef de la diplomatie chilienne Alfredo Moreno. Avec la Celac, "*nous serons en mesure de discuter de manière plus symétrique avec l'Union européenne*", a-t-il souligné.

"Le développement dynamique de toute cette région nous démontre que nous, au sein de l'UE, devons faire des efforts pour ne pas rester en arrière, améliorer notre compétitivité, réduire notre dette, nous ne pouvons pas vivre sur le dos des générations futures", a relevé Mme Merkel.

L'Amérique latine et l'Europe entretiennent "*des relations très intenses, non seulement en termes d'investissements, et cela nous différencie de nos partenaires asiatiques*", avait ajouté la chancelière allemande à l'issue d'un entretien avec le président chilien.

Le sommet, qui prendra fin dimanche, porte essentiellement sur l'investissement, l'intégration sociale, la lutte contre le trafic de drogue et les questions liées au réchauffement climatique.

Lors des débats, l'UE devrait insister sur la nécessité de promouvoir le libre-commerce et la sécurité juridique afin d'augmenter les investissements en Amérique Latine, une demande appuyée notamment par le Chili et d'autres membres de l'Alliance du Pacifique.

La présidente brésilienne Dilma Rousseff, qui s'est entretenue cette semaine avec les présidents du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et de la Commission européenne Jose Manuel Barroso, a appelé de ses voeux la conclusion "*rapide*" de l'accord de libre échange entre l'UE et le Mercosur, le marché commun d'Amérique du sud.

Pour sa part, le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault s'est voulu rassurant sur la santé économique de l'Union européenne, plaidant pour "*approfondir*" les "*relations équilibrées*" entre UE et Amérique latine et Caraïbes.

"Je mesure qu'au moment où d'autres régions émergentes consolident rapidement leur présence en Amérique latine, la turbulence, les incertitudes de la zone euro ont suscité ces derniers mois, des doutes et interrogations et pas seulement en Amérique latine", a-t-il déclaré lors d'un "*sommet des affaires*" précédant le Sommet.

Sur le plan économique, les deux régions se trouvent dans des situations disparates, avec l'Union européenne confrontée à l'une des plus grandes crises de son histoire, et l'Amérique latine qui traverse une phase prolongée de croissance économique (4,5% de hausse moyenne du PIB en 2010-2012).

Mais elles pèsent de manière très différente dans l'économie mondiale: l'UE est le bloc économique le plus important de la planète, un marché unique de plus de 500 millions d'habitants représentant un quart du PIB mondial.

L'Europe est le plus gros investisseur en Amérique Latine: 43% de l'investissement direct étranger dans la Celac vient de l'UE (385 milliards d'euros en 2010).

Une réunion à huis clos sera suivie samedi d'un dîner officiel au palais présidentiel de la Moneda.

Après une nouvelle séance à huis clos dimanche matin, le sommet prendra officiellement fin pour laisser place à une réunion de la Celac dimanche et lundi. AFP 26.01

A "*huis clos*" de quoi peuvent-ils discuter de si important qui ne devraient pas tomber dans les oreilles des peuples d'Europe et d'Amérique Latine ? Et tous les chefs d'Etat d'Amérique latine dits de gauche y participent, acceptent ces règles ? Ils sont autant de gauche que le PS, le PASOK, le SPD, le PSOE, etc.

L'UE a besoin du soutien de ces Etats pour sortir provisoirement du bourbier dans lequel elle s'est mise... Une façon comme une autre de soulager (momentanément) la crise du capitalisme, ils diront, en sortir, pour qu'elle ressurgisse d'ici peu...

3- République tchèque

Le pro-européen Milos Zeman, 68 ans, ancien Premier ministre et vétéran de la gauche tchèque, a remporté haut la main samedi la première présidentielle tchèque au suffrage universel et succédera à l'euroseptique notoire Vaclav Klaus.

Fort de 54,8% des suffrages, M. Zeman a largement devancé le ministre des Affaires étrangères Karel Schwarzenberg, aristocrate de droite âgé de 75 ans, qui a obtenu 45,2% des voix.

Le taux de participation a atteint 59,1%.

M. Zeman, qui se qualifie lui-même d'"euro-fédéraliste", est favorable à l'entrée de la République tchèque dans la zone euro.

A la différence de son prédécesseur dont le mandat expire le 7 mars, M. Zeman se dit prêt à hisser au Château de Prague, son futur siège officiel, le drapeau bleu étoilé de l'Union européenne.

De Bruxelles, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a "*chaleureusement*" félicité Milos Zeman pour son élection.

Le président sortant Vaclav Klaus, volontiers provocateur, reprochait à l'UE son "*déficit démocratique*", ses excès bureaucratiques et ses régulations supranationales. Il avait qualifié la récente attribution du prix Nobel de la paix à l'UE d'"*erreur tragique*".

L'approche de Prague envers l'UE "*changera*", selon Jan Kavan, ministre tchèque des Affaires étrangères à l'époque où M. Zeman était Premier ministre (1998-2002).

Un point d'interrogation planait autour de la future cohabitation entre le président de gauche et le gouvernement de centre droite de Petr Necas, dont le mandat expire en 2014.

Fragilisé par sa politique impopulaire d'austérité budgétaire mais aussi par des scandales de corruption, le gouvernement a progressivement perdu sa majorité à la chambre basse. Mais il a déjà survécu à cinq motions de censure.

M. Necas, chef du parti de droite ODS, a qualifié l'élection de M. Zeman de "*logique*" et "*naturelle*". Il a rappelé que le nouveau chef de l'Etat formait avec l'artisan de la "*Révolution de velours*" Vaclav Havel et le président sortant Vaclav Klaus le trio ayant le plus marqué l'évolution du pays depuis la chute du communisme.

Economiste de formation, M. Zeman arrive au point culminant de sa carrière politique, après avoir notamment occupé les postes de chef de la Chambre basse du Parlement (1996-1998) et de Premier ministre (1998-2002) alors qu'il était chef du Parti social-démocrate (CSSD). AFP 26.01

Ce Zeman qui se qualifie lui-même d'"euro-fédéraliste", ex-chef du Parti social-démocrate (CSSD), encore un homme de gauche...

SOCIAL

1- France

L'un des principaux distributeurs français de jeux vidéos, Game France, en redressement judiciaire, va licencier au moins 400 personnes malgré les trois offres de reprise partielles, mais complémentaires, étudiées vendredi par le tribunal de commerce de Bobigny.

Au maximum, seuls 71 magasins et 156 postes seront repris, sur les 157 boutiques et 557 emplois du groupe, en redressement judiciaire depuis le 4 septembre. Le tribunal rendra sa décision définitive le vendredi 1er février à 14H00. AFP 25.01

2- Grande-Bretagne

Entre 25.000 et 30.000 personnes, selon les organisateurs, ont manifesté samedi à Londres contre la fermeture prévue de la maternité et du service des urgences d'un important hôpital du sud-est de la capitale, et contre les coupes budgétaires dans le secteur de la santé publique.

La police n'a pas donné d'estimation du nombre de manifestants, qui protestaient contre les conclusions d'un rapport gouvernemental préconisant de remplacer ces deux services clés de l'hôpital de Lewisham par un département réduit de "*soins urgents*" et par une unité de sages-femmes.

Selon ce rapport, les économies réalisées avec ces fermetures doivent permettre de combler les dettes d'une société voisine de gestion hospitalière, dépendant également du NHS, le service public de la santé.

Une proposition qui suscite la colère de nombreux habitants du quartier et de professionnels de la santé, indignés que l'hôpital de Lewisham doive payer pour les déboires d'un organisme dont il ne dépend même pas.

"*Cette décision est insensée et inconsidérée*", dénonce le docteur Louise Irvine, un médecin généraliste et présidente du groupe "*Sauvons l'hôpital de Lewisham*". "*C'est une grosse erreur qui comporte de gros risques, à la fois pour la santé des patients mais aussi d'un point de vue politique*", prévient-elle.

Selon les manifestants, si le projet aboutit, il n'y aura plus qu'un service d'urgences pour 750.000 habitants dans ce secteur.

Cette semaine, l'ancien archevêque sud-africain et prix Nobel de la Paix Desmond Tutu, qui a habité ce quartier londonien, a joint sa voix aux protestataires, en qualifiant ces fermetures de "*scandaleuses*". AFP 26.01

3- Portugal

Plusieurs milliers d'enseignants ont défilé samedi à Lisbonne pour protester contre les coupes budgétaires dans l'éducation et réclamer la démission de leur ministre de tutelle.

Le syndicat Fenprof, qui dénonce la réduction des revenus et la dégradation des conditions de travail, a évalué à 30.000 le nombre de manifestants.

"*Je suis ici pour protéger l'école publique et, par dessus tout, pour défendre l'avenir de ce pays et celui de nos enfants*", a déclaré à Reuters Anabela Mendes, interrogée dans le cortège.

Les mesures d'austérité mises en oeuvre en échange de l'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) sont venues à bout de la relative patience des Portugais il y a six mois environ. Grèves et manifestations se multiplient depuis. Reuters 26.01

4- Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé aujourd'hui la prolongation d'une aide mensuelle de 400 ou 450 euros pour les chômeurs en fin de droits tant que le taux de chômage, actuellement à plus de 26%, restera au-dessus des 20%.

Au mois d'août, l'aide avait été portée de 400 à 450 euros pour les chômeurs "*ayant, au moins, deux membres de la famille à leur charge, en plus de leur conjoint ou partenaire*". AFP 25.01

5- Etats-Unis

Le fabricant de jouets américain Hasbro a annoncé vendredi qu'il allait supprimer 10% de ses effectifs, ce qui représente environ 550 personnes, à cause d'une mauvaise saison des fêtes aux Etats-Unis qui va se traduire par des résultats décevants. AFP 25.01

ECONOMIE

1- Chypre

L'agence de notation financière Fitch a enfoncé un peu plus la République de Chypre en catégorie spéculative, en abaissant sa note de deux crans, de BB- à B, reléguant le pays à deux rangs seulement de la catégorie des pays considérés en défaut de paiement. AFP 25.01

2- Etats-Unis

Blackrock, numéro un mondial de la gestion d'actifs, a pris une participation de 80 millions de dollars dans la plateforme de microblogging Twitter, a dit vendredi une personne au fait de l'opération.

Le réseau social ne lèvera pas de capitaux frais dans le cadre de cette opération, qui le valorise à plus de neuf milliards de dollars (6,7 milliards d'euros).

Blackrock achètera en effet directement des titres auprès de salariés de Twitter désireux de solder leur participation et leurs options.

La nouvelle valorisation de Twitter est un peu plus élevée que fin 2011, quand le prince saoudien Al-Walid bin Talal et sa holding Kingdom Holding Company avaient annoncé avoir déboursé 300 millions de dollars (230 millions d'euros) pour s'emparer d'une participation stratégique dans la société.

Twitter était alors valorisé à 8,4 milliards de dollars. AFP 26.01

[Haut de page ↗](#)

Le 28 janvier

CAUSERIE

Dimanche 21h45 (locale).

J'ai formaté mes causeries du 17 au 27 janvier et j'ai corrigé les fautes au passage, très rapidement comme d'habitude, je ne les ai pas corrigées dans le fichier de la causerie de janvier et la page d'accueil, pas le temps. Cela m'a pris plus d'une heure trente minutes, j'ai tellement bossé comme un dingue que je n'ai même pas pris le temps de fumer une cigarette, c'est pour dire !

Et on est dimanche, un boulot de forçat, et la soirée ne fait que commencer, car j'ai rédigé dans ma tête en promenant le chien ce soir un article politique destiné aux intellectuels, la suite de l'article que je leur avais envoyé. J'ai la trame, je l'ai couchée sur le papier en buvant un cocktail avant de manger mon assiette de lentilles, le cocktail cela expatrié nanti : eh merde! Les lentilles cela fait prolo : chouette me voilà réhabilité ! Je n'ai rien mangé d'autre suivi d'un café et je pète la pleine forme, d'enfer !

La trame de mon article : le rapport entre l'économie et la politique ; crise du capitalisme, économie de guerre et guerres incessantes tout au long du XXe siècle, 14-18, 39-45, puis Corée, Vietnam, jusqu'à la Syrie, le Mali, etc. ; l'exportation de capitaux pour développer de nouveaux marchés, les quatre Dragons asiatiques ; crise économique en Thaïlande, etc. ; avant E-U ruinés par la guerre du Vietnam, fin de la convertibilité du dollar en or, néolibéralisme mis en oeuvre dès cette époque, création du CFR, avant création de l'UE et Bilderberg ; E-U renoue avec la Chine, puis délocalisation massive des E-U et de l'UE vers la Chine, tout se tient ; les guerres ne peuvent pas résoudre les contradictions du capitalisme qui va de crise en crise qui sont de plus en plus rapprochées, jusqu'à être en crise permanente, d'où le besoin de lancer de nouvelles guerres, complexe militaro-industriel et financier ; la guerre de classe pour faire monter ou maintenir le taux de profit, perdue d'avance ; les classes, leurs partis, leurs rapports à l'Etat ; dégénérescence du mouvement ouvrier ; comment fonctionne la société, les institutions, l'Etat, les rapports de production déterminent tous les autres rapports ; ce sont des partis qui depuis plus d'un siècle qui représentent les différentes classes, qui structurent les institutions, ils sont dépendants de l'économie, le capitalisme se putréfie, les partis également...

L'idée sur lequel repose mon article, c'est que certains intellectuels ont de belles idées, mais non seulement ils n'ont pas compris comment fonctionne le capitalisme, ils n'ont pas compris non plus comment il fonctionne sur le plan politique, sans un parti pour affronter le capitalisme organisé en parti, il sera impossible d'en finir avec le capitalisme et son Etat, ses institutions et de changer la société, c'est aussi simple que cela.

A plus tard.

Lundi

Il y a à ce jour 78 articles et vidéos en ligne dans le site sur le Mali.

En consultant la page internationale du site je me suis aperçu que je n'avais pas ajouté d'articles sur la Libye depuis le 14 novembre 2012, on peut donc parler d'un black out de la part des médias et des autorités libiennes qui ne tiennent pas à ce qu'on sache ce qui se passe dans ce pays et ce que fabriquent leurs alliés américain, britannique et français.

J'ai ajouté les articles suivants dans la rubrique *Mali* :

- *L'Invasion préplanifiée du Mali révèle l'agenda néo-colonialiste de la France* - 16.01
- Lavrov dément les propos de Fabius sur une aide russe aux français au Mali - 23.01
- Les mensonges de la propagande de guerre française au Mali - 23.01

J'ai ajouté les articles suivants dans la rubrique *Syrie*:

- Alep / Syrie : Silence ! Toute vérité n'est pas bonne à dire, surtout pas les crimes du Sultan et l'intensification du terrorisme... - 25.01
- Communiqué. Dénonciation de l'immixtion belliciste de la France en Syrie et affirmation du droit du peuple syrien à disposer de lui-même souverainement. - 27.01

J'ai ajouté les articles suivants dans la rubrique *politique*:

- Obama devrait nommer Tony Blinken conseiller national de sécurité - 25.01
- Néo-conservateurs et gays contre Chuck Hagel - 26.01
- Hollande a peur de ses armées - 27.01

Info consommateur

Le titre, c'était pour plaisanter, mais le contenu est très sérieux et vous concerne peut-être.

- Le « *cybercrime* », un butin de 83 milliards d'euros - LeFigaro.fr

Selon Symantec, 556 millions de personnes ont été les proies d'une arnaque sur Internet en 2012 à travers le monde.

- Le « *rançongiciel* », dernière arme fatale du crime organisé - LeFigaro.fr

Des virus bloquent à distance les ordinateurs puis leurs propriétaires sont sommés de payer une « *amende* ».

Hollande. Mali. Le coup du lapin ou du selvar.

L'amer destin de François Hollande.

Dans son livre « *Adieu Abidjan sur Seine* » (Editions Autres Temps – 2008), Guy Labertit, délégué national pour l'Afrique du parti socialiste de 1993 à 2006 parle de François Hollande alors premier secrétaire du parti : « *François Hollande – sans doute celui qui, à la tête du PS, a éprouvé le moins d'intérêt pour les relations internationales, surtout extra-européennes – a toujours eu un rapport plutôt distant à tout ce qui touchait l'Afrique. En novembre 1998, il m'a dit tout de go après avoir rencontré un président africain : « Guy j'admire ta ténacité dans ton engagement, mais en Afrique, il n'y a que des coups à prendre.* ».

Surtout lorsqu'on commence par en donner...

Après la création d'Africom, la destruction du régime libyen par l'OTAN, la partition du Soudan, le coup d'Etat militaire de la France le 11 avril 2011 en Côte d'Ivoire, la guerre occidentale pour la reconquête de l'Afrique s'intensifie au Mali avec l'opération SELVAR (1) déclenchée le 11 Janvier par le chef des armées françaises et qui est tout sauf improvisée (voir article ci-après).

Il n'est pas inutile de rappeler que le premier partage de l'Afrique en 1885 à Berlin n'a pas empêché les puissances européennes organisatrices du dépeçage de rentrer trente ans plus tard dans un conflit violent et prolongé entre elles : la première guerre mondiale. L'accord initial sur le pillage de l'Afrique a volé en éclats au moment du partage du butin.

(1) Le Selvar est une variété de chat de la région du Sahel qui a cette particularité d'être particulièrement incontinent - il fait pipi sans arrêt. Comme le Selvar la France avec ses parachutistes et ses chasseurs bombardiers pisse sur le Sahel des missiles à 1 million d'euros l'unité. <http://comaguer.over-blog.com/> 18.01.2013

L'Africom en selle

L'armée des Etats-Unis au Sahel - 22.12.2012

Extrait.

1998 : un think tank israélo-étasunien d'orientation néoconservatrice l'INSTITUTE FOR ADVANCED STRATEGIC AND POLITICAL STUDIES pose les jalons de la nouvelle politique impérialiste des Etats-Unis en Afrique. Fondé en 1984 à Jérusalem avec un bureau à Washington l'INSTITUTE FOR ADVANCED STRATEGIC AND POLITICAL STUDIES (<http://www.iasps.org/index.php>) proche du Likoud, va développer l'idéologie et le programme de la future « *guerre contre le terrorisme* » sous la plume de RICHARD PERLE. Sur l'Afrique noir en particulier <http://www.iasps.org/opeds/oped30.htm>. document de Mai 2001 qui préconise déjà la création d'AFRICOM.

1999 : ses travaux sont complétés par ceux d'un groupe spécifiquement orienté vers les questions pétrolières l'AFRICAN OIL INITIATIVE POLICY GROUP repris à son compte par le Vice Président Dick Cheney en Mai 2001

2002 : George Bush lance la PAN SAHEL INITIATIVE, application de la guerre contre le terrorisme dans l'espace sahélien. Sont directement et expressément visés 4 états de la Françafrique : Mauritanie, Mali, Niger et Tchad où l'armée US va à travers de programmes de coopération militaire s'introduire progressivement sur le terrain et se créer un réseau de relations dans les armées des pays visés. Les effectifs des forces spéciales US sur place atteignent très rapidement 700 hommes.

2004 : La PAN SAHEL INITIATIVE qui n'était dotée que de petits moyens financiers à l'origine se transforme et s'élargit. Elle devient la TRANS SAHARIAN COUNTERTERRORISM INITIATIVE .Du SAHEL on est passé à un ensemble de pays voisins du Sahara au Nord comme au Sud de l'Algérie au Nigéria l'orientation contre terroriste de cette politique devient centrale. Le programme bénéficie d'un budget de 500 millions de Dollars US.

Entre temps un certain nombre d'enlèvements, d'actions attribuées à des terroristes mal définis a permis de justifier l'intensification de la lutte contre terroriste et d'apporter un appui technique et financier aux armées pauvres des pays très pauvres concernés

2007 : Bush décide de la création d'un commandement militaire US intégré pour l'Afrique : AFRICOM qui couvre tout le continent à l'exception de l'Egypte

2008 : AFRICOM entre en activité. Son siège reste à Stuttgart car aucun gouvernement africain n'a accepté de l'accueillir sur son sol. Mais les troupes US sont en nombre d'une part à Djibouti sur l'ancienne base de l'armée française d'autre part en Italie pour la couverture de la zone Nord Afrique

2011 : AFRICOM lance via l'OTAN sa première guerre africaine d'envergure en Libye. Les anciens colonisateurs européens : France et Grande-Bretagne rivalisent de zèle meurtrier pour montrer qu'ils restent des vassaux zélés.

Les lecteurs anglophones pourront utilement lire les ouvrages d'un des meilleurs connaisseurs de la zone saharo sahélienne, le chercheur britannique JEREMY KEENAN auteur de THE DARK SAHARA et de DYING SAHARA livres non traduits (voir aussi <http://www.youtube.com/watch?v=em85P8iPShU>). Dans ces livres JEREMY KEENAN établit la simultanéité de l'arrivée des forces spéciales US au Sahel et du début de l'activité terroriste dans la zone.

[D'Areva à EADS ou Anne Lauvergeon en famille.](#)

- Anne Lauvergeon en piste pour un retour aux affaires chez EADS - AFP

Anne Lauvergeon, membre de la French American Foundation (FAF).

Qu'est-ce que c'est ?

Un relais des États-Unis en France : la French American Foundation - Réseau Voltaire

(http://www.luttedeclassé.org/dossier/politique_usa_france_190407.pdf)

Extrait. L'opposition politique fondamentale réside aujourd'hui entre ceux qui soutiennent une gouvernance unipolaire du monde sous l'autorité des États-Unis et ceux qui prônent un équilibre des puissances régi par le droit international. (analyse que nous ne soutenons pas - Note de Tardieu) À ce niveau, la grille de lecture traditionnelle française opposant une gauche à une droite n'a plus de pertinence – car on retrouve des deux côtés des partisans de la Pax Americana. Une organisation non-lucrative, mais richement dotée, la French American Foundation, a depuis trente ans pour fonction de recruter les jeunes leaders appelés à occuper des postes de dirigeants pour les former au soutien de la politique atlantiste. On y trouve des membres de l'UMP, du PS aussi bien que de l'équipe de campagne de José Bové. (<http://www.voltairenet.org/Un-relais-des-Etats-Unis-en-France>)

Parmi les participants américains connus :

Ian Brzezinski (2001, chargé aux affaires de défense de l'OTAN, fils du célèbre géopolitologue Zbigniew Brzezinski), le général Wesley K. Clark (1983, ex-commandant en chef des troupes de l'OTAN en Europe), le président Clinton (1984) et Hillary Clinton (1983, sénateur).

Dans le cas de la branche française de la French-American Foundation, nous pouvons relever en particulier : Philippe Auberger (1989, député UMP), Yves Censi (2003, député UMP), Jérôme Chartier (2003, député UMP), Nicolas Dupont-Aignan (2001, député UMP, Debout la République), Alain Juppé (1981, député UMP), Éric Raoult (1994, député UMP), Valérie Pécresse (2002, député UMP), Jacques Toubon (1983, député UMP), François Hollande (1996, député socialiste), Arnaud Montebourg

(2000, député socialiste), Pierre Moscovici (1996, député socialiste), Alain Richard (1981, socialiste, ancien ministre de la Défense), Henri de Castries (1994, Directeur général du groupe AXA assurances), Emmanuel Chain (1999, journaliste), Jérôme Clément (1982, Président d'Arte), Annick Cojean (2000, journaliste au Monde), Jean-Marie Colombani (1983, Directeur de la publication du Monde), Matthieu Croissandeau (2002, rédacteur en chef adjoint du Nouvel Observateur), Jean-Louis Gergorin (1994), Bernard Guetta (1981, journaliste à France Inter), Erik Izraelewicz (1994, rédacteur en chef des Échos), Laurent Joffrin (1994, PDG de Libération), Jean-Noël Jeanneney (1983, président de la Bibliothèque nationale de France), Sylvie Kaufmann (1998, journaliste au Monde), Yves de Kerdrel (2005, journaliste aux Échos), Marwan Lahoud (1999), Anne Lauvergeon (1996, présidente d'Areva), François Léotard (1981, ancien ministre de la Défense), Alain Minc (1981), Laurent Cohen-Tanugi (1996, Sanofi-Synthelabo et membre du conseil d'administration du think tank « Notre Europe » créé par l'ancien président de la Commission Jacques Delors [23]), Christine Ockrent (1983), Olivier Nora (1995, président des Éditions Grasset), Denis Olivennes (1996, président de la FNAC)...

C'est marrant, partout on retrouve les mêmes, l'UMP et le PS bras dessus bras dessous, vous avez remarqué aussi.

ACTUALITÉ DU JOUR

L'austérité : le gouvernement n'a pas d'autre politique.

Le gouvernement français doit impérativement s'en tenir à son programme de réduction des déficits publics et ne pas céder aux "sirènes" qui l'invitent à renoncer à l'austérité, a déclaré dimanche le ministre du Travail, Michel Sapin.

"Il y a un Etat mais c'est un Etat totalement en faillite", a-t-il dit sur l'antenne de Radio J. "C'est la raison pour laquelle il a fallu mettre en place des programmes de réduction des déficits et aucune sirène ne doit nous détourner de cet objectif." (lire plus loin la précision. -NdIrl)

L'ancien Premier ministre Michel Rocard critique également ce calendrier serré : dans les colonnes du Journal du Dimanche, il juge notamment que la consommation, un des moteurs de la croissance, est en panne. (à lire plus loin -NdIrl)

"La récession va s'aggraver, donc le chômage va augmenter. Il y a le feu", estime-t-il. "Il faut expliquer aux marchés financiers qu'en poussant à la récession, ils risquent de ne pas récupérer l'argent qu'ils nous prêtent."

"Il faut donc un autre calendrier pour les déficits", ajoute-t-il. "Aussi longtemps que nous n'aurons pas fait accepter un ralentissement dans la réduction de la dette, nous serons sous contrainte." Reuters 27.01

"Faire accepter" à qui : aux fonctionnaires, aux travailleurs en butte à des services publics en déliquescence, qui ensemble refusent la régression sociale que représente la politique mise en oeuvre par le gouvernement et qui s'inscrit dans le prolongement de son prédécesseur ? Ils ont raison de la rejeter.

L'Etat serait "totalement en faillite", alors qu'en 13 jours il vient de dépenser 30 millions d'euros pour sa guerre de rapine au Mali, de qui se fout-il Sapin ? A bas le gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Sapin-Fabius !

Pour un gouvernement des partis ouvriers qui rejettent l'accord patronal du 11 janvier, qui condamnent la guerre néocoloniale contre le peuple malien.

Précision.

Quelques heures plus tard, il a rectifié le tir, mais il était trop tard !

- Le ministre du Travail Michel Sapin a précisé dimanche à l'AFP ses propos à Radio J expliquant que sa référence à "un Etat totalement en faillite" s'appliquait aux déclarations de François Fillon, en septembre 2007.

Le ministre a répondu en reprenant l'expression de M. Fillon, en évoquant "un Etat totalement en faillite" non pas pour décrire la situation actuelle, a-t-on expliqué dans son entourage, mais pour ironiser sur la formule de 2007 de l'ancien Premier ministre UMP.

"Mais, c'est un Etat totalement en faillite", s'était exclamé Michel Sapin, avant d'enchaîner sur la défense de l'action du gouvernement. "C'est la raison pour laquelle, avait-il dit, il a fallu mettre en place des programmes de réduction des déficits et aucune sirène ne doit nous détourner de cet objectif de la diminution des déficits, c'est fondamental pour le financement de notre économie, et la création d'emplois".

Le ministre avait fait valoir qu'il y avait "*une urgence sociale et une urgence économique*" et que c'était pour cela que le gouvernement avait "*pris des décisions immédiates en terme de relance de l'Europe de la croissance, de politique d'emploi (...) et en même temps agir dans la durée*". AFP 27.01

Comme on le voit ici, il avait tenu ce discours volontairement reprenant à son compte celui tenu par Fillon en 2007, rappelé à l'ordre, une erreur qu'il a rapidement corrigé à l'heure où le gouvernement dépense sans compter pour livrer sa guerre au Mali, et sans doute par crainte de contrarier les marchés qui attendent un autre discours et qui jusqu'à présent se sont montrés particulièrement bienveillant à l'égard du gouvernement.

Panique à bord. Il y a "**le feu**" dans la demeure : qu'elle brûle !

A partir des années 70, les capitalistes ont transféré des masses énormes de capitaux qu'ils avaient accumulés provenant des profits dégagés par l'économie réelle ou productive ou qui ont été mis à leur disposition par les banques centrales (Fed principalement) vers des pays asiatiques (les quatre dragons) pour rétablir leur taux de profit et développer de nouveaux marchés.

Ils ont procédé à l'industrialisation à marche forcée de ces pays, ce qui s'est traduite par la fermeture de milliers d'entreprises aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Puis, ils ont enchaîné avec ce qu'ils ont appelé les cinq tigres, tout en accélérant la délocalisation de pans entiers de l'industrie, processus qui allait atteindre des sommets avec la réintroduction (officielle) du capitalisme en Chine, les investissements étrangers dans ce pays se montant à plus de 100 milliards de dollars par an depuis des années.

Pendant ce temps, d'autres pays dans d'autres régions du monde devenaient plus attractives pour les capitalistes en terme de rentabilité, les pays de l'ex-Europe de l'Est après l'implosion de l'URSS, le Mexique et des pays d'Amérique latine comme le Brésil, plus d'autres pays en Afrique, Tunisie, Maroc, Afrique du Sud, en Asie, l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh et le Pakistan...

Ces investissements concernent dorénavant absolument tous les secteurs de l'économie, y compris les services (centres d'appels téléphoniques, maintenance des avions, etc.). De plus, il n'est pas rare que la signature de contrats commerciaux s'accompagne d'un transfert de technologies (de pointe), ce qui permet par la suite à ces pays de s'approprier ces technologies pour produire les mêmes marchandises à moindre coût (TGV, centrale nucléaire, avion, etc.) et concurrencer les pays qui leur ont fournies, soit pour leurs propres besoins ou les exporter à leur tour (nucléaire Sud coréen en Arabie Saoudite).

Du coup, l'économie productive aux Etats-Unis et en Europe s'effondre. Rappelons que c'est à la source qu'est produite l'essentielle de la plus-value ou pour être plus précis, que c'est l'exploitation de la main d'oeuvre travaillant à l'extraction des matières premières qui fournit le plus haut taux de rentabilité ou de profit. Or, cette activité est en chute libre depuis des décennies dans ces pays ou continents. Au passage, en plus de leurs besoins croissants en matières premières pour assurer le développement futur ces Etats, cela explique la guerre que se livrent les différents impérialistes en Afrique et au Maghreb pour se les approprier (Irak, Libye, Syrie, Mali, demain Liban, Iran), à un moindre coût, tandis que les populations de ces régions ou continent demeurent pauvres ou leurs pays (infrastructures, services publics) sous-développés, ceci étant la condition de cela.

Comme je l'ai écrit il y a déjà 8 ans, il arrivera un jour où pour les capitalistes, il ne sera plus rentable de produire quoi que ce soit aux Etats-Unis ou dans l'Union européenne car les taux de profit y sont trop bas d'une part, et parce qu'ils peuvent produire les mêmes marchandises à un moindre coût dans d'autres pays ou régions du monde et engrangé d'énormes profits. D'autres facteurs ou critères liés au loi de fonctionnement du capitalisme favorisent ou confortent cette tendance.

Pour qu'elle s'inverse, il faudrait que les conditions de travail aux Etats-Unis et dans l'UE ainsi que niveau d'exploitation des travailleurs soient similaires ou se rapprochent de ce qui existe dans les pays ou continents où la législation du travail est particulièrement favorable au patronat et le coût de la main d'oeuvre bon marché, bref, où les masses sont surexploitées ou livrées à une forme d'esclavage impitoyable. Ou alors, il faudrait que les conditions d'exploitation (durée du travail) et le coût du travail en Europe centrale, en Asie, en Amérique latine et en Afrique, le niveau de vie des travailleurs se situe à un niveau équivalent à ce qui existe aux Etats-Unis ou dans l'UE. Or il en est très très éloigné, car au-delà du salaire il faut prendre en compte tous les facteurs concomitants sur les plan social et économique, les droits sociaux, la protection sociale, etc. mais aussi la fiscalité qui s'applique aux entreprises, impôt sur les bénéfices et taxes diverses ou les subventions ou les aides (exonérations diverses) que peuvent leur accorder les Etats.

Quand on prend en compte tous les facteurs, la différence n'est pas de 1 à 10 par exemple, mais plutôt de 1 à 20 ou davantage. Il ne faut pas oublier non plus que les entreprises en France bénéficient d'exonérations de cotisation sociale à hauteur de quelque 20 milliards d'euros par an, si on retire cette aide ou ce cadeau de l'Etat la différence entre le coût du travail en France et un pays comme la Chine augmenterait considérablement, donc ils ne sont pas près de se rejoindre. Cela ne signifie pas pour autant que les travailleurs en France vivraient mieux qu'en Chine. Certes les salaires sont beaucoup plus élevés en France, mais comme le coût de la vie ou les prix le sont également, les travailleurs chinois n'ont pas à les envier. On pourrait nuancer ce qui a été dit dans l'avant-dernière phrase, quand on observe des réductions de salaire de 25% ou plus en Grèce et que certains salaires se rapprochent de 500 euros par mois, alors qu'en Chine comme en Inde dans certaines entreprises les salaires ont augmenté pour atteindre 200 à 300 euros. L'inflation alimente la lutte des classes et se traduit régulièrement par des hausses de salaire.

Leur situation est pire encore dans des pays comme l'Inde ou l'Afrique du Sud. D'ailleurs c'est bien simple, en Inde l'immense majorité d'entre eux ne reçoivent pas de bulletins de paie, donc ne déclarent pas leurs salaires et ne paient pas d'impôt, ils sont trop pauvres pour que l'Etat puisse leur en imposer.

En conclusion, pour que la situation économique s'améliore dans le sens où l'entendent les capitalistes et leurs représentants dont fait partie Michel Rocard, il faudrait que la classe ouvrière dans l'UE subissent défaite après défaite et voient leur niveau de vie baisser drastiquement, que traduirait la baisse du coût du travail et l'aggravation de leurs conditions d'exploitation, autrement dit travailler plus et plus longtemps pour "gagner" moins et surtout moins longtemps, parce que les travailleurs ne profiteraient pas de leur retraite après avoir cotisé toute leur vie et crèveraient peu de temps après avoir cessé de travailler. Vivre pour travailler au lieu de travailler pour vivre, tandis que les rentiers baigneraient dans le luxe et auraient une vie de seigneurs, comme sous l'Ancien régime.

- *"Il faut travailler plus, tous collectivement, pour gagner plus collectivement"*, affirme Michel Rocard dans un entretien dans le JDD. L'ancien Premier ministre socialiste pour un *"ralentissement"* dans la réduction des déficits, une réduction du temps de travail et un départ à la retraite à 65 ans. *"Il y a le feu"*. *"Regardez où en sont les moteurs de la croissance. La consommation est en panne à cause du chômage, l'investissement aussi puisque les perspectives sont nulles, les exportations sont en berne car l'Europe est en récession et la dépense publique est contrainte par l'objectif de réduire les déficits."*

Pour Michel Sapin, *"aucune sirène ne doit nous détourner de notre objectif de réduire nos déficits"*.

Pour l'ancien chef du gouvernement (1988-1991), âgé de 82 ans, *"aussi longtemps que nous n'aurons pas fait accepter à nos partenaires européens un ralentissement dans la réduction de la dette, nous serons sous contrainte"*. *"La première des urgences, c'est de faire baisser le chômage. Comme nous n'avons pas de croissance économique, la seule façon d'y parvenir est de réduire le temps de travail"*, assure-t-il. Reconnaisant que *"ce sujet est un tabou"*, il souhaite *"que la réflexion s'ouvre à nouveau"*.

"En France, les salariés travaillent en moyenne 36,5 heures par semaine, contre moins de 33 heures en Allemagne et moins de 31 aux Etats-Unis. Il faut y parvenir par la négociation, en réduisant les cotisations sociales des entreprises", propose-t-il. *"Je dis qu'il faut travailler plus, tous collectivement, pour gagner plus collectivement. Ce qui permettra de réduire un peu la durée de chacun. Si les partenaires sociaux s'en saisissent, Hollande n'ira pas contre"*, assure Michel Rocard.

Il considère en outre *"dangereux et mauvais"* de s'engager dans le gel des retraites complémentaires. *"L'amputation du pouvoir d'achat est imbécile, alors que le pays a besoin de davantage de consommation"*.

Il estime que *"la seule solution est d'allonger la durée de cotisation, d'aller peut-être jusqu'à 43 annuités"*. Il relève que la France est *"le seul pays développé qui a fixé un âge de droit de départ à la retraite"*. *"La réforme Sarkozy, poursuit-il, a fait passer au forcing les 62 ans ... C'est décoratif, cet âge n'est pas une limite physique, ni intellectuelle"*.

"Il faut dire la vérité aux Français, le vrai calcul se fonde sur la durée de cotisations, pas sur un droit lié à un âge borné et inutile", dit encore Michel Rocard pour qui *"en conséquence on peut aller jusqu'à 65 ans"*, prenant ainsi le contre-pied du gouvernement. Lexpress.fr et AFP 27.01

Rocard n'a rien à dire de plus que les économistes qui s'époumonnent à vouloir sauver les apparences, à savoir que le capitalisme appartient désormais au passé, qu'il est condamné par l'histoire ou son propre développement qui conduit infailliblement : soit au chaos et à la barbarie, soit au socialisme si on y met un terme.

Réduire le temps de travail en réduisant les cotisations sociales des entreprises, revient à baisser les salaires (tous revenus confondus) ou augmenter le taux d'exploitation et de profit, car ces cotisations sociales font partie de la plus-value produite par les travailleurs. Cela revient à laisser une plus grande part de cette plus-value aux capitalistes, pendant que la dette de l'Etat augmenterait puisque l'Etat verserait la différence à la Sécurité sociale, donc les intérêts que l'Etat verse aux marchés, aux banquiers, augmenteraient, intérêts qui proviennent des impôts et des taxes que les travailleurs versent à l'Etat, qui sont soustraits de leur salaire.

Si vous prenez l'équation : salaire + cotisations sociales (part salariale et mal nommée patronale), l'ensemble représente le coût de la force de travail qui est déduite de la plus-value produite et qui va au travailleur, le reste va au capitaliste. Si vous diminuez le salaire ou les cotisations sociales qui vont dans les caisses des organismes sociaux, vous diminuez du même coup le coût du travail, donc le niveau de vie des travailleurs. Souvenez-vous de ce qu'on a dit plus haut en comparant celui existant en France et en Chine (par exemple), on voit bien ici que cette mesure s'inscrit dans cette perspective ou qu'elle a été inspirée par la situation que j'ai décrite rapidement.

Quant à l'allongement de la durée de cotisation, on a dit plus haut de quelle manière cette mesure infâme se traduirait et l'objectif recherché, faire en sorte que les travailleurs crèvent littéralement au boulot ou peu de temps avoir pris leur retraite, ce

qui apparemment n'est pas le cas du rentier Rocard, hélas !

Lui aussi autrefois il nous avait été présenté comme représentant la gauche du PS, sans rire, une véritable escoquerie politique, puisque en réalité il appartenait à l'un des courants les plus réactionnaires de ce parti, qu'il estime qu'il faudrait tout simplement banir toute date de départ à la retraite, autrement dit que l'on devrait travailler jusqu'à notre dernier souffle ne fait que le confirmer, on ne se refait pas.

ACTUALITE EN TITRES

[Droit au travail, droit au logement, droit de faire des études...](#)

- Mariage homo : "*Que tout le monde ait les mêmes droits*" - Le Nouvel Observateur

Droit de manger à sa faim, droit de partir en vacances, droit d'accéder aux meilleurs traitements médicaux, etc. autant de droits prioritaires bafoués, qui ne concernent pas 1% de la population mais des dizaines de millions de travailleurs, autant de droits qui passent à la trappe et qui ne mobilisent pas vraiment appareils et micro-appareils trop occupés à assurer leur survie politique, on comprend...

[Non, il était sémite comme toute la population de cette région.](#)

- Monseigneur di Falco : "*Ne le répétez pas, Jésus était juif !*" - LePoint.fr

[L'élite intellectuelle au service de l'oligarchie financière.](#)

- Davos ronronne sur l'économie mais organise des rencontres brillantes sur les dernières avancées scientifiques - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE-Celac

Ce que tous les chefs d'Etat d'Amérique latine ont adopté à l'unanimité : le sacro-saint droit des multinationales de piller les richesses de leur pays.

Les dirigeants de l'Union européenne et d'Amérique latine ont clos dimanche à Santiago un Sommet consacré aux investissements et échanges commerciaux.

Pour le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, "*la déclaration de Santiago établit la sécurité juridique, qui est importante pour les investisseurs et (...) pour les pays qui reçoivent ces investissements*", dans une allusion aux expropriations d'entreprises réalisées ces dernières années au Venezuela, en Bolivie et en Argentine. AFP 27.01

Le socialisme du XXIe siècle !

2- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi a déclaré dimanche soir l'état d'urgence pendant trente jours dans les villes de Suez, Ismaïlia et Port-Saïd, théâtres d'affrontements qui ont fait au moins 49 morts depuis quatre jours dans le pays.

"*J'ai promis de ne pas prendre de mesures exceptionnelles à moins d'y être forcé, et c'est ce que je fais ici. J'annonce l'état d'urgence dans les villes d'Ismaïlia, de Suez et de Port-Saïd pendant une période de 30 jours*", a déclaré Mohamed Morsi lors d'une allocution télévisée.

L'état d'urgence entrera en vigueur à partir de minuit, a-t-il ajouté.

Le président égyptien a également annoncé l'instauration d'un couvre-feu dans ces trois villes à partir de lundi, de 21H00 (19h00 GMT) à 06H00 (04H00 GMT).

"La protection de la nation relève de la responsabilité de tout un chacun. Nous ferons face à toute menace contre sa sécurité avec force et fermeté, dans le cadre de la loi", a déclaré Morsi.

L'annonce de l'état d'urgence a provoqué de nouvelles manifestations à Ismaïlia, où près de 200 personnes sont descendues dans les rues, selon un témoin.

"A bas Morsi, à bas l'état d'urgence", ont scandé les manifestants.

Les militants des droits de l'homme estiment que l'état d'urgence va conférer de vastes pouvoirs à la police, sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, pour procéder à des arrestations.

Les Frères musulmans ont accusé régulièrement par le passé l'ancien président Hosni Moubarak d'utiliser l'état d'urgence pour étouffer toute opposition et emprisonner les membres de la confrérie sans procès équitable.

Khaled Dawoud, porte-parole du Front de salut national, principale coalition d'opposition égyptienne a salué dimanche les mesures prises par Mohamed Morsi pour restaurer la sécurité.

"Bien sûr nous pensons que le président passe à côté du vrai problème sur le terrain qui est sa propre politique", a-t-il déclaré à Reuters, tout en ajoutant: "Son appel à l'état d'urgence est une bonne décision étant donné ce qui se passe, à savoir les violences et les actes criminels".

Sept personnes ont été tuées dimanche à Port-Saïd, en Egypte, lors des obsèques des 33 victimes des violences de la veille dans cette ville portuaire située à l'embouchure du canal de Suez, sur la Méditerranée. Reuters 27.01

3- Israël

L'ancienne ministre des Affaires étrangères israéliennes, Tzipi Livni, dont le parti Hatnuah a essuyé une défaite électorale, a révélé que le Qatar a subventionné certains de ses concurrents aux élections législatives du 22 janvier 2013.

Le Premier ministre sortant, Benjamin Netanyahu, a empoché 3 millions de dollars, tandis qu'Israel Beytenou, le parti d'un autre ancien ministre des Affaires étrangères Avigdor Liberman, a encaissé 1,5 million de dollars.

En échange, la coalition d'extrême-droite se serait engagée à favoriser la création d'une fédération jordano-palestinienne gouvernée par le Hamas. Réseau Voltaire 26.01.13

Vidéo (en anglais). Syria: Israel, Tzipi Livni "Qatar has offered \$ 3 million to Netanyahu"

http://www.youtube.com/watch?v=Epbu3gkQuYQ&feature=player_embedded

SOCIAL

France

Provocateur. La méthode de la CIA pour justifier le Patriot Act. Ou de la DGSE (Merah) ?

- Après les premières mises en examen pour surveillance illégale d'employés chez Ikea mardi, c'est au tour de Castorama d'être soupçonné de «flicage» dans un magasin de la banlieue bordelaise Gironde).

Vendredi, la CFDT annonçait en effet avoir porté plainte contre X visant la direction du site de Villenave-d'Ornon pour avoir fait «espionner» des salariés pendant quatre mois par un agent de la Sipic, la Société d'investigation et de protection industrielle et commerciale. Selon le syndicat, l'«espion» aurait ainsi tenté de les «pousser à la faute» et notamment au vol de matériel.

L'agent se serait ainsi fait passer pour un logisticien embauché en CDD entre décembre 2011 et mars 2012. Période pendant laquelle il aurait, selon le syndicat, rédigé «jour après jour des comptes-rendus détaillés» dans lesquels il relatait la surveillance

des salariés. Des documents sur lesquels la CFDT est « tombée », selon Sud-Ouest, et qui prouveraient que l'agent de la Sipic « a procédé à des provocations répétées pour que des salariés commettent des vols, soient complices de vols ou, à tout le moins, admettent qu'ils commettaient des vols ». C'est ce qui motive la plainte transmise au procureur de la République de Bordeaux.

L'homme en CDD aurait laissé entendre à certains salariés qu'il avait par exemple besoin de carrelage pour des travaux personnels et qu'il voulait savoir comment « sortir » ce matériel sans éveiller les soupçons. A priori, l'agent de la Sipic n'aurait pas obtenu beaucoup de résultats. Mais, du coup, les salariés cités nominativement passent pour suspects. Or l'article 226-18 du Code pénal punit de cinq ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende « le fait de collecter des données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal ou illicite ».

Le secrétaire général CFDT-Services de Gironde, Denis Lauxire, a précisé que le magasin de Villenave d'Ornon, qui compte près de 110 employés, n'était pas plus touché par les vols que d'autres magasins de l'enseigne. leparisien.fr 27.01

ECONOMIE

1- Suisse - Trust pharmaceutique

Daniel Vasella, le président du conseil d'administration du géant pharmaceutique Novartis sur le départ, pourrait toucher des indemnités allant jusqu'à la moitié de son salaire annuel, affirme dimanche le SonntagsZeitung.

"Selon des experts en indemnité, Vasella pourrait encaisser chaque année 50% de son ancien salaire de 13 millions de francs suisses à titre de dédommagement pour les clauses de non-concurrence", fait valoir l'hebdomadaire suisse alémanique.

Daniel Vasella se serait engagé à ne pas travailler pour la concurrence pendant cinq ans, selon une information publiée jeudi par le Tages-Anzeiger.

La rémunération de Daniel Vasella, longtemps le patron le mieux payé de Suisse, est au centre des débats.

En 2009, il avait perçu un salaire de 20,5 millions de francs suisses (16,4 millions d'euros). Alors que les critiques avaient fusé, ses traitements ont été ramenés en 2012 à 13,1 millions de francs suisses (10,5 millions d'euros).

Les indemnités de Daniel Vasella ont également suscité des remous auprès des groupements d'actionnaires tels qu'Actares et la fondation Ethos.

"C'est un scandale. les profiteurs continuent comme si de rien n'était, c'est incroyable", a déploré Roby Tschopp, le directeur d'Actares, dans les colonnes du SonntagsZeitung.

De son côté, Dominique Biedermann, le directeur de la fondation Ethos, a appelé Novartis à fournir des "indications transparentes" sur règlement concernant les indemnités.

Dans un entretien accordé dimanche au SonntagsBlick, Daniel Vasella s'est cependant fendu d'un trait d'humour. Interrogé sur le montant total accumulé pendant ses années à la tête de Novartis, estimé par le journal entre 200 et 300 millions de francs suisses, Daniel Vasella a dit "n'avoir lui-même jamais fait l'addition". "Chaque jour, la somme monte dans la presse", a-t-il déclaré. AFP 27.01

2- Europe - Sidérurgie

Les sidérurgistes européens ne fermeront vraisemblablement pas suffisamment de sites de production pour mettre un terme à une situation de surcapacités, ce qui signifie que la guerre des prix dans le secteur va se poursuivre, estime Wolfgang Eder, directeur général de l'autrichien Voestalpine.

"Malgré les difficultés du secteur, je ne vois pas la guerre des prix se terminer. La capacité des entreprises à tirer les leçons du passé est limitée (...)", poursuit-il.

"Pourtant, les capacités doivent être diminuées d'au moins 20% avant que le secteur puisse renouer avec de saines conditions d'activité", poursuit Wolfgang Eder, dans le cadre d'un entretien publié par le Frankfurter Allgemeine Sonntagzeitung. Reuters 27.01

Question poser au mouvement ouvrier : On combat pour en finir une fois pour toute avec le capitalisme ou on les laisse liquider la sidérurgie et des dizaines de milliers d'emplois ? C'est une question fermée : on liquide le capitalisme oui ou non ? On sauve ces emplois oui ou non ? C'est la seule manière, il n'en existe pas d'autres.

[Haut de page ↗](#)

Le 29 janvier

CAUSERIE

Je vous confirme qu'il y a bien environ un millier de travailleurs ou militants qui se connectent sur le site après qu'un seul fichier (doc du 20 décembre) mis en ligne en janvier a été téléchargé 716 fois à la date d'hier.

Lundi soir.

A bâtons rompus.

J'ai découvert par hasard un portail où vous trouverez des articles sur la Françafrique <http://survie.org>.

Pour me détendre, si l'on veut, j'ai passé la soirée à me fabriquer une sorte de revue de presse en allant consulter des portails très ciblés pour chercher des infos sur le Mali et la situation sociale en France.

J'ai trouvé quelques articles intéressants sur le Mali et l'intervention militaire française contre ce pays, un article de la Tendance Claire du NPA sur l'accord du 11 janvier que j'ai estimé correct et que je mets en ligne, sinon pas grand chose à se mettre sous la dent.

Je pense que c'est intéressant de mettre en ligne des articles en provenance de différentes sources pour montrer qu'il y a plus de gens opposés aux politiques antisociales et impérialistes des différents gouvernements qu'on le croit, pas toujours à celles mises en oeuvre par les gouvernements de leur propre pays, je pense par exemple aux articles en provenance d'agences de presse en Russie ou en Iran, qui cependant en portant un autre regard sur l'actualité internationale nous fournissent parfois des informations qu'on ne trouve pas ailleurs, leurs analyses parfois justes ou pertinentes étant à prendre toutefois avec des réserves, comme d'habitude.

Cela nous change des médias aux ordres en France qui sont généralement tout juste bons à se faire les relais zélés de la propagande du patronat ou du gouvernement. Jusqu'à présent, je n'ai pas trouvé d'équivalent au Réseau Voltaire et à Mondialisation.ca, dont les analyses ou expertises dans les domaines de la géopolitique ou la géostratégie sont d'un très bon niveau et nous sont très précieuses pour comprendre la situation, car sans informations valables ou fiables, précises, notre tâche serait encore plus compliquée.

J'invite tous les lecteurs à me faire parvenir les articles qu'ils ont pu lire sur le Net et qu'ils ont appréciés, afin de porter à la connaissance des travailleurs ou militants qui se connectent sur le site. A défaut de pouvoir construire quoi que ce soit, le site peut servir de banque de données et aider à faire circuler infos et analyses qui peuvent nous aider à mener notre combat commun.

Qu'on ait chacun nos idées et nos convictions est une chose qui doit être respecté. Maintenant il ne faut pas tomber dans le sectarisme ou le dogmatisme et refuser de s'informer à certaines sources sous prétexte qu'on ne partage pas toutes les intentions ou qu'on n'a pas les mêmes objectifs que les auteurs des articles qui peuvent parvenir à notre connaissance, parfois pas du tout ou ils se situent à l'opposé des nôtres sans que cela doive nous poser un problème, de mon côté je suis blindé, mais je peux concevoir que par manque d'expérience on craigne parfois de se faire manipuler, et c'est tout à fait légitime comme réaction, cela m'arrive aussi par manque de connaissance sur un pays par exemple, c'est la raison pour laquelle je multiplie les sources pour recouper leurs informations et me faire ma propre idée ensuite.

Ces derniers jours, j'ai lu ou parcouru rapidement un tas d'articles sur le Mali, certains étaient plus détaillés et précis que d'autres, ceux qui émanaient des sources les mieux informés ou qui avaient une réelle connaissance du terrain ont fourni les analyses les plus pertinentes ou justes. Michel Collon en fait partie et je ne regrette pas d'avoir mis ses vidéos en ligne.

On ne peut pas militer en se contentant de phrases apprises par coeur, de principes ou de mots d'ordre, on doit savoir de quoi on parle, sinon on n'est pas crédible ou on n'inspirera pas confiance, quelque part c'est normal et c'est salutaire, c'est mieux ainsi, sinon cela voudrait dire que notre interlocuteur pourrait croire n'importe qui et n'importe quoi, ce n'est pas l'objectif que nous nous sommes fixés. Sans se prendre trop au sérieux ou avoir la grosse tête, on doit commencer par s'appliquer les principes qu'on souhaiterait bien que les travailleurs adoptent pour progresser, commençons par là.

Maintenant il est vrai qu'on ne peut pas être au top sur tous les sujets ; l'encyclopédie au XVIIIe siècle a été avant tout une oeuvre collective. C'est la raison pour laquelle il est préférable de ne pas se disperser et de creuser quelques sujets qu'on a sélectionnés en relation avec l'actualité et ainsi de suite. Chaque chose en son temps. Il faut être ordonné, s'imposer une discipline, sans discipline pas de parti, pas de révolution victorieuse. L'oisiveté, le dilettantisme et l'éclectisme sont nos pire ennemis. Au bout d'un certain temps, on parviendra à avoir une idée assez précise sur un tas de questions que l'on aura pris le temps d'étudier et que l'on pourra ensuite aborder sereinement, ce qui ne veut pas dire que nous serons en mesure de répondre à toutes les questions qu'on nous posera, sans que cela soit un problème ou crée un malaise, on peut prendre le temps d'y réfléchir pour en rediscuter plus tard ou alors on passe à une autre question en avouant que l'on n'a pas suffisamment d'éléments pour nous prononcer sur la question qui nous a été posée, essayons d'être ou de demeurer modeste, lucide, de garder le contrôle de nous-même, j'ai envie de dire d'être naturel, car il n'y a rien de naturel chez le prétentieux ou le complexé.

J'ai observé que lorsque l'on est face à une personne attentive, ce qui aura de l'influence sur elle sera autant notre discours que notre comportement, ce qu'on arrive à percevoir quand on est suffisamment bien dans sa tête ou sa peau pour tenir à la fois notre discours et l'observer tout en prêtant la même attention si ce n'est plus encore à sa répartie. J'en ai fait l'expérience la semaine dernière pendant près de deux heures, c'est long pour un tête à tête avec quelqu'un que vous n'avez jamais rencontré auparavant, c'est si rare pour moi de rencontrer un ou plutôt une Française que je n'en ai pas perdu une miette. Je pense que c'est aussi de cette manière que l'on peut progresser, en tirant des enseignements de chaque expérience que nous sommes amenés à vivre. Cela nous servira dans d'autres situations ou tout au long de notre vie. Qui ne progresse pas régresse, c'est ce que je me dis toujours et rien que l'idée de régresser m'effraie.

Une nouvelle fois cette causerie improvisée a pris une drôle de tournure. Mon total isolement me pèse, mais je m'en amuse aussi ; n'ayant personne avec qui converser le reste du temps, je me pose des questions et c'est un autre qui y répond et ainsi de suite, un peu à la façon de Diderot et ses dialogues (philosophiques) imaginés. Certains en profiteront pour dire que je suis vraiment cinglé, ce qui les arrangerait bien, mais pas de bol, j'ai également étudié la désagrégation schizoïde de W. Reich, très sérieusement, cela m'a pris plusieurs mois, et je n'en suis pas encore à ce stade, seule la vieillesse ou la maladie aura raison de mon petit cerveau que je mets à rude épreuve, pour notre cause notez bien, notre noble cause, notre idéal. Il est 0h20, je pète la forme mais je dois me reposer. Bonne journée à tous et à tout à l'heure.

Mardi.

Je réfléchis à modifier la présentation des articles de presse et les commentaires que je rajoute ou intercale de manière à ce que cela soit plus clair, éviter toute confusion dans la lecture.

Je n'ai pas reçu de plaintes à ce sujet, c'est moi qui ne suis pas satisfait de la présentation actuelle, j'ai le souci du détail sur ce point précis et c'est important pour nos rapports.

Pour se marrer, si je devais faire la pub pour le site je dirais : le seul courant politique qui dit ce qu'il pense et ce qu'il ne pense pas. Vous avouerez qu'après il faudrait être sacrément de mauvaise foi pour prétendre que j'ai tenté de vous manipuler. En réalité, je préfère que les militants gardent leur distance avec moi, à 10.000 kilomètres de distance cela aide, l'objectif étant que chacun se forge librement ses propres idées ou convictions, c'est mieux ainsi pour vous comme pour moi. C'est volontairement que je vous parle l'air de rien de mes goûts et autres que vous ne partagez peut-être ou sans doute pas pour que cette distance entre nous demeure.

J'assume ma responsabilité dont j'ai pleinement conscience. Qu'on passe une partie de son temps à se justifier est un travail particulièrement ingrat et lassant, mais obligatoire et je m'y colle consciencieusement. Tout n'est pas parfait loin de là, mais tout est fait sincèrement et honnêtement. Cela ne vaut rien de le dire à propos de soi-même, certes, c'était juste histoire de vous montrer que j'ai cela en permanence à l'esprit, de toutes manières mentir aux autres ou se leurrer sur soi-même ne mène nulle part, c'est minable.

Alors on continue dans la bonne humeur, en gardant le moral, même dans l'adversité, soyons digne de l'idéal qu'on incarne et nos idées finiront par s'imposer ou la majorité finira par les adopter ou les partager avec nous.

Je vais vous dire un truc à l'oreille, quand je dis qu'il y en a qui ont abandonné le combat pour le socialisme parce qu'ils n'ont plus confiance dans les masses, si vous observez leur comportement ou que vous prêtez attention à leurs discours, vous vous apercevrez qu'ils n'ont surtout plus confiance en eux-mêmes ou dans leurs propres idées, car s'ils daignaient se pencher ne serait-ce qu'un instant dessus, ils s'apercevraient au premier coup d'oeil qu'elles ne tiennent pas la route. Il y a beaucoup de juges ou de procureurs dans nos rangs, mais peu d'esprits véritablement libres et aptes à progresser. J'espère faire partie de cette dernière catégorie.

Je rajouterai des articles en ligne dans la journée. Bonne journée à tous.

[Parole d'un internaute](#)

Vous avez tout compris. La politique du gouvernement est la même sur le plan national ou international : les riches doivent s'enrichir toujours plus et les pauvres doivent demeurer toujours aussi pauvres et être de plus en plus nombreux de préférence.

1- "Voilà ! on dégage les islamistes pour mettre les Maliens dans le cycle de la dette. Dette qui correspond comme on sait tous à une création de papier sur la base du vent. En contre-partie ils vont perdre le contrôle de leur sous-sol. Après le FMI, c'est la France avec l'AFD qui va faire des crédits; de quoi bien renflouer les caisses."

Vous avez le droit de poser cette question.

2- "Je me demande si même des Etats Africains sont des Etats. Un Etat indépendant depuis un demi siècle qui ne peut rien assurer sans l'aide de la FMI ou la Banque mondiale. Là c'est incompréhensible, inadmissible."

ACTUALITE EN TITRES

En famille chez les deux gauches. Le Front de gauche veut mettre la main à la pâte ou les mains sales. Ou comment légitimer les institutions du capital.

Hollande, le gouvernement, les institutions de la Ve République discrédités, minoritaire, il faut bien venir à leur secours, ce ne sont pas les bonnes volontés qui manquent.

- Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a appelé aujourd'hui le gouvernement à "*laisser respirer le débat*" à gauche, au Parlement, en particulier sur le récent accord sur l'emploi, pour ne pas gouverner comme on le "*reprochait à Sarkozy*".

"On a pendant cinq ans reproché à (l'ancien président) Sarkozy d'imposer des lois en disant aux parlementaires: + il n'y a plus rien à discuter, faut les adopter+", a déclaré M. Laurent à des journalistes à Cenon, près de Bordeaux. "On était tous ensemble, la gauche, pour contester cette manière de gouverner. On va pas se l'appliquer à nous-mêmes, quand même !" AFP 26.01

Lors du vote du TSCG pratiquement tous les partis et groupes politiques se réclamant de la classe ouvrière s'étaient adressés aux parlementaires, nous avons estimé cette démarche comme opportuniste et menant dans une impasse, donc renforçant chez les travailleurs et les militants l'impression qu'il était impossible de vaincre le capitalisme et ses institutions, qu'il n'existait aucune solution politique à la crise du capitalisme, autrement dit que cette ligne politique conduisait à la démoralisation des travailleurs et à la démobilisation des militants, donc servait directement les intérêts du régime en place, et que dans ces conditions peut-être qu'il était inutile de continuer le combat.

Voilà qu'ils remettent cela cette fois avec l'accord patronal du 11 janvier.

Souvenez-vous, à l'époque du TSCG nous avons qualifié cette démarque de grotesque parce que même si certains députés du PS ne votaient pas le TSCG, ceux de l'UMP et de l'UDI joindraient leurs votes à celui de la majorité des députés du PS et le TSCG serait adopté.

Dans le cas présent, le Medef ayant applaudi des deux mains cet accord, l'UMP et l'UDI vont le voter avec l'immense majorité des députés du PS et ses satellites et il ne peut pas en être autrement.

Cela signifie qu'il n'existe aucune solution politique dans le cadre institutionnel qui est cadenassé par le PS et son allié, l'UMP, donc persister en toute connaissance de cause dans cette voie aboutira au même résultat qu'avec le TSCG et doit être qualifié au même titre d'opportuniste et le mot est faible (contre-révolutionnaire), cela dépasse l'entendement, cela prouve aussi que tous ceux qui se placent dans cette perspective démontrent qu'ils sont incapables de définir une stratégie pour combattre le capitalisme et ses institutions, finalement ils ne font guère mieux que les dirigeants des syndicats qui se plient volontiers aux exigences du patronat.

Ils en sont à demander à leur bourreau qui a signé leur arrêt de mort de les gracier, on croit rêver ! C'est leur incurie politique qui s'étale sous nos yeux.

Nous sommes résolument et farouchement contre toute initiative en direction de Hollande, des différents ministères, des députés, des élus du PS ou d'autres partis, car au lieu de montrer aux travailleurs dans quel camp ils sont et les intérêts de quelle classe ils représentent, que les travailleurs n'ont rien à en attendre, cette démarche ne sert qu'à alimenter ou créer des illusions dans les institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

Cet opportunisme effréné dans lequel versent les uns et les autres est la combinaison à la fois de leur incapacité à analyser la situation en prenant en compte tous les facteurs, et de leur abandon de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, abattre le capitalisme et son Etat, ce qui explique et permet de comprendre également la profonde division de l'avant-garde qui se traduit à son tour par une multitude de partis et groupes ou groupuscules de militants se réclamant du socialisme, qui finalement (à l'arrivée) n'ont comme seul point commun : l'opportunisme, ils en font la démonstration sous nos yeux, il suffit de les ouvrir et d'observer pour le constater

Plus fort encore, alors même qu'ils avancent la même initiative, ils sont incapables de se mettre d'accord pour y appeler en commun, vous avouerez qu'à ce stade il est légitime d'évoquer un opportunisme effréné, acharné, pour ainsi dire enragé, fanatique, ils figolent, ils mettent un point d'honneur à mener les travailleurs et les militants dans une impasse sans autre perspective, c'est effarant de constater qu'ils ne s'en aperçoivent même pas, quel gâchis et surtout quelle perte de temps pour les millions de travailleurs qui n'en peuvent plus, apparemment ils n'y pensent pas vraiment !

Pour la suite, je vous renvoie aux causeries des jours précédents, j'ai autre chose à faire que répéter sans cesse la même chose. Hier j'ai fourni un axe de combat précis et argumenté, reportez-vous y ou faites ce que vous voulez. Surtout n'allez pas dire que je n'aurais proposé aucun axe politique d'intervention dans la lutte des classes ou aucune perspective ce serait un grossier mensonge, dites plutôt que vous l'avez rejeté sans daigner l'étudier sérieusement ce sera plus correct.

A signaler que les groupes CCI-T et Bolchevik et la Tendance Claire du NPA ont adopté des positions proches de la mienne. Si vous connaissez d'autres groupes de militants ou tendances du mouvement ouvrier dans ce cas-là, s'il vous plaît ayez la gentillesse de me communiquer cette information, les militants doivent savoir qu'ils ne sont pas seuls ou une infime minorité à rejeter l'opportunisme qui consiste à se tourner vers le gouvernement ou les institutions pour résoudre les problèmes des travailleurs, alors qu'ils en portent la responsabilité. Ainsi d'ailleurs que toute initiative allant dans ce sens. Merci d'avance pour eux.

[Un portrait de Thierry Lepaon, le nouveau secrétaire général de la CGT.](#)

Il a tous les traits de Hollande, cela doit être pour cette raison qu'ils l'ont choisi : il se dit "*normal*", dévoré d'ambition, une "*coquille vide*".

- Sans froisser son prédécesseur, il laisse entrevoir quelques différences dans les futures orientations du syndicat : "*Je veux que nous collions mieux aux nouvelles organisations du travail. Je sais, ce n'est pas nouveau, mais je veux en faire une vraie priorité.*"

La bio officielle est presque trop belle pour un futur leader de la CGT. CAP de chaudronnier à 17 ans, syndiqué aussitôt. Militant aux Jeunesses communistes dès l'adolescence, victime de répression syndicale dans ses premiers boulots chez Caterpillar et Spie Batignolles. Il habite toujours en Normandie où résident les trois enfants nés de son premier mariage - deux adultes (26 et 22 ans), une adolescente (14 ans). Ses nouvelles responsabilités vont l'obliger à quitter sa maison HLM située à Cabourg (Calvados), à 800 mètres de la mer, où il vit avec sa nouvelle compagne, cadre à la SNCF. Il a demandé qu'on lui trouve, à Paris ou en proche banlieue, un appartement "*avec du vert, parce qu'il est] un provincial*". Et il ajoute : "*Comme François Hollande est un président normal, je serai un secrétaire général normal.*" Normal, vraiment ?

Ceux qui l'ont suivi depuis le début des années 1980 se souviennent de quelqu'un qui, toujours, veut être au premier rang et rencontrer les gens qui comptent. Peu importe qu'ils soient DRH, hommes politiques ou syndicalistes. Il passe, sans difficultés, des années Moulinex aux arcanes compassées du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Poussé, déjà, par Maryse Dumas, il quitte son terrain bas-normand pour mener, en 2008, la négociation interprofessionnelle sur la formation. Les plus gentils disent de lui qu'il a une "*vraie intelligence des situations*"; les plus réservés, qu'il est une "*coquille vide*" n'ayant qu'un but, atteindre le sommet.

Des prises de position qui font déjà grincer des dents

Pour beaucoup, il a commis sa principale bourde politique en tournant trop vite la page de Moulinex. Presque aussitôt après la fermeture, il prend ses distances. La CGT se porte partie civile dans les poursuites engagées contre les anciens dirigeants, mais du bout des lèvres. Lui dit qu'il lui fallait s'éloigner de cet échec qui lui donnait des "*barres dans le ventre*". Il était au chômage et devait trouver de quoi vivre ; il ne se reconnaissait pas dans l'action "*amicaliste*" de l'association montée par des anciens de Moulinex de l'usine de Cormelles-le-Royal, près de Caen (Calvados). Alors, oui, il a "*tourné la page*", répète-t-il. "*Si s'occuper des salariés restés sur le carreau, ce n'est pas de l'engagement syndical, qu'est-ce que c'est ?*" s'interroge Lionel Muller, ancien délégué syndical CGT qui a oeuvré près de vingt ans à son côté.

Tout communiste qu'il soit - il paie toujours sa cotisation comme simple adhérent -, tout mélenchoniste qu'il se revendique, il n'a rien d'un idéologue. Il détonne par son pragmatisme. "*Il était rafraîchissant par rapport aux autres CGT, il était très concret*", se souvient un syndicaliste qui l'a côtoyé dans différentes instances. Un ancien DRH de Moulinex ne dit pas autre chose : "*J'ai deux mots pour le définir, pragmatique et intelligent.*"

Il a cette capacité - rare - de ne se fâcher avec personne et de tout assumer. A peine confirmé comme futur secrétaire général de

la CGT, il se rend à une séance du Cese et pose, tout sourire, au côté de Sophie de Menthon, dirigeante de la très libérale association de chefs d'entreprise Ethic. La photo fait le tour de Paris et Sophie de Menthon ne se prive pas de dire qu'elle "aime beaucoup" Thierry Lepaon. Il laisse glisser.

Quand certains l'attaquent sur les bonnes relations qu'il entretient avec Raymond Soubie, l'ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy, il assume encore : "J'ai beaucoup de respect pour lui." Et, s'il n'a jamais été vu au théâtre des Champs-Élysées, dont Raymond Soubie est le président et où il invite volontiers ses relations, "ce n'est pas parce que c'est lui, c'est par... manque de temps".

Peut-il tout se permettre ? Déjà, certaines de ses prises de position font grincer des dents. A la mi-2012, au Cese, il est rapporteur d'un avis sur l'"ouverture à la concurrence des services ferroviaires régionaux de voyageurs". Il n'exclut pas des expérimentations, acceptant de facto l'idée d'une libéralisation. Pas exactement la ligne de la toujours puissante fédération des cheminots... [lexpress.fr 28.01](#)

Il a tout de l'opportuniste pour faire un bon bureaucrate pourri, on a compris et on ne s'attendait pas à autre chose.

ACTUALITE EN TITRES

Comme quoi Sapin ne dément pas

- Sapin et la faillite: "C'est une façon de dresser le bilan des années Sarkozy" - [L'Express.fr](#)

Le vôtre aussi puisqu'il y avait un consensus UMP-PS à l'Assemblée nationale, dites-nous monsieur Sapin, vous ne l'avez pas oublié ?

Non, ils s'apprêtent à liquider le système de retraite par répartition basé sur la solidarité entre les générations.

- Retraites: Ni modification de la durée, ni du montant, ni des cotisations assure Najat Vallaud-Belkacem - [20minutes.fr](#)

Partout et nulle part, c'est là son secret !

- Où est la vérité de François Hollande ? - [LePoint.fr](#)

C'est la définition qu'en donnent les franc-maçons qui permet à celle du plus fort de s'imposer.

Hollande couvre les crimes de l'armée malienne

- Pas d'exactions au Mali, dit Hollande, malgré les doutes d'ONG - [Reuters](#)

Mali. Une guerre de rapine, de brigands, d'affameurs.

- Le FMI verse une aide au Mali, espère le réengagement des pays donateurs - [AFP](#)

Sur le front économique, le chef de la mission du FMI au Mali a même relevé "des développements favorables", sans lien avec la crise: la découverte d'une mine d'or dans le sud du pays et l'arrivée d'un troisième opérateur téléphonique. [AFP 28.01](#)

A la bonne heure !

Propagande. Alors qu'il les a armés.

- Fabius redoute la mainmise des islamistes radicaux sur la Syrie [Reuters](#) -

Criminel

- Mediator: 95% des dossiers de victimes ont été rejetés - [20minutes.fr](#)

- Le traitement anti-acné Diane 35, une nouvelle affaire Mediator? - AFP

[Bankster. Lampiste.](#)

- Caisse d'Epargne: Un ex-trader condamné à 2 ans de prison avec sursis et à rembourser 315 millions d'euros - 20minutes.fr

[Intentions plus que suspectes...](#)

- L'Espagne doit faciliter l'accès au crédit et aider les chômeurs, selon Rehn - AFP

Pour renouer avec la croissance et faire baisser le chômage, l'Espagne doit faciliter l'accès au crédit et renforcer les mesures d'aides aux demandeurs d'emploi, a estimé lundi à Madrid Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques. AFP 28.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Les manifestations violentes qui durent depuis cinq jours en Egypte ont fait lundi deux morts de plus, au lendemain de l'imposition de l'état d'urgence à Ismaïlia, Suez et Port-Saïd, d'où sont partis les troubles jeudi dernier.

Le gouvernement a approuvé un décret qui permet à l'armée d'arrêter des civils et lui demande d'aider la police à maintenir l'ordre, sans que l'on sache si la mesure s'appliquera uniquement aux trois villes des bords du canal de Suez ou à l'ensemble du pays.

De source proche du gouvernement, on précise que l'armée se comportera "*comme une force de police*", ce qui signifie que les personnes arrêtées seront traduites devant un tribunal civil et non militaire.

Le Front de salut national (FSN), qui réunit les principales composantes de l'opposition, a de son côté demandé au président Mohamed Morsi d'assumer la responsabilité des violences qui ont fait 51 morts depuis jeudi et a refusé de se rendre à un "*dialogue national*" convoqué lundi par le chef de l'Etat.

Par la voix de son coordinateur Mohamed ElBaradei, le FSN a jugé que la proposition de dialogue était "*superficielle*", sans exclure de participer à de futures discussions si Mohamed Morsi acceptait les conditions de l'opposition.

Au Caire, un passant âgé de 46 ans a été tué par balle près de la place Tahrir, épicerie de la révolution de 2011, où des manifestants jettent des pierres contre la police qui réplique par des grenades lacrymogènes. On ignore d'où est venu le tir.

Des opposants au président Morsi campent depuis plusieurs jours sur la place Tahrir et certains affichent leur intention de renverser le régime, comme Ibrahim Eissa, 26 ans, qui veut "*mettre fin à un Etat contrôlé par les Frères musulmans*", mouvement dont est issu le président.

Dans la soirée, un homme a été tué à Port-Saïd. Dans cette ville, ainsi qu'à Ismaïlia et à Suez, de nouvelles manifestations ont été organisées.

A Ismaïlia, la foule scandait "*A bas Mohamed Morsi, à bas l'état d'urgence!*". Des slogans similaires ont été entendus dans d'autres villes situées le long du canal de Suez.

Les Etats-Unis ont condamné lundi cette flambée de violence en Egypte et invité les dirigeants de ce pays allié à faire clairement savoir que la violence était inacceptable.

Le porte-parole de la Maison blanche, Jay Carney, a déclaré aux journalistes que l'administration Obama saluait les appels au dialogue national et exhortait tous les Egyptiens à respecter le processus démocratique. Reuters 28.01

2- Mali - Chine

Le 18 janvier, Mme He Wenping, experte chinoise, sur les questions africaines, à l'Académie chinoise des Sciences sociales, a

publié un article intitulé «*Il faut se méfier de la légitimation du nouvel interventionnisme, en Afrique*», dans le quotidien chinois, "Global Times", dans lequel elle met en lumière des risques liés à l'intervention française, dont le principal porte sur la légitimation de l'ingérence extérieure, en Afrique.

Mme He a, également, examiné la situation, d'un point de vue historique. Sur le continent africain, au lieu de tracer des frontières naturelles, la plupart des pays ont hérité de frontières délimitées, par leurs anciens colonisateurs, qui avaient divisé le continent, en fonction de leurs intérêts et leurs rapports de forces. «*Résultat, au sein des populations africaines, la reconnaissance de l'ethnie et de la religion compte plus que celle de la souveraineté ou de la nation. Ce qui peut amener le continent à entrouvrir une porte à l'ingérence extérieure*».

En ce qui concerne sa diplomatie, en Afrique, la France, ancienne puissance coloniale, sur le continent, accorde la priorité au maintien de ses intérêts, dans les pays africains francophones. C'est dans cette optique que M. Hollande, qui n'avait pas montré, jusque-là, un intérêt marqué, pour l'Afrique, a changé de cap et décidé de déployer des forces armées, au Mali.

«*Nous ne défendons qu'une cause, l'intégrité du Mali, et nous n'avons qu'un adversaire, le terrorisme*», a répété le président français. Néanmoins, face à la demande du président centrafricain, lui aussi, confronté à l'attaque de rebelles, le gouvernement français a choisi de garder ses distances. «*Ce qui alimente les rumeurs, selon lesquelles la France, le gendarme, pratique le deux poids deux mesures, dans les affaires africaines*», a fait observer Mme He.

Par ailleurs, le déploiement des forces armées, au Mali, aura pour effet d'alourdir les dépenses de l'Etat et pèsera sur une économie française affaiblie. «*C'est pour cela que des médias, à travers le monde, ont signalé que le Mali risque de devenir un Afghanistan, pour la France*», a indiqué Mme He, avant de faire part d'une autre inquiétude : l'intervention française permettra-t-elle d'apporter une stabilité, à long terme, au Mali ? Une question à laquelle il est, pour l'instant, impossible de répondre. french.irib.ir 24.01

3- Syrie-

Le camp pro qatari se fissure de jour en jour : selon Russia Today, le vice président syrien vient d'effectuer une visite aux Emirats pour renforcer des coopérations commerciales syro-émiraties. Le voyage de Ghadri Jamil témoigne d'un changement de cap des pays du golfe Persique vis à vis de la Syrie, pays qui désormais conscients des plans qatari américains pour la région, sont déterminés à combattre le danger "salafo wahhabite" french.irib.ir 26.01

SOCIAL

1- France

1.1- PSA d'Aulnay-sous-Bois

La CGT de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), qui doit rouvrir lundi après dix jours d'arrêt, a annoncé dimanche avoir "voté la grève pour lundi" et "décidé de réoccuper l'usine", dénonçant un "climat de tension" imposé, selon elle, par la direction. "Malgré les pressions et les provocations de la direction, (les salariés en grève) s'adresseront, comme depuis le début de la grève, pacifiquement, à leur camarades de travail pour les appeler à rejoindre et à renforcer la grève", a indiqué la CGT dans un communiqué.

"Un encadrement renforcé sera mis en place dès lundi matin", avait développé Laurent Vergely, le directeur de cette usine, dans une déclaration écrite à l'AFP. Selon la CGT, la direction de PSA Aulnay va faire appel à "plus d'une centaine" de vigiles privés et a prévu "que des groupes d'intervention de vigiles et de cadres/maîtrise (prennent) position derrière les portillons d'entrée du personnel aux premières heures de l'embauche". "La CGT dénonce la politique irresponsable de la direction qui a comme objectif d'empêcher les salariés à se déclarer librement en grève", a précisé le syndicat. AFP 28.01

1.2- Manufacture vosgienne de meubles supprime 120 emplois La direction de la Manufacture vosgienne de meubles (MVM), à Mattaincourt (Vosges), filiale du groupe Parisot, a annoncé lundi la suppression de 120 emplois sur 378 lors d'un comité d'entreprise, a-t-on appris de source syndicale.

L'usine, qui fabrique des meubles de cuisine et de salles de bains, avait été placée en redressement judiciaire le 7 novembre, avec une période d'observation de six mois.

"120 licenciements ont été annoncés ce matin, mais nous ne savons pas encore quelles catégories de personnels sont concernés", a expliqué à l'AFP un responsable CGT (majoritaire), Bernard Thomassin, à l'AFP.

"Cela n'est pas vraiment une surprise, mais on ne sait pas si on pourra tourner après ces licenciements. Le paradoxe, c'est qu'en ce moment, on n'arrête pas de faire des heures supplémentaires", a-t-il ajouté.

Lors du placement en redressement judiciaire, un porte-parole du groupe avait expliqué que l'usine traversait *"d'importantes difficultés"*.

Il avait alors assuré avoir *"la ferme volonté de proposer un plan de continuation pour conserver l'usine de Mattaincourt"*, et pour objectif *"prioritaire le redressement du groupe et la pérennité des entreprises"*.

Les syndicats craignent pour leur part *"une volonté claire de fermer l'usine"*.

En novembre, le groupe Parisot et deux autres de ses filiales, SAS Parisot (anciennement Parisot meubles) et Compagnie Française du Panneau (CFP), soit environ 900 salariés, avaient également été placés en procédure de sauvegarde, le groupe invoquant un *"retournement brutal du marché"*.

Le secteur de la fabrication de meubles, fleuron des Vosges, a déjà été largement sinistré depuis plusieurs années, notamment après la liquidation en janvier 2012 de Nevelt, ex-filiale de Parisot à Mattaincourt (144 salariés) et, un an plus tôt, de ECB, qui employait 122 salariés dans la commune voisine de Mirecourt.

En février 2011, Parisot a rejoint Windhurst Industries, premier groupe européen d'aménagement intérieur. Ce groupe industriel français emploie 4.300 personnes dans 35 pays, avec un chiffre d'affaires de près de 600 millions d'euros. En 2011, le Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) est entré au capital de Windhurst Industries.

Le groupe est encore détenu à 49% par la famille du fondateur, Jacques Parisot. En revanche Laurence Parisot, petite-fille de ce dernier et actuelle président du Medef, n'entretient plus aucun lien avec l'entreprise, et ne possède plus ni actions, ni intérêts dans celui-ci. AFP 28.01

1.3- La retraite par répartition sérieusement en danger.

Le gouvernement français ne prévoit ni baisse des pensions, ni hausse des cotisations, ni augmentation de la durée de cotisation dans le cadre de la prochaine réforme des retraites, a déclaré ce lundi sa porte-parole, Najat Vallaud-Belkacem.

Elle a assuré que d'autres solutions existaient, citant les propositions du syndicat CFDT, qui prône un changement radical de système vers un système à points ou à compte notionnel. Le Conseil d'orientation des retraites a cependant établi qu'un changement de système ne rétablirait pas en soi l'équilibre financier, un objectif qui suppose bien de modifier les principaux paramètres de la durée et du montant des retraites ou des cotisations.

«N'est à l'ordre du jour ni le fait de travailler plus longtemps, ni le fait de réduire les pensions, ni le fait d'augmenter les cotisations», a dit Najat Vallaud-Belkacem sur BFM TV et RMC. «Il y a d'autres solutions aujourd'hui qui existent. Regardez par exemple les propositions que fait la CFDT.» «Je ne dis pas qu'on va forcément s'inscrire exactement dans ce scénario-là, mais il y a des systèmes par exemple de retraite à la carte, ou par points», a poursuivi la porte-parole du gouvernement. Reuters 28.01

Et c'est dans ce cadre et cette perspective, cet objectif dans lesquels les dirigeants de la CGT et FO vont accepter de s'asseoir à la même table que le Medef ?

Nous sommes avertis, ils le sont forcément, ils savent encore lire, donc s'ils acceptent de participer à ces réunions, c'est déjà une trahison, et les dirigeants du POI, du NPA et de LO en seront les complices s'ils ne rompent pas immédiatement avec leurs appareils. On les attend au tournant, on va voir ce qu'ils ont vraiment dans le ventre, leurs véritables intentions, qu'est-ce que c'est au juste ces partis. A eux de prendre leur responsabilité.

2- Norvège

La compagnie aérienne scandinave SAS a annoncé dimanche qu'elle allait supprimer 200 emplois administratifs supplémentaires, en plus des 800 suppressions déjà prévues dans son plan de restructuration adopté en novembre. *"Deux cents emplois supplémentaires seront supprimés dans le secteur administratif. En novembre nous en avons annoncé 800. Cela porte à 1.000 le nombre d'emplois total"*, a indiqué à l'AFP une porte-parole de la compagnie, Elisabeth Manzi.

En novembre, SAS avait présenté un vaste plan de restructuration destiné à mettre fin à ses pertes, qui s'enchaînent chaque année depuis 2008.

Ce plan prévoit, outre la réorganisation administrative, des mesures d'amaigrissement drastiques: baisses de salaires, cessions

pour près de 350 millions d'euros, arrêts de lignes, externalisation de certaines activités. SAS n'a cependant pour l'instant trouvé aucun acheteur pour les actifs qu'il a mis en vente, dont la compagnie régionale norvégienne Wideroe. AFP 28.01

Ah ben alors, et le "*modèle social*" scandinave exemplaire : une illusion, une escroquerie !

ECONOMIE

1- BCE

La BCE "voit un intérêt" à séparer certaines activités de trading très risquées des banques de leurs activités principales mais elle ne va pas jusqu'à apporter son soutien à une scission entre les activités de dépôt et la banque d'investissement. lefigaro.fr 28.01

Ouf !

2- Etats-Unis

L'agence Fitch Ratings a annoncé aujourd'hui qu'elle levait sa menace de dégradation à très court terme de la note des États-Unis, citant la décision de l'opposition républicaine d'autoriser le gouvernement Obama à dépasser le plafond légal de la dette pendant quatre mois. lefigaro.fr 28.01

Ouf !

3- Automobile

Les constructeurs d'automobiles japonais Toyota et Nissan ont annoncé des ventes records de véhicules en 2012 : Toyota a vendu 9,75 millions de véhicules (+22,6% sur un an), retrouvant la première place mondiale devant l'américain General Motors (GM) et l'allemand Volkswagen. Nissan a écoulé pour sa part 4,94 millions de véhicules pendant l'année (+5,8%). lefigaro.fr 28.01

La machine capitaliste tourne à plein régime (ou presque), quel bonheur !

[Haut de page ↗](#)

Le 30 janvier

CAUSERIE

Pas le temps de causer et je dois éteindre l'ordinateur, il est 15h10 et on n'a pas de courant depuis 6h ce matin. J'avais préparé une causerie avec des citations de Marx et Lénine, ce sera pour demain. Le Point a publié un article *La lutte des classes vue à la télé*, je vais essayer de trouver le temps de le commenter, il contient des vérités et des contrevérités, comme d'habitude.

Un chiffre à retenir.

Les dépenses militaires dans le monde en 2011 se sont montées à 1.600 milliards de dollars (1.200 milliards d'euros). Reuters 29.01

L'économie d'armement et de guerre demeure l'un des principaux volants d'entraînement de l'économie capitaliste. Avis à ceux qui s'en accommodent, aux ignorants ou aux bonnes consciences qui s'engagent dans des associations subventionnées par les Etats qui sont les donneurs d'ordres des entreprises spécialisées dans l'armement, ou les multinationales liées aux banques qui sont elles-mêmes les principaux actionnaires des complexes militaro-industriels, ou qui refusent la perspective de liquider ce système économique.

Inde. Situation économique en quelques chiffres.

- Le taux auquel la Reserve Bank of India (RBI) prête aux banques commerciales, a été abaissé à 7,75%.

- Le taux des réserves financières obligatoires que les banques et autres établissements financiers doivent déposer auprès de la banque centrale, a également été réduit pour atteindre 4%.

- L'inflation a légèrement reculé en décembre à 7,18% sur un an, selon les chiffres officiels publiés mi-janvier.

- La croissance a chuté à 5,3% entre juillet et septembre. (source : AFP 29.01)

ACTUALITE EN TITRES

[Lobotomisé en quelque sorte.](#)

- Jacques Attali: Vers l'humanité unisexe - Slate.fr

[Quand la précarité se couvre d'un vernis social !](#)

- L'économie sociale est un terrain favorable pour les emplois d'avenir - L'Expansion.com

[Non, il se serait volatilisé !](#)

- Le chasseur F-16 américain porté manquant pourrait s'être écrasé - Reuters

Que voulez-vous qu'il lui soit arrivé d'autre enfin ?

[On ne peut pas plaire à tout le monde.](#)

- Licenciements: Hollande rattrapé par ses promesses non tenues - L'Expansion.com

- France: recul de la part des ménages détenant un crédit en 2012 - AFP

[Acharnement sur les plus pauvres. Les riches épargnés.](#)

- Fraudes détectées à la Cnaf: 101,5 millions d'euros en 2011 - AFP

L'évasion fiscale des riches atteindrait 80 milliards d'euros.

101,5 millions sur 80 milliards d'euro cela fait combien : 0,001%

[Et le président d'EDF, pas encore en prison ?](#)

- Antony. Prison ferme pour avoir battu son chiot - LeParisien.fr

- Paris : encore un chien électrocuté en pleine rue - LeParisien.fr

[A qui la faute ? Les Tiers-Mondistes nous donnent la nausée.](#)

- Famille expulsée du musée d'Orsay à cause de son odeur: «*Je n'ai jamais connu une telle situation*» - 20minutes.fr

- Une famille pauvre expulsée du musée d'Orsay à cause de leur "mauvaise odeur" - L'Express.fr

- Une famille expulsée du musée d'Orsay du fait de son "odeur" - Le Nouvel Observateur

- Une famille défavorisée expulsée du Musée d'Orsay - LeFigaro.fr

Une famille en difficulté et leur accompagnateur du mouvement ATD Quart Monde ont été expulsés samedi du musée d'Orsay, à Paris, pour raisons d'hygiène, rapporte Le Figaro ce mardi. «*Des visiteurs se sont plaints de leur odeur*», indique Le Figaro. 20minutes.fr 29.01

J'imagine que ces visiteurs n'ont pas rêvé et que cette famille pauvre ou misérable devait empester, malgré eux évidemment.

Il ne serait pas venu à l'idée de cet accompagnateur de leur faire prendre une douche ou de leur passer du linge propre avant de les sortir dans les transports en commun et d'autres lieux publics afin d'éviter tout problème de cet ordre. Ces malheureux ne sont pas plus à blâmer que ces visiteurs du musée d'Orsay.

Les Tiers-Mondistes n'ont pas toute leur tête, ils s'imaginent sans doute que tout le monde peut supporter les inconvénients qui accompagnent la misère ou que ce serait un état qui serait finalement tout à fait supportable, parce qu'ils le supportent eux-mêmes au point de ne plus y prêter attention, il est vrai qu'au-delà il faudrait se poser des questions politique et que c'est au-dessus de leur force ou qu'ils n'y tiennent pas, ils n'en ont pas encore pris conscience dit autrement, et leur inconscience, ce sont ceux à qui ils viennent en aide qui la paie.

En Inde, à la cour des miracles que certains célèbrent comme la plus grande démocratie du monde, des claques-faim, des gueux misérables, j'en croise partout dès que je sors et il m'arrive de leur donner un peu d'argent ou de leur acheter quelque chose à manger en faisant mes courses. Ils sont crasseux au possible, je ne fais pas la grimace ou je ne me pince pas le nez en leur tendant un billet de 10 roupies et je ne cours pas non plus me laver les mains après, j'évite seulement de les porter à mes yeux ou à mes lèvres, c'est une question d'habitude, et en rentrant chez moi je me rince les pieds et les mains avec du savon, mesure d'hygiène indispensable en Inde.

J'en parle en connaissance de cause. C'est un peu cet état d'esprit Tiers-Mondiste qui m'a conduit en Inde il y a plus de 20 ans, après avoir abandonné le militantisme. Je l'ai regretté amèrement par la suite mais il était trop tard pour faire marche arrière, même si depuis 10 ans j'ai rompu avec cette dérive idéologique pour retrouver le chemin de la lutte des classes et du marxisme.

[Tout, tout, tout pour les patrons ! Ils n'ont d'yeux que pour eux.](#)

- Harlem Désir demande à Laurence Parisot des entreprises "exemplaires" - AFP

- Fleur Pellerin souhaite que les créateurs d'entreprises soient mieux accompagnés - AFP

- Virgin Megastore: le repreneur éventuel demande l'aide de l'Etat - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Entreprise frauduleuse et populisme. Changer l'étiquette, le contenu demeurera le même.](#)

L'illusionniste Mélenchon une nouvelle fois à la manoeuvre

- Pour Mélenchon, il faut changer le patron de Renault-Nissan - Reuters

"*Je pense qu'il faut changer le patron de Renault-Nissan parce qu'il a fait preuve de son inefficacité absolue*", a commenté Jean-Luc Mélenchon dans l'émission "*Preuves par trois*", sur Public Sénat. Reuters 29.01

Il n'y aurait pas de crise du capitalisme, il n'y aurait que de mauvais patrons qui ont un mauvais comportement, qui ont adopté de mauvaises stratégies...

On comprend pourquoi les médias lui accordent tant d'attention ; lui et sa clique de bras cassés ne servent qu'à détourner les travailleurs et les militants des vrais problèmes. Tenez, lisez la suite.

Ils volent au secours des institutions

Les parlementaires du Front de gauche déposeront dans une dizaine de jours une proposition de loi "*interdisant non seulement les licenciements boursiers, mais aussi ceux fondés sur des motifs économiques qui n'en sont pas*", a annoncé mardi leur chef de file, André Chassaigne. "*Cette proposition de loi constituera le fondement de nos interventions contre l'accord sur l'emploi signé entre le patronat et trois syndicats minoritaires*", lorsque le Parlement sera appelé à transposer l'accord dans la législation sociale. "*Nous sommes déterminés à combattre ce projet*", a-t-il souligné. Lepoint.fr 29.01

Les militants du Front de gauche et les travailleurs sont ainsi prévenus : vous n'avez rien à en attendre de plus, ne comptez pas sur eux pour rompre avec les appareils de la CGT et FO, pour rompre avec le patronat, pour mobilisez la classe, toute solution à

vos problèmes ne peut ou plutôt ne doit passer que par les institutions et éventuellement votre bulletin de vote, bulletin de vote qui en un siècle n'a jamais changé quoi que ce soit à la condition ouvrière.

Par contre, cela permet à de soi-disant représentants des travailleurs de vivre des prébendes que leur accordent si généreusement les institutions de la Ve République ou de l'Union européenne. C'est leur conception de la lutte des classes ou plutôt de la collaboration de classes.

Au fait, et les millions de travailleurs qui ont perdu leur emploi ou les jeunes qui ont rejoint la case chômage à la sortie de l'école, vous proposez quoi pour eux ? Rien. Les "*licenciements boursiers* ne concerneraient qu'une infime minorité d'entreprises et de travailleurs.

[La Caisse nationale des allocations familiales gérée notamment par les syndicats s'acharnent sur les couches les plus défavorisées.](#)

Les fraudes recensées par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) se sont élevées à 101,5 millions d'euros en 2011 pour 65 milliards de prestations versées aux allocataires.

Le nombre de cas de fraudes s'est élevé à 15.011 (13.114 en 2010). Les plus fréquents concernent les minimas sociaux, 29% des prestations familiales et 23% les aides au logement, a-t-on précisé.

Les deux prestations les plus concernées par les fraudes ont été le Revenu de Solidarité Active (RSA) et l'allocation de logement à caractère social (ALS).

La grande majorité des fraudes (67%) résulte de déclarations d'activité ou de ressources "*non à jour*", tandis que 27% sont des dissimulations de concubinage (pour toucher par exemple le RSA majoré destiné aux parents isolés) et 6% des escroqueries, faux et usages de faux documents.

Le montant des indus détectés, c'est-à-dire des prestations versées à des allocataires qui n'auraient pas dû les toucher, sans qu'il y ait eu pour autant de leur part intention de frauder, s'est élevé au total à 2,13 milliards d'euros.

Mais en 2012, la détection des fraudes donnera des résultats encore plus importants en raison de la mise en oeuvre de la technique du datamining (extraction d'informations à partir d'un gros volume de données), a déclaré à la presse Hervé Drouet, directeur général de la Cnaf.

"Cette technique donne des résultats très nets (...) Dans plus de la moitié des cas, quand un contrôleur va faire un contrôle ciblé sur la base du datamining, il trouve quelque chose", a-t-il dit.

Les chiffres de détection des fraudes 2012 ne sont pas encore consolidés, a précisé M. Drouet.

Le recouvrement des prestations indues des Caf est de 80%. Les fraudes en 2011 ont été sanctionnées par 5.000 amendes pour un montant moyen de 600 euros.

Quand le préjudice est supérieur à 12.000 euros, il y a dépôt de plainte, ce qui représente 16% des dossiers, avec dans 9 cas sur 10 un jugement favorable, a précisé M. Drouet. AFP 29.01

Au fait, qu'en est-il de la fraude à la Sécu des cliniques privées, des laboratoires d'analyses, des médecins et spécialistes, des analyses et des opérations prescrivent fauduleusement, etc. qui se chiffre chaque année à des dizaines de milliards d'euros ? Ah la Sécu manquerait de moyens pour les détecter ! Mais quand il s'agit de faire la chasse aux pauvres qui n'ont pas d'autres moyens pour survivre, là ils savent trouver les moyens.

Au passage, n'oubliez pas de remercier les syndicats qui sont complices de ce sale boulot, sans oublier les partis dont leurs dirigeants hier et aujourd'hui étaient des permanents syndicaux au sein des organismes sociaux.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France - Qatar

France Football met les pieds dans le plat ce mardi. Dans un dossier de 22 pages, l'hebdomadaire démontre comment le Qatar se serait offert le droit d'organiser la Coupe du monde 2022.

Un « *Qatargate* » dans lequel Michel Platini et Nicolas Sarkozy seraient impliqués. France Football évoque un déjeuner à l'Élysée le 23 novembre 2010 avec l'ancien président de la République, le président de l'UEFA et le prince Al-Thani. Il aurait été alors négocié la voix de Michel Platini en échange du rachat du PSG et de la création d'une chaîne pour fragiliser Canal +.

L'hebdomadaire évoque également « la présence d'un certain nombre d'enveloppes non marquées qui contenaient chacune 40 000 dollars (environ 29 700 euros) qui ont été distribuées aux délégués de l'Union caribéenne de football » lors d'une réunion à Trinidad et Tobago, les 10 et 11 mai 2011.

Armstrong dopé, la FIFA achetée ? Mais où va le monde. So Foot 29.01

2- Egypte

L'armée égyptienne a mis en garde mardi contre les risques d'effondrement de l'Etat alors que des manifestants ont défié le couvre-feu imposé par le président Mohamed Morsi dans trois villes situées le long du canal de Suez.

Aucun incident n'était signalé dans la matinée à Port-Saïd, Ismaïlia et Suez. Autour de la place Tahrir, au Caire, au sortir d'une nuit marquée par de nouveaux affrontements, quelques jeunes ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre.

Le chef d'état-major de l'armée a prévenu que "*la poursuite du conflit entre les forces politiques sur la marche des affaires de l'Etat risquait de conduire à l'effondrement de l'Etat*".

Les défis politiques et économiques de l'Egypte constituent une "*menace réelle*" contre la sécurité du pays, a ajouté le général Abdel Fattah al Sissi, également ministre de la Défense, sur la page Facebook de l'armée.

L'armée, qui a assuré l'intérim du pouvoir entre la chute de Hosni Moubarak, en février 2011, et l'élection de Mohamed Morsi, en juin dernier, demeurera "*le bloc solide*" sur lequel "*reposent les fondations de l'Etat*", a-t-il poursuivi.

Il a prévenu également que la protection du canal de Suez était l'une des priorités du déploiement militaire dans les villes du secteur.

Au total, le bilan de ces nouvelles violences est d'au moins 52 morts, dont 42 rien qu'à Port-Saïd, la plupart tués par balles.

Les manifestants accusent Mohamed Morsi et les Frères musulmans, mouvement dont le président est issu, d'avoir trahi les idéaux de la "*révolution du Nil*". Reuters 29.01

SOCIAL

1- France

1.1- Chez Renault

Chez Renault, des débrayages ont eu lieu parfois avec routes bloquées et feux de palettes, notamment à Flins, au Mans, à Douai où environ 1.000 employés ont débrayé dans la journée. Ils étaient environ 200 à Sandouville (Seine-Maritime), site sur la sellette en raison de la faiblesse de l'activité.

Les syndicats voulaient peser sur les négociations en vue d'un accord de compétitivité souhaité pour la mi-février par la direction.

Le projet porte notamment sur la suppression de 8.260 emplois en France d'ici 2016, ainsi qu'un gel des salaires en 2013, une refonte des comptes épargne-temps et des mobilités obligatoires entre les sites. Ces points ont été débattus mardi, de même que les propositions des syndicats.

La direction conditionne la non-fermeture de site et l'absence de licenciement à la signature de l'accord et une évolution du marché européen, qui permettraient "d'augmenter le volume de production des sites français de 180.000 véhicules (100.000 véhicules liés au renouvellement du plan gamme de Renault et à l'effet marché, et 80.000 véhicules en provenance des partenaires) pour le porter à plus de 700.000 véhicules", contre environ 530.000 en 2012.

"Le chantage de la direction persiste", a réagi la CGT dans un communiqué mardi soir, estimant qu'"aucune négociation n'a été possible" car "la direction a demandé aux syndicats +d'acter et d'accompagner+ ses décisions".

"On espère voir évoluer ces chiffres, mais on n'a pas la définition précise de ce que constitue le plan de gamme comme on le souhaite", a commenté Dominique Chauvin, de la CFE-CGC. FO évoque des "points bloquants", comme les mobilités que la direction souhaite rendre obligatoires.

La direction de Renault fait une distinction entre l'accord de compétitivité en cours de négociation et l'accord national sur la sécurisation de l'emploi signé le 11 janvier par des partenaires sociaux: le premier est "un ajustement structurel", le second est "conjoncture". AFP 29.01

1.2- Chez PSA

1.2.1- Après trois jours de grève et une semaine de fermeture décidée par la direction pour des raisons de «sécurité», l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois devait redémarrer lundi matin. L'intersyndicale SIA - CFTC - FO et CFE-CGC appelait à la reprise du travail, dénonçant «des dérapages de grévistes et des intimidations sur les salariés» à la mi-janvier. Mais c'était compter sans la détermination de la CGT, de SUD et de la CFDT qui entendent lutter contre la fermeture de l'usine aux 2800 salariés, prévue en 2014.

Dès 6h30 lundi, dans un climat tendu, des grévistes ont donc bloqué la chaîne de production, sous les yeux des 200 cadres mobilisés en renfort par la direction. Ils étaient «un peu moins de 400 grévistes, mobilisés dès le matin» estime Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, et «encore renforcés par des grévistes de l'équipe du soir». «Une grève massive avec une production entièrement bloquée», confie-t-il à 20 Minutes.

La direction, pour sa part, évoque «200 grévistes» et une production seulement «ralentie». La bataille de la communication se poursuit.

Pour ce mardi, les assemblées générales de grévistes ont décidé une série d'actions. A 11h30, ils rejoignent d'anciens salariés du site récemment fermé de PSA Melun. A 12h30, les employés de Virgin Mégastore. Puis marchent avec les Goodyear et d'autres salariés en lutte entre le ministère du Travail et l'Assemblée nationale. Dans le même temps, ce mardi se tient le huitième round de négociations entre direction et personnel sur l'accompagnement des salariés de PSA. 20minutes.fr 29.01

1.2.2- La cour d'appel de Paris a suspendu le plan de restructuration chez PSA, qui prévoit 8.000 suppressions de postes, comme le demandait la CGT de Faurecia, filiale à 57% de PSA, a-t-on appris mardi auprès de l'avocat des salariés, Me Fiodor Rilov.

Dans son arrêt rendu lundi, la cour "ordonne la suspension de la restructuration en cours jusqu'à la mise en oeuvre de procédures d'information-consultation" du Comité central d'entreprise de Faurecia et des comités d'établissement des sites d'Auchel et Méru "ayant pour objet les conséquences de la réorganisation mise en oeuvre sur les emplois au sein de la société FI" (Faurecia Intérieur industrie).

Pour la direction du groupe, cette décision ne va toutefois pas avoir de conséquence sur la mise en oeuvre de son plan de restructuration. "Il n'y a pas de suspension du projet aujourd'hui car nous sommes en phase de négociations" avec une réunion qui se tenait mardi matin, a fait valoir un porte-parole.

"La seule obligation est faite à Faurecia qui doit consulter son CCE", a-t-il ajouté.

La CGT affirmait que la direction n'avait pas rempli ses obligations d'information à l'égard des instances de représentation du personnel, en présentant son plan de restructuration. AFP 29.01

1.3- Enseignants. Et c'est reparti pour un nouveau cycle de journées d'action.

1.3.1- Trois syndicats de fonctionnaires (CGT, FSU et Solidaires) appellent à une journée de grève et de manifestations jeudi pour protester contre les suppressions de postes et défendre leur pouvoir d'achat.

Parmi les revendications, figurent un "moratoire immédiat sur les suppressions d'emplois et des créations d'emplois partout où cela est nécessaire", une revalorisation du point d'indice qui sert de base au calcul des salaires, l'abrogation du jour de carence sur les arrêts maladie (avant prise en charge par la Sécurité sociale) et l'amélioration du fonctionnement de la fonction publique et des services publics.

Une réunion consacrée aux rémunérations est prévue entre les syndicats et la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu,

le 7 février. Reuters 29.01

1.3.2- Quatre fédérations d'enseignants, minoritaires, ont appelé mardi à une grève nationale le 12 février pour réclamer de "*meilleures*" conditions de travail et de salaires, et protester contre le projet de loi sur l'école et la réforme des rythmes, selon un communiqué.

La CGT-Ferc, la Fneec-FP FO, Sud Education et la CNT Education (anarcho-syndicaliste) appellent à une grève nationale pour "une amélioration des conditions de travail et de rémunération".

Les fédérations réclament également "*l'abandon*" du projet de loi pour la refondation de l'école, qui sera discuté au Parlement en mars, et "*l'abrogation*" du décret sur les rythmes scolaires publié samedi au Journal officiel.

"*Le gouvernement ne rompt pas avec les politiques précédentes, les salaires des fonctionnaires ne sont toujours pas revalorisés, les conditions de vie et de travail continuent de se détériorer pour les élèves et les personnels*", écrivent-elles dans un communiqué commun.

Le projet de loi sur l'école "*ne répond pas aux besoins de l'école publique*" et la réforme des rythmes scolaires "*va dégrader les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels*", ajoutent-elles.

La fédération FO, dans un communiqué distinct, précise qu'elle refuse de "travailler dans les écoles le mercredi matin".

Le retour à la semaine de 4,5 jours dans le primaire à la rentrée 2013 est très décrié à Paris par le principal syndicat du secteur SNUipp-FSU Paris, qui avait appelé à une grève massivement suivie le 22 janvier dans les écoles.

Le lendemain, le SNUipp-FSU avait appelé à une journée nationale d'action pour réclamer des "*changements concrets*" dans la refondation de l'école et dénoncer une réforme des rythmes "*bricolée*" et "*floue*".

Le SNUipp-FSU Paris, qui dénonce un "*passage en force*" de la mairie de Paris, et le Supap-FSU des agents de la Ville appellent à une manifestation le samedi 2 février, à 14H30, de la Sorbonne à l'Hôtel de ville, et invitent les parents à les rejoindre.

Le syndicat parisien accuse la Ville d'"*empêcher la tenue de réunions parents-enseignants au sein des écoles parisiennes sur les rythmes scolaires quand bien même un représentant de la mairie y est invité*".

La mairie de Paris s'est insurgée contre les accusations du syndicat, affirmant à l'AFP que "*ce que dit le syndicat est faux*". "*La mairie n'a jamais interdit de telles réunions d'autant qu'elle plaide pour une concertation large*", a-t-on ajouté de même source. AFP 29.02

1.4- Grève nationale et manifestation des salariés de la Banque de France

Les salariés de la Banque de France ont observé mardi une grève nationale et manifesté devant leur siège à Paris pour protester contre le projet de suppression de 2.500 postes d'ici 2020 dans le cadre d'un plan de restructuration.

Cette journée d'action, à l'appel de cinq syndicats (SNA, CGT, CFDT, CFTC, FO), intervenait alors que les conclusions d'un rapport d'expertise du cabinet Secafi était présenté devant le comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire. Ce rapport dénonce notamment le manque d'"ambition" du plan de restructuration.

La grève a été suivie par 27,64% du personnel, selon la direction.

De 1.000 à 2.000 personnes selon les organisateurs, venues de toute la France, se sont rassemblées devant le bâtiment historique de la Banque de France où se sont succédé des représentants syndicaux, du Front de Gauche, d'Europe Ecologie les Verts et Philippe Poutou, ancien candidat du NPA.

La Banque de France, qui emploie 14.000 personnes, avait annoncé en décembre son intention de supprimer 2.500 postes nets d'ici à 2020 (5.000 départs en retraite non renouvelés, et 2.500 embauches).

Les syndicats ont dénoncé lors d'une conférence de presse l'absence de dialogue avec la direction et "*la radicalité*" du projet alors que la Banque a dégagé un bénéfice avant impôt de 5,6 milliards d'euros en 2011, des bénéfices qui devraient dépasser 8 milliards d'euros en 2012, selon eux. Après impôt, le bénéfice n'était plus en 2011 que de 1,5 milliard, en baisse par rapport à 2010.

Devant le siège, les salariés manifestaient sous des banderoles indiquant "*Pour le maintien du service public*". D'autres donnaient

les noms biffés d'une croix rouge des villes où des agences vont être supprimées. AFP 29.01

1.5- Les salariés de Virgin manifestent

Plusieurs centaines de salariés de Virgin se sont rassemblés mardi à Paris devant le magasin amiral du distributeur de produits culturels en redressement judiciaire, pour défendre leurs emplois, avant de se rendre devant les locaux de l'actionnaire, a constaté l'AFP.

A la mi-journée, les salariés de Virgin, au nombre de 5 à 600 selon les syndicats, se sont retrouvés avec des salariés de PSA, Sanofi ou encore Candia devant le magasin du groupe.

"On est tous en lutte aujourd'hui contre les pratiques de voyous", a dénoncé Guy Olharan, délégué CGT du groupe Virgin.

Des banderoles de chacune des entreprises disaient entre autres "*Sanofi-Sanofric*" ou "*Butler menteur*", en référence à l'actionnaire majoritaire de Virgin considéré par les salariés comme "principal responsable de la situation". Une grande banderole flanquée d'un "*Non à la fermeture de PSA Aulnay*" était aussi brandie à l'entrée du magasin.

Les salariés de Virgin se sont rendus ensuite devant le siège de Butler Capital Partners (BCP) qu'ils jugent en grande partie responsable de leur situation, faute d'avoir fait les investissements nécessaires, tandis que les salariés des autres entreprises ont rejoint un rassemblement devant le ministère du Travail. AFP 29.01

1.6- Contralco va supprimer 160 emplois

La société Contralco a annoncé mardi à Montpellier qu'elle était contrainte de réduire ses effectifs de moitié, passant de 310 à 160 salariés, soit 150 contrats non reconduits, en raison de l'annulation de commandes d'éthylotests, à hauteur de 8 millions d'appareils.

"*En quelques jours, Contralco s'est vu signifier l'annulation de commandes, à hauteur de 8 millions d'éthylotests, soit l'équivalent de deux mois de travail dans nos unités de fabrication. Cette situation nous contraint dans un premier temps à réadapter nos chaînes de production et à réduire nos effectifs de 310 à 160 salariés, soit 150 contrats non reconduits*", explique l'entreprise dans un communiqué.

Contralco, basée à Gignac (Hérault) a précisé à l'AFP que les contrats non renouvelés étaient des contrats d'intérimaires ou à durée déterminée créés dans les douze derniers mois, suite à la décision de l'État, prise le 28 février 2012, de rendre obligatoires les éthylotests dans les véhicules.

Au total, l'entreprise héraultaise avait créé 238 emplois après l'annonce de l'obligation d'avoir des éthylotests dans les voitures, ce qui lui avait permis de quadrupler sa capacité de production, passant de 12 millions à 48 millions d'éthylotests par an.

"*Nous avons investi la totalité de nos bénéfices dans cette augmentation de la production*", a expliqué à l'AFP le directeur de la communication Guillaume Neau, rappelant que l'entreprise vend à ses clients "*50 centimes l'éthylotest*" avec "*une marge unitaire de 0,07 centime*".

Cette annonce de Contralco intervient après la décision du ministre de l'Intérieur Manuel Valls le 24 janvier de reporter "*sine die*" cette obligation en raison de leur fiabilité et de leur prix .

"*L'absence de continuité de l'État a pour Contralco des conséquences terribles: elle empêche la pérennisation de l'emploi et se traduit par le gel des investissements pour l'année 2013 (3,5 millions d'euros)*", déplore l'entreprise, estimant qu'il y aura aussi "*un impact non négligeable sur ses fournisseurs et ses sous-traitants, opérant tous en France*".

"*Il y a eu trois reports successifs, le premier début octobre, le second le 27 novembre et le dernier, jeudi*", a détaillé M. Neau, soulignant que c'est cette incertitude, par exemple dans les pays frontaliers qui s'étaient déjà équipés, qui a amené les clients de Contralco à annuler leurs commandes. "*Ils n'ont pas eu la patience d'attendre*", a-t-il constaté.

Interrogé sur un revirement de M. Valls dans ce dossier, qui l'amènerait à finalement imposer des éthylotest dans les voitures, M. Neau a refusé de se prononcer. "*Je n'ai pas la science infuse*", a-t-il dit.

"*Ce que je sais, c'est que nous croyons dans ce produit, dans son efficacité pour lutter contre l'alcoolisme au volant*", a souligné M. Neau.

Pour l'entreprise qui vient de fêter ses 30 ans, l'enjeu, "*face à cette situation subie*" est malgré tout de conserver "*sa place de*

+numéro un+ mondial de l'éthylotest à usage unique". AFP 29.01

ECONOMIE

1- France

Après avoir baissé de 11,6% en 2011, les créations d'entreprises se sont stabilisées l'année dernière. Elles ont atteint 549.975 en 2012, soit 170 de plus qu'un an auparavant. La chute était imputable aux auto-entrepreneurs et aux autres entreprises individuelles. La montée en régime très rapide du statut d'auto-entrepreneur s'était en effet traduit par un boom des naissances en 2010 avec 622.000 créations.

L'an dernier, 307.478 auto-entreprises ont été créées, ce qui représente "*un peu plus de la moitié des créations*", souligne l'Insee, rappelant que ce nombre était de 291.721 en 2011. Le nombre d'entreprises créées ayant un statut de société a été de 159.529. Celui d'entreprises individuelles, auto-entrepreneurs compris, s'est élevé à 390.446.

Le régime de l'auto-entrepreneur permet depuis janvier 2009 aux salariés, chômeurs, retraités ou étudiants de développer une activité à titre principal ou complémentaire pour accroître leurs revenus, avec des démarches simplifiées et un régime fiscal avantageux. L'Expansion.com avec AFP 29.01

2-Etats-Unis

L'action Amazon.com a inscrit un nouveau record mardi, en réaction à la publication d'un bénéfice trimestriel meilleur que prévu, alimenté par la croissance des activités à plus fortes marges.

Le premier distributeur mondial en ligne a annoncé un bénéfice d'exploitation en hausse de 56% à 405 millions de dollars au quatrième trimestre contre 260 millions au quatrième trimestre 2011.

Amazon est essentiellement un distributeur qui achète à prix de gros, stocke et revend en ligne un peu plus cher. C'est une activité à faible marge mais le groupe de Seattle s'est développé dans d'autres activités potentiellement plus rentables, comme le "*cloud computing*", le contenu numérique et comme centrale en ligne pour d'autres marchands.

La croissance de ces nouvelles activités est plus forte que celle de l'activité traditionnelle d'Amazon, ce qui accroît sa rentabilité.

Le directeur général Jeff Bezos a mis en avant l'activité de librairie électronique liée à la liseuse Kindle, dont la croissance a été de 70% environ l'an passé. Il a observé que la croissance du livre classique avait été de 5% environ en comparaison.

"*Nous observons à présent la transition sur laquelle nous comptons*", a-t-il dit.

Amazon.com a aussi annoncé mardi un chiffre d'affaires en hausse de 22% au quatrième trimestre, à 21,27 milliards de dollars, ayant capté une bonne part des dépenses sur internet durant la période des fêtes de fin d'année.

Il a également fait état d'un bénéfice net de 97 millions de dollars. Reuters 29.01

3- Chine

Les autorités de la ville de Pékin ont ordonné la fermeture provisoire d'une centaine d'usines en raison de la pollution atmosphérique, à un niveau particulièrement élevé depuis deux semaines, rapporte mardi l'agence officielle Chine Nouvelle.

La mesure durera jusqu'à jeudi. La ville a en outre suspendu la circulation de 30% des véhicules officiels.

La pollution atmosphérique de Pékin a atteint mardi le niveau de 517 sur l'indice de qualité de l'air tenu par l'ambassade des Etats-Unis. Un niveau supérieur à 300 est considéré comme dangereux. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande même de ne pas dépasser un palier fixé à 20 microgrammes par mètre cube.

Le niveau élevé de la pollution à Pékin pose problème au Parti communiste chinois (PCC), qui peine à la réguler, même si le gouvernement a déjà annoncé qu'il retirerait 180.000 véhicules usagés des rues de la capitale, et qu'il y limiterait la hausse "*excessive*" des ventes de nouvelles voitures. Reuters 29.01

4- Japon

Le nouveau gouvernement conservateur japonais a présenté mardi un projet de budget annuel initial conçu pour ramener croissance et confiance dans un pays qui se sent menacé et en déclin.

Les crédits de l'Etat pour l'année d'avril 2013 à mars 2014 s'établiront à 92.612 milliards de yens (760 milliards d'euros), en léger repli sur un an.

Quelque 46,3% proviendront de l'émission de nouvelles obligations, en dépit d'un endettement public colossal qui coûtera, en remboursement, 24% du budget de l'exercice prochain.

Cependant, pour la première fois en quatre ans, les recettes d'impôts devraient dépasser les sommes nouvellement empruntées.

"Pendant trois ans les recettes issues des obligations ont dépassé celles provenant de l'impôt et il est bien de pouvoir inverser cela", s'est félicité le ministre des Finances, Taro Aso, lors d'une conférence de presse.

Le gouvernement prévoit de consacrer plus de 40 milliards d'euros aux travaux publics, s'ajoutant à une somme voisine déjà intégrée dans un plan de relance mis sur les rails au début du mois.

Le Premier ministre Abe a répété lundi dans son discours de politique générale qu'il fallait redonner du tonus à l'activité et débarrasser le pays de la déflation qui fait tourner à l'envers la machine économique en bridant l'investissement, la progression des salaires et la consommation.

"Ce que nous expérimentons actuellement, une dépression économique due à la déflation, personne ne l'a vécu nulle part dans le passé et nous n'avons pas réussi jusqu'à présent à prendre les mesures permettant de lutter contre", a renchéri M. Aso.

"En dépit de taux directeur à zéro, les entreprises n'ont pas investi plus, ni les particuliers dépensé davantage", a-t-il souligné.

"On ne peut pas sortir de la déflation seulement par la politique monétaire" de la banque du Japon. Si le gouvernement n'appuie pas sur le levier budgétaire simultanément, *"le pays ne parviendra pas à mettre fin à cette déflation"*, a insisté le ministre des Finances. AFP 29.01

[Haut de page ↗](#)

Le 31 janvier

CAUSERIE

Je mettrai en ligne d'ici ce soir une vingtaine de nouveaux articles.

J'avais envisagé de répondre à un article du Point qui s'étonnait que la lutte des classes revienne sur le devant de la scène politique, ne comprenant pas manifestement à quoi elle correspondait en réalité, la crise du capitalisme et ses conséquences ne concernaient pas vraiment son auteur, avant de l'enterrer à nouveau ou d'en déformer son contenu, ce qui ne vous étonnera pas de la part de ce magazine, aussi, au lieu de me lancer dans la rédaction d'un article qui serait forcément très long et me prendrait beaucoup de temps, temps dont je ne dispose pas, j'ai décidé d'en aborder quelques aspects et de le publier sous forme de chapitres dans les jours qui viennent.

Deux nouvelles vidéos.

1- L'Armée syrienne libre se retourne contre la France - 28 janvier 2013

http://www.youtube.com/watch?v=VYIPJz00ml4&feature=player_embedded

2- Le juge anti-mafia Imposimato accuse le groupe Bilderberg de terrorisme - 28 janvier 2013

<http://www.youtube.com/watch?v=9fVDewJx0W4>

Le groupe international Bilderberg est impliqué dans les attentats tragiques des années 1970 et 1980 en Italie, organisée d'abord par des cellules terroristes fascistes puis par la mafia. C'est le président honoraire adjoint de la Cour de Cassation

italienne, Ferdinando Imposimato, qui le révèle à l'occasion de la présentation à Naples de son nouveau livre « *La république des tragédies impunies* ».

« *Désormais, nous savons tout de la stratégie de la terreur qui fut mise en place par le réseau Gladio (« Stay behind », ou « rester derrière » en français), appuyé par les services secrets (ceux officiels) italiens* », nous confirme Imposimato. « *La stratégie servait à entraver l'émergence de gouvernements de gauche, et était orchestrée par la CIA* ».

Défense du marxisme.

On pourrait faire un peu de marxisme pour se changer les idées, les adeptes ou fétichistes des citations vont être servis, je les moque mais pas méchamment, c'est tout bonnement puéril ou ridicule de leur part, mais bon, cela les regarde après tout.

A l'adresse aussi de nos intellectuels qui tournent en rond ou passent leur temps à nous avouer leur impuissance à combattre le capitalisme. Aux anarchistes et aux gauchistes aussi qui se vautrent dans l'opportunisme le plus vulgaire en s'en remettant aux députés pour rejeter l'accord du 11 janvier, je fais référence à un courriel que j'ai reçu qui reprenait cette orientation.

La base économique du social-impérialisme établie par Lénine dans le contexte de la Première Guerre mondiale demeure valable un siècle plus tard.

On pourrait actualiser l'analyse qu'il en a donné en précisant que depuis cette base s'est élargie ou approfondie au fil du temps jusqu'à couvrir ou se confondre avec les intérêts de l'oligarchie financière qui a accru sa domination au sein du capitalisme mondial, jusqu'à imposer sa dictature aux autres couches du capitalisme.

De plus, au cours du XXe siècle, dès les années 30, les partis de la IIe Internationale ont été amenés une fois parvenus au pouvoir dans de nombreux pays en Europe mais aussi en Amérique latine, à appliquer la même politique que les partis de l'ordre, remplissant ainsi la même fonction pour le compte du capital financier. Ainsi la boucle de l'opportunisme a été bouclée coïncidant avec une soumission totale des partis de la IIe Internationale au capital, une fois rompu définitivement leur lien avec leur origine ouvrière, ce que l'expérience allait démontrer de manière éclatante et incontestable à une multitude d'occasions par la suite.

Les partis de l'Internationale Communiste ou IIIe Internationale allait emprunter le même chemin une fois passés totalement sous le contrôle du stalinisme, processus qui allait s'accélérer après l'implosion de l'URSS, pour finalement se débattre dans des contradictions inextricables pour tenter d'assurer leur survie qu'ils ne doivent qu'à leurs alliés de la IIe Internationale (alliances électorales) qui s'en servent (participation ou soutien de l'extérieur à des gouvernements dominés par le PS) pour alimenter l'illusion que leurs partis (de la IIe Internationale) seraient encore des partis ouvriers ou socialistes, susceptibles de rassembler derrière eux des pans entiers ou la majorité de la petite-bourgeoisie pour les détourner du prolétariat ou ses partis qui demeurent ultra minoritaires ou marginaux. Ils se servent surtout de ces pans de la petite bourgeoisie contre la classe ouvrière et pour assurer la stabilité des régimes en place et la survie du capitalisme.

- *L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux* (on pourrait ajouter qu'ils s'emploient à détourner l'attention des masses des questions sociales au profit de questions sociétales. - Ndlr), *ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat.*

La guerre (ou la crise du capitalisme - Ndlr) *rend cette alliance particulièrement manifeste et forcée. L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les "embourgeoisait", leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère* (Masse dont je parle souvent et qui n'intéresse manifestement ni les syndicats ni les partis ouvriers qui sont de fait des partis petits bourgeois - Ndlr). *La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies, pour leur domination sur les autres nations* (On dirait préciser aujourd'hui, pour conserver leurs rangs à l'échelle mondiale face à de nouveaux concurrents, Chine, Russie, Inde, etc. pour s'approprier, exploiter eux-mêmes les matières premières à l'origine de profits incomparables, qui sont nécessaires à leur développement futur. -Ndlr). *Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de "couche supérieure", de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois et de la tactique correspondante, telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui.* (C'est cette orientation politique opportuniste que l'on retrouve à la base de la politique de tous les partis, et lorsqu'ils parlent d'éviter aux travailleurs une situation comparable à celle que connaissent les travailleurs grecs, ils pensent à " cette "couche supérieure", de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière", et non aux millions de travailleurs en France qui n'ont jamais connu une autre situation, le dernier éditorial de D. Gluckstein est un modèle du genre en la matière, *Informations ouvrières* n°236 paru hier. - Ndlr) (Lénine - 1915 - La faillite de la IIe Internationale)

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande et le PS : le président et le parti de la finance.

Extraits commentés d'un article de l'Expansion paru hier : *Réforme bancaire pourquoi les banques défendent les hedge funds* . Ils concernent le projet de la loi du gouvernement sur l'encadrement des activités bancaires qui sera soumis aux parlementaires. Il figure un tiret devant les extraits de cet article.

Selon l'auditoire auquel ils s'adressent les représentants des banquiers ne tiennent pas le même discours, normal.

- Le lobby bancaire est dans les starting blocks. A deux semaines de l'examen du projet de loi bancaire, les dirigeants des grands établissements français ont tenté une nouvelle fois ce mercredi de convaincre les députés des menaces qu'il ferait planer sur leurs activités. "*Nous pensons que compte tenu du nombre de réformes qui sont arrivées ces dernières années, cette évolution n'était ni une urgence, ni une priorité*", a ainsi objecté Jean-Paul Chifflet, directeur général de Crédit agricole S.A. et président de la Fédération bancaire française. Un ton inquiet qui contraste curieusement avec les propos rassurants tenus encore très récemment par les banquiers à leurs actionnaires.

On comprend pourquoi le gouvernement refuse de communiquer l'impact des mesures qu'il a annoncées, parce qu'elles ne changeront rien.

- Si les banquiers tirent aujourd'hui le signal d'alarme, c'est qu'ils craignent les amendements à venir. En l'état le projet n'est pas vraiment contraignant. (...) L'isolement des activités spéculatives dans une filiale devrait concerner moins de 5% de l'activité totale des banques. Une estimation qui n'a pas été confirmée officiellement puisque le gouvernement refuse toujours la mise en place d'une étude d'impact préalable.

Le gouvernement brasse du vent à l'attention des naïfs ou des ignorants. Pas seulement, il sert à couvrir la véritable nature du PS, cela s'adresse aussi bien aux élus et aux adhérents de ce parti qu'aux parasites au sein du mouvement ouvrier qui gravitent autour et qui le soutiennent tout en prétendant combattre sa politique.

Ce que démontrent ces mesures, c'est tout d'abord que le PS et le gouvernement n'ont jamais eu l'intention de s'attaquer réellement au pouvoir de la finance. Ensuite, qu'il est impossible de remettre en cause son hégémonie sur le reste de la société et du monde sans remettre en cause l'existence du système économique capitalisme lui-même. Ajoutons, que toute politique qui se situerait (en parole) dans cette perspective incluant le PS, consisterait en dernière analyse à refuser de rompre avec le capitalisme, devrait être assimilée à une escroquerie politique en direction des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier.

- Des amendements, il y en aura donc à foison: meilleur encadrement du trading haute fréquence, filialisation des activités de tenues de marché, paradis fiscaux...

Il faut lire exactement l'inverse que ce qui figure dans le paragraphe suivant, les opérations des hedge funds sont par nature très risquées et pas du tout sécurisées, elles servent à couvrir des risques que les banques ne veulent pas prendre à leur charge et les seules garanties qu'ils peuvent fournir relèvent des profits à venir sur la spéculation.

- Dans cette grande foire à la rectification, une proposition attire l'attention. Elle concerne les hedge funds (fonds spéculatifs) et fait beaucoup de bruit en ce moment dans le petit milieu de la finance. Dans sa version actuelle, le texte prévoit de séparer les activités de crédits aux hedge funds seulement en cas d'opérations non sécurisées. Mais ces activités non sécurisées sont en fait pratiquement inexistantes, car en règle générale les fonds spéculatifs, dont l'activité est très risquée, doivent toujours fournir des garanties aux banques en contreparties d'un prêt.

La suite confirme ce que j'ai souligné plus haut.

- Rappelons en effet que l'objectif d'un hedge funds est de spéculer en utilisant l'effet de levier de l'emprunt: avec 1 de capital, le fond va pouvoir emprunter 3 et spéculer jusqu'à 4. C'est pourquoi, pour les défenseurs de la régulation, il faut aller beaucoup plus loin en filialisant purement et simplement ces activités, accusées de financer la spéculation.

Ce qui inquiète les banquiers, c'est qu'en réalité les hedge funds servent également à couvrir les opérations spéculatives ou très risquées des banques. Au final, ils se couvrent mutuellement avec le soutien des gouvernements parfaitement au courant.

- Pour les banquiers un tel cantonnement serait une catastrophe. Ils affirment d'abord qu'à force de diaboliser ces fonds, les seuls à prendre certains risques, la France risque de perdre un acteur important du financement de sa dette.

L'auteur de cet article dit ensuite que les banques ne pourront plus compter sur l'Etat, il oublie tout simplement la BCE qui remplira le même rôle sinon mieux, exactement comme le fait la Fed aux Etats-Unis.

- En réalité, en séparant ces activités de la banque de détail, les banques n'auront plus le soutien de l'Etat pour se financer sur les marchés, ce qui risque de rendre le financement des hedge funds beaucoup moins lucratif.

La fin de cet article est un régal, puisqu'il met en relief la nature de la soi-disant gauche du PS qui soutient les banquiers et les hedge funds.

- Quelles sont les chances de cet amendement de passer? Elles semblent maigres. Le chef de file des députés socialistes sur cette réforme, Laurent Baumel, est le premier à penser que ces activités sont indispensables à l'économie et qu'à ce titre elles ne doivent pas être cantonnées. Ce n'est pas l'avis d'un grand nombre d'économistes, ni même du rapport Liikanen, qui préconise cette filialisation, et dont le gouvernement assure s'être inspiré. Mais c'est pourtant ce qu'aurait assuré Pierre Moscovici mardi lors d'une audition avec des députés socialistes. Preuve que le lobby bancaire a encore frappé ? "C'est à se demander si le gouvernement n'est pas totalement embrigadé par des banques qui lui racontent absolument n'importe quoi", s'emporte un analyste. Lexpansion.com 30.01

Question franchement déplacée : Le gouvernement est totalement acquis à l'oligarchie financière et il ne cesse d'en faire la démonstration.

Ainsi, et ce n'est pas nouveau, le PS n'est plus un parti petit-bourgeois lié au capital et qui aurait une origine lointaine ouvrière, il est devenu au fil du temps avec l'évolution du capitalisme un parti de petits et grands bourgeois totalement inféodé au capital ayant définitivement rompu avec son origine ouvrière, un parti contre-révolutionnaire, réactionnaire sur toute la ligne.

C'est le constat que les dirigeants des partis ouvriers refusent d'admettre, et qui explique en partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, puisqu'en conservant des liens avec ce parti, c'est en réalité avec le capital et le régime qu'ils ont de liens, dans ces conditions il leur est impossible de développer une politique conforme aux intérêts des travailleurs qui se traduirait par la construction d'un nouveau parti révolutionnaire ou communiste, ceci explique largement cela. Facile à comprendre, non ?

Retraites. C'était "**bien sûr**" !

La porte-parole du gouvernement français a corrigé mercredi ses propos sur la réforme des retraites, affirmant que la durée, le montant des pensions et la hausse de cotisations seraient "**bien sûr**" sur la table mais pas "**de façon aveugle**".

"N'est à l'ordre du jour ni le fait de travailler plus longtemps, ni le fait de réduire les pensions, ni le fait d'augmenter les cotisations", avait-elle dit sur RMC et BFM-TV. Najat Vallaud-Belkacem a corrigé le tir lors du compte rendu du conseil des ministres.

"Il faut bien se garder d'une vision paramétrique d'une réforme des retraites. Réduire la réforme (...) à la simple question de savoir si nous allons choisir l'un de ces paramètres et le modifier de façon aveugle est loin de représenter la réalité de ce que nous sommes en train de faire", a-t-elle dit.

"Se contenter de répondre par l'un des trois paramètres était un peu réducteur", a-t-elle ajouté.

Le Conseil d'orientation des retraites (Cor) a établi qu'un changement de système ne rétablirait pas en soi l'équilibre financier, un objectif qui suppose bien de modifier les principaux paramètres de la durée et du montant des retraites ou des cotisations. AFP 30.01

En participant au Conseil d'orientation des retraites (Cor) les syndicats légitiment son diagnostic et les mesures antisociales qui sont préconisées. Y participer est déjà une trahison.

Pour la direction de Renault, un accord avec les syndicats est en bonne voie.

Chez PSA c'était déjà plié, chez Renault c'est également bouclé, c'est la direction de Renault qui l'assure selon le calendrier qu'elle a fixé elle-même, ce qui signifie qu'elle a reçu des gages des syndicats, principalement de la CGT. Les derniers développements le prouvent.

1- Renault estime possible de parvenir à un accord avec les syndicats début février pour améliorer la compétitivité de ses usines françaises, a déclaré le directeur des opérations France du constructeur automobile.

"Une signature d'accord début février, c'est possible", a dit Gérard Leclercq à Reuters en marge d'une audition devant la

Commission des Affaires économiques et sociales de l'Assemblée nationale.

Il a précisé que son objectif n'était pas d'aboutir à un tel accord dès mardi prochain, date de reprise des discussions. Renault s'est engagé à pérenniser ses sites français et à leur allouer des volumes de production supplémentaires en échange de concessions des salariés sur la mobilité, le temps de travail et les salaires. Reuters 30.01

2- L'accord de compétitivité que Renault négocie actuellement avec ses syndicats prévoit un gel des salaires en 2013 et une limitation des augmentations à +0,5% en 2014 et à +0,75% en 2015.

Renault, dont l'Etat est le principal actionnaire avec 15% du capital, a poursuivi mardi les négociations pour rapprocher la compétitivité de ses usines françaises de celle de ses sites espagnols et économiser en année pleine environ 500 millions d'euros par an.

Le groupe espère conclure un accord d'ici le début février, faute de quoi il ne pourra s'engager à pérenniser tous ses sites dans l'Hexagone. Plusieurs syndicats y ont dénoncé une forme de chantage.

Devant les députés présents, Gérard Leclercq a souligné que le marché européen avait connu en janvier un même rythme de contraction que sur le même mois de 2012, justifiant selon lui le plan de compétitivité proposé aux syndicats.

"Le début de l'année 2013 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices", a-t-il dit. "La situation de l'Europe est donc très préoccupante."

La CGT estime quant à elle que la direction demande aux syndicats de signer un chèque en blanc puisqu'elle ne détaille pas en totalité les fonctions qui ne font plus partie de son cœur de métier automobile en France, et donc susceptibles d'être externalisées, délocalisées ou supprimées.

"Renault ne dit pas concrètement quelles sont les activités qui relèveront de son cœur de métier", a déclaré au téléphone Fabien Gache, représentant CGT chez Renault. "Elle renvoie ces annonces aux CCE qui suivront la signature d'un accord."

Gérard Leclercq a dit qu'il souhaitait que ces comités centraux d'entreprise se tiennent dès le mois de mars prochain pour que l'accord puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais. Reuters 30.01

Où sont passés à la CGT les arguments contre le quasi-blocage des salaires qui se traduira par une baisse du niveau de vie des ouvriers de chez Renault, contre les mutations arbitraires, contre l'augmentation du temps de travail, contre la remise en cause d'un tas d'acquis sociaux contenue dans le document de la direction de Renault ? Envoyés comme je l'avais annoncé il y a quelques jours.

Au lieu d'appeler à la grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait des mesures avancées par la direction les travailleurs de tous les sites, la CGT et d'autres syndicats organisent la division, la démobilisation, la démoralisation des ouvriers en recourant aux journées d'action bidons et autres actions symboliques, qui n'ont pour fonction que permettre aux mesures de la direction de s'appliquer.

La question qui était posée aux syndicats étaient la suivante, chez Renault et ailleurs : devons-nous prendre en charge les besoins des capitalistes, devons nous accepter d'être les victimes de la crise du capitalisme ou de son évolution à l'échelle mondiale, ou devons-nous nous placer strictement sur le terrain de classe des exploités et rejeter toute mesure se situant sur le terrain des capitalistes, mobiliser les travailleurs dans l'unité, les organiser pour s'y opposer.

Une autre question leur était posée : D'un côté, la direction veut imposer aux travailleurs des mesures antisociales pour réaliser 500 millions d'euros d'économie, d'un autre côté les actionnaires ont empoché quelque 10 milliards d'euros sous forme de dividendes au cours de la dernière décennie. Question : où doit-on prendre ces 500 millions d'euros, dans la poche des travailleurs qui produisent ou dans celle des rentiers qui ne produisent rien et s'enrichissent en dormant ?

Où se situe la légitimité, du côté des producteurs ou du côté des rentiers ? Et s'ils refusent de payer ? Eh bien il ne reste plus qu'à s'emparer des moyens de production et à les jeter dehors !

Quel syndicat, quel parti tient ce discours devant les travailleurs ? Réponse : aucun. Pourquoi ? Vous n'avez pas deviné, il faut vous faire un dessin ? Pour qui roulent-ils en vérité, quels intérêts représentent-ils ? Cherchez bien, vous avez la réponse dans cette causerie.

ACTUALITE EN TITRES

Question saugrenue.

- Pourquoi le gouvernement ressort tous les sujets sociétaux au même moment - 20minutes.fr

Comment ils signent leurs crimes.

- Bill Gates préfère éradiquer des maladies plutôt que rester célèbre - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Damas a annoncé mercredi soir que l'aviation israélienne avait "*directement bombardé*" un centre de recherche militaire situé entre Damas et la frontière libanaise, pour la première fois en près de deux ans de conflit en Syrie.

Par ailleurs, le chef de l'opposition a créé une surprise de taille en annonçant mercredi être prêt à dialoguer avec le régime, mais sous conditions.

"Un avion de combat israélien a violé notre espace aérien à l'aube et a directement bombardé un centre de recherche sur l'amélioration de la résistance et l'auto-défense dans la région de Jomrayah dans la province de Damas", a affirmé l'armée dans un communiqué publié par l'agence officielle Sana.

L'armée syrienne fait état de deux employés tués et de cinq blessés dans ce centre, qui a subi "*d'importants dégâts*" et dont le "*bâtiment a été partiellement détruit*".

Le texte ajoute "*que des groupes terroristes ont essayé en vain à plusieurs reprises ces derniers mois d'entrer et de s'emparer de ce site*". Le régime affirme, depuis le début il y a 22 mois d'une révolte devenue guerre civile, lutter contre des "*terroristes*" armés et financés par l'étranger.

Cette attaque prouve "*désormais à tous qu'Israël est le moteur, le bénéficiaire et parfois l'acteur des actes terroristes visant la Syrie et son peuple résistant, en coordination avec les pays soutenant le terrorisme, dirigés par la Turquie et le Qatar*", poursuit l'armée.

Le communiqué explique en outre que "*les avions de combat israéliens ont pénétré (en Syrie) en volant en-dessous de la hauteur détectée par les radars*".

Des habitants près de Damas avaient dit auparavant à l'AFP que six missiles avaient touché mardi vers 23H30 (21H30 GMT) un centre de recherches sur les armes non conventionnelles, à Al-Hameh, à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de Damas.

Interrogée par l'AFP, une porte-parole de l'armée israélienne s'est refusée à tout commentaire, tandis que des sources sécuritaires ont affirmé que ce bombardement visait un convoi d'armes vers le Liban.

L'armée dément ces informations, affirmant qu'aucun convoi n'a été visé et qu'Israël s'est rendu coupable d'une "*agression caractérisée contre la souveraineté syrienne*" qui "*n'affaiblira pas la résistance*".

De son côté, l'armée libanaise a fait état d'un survol particulièrement intensif de son territoire, affirmant que 16 avions de combat israéliens étaient entrés dans son espace aérien durant la seule journée de mardi.

L'armée israélienne a redéployé dimanche deux batteries du système antimissile Iron Dome dans le nord du pays en vue d'une éventuelle action militaire contre des cibles en Syrie ou au Liban.

A Washington, Maison Blanche et département d'Etat se sont refusés à tout commentaire sur l'action israélienne. Le chef du renseignement militaire israélien, le général Aviv Kochavi, se trouve actuellement à Washington où il a notamment rencontré le

plus haut gradé américain, le général Martin Dempsey, ont indiqué à l'AFP deux responsables américains de la Défense.

Dans un texte publié sur sa page Facebook, le chef de la Coalition de l'opposition syrienne, Ahmed Moaz al-Khatib a affirmé qu'"en signe de bonne volonté", il était "prêt à des discussions directes avec des représentants du régime syrien au Caire, en Tunisie ou à Istanbul", suscitant le mécontentement d'une partie de l'opposition.

Il s'en prend aux Etats qui "s'asseoient sans rien faire et disent +Attaquez, ne négociez pas!+", et affirme prendre cette décision car "il n'est plus question de chercher à gagner du temps alors que les Syriens vivent une crise sans précédent".

M. Khatib pose toutefois comme principale condition, la libération des "160.000 personnes" détenues dans le cadre du soulèvement contre le régime.

S'il assure s'exprimer en son nom, ses déclarations ont suscité le rejet d'une partie de l'opposition, notamment du Conseil national syrien (CNS), principale composante de la Coalition.

Le CNS a ainsi tenu à souligner dans un communiqué qu'elles "ne reflètent en aucun cas la position de la Coalition et va à l'encontre des principes fondateurs de la Coalition (...) qui refuse de discuter avec le régime meurtrier".

Le président Bachar al-Assad a proposé début janvier un plan de sortie de crise prévoyant un dialogue national à Damas, catégoriquement refusé jusqu'ici par l'opposition qui pose comme condition sine qua non le départ de M. Assad.

Mardi, l'opposition tolérée s'est dit prête à un dialogue sur l'application de l'accord de Genève qui prévoit une transition en Syrie.
AFP 30.01

2- Etats-Unis

La révélation vient de Randy Short, membre de l'Association "Dignité, Droits de l'homme et Paix" qui siège à Washington :

"selon certains documents et rapports, l'ex ambassadeur américain, tué à Benghazi était impliqué dans un vaste réseau de trafic d'armes à destination de la Syrie" french.irib.ir 30.01

SOCIAL

France

1- Le Conseil d'État porte-parole des actionnaires d'une multinationale

Le Conseil d'État a annoncé aujourd'hui l'annulation de trois arrêtés qui gelaient ou plafonnaient les tarifs du gaz en 2011 et 2012, imposant au gouvernement d'appliquer des hausses rétroactives des factures payées par les ménages français.

Cette décision porte sur les périodes du 1er juillet 2011 au 1er octobre 2011, du 20 juillet 2012 au 28 septembre 2012, et du 29 septembre 2012 au 1er janvier 2013.

Les ministres chargés de l'économie et de l'énergie devront prendre de nouveaux arrêtés de fixation des tarifs pour les périodes concernées dans un délai d'un mois, a précisé le Conseil d'Etat.

La ministre de l'Energie Delphine Batho, qui anticipait la décision de la juridiction administrative sur les arrêtés de 2012, a fait savoir en décembre que ces hausses rétroactives seraient étalées sur 18 mois, comme celle consécutive à l'annulation du gel des tarifs sur la fin de 2011.

«En moyenne, le rattrapage total représentera un montant de 1,5 euros pour un ménage utilisant le gaz pour les usages de cuisson et de 23 euros environ pour un ménage se chauffant au gaz», selon un communiqué publié mercredi soir.

Le juge administratif était saisi par GDF Suez - qui demandait la couverture de ses coûts - et par les concurrents de l'opérateur historique tels que Poweo Direct Energie et l'italien Eni, pour qui le gel partiel des tarifs créait une distorsion de concurrence. Reuters 30.01

2- Grandéco : 162 licenciements

Le groupe belge Grandéco, spécialisé dans la fabrication de papier peint, a déposé le bilan de sa succursale française implantée à Châlons-en-Champagne (Marne), qui emploie 162 personnes, a-t-on appris aujourd'hui de source syndicale.

"Le dépôt de bilan nous a été annoncé brutalement samedi par téléphone à l'issue d'un comité d'entreprise qui s'est tenu au siège social de l'entreprise à Tielt en Belgique", a expliqué à l'AFP Franck Leclere, délégué CGT de l'usine de Châlons-en-Champagne. "Nous venons de déposer une procédure secondaire auprès du tribunal de commerce de Châlons pour qu'un administrateur judiciaire soit nommé et que le droit du travail français s'applique", a-t-il précisé.

Selon lui, les 162 salariés pointent depuis hier mais sans pouvoir travailler, la direction belge ayant interdit la poursuite de la production. *"Grandéco wallfashion group"*, dont l'actionnaire principal est le fond d'investissement privé GIMV coté à la bourse de Bruxelles, a été fondé en juin 2007 à l'issue de la fusion entre l'entreprise belge Ideco et l'usine française Grantil installée à Châlons-en-Champagne depuis 1870.

"Nous avons reçu un prix de l'innovation en 2011 et malgré la régression du marché du papier peint on pense avoir un avenir s'il y a des investissements", a souligné le syndicaliste. AFP 29.01

ECONOMIE

Espagne

Le produit intérieur brut de l'Espagne s'est contracté plus fortement que prévu au quatrième trimestre, les mesures d'austérité et un taux de chômage élevé ayant poussé les ménages à réduire leurs dépenses.

Le PIB de la quatrième économie de la zone euro a reculé de 0,7% par rapport au trimestre précédent, selon les données provisoires publiées mercredi par l'Institut national de la statistique, soit à un rythme deux fois supérieur à celui du trimestre précédent.

Sur un an, le PIB se contracte de 1,8%. Reuters 30.01

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)